Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Contrat de concession de service public pour la gestion et l'exploitation du port du Cap d'Agde, du port d'Ambonne et du Centre Nautique de la Ville d'Agde

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Entre

La Commune d'Agde, représentée par Monsieur Gilles d'Ettore, Maire, agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du **13 avril 2021,**

Ci-après dénommée la **Collectivité concédante** ou le **Concédant** ou la **Commune**

D'une part,

Et

La Société de développement économique d'Agde et du littoral, au capital de **228 750** Euros, dont le siège social est situé **21 cours des gentilshommes 34300 Agde**, inscrite au registre du commerce et des sociétés de **Beziers** sous le numéro **378 317614,** représentée par **M. Stéphane Hugonnet, président**, en vertu **de la délibération du Conseil d'administration**, en date du **9 octobre 2020,**

Ci-après dénommée le **Concessionnaire**

D'autre part,

Ci-après dénommées ensemble les **Parties.**

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

SOMMAIRE

PARTIE I : CLAUSES GENERALES 6

Article 1 – Reglementation applicable 6

Article 2 – Documentation contractuelle 6

Article 3 – Objet du contrat de concession 7

Article 4 – Périmètre et biens de la concession 8

Article 5 – Entrée en vigueur et durée du contrat 8

Article 6 – Missions du concessionnaire 9

Article 7 - Missions du concédant 10

Article 8 – Obligation de reprise des engagements et des contrats de travail conclus antérieurement à l'entree en vigueur du contrat 11

PARTIE II : EXPLOITATION DU CENTRE NAUTIQUE 12

Article 9 - Principes généraux d'exploitation 12

Article 10 - Nature des prestations d'exploitation 12

Article 11 – Gestion de l'école de voile 13

PARTIE III : EXPLOITATION DES PORTS 13

Article 12 - Principes généraux d'exploitation 13

Article 13 - Nature des prestations d'exploitation 13

Article 14 – Gestion des anneaux 14

PARTIE IV : MESURES D'EXPLOITATION COMMUNE AUX INFRASTRUCTURES 15

Article 15 – Promotion et animation 15

Article 16 - Horaires d'ouverture et accueil 15

Article 17 – Mesures environnementales 16

Article 18 - Règlement intérieur et consignes d'utilisation 16

Article 19 - Mesures de sécurité 16

Article 20 - Mesures d'hygiène 17

Article 21 - Mesures de surveillance 17

Article 22 - Gestion du personnel 18

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Article 23 - Qualité d'exploitation 18

Article 24 – Autorisations administratives 19

Article 25 – Continuité du service 19

PARTIE V : ENTRETIEN-MAINTENANCE, REPARATION, RENOUVELLEMENT 21

Article 26 - Régime des travaux d'entretien-maintenance et de réparations courantes 21

Article 27 - Régime des travaux de renouvellement et grosses réparations 22

Article 28 - Fonds de renouvellement 22

PARTIE VI : MODALITES FINANCIERES D'EXECUTION DE LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC 24

Article 29 - Economie générale du contrat 24

Article 30 - Tarification des prestations 24

Article 31 - Redevance d'occupation du domaine 25

Article 32 - Montant et financement des investissements 25

Article 33 - Régime comptable et fiscalite 26

Article 34 - Comptes-rendus annuels 27

PARTIE VII : RESPONSABILITE-ASSURANCES-GARANTIES 31

Article 35 - Responsabilité du Concessionnaire 31

Article 36 - Garantie 32

Article 37 - Assurances 33

PARTIE VIII : SANCTIONS – PENALITES 36

Article 38 - Pénalités 36

Article 39 – Exécution d'office, mesures urgentes et provisoires 37

PARTIE IX : EXECUTION DU CONTRAT 38

Article 40 - Modifications 38

Article 41 – Cession 39

PARTIE X : FIN DU CONTRAT 40

Article 42 - Faits générateurs 40

Article 43 – Résiliation pour motif d'intérêt général 40

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Article 44 – Résiliation pour force majeure 41

Article 45 - Résiliation pour faute / déchéance 41

Article 46 - Conséquences de la fin de la concession 43

PARTIE XI : DISPOSITIONS DIVERSES 47

Article 47 - Intérêts moratoires 47

Article 48 - Propriété des documents 47

Article 49 - Désignation du représentant du concédant 47

Article 50 - Différends et litiges relatifs à l'execution du contrat 47

Article 51 - Notifications 48

Article 52 – Délais 48

Article 53 – Election de domicile 48

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

PARTIE I : CLAUSES GENERALES

ARTICLE 1 – REGLEMENTATION APPLICABLE

Le Contrat est conclu et exécuté conformément à l'ensemble des normes européennes et nationales en vigueur au jour de sa conclusion et à toutes celles qui viendraient s'y substituer et s'ajouter.

Le Concessionnaire est réputé connaître la législation applicable et est tenu de se tenir informé des évolutions législatives qui peuvent intervenir.

Le Concessionnaire se conforme, notamment, à la réglementation spécifique :

- Du secteur portuaire ;
- En matière environnementale ;
- En droit social et en droit du travail ;
- En matière fiscale ;
- En droit de l'urbanisme, en particulier celle relative aux procédures d'autorisations et de déclarations préalables.

Le Concessionnaire réalisera tous les travaux prévus dans le Contrat dans le respect des Règles de l'Art et des usages professionnels.

En outre, le Concessionnaire exécutera ses missions conformément :

- À la directive 2014/23/UE du 26 février 2014 *sur l'attribution de contrats de concession* ;
- Aux dispositions du Code de la Commande publique pour sa partie relative aux concessions ;
- Aux articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (le CGCT) ;
- Aux dispositions du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, telles que modifiées par l'Ordonnance n° 2017-562 du 19 avril 2017 *relative à la propriété des personnes publiques ;*
- Aux articles R. 1411-1 et suivants du CGCT ;
- À la jurisprudence européenne et administrative française ;
- Aux principes généraux applicables au droit des contrats administratifs.

ARTICLE 2 – DOCUMENTATION CONTRACTUELLE

Le Contrat est composé des éléments suivants :

- Le Contrat de concession ;
- Ses annexes.

Les annexes ont valeur contractuelle, sauf indication contraire. Les annexes précisent et complètent le Contrat. Elles déclinent les dispositions opérationnelles du Contrat. En cas de contradiction entre le Contrat et ses annexes, le texte du Contrat prévaut.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Pendant l'exécution du Contrat, le Concessionnaire et la Collectivité concédante se concertent pour procéder à la mise à jour des annexes, celles-ci sont signées par les Parties et complètent ou remplacent les annexes préexistantes.

Le non-respect de l'obligation qui s'impose au Concessionnaire de mettre à jour les annexes peut être sanctionné par l'application de pénalités telles que prévues à l'article 38 du Contrat.

ARTICLE 3 – OBJET DU CONTRAT DE CONCESSION

Le Contrat sera exécuté aux risques et périls du Concessionnaire, en application des principes généraux du droit des concessions et de toutes les dispositions juridiques et règlementaires en vigueur au moment de son exécution et conformément aux engagements du Concessionnaire figurant en annexe A.

Les Parties s'engagent à exécuter le Contrat de bonne foi, en mettant en œuvre les dispositifs humains, matériels et techniques adaptés à la réalisation des objectifs poursuivis, dans le respect des conditions économiques qui ont présidé à sa passation.

En application de la réglementation en vigueur, et notamment du code de la commande publique pour sa partie relative aux concessions et des articles L.1411-1 et suivants du CGCT et dans les conditions déterminées par le Contrat, la Collectivité concédante confie au Concessionnaire qui l'accepte l'exploitation à ses risques et périls des infrastructures concédées et la réalisation des investissements nécessaires à leur fonctionnement.

I. La conception, le financement, la réalisation des investissements nécessaires aux infrastructures exploitées

La conception, le financement, la réalisation des investissements nécessaires au fonctionnement des infrastructures sont à la charge du Concessionnaire. Ils s'inscrivent dans le périmètre portuaire figurant en annexe **B** du Contrat.

Les investissements lourds envisagés pour une mise à niveau du port, vers plus de modernité, dès le début de la DSP, comprennent notamment :

- La modernisation des systèmes de distribution des fluides (eau et électricité) avec télérelevés et comptages individuels sur 1 318 emplacements de première qualité au minimum ;
- Renouvellement à neuf des pontons les plus anciens ;
- Remplacement de pieux ;
- Réfection de deux estacades ;
- Rénovations de bâtiments (y compris Centre Nautique) ;
- Réfection du revêtement de la zone technique ;
- Etc.

Le programme global des investissements figure en annexe **C** du Contrat.

II. L'exploitation des infrastructures

L'exploitation des infrastructures est à la charge du Concessionnaire :

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

- Le port du Cap d'Agde et le port d'Ambonne, y compris les marinas, ci-après « le Port » ;
- Le Centre Nautique, situé Plage Richelieu Est, avenue du passeur Challiès, 34300 Agde, ci-après « le Centre Nautique ».

Cette exploitation portera sur tout le Périmètre portuaire, terrestre et celui du Centre Nautique, figurant en annexe **B** du Contrat. Celui-ci assurera à sa charge les prestations visées à l'article 6 du Contrat et détaillées en annexe du Contrat.

Le contrat de concession emporte occupation du domaine public correspondant.

ARTICLE 4 – PERIMETRE ET BIENS DE LA CONCESSION

Pour l'exécution des missions confiées au Concessionnaire telles qu'elles résultent de l'article 6 du Contrat, le Concédant met à disposition l'intégralité du Périmètre portuaire et terrestre identifié en annexe **B2.**

Il inclut le sol, les superstructures et les infrastructures (notamment les réseaux enterrés) des surfaces concédées.

Seuls les réseaux enterrés correspondant à des besoins propres à l'exploitation des ports sont concernés par cet article.

Le Concessionnaire dispose de droits réels sur les ouvrages et équipements qu'il réalise, conformément à l'article L. 3132-2 du code de la commande publique. En tout état de cause, les droits réels attachés à la Concession ne pourront ni être de nature à entraver l'exécution du service public, ni excéder le terme normal de la Concession.

La mise à disposition des biens initiaux est matérialisée par la signature, par les Parties, d'un procès-verbal de mise à disposition à l'entrée en vigueur du Contrat. Il sera joint automatiquement en annexe **B3** du Contrat, sans nécessiter d'avenant.

Le Concessionnaire réalise une mise à jour de cet inventaire à chaque nouveau bien intégré au périmètre de la Concession. Cet inventaire mis à jour est transmis au Concédant sur demande et a minima en annexe à chacun des rapports annuels du Concessionnaire.

La durée de cette mise à disposition ne saurait dépasser celle du présent Contrat. Lorsque le Contrat prendra fin du fait de l'arrivée de son terme ou, avant terme, pour tout autre motif, la mise à disposition prendra également fin de plein droit sans qu'il soit nécessaire pour l'une ou l'autre des parties d'accomplir une quelconque formalité.

L'ensemble des biens et ouvrages mis à disposition du Concessionnaire par la Collectivité concédante constituent des biens de retour conformément aux dispositions de l'article 46 du Contrat. Ils restent la propriété de la Collectivité concédante et doivent faire retour à cette dernière au terme normal ou anticipé du Contrat.

ARTICLE 5 – ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE DU CONTRAT

La Concession est rendue exécutoire dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Le Concédant la notifiera au Concessionnaire en lui faisant connaître la date à laquelle elle aura été reçue par le représentant de l'Etat la rendant exécutoire.

Le contrat de concession prendra effet à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- réception par le concessionnaire de la lettre de notification ;
- 1er mai 2021.

Sa durée est fixée à **20 ans** à compter de sa date de prise d'effet.

ARTICLE 6 – MISSIONS DU CONCESSIONNAIRE

I. Missions générales

En vue de la réalisation de ses missions, le Concessionnaire assure à ses risques et périls l'exploitation des infrastructures et notamment :

- La gestion et l'exploitation des services nécessaires au fonctionnement des Ports, des marinas et du Centre Nautique, et notamment :
  - Les autorisations administratives nécessaires à l'exploitation ;
  - Les contrôles réglementaires ;
  - La conduite, la surveillance des installations ;
  - L'encadrement et la formation du personnel ;
  - La gestion et la commercialisation des anneaux ;
  - La réalisation des bilans d'activités et de tout autre document permettant le contrôle de la Concession ;
  - La gestion des droits de terrasse et des terres pleins de la zone technique ;
  - La gestion des marinas intégrant la gestion des contrats annuels ;
  - Le ramassage des ordures ménagères dans le périmètre de la Concession.
- Les investissements utiles et nécessaires au fonctionnement des biens et infrastructures de la concession :
  - Financer et assurer la maitrise d'ouvrage des investissements ;
  - Procéder à toutes études opérationnelles nécessaires à leur réalisation ;
  - Solliciter toutes les autorisations administratives nécessaires à leur réalisation ;
  - Démolir les bâtiments et ouvrages existants dont la démolition est nécessaire pour leur réalisation ;
  - Aménager les sols et réaliser tous les équipements concourant à leur réalisation ;
  - Assurer l'ensemble des tâches de conduite et de gestion de ces investissements.
  - Réaliser les opérations de gros entretien et renouvellement, les abonnements et assurances nécessaires ainsi que l'entretien et la maintenance des biens.

A ce titre, le Concessionnaire prend en charge toutes les dépenses d'exploitation et se rémunère sur les produits d'exploitation du service.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

II. Missions portant sur la prise en charge des marinas par le concessionnaire

Dans le cadre du présent contrat, le concessionnaire se voit transférer par la Ville la gestion des contrats d'amodiations et contrats annuels d'occupation des marinas suivants :

- Pour l'ile Saint Martin, le contrat arrivera à échéance le 20 juillet 2039
- Pour l'ile des Marinas, les échéances sont les suivantes :
  - 7 contrats annuels
  - 18 contrats à échéance en 2022
  - 13 contrats à échéance en 2023
  - 10 contrats à échéance en 2024
  - 1 contrat à échéance en 2025
  - 1 contrat à échéance en 2040
  - 115 contrats à échéance en 2050
  - 14 contrats à échéance en 2051
  - 15 contrats à échéance en 2052
  - 28 contrats à échéance en 2053
  - 3 contrats à échéance en 2054

Les contrats pluriannuels arrivant à échéance à terme ou de manière anticipée seront obligatoirement renouvelés sous forme de contrats annuels conformément au premier alinea de l'article R. 5314-31 du code des transports. Les contrats annuels devront respecter la trame des contrats en cours présentés en annexe **D1** au présent contrat.

Le concessionnaire aura la charge de gérer ces contrats annuels, leur conclusion, leur renouvellement ainsi que la relation clientèle associée. Il assurera également l'entretien et la maintenance des infrastructures, dans le respect des dispositions du présent contrat, et notamment des conditions définies au chapitre 3.

ARTICLE 7 - MISSIONS DU CONCÉDANT

La Collectivité concédante :

- Met à disposition du Concessionnaire l'intégralité du Périmètre visé à l'annexe **B2** ;
- Apporte son soutien au Concessionnaire pour la bonne exécution de la Concession dans le cadre de l'exercice des prérogatives qui lui sont reconnues et conformément aux dispositions législatives et règlementaires en vigueur.
- Définit les grandes orientations des services ainsi que les principes d'organisation, de fonctionnement et de performance du service public ;
- Valide les tarifs applicables aux usagers (notamment pour la location d'anneaux et les services connexes) sur proposition du Concessionnaire ;
- Contrôle le respect par le Concessionnaire de ses obligations contractuelles et sanctionne ses éventuels manquements. Elle peut se faire communiquer, par ce dernier, tous documents utiles à son contrôle ;
- Dispose d'un droit d'accès permanent à l'ensemble du Périmètre.

La Collectivité concédante exerce l'ensemble de ses pouvoirs et prérogatives dans les conditions fixées par le Contrat et dans le cadre des règles générales applicables aux contrats administratifs.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

ARTICLE 8 – OBLIGATION DE REPRISE DES ENGAGEMENTS ET DES CONTRATS DE TRAVAIL CONCLUS ANTÉRIEUREMENT À L'ENTREE EN VIGUEUR DU CONTRAT

I. Reprise des engagements

A la date d'entrée en vigueur du Contrat, le Concessionnaire se substitue à la Collectivité concédante dans l'exercice des droits et obligations de celle-ci à l'égard des personnes qui seraient titulaires de contrats de toute nature, de marchés, de sous-traités, d'autorisations ou de permissions d'occupation, de locations ou de tous engagements régulièrement conclus et toujours en vigueur à cette date.

La liste de ces engagements est annexée au Contrat.

II. Reprise des contrats de travail

A la date d'entrée en vigueur du Contrat, le Concessionnaire se substitue à la Collectivité concédante dans l'exercice des droits et obligations de cette dernière à l'égard des personnels affectés à la gestion du Port du Cap d'Agde, du Port d'Ambonne et du Centre Nautique.

Conformément aux dispositions de l'article L.1224-1 du Code du travail, le Concessionnaire s'engage à reprendre, à qualification professionnelle égale, l'intégralité du personnel affecté antérieurement à temps complet ou à temps partiel au fonctionnement des infrastructures à l'exception de certains agents qui seront réintégrés au sein des effectifs de la Commune.

Les agents se verront proposer un contrat de travail leur garantissant des conditions de rémunération et d'emploi au moins similaires à celles qui prévalaient précédemment. Si un agent refuse le transfert proposé, la responsabilité de la Collectivité concédante ne pourra, en aucun cas, être recherchée dans le cas d'une éventuelle rupture du contrat de travail.

La liste nominative de ces personnels – et la liste des agents réintégrés au sein des effectifs de la Commune – est transmise au Concessionnaire à la date de signature du Contrat et sera fixée en annexe **E.**

Concernant les personnels ayant le statut de fonctionnaires, ces derniers ne pouvant se voir imposer leur transfert dans une structure privée, ils seront reclassés dans les effectifs communaux en cas de refus de transfert, de mise à disposition ou de détachement vers le Concessionnaire.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Partie II : EXPLOITATION DU CENTRE NAUTIQUE

La présente partie a pour objet de préciser les conditions d'exploitation, par le Concessionnaire, spécifiques au Centre Nautique. Les autres conditions d'exploitation, communes au Centre nautique et au Port du Cap d'Agde et au Port d'Ambonne, sont exposées en Partie IV du présent Contrat.

La présente partie a vocation à s'appliquer, dès l'entrée en vigueur du Contrat.

A compter de l'entrée en vigueur du Contrat, le Concessionnaire est tenu d'assurer tout au long du présent Contrat la continuité du service public de gestion du Centre Nautique.

ARTICLE 9 - PRINCIPES GENERAUX D'EXPLOITATION

Le Concessionnaire exploite le service dont la gestion lui est déléguée à ses frais et risques et périls en respectant toutes les clauses, charges et obligations du présent Contrat et dans le respect de la réglementation en vigueur applicable à ce type d'exploitation.

Il doit notamment assurer la sécurité, l'hygiène, le bon fonctionnement des installations, la qualité de l'accueil des usagers et devra respecter les principes inhérents à la gestion d'un service public et notamment le principe d'égalité des usagers et celui de la continuité du service public.

Le Concessionnaire doit systématiquement tenir le Concédant informé de tout dysfonctionnement qu'il constaterait, de toute difficulté notable et lui formuler des propositions sur l'amélioration du bon fonctionnement du service public, en fonction des constatations qu'il réalise lors de l'exploitation quotidienne du service public.

ARTICLE 10 - NATURE DES PRESTATIONS D'EXPLOITATION

Le Concessionnaire est tenu d'assurer toutes les prestations d'exploitation du Centre Nautique au sein du Périmètre dont il a la responsabilité et notamment les prestations suivantes :

- Le contrôle de l'exploitation du Centre Nautique et la surveillance des installations associées ;
- L'entretien et la maintenance des infrastructures et équipements (outillages) sur le Périmètre ;
- Le contrôle qualité des services notamment par des enquêtes de satisfaction auprès des usagers ;
- La gestion technique et commerciale du Centre Nautique ;
- La transmission des renseignements sur le Centre avec panneaux d'affichage correspondants ;
- Le fonctionnement des installations sanitaires (WC, douches...), ;
- La lutte contre l'incendie ;
- La gestion du matériel mis à sa disposition.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

ARTICLE 11 – GESTION DE L'ECOLE DE VOILE

Le bâtiment de l'ancienne école de voile d'une superficie de 70 m², son accès direct à la plage et les 6 emplacements de stationnement à sec qui y sont attachés ne font pas partie de la présente concession.

La Commune d'Agde s'engage à ne pas y développer des activités de nature à concurrencer celles du concessionnaire. La gestion et l'utilisation de ces biens demeure l'affaire des services de la commune d'Agde, à savoir de la Direction des sports.

PARTIE III : EXPLOITATION DES PORTS

La présente partie a pour objet de préciser les conditions d'exploitation, par le Concessionnaire, spécifiques au Port du Cap d'Agde et au Port d'Ambonne. Les autres conditions d'exploitation, communes au Centre nautique et aux Ports, sont exposées en Partie IV du présent Contrat.

Elle a vocation à s'appliquer, dès l'entrée en vigueur du Contrat.

A compter de l'entrée en vigueur du Contrat, le Concessionnaire est tenu d'assurer tout au long du présent Contrat la continuité du service public de gestion des ports.

ARTICLE 12 - PRINCIPES GENERAUX D'EXPLOITATION

Le Concessionnaire exploite le service dont la gestion lui est déléguée à ses frais et risques et périls en respectant toutes les clauses, charges et obligations du présent Contrat et dans le respect de la réglementation en vigueur applicable à ce type d'exploitation.

Il doit notamment assurer la sécurité, l'hygiène, le bon fonctionnement des installations, la qualité de l'accueil des usagers et devra respecter les principes inhérents à la gestion d'un service public et notamment le principe d'égalité des usagers et celui de la continuité du service public.

Le Concessionnaire doit systématiquement tenir le Concédant informé de tout dysfonctionnement qu'il constaterait, de toute difficulté notable et lui formuler des propositions sur l'amélioration du bon fonctionnement du service public, en fonction des constatations qu'il réalise lors de l'exploitation quotidienne du service public.

ARTICLE 13 - NATURE DES PRESTATIONS D'EXPLOITATION

Le Concessionnaire est tenu d'assurer toutes les prestations d'exploitation des Ports au sein du Périmètre portuaire dont il a la responsabilité D et notamment les prestations suivantes :

- Le contrôle de l'exploitation des Ports, la surveillance des installations portuaires ;
- L'entretien et la maintenance des infrastructures (quais et terre-plein…), bâtiments et équipements (outillages) sur le Périmètre portuaire ;
- Le contrôle qualité des services portuaires notamment par des enquêtes de satisfaction auprès des usagers des Ports ;
- La gestion et la commercialisation des anneaux ;

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

- La transmission des renseignements sur la navigation et l'état du plan d'eau, des informations météorologiques avec panneaux d'affichage correspondants ;
- La distribution d'eau potable aux bateaux sur les postes d'amarrage ;
- La distribution d'énergie électrique sur les postes d'amarrage ;
- Le fonctionnement des installations sanitaires (WC, douches...) ;
- La lutte contre l'incendie ;
- La réception et l'enlèvement des ordures ménagères et des résidus, l'évacuation des eaux grises et noires (station de pompage) ;
- La liaison radio appropriée avec veille dans les conditions définies par l'autorité chargée du contrôle (s'il y a lieu) ;
- La mise à disposition des plaisanciers et entretien des équipements de communication (téléphone, wifi, etc.) ;
- La gestion du matériel de sauvetage nécessaire mis à sa disposition.

Le Concessionnaire établit un fichier détaillé par client et par bateau identifié en distinguant les plaisanciers des bateaux professionnels afin d'établir des statistiques de fréquentation des ports.

ARTICLE 14 – GESTION DES ANNEAUX

I. Placement des bateaux sur liste d'attente

Le Concessionnaire assure le placement des bateaux en conformité avec le plan de situation des postes d'amarrage, dans les conditions prévues par le règlement intérieur des Ports joint en annexe **D2.**

Sous réserve notamment des priorités qui seraient prévues par les consignes d'utilisation, ainsi que des cas d'urgence dont l'appréciation appartient aux agents chargés de la police des Ports, les ouvrages et outillages sont mis à la disposition des usagers, suivant l'ordre des demandes déposées par eux. Toutefois, l'appréciation de l'urgence résultant des dangers de la navigation appartient, dans ce cas, à l'autorité chargée du contrôle.

Les demandes sont inscrites, à cet effet, dans l'ordre à la date de leur formulation, sur des registres tenus par les soins du Concessionnaire (liste d'attente). Ces registres peuvent être consultés par toute personne intéressée au bureau du Port où ils sont conservés.

En cas de disponibilité de place, l'usager inscrit en première place de la liste d'attente, appelé par le Concessionnaire, à 72 heures pour faire connaître sa décision sur la proposition qui lui est faite :

- S'il ne répond pas dans ce délai, il sera appelé lors de la prochaine disponibilité de place correspondante à la liste d'attente sur laquelle il est inscrit. Un usager ne donnant pas suite 3 fois de suite est inscrit, après avoir été informé par le Concessionnaire, en fin de liste ;
- S'il refuse, il est soit réinscrit en fin de liste s'il en formule expressément la demande, soit rayé de la liste d'attente.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

II. Location des postes d'amarrage

Le Concessionnaire se charge de la location des postes d'amarrage. La location des postes d'amarrage fait l'objet de contrats annuels établis suivant un contrat type dont le modèle est joint en annexe **D1.**

PARTIE IV : MESURES D'EXPLOITATION COMMUNE AUX INFRASTRUCTURES

ARTICLE 15 – PROMOTION ET ANIMATION

Le Concessionnaire est chargé, en lien étroit avec le Concédant de promouvoir le Port du Cap d'Agde, le Port d'Ambonne et le Centre Nautique. Il participera au démarchage des usagers potentiels.

Un plan de communication des Ports et du Centre Nautique sera établi de façon concertée entre le Concessionnaire et le Concédant en début de contrat et sera revu chaque année afin de pouvoir ajuster le plan de communication pour la saison suivante.

Le Concessionnaire est encouragé à proposer toute animation de nature à dynamiser les Ports et de les faire connaître auprès des usagers français et internationaux. Le Concessionnaire prévoit notamment les animations suivantes :

- Weekend bleu
- Fête de la mer
- Régates internationales
- Accueil de bateaux de tradition

ARTICLE 16 - HORAIRES D'OUVERTURE ET ACCUEIL

Le Concessionnaire détermine les horaires d'ouverture des Ports et du Centre Nautique en concertation avec le Concédant, qui ne peuvent avoir pour effet d'interdire ou de restreindre l'accès aux infrastructures de certaines catégories d'usagers. Le Concessionnaire détermine les horaires d'ouverture des différentes catégories d'installations portuaires de manière compatible avec celles des Ports.

Une fois communiqués et validés par le Concédant, ces horaires d'ouverture sont portés à la connaissance des usagers et du public par tous moyens appropriés.

Le Concessionnaire est chargé d'accueillir les usagers aux horaires d'ouverture de la capitainerie et du Centre Nautique. Le Concessionnaire doit également, sur ces plages horaires, accueillir les personnes individuelles ou les groupes se présentant aux Ports et au Centre Nautique, dans le cadre d'une visite organisée ou spontanément.

Le Concessionnaire donne les renseignements pratiques sur les Ports et le Centre Nautique et leur fonctionnement. Ces renseignements peuvent également être donnés par téléphone

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

ou par courriel.

ARTICLE 17 – MESURES ENVIRONNEMENTALES

De manière générale, le Concessionnaire met en application toutes les mesures de nature à améliorer la gestion environnementale des infrastructures. Il s'engage notamment sur la base du Plan de développement durable prévue à l'annexe **D4.**

Il doit organiser, sous l'égide de l'autorité chargée du contrôle, l'enlèvement des ordures ménagères et des autres produits dont le rejet sur site est prohibé.

ARTICLE 18 - REGLEMENT INTERIEUR ET CONSIGNES D'UTILISATION

A. Règlement intérieur

Le Concessionnaire est tenu d'établir un règlement intérieur de fonctionnement des installations qui définira les règles de fonctionnement du service. Le Concessionnaire s'engage à établir un règlement intérieur conforme à celui figurant en annexe **D2.**

Le Concessionnaire peut proposer durant toute la durée du Contrat les modifications et mises à jour nécessaires au règlement. Toute modification ultérieure des règlements doit être approuvée par le Concédant.

Un affichage spécial des tarifs en vigueur est effectué de manière à être clairement lisible par les usagers. Les règles de sécurité et d'évacuation sont portées à la connaissance des usagers conformément à la réglementation en vigueur.

B. Consignes d'utilisation

Le Concessionnaire établit les consignes d'utilisation, c'est-à-dire les conditions dans lesquelles les usagers sont admis à utiliser les installations, en concertation avec le Concédant.

Elles font obligation aux différents intervenants de signaler au Concessionnaire tout dysfonctionnement d'équipements ou de services susceptibles d'avoir des conséquences pour le service dont il a la charge.

Elles doivent être portées à la connaissance des usagers et du public par voie d'affiches apposées à proximité des ouvrages et outillages ou tous moyens complémentaires appropriés.

ARTICLE 19 - MESURES DE SECURITE

Le Concessionnaire déclare connaître les textes, règlements et consignes de sécurité en vigueur dans la gestion des infrastructures dont il a la charge ainsi que pour l'ensemble des activités qu'il aura à faire fonctionner. Il s'engage à les respecter et à les faire respecter par son personnel.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Le Concessionnaire doit respecter et faire respecter les textes, règlements et consignes de sécurité en vigueur dans le Périmètre en annexe **B2** dont il a la charge, ainsi que les règles relatives aux ERP et les normes régissant l'ensemble des activités qu'il aura à faire fonctionner et exploiter.

Il doit également se conformer aux prescriptions imposées par les différentes instances et notamment la commission de sécurité.

ARTICLE 20 - MESURES D'HYGIENE

Le Concessionnaire doit respecter l'ensemble des règles sanitaires applicables au type d'exploitation dont il a la charge.

Le Concessionnaire a l'obligation d'assurer la surveillance, la prévention et la lutte contre la pollution du plan d'eau concédé. Il est tenu de surveiller l'état sanitaire des plans d'eau portuaires, qui doit répondre aux prescriptions de la réglementation en vigueur.

Le Concessionnaire est tenu d'assurer l'hygiène des infrastructures, en faisant respecter des prescriptions aux usagers. Il est ainsi interdit :

- De rejeter des déchets, des détritus, des ordures ménagères, des décombres dans les plans d'eau ;
- De rejeter tous liquides insalubres et notamment des hydrocarbures (gazole, mazout, fioul, essence, huiles de vidange ou de graissage) et les eaux usées des bateaux dans le(s) plan(s) d'eau ;
- D'entreposer sur les quais tous produits susceptibles de venir secondairement polluer le(s) plan(s) d'eau ;
- De rejeter les produits issus des travaux d'entretien intérieurs ou extérieurs des bateaux, en dehors de dispositifs adaptés et agréés.

Le Concessionnaire s'engage par ailleurs à obtenir ou maintenir une certification indépendante garante de la propreté et de la qualité environnementale du site portuaire type certification « Ports propres », certification « ISO 14001 », label « Pavillon bleu », « Port exemplaire ».

De manière générale, le Concessionnaire met en application toutes les mesures de nature à améliorer la gestion environnementale des infrastructures. Il doit organiser, sous l'égide de l'autorité chargée du contrôle, l'enlèvement des ordures ménagères et des autres produits dont le rejet dans les Ports est prohibé.

Le Concessionnaire est tenu d'utiliser et faire utiliser par les usagers l'équipement d'évacuation des eaux grises et noires mises en place sur les Ports. Le contrôle de l'efficacité de cette mesure est effectué par l'autorité chargée du contrôle. L'analyse bactériologique des eaux prélevées dans les plans d'eau, la passe de sortie, ou ses abords, doit obligatoirement satisfaire aux normes en vigueur. De plus, il devra être constaté qu'il n'existe à la surface des eaux sortant des ports aucun déchet solide et aucune nappe d'hydrocarbures.

ARTICLE 21 - MESURES DE SURVEILLANCE

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Le Concessionnaire est chargé de veiller à la sécurité des personnes et des biens au sein du périmètre de la Concession et ce, dans la limite du Périmètre concédé. Il fait notamment des rondes régulières pour veiller à la sécurité des bateaux et des usagers. Le Concessionnaire organise un service d'astreinte (personnel joignable 24h/24 en cas d'urgence), dont il donne les coordonnées au Concédant. En cas d'acte de délinquance contre les personnes et les biens, le Concessionnaire entre immédiatement en contact avec les personnes publiques compétentes.

Le Concessionnaire est tenu d'assurer, avec les équipements mis à disposition par le Concédant, l'éclairage du Centre Nautique, des ouvrages et outillages et leurs abords pendant la nuit, pour permettre la surveillance du Centre Nautique, des terre-pleins, quais et appontements et assurer la sécurité sur ces terre-pleins et au droit des postes d'amarrage. La Ville est responsable de l'éclairage extérieur des parties publiques.

ARTICLE 22 - GESTION DU PERSONNEL

Le Concessionnaire recrute et affecte au fonctionnement du service le personnel, en nombre et en qualification, qui est nécessaire pour remplir sa mission. Le personnel est entièrement rémunéré par ses soins, charges sociales et patronales comprises et autres frais et taxes.

L'exploitation des Ports est assurée par le personnel transféré, tel que visé au Contrat, ainsi que par les nouvelles embauches nécessaires pour exécuter le Contrat.

Une liste des personnels affectés à l'exploitation est établie par le Concessionnaire et adressée à la Collectivité concédante, dans un délai de 1 mois à compter de l'entrée en vigueur du Contrat. Cette liste comprend les personnels du Concessionnaire qui concourent directement à la mise en œuvre des activités de gestion et d'exploitation de la Concession. Elle mentionne notamment les fonctions, qualifications et affectations respectives de ces personnels. Elle fait également état des personnels partiellement affectés à l'exploitation en précisant les quotes-parts d'affectation en équivalent temps plein.

Le Concessionnaire a la possibilité de recourir à des emplois saisonniers.

Le Concessionnaire doit se conformer au Code du travail et à la législation en vigueur, notamment en matière d'hygiène et de sécurité du personnel.

Le non-respect de ces obligations est susceptible de donner lieu à l'application, par la Collectivité concédante, des pénalités prévues à l'article 38 du Contrat.

ARTICLE 23 - QUALITÉ D'EXPLOITATION

Le Concessionnaire devra travailler à garantir la meilleure qualité possible de l'accueil et des services rendus. En application du présent Contrat, la qualité de l'accueil que devra assurer le Concessionnaire se caractérise notamment par un savoir-être et une qualité de contact avec les usagers mais aussi avec la population locale. Elle se caractérise également par une capacité à renseigner les usagers et à leur rendre service.

Le Concessionnaire s'engage à ce titre :

- Sur les engagements d'exploitation présentés en annexe **D** du Contrat ;

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

- A faire toutes les démarches en vue d'obtenir les labels suivants ou leur équivalent en cas d'évolution ou de suppression :
  - Pavillon Bleu,
  - Port certifié port propre,
  - Port certifié actif en biodiversité

ARTICLE 24 – AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES

Le Concessionnaire assure toutes les obligations d'ordre réglementaire. Il est responsable de la mise en œuvre de l'ensemble des démarches en vue de la délivrance et du maintien, par les autorités ou services compétents, de l'ensemble des autorisations administratives, permissions, déclarations, licences, permis, règlement d'exploitation, certificats nécessaires à l'exploitation des infrastructures.

Le Concessionnaire prend à sa charge les conséquences financières résultant des éventuelles demandes des autorités compétentes.

En cas de retrait ou d'un recours contentieux ou administratif à l'encontre d'une ou plusieurs autorisations administratives, permissions, déclarations, licences, permis, certificats nécessaires à l'exploitation des infrastructures, le Concessionnaire en informe sans délai la Collectivité concédante et lui communique l'ensemble des pièces du ou des recours ou, dans le cas d'un retrait, les motifs de ce retrait qui lui auront été communiqués.

Les Parties se rencontrent à la demande de la Partie la plus diligente, dans un délai maximal de 1 mois, à compter de cette information, pour examiner ensemble les conséquences de ce recours ou retrait sur les conditions d'exploitation du service et tenter de trouver ensemble une solution préservant les intérêts des Parties.

ARTICLE 25 – CONTINUITE DU SERVICE

Le Concessionnaire est tenu d'assurer la continuité du service compris dans le Périmètre figurant en annexe **B.**

Le Concessionnaire établit, dès l'entrée en vigueur du Contrat, dans la limite des dispositions légales et règlementaires, un plan de fonctionnement minimum du service et en assure sa mise en œuvre. Ce plan de fonctionnement minimum est soumis pour approbation à la Collectivité concédante.

Toutefois, sont considérés comme légitimes les cas d'interruption des services résultant d'un danger grave, de force majeure ou de grève, dans les conditions définies ci-dessous.

- **Danger grave :**

Lorsque le Concessionnaire juge qu'il y a danger ou inconvénient grave à poursuivre l'exploitation du service compris dans le Périmètre portuaire figurant en annexe **B**, il est habilité à faire suspendre immédiatement les opérations d'exploitation.

- **Force majeure :**

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Constitue un cas de force majeure au sens du présent contrat toute circonstance ou fait extérieur aux Parties, indépendant de leur volonté et qu'elles ne peuvent empêcher malgré tous leurs efforts raisonnablement possibles, et rendant impossible l'exécution du contrat par le Titulaire.

La grève n'est pas considérée comme un cas de force majeure. Constitue un cas de force majeure l'épidémie de Covid-19 ainsi que la pandémie d'une maladie contagieuse officiellement déclarée par l'OMS lorsque des mesures de sécurité sanitaires sont prises par l'Etat ou l'autorité délégante ayant un impact direct et significatif sur l'exécution des services.

- **Grève :**

La grève sera considérée comme cause légitime de discontinuité du service public, à la condition expresse que le Concessionnaire ait mis en œuvre tous les moyens à sa disposition, pour en empêcher le déclenchement, ou, à défaut, en limiter l'impact.

Lorsque le Concessionnaire invoque la survenance d'un des événements susvisés, il le notifie dans les plus brefs délais à la Collectivité concédante par lettre recommandé avec demande d'avis de réception. Il doit communiquer à la Collectivité concédante une note décrivant la nature de l'événement et précisant les conséquences de cet évènement sur l'exécution du Contrat, ainsi que les mesures prises pour en atténuer les effets.

En cas de danger grave, de force majeure ou de grève, le Concessionnaire ne sera pas sanctionné pour l'inexécution du Contrat et ne pourra se voir appliquer les pénalités visées à l'article 38 du Contrat.

Dans tous les cas, les Parties se rapprochent afin d'étudier les mesures susceptibles d'être prises pour permettre l'exécution du Contrat. Il est convenu d'un principe de partage des conséquences financières à définir en fonction des circonstances de fait pour permettre la reprise de l'exécution du Contrat.

Lorsque les effets de la force majeure, du danger grave ou de la grève prennent fin, l'obligation d'exécuter le Contrat s'impose à nouveau aux Parties.

Le Concessionnaire est tenu d'assurer une astreinte décisionnelle 24H/24 et un service technique minimal aux heures ouvrables, tous les jours de la semaine.

En cas de défaillance avérée du Concessionnaire pour maintenir la continuité du service, la Collectivité concédante peut prendre toutes mesures d'urgence ou conservatoires, dans les conditions prévues à l'article 39 du Contrat.

Le Concessionnaire s'engage à porter à la connaissance de la Collectivité concédante, en temps réel et avec diligence, tout incident ou accident, qui, par sa nature ou sa portée, est susceptible d'impacter les conditions d'exécution du service. Toute information verbale est confirmée par un rapport ou une note écrite.

Les informations sont communiquées sur support informatique ou par transmission électronique, à la demande de la Collectivité concédante.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

PARTIE V : ENTRETIEN-MAINTENANCE, REPARATION, RENOUVELLEMENT

Le Concessionnaire est tenu d'exécuter les travaux d'entretien-maintenance, de réparation et de renouvellement dans les conditions suivantes :

- Les travaux d'entretien-maintenance et de réparations courantes sont exécutés par le Concessionnaire à ses frais, conformément au Contrat ;
- Les travaux de renouvellement et de grosses réparations sont exécutés par le Concessionnaire à ses frais conformément au Contrat ;
- Le Concessionnaire assure à ses frais le nettoyage des installations portuaires, équipements et matériels nécessaires à l'accomplissement du service.

Les parties conviennent expressément d'exclure des dispositions du présent contrat :

- L'éclairage public ;
- Les digues de protection principales du Port du Cap d'Agde et du Port d'Ambonne ;
- Les quais qui entourent les bassins de ces ports.

Ceux-ci demeurent en tout point à la charge du Concédant, notamment en ce qui concerne leur entretien, réparation et renouvellement, à l'exception :

- de l'entretien courant des quais qui reste à la charge du Concessionnaire ;
- des investissements prévus par le Concessionnaire dans le cadre des annexes au présent contrat.

ARTICLE 26 - REGIME DES TRAVAUX D'ENTRETIEN-MAINTENANCE ET DE REPARATIONS COURANTES

Tous les ouvrages, équipements et matériels du Périmètre portuaire en annexe **B** du Contrat sont entretenus et tenus en bon état de fonctionnement et réparés par les soins du Concessionnaire, et à ses frais.

Les travaux d'entretien-maintenance et de réparations courantes comprennent toutes les opérations permettant d'assurer le maintien en état de fonctionnement des installations/ouvrages jusqu'au moment où la vétusté ou une défaillance rend nécessaire les travaux de renouvellement ou de grosses réparations, ainsi que toutes les opérations de nettoyage permettant de garantir une stricte hygiène et propreté des installations et de leurs abords.

Cette obligation concerne également les installations de signalisation maritime dans le Périmètre portuaire visé en annexe **B**. Le Concessionnaire en assure le fonctionnement et l'entretien sous l'égide de la police portuaire. Le matériel spécial de signalisation et les pièces de rechange correspondantes nécessaires à l'entretien et au fonctionnement de ce matériel doivent être agréés par l'autorité chargée du contrôle.

Le Concessionnaire doit assurer, conformément à la réglementation en vigueur, les vérifications périodiques obligatoires des équipements et installations. Le compte-rendu établi suite aux vérifications sera transmis au Concédant dans un délai de 3 mois. Le non-respect de cette obligation sera sanctionné dans les conditions prévues à l'article 38.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

ARTICLE 27 - REGIME DES TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT ET GROSSES REPARATIONS

Tous les travaux de renouvellement et de grosses réparations à l'intérieur du Périmètre portuaire visé en annexe sont à la charge du Concessionnaire.

Le Concessionnaire est tenu au renouvellement de tous les ouvrages détériorés, quelle qu'en soit la cause. Il doit remplacer tous les équipements, installations, matériels et mobiliers détériorés du fait d'une mauvaise utilisation. Le renouvellement correspond ainsi au remplacement des biens arrivés en fin de durée de vie technique. Ces réparations doivent être effectuées immédiatement, sans préjudice des recours éventuels contre les auteurs de dégâts.

Les travaux de renouvellement et grosses réparations seront effectués conformément au plan prévisionnel de renouvellement figurant en annexe **C3** du Contrat. Ce plan comprend l'ensemble des opérations de maintenance lourde amortissable, relevant de la catégorie des investissements, et visant à maintenir les installations dans un état de conservation conforme aux objectifs fixés et aptes au service public portuaire auquel elles sont destinées.

Le Concessionnaire peut déroger au plan de renouvellement :

- En ne réalisant pas les opérations de renouvellement prévues, celles-ci n'apparaissant pas nécessaires à la bonne exploitation du service et à la conservation du patrimoine, ou
- En réalisant des opérations de renouvellement différentes qui sont strictement nécessaires à la bonne exploitation du service et à la conservation du patrimoine.

Les Parties engagent un travail de revue quinquennale du plan de renouvellement qui sera, le cas échéant, modifié par voie d'avenant.

ARTICLE 28 - FONDS DE RENOUVELLEMENT

Le Concessionnaire s'engage à disposer durant toute la durée du Contrat, des capacités financières nécessaires au financement de ses obligations de renouvellement par abondement des sommes nécessaires sur un compte « fonds de renouvellement ».

Au crédit de ces comptes figurent :

- Les dotations nécessaires au financement des opérations de renouvellement. Celles-ci sont calculées sur la base du plan de renouvellement figurant en annexe **C3** ;
- Les remboursements dont bénéficierait éventuellement le Concessionnaire ;
- Le montant des produits financiers générés par les sommes figurant au crédit du fonds de renouvellement.

Au débit de ces comptes figurent les dépenses effectives de renouvellement engagées par le Concessionnaire.

Dans son rapport annuel, le Concessionnaire rend compte à la Collectivité Concédante de la situation des comptes de fonds de renouvellement.

Au terme normal du Contrat, si le solde du fonds de renouvellement est positif, ce solde sera

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

reversé au Concédant. Si le solde du Fonds de Renouvellement est négatif, le déficit sera supporté par le Concessionnaire.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

PARTIE VI : MODALITES FINANCIERES D'EXECUTION DE LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

ARTICLE 29 - ECONOMIE GÉNÉRALE DU CONTRAT

Le Concessionnaire assume l'ensemble des missions qui lui sont confiées par le Contrat, à ses risques et périls et à ses frais.

Sa rémunération est substantiellement liée aux résultats de l'exploitation du service.

Corrélativement, le Concessionnaire bénéficie de l'autonomie de gestion du service, dans les limites prévues au Contrat et sous le contrôle de la Collectivité concédante. A cet effet, le Concessionnaire respecte le principe de transparence dans ses relations contractuelles, notamment financières, avec la Collectivité concédante.

Le contrat présente un droit d'entrée chiffré à 1 800 000 EUROS HT fondé sur la valeur résiduelle des biens qui sont mis à disposition du Concessionnaire. Cette somme est versée par le Concessionnaire au Concédant dans un délai compris entre un mois suivant la date d'entrée en vigueur du Contrat et trois mois suivant la date de clôture des comptes du précédent contrat de délégation de service public.

Concernant la valeur résiduelle des biens revenant à l'exploitant précédent, et à la demande de l'Autorité concédante, ce versement sera opéré directement dans les mains du précédent exploitant sur la base de la convention tripartite annexée au présent contrat.

ARTICLE 30 - TARIFICATION DES PRESTATIONS

Les charges supportées par le Concessionnaire pour la réalisation des missions objet du Contrat sont couvertes par les produits d'exploitation du Port et notamment :

- Les abonnements annuels
- Les droits perçus au titre de l'occupation du domaine public
- Les rémunérations des services fournis au usagers du port
- Les recettes nouvelles qui pourraient apparaitre avec le recours aux nouvelles formes d'exploitation.

Ces produits seront perçus par le Concessionnaire à compter de la date d'entrée en vigueur du Contrat.

Les tarifs à la charge des usagers pour ces prestations ainsi que leurs modalités d'évolution annuelle et la date d'entrée en vigueur des nouveaux tarifs sont définis à l'annexe du Contrat.

Les tarifs sont soumis à l'avis du Conseil portuaire puis sont validés chaque année par la Collectivité concédante, dans les conditions fixées à l'article 40 du présent contrat.

Ils sont affichés à la capitainerie dès leur mise en application.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Le compte d'exploitation prévisionnel et le trafic prévisionnel sont joints en annexe F au Contrat.

ARTICLE 31 - REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE

Le Concessionnaire reverse annuellement une redevance à la Collectivité concédante en contrepartie du patrimoine immobilier mis à sa disposition et à l'avantage économique qu'il en retire.

Le montant de la redevance annuelle est précisé ci-après en euros HT constants pour chaque année d'exécution du contrat (base mois remise offre) : 700 000 EUROS

2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031
700000	700000	700000	700000	700000	700000	700000	700000	700000	700000	700000
2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	
700000	700000	700000	700000	700000	700000	700000	700000	700000	700000	

Le paiement de la redevance d'occupation du domaine public sera effectué par le Concessionnaire chaque année N en quatre versements égaux, au plus tard les 31 décembre N-1, 31 mars N, 30 juin N et 30 septembre N.

A partir de 2022, la redevance d'occupation du domaine est révisée chaque année au 1er janvier, par application d'un coefficient donné par la formule suivante :

Cn = 0,15 + 0,52(S/So) +0,33 (E/Eo)

Cn = Coefficient de révision de l'année N

S = valeur de référence (troisième trimestre de l'année N-1) de l'indice INSEE des taux de salaire horaire des ouvriers - Ensemble des secteurs non agricoles – Base 100 au T2 2017. Identifiant 010562741.

So = valeur d'origine de l'indice INSEE des taux de salaire horaire des ouvriers - Ensemble des secteurs non agricoles – Base 100 au T2 2017. Identifiant 010562741. Sa valeur au troisième trimestre 2020 est 105,2.

E = valeur de référence (septembre de l'année N-1) de l'indice INSEE des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France- Ensemble - identifiant 001759970.

Eo = valeur d'origine de l'indice INSEE des prix à la consommation - base 2015 - Ensemble des ménages - France- Ensemble. Identifiant 001759970. Sa valeur en septembre 2020 est 104,55.

Le coefficient résultant du calcul de la formule de révision est arrondi au millième supérieur (soit par exemple : 1,00234 est arrondi à 1,003).

ARTICLE 32 - MONTANT ET FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS

Le montant prévisionnel des investissements portés par le concessionnaire est de 20 425 550 EUR HT présenté au sein de l'annexe C2.

Le Concessionnaire assume seul le risque de dépassement des coûts de ces investissements.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Le Concessionnaire assume à ses risques et périls le financement de ses investissements par tous moyens (dette bancaire, Fonds Propres, etc.). Le plan de financement de ses investissements est annexé au présent contrat (annexe C).

Quelles que soient les modalités de financement mises en œuvre, celles-ci doivent être compatibles avec (i) le respect de l'affectation des biens au service public, (ii) les exigences de la domanialité publique et (iii) les stipulations du Contrat.

Au cas où des emprunts sont contractés, ceux-ci devront être complètement amortis au terme du Contrat. A l'échéance normale ou anticipée du présent Contrat, la Collectivité Concédante ne se substitue en aucun cas au Concessionnaire pour le remboursement des emprunts contractés par ce-dernier.

En cas de recours au crédit-bail, le Concessionnaire doit s'assurer du respect, par le crédit-bailleur, des exigences du service public, et notamment l'affectation des biens au service public et la continuité du service public. A cette fin, une convention tripartite est conclue entre l'Autorité concédante, le Concessionnaire et le crédit-bailleur, dans laquelle est produit un engagement du crédit-bailleur à l'égard de l'Autorité concédante, garantissant le respect des exigences du service public. Le sort des contrats de crédit-bail est régi par la convention tripartite conclue entre le Concessionnaire, l'Autorité concédante et le crédit-bailleur.

La convention tripartite intègre nécessairement une clause spéciale prévoyant pour le crédit preneur, l'obligation de lever l'option d'achat du ou des biens ainsi financés, au plus tard six (6) mois avant le terme de la concession et cela quelles qu'en soient les causes. Du fait de cette obligation, le Concessionnaire accepte de prendre en charge, sous sa seule responsabilité, tout recours contentieux que l'établissement crédit-bailleur pourrait faire ultérieurement, notamment pour défaut d'information ou pour contester le droit de propriété publique dont dispose l'Autorité concédante au terme de la concession.

ARTICLE 33 - RÉGIME COMPTABLE ET FISCALITE

Le Concessionnaire établit les comptes du Contrat conformément aux règles du Plan comptable général français et aux règles spécifiques régissant les comptes sociaux des sociétés concessionnaires.

En particulier, il prévoit dans ses comptes autant que de besoin les dotations aux amortissements et provisions pour renouvellement afin de satisfaire à ses obligations de gros entretien renouvellement des biens.

Le Concessionnaire supporte, en tant que redevable, la charge de tous les impôts, taxes ou redevances auxquels sont actuellement ou pourraient être assujettis les activités objet du Contrat et plus précisément l'impôt sur le revenu, la taxe de séjour, la taxe foncière, la taxe sur les ordures ménagères et la taxe sur la valeur ajoutée. Il supporte tout risque de changement de réglementation fiscale.

Il s'acquitte, en outre, de toute autre contribution directe ou indirecte, de toutes les charges publiques, de quelque nature que ce soit et sous quelque dénomination qu'elles puissent être établies, instaurées en vertu des dispositions d'ordre législatif, réglementaire ou par décision administrative prise par les autorités compétentes.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Le Concessionnaire rembourse annuellement la taxe foncière relative au Périmètre portuaire supportée par la Collectivité concédante. La Collectivité concédante doit justifier de l'acquittement de cette taxe auprès du Concessionnaire qui s'engage à procéder au remboursement dans un délai d'un mois après présentation du justificatif.

ARTICLE 34 - COMPTES-RENDUS ANNUELS

En application des dispositions de l'article L. 3131-5 du code de la commande publique, le Concessionnaire transmet à la Collectivité concédante, chaque année, un rapport comprenant de manière distincte pour les Ports ainsi que pour le Centre Nautique :

- Les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la Concession ;
- Un compte-rendu technique et financier dont :
  - Un état de la situation des comptes de fonds de renouvellement ;
  - Un état des opérations d'entretien-maintenance et de gros-entretien-renouvellement.
- Une analyse de la qualité du service ;
- Une annexe permettant à la Collectivité concédante d'apprécier les conditions d'exécution du service public ;
- Une annexe relative à l'inventaire des biens de la concession à jour.

Ce rapport devra être transmis avant le 1er juin de chaque année N+1 pour l'exercice d'une année N considérée.

L'examen de ce rapport sera mis à l'ordre du jour de la plus prochaine réunion du conseil municipal qui en prendra acte conformément à l'article L. 1411-3 du CGCT.

Le rapport annuel est établi par le Concessionnaire, selon le modèle joint en annexe **G**.

Le Concessionnaire fournit également avant le 1er juin de chaque année N+1 à la Collectivité concédante les **données essentielles** relatives à l'exécution du contrat, conformément au Code de la commande publique et notamment ses articles L. 3131-1 et R.3131-1 ainsi que son annexe 15.

L'obligation de remettre à la Collectivité concédante un rapport annuel, s'applique également au Concessionnaire :

- Pour la première année civile, complète ou incomplète, d'exécution du service et
- Après le terme de la Concession, concernant la dernière année civile, complète ou incomplète, d'exécution du service.

Les Parties conviennent par ailleurs de se réunir au moins 1 fois par an avant le 30 juin pour faire le bilan de l'activité concédée.

Le rapport tient compte des spécificités du secteur d'activité concerné, respecte les principes comptables d'indépendance des exercices et de permanence des méthodes retenues pour l'élaboration de chacune de ses parties, afin de permettre la comparaison entre l'année en cours et la précédente. Toutes les pièces justificatives des éléments de ce rapport sont tenues par le Concessionnaire à la disposition du Concédant dans le cadre de son droit de contrôle.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Ce rapport comprend :

I. Les données comptables suivantes

- Le compte de résultat annuel de l'exploitation de la Concession rappelant les données présentées l'année précédente au titre du Contrat. Pour l'établissement de ce compte, l'imputation des charges s'effectue par affectation directe pour les charges directes et selon des critères internes issus de la comptabilité analytique ou selon une clé de répartition dont les modalités sont précisées dans le rapport pour les charges indirectes, notamment les charges de structure ;
- Une présentation des méthodes et des éléments de calcul économique annuel et pluriannuel retenus pour la détermination des produits et charges directs et indirects imputés au compte de résultat de l'exploitation, les méthodes étant identiques d'une année sur l'autre sauf modification exceptionnelle et dûment motivée ;
- Un état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du Contrat ;
- Un compte rendu de la situation des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public concédé, comportant notamment une description des biens et le cas échéant le programme d'investissement, y compris au regard des normes environnementales et de sécurité ;
- Un état du suivi du programme contractuel d'investissements en premier établissement et du renouvellement des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public concédé ainsi qu'une présentation de la méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel de résultat d'exploitation de la Concession ;
- Un état des autres dépenses de renouvellement réalisées dans l'année conformément aux obligations contractuelles ;
- Un inventaire des biens désignés au Contrat comme biens de retour et de reprise du service concédé ;
- Les engagements à incidences financières, y compris en matière de personnel, liés à la Concession et nécessaires à la continuité du service public.

II. Compte-rendu annuel technique et financier

Le compte rendu annuel technique et financier comporte les informations utiles relatives à l'exécution du service et notamment les tarifs pratiqués, leur mode de détermination et leur évolution, ainsi que les autres recettes d'exploitation. Au titre du compte rendu, le Concessionnaire fournit au moins les indications suivantes :

➢ Partie technique :

- Présentation des faits marquants de l'exercice ;
- Etat d'avancement des travaux : travaux réalisés, calendrier… ;
- Présentation des travaux pour la partie du quinquennat restant à réaliser ;
- Liste détaillée des travaux d'entretien, de réparations, de renouvellement des installations ainsi que la modernisation effectuée avec indication de leurs coûts ;
- Rapports des visites réglementaires des organismes de contrôle ;
- Relevé annuel des événements (grèves, pannes, mises à disposition exceptionnelles, interventions diverses) ayant eu un impact réel sur le fonctionnement de l'établissement ;
- Modifications éventuelles de l'organisation du service ;
- Moyens mis au service de l'information de l'usager ;

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

- L'évolution générale des locaux, matériels et installations mis à disposition.

Des justificatifs peuvent être demandées par le Concédant, périodiquement et à tout moment.

➢ Partie financière :

Le compte-rendu financier comprend une analyse des dépenses et des recettes. Ce document rappelle les conditions économiques générales de l'exercice. Il précise en outre :

- Les comptes sociaux du Concessionnaire ;
- Le rapport annuel de gestion du Concessionnaire ;
- Le détail par nature des charges de fonctionnement (personnel, entretien et réparation) ;
- Le détail des coûts d'investissement et leur évolution par rapport à l'exercice précédent (travaux, matériel, etc.) ;
- Le détail des charges de renouvellement et leur évolution par rapport à l'exercice antérieur (dont l'utilisation des provisions pour renouvellement s'il y a lieu) ;
- Le tableau d'amortissement avec notamment le détail et la durée des amortissements ;
- Les frais financiers ;
- Le détail des recettes de l'exploitation reparties suivant leur type, et leur évolution par rapport à l'exercice antérieur.

Ce rapport respecte les principes comptables d'indépendance des exercices et de permanence des méthodes retenues pour l'élaboration de chacune de ses parties, afin de permettre la comparaison entre l'année en cours et l'année précédente.

III. L'analyse de la qualité du service

Cette analyse comporte tout élément permettant d'apprécier la qualité du service rendu et les mesures proposées par le Concessionnaire pour une meilleure satisfaction des usagers. Afin que le Concédant puisse contrôler la qualité du service proposé, le rapport doit fournir au minimum les indications suivantes :

- Le service rendu aux usagers ;
- Les effectifs du service, les diplômes et qualifications, les fonctions et le temps de travail du personnel, y compris les vacataires ;
- Les modifications éventuelles de l'organisation du service ;
- Les réclamations et contentieux.
- Des propositions concrètes visant à améliorer la qualité du service sur les années suivantes avec une présentation des impacts attendus (dont : présentation des actions, modalités et échéances de mise en place, type et échéance des impacts).

La Collectivité concédante peut, outre le rapport annuel décrit ci-dessus, demander au Concessionnaire de lui fournir tout autre élément d'information utile non prévu par les dispositions précitées ou la réglementation dans la mesure où ces éléments sont disponibles.

Le Concessionnaire tient ces éléments à disposition de la Collectivité concédante qui peut en solliciter toute communication, avec le rapport, afin d'exercer un contrôle efficient du bon fonctionnement du service concédé. D'une manière générale, le Concessionnaire

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

s'oblige à conserver, pendant toute la durée du Contrat les documents nécessaires au contrôle et présentant un intérêt significatif pour la gestion du service.

La non-production des rapports annuels financiers, techniques ou qualitatifs dans les délais fixés au présent chapitre constitue une faute contractuelle, sanctionnée notamment par une pénalité telle que fixée au Contrat.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

PARTIE VII : RESPONSABILITE-ASSURANCES-GARANTIES

ARTICLE 35 - RESPONSABILITE DU CONCESSIONNAIRE

Il est entendu entre les Parties qu'est une cause exonératoire de responsabilité du Concessionnaire la force majeure telle que définie à l'article 25 du Contrat concernant l'exploitation du Contrat.

I. Responsabilité des ouvrages et équipements

Le Concessionnaire conserve pendant toute la durée du Contrat l'entière responsabilité du bon achèvement, de la solidité et de l'étanchéité des constructions, en complément des dispositions des articles 1792 et 2270 du Code civil, relatifs à la garantie décennale.

En outre, le Concessionnaire conserve la responsabilité de la bonne tenue du gros œuvre et de ses aménagements. Il s'engage à contracter une assurance spécifique pour se garantir notamment des conséquences dommageables qui pourraient lui être imputées à cet égard.

Il doit se conformer à la législation en vigueur concernant l'assurance « maître d'ouvrage » si la nature de la construction le nécessite.

Le Concessionnaire garantit la Collectivité concédante de toutes condamnations éventuelles prononcées à l'encontre de cette dernière ou sommes mises à sa charge, pour des dommages causés aux personnels, aux matériels ou aux tiers trouvant leur origine dans l'exécution, l'inexécution ou la mauvaise exécution des missions qui lui sont confiées.

Le Concessionnaire ne peut invoquer le contenu et en particulier le plafonnement des garanties d'assurance souscrites en application de l'article 35 du Contrat pour s'exonérer de sa responsabilité. Il lui appartient si nécessaire d'assumer directement les conséquences financières des dommages relevant de sa responsabilité, si les indemnités allouées en application de ces garanties ne sont pas suffisantes.

II. Responsabilité de la gestion de l'activité

Le Concessionnaire est responsable, tant vis-à-vis de la Collectivité concédante que vis-à-vis des tiers, des dommages occasionnés par le fonctionnement du service sur le Périmètre portuaire et terrestre visé à l'annexe B du Contrat.

Le Concessionnaire fait ainsi son affaire de tous les risques et litiges pouvant provenir du fait de son exploitation.

La responsabilité de la Collectivité concédante ne pourra en aucune façon être recherchée à ce titre ou à l'occasion d'un litige provenant de la gestion du Concessionnaire.

Dans le cas où la victime d'un dommage dû à l'exploitation introduirait une requête en responsabilité à l'encontre du Concédant, il est convenu que le Concessionnaire relèvera de plein droit le Concédant en garantie.

Le Concessionnaire est seul responsable vis-à-vis des tiers, de tous accidents, dégâts et

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

dommages de quelque nature que ce soit. Il lui appartient de conclure les assurances qui couvriront ces différents risques et qui correspondent aux risques normaux de ce type d'exploitation.

Le Concessionnaire s'assure également de manière à couvrir la responsabilité qu'il peut encourir du fait de sa gestion du service.

Le Concessionnaire dispose de toutes possibilités de recours contre les tiers dont la responsabilité pourrait être engagée.

ARTICLE 36 - GARANTIE

Le Concessionnaire fournit à la Collectivité concédante, dans un délai d'un mois après la notification du contrat, une garantie à première demande :

- D'exploitation d'un montant de 347 900 euros correspondant à 3,5 % du chiffre d'affaires hors taxes annuel moyen, calculé sur la base du compte d'exploitation prévisionnel établi pour toute la durée du Contrat,
- D'investissement d'un montant de 735 000 euros correspondant à 3,5 % du montant des investissements prévus ans le plan d'investissement prévisionnel présenté en annexe C.

Cette garantie sera réalisée selon le modèle visé à l'annexe du Contrat.

La garantie sera renouvelée, chaque année, à la date anniversaire de sa fourniture, de manière à être permanente, ou quasi permanente, pendant toute la durée du Contrat. La garantie est émise par un établissement financier agréé de premier plan.

Le Concessionnaire s'engage, en cas d'utilisation de cette garantie pour les cas visés ci-dessus, à la reconstituer dans son intégralité, à hauteur du montant versé initialement. La garantie devra être reconstituée dans un délai maximum d'un mois. La non-reconstitution de la garantie, après une mise en demeure restée sans effet, pendant un mois, ouvrira droit à la Collectivité concédante de procéder à une résiliation pour faute dans les conditions prévues au présent Contrat.

La Collectivité concédante peut faire appel à cette garantie pour recouvrer :

- Le paiement des pénalités dues par le Concessionnaire ;
- Les dépenses engagées par la Collectivité si, à la fin du contrat, le Concessionnaire n'a pas remis les installations en état normal d'entretien ;
- Le paiement de toutes les sommes restant dues par le Concessionnaire.

Le Concessionnaire constitue ou fait constituer, trois années avant le terme du Contrat, une garantie autonome émise par un établissement de crédit de premier rang et substantiellement conforme au modèle figurant en annexe, d'un montant correspondant au montant alors estimé contradictoirement entre la Collectivité concédante et le Concessionnaire des opérations nécessaires à la remise en état desdits biens conformément.

Cette garantie devra être maintenue jusqu'à la première des deux dates suivantes : (i) l'expiration d'un délai de trois mois suivant le terme du Contrat ou (ii) la date à laquelle l'ensemble des opérations de remise en état susvisées aura été réalisé.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

A défaut, la Collectivité concédante fait effectuer ces travaux aux frais du Concessionnaire ou fait appel à la garantie à première demande prévue au présent article.

ARTICLE 37 - ASSURANCES

Compte-tenu des responsabilités qui lui incombent, le Concessionnaire est tenu de souscrire, auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, toutes les assurances nécessaires à la couverture des risques induits par ses missions d'exploitation du service public concédé et d'investisseur, tant pour son compte que pour le compte de la Collectivité concédante.

Outre la responsabilité qu'il encourt du fait des prestations effectuées et des matériels utilisés, le Concessionnaire sera également responsable des installations propriété de la Collectivité concédante, mis à disposition pour la gestion de l'activité concédée.

I. Obligation d'assurance du concessionnaire

Le Concessionnaire a l'obligation de souscrire tant pour son compte que pour celui de la Collectivité concédante, des polices d'assurance auprès de compagnies notoirement solvables qui couvrent l'intégralité de ses responsabilités et notamment :

- **Responsabilité civile** : cette assurance a pour objet de couvrir le Concessionnaire des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, quel qu'en soit le fondement juridique, qu'il est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers à raison des dommages corporels, matériels et immatériels qui trouvent leur origine dans l'exécution de ses obligations prévues à l'article 6 (réalisation des travaux et exploitation du Port) et à raison des atteintes à l'environnement.
- **Dommages aux biens** : Le Concessionnaire assure les conséquences pécuniaires des responsabilités qu'il est susceptible d'encourir pour les dommages subis par les biens objet du Contrat.

  Cette police garantit tous les dommages et risques assurables notamment :

  - Incendie, foudre, explosions, implosions ;
  - Accident maritime (collision navire contre quais ou pontons…) ;
  - Choc d'un véhicule terrestre ;
  - Tempête, grêle et neige ;
  - Fumées, émanations toxiques ;
  - Emeute, mouvement populaire, acte de terrorisme ou de sabotage, attentat, acte de vandalisme ;
  - Dégâts des eaux, gel, fuites ;
  - Bris de machines ;
  - Catastrophes naturelles ;
  - Vols, évènements non dénommés.

  Elle doit s'appliquer en plus des biens mobiliers et immobiliers, aux pertes et frais consécutifs liés à la réduction ou à la suppression des activités du Concessionnaire, ainsi qu'aux responsabilités civiles consécutives (ex. : recours des voisins et des tiers, …). Elle doit également couvrir les pertes d'exploitation liées aux dommages. Enfin, elle doit comporter une extension de garantie dommages aux existants.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Les garanties souscrites par le Concessionnaire ne doivent comporter aucune limitation dans les dommages causés aux personnes.

Il doit être prévu dans le ou les contrats d'assurance souscrit(s) par le Concessionnaire que :

- Les compagnies d'assurances ont communication des termes spécifiques du Contrat afin de rédiger ou modifier en conséquence leurs garanties ;
- Les compagnies d'assurances renoncent à tout recours contre le Concédant, le cas de malveillance excepté, pour tous les dommages et dégâts de quelque nature qu'ils soient résultant des travaux de construction et de l'exploitation du service.

Chaque année avant la date d'échéance du (ou des) contrat(s) d'assurances, le Concessionnaire doit procéder à une actualisation des garanties.

II. Obligations du Concessionnaire en cas de sinistre

Le Concessionnaire doit prendre toute disposition pour qu'il n'y ait pas d'interruption dans l'exécution du service, que ce soit du fait du sinistre ou du fait des travaux de remise en état engagés à la suite du sinistre.

En cas de sinistre affectant les ouvrages et les équipements, matériels ou mobiliers, l'indemnité versée par les compagnies est intégralement affectée à la remise en état, sans affecter en rien l'estimation de la valeur des biens avant le sinistre.

Les travaux de remise en état doivent commencer immédiatement après le sinistre, sauf en cas de force majeure telle que définie à l'article 25 du Contrat ou d'impossibilité liée aux conditions d'exécution des expertises.

III. Justification des assurances

La compagnie d'assurance choisie par le Concessionnaire sera notoirement solvable.

Le Concessionnaire fournit avant le 30 avril de chaque année les attestations d'assurances précisant les risques garantis ainsi que les montants des garanties. La production de ces attestations est une condition de bonne exploitation du Contrat et une obligation substantielle du Concessionnaire.

Le Concédant peut à tout moment exiger du Concessionnaire la justification du paiement régulier des primes d'assurance sans que cette communication ne l'engage en aucune façon dans le cas où, à l'occasion d'un sinistre de quelque nature que ce soit, l'étendue des garanties souscrites auprès des compagnies d'assurances se révèlerait insuffisante.

Il est expressément convenu que le Concessionnaire doit appeler l'attention de la compagnie d'assurances sur le principe essentiel de continuité du service public.

Les attestations d'assurance font apparaitre les mentions suivantes :

- Le nom de la compagnie d'assurance ;
- Les activités garanties ;
- Les risques garantis ;
- Les montants de chaque garantie ;

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

- Les montants des franchises et des plafonds des garanties ;
- Les principales exclusions ;
- La période de validité ;
- La date de conclusion du contrat ;
- La date de prise d'effet du contrat ;
- Les modalités de résiliation du contrat.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

PARTIE VIII : SANCTIONS – PENALITES

ARTICLE 38 - PENALITES

I. Principe des pénalités

Sauf cas de force majeure (tel que prévu à l'article 25 du Contrat), des pénalités peuvent être imposées au Concessionnaire faute pour lui de remplir les obligations mises à sa charge au terme du Contrat, sans préjudice des éventuels dommages et intérêts envers les tiers ou la Collectivité concédante, ainsi que de l'application des mesures coercitives de mise en régie ou de déchéance qui pourraient être encourues.

La Collectivité concédante adresse, sauf en cas d'urgence, au Concessionnaire une mise en demeure de respecter ses obligations. Cette mise en demeure est notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les pénalités sont appliquées après expiration du délai minimal précisé au tableau ci-dessous ou d'un délai supérieur imparti par la Collectivité.

Les pénalités courent de plein droit à compter :

- soit de la constatation du manquement dans les cas expressément prévus par le Contrat et dans le respect du contradictoire,
- soit à l'expiration du délai imparti au Concessionnaire pour répondre aux demandes que la Collectivité concédante lui adresse.

En cas de répétition du manquement, les pénalités seront dues dès la constatation de la défaillance. La répétition du nombre de constatations donnant lieu à pénalités pourra en outre être sanctionnée par le Concédant par la déchéance du Contrat, dans les conditions prévues au Contrat.

II. Pénalités encourues par le Concessionnaire

Manquement	Montant de la pénalité	Délai après mise en demeure
Non production ou production incomplète de tout document dont la transmission est prévue au Contrat.	250 € / jour calendaire de retard	15 jours
Non-respect des stipulations contractuelles.	250 € / jour calendaire de retard	10 jours
Retard dans le calendrier d'exécution des investissements prévus au contrat (sauf en cas de force majeure ou de causes légitimes).	500 € / jour calendaire de retard	10 jours
Interruption totale non autorisée du service	1000 € / jour calendaire d'interruption	5 jours
Interruption partielle non autorisée du service.	500 € / jour calendaire d'interruption	10 jours

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Retard dans le renouvellement ou l'entretien des infrastructures	500 € / jour calendaire de retard	10 jours
Négligence dans le renouvellement ou l'entretien des infrastructures	500 €/ opération constatée	10 jours

ARTICLE 39 – EXÉCUTION D'OFFICE, MESURES URGENTES ET PROVISOIRES

I. Mesures d'urgence

En cas de péril imminent mettant en danger la sécurité ou la sûreté des personnes et des biens ou la préservation de l'environnement, la Collectivité concédante peut prendre les mesures d'urgence et conservatoires nécessaires, y compris l'interruption provisoire du fonctionnement du service. Elle en informe immédiatement le Concessionnaire et les Parties se concertent sur les mesures ultérieures à prendre.

Ces mesures d'urgence et conservatoires sont réalisées aux frais du Concessionnaire. A défaut de paiement par le Concessionnaire des frais correspondants exposés par la Collectivité concédante, celle-ci peut faire appel à la garantie autonome à première demande.

II. Mise en régie provisoire

En cas de défaillance, insuffisance ou incapacité du Concessionnaire à assurer les missions prévues au Contrat dont il a la charge, le Concédant peut procéder ou faire procéder par un tiers, aux frais et risques du Concessionnaire, à l'exécution d'office des travaux et prestations nécessaires pour palier la défaillance du Concessionnaire, après mise en demeure dûment notifiée et restée sans effet à l'expiration du délai fixé.

Cette mesure devra être précédée d'une mise en demeure restée sans effet dans un délai de 3 mois.

Il n'est pas appliqué de pénalités au Concessionnaire sur les travaux et prestations faisant l'objet de cette exécution d'office pendant la période d'exercice de cette exécution d'office.

La mise en régie cesse dès que le Concessionnaire est de nouveau en mesure de remplir ses obligations, sauf si la déchéance est prononcée.

En cas d'incapacité du Concessionnaire d'assurer à nouveau l'exploitation du service constatée à l'issue d'une période de 3 mois, le Concédant peut prononcer la déchéance du Concessionnaire dans les conditions prévues par le Contrat.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

PARTIE IX : EXECUTION DU CONTRAT

ARTICLE 40 - MODIFICATIONS

Conformément aux articles L. 3135-1 et suivants et R. 3135-1 et suivants du code de la commande publique et sans préjudice des autres cas de modification des contrats de concession prévus au code de la commande publique, les conditions d'exécution du Contrat pourront être revues, par avenant, notamment en cas de :

- Évolution géographique du Périmètre visé à l'annexe **B** ;
- Modification des investissements à la charge du Concessionnaire, pour des causes extérieures à ce dernier ;
- Modification de la législation, notamment de la législation fiscale ou sociale ou de la doctrine fiscale ou des règles applicables aux ports et aux services portuaires, entrainant une augmentation des charges de la Concession, telles que des mises aux normes de certains ouvrages ou équipements, la révision des accords sociaux.
- Evolution des conditions économiques et techniques d'exécution du présent Contrat, ou événements extérieurs aux Parties, de nature à modifier substantiellement l'économie générale dudit Contrat.
- Prolongation de la durée du contrat de concession pour un motif d'intérêt général dans la limite d'un an maximum.

Conformément à l'article L. 3135-1 du Code de la commande publique, ces modifications, qui donnent lieu à un avenant, ne peuvent changer la nature globale du Contrat.

Afin de tenir compte de l'éventuelle évolution des conditions du Contrat, les Parties conviennent de se rencontrer, à l'initiative de la plus diligente, en vue de discuter et mettre en œuvre, le cas échéant, les mesures techniques et/ou financières permettant de préserver l'équilibre économique du Contrat.

A défaut d'accord entre les parties sur une modification du Contrat pour tenir compte de l'évolution des conditions d'exécution du service, l'exécution du Contrat se poursuit sans que le Concessionnaire ne puisse en demander la résiliation.

Lorsque l'exécution du Contrat ne peut être poursuivie sans une modification contraire aux dispositions prévues par le code de la commande publique, le Contrat peut être résilié par le Concédant, pour motif d'intérêt général.

Conformément aux articles L. 3135-1 et suivants et R. 3135-1 et suivants du code de la commande publique, les conditions d'exécution du Contrat pourront également être réexaminées, dans les deux cas suivants :

- Changement des indices de révision des tarifs ou de la redevance d'occupation du domaine public, notamment suite à la suppression des bases, des séries ou des indices précédemment fixés au contrat. Si un seul indice remplace un indice supprimé, ce nouvel indice s'appliquera de facto. Si plusieurs indices remplacent un indice supprimé, le nouvel indice sera déterminé par la Collectivité concédante ;
- Évolution annuelle des tarifs, dans les conditions définies à l'article 30 et à l'annexe D du Contrat.

Dans ces 2 cas, la Collectivité concédante formalisera sa décision uniquement par l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

ARTICLE 41 - CESSION

Toute cession, totale ou partielle, du Contrat par le Concessionnaire à un tiers ne peut intervenir qu'avec accord exprès et préalable du Concédant.

S'il envisage une cession totale ou partielle du Contrat, le Concessionnaire en avertit la Collectivité concédante par courrier recommandé avec demande d'avis de réception, au minimum trois mois avant la date prévisionnelle de la cession. Le dossier de saisine doit comprendre, notamment, le motif du projet de cession et une présentation détaillée des qualités économiques, financières, techniques et professionnelles du repreneur pressenti.

La Collectivité concédante fait connaître sa décision écrite et motivée dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande écrite du Concessionnaire. Le silence de la Collectivité concédante passé ce délai vaut refus du projet de cession du Contrat.

La cession entraîne la substitution du nouveau concessionnaire dans les droits et obligations résultant du Contrat, soit pour la totalité en cas de cession totale, soit pour la partie du Contrat considérée en cas de cession partielle. La cession ne donne lieu à aucune renégociation du Contrat et fait l'objet d'un avenant au Contrat.

Toute cession intervenue sans l'accord de la Collectivité Concédante peut être sanctionnée par la déchéance du Concessionnaire dans les conditions prévues à l'Article 45.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

PARTIE X : FIN DU CONTRAT

ARTICLE 42 - FAITS GENERATEURS

Le Contrat prend fin :

- À l'expiration de la durée convenue, conformément à l'article 5 du Contrat ;
- Par décision unilatérale du Concédant pour un motif d'intérêt général, conformément à l'article 43 du Contrat ;
- En cas de force majeure ou d'évènement extérieur rendant impossible la poursuite de l'exécution du Contrat conformément à l'article 44 du Contrat ;
- À titre de sanction en cas de déchéance du Concessionnaire dans les cas prévus à l'article 45 du Contrat.

ARTICLE 43 – RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

Le Concédant pourra mettre fin au Contrat avant son terme normal pour un motif d'intérêt général. Cette décision ne pourra prendre effet qu'après un délai de six mois à compter de la date de notification du courrier de résiliation, adressé par lettre recommandée avec accusé de réception au lieu du domicile du Concessionnaire.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, il sera calculé une indemnité égale à (A)-(B)+(C)-(D)+(E) avec :

- (A) : Pour chaque bien, valeur nette comptable des ouvrages, équipements, installations et matériels, acquis ou financés par le Concessionnaire, et ayant la qualité de bien de retour, et celle, le cas échéant de bien de reprise que le Concédant aurait décidé de reprendre, déduction faite, éventuellement de la valeur nette comptable des subventions perçues. La valeur nette comptable retenue est la plus faible des deux valeurs suivantes :
  - valeur prévisionnelle sur la base du Plan Prévisionnel d'Investissement contractualisé et mis à jour des avenants ;
  - valeur réelle dûment justifiée par le Concessionnaire.
- (B) : Le solde créditeur du Fonds de Renouvellement
- (C) : le préjudice subi par le Concessionnaire calculé comme la moyenne des résultats annuels nets avant impôt constatés des trois derniers exercices maximum écoulés, multipliée par le nombre d'années restant à courir, dans la limite maximale de deux années d'indemnisation, et plafonné à 700 000 euros.
- (D) Pénalités, droit d'entrée et redevances dues par le Concessionnaire en application du Contrat et non payées par le Concessionnaire à la date de résiliation
- (E) Frais liés à la rupture des contrats de travail, pour les personnels spécifiquement dédiés à l'exécution du service, s'il n'y a pas de reprise ou une reprise partielle de l'exécution du service par le Concédant ou un nouveau Concessionnaire

Si cette somme est positive, elle sera versée par la Collectivité Concédante au Concessionnaire. Si elle est négative, elle sera versée par le Concessionnaire à la Collectivité Concédante. Elle est versée dans un délai de 6 mois à compter de la prise d'effet de la résiliation.

Si les biens, de retour ou de reprise, ont été détruits ou endommagés, il est procédé à une expertise, et il est tenu compte des indemnisations qui en découlent (remise en état,

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

remplacement, etc. à verser au Concédant) pour le calcul du solde des droits à indemnisation du Concessionnaire au titre de la Concession.

Le détail du calcul du montant de l'indemnité est transmis pour information au Concessionnaire au plus tard un mois à compter de la prise d'effet de la décision de résiliation.

L'indemnité est versée au plus tard six mois à compter de la prise d'effet de la décision de résiliation.

ARTICLE 44 – RÉSILIATION POUR FORCE MAJEURE

En cas de force majeure telle que définie à l'article 25 du Contrat ou d'évènement extérieur aux Parties assimilable à la force majeure, rendant impossible la poursuite de l'exécution du Contrat, la résiliation pour force majeure peut être prononcée par voie conventionnelle ou juridictionnelle.

Dans ce cas, le Concédant s'engage à verser au Concessionnaire, un montant correspondant à la valeur nette comptable des ouvrages, équipements, installations et matériels, acquis ou financés par lui, et ayant la qualité de biens de retour, et celle, le cas échéant de biens de reprise que le Concédant aurait décidé de reprendre, déduction faite, éventuellement de la valeur nette comptable des subventions perçues et du solde créditeur du fonds de renouvellement. La valeur nette comptable retenue est la plus faible des deux valeurs suivantes :

- valeur prévisionnelle sur la base du Plan Prévisionnel d'Investissement contractualisé et mis à jour des avenants ;
- valeur réelle dûment justifiée par le Concessionnaire.

Si les biens, de retour ou de reprise, ont été détruits ou endommagés, il est procédé à une expertise, et il est tenu compte des indemnisations qui en découlent (remise en état, remplacement, etc. à verser au Concédant) pour le calcul du solde des droits à indemnisation du Concessionnaire au titre de la Concession.

Le détail du calcul du montant de l'indemnité est transmis pour information au Concessionnaire au plus tard un mois à compter de la prise d'effet de la décision de résiliation.

L'indemnité est versée au plus tard six mois à compter de la prise d'effet de la décision de résiliation.

ARTICLE 45 - RESILIATION POUR FAUTE / DECHEANCE

Le Concédant peut prononcer la déchéance des droits du Concessionnaire résultant du Contrat en cas de faute du Concessionnaire d'une particulière gravité, ou en cas de manquement répété aux obligations qui lui incombent. La résiliation pour faute peut être prononcée par le Concédant notamment dans les cas suivants :

- Non-respect par le Concessionnaire de la réalisation des investissements prévus au Contrat ;

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

- Non-respect, par le Concessionnaire, des travaux d'entretien-maintenance et des travaux de renouvellement et de gros entretien dont il a la charge en vertu du Contrat ;
- Interruption durable et prolongée de l'exploitation résultant d'une faute du Concessionnaire ;
- Non versement par le Concessionnaire, après mise en demeure infructueuse de plus de trois mois, de la redevance d'occupation ;
- Cession ou transfert par le Concessionnaire du Contrat sans l'accord préalable et exprès du Concédant ;
- Non-constitution et non-reconstitution de la garantie ;
- Liquidation ou dissolution amiable ou judiciaire du Concessionnaire ;
- Non-respect de la sécurité des usagers par le Concessionnaire ;
- Non-respect, par le Concessionnaire, de la réglementation sociale, du Code du travail, de la législation relative à la protection de l'environnement ;
- Non-respect par le Concessionnaire de ses obligations en matière d'assurance ;
- Négligence, incapacité, mauvaise foi du Concessionnaire compromettant l'intérêt général ;
- Manquement à ses obligations financières ;
- Mise en régie par la Collectivité concédante de plus de six mois consécutifs en application de l'article 39 du Contrat ;
- Fraude ou malversation de la part du Concessionnaire ;
- Rupture flagrante d'égalité de traitement ou de neutralité envers les usagers de la part du Concessionnaire, non justifiée par l'intérêt du service public.

La déchéance sera prononcée par simple délibération du conseil municipal, sans qu'il soit nécessaire de saisir le juge du contrat, après mise en demeure du Concessionnaire de se conformer à ses obligations et restée sans effet (c'est-à-dire n'ayant pas été suivie d'un commencement d'exécution se traduisant par la mise en œuvre de moyens sérieux visant à atteindre à bref délai le respect plein et entier de ses obligations) pendant un délai de trois mois.

La déchéance prendra alors effet à compter du jour de sa notification par la Collectivité concédante au Concessionnaire.

Le Concessionnaire ne pourra prétendre qu'à une indemnité égale à (A)-(B)-(C)-(D) avec :

- (A) : Pour chaque bien, valeur nette comptable des ouvrages, équipements, installations et matériels, acquis ou financés par le Concessionnaire, et ayant la qualité de biens de retour, et celle, le cas échéant de biens de reprise que le Concédant aurait décidé de reprendre, déduction faite, éventuellement de la valeur nette comptable des subventions perçues. La valeur nette comptable retenue est la plus faible des deux valeurs suivantes :

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

- valeur prévisionnelle sur la base du Plan Prévisionnel d'Investissement contractualisé et mis à jour des avenants ;
- valeur réelle dument justifiée par le Concessionnaire.

- (B) : Le solde créditeur du Fonds de Renouvellement
- (C) : le préjudice subi par le Concédant calculé comme 25% du chiffre d'affaires prévisionnel de l'année en cours.
- (D) Pénalités, droit d'entrée et redevances dues par le Concessionnaire en application du Contrat et non payées par le Concessionnaire à la date de résiliation

Si cette somme est positive elle sera versée par la Collectivité Concédante au Concessionnaire. Si elle est négative, elle sera versée par le Concessionnaire à la Collectivité Concédante. Elle est versée dans un délai de six mois à compter de la prise d'effet de la résiliation.

ARTICLE 46 - CONSÉQUENCES DE LA FIN DE LA CONCESSION

Les conséquences de la fin de la Concession (à son terme normal ou anticipé) sont régies par le présent article.

I. Sort des biens de la Concession

a. Remise des biens de retour

A l'expiration de la Concession, le Concessionnaire est tenu de remettre gratuitement à la Collectivité concédante, en bon état d'entretien, tous les biens de retour, ainsi que le montant des provisions constituées sur ces biens.

Constituent des biens de retour les terrains, bâtiments, ouvrages, installations, matériels et objets mobiliers nécessaires ou utiles à l'exploitation de la Concession, réalisés, acquis ou mis à disposition par la Collectivité concédante ou le Concessionnaire au cours de l'exécution de la Concession.

En contrepartie, la Collectivité concédante reprend, ou fait reprendre par l'exploitant par elle désigné, le solde de la dette régulièrement autorisée affectée à ces biens, qu'il s'agisse des emprunts ou avances. Le sort des contrats de crédit-bail est régi par la convention tripartite conclue entre le Concessionnaire, l'Autorité concédante et le crédit-bailleur, selon les modalités exposées à l'article .

b. Possibilité de rachat, par la Collectivité concédante, des biens de reprise

Constituent des biens de reprise les biens autres que ceux de retour, qui peuvent éventuellement être repris par la Collectivité concédante, ou par l'exploitant désigné par elle, en fin de Concession, si cette dernière estime qu'ils peuvent être utiles à l'exploitation de la Concession à son terme.

Ces biens appartiennent au Concessionnaire tant que la Collectivité concédante n'a pas usé de son droit de reprise.

La Collectivité concédante, six mois avant le terme du Contrat, dresse une liste des biens de reprise qu'elle souhaite reprendre. Le Concessionnaire ne peut s'opposer à la décision de reprise de la Collectivité concédante.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

c. Valeur de reprise des biens de retour et de reprise financés par le Concessionnaire

Les ouvrages, équipements, installations et matériels, ayant la qualité de biens de retour, et celle le cas échéant de biens de reprise que le Concédant aurait décidé de reprendre, sont repris à leur valeur nette comptable, déduction faite de la valeur nette comptable des subventions perçues et du solde créditeur du fonds de renouvellement.

Pour chaque bien, la valeur nette comptable retenue est la plus faible des deux valeurs suivantes :

- Valeur prévisionnelle sur la base du Plan Prévisionnel d'Investissement contractualisé et mis à jour des avenants ;
- Valeur réelle dument justifiée par le Concessionnaire.

d. Sort des biens propres du Concessionnaire

Les biens propres se composent des biens non financés par des ressources de la Concession et qui ne sont grevés d'aucune clause de retour obligatoire ou facultatif, car ni nécessaires ni utiles à la poursuite de l'exploitation de la Concession.

L'installation de tels biens sur le domaine concédé doit être autorisée par la Collectivité concédante. Cette demande d'autorisation doit mentionner la nature du bien, sa valeur, sa destination et son mode de financement.

Les biens propres du Concessionnaire peuvent, d'un commun accord entre les Parties, être rachetés par la Collectivité concédante ou l'exploitant par elle désignée dès lors que ce rachat présente un intérêt pour la poursuite de l'exploitation.

L'indemnité de rachat est alors déterminée entre les Parties.

Les biens propres du Concessionnaire qui ne sont pas rachetés par le Concédant devront, à l'expiration de la Concession, être évacués par le Concessionnaire.

Faute pour le Concessionnaire d'effectuer le démontage ou les enlèvements prévus ci-dessus, la Collectivité concédante peut y procéder ou y faire procéder et libérer les biens aux frais du Concessionnaire. Si la Collectivité concédante réalise elle-même ces travaux, elle disposera comme elle l'entend des matériaux résultant du démontage.

Si à la date prévue d'expiration ou de résiliation de la Concession, le Concessionnaire n'a pas démonté tout ouvrage et construction éventuellement réalisés et non repris, il devra verser à la Collectivité concédante jusqu'à la date de libération effective, une indemnité d'indue occupation.

e. Inventaire des biens

Dans les trois ans précédant la fin du contrat, les Parties effectueront contradictoirement un état des lieux et un inventaire des biens de la Concession, inventaire quantitatif et qualitatif (sur la base de l'inventaire produit lors de l'état des lieux d'entrée). Ils arrêteront et estimeront, s'il y a lieu les travaux de remise en état à exécuter sur les ouvrages du service, qui ne sont pas en état normal d'entretien. Le Concessionnaire sera tenu d'exécuter les travaux correspondants avant l'expiration du Contrat. A défaut le Concédant pourra utiliser la garantie prévue à l'article 36 pour réaliser ces travaux.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

f. Obligations du Concessionnaire lors de la remise, de la reprise ou du rachat des biens

Lors de la reprise des installations par la Collectivité concédante, le Concessionnaire remet à celle-ci en cinq (5) exemplaires :

- Les plans et dessins des ouvrages et équipements du service concédé ;
- Tous documents nécessaires pour continuer l'exploitation et assurer l'entretien et le renouvellement de ces ouvrages et équipements.

II. Reprise des contrats et engagements du Concessionnaire

a. Personnels affectés à l'exploitation

Au terme normal ou anticipé de la Concession, la Collectivité concédante et le Concessionnaire se rapprochent pour examiner la situation des personnels concernés.

Au plus tard six mois avant la date d'expiration du Contrat ou sans délai à compter de la date de notification de la décision de résiliation ou de déchéance, le Concessionnaire communique à la Collectivité concédante une liste nominative des personnels susceptibles d'être repris par elle ou par l'exploitant désigné par elle.

Cette liste mentionne la qualification, l'ancienneté et plus généralement toute indication concernant l'aptitude des personnels susceptibles d'être ainsi repris.

A compter de cette communication, le Concessionnaire informe la Collectivité concédante, dans les plus brefs délais, de toute évolution affectant cette liste.

b. Engagements du Concessionnaire

Dans tous les cas d'expiration de la concession, pour quelque motif que ce soit, à terme ou avant terme, la Collectivité concédante est, du seul fait de cette expiration, subrogée de plein droit dans les droits et obligations du Concessionnaire.

La Collectivité concédante devra se substituer au concessionnaire, qui n'aura plus qualité pour agir en justice, ni pour suivre les litiges en cours, sauf dans le cas où sa responsabilité se trouve engagée.

La Collectivité concédante ne se substitue cependant en aucun cas au Concessionnaire pour les engagements financiers souscrits par ce-dernier et dépassant éventuellement le terme normal ou anticipé du présent Contrat.

c. Règlement des comptes de la Concession

A l'expiration de la Concession et quelle qu'en soit la cause, un bilan de clôture des comptes de la Concession est dressé par le Concessionnaire dans un délai maximum de trois mois à compter du terme de la Concession.

Le Concessionnaire règle les arriérés de dépenses, recouvre les créances dues à la date d'expiration de la Concession (y compris les emprunts) ; le cas échéant, sont réintégrées à la Concession les créances sur d'autres services du Concessionnaire. Il dresse le solde de ces opérations et réalise tous les comptes financiers.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

d. Continuité du service en fin de Contrat

Dans le délai de trois mois précédant l'expiration du Contrat, ou tout autre délai précédant la fin anticipée du Contrat, la Collectivité concédante a la faculté, sans qu'il en résulte un droit à indemnité pour le Concessionnaire, de prendre toutes mesures utiles pour assurer la continuité du service public.

De façon générale, la Collectivité concédante peut prendre toutes mesures nécessaires pour faciliter le passage progressif au nouveau régime d'exploitation, sauf prorogation ou renouvellement du Contrat, dans le respect de la législation en vigueur.

Dans le délai de trois mois avant l'expiration de la durée normale du Contrat, ou tout autre délai imparti par la Collectivité concédante en cas de résiliation anticipée du Contrat, le Concessionnaire doit remettre à la Collectivité concédante les documents que celle-ci lui demandera pour assurer la continuité du service public.

De même, le Concessionnaire sera tenu, dans le cadre de la préparation de la procédure de passation d'un nouveau contrat, de communiquer, à première demande de la Collectivité concédante, tous les documents et renseignements d'ordres administratif, technique et financier qui seront nécessaires pour assurer, dans le cadre des lois et règlements en vigueur, l'égalité de traitement des candidats, et propres à permette de lancer, dans les meilleures conditions de mise en concurrence, une procédure de consultation destinée à la désignation d'un nouveau Concessionnaire.

La Collectivité concédante pourra notamment organiser des visites des installations, afin de permettre à tous les candidats d'en acquérir une connaissance suffisante, dans le respect du principe d'égalité de traitement. Dans ce cas, le Concessionnaire sera tenu d'autoriser et faciliter l'accès à tous les ouvrages et installations du service concédé, à la date fixée par la Collectivité concédante, moyennant un préavis minimum de cinq jours francs.

La Collectivité concédante, s'efforcera de réduire, autant que possible, la gêne qui pourrait en résulter pour le Concessionnaire des mesures destinées à assurer la continuité du service public.

Le Concessionnaire prend, en outre, toutes les mesures permettant d'assurer la continuité du service public au-delà de l'échéance du Contrat, dans le respect des règles commerciales.

En cas de changement d'exploitant, le Concessionnaire facilite l'installation de son successeur, en lui fournissant toutes informations nécessaires à la bonne passation entre Concessionnaires (informations sur le personnel, les usagers, les prospects, les stocks, les fournisseurs, les biens, les procédures d'utilisation, d'entretien, de sécurité, de surveillance...).

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

PARTIE XI : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 47 - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due par le Concédant au Concessionnaire, comme toute somme due par le Concessionnaire au Concédant, notamment en cas de mise en jeu des clauses relatives aux indemnités dues en cas d'expiration avant terme du Contrat, qui ne serait pas réglée à l'échéance, portera automatiquement intérêts au taux d'intérêt légal en vigueur majoré de deux points.

ARTICLE 48 - PROPRIÉTÉ DES DOCUMENTS

Toutes les études et tous les documents établis en application du présent Contrat deviennent la propriété du Concédant, qui peut les utiliser sous réserve des droits d'auteur qui y sont attachés.

Le Concessionnaire s'engage à ne pas communiquer à des tiers autres que les représentants de la Collectivité concédante, les documents qui pourraient lui être confiés au cours de sa mission.

ARTICLE 49 - DÉSIGNATION DU REPRÉSENTANT DU CONCÉDANT

Pour l'exécution du présent Contrat, le Concédant désigne son Maire, avec faculté de déléguer toute personne de son choix, comme étant la personne compétente pour le représenter et notamment pour donner l'accord du Concédant sur les acquisitions, sur les avant-projets et sur les remises d'ouvrage qui le concernent. Le Concédant pourra, à tout moment, modifier cette désignation.

ARTICLE 50 - DIFFÉRENDS ET LITIGES RELATIFS À L'EXECUTION DU CONTRAT

Les Parties s'engagent à tenter un règlement amiable de tout litige né de l'exécution du présent Contrat.

En cas de différend persistant au-delà d'un délai de trois mois, les Parties désignent conjointement un expert indépendant, qui sera chargé d'émettre un avis sur le différend.

A défaut d'accord entre les Parties sur le nom de l'expert, ce dernier sera désigné par le Président du Tribunal Administratif de Montpellier, à la requête de la partie la plus diligente.

Ni la survenance d'un différend, ni la saisine d'un expert ne sauraient en aucun cas dispenser le Concessionnaire de ses obligations au titre du Contrat.

A défaut d'accord amiable dans un délai de trois mois à compter de la survenance d'un différend, qu'un expert ait été ou non désigné, tout différend relatif à l'interprétation et à l'exécution du Contrat sera porté par la Partie la plus diligente devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

ARTICLE 51 - NOTIFICATIONS

A défaut de stipulations spécifiques contraires fixées dans le Contrat, toute notification entre les Parties doit être faite par écrit aux représentants légaux des Parties et aux adresses définies à l'article 53 :

- Soit par courrier ordinaire ou courrier électronique pour les communications courantes ;
- Soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception pour les communications auxquelles les Parties entendent conférer un caractère officiel en raison, notamment, de leur importance pour l'exécution du Contrat.

ARTICLE 52 – DELAIS

A défaut de stipulations spécifiques contraires fixées dans le Contrat, tout délai fixé entre les Parties commence à courir le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

Lorsque ce délai est fixé en jours, il s'entend en jours calendaires et il expire à la fin du dernier jour de la durée prévue.

Lorsque ce délai est fixé en mois, il est compté de quantième en quantième. S'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire à la fin du dernier jour de ce mois.

Lorsque le dernier jour d'un délai est un samedi, un dimanche, un jour férié ou chômé, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit.

ARTICLE 53 – ELECTION DE DOMICILE

Le Concédant fait élection de domicile à l'Hôtel de Ville d'Agde, rue Alsace Lorraine, 34300 Agde.

Le Concessionnaire fait élection de domicile à son siège social.

Toute modification du domicile d'une des Parties est communiquée par celle-ci à l'autre partie dans les plus brefs délais.

Fait à Agde,

Le 29 AVR. 2021

En deux exemplaires originaux

Pour le Concessionnaire

SODEAL
21, Cours des Gentilhommes
BP 180
34301 AGDE Cedex
Tél. 04 67 94 41 83 - Fax : 04 67 94 10 52
RCS Béziers B 378 317 614

Pour la Collectivité concédante

MAIRIE D'AGDE HERAULT

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

TABLE DES ANNEXES

ANNEXE A : DOCUMENT D'ORIENTATION

SOUS-ANNEXE A0 : CONTEXTE ET ORIENTATIONS

ANNEXE B : PRESENTATION DES BIENS

SOUS-ANNEXE B1 : INVENTAIRE COMPTABLE DES BIENS DE LA CONCESSION

SOUS-ANNEXE B2 : PLANS D'ENSEMBLE

SOUS-ANNEXE B3 : PV DE REMISE DES BIENS

ANNEXE C : PLANIFICATION DE GESTION DES BIENS

SOUS-ANNEXE C1 : PROJET DE PLAN DE COMPOSITION GENERAL DES INFRASTRUCTURES

SOUS-ANNEXE C2 : PPI

SOUS-ANNEXE C3 : PLAN DE RENOUVELLEMENT

SOUS-ANNEXE C4 : PLAN DE MAINTENANCE

ANNEXE D : EXPLOITATION

SOUS-ANNEXE D1 : MODELES DE CONTRAT A RESPECTER

SOUS-ANNEXE D2 : REGLEMENTS INTERIEURS PORTS ET CENTRE NAUTIQUE

SOUS-ANNEXE D3 : FREQUENTATION ET ACTIVITE PREVISIONNEL

SOUS-ANNEXE D4 : CHARTE ENVIRONNEMENTALE

SOUS-ANNEXE D5: PLAN DE COMMUNICATION

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

ANNEXE E : PERSONNEL

SOUS-ANNEXE E1 : DONNEES DE PERSONNEL

SOUS-ANNEXE E2 : ORGANIGRAMME ET GESTION DU PERSONNEL

ANNEXE F : ELEMENTS FINANCIERS

SOUS-ANNEXE F1 : CEP DES PORTS, DU CENTRE NAUTIQUE ET CONSOLIDE

SOUS-ANNEXE F2 : DETAIL DES CHARGES DES PORTS, CENTRE NAUTIQUE ET CONSOLIDE

SOUS-ANNEXE F3 : SYNTHESE

ANNEXE G : REPORTING

SOUS-ANNEXE G1 : MODELE DE RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE

SOUS-ANNEXE G2 : MODELE DE TABLEAU DE BORD DE SUIVI MENSUEL

SOUS-ANNEXE G3 : MODELE DE TABLEAU DE BORD SEMESTRIEL

SOUS-ANNEXE G4 : DISPOSITIF DE TRAVAIL PARTENARIAL AVEC LA COLLECTIVITE

SOUS-ANNEXE G5 : DISPOSITIF DE SUIVI QUALITE

ANNEXE H : ELEMENTS JURIDIQUES

SOUS-ANNEXE H1 : PLAN GENERAL DES ASSURANCES

SOUS-ANNEXE H2 : GARANTIE AUTONOME A PREMIERE DEMANDE

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Concession de service public pour la gestion et l'exploitation du Port Cap d'Agde, Port Ambonne et du Centre Nautique de la **Commune d'Agde**









Annexe A
Document d'orientation

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Concession de service public pour la gestion et l'exploitation du Port Cap d'Agde, Port Ambonne et du Centre Nautique de la **Commune d'Agde**









Sous-Annexe A0
Contexte & Orientation

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Sommaire

1. Contexte et enjeux 3
2. Stratégie 3
3. Perspectives d'investissements et de gestion des biens 5

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

1. Contexte et enjeux

La Ville d'Agde dispose sur son territoire de deux ports de plaisance, le port principal du Cap d'Agde et le Port d'Ambonne, et d'un centre nautique, dont la gestion a été déléguée.

Les ports qu'ils soient de plaisance ou de commerce sont les portes d'entrée maritimes du territoire. À ce titre, ils font le lien entre les mondes terrestre et maritime, et comme les entrées de ville terrestres, ils sont le premier souvenir que retiendra un visiteur de la ville où il se rend. C'est donc un site dont il faut particulièrement soigner l'image.

Les ports sont également des lieux de vie pour un grand nombre d'utilisateurs dont le bateau constitue la résidence principale.

Enfin, les ports, et les équipements connexes, comme la zone technique, la zone de pêche et le centre nautique sont des pôles économiques et d'animation importants, drainant professionnels, touristes ou habitants pour leurs activités professionnelles ou de loisirs.

2. Stratégie

Pour préserver son image attractive, dans le cadre du nouveau contrat qui sera passé en 2021 il y a lieu d'enclencher une dynamique renouvelée sur cet ensemble portuaire et de le faire entrer dans une ère moderne (1), toujours au service de ses utilisateurs dans le respect de son environnement (2).

(1) En effet, le développement durable est aussi pour les ports de plaisance un enjeu majeur d'insertion dans leur contexte environnemental et urbain. La gestion future des ports et du centre nautique doit donc s'inscrire dans cette tendance et être exemplaire en termes d'impacts social et sociétal. Elle doit s'inscrire dans un projet global qui fait sens.

(2) Cette dynamique de développement doit ainsi passer par une modernisation et une remise à niveau complète des équipements, de nouvelles méthodes de gestion de façon à offrir aux utilisateurs un accueil performant et attractif.

Pour répondre à cette évolution, il est nécessaire que la gestion portuaire pour les prochaines années, soit :

- Proactive et ambitieuse,
- En cohérence avec les projets urbains et la stratégie de développement touristique de la ville.

Cette évolution doit se faire en direction de tous les publics :

- Petite ou grande plaisance (plaisanciers locaux ou de passages),
- Tourisme terrestre et nautique, à travers activités sur les quais mais aussi maritimes (plongée, loisirs nautiques, bateaux à passagers, école de voile, …),
- Pêcheurs professionnels ou non,
- etc.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

2. Stratégie d'investissements et de gestion des biens

Si la précédente DSP a permis d'importants gains en termes de créations d'anneaux et que presque toutes les opérations précédentes ont pu être menées à bien, il reste des pistes d'optimisation qui devront se montrer innovantes en termes :

- de localisation,
- de techniques de mises en œuvre (sanitaires flottants),
- de respect de l'environnement
- d'acceptabilité par les riverains.

Pour accompagner la stratégie de développement, une importante campagne de travaux doit ouvrir cette nouvelle période. Les travaux à programmer concernent :

- à la fois les structures du port (quais, digues, terre-pleins)
- et ses équipements (bornes intelligentes, pontons, amarrages, etc.).

Les investissements qui seront fait dans les équipements d'accueil des plaisanciers doivent permettre de faire passer le port dans une ère de modernité, de type « smart port », en tirant partie de la révolution numérique pour adopter des techniques :

- de gestion intelligente et vertueuse des fluides,
- d'optimisation des disponibilités des anneaux,
- de développement des énergies renouvelables,
- d'amélioration de la performance économique et environnementale,
- de renforcement des relations et des interactions entre le port et son territoire,
- de réponse aux exigences de sécurité (vidéo-surveillance),
- etc.

Passé cette première période de mise à niveau du port, le délégataire aura pour mission d'assurer un maintien tout au long de son contrat du niveau d'attractivité et de qualité en termes d'accueil des clientèles.

Pour cela, il devra veiller à toujours garantir un niveau de performance élevé des équipements et des infrastructures :

- par un renouvellement régulier des éléments vétustes, tenant compte des évolutions techniques et réglementaires,
- mais également par une politique d'animation dynamique et adaptée aux attentes des publics.

Il devra donc présenter :

- un programme validé en cohérence avec les attentes de la collectivité et régulièrement mis à jour d'entretien / maintenance / renouvellement / modernisation / optimisation des équipements et des infrastructures
- ainsi qu'un programme tout au long de l'année des animations prévues, par public cible et adapté aux saisons.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

3. Perspectives d'investissements et de gestion des biens

Les opérations minimales identifiées par la Ville et à porter par le délégataire sont les suivantes :

- Opérations d'entretien et réparation annuelles sur la durée du contrat visant :
    - Les platelages des pontons
    - Les bâtiments (dont Centre Nautique) et terre-pleins
    - Le couronnement des quais
    - Le dragage du Port d'Ambonne et du Port principal
    - Les opérations usuelles concernant les ancrages, l'outillage, le volet informatique, etc.

- Opérations de rénovations, renouvellement et mises aux normes concernant :
    - Des efforts à porter sur les premières années puis des opérations régulières à prévoir sur la durée du contrat pour :
        - Les bornes, avec l'idée :
            - de faire évoluer le port par secteur,
            - d'assurer la modernisation des systèmes de distribution des fluides (eau et électricité) avec télérelevés et comptages individuels.
        - Le remplacement des pieux, avec l'idée de grouper autant que possible les interventions (économie des coûts d'amenée du chantier), et la possibilité d'une protection via peinture dans l'attente.
        - Les pontons, avec notamment le renouvellement à neuf des pontons les plus anciens,
        - Le renouvellement du matériel du Centre Nautique
    - Des efforts a priori concentrés sur les années de démarrage du contrat, et la nécessité de réaliser des études préalables appropriées pour :
        - La réfection des deux estacades,
        - La réfection du revêtement de la zone technique.

Des investissements complémentaires peuvent être portés par les candidats, si l'économie du contrat le permet :

- Autres investissements lourds identifiés par la Ville :
- Réfection de la digue Richelieu
- Réfection des quais avec une intervention visant à la fois les structures et les couronnements.
- Les candidats sont libres de réaliser toute proposition complémentaire jugé utile à l'appui de leur stratégie de développement.

En outre, le contrat devra présenter un droit d'entrée fondé sur la valeur nette comptable des biens repris par la collectivité dans le cadre du contrat précédent, aujourd'hui estimé à 1,8 M€. L'attention des candidats est attirée sur le fait que cela représente une valeur estimée qui sera précisée ultérieurement, notamment lors de la clôture de la présente concession.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Concession de service public pour la gestion et l'exploitation du Port Cap d'Agde, Port Ambonne et du Centre Nautique de la **Commune d'Agde**









Annexe B
Présentation des biens

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Concession de service public pour la gestion et l'exploitation du Port Cap d'Agde, Port Ambonne et du Centre Nautique de la **Commune d'Agde**









Sous-Annexe B1
Inventaire comptable des biens de la concession

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

INVENTAIRE IMMOBILISATIONS AU 31/12/2019 DSP PORT

Immo.	Intitulé	T	Taux	Date Acq	Montant HT	Amor.Antérieur	Amort.Exo.HT	Total Amort.	Val.Résiduelle	Date Ces.	Famille
19999000	Bien port en concession avant	L	6,67	01/07/05	1 270 786,46	1 143 834,90	84 761,46	1 228 596,36	42 190,10		
	Totaux compte : 22000100				1 270 786,46	1 143 834,90	84 761,46	1 228 596,36	42 190,10		
19999002	BIEN DSP PORT AVANT	L	6,67	01/07/05	50 874,54	45 792,17	3 393,33	49 185,50	1 689,04		
	Totaux compte : 22001000				50 874,54	45 792,17	3 393,33	49 185,50	1 689,04		
19999003	IMM DSP PORT AVANT	L	6,67	01/07/05	5 743 298,32	5 169 542,82	383 078,00	5 552 620,82	190 677,50		
	Totaux compte : 22005100				5 743 298,32	5 169 542,82	383 078,00	5 552 620,82	190 677,50		
01000000	AVERIA PASSAGE FIBRE OPTIQUE	L	33,33	18/07/05	12 000,00	12 000,00		12 000,00			
01001000	PETRISSAN AMENAG POSE DE PIEUX	L	10	28/07/05	94 263,50	94 263,50		94 263,50			
01002000	METALU PONTONS FLOTTANTS IDL	L	6,66	29/07/05	325 865,00	291 493,61	21 702,61	313 196,22	12 668,78		
01003000	BAURES 1 COMPRESSEUR AEOLU	L	20	31/07/05	1 978,85	1 978,85		1 978,85			
01005000	POLY FROID CLIM DAIKIN TY	L	20	02/08/05	1 620,00	1 620,00		1 620,00			
01006000	MANUTAN 1 ARMOIRE HAUTE AVEC	L	20	23/08/05	617,00	617,00		617,00			
01007000	BAURES 2 COMPOSITION 2787C	L	20	31/08/05	1 939,48	1 939,48		1 939,48			
01009000	petrissans sit 2 (pontons idl)	L	10	01/09/05	25 075,00	25 075,00		25 075,00			
01010000	metalu (flotteurs pontons idl)	L	6,66	12/09/05	11 060,00	9 806,44	736,60	10 543,04	516,96		
01011000	3AME (ilot st martin, idl)	L	10	19/09/05	17 585,00	17 585,00		17 585,00			
01012000	castel 200509056(atelier)	L	10	21/09/05	30 490,00	30 490,00		30 490,00			
01014000	petrissans sit 3 (ponton IDL)	L	10	01/10/05	93 275,00	93 275,00		93 275,00			
01016000	Petrissans SIT Nø4 Ile Loisirs	L	10	31/10/05	46 577,50	46 577,50		46 577,50			
01017000	METALU 05 11 017 extension IDL	L	6,66	17/11/05	17 670,00	15 454,53	1 176,82	16 631,35	1 038,65		
01018000	PETRISSANS SIT Nø 5 03/11/05	L	10	22/11/05	5 929,50	5 929,50		5 929,50			
01019000	petrissans travaux Port ambonne	L	10	28/11/05	46 331,20	46 331,20		46 331,20			
01020000	PRO ETANCHEITE	L	10	30/11/05	7 494,00	7 494,00		7 494,00			
01021000	metalu 05-12-001 matago	L	6,66	02/12/05	63 019,00	54 937,97	4 197,07	59 135,04	3 883,96		
01023000	BRANCH ELECT ILE DES LOISIRS	L	20	20/12/05	3 195,18	3 195,18		3 195,18			
01024000	GRAPIN BRANCH ELECT ILE DES	L	20	20/12/05	5 591,51	5 591,51		5 591,51			
01025000	ETUDES GEOTCHNIQUE P AMBONNE	L	20	20/12/05	2 866,00	2 866,00		2 866,00			
01026000	STCE MECONF CABLAGE	L	20	20/12/05	525,00	525,00		525,00			
01027000	pro etancheite fac 5429	L	10	27/12/05	9 567,62	9 567,62		9 567,62			
01028000	GRAPPIN APPAREIL ELECTRICQUE	L	20	31/12/05	25 346,36	25 346,36		25 346,36			
01030000	MISSION COORD NORISKO SPS ILE	L	10	31/12/05	595,00	595,00		595,00			
01031000	PETRISSANS SIT Nø 2 PIEUS	L	10	31/12/05	11 322,00	11 322,00		11 322,00			
01032000	TOKHEIM CREATION AIRE DE	L	10	01/01/06	36 006,00	36 006,00		36 006,00			
01033000	METALU PONTON PANNE S MATAGO	L	6,66	10/01/06	35 645,00	30 823,62	2 373,96	33 197,58	2 447,42		
01035000	PETRISSANS PIEUX PONTIN S	L	10	25/01/06	19 678,80	19 678,80		19 678,80			
01036000	BALAGUER DEMONTE PNEU WERTHER	L	20	31/01/06	1 365,00	1 365,00		1 365,00			
01037000	DEPAGNE 10 BORNES FLUIDDES	L	10	31/01/06	8 940,00	8 940,00		8 940,00			
01039000	METALU PONTON P AMBONNE	L	6,66	08/02/06	36 220,00	31 133,19	2 412,25	33 545,44	2 674,56		
01040000	METALU CATWAYS 10M ST MARTIN	L	6,66	08/02/06	2 525,00	2 170,36	168,17	2 338,53	186,47		
01041000	METALU PONTON IDL FIN	L	6,66	08/02/06	3 998,00	3 436,48	266,27	3 702,75	295,25		
01042000	DEPAGNE 10 BORNES FLUIDES	L	10	09/02/06	8 940,00	8 940,00		8 940,00			
01043000	EDF 1 COMPTEUR IDL	L	20	10/02/06	3 430,98	3 430,98		3 430,98			
01044000	DEPAGNE 10 BORNES FLUIDES	L	10	14/02/06	8 940,00	8 940,00		8 940,00			
01045000	DEPAGNE 10 BORNES FLUIDES	L	10	21/02/06	8 940,00	8 940,00		8 940,00			
01046000	3AME ASSISTANCE TRAVAUX IDL	L	10	21/02/06	17 865,00	17 865,00		17 865,00			
01047000	DEPAGNE 4 BORNES FLUIDES	L	10	23/02/06	4 076,00	4 076,00		4 076,00			
01048000	BAURES KIT COMPRESSEUR	L	20	28/02/06	1 059,00	1 059,00		1 059,00			
01049000	MANUTAN CAILLEBOTIS PONTON	L	10	06/03/06	4 977,20	4 977,20		4 977,20			
01050000	SANTAMARIA TONEUSE HONDA	L	20	14/03/06	759,02	759,02		759,02			
01051000	DEPAGNE 5 BORNES FLUIDES	L	10	28/03/06	2 515,00	2 515,00		2 515,00			
01053000	HITEC 8 MATS GALVA P CAMERAS	L	20	31/03/06	6 400,00	6 400,00		6 400,00			
01054000	STCE CABLAGE SUR AVANT PORT	L	20	07/04/06	1 003,00	1 003,00		1 003,00			
01055000	PORALU FLOTTEURS 38 PORT	L	10	10/04/06	12 747,32	12 747,32		12 747,32			
01056000	DEPAGNE 9 BORNES FLUIDES	L	10	11/04/06	8 046,00	8 046,00		8 046,00			
01057000	DEPAGNE 9 BORNES FLUIDES	L	10	13/04/06	8 046,00	8 046,00		8 046,00			
01058000	ERO BARRIERE PORT AMBONNE	L	20	21/04/06	5 650,00	5 650,00		5 650,00			
01059000	3AME ASSISTANCE TRAVAUX IDL	L	10	18/05/06	61 759,00	61 759,00		61 759,00			
01060000	DATA COMSYS MECONF LOGICIEL	L	20	22/05/06	1 855,00	1 855,00		1 855,00			
01061000	SILLAGE 1 FUN YAK 540	L	10	29/05/06	11 845,85	11 845,85		11 845,85			
01063000	MAZZA CREATION PARKING IDL	L	6,66	22/06/06	91 619,22	76 480,78	6 101,84	82 582,62	9 036,60		
01065000	TOKHEIM MECONF TABLEAU ELECTR	L	10	12/07/06	4 171,00	4 171,00		4 171,00			
01066000	SOGETRALEC ACCES ECLAIRAGE	L	10	19/07/06	13 294,80	13 294,80		13 294,80			
01067000	SOLATRAG 2 PORTILLONS FER IDL	L	10	24/07/06	6 344,00	6 344,00		6 344,00			
01068000	SECOPLAGE ETALS INOX PECHEURS	L	20	28/07/06	8 777,24	8 777,24		8 777,24			
01069000	AIIF BAIE BRASS.CENTRE PORT	L	20	21/08/06	890,00	890,00		890,00			
01073000	SECOPLAGE 3 ETALS INOX	L	20	31/08/06	13 165,86	13 165,86		13 165,86			
01074000	3ame fac SAS /060502-2	L	10	01/09/06	7 850,00	7 850,00		7 850,00			
01075000	CROIX DU SUD DUMPER REF	L	20	02/09/06	989,66	989,66		989,66			
01076000	TOKHEIM MECONF DAC STATION	L	10	05/09/06	12 300,00	12 300,00		12 300,00			
01077000	ext appontement Ile St Martin	L	10	10/10/06	1 800,00	1 800,00		1 800,00			
01078000	2 bac rétention HALECO	L	20	12/10/06	1 667,70	1 667,70		1 667,70			
01079000	Etancheite appt gerant clape S	L	33,33	18/10/06	6 971,30	6 971,30		6 971,30			
01081000	Epreuve acoustique cuves	L	10	16/11/06	4 415,00	4 415,00		4 415,00			
01082000	haleco, bac de rétention	L	20	21/11/06	765,00	765,00		765,00			
01083000	centrale texas port IDL (data	L	20	30/11/06	2 458,00	2 458,00		2 458,00			
01084000	Pontons+Panne Ext.IDL12Place	L	6,66	20/12/06	26 816,00	21 502,05	1 785,95	23 288,00	3 528,00		
01087000	IZUBA PREDISGNOSTIC SANITAIRES	L	14,28	01/01/07	3 000,00	3 000,00		3 000,00			
01088000	CEBTPSOLEN ETUDE GEOTECHN	L	10	01/01/07	1 205,00	1 205,00		1 205,00			
01089000	BEL C ETUDE BA SANITAIRES PA	L	10	01/01/07	900,00	900,00		900,00			
01090000	DELBOSC PLAN SANITAIRES PA	L	10	01/01/07	3 800,00	3 800,00		3 800,00			
01091000	DELBOSC PLAN SANITYAIRES PA	L	10	01/01/07	4 800,00	4 800,00		4 800,00			
01092000	BLANCART INGENIERIE EDF PLOMB	L	10	01/01/07	1 300,00	1 300,00		1 300,00			
01093000	Depagne bornes électriques	L	20	29/01/07	20 588,00	20 588,00		20 588,00			
01094000	LMS jante travel lift	L	20	31/01/07	1 430,00	1 430,00		1 430,00			
01095000	BUESA CONSTR M DECK	L	6,66	31/01/07	107 425,00	85 321,99	7 154,51	92 476,50	14 948,50		
01096000	AMENAGEMENT INITIAL PORT IDL	L	10	31/01/07	23 237,30	23 237,30		23 237,30			

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Immo.	Intitulé	T	Taux	Date Acq	Montant HT	Amor.Antérieur	Amort.Exo.HT	Total			
01097000	carte electronique data	L	20	06/02/07	1 130,00	1 130,00		1 130,00			
01098000	extension port 3 AME	L	10	06/02/07	20 150,00	20 150,00		20 150,00			
01099000	Sanitaire Pambonne RBL SITU1	L	5	12/02/07	17 902,15	10 639,37	895,11	11 534,48	6 367,67		
01100000	ALIM EDF PONTON IDL RESTE 2006	L	10	20/02/07	9 110,00	9 110,00		9 110,00			
01101000	RBL SANITAIRES PAMBONNE	L	5	23/02/07	23 893,41	14 163,48	1 194,67	15 358,15	8 535,26		
01102000	3 etal inox pr pecheurs SECOPL	L	20	28/02/07	13 165,86	13 165,86		13 165,86			
01103000	Buesa Mobi deck	L	10	28/02/07	9 475,00	9 475,00		9 475,00			
01105000	Sanit CN mise aux normes GAMBA	L	10	07/03/07	15 042,31	15 042,31		15 042,31			
01106000	sanitaires PA, ent GAMBA	L	10	07/03/07	12 491,97	12 491,97		12 491,97			
01107000	faisabilité sanit IDL CEBTP So	L	20	09/03/07	2 620,00	2 620,00		2 620,00			
01109000	menuiserie exter. sanit PA,	L	10	30/03/07	6 821,10	6 821,10		6 821,10			
01110000	Constr Sanit Port Ambonne	L	5	04/04/07	11 294,72	6 630,99	564,74	7 195,73	4 098,99		
01111000	Clot park bass 4 CLOTUR ET CON	L	10	05/04/07	7 752,00	7 752,00		7 752,00			
01112000	tranchée moby deck	L	10	19/04/07	28 867,25	28 867,25		28 867,25			
01114000	sanit.PA carrelage, PROCERAM F	L	10	27/04/07	7 677,18	7 677,18		7 677,18			
01115000	terrassement berge mobi deck	L	10	30/04/07	3 950,00	3 950,00		3 950,00			
01116000	terrassement mobideck BUESA	L	10	30/04/07	5 250,00	5 250,00		5 250,00			
01117000	avant projet sanitaires IDL DE	L	20	09/05/07	4 000,00	4 000,00		4 000,00			
01118000	raccordement edf Mobideck EDF	L	10	11/05/07	3 308,14	3 308,14		3 308,14			
01120000	projet conception gle delbosc	L	20	21/05/07	3 500,00	3 500,00		3 500,00			
01121000	cloture parking bassin 4	L	10	22/05/07	18 088,00	18 088,00		18 088,00			
01122000	METALU PROFILS DE GALERIE	L	20	23/05/07	3 942,00	3 942,00		3 942,00			
01123000	douches sani PA France Equipe	L	10	23/05/07	5 908,27	5 908,27		5 908,27			
01124000	sanit PA, carrelages, faïences	L	10	23/05/07	2 079,69	2 079,69		2 079,69			
01125000	2 catway METALU	L	6,66	23/05/07	5 912,00	4 573,00	393,74	4 966,74	945,26		
01126000	sanitaires PA, façades, Martea	L	10	30/05/07	6 276,35	6 276,35		6 276,35			
01128000	mat electrique mobi deck grapi	L	10	31/05/07	24 977,45	24 977,45		24 977,45			
01129000	etancheité sanit PA, PRO ETANC	L	10	31/05/07	3 050,80	3 050,80		3 050,80			
01130000	etancheité sanit PA, PRO ETANC	L	10	31/05/07	3 394,50	3 394,50		3 394,50			
01131000	REN EXTENSION SANITAIR PORTAMB	L	10	31/05/07	4 941,73	4 941,73		4 941,73			
01132000	PLOMBERIE SIT Nø2 P AMBO GAMBA	L	10	31/05/07	21 911,73	21 911,73		21 911,73			
01133000	porte metal sanit port ambonne	L	20	04/06/07	2 650,00	2 650,00		2 650,00			
01134000	électricité Sanitaiers PA Cast	L	10	14/06/07	10 580,00	10 580,00		10 580,00			
01135000	centrales bassin 4 et mobideck	L	20	18/06/07	2 991,00	2 991,00		2 991,00			
01136000	portail acces mobideck, Poralu	L	20	18/06/07	3 442,00	3 442,00		3 442,00			
01137000	peinture sanit PA ent BAUDET	L	10	18/06/07	1 874,61	1 874,61		1 874,61			
01138000	Etude prod.eau chaude solaire	L	20	28/06/07	3 000,00	3 000,00		3 000,00			
01139000	armoire pr fibre optique mobid	L	20	04/07/07	1 770,52	1 770,52		1 770,52			
01140000	18 bornes sourcelec DEPAGNE	L	20	05/07/07	8 892,00	8 892,00		8 892,00			
01141000	3 bornes sourcelec	L	20	05/07/07	1 305,00	1 305,00		1 305,00			
01142000	mission coordination sanit PA	L	20	05/07/07	1 350,00	1 350,00		1 350,00			
01144000	PONTONS FLOTTANTS MOBI DECK	L	6,66	10/07/07	380 008,00	290 631,04	25 308,53	315 939,57	64 068,43		
01146000	fibre optique mobideck, STCE	L	10	18/07/07	11 992,00	11 992,00		11 992,00			
01147000	porte sanit. dechetterie S ALU	L	10	19/07/07	1 344,00	1 344,00		1 344,00			
01148000	raccord.electrique mobideck	L	10	24/07/07	14 362,10	14 362,10		14 362,10			
01149000	3 mats pour caméras, A2IF	L	20	26/07/07	2 400,00	2 400,00		2 400,00			
01150000	MOBI DECK PORT AGDE 3 AME	L	10	31/07/07	12 050,00	12 050,00		12 050,00			
01151000	sanit IDL lot 1 gros oeuvre, A	L	5	31/07/07	49 916,67	28 494,06	2 495,83	30 989,89	18 926,78		
01152000	habillage ss vasques sanit PA	L	10	03/08/07	1 590,00	1 590,00		1 590,00			
01153000	mise conformité elect. ZT, SOG	L	10	23/08/07	8 455,00	8 455,00		8 455,00			
01154000	snit PA, sit nø3, carrelage	L	10	30/08/07	513,09	513,09		513,09			
01155000	sanit IDL gros oeuvre AGA TPB	L	5	31/08/07	10 560,00	5 984,00	528,00	6 512,00	4 048,00		
01156000	enduits façade sani IDL	L	10	31/08/07	3 400,00	3 400,00		3 400,00			
01157000	4 volucompteurs tokheim	L	20	18/09/07	38 650,49	38 650,49		38 650,49			
01158000	sanit IDL Electricité, CASTAN	L	10	18/09/07	4 308,00	4 308,00		4 308,00			
01159000	3 portes métal sanit IDL S.ALU	L	10	21/09/07	775,00	775,00		775,00			
01160000	sanit IDL, menuiserie ext.	L	10	21/09/07	7 276,50	7 276,50		7 276,50			
01161000	sanit IDL, ventil, Plomberie	L	10	25/09/07	16 235,06	16 235,06		16 235,06			
01162000	sanit IDL, eau chaude sanit so	L	10	25/09/07	10 087,01	10 087,01		10 087,01			
01163000	CONS SANIT IDL	L	5	30/09/07	7 630,00	4 292,93	381,50	4 674,43	2 955,57		
01164000	sanit IDL, Etancheité SEM	L	10	30/09/07	4 148,69	4 148,69		4 148,69			
01165000	CONST CENTRE SURVEILLANCE	L	20	22/10/07	2 700,00	2 700,00		2 700,00			
01166000	5 PONTONS	L	6,66	23/10/07	54 366,00	40 542,29	3 620,78	44 163,07	10 202,93		
01168000	sanit.IDL Faïence ROXAN FOURNI	L	10	29/10/07	10 963,42	10 963,42		10 963,42			
01169000	CABLAGE PONTON REXEL	L	10	31/10/07	3 790,61	3 790,61		3 790,61			
01170000	plantations IDL Agaplantes	L	20	12/11/07	2 982,00	2 982,00		2 982,00			
01171000	DURAND Etude fuides Sanit IDL	L	20	15/11/07	2 300,00	2 300,00		2 300,00			
01172000	sanit IDL, Eau chaude sanit so	L	10	25/11/07	4 608,51	4 608,51		4 608,51			
01173000	sanit IDL, lot 11 ventil.plomb	L	10	25/11/07	8 430,86	8 430,86		8 430,86			
01174000	PEINTURE SANITAIRE IDL BAUDET	L	10	28/11/07	2 984,08	2 984,08		2 984,08			
01175000	local surveillance vidéo	L	20	18/12/07	2 680,00	2 680,00		2 680,00			
01176000	centrale acces Quebec ATS	L	20	19/12/07	766,00	766,00		766,00			
01177000	sanit IDL, lot serrurerie S AL	L	10	20/12/07	744,00	744,00		744,00			
01178000	m/conformité electrique port	L	10	31/12/07	31 762,00	31 762,00		31 762,00			
01179000	SANIT IDL LOT 11 VENTILATION	L	10	01/01/08	2 851,92	2 851,92		2 851,92			
01180000	SANIT IDL LOT 14 ECS SOLAIRE	L	10	01/01/08	1 632,82	1 632,82		1 632,82			
01181000	HONORAIRES BEL	L	10	01/01/08	2 000,00	2 000,00		2 000,00			
01182000	sanit IDL mat électrique	L	20	11/01/08	7 146,70	7 146,70		7 146,70			
01183000	reprise rampe Darse ZT AGA TPB	L	10	17/01/08	3 650,00	3 650,00		3 650,00			
01184000	CABINES DOUCHE SANIT IDL	L	10	21/01/08	6 528,57	6 528,57		6 528,57			
01185000	Projet local secu Architecte	L	10	22/01/08	2 100,00	2 100,00		2 100,00			
01186000	const sanit idl bgci	L	10	30/01/08	675,00	675,00		675,00			
01187000	cabines douche sanit IDL	L	10	31/01/08	5 701,44	5 701,44		5 701,44			
01188000	sanit IDL, lot 1 gros oeuvre	L	10	08/02/08	4 893,33	4 893,33		4 893,33			
01189000	sanit IDL, lot 12 enduits faça	L	10	08/02/08	3 400,00	3 400,00		3 400,00			
01190000	mise en conformité trinquette	L	10	29/02/08	30 908,52	30 908,52		30 908,52			
01191000	mise en conformité trinquette	L	10	29/02/08	16 791,07	16 791,07		16 791,07			
01192000	CREATION POTEAUX BETON BASSIN	L	20	11/03/08	5 000,00	5 000,00		5 000,00			
01194000	DIVERS MATERIEL YATCH CLUB	L	20	18/03/08	3 500,00	3 500,00		3 500,00			
01195000	Mission coord sanit IDL	L	20	19/03/08	675,00	675,00		675,00			
01196000	INSTALLAT borne telescopique parking Grand	L	20	28/03/08	2 570,00	2 570,00		2 570,00			
01197000	SEAFLEX 2 BRINS 3 BRINS	L	6,66	31/03/08	5 976,00	4 281,60	398,00	4 679,60	1 296,40		

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Immo.	Intitulé	T	Taux	Date Acq	Montant HT	Amor.Antérieur	Amort.Exo.HT	Total			
01198000	4 CENTRALES ACCES QUEBEC DATA	L	20	09/04/08	2 012,00	2 012,00		2 012,00			
01199000	mise en conf.réseau elec trinq	L	10	14/04/08	3 300,00	3 300,00		3 300,00			
01200000	mise con res elec trinquette	L	10	14/04/08	3 300,00	3 300,00		3 300,00			
01201000	17 bornes elec. Depagne	L	20	15/04/08	8 908,00	8 908,00		8 908,00			
01202000	ET FLUIDES LOCAL VIDEO DURAND	L	10	22/04/08	1 800,00	1 800,00		1 800,00			
01204000	moteur hydaulique 45t société LMS	L	20	29/04/08	9 610,00	9 610,00		9 610,00			
01205000	MISSION COORD LOCAL SECU BCGI	L	10	30/04/08	400,00	400,00		400,00			
01207000	rmplt porte bureau compta AVP	L	10	22/05/08	1 645,00	1 645,00		1 645,00			
01208000	LOCAL VIDEO MICROPIEUX	L	5	23/05/08	33 700,00	16 854,68	1 685,00	18 539,68	15 160,32		
01209000	const local video gros oeuvre	L	5	28/05/08	32 320,00	16 164,49	1 616,00	17 780,49	14 539,51		
01210000	moteur hydraulique grue 45 t	L	20	31/05/08	6 328,00	6 328,00		6 328,00			
01211000	integ./ automate"dde ouver./pu	L	20	05/06/08	4 208,00	4 208,00		4 208,00			
01212000	ponton IDL et Malfato	L	6,66	06/06/08	92 004,00	64 810,35	6 127,47	70 937,82	21 066,18		
01213000	mission coord.local video	L	10	12/06/08	200,00	200,00		200,00			
01214000	2 catways 10m + 1cw 8m	L	6,66	30/06/08	8 561,00	5 992,54	570,16	6 562,70	1 998,30		
01215000	local video gros oeuvre aga tp	L	5	30/06/08	41 533,00	20 772,27	2 076,65	22 848,92	18 684,08		
01216000	ACHAT CENTRALE TEXAS AT3 DATA	L	20	07/07/08	3 111,50	3 111,50		3 111,50			
01218000	ACHAT CENTRALE AT3 DATA	L	20	31/07/08	1 926,00	1 926,00		1 926,00			
01219000	centre vidéo lot 3:étancheité	L	10	25/08/08	4 163,20	4 163,20		4 163,20			
01220000	centre video, lot 11, clim, pl	L	20	29/08/08	5 993,81	5 993,81		5 993,81			
01221000	centre video, lot 2, charpente	L	5	31/08/08	10 624,00	5 313,48	531,20	5 844,68	4 779,32		
01222000	centre video, murs et plafonds	L	5	05/09/08	22 159,70	11 082,98	1 107,99	12 190,97	9 968,73		
01223000	tranchee pr fibre optique loca	L	10	23/09/08	6 661,60	6 661,60		6 661,60			
01224000	centre video, clim,ventil, plo	L	10	24/09/08	6 423,24	6 423,24		6 423,24			
01225000	TAXE LOCALE EQUIPEMENT SANIT	L	10	24/09/08	728,00	728,00		728,00			
01226000	centre video, menuise.exterieu	L	10	30/09/08	8 352,50	8 352,50		8 352,50			
01227000	centre video, enduits façade	L	10	30/09/08	7 708,00	7 708,00		7 708,00			
01228000	LOT SERRURERIE METAL LOCAL VID	L	10	02/10/08	7 350,00	7 350,00		7 350,00			
01229000	COFFRET BETON PORT SOGETRALEC	L	10	03/10/08	5 445,00	5 445,00		5 445,00			
01230000	alarme centre video C2A	L	10	10/10/08	6 000,00	6 000,00		6 000,00			
01231000	modif entrée zone technique	L	10	13/10/08	5 684,00	5 684,00		5 684,00			
01232000	CARRELAGE LOCAL VIDEO ROXAN	L	10	20/10/08	7 265,73	7 265,73		7 265,73			
01233000	ENSEIGNE LOCAL VIDEO ARTS	L	10	24/10/08	2 325,00	2 325,00		2 325,00			
01234000	CLIM VENT PLOMB GAMBA LOCAL VI	L	10	25/10/08	6 563,37	6 563,37		6 563,37			
01235000	centre video, électricité, cas	L	10	28/10/08	27 744,00	27 744,00		27 744,00			
01236000	MISSION COORD LOCAL VIDEO BGCI	L	10	30/10/08	175,00	175,00		175,00			
01237000	CABLAGE Z.T.	L	10	31/10/08	13 611,39	13 611,39		13 611,39			
01238000	Mise en conformité cablage Por	L	10	18/11/08	9 000,00	9 000,00		9 000,00			
01239000	local vidéo: escalier	L	10	24/11/08	6 230,00	6 230,00		6 230,00			
01240000	porte entrée vido surv s.alu	L	10	09/12/08	5 147,50	5 147,50		5 147,50			
01241000	sanit IDL, lot 4:menuiserie ex	L	10	01/01/09	148,50	148,50		148,50			
01242000	sanit.IDL, lot 8 serrurerie	L	10	01/01/09	31,00	31,00		31,00			
01243000	sanit IDL, lot 4: menuiserie e	L	10	01/01/09	757,89	757,89		757,89			
01244000	extension portail ZT	L	10	02/01/09	1 950,00	1 949,46	0,54	1 950,00			
01245000	relais numérique st martin	L	20	05/01/09	2 881,00	2 881,00		2 881,00			
01246000	depose & repose autoam.portial	L	10	30/01/09	2 995,10	2 970,97	24,13	2 995,10			
01247000	station video surveillance	L	20	02/02/09	1 603,11	1 603,11		1 603,11			
01249000	MISSION COORD LOC VIDEO BGCI	L	10	12/02/09	262,57	259,61	2,96	262,57			
01250000	RMPLT PONTON F	L	6,66	24/02/09	75 495,00	49 573,94	5 027,97	54 601,91	20 893,09		
01251000	profilés manchons ponton F	L	6,66	04/03/09	2 974,62	1 947,79	198,11	2 145,90	828,72		
01252000	CUVE GO 430 L TPCENTER	L	20	12/03/09	1 170,45	1 170,45		1 170,45			
01253000	rmplt 3 limiteurs remplissage	L	10	17/03/09	6 458,00	6 321,66	136,34	6 458,00			
01254000	coffret electrique trinquette	L	10	24/03/09	5 445,00	5 319,46	125,54	5 445,00			
01255000	6 bornes electriques B4 & B6	L	10	27/03/09	5 731,00	5 594,09	136,91	5 731,00			
01256000	21 bornes elec.pr ponton F	L	10	27/03/09	11 314,00	11 043,72	270,28	11 314,00			
01257000	disjoncteurs pour ponton F	L	10	31/03/09	1 152,41	1 123,59	28,82	1 152,41			
01258000	cablage ponton F	L	10	31/03/09	3 418,46	3 333,03	85,43	3 418,46			
01259000	MISE EN CONFORMITE TRINQUETTE	L	10	31/03/09	6 296,61	6 139,19	157,42	6 296,61			
01260000	prises et socles ponton F	L	10	31/03/09	1 465,62	1 428,96	36,66	1 465,62			
01261000	3 bornier 5 bornes + 10 prises	L	20	07/04/09	3 309,00	3 309,00		3 309,00			
01262000	lanterne onyx SOGETRALEC	L	20	14/04/09	7 245,00	7 245,00		7 245,00			
01263000	réhabilitation YC, cab DELBOSC	L	10	27/04/09	1 850,00	1 790,39	59,61	1 850,00			
01264000	amgt plan incliné ZT SOCAULEC	L	10	28/04/09	3 486,80	3 373,48	113,32	3 486,80			
01265000	REFROIDISSEUR ESAB COOL 2000	L	20	30/04/09	1 680,00	1 680,00		1 680,00			
01266000	socle prises ponton F	L	10	30/04/09	1 257,89	1 216,32	41,57	1 257,89			
01267000	pieux I et Trinquette BUESA	L	6,66	30/04/09	70 375,00	45 351,89	4 686,98	50 038,87	20 336,13		
01268000	amenat plans inclinés (AGA TPB	L	10	04/05/09	3 488,00	3 368,83	119,17	3 488,00			
01269000	mise conformité YC (AGA TPB)	L	10	07/05/09	4 454,00	4 298,11	155,89	4 454,00			
01270000	réhabilitation local grutier (	L	10	08/05/09	2 664,00	2 570,02	93,98	2 664,00			
01271000	mise en conformité YC (CASTAN)	L	10	12/05/09	4 980,00	4 798,78	181,22	4 980,00			
01272000	auvent entree YC SOLATRAG	L	10	26/05/09	17 895,00	17 174,23	720,77	17 895,00			
01275000	MENUISERIE ALU YATCH CLUB.	L	10	05/06/09	5 333,30	5 105,15	228,15	5 333,30			
01276000	CHASSIS PORTE SANIT YATCH CLUB	L	10	05/06/09	4 200,00	4 020,33	179,67	4 200,00			
01277000	CHASSIS PORTE SANIT ST MARTIn	L	10	05/06/09	4 950,00	4 738,25	211,75	4 950,00			
01278000	CABLAGE ELECTRIQUE Port	L	20	30/06/09	4 020,50	4 020,50		4 020,50			
01279000	centrale cont.acces, DATA COM	L	20	28/07/09	7 049,00	7 049,00		7 049,00			
01280000	ETUDE SANIT B4 DELBOSC	L	10	28/07/09	4 238,00	3 994,32	243,68	4 238,00			
01281000	POMPE REL SANIT IDL GAMBA	L	20	31/07/09	1 829,86	1 829,86		1 829,86			
01282000	modif eclairage matago	L	10	21/09/09	22 156,50	20 556,31	1 600,19	22 156,50			
01283000	reprise alim eau sanit malfato	L	10	29/09/09	7 262,00	6 721,38	540,62	7 262,00			
01284000	Etudes sanit bassin 4, Delbosc	L	10	02/11/09	3 744,00	3 430,96	313,04	3 744,00			
01285000	fleur de mouillage PORALU	L	6,66	25/11/09	14 709,00	8 920,52	979,62	9 900,14	4 808,86		
01286000	ETUDE BETON LOC VIDEO	L	10	01/01/10	1 600,00	1 440,00	160,00	1 600,00			
01287000	FIBRE INFOR OPTIQUE MOBIDECK	L	10	06/01/10	7 490,00	6 730,60	749,00	7 479,60	10,40		
01288000	renov elec local grutier	L	10	25/01/10	4 279,00	3 822,57	427,90	4 250,47	28,53		
01289000	hono.sanit bassin 4	L	10	25/01/10	3 800,00	3 394,67	380,00	3 774,67	25,33		
01291000	TRAVAUX BUREAU GRUTAGE	L	10	05/02/10	18 254,36	16 256,55	1 825,44	18 081,99	172,37		
01292000	Mise en confor du RDC Yatch Cl	L	10	01/03/10	13 686,70	12 089,92	1 368,67	13 458,59	228,11		
01293000	Baie Alu local grutage	L	10	01/03/10	6 179,00	5 458,12	617,90	6 076,02	102,98		
01294000	Refection jardiniere Cabane du	L	10	01/03/10	4 188,50	3 699,84	418,85	4 118,69	69,81		
01295000	Plolongement Ponton L	L	10	01/03/10	1 891,85	1 671,17	189,19	1 860,36	31,49		
01296000	Dique Richelieu Electrique	L	10	01/03/10	6 181,46	5 460,32	618,15	6 078,47	102,99		

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Immo.	Intitulé	T	Taux	Date Acq	Montant HT	Amor.Antérieur	Amort.Exo.HT	Total			
01297000	Zone Technique electrique	L	10	01/03/10	3 569,28	3 152,88	356,93	3 509,81	59,47		
01298000	Ponton Y1	L	10	01/03/10	4 540,51	4 010,78	454,05	4 464,83	75,68		
01299000	MODIF ELEC YC CASTAN	L	10	03/03/10	9 000,00	7 945,00	900,00	8 845,00	155,00		
01300000	REAMENAGEMENT BUREAU GRUTAGE	L	10	05/03/10	3 176,54	2 802,38	317,65	3 120,03	56,51		
01301000	plomberie local grutage	L	10	05/03/10	1 455,10	1 283,72	145,51	1 429,23	25,87		
01302000	mISE EN CONF LOCAL MENUISERIE	L	20	10/03/10	6 482,18	6 482,18		6 482,18			
01303000	RELEVE CAPIT. DOS ODYSSEA	L	10	12/03/10	4 032,00	3 549,28	403,20	3 952,48	79,52		
01305000	Menuiseries alu local Grue	L	10	15/03/10	15 250,00	13 411,53	1 525,00	14 936,53	313,47		
01306000	Alimentation cable Port	L	10	15/03/10	4 945,00	4 348,85	494,50	4 843,35	101,65		
01307000	Baie Alu Local Ass Yatch Club	L	10	15/03/10	10 734,99	9 440,84	1 073,50	10 514,34	220,65		
01308000	barriere parking malfato	L	10	25/03/10	6 276,22	5 502,14	627,62	6 129,76	146,46		
01309000	20 bornes DEpagne	L	10	25/03/10	11 280,00	9 888,80	1 128,00	11 016,80	263,20		
01310000	Banque accueil local Grutage	L	10	25/03/10	5 100,00	4 471,00	510,00	4 981,00	119,00		
01311000	ALGECO EXTENSION CABANE	L	10	25/03/10	13 698,00	12 008,58	1 369,80	13 378,38	319,62		
01312000	alim elec avant port rexel	L	10	31/03/10	6 142,95	5 375,12	614,30	5 989,42	153,53		
01313000	alim elec digu richelieu rexel	L	10	31/03/10	31 460,24	27 527,68	3 146,02	30 673,70	786,54		
01314000	alim elec zone technique	L	10	31/03/10	48 840,00	42 735,00	4 884,00	47 619,00	1 221,00		
01315000	alim elec ponton Y1 Rexel	L	10	31/03/10	8 565,00	7 494,38	856,50	8 350,88	214,12		
01316000	alim elec ponton L	L	10	31/03/10	3 690,00	3 228,75	369,00	3 597,75	92,25		
01317000	fibre optique bouclage port	L	10	31/03/10	3 890,00	3 403,75	389,00	3 792,75	97,25		
01318000	19 Bornes Depagne	L	10	01/04/10	7 524,00	6 583,50	752,40	7 335,90	188,10		
01319000	Etude beton Bassin IV	L	10	01/04/10	1 500,00	1 312,50	150,00	1 462,50	37,50		
01320000	CABANE GRUTIERS	L	10	01/04/10	1 180,00	1 032,50	118,00	1 150,50	29,50		
01322000	Alim Digue Richelieu sogetrale	L	10	14/04/10	7 750,00	6 753,26	775,00	7 528,26	221,74		
01323000	PEINTURE FACADE YACHT CLUB	L	10	21/04/10	4 741,50	4 122,47	474,15	4 596,62	144,88		
01324000	PEINTURE SALLE ODYSSEA YACHT	L	10	21/04/10	2 542,00	2 210,13	254,20	2 464,33	77,67		
01326000	FLEUR DE MOUILLAGE PONTONS CAT	L	6,66	30/04/10	55 895,00	32 294,15	3 722,61	36 016,76	19 878,24		
01327000	PIEUX CORPS MORTS SIT Nø 1	L	6,66	30/04/10	217 505,00	125 666,68	14 485,83	140 152,51	77 352,49		
01328000	remplacement du ponton L et multicoques	L	6,66	30/04/10	121 734,00	70 333,57	8 107,48	78 441,05	43 292,95		
01329000	ETUDE SONDAGE DARSES	L	10	30/04/10	5 131,60	4 448,81	513,16	4 961,97	169,63		
01330000	RELEVE YC AT DELBOSC	L	10	10/05/10	3 350,00	2 894,96	335,00	3 229,96	120,04		
01331000	Fabr et pose Charpente Cab pec	L	10	20/05/10	3 890,00	3 350,80	389,00	3 739,80	150,20		
01332000	ALIM ELEC PONTON ZT	L	10	28/05/10	6 590,00	5 661,91	659,00	6 320,91	269,09		
01333000	cablage ponton Y REXEL	L	10	31/05/10	4 431,17	3 803,44	443,12	4 246,56	184,61		
01334000	2 BORNES ELEC DEPAGNE	L	10	31/05/10	1 530,00	1 313,25	153,00	1 466,25	63,75		
01335000	6 BORNES ELEC DEPAGNE	L	10	31/05/10	5 964,50	5 119,53	596,45	5 715,98	248,52		
01336000	LAVE VAISSELLE	L	20	04/06/10	2 115,90	2 115,90		2 115,90			
01338000	BORNES Y2 ET DIGUE	L	10	09/06/10	6 626,39	5 672,93	662,64	6 335,57	290,82		
01339000	MODIF ECLAIR CANAL	L	10	21/06/10	50 938,00	43 438,79	5 093,80	48 532,59	2 405,41		
01340000	CATWAY BOUSQUET MARINA	L	6,66	30/06/10	8 824,00	5 000,16	587,68	5 587,84	3 236,16		
01341000	CHANTIER MULTICOQUES	L	10	30/06/10	19 214,57	16 337,75	1 921,46	18 259,21	955,36		
01342000	TLE 2010 SANITAIRES IDL	L	10	01/01/11	405,00	324,00	40,50	364,50	40,50		
01344000	REMPL CHAUDIERE SANIT PHENICIE	L	20	10/02/11	7 624,59	7 624,59		7 624,59			
01345000	6 CENTRALES DE CONTROLE SANIT	L	20	20/02/11	4 119,00	4 119,00		4 119,00			
01347000	Rénovation Sanitaire ST Martin	L	10	15/03/11	15 811,77	12 254,14	1 581,18	13 835,32	1 976,45		
01348000	porte sanit Malfato SALU	L	20	21/03/11	3 550,00	3 550,00		3 550,00			
01349000	porte sanit bassin 7 S ALU	L	20	21/03/11	3 950,00	3 950,00		3 950,00			
01350000	BUNGALOW POUR GRUTIER	L	6,66	30/03/11	4 727,00	2 442,21	314,82	2 757,03	1 969,97		
01351000	Ensemble Riveteuse+Compresseur	L	20	30/04/11	760,00	760,00		760,00			
01353000	6 BORENES DEPAGNE	L	10	08/06/11	3 738,00	2 827,38	373,80	3 201,18	536,82		
01354000	TAXE LOCALE EQUIPEMENT	L	10	10/06/11	1 111,00	839,73	111,10	950,83	160,17		
01355000	DEPAGNE / 37 BORNES PORTUAIRES	L	10	20/06/11	16 741,00	12 606,90	1 674,10	14 281,00	2 460,00		
01356000	CREATION PLACES PORT 2011	L	6,66	04/07/11	98 543,20	49 197,27	6 562,98	55 760,25	42 782,95		
01358000	Creation Places IDL 2011	L	10	10/07/11	6 490,83	4 851,87	649,08	5 500,95	989,88		
01359000	RACHAT STATION HTE PRESSION Po	L	100	22/08/11	947,15	947,15		947,15			
01360000	Moteur Pompe SP95 TOKHEIM	L	20	23/08/11	1 120,00	1 120,00		1 120,00			
01361000	Réaménagement ponton L	L	6,66	30/09/11	9 260,00	4 475,56	616,72	5 092,28	4 167,72		
01362000	RENOV SANIT B4 MATERIEL	L	20	28/10/11	13 455,92	13 455,92		13 455,92			
01363000	RENOV SANIT B4 G OEUVRE	L	5	28/10/11	123 109,50	41 310,11	6 155,48	47 465,59	75 643,91		
01364000	RENOV SANITB4 Aménagement	L	10	28/10/11	194 030,75	130 216,22	19 403,08	149 619,30	44 411,45		
01365000	RENOV SANIT B4 SPS	L	33,33	28/10/11	1 900,00	1 900,00		1 900,00			
01366000	cloture parking IDL sud	L	10	21/11/11	12 780,00	9 088,00	1 278,00	10 366,00	2 414,00		
01367000	Echafaudage roulant Port	L	20	31/01/12	1 230,00	1 230,00		1 230,00			
01368000	Aspirateur Makita Menuiserie	L	20	31/01/12	699,00	699,00		699,00			
01369000	PALAN ELECTRIQUE	L	20	28/02/12	3 001,40	3 001,40		3 001,40			
01370000	Pontons 2012 Estacade J Office Tourisme	L	6,66	15/03/12	282 039,35	122 996,55	18 783,82	141 780,37	140 258,98		
01371000	1 CENTRALE DE CONTROLE TEXAS	L	20	30/03/12	3 389,00	3 389,00		3 389,00			
01372000	Pontons 2012 Estacade J Office Tourisme	L	10	30/03/12	37 725,77	24 689,44	3 772,58	28 462,02	9 263,75		
01374000	Groupe Autonome Soudure	L	20	01/04/12	2 160,00	2 160,00		2 160,00			
01375000	Mise au norme armoire PA	L	10	01/05/12	4 948,24	3 298,80	494,82	3 793,62	1 154,62		
01376000	TAXE URBANISME REST YATCH CLUB	L	50	02/05/12	1 010,00	1 010,00		1 010,00			
01377000	WI FI PORT CASTAN ELEC	L	20	11/05/12	31 738,00	31 738,00		31 738,00			
01378000	CLOTURE PARKING IDL NORD	L	10	14/05/12	22 150,87	14 687,28	2 215,09	16 902,37	5 248,50		
01379000	Massifs beton pour wifi PORTS	L	10	15/05/12	7 350,00	4 871,42	735,00	5 606,42	1 743,58		
01380000	Turbidimetre de terrain port	L	20	31/05/12	929,00	929,00		929,00			
01381000	Refection toiture THON CLUB	L	10	31/05/12	5 900,00	3 884,17	590,00	4 474,17	1 425,83		
01382000	Barri+¨re levante pour bassin	L	10	06/06/12	5 488,15	3 605,43	548,82	4 154,25	1 333,90		
01383000	Bat modulaire Mise a eau B 4	L	10	12/06/12	4 588,00	3 006,41	458,80	3 465,21	1 122,79		
01384000	Cr+©ation WIFI Port Ambonne	L	10	05/07/12	3 644,01	2 364,55	364,40	2 728,95	915,06		
01385000	PONTON ESCALE AV PORT	L	10	31/07/12	4 920,20	3 157,13	492,02	3 649,15	1 271,05		
01386000	Syst+¨me de g+©olocalisation	L	20	07/08/12	836,00	836,00		836,00			
01387000	Clim r+©versible "DAIKIN" PA	L	20	07/09/12	1 946,86	1 946,86		1 946,86			
01389000	Lev+©e option Nissan 157BAX34	L	20	18/10/12	3 127,00	3 127,00		3 127,00			
01390000	Groupe electrogene MAKITA port	L	20	31/10/12	1 000,00	1 000,00		1 000,00			
01391000	2 Reducteurs + huile Grue 25T	L	20	25/01/13	5 775,40	5 775,40		5 775,40			
01392000	Clim bureaux+local info PORT	L	20	29/01/13	4 540,56	4 540,56		4 540,56			
01393000	D+©coupeur plasma port	L	20	31/01/13	3 999,00	3 999,00		3 999,00			
01394000	Elec refectoire+archive+decoup	L	10	01/02/13	3 671,55	2 172,36	367,16	2 539,52	1 132,03		
01395000	Totem programm+© dans logapass	L	20	20/02/13	1 900,00	1 900,00		1 900,00			
01396000	Moteur diesel FPT Grue 16T	L	20	28/02/13	9 000,00	9 000,00		9 000,00			
01397000	solde lot carrelage bassin IV	L	10	01/04/13	337,91	194,29	33,79	228,08	109,83		
01398000	Moteur Mercury 80CV SECU	L	33,33	05/04/13	6 414,00	6 414,00		6 414,00			

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Immo.	Intitulé	T	Taux	Date Acq	Montant HT	Amor.Antérieur	Amort.Exo.HT	Total			
01399000	Fibre+VGA siege/cn/mobydeck	L	20	08/04/13	3 709,99	3 709,99		3 709,99			
01400000	ponton grosse unites	L	10	30/04/13	6 133,48	3 477,35	613,35	4 090,70	2 042,78		
01401000	REXEL ponton A	L	10	30/04/13	4 696,34	2 662,54	469,63	3 132,17	1 564,17		
01402000	CABLE MULTICOQUE/REXEL	L	10	30/04/13	3 644,57	2 066,28	364,46	2 430,74	1 213,83		
01403000	EQUIPEMENTS DIVERS PONTON	L	10	04/06/13	4 680,00	2 303,53	468,00	2 771,53	1 908,47		
01404000	EQUIPEMENTS DIVERS PONTONS	L	10	04/06/13	3 856,00	2 149,72	385,60	2 535,32	1 320,68		
01405000	Chgt Ponton E	L	6,66	20/06/13	110 334,68	40 434,04	7 348,29	47 782,33	62 552,35		
01406000	Chgt Ponton E edf	L	10	20/06/13	9 629,70	5 296,34	962,97	6 259,31	3 370,39		
01407000	CLOTURES+PORTAIL PALANGRIERS	L	10	27/06/13	16 518,18	9 103,36	1 651,82	10 755,18	5 763,00		
01409000	CENTRALE CONTROLE ACCES TEXAS-	L	20	30/06/13	1 905,55	1 905,55		1 905,55			
01410000	BUESA 12 Pieux	L	6,66	30/06/13	42 020,00	15 406,73	2 798,53	18 205,26	23 814,74		
01411000	MEC station Carbu	L	6,66	30/06/13	166 764,57	60 774,03	11 106,52	71 880,55	94 884,02		
01412000	SOGET.EXT.RESEAU SODEAL	L	10	01/07/13	47 541,00	26 147,55	4 754,10	30 901,65	16 639,35		
01413000	Toiture CN	L	6,66	01/08/13	227 179,00	81 991,53	15 130,12	97 121,65	130 057,35		
01414000	Toiture CN	L	33,33	01/08/13	1 100,00	1 100,00		1 100,00			
01416000	Compl+©ment cloture	L	10	31/08/13	4 812,42	2 566,61	481,24	3 047,85	1 764,57		
01417000	Coffre Fort Amma Caoitainerie	L	10	11/11/13	3 136,50	1 611,81	313,65	1 925,46	1 211,04		
01418000	Dalle beton p/ LALLEMAND	L	10	16/12/13	10 796,50	5 443,24	1 079,65	6 522,89	4 273,61		
01419000	Rempl 4 Groupes Reversibles Po	L	20	01/02/14	8 456,68	8 315,75	140,93	8 456,68			
01420000	Tour + metaux 400VLTS TC910	L	10	28/02/14	6 671,00	3 226,17	667,10	3 893,27	2 777,73		
01421000	REPRISE TRAVAUX TOIT C.N.	L	10	31/03/14	5 100,00	2 422,50	510,00	2 932,50	2 167,50		
01422000	REN?AULT Master CY-504-ML	L	33,33	01/04/14							
01423000	RENAULT Mégane CX-257-NB	L	33,33	01/04/14							
01424000	NISSAN Benne CN-202-VS	L	33,33	01/04/14							
01427000	2 Centrales cont+Ýle acc+¨s PP	L	20	10/05/14	1 252,00	1 162,27	89,73	1 252,00			
01428000	Toiture Jet Ski Grand Large	L	10	26/05/14	1 868,00	858,76	186,80	1 045,56	822,44		
01429000	Création LAVERIE Phéniciens	L	10	12/06/14	13 015,70	5 806,45	1 301,57	7 108,02	5 907,68		
01430000	Création PONTON MOBEX	L	6,66	17/06/14	182 576,41	54 263,09	12 159,59	66 422,68	116 153,73		
01431000	Rempl PONTON E PAambonne	L	6,66	19/06/14	99 231,34	29 767,95	6 608,81	36 376,76	62 854,58		
01432000	SANIT PORT BRESCOU	L	20	30/06/14	1 921,00	1 729,97	191,03	1 921,00			
01433000	SANIT PORT BRESCOU	L	10	30/06/14	93 375,78	42 045,05	9 337,58	51 382,63	41 993,15		
01434000	SANIT PORT BRESCOU	L	5	30/06/14	68 281,54	15 372,84	3 414,08	18 786,92	49 494,62		
01435000	Etudes Bassin V	L	33,33	30/06/14	7 150,00	7 150,00		7 150,00			
01436000	SANIT PORT BRESCOU	L	20	30/06/14	4 806,80	4 328,79	478,01	4 806,80			
01437000	APAVE/5e SITUAT SANIT BRESCOU	L	33,33	09/07/14	300,00	300,00		300,00			
01438000	MITSUBISHI L200 DJ041HK CN	L	10	11/08/14	20 000,00	8 777,78	2 000,00	10 777,78	9 222,22		
01439000	Licence+New mon+©tique+TPE PP	L	33,33	12/08/14	1 572,21	1 572,21		1 572,21			
01440000	3 Ventouses Datacomsys	L	20	15/08/14	2 139,00	1 872,81	266,19	2 139,00			
01441000	KIT NUMERIQUE ODYSSEA	L	20	13/10/14	5 760,00	4 857,60	902,40	5 760,00			
01442000	Refection tetes de pieux CN AG	L	10	31/12/14	3 140,00	1 256,87	314,00	1 570,87	1 569,13		
01443000	RENOVATION Sanit Yacht Club	L	20	30/09/15	4 532,00	2 947,66	906,40	3 854,06	677,94		
01444000	RENOVATION Sanitaire Yacht	L	33,33	30/09/15	7 976,90	7 976,90		7 976,90			
01445000	RENOVATION Sanit Yacht Club	L	10	30/09/15	136 110,70	44 263,95	13 611,07	57 875,02	78 235,68		
01446000	SANITAIRE FLOTTANT PP	L	6,66	28/05/15	355 800,00	85 190,87	23 696,28	108 887,15	246 912,85		
01447000	SANITAIRE FLOTTANT PP	L	20	28/05/15	12 025,00	8 644,82	2 405,00	11 049,82	975,18		
01448000	SANITAIRE FLOTTANT PP	L	33,33	28/05/15	2 051,00	2 051,00		2 051,00			
01449000	AMENAGEMENT ZONE TECHNIQUE	L	6,66	31/05/15	39 848,50	9 519,28	2 653,91	12 173,19	27 675,31		
01450000	AMENAGEMENT ZONE TECHNIQUE	L	10	31/05/15	5 322,45	1 908,81	532,25	2 441,06	2 881,39		
01451000	AMENAGEMENT ZONE TECHNIQUE	L	20	31/05/15	1 446,00	1 037,16	289,20	1 326,36	119,64		
01452000	5 defibrillateurs	L		09/08/15	92,73	92,73		92,73			
01453000	DATA/5 Centrale contr+Ýle	L	20	23/03/15	2 645,00	1 997,16	529,00	2 526,16	118,84		
01454000	Pulv+©risateur autonome PORT	L	20	11/02/15	1 500,00	1 165,48	300,00	1 465,48	34,52		
01455000	Table +©l+©vatrice PORT	L	20	31/01/15	559,00	437,70	111,80	549,50	9,50		
01456000	Modification PARKLEV	L	14,28	01/05/15	2 200,00	1 152,58	314,16	1 466,74	733,26		
01457000	BORNES SOURCELEC PP	L	6,66	20/05/15	2 298,00	553,59	153,05	706,64	1 591,36		
01459000	24 bornes elec sourcelec PP	L	10	27/02/15	11 904,00	4 572,44	1 190,40	5 762,84	6 141,16		
01460000	ECOCEAN/INSTAL MAINT NEURSERI	L	10	19/01/15	30 260,00	11 946,48	3 026,00	14 972,48	15 287,52		
01461000	Aménagement Rest YACHT CLUB	L	10	30/04/15	41 877,70	15 374,28	4 187,77	19 562,05	22 315,65		
01462000	Cloture MALFATO	L	10	30/04/15	23 748,00	8 718,44	2 374,80	11 093,24	12 654,76		
01463000	Mise aux Normes At SOUDURE PP	L	10	10/05/15	18 111,30	6 599,46	1 811,13	8 410,59	9 700,71		
01464000	Rénovation Ponton B Ports	L	10	01/05/15	3 448,84	1 265,19	344,88	1 610,07	1 838,77		
01465000	SOGE/FOUR+POSE PORTE GALVA PP	L	20	30/09/15	840,00	546,35	168,00	714,35	125,65		
01466000	TOKHEIM/R+©fect zone d+©potag	L	10	21/07/15	14 774,50	5 092,14	1 477,45	6 569,59	8 204,91		
01468000	Moteur vedette roquille PP	L	33,33	25/06/15	31 550,00	31 550,00		31 550,00			
01469000	Rachat C3 secu ports AP-065-SA	L		01/04/15	554,48	554,48		554,48			
01470000	ARMOIRE	L	20	15/04/15	1 179,44	875,70	235,89	1 111,59	67,85		
01471000	centrale acces texas * 3	L	33,33	03/07/15	1 873,00	1 873,00		1 873,00			
01472000	citroen berlingo electriciens	L		21/10/15	127,72	127,72		127,72			
01473000	AGA/REALISATION CLOTURE BASSIN	L	12,50	18/02/16	12 325,00	4 419,28	1 540,63	5 959,91	6 365,09		
01474000	LOP/MARQUAGE MISE NORME PMR/S	L	12,50	29/02/16	8 688,28	3 082,56	1 086,04	4 168,60	4 519,68		
01475000	PORT/Hélice+cable+batterie/PP	L	20	01/03/16	9 588,54	5 443,14	1 917,71	7 360,85	2 227,69		
01476000	POR/PONTON FLOTTEUR+ESCALE/PP	L	12,50	17/03/16	6 687,20	2 335,94	835,90	3 171,84	3 515,36		
01477000	ALAR/CABANEDU PECHEUR SVC MARC	L	10	22/03/16	18 545,40	5 157,15	1 854,54	7 011,69	11 533,71		
01478000	SUDCOM/ANTENNE+TERMINAUX/PP	L	20	07/04/16	1 594,07	872,58	318,81	1 191,39	402,68		
01479000	SUDCOM/ANTENNE+TERMINAUX RADIO	L	20	12/04/16	1 292,37	703,89	258,47	962,36	330,01		
01480000	ALF/REMISE ETAT FIBRE OPTIQUE/	L	20	29/04/16	1 772,50	948,89	354,50	1 303,39	469,11		
01481000	CAST/IMNO COMFORMITE ELECT/PP	L	12,50	09/05/16	6 444,00	2 134,02	805,50	2 939,52	3 504,48		
01482000	IGUAL/MATERIEL MONO ORBIS/PP	L	33,33	12/05/16	1 210,00	1 065,24	144,76	1 210,00			
01483000	CRED/AC PEUGEOT BOXER/PP	L		30/05/16	383,92	383,92		383,92			
01484000	CEF/ REMPT BORNES ELC/PP	L	20	31/05/16	17 204,00	8 908,37	3 440,80	12 349,17	4 854,83		
01485000	SALU/ENTREE CAPITAINERIE/P	L	12,50	07/06/16	15 725,70	5 051,61	1 965,71	7 017,32	8 708,38		
01486000	CAST/TARIF JAUNE BIV/PP	L	12,50	08/06/16	7 086,00	2 273,83	885,75	3 159,58	3 926,42		
01487000	CAST/LIAISON ELCT+EAU BIV/PP	L	12,50	14/06/16	5 909,00	1 884,01	738,63	2 622,64	3 286,36		
01488000	AERO/SYSTM VENTILATø SAN FLOTA	L	20	21/06/16	11 000,00	5 569,32	2 200,00	7 769,32	3 230,68		
01489000	SOGE/REMPLCT LUMINAIRES/PP	L	20	23/06/16	9 800,00	4 951,01	1 960,00	6 911,01	2 888,99		
01490000	AGA / CLOISON LOCAL PLONGEUR	L	10	08/07/16	3 028,00	752,44	302,80	1 055,24	1 972,76		
01491000	AGA / CLOISON LOCAL PLONGEUR	L	10	08/07/16	1 610,00	400,07	161,00	561,07	1 048,93		
01492000	GUYB/PRT ALU+DOUBLE VITRAGE CA	L	10	18/07/16	4 024,00	988,91	402,40	1 391,31	2 632,69		
01493000	CEF / VIFGI MICROLOGIE + DIVER	L	20	31/07/16	2 022,60	979,71	404,52	1 384,23	638,37		
01494000	CREDIPAR/ ACHAT C3/SECU	L		14/10/16	113,45	113,45		113,45			
01495000	MOTEUR USP	L	33,33	30/07/16	1 505,00	1 216,38	288,62	1 505,00			
01496000	CLOTURE JETSKI	L	20	06/06/16	6 987,68	3 595,31	1 397,54	4 992,85	1 994,83		

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Immo.	Intitulé	T	Taux	Date Acq	Montant HT	Amor.Antérieur	Amort.Exo.HT	Total			
01497000	SITE INTERNET PP	L	20	01/11/16	61 365,00	26 597,10	12 273,00	38 870,10	22 494,90		
01498000	TRONCONNEUSE	L	50	09/01/17	585,00	578,59	6,41	585,00			
01499000	VOITURES ELECTRIQUE MOBILECO	L	33,33	21/03/17	8 140,00	2 862,01	2 713,33	5 575,34	2 564,66		
	Mise en service le 12/12/2017										
01500000	MOBIELCO VEHI ELECTRIQUE	L	33,33	21/03/17	7 140,00	4 244,88	2 380,00	6 624,88	515,12		
01501000	BALAYEUSE OPTION CB	L	33,33	01/01/19	695,00		0,63	0,63	694,37		
	Rebut				- 695,00			- 0,63	- 694,37	01/01/19	
01502000	PEUGEOT BOXER LEVEE OPTION CB	L	33,33	01/01/19	344,51		0,31	0,31	344,20		
	Rebut				- 344,51			- 0,31	- 344,20	01/01/19	
01503000	DALLES SANITAIRE B4	L	33,33	30/06/17	1 993,18	1 001,14	664,39	1 665,53	327,65		
01504000	CHARIOT ELEVATEUR LEVEE OPTION	L	33,33	01/01/19	259,80		0,24	0,24	259,56		
	Rebut				- 259,80			- 0,24	- 259,56	01/01/19	
01505000	SCIE A RUBAN MENUISERIE	L	40	31/10/17	3 572,50	1 671,73	1 429,00	3 100,73	471,77		
01506000	PERGOLA CABANE DU PECHEUR	L	20	16/01/18	14 533,00	6 967,88	2 906,60	9 874,48	4 658,52		
01507000	moteur vedette roquille NANNU	L	20	15/03/18	33 465,33	13 386,13	6 693,07	20 079,20	13 386,13		
01508000	fun yack 540 SECU 18 n°	L	20	18/05/18	16 696,00	5 214,64	3 339,20	8 553,84	8 142,16		
01509000	Nouvelle borne accès zone	L	20	24/05/18	3 559,10	1 082,36	711,82	1 794,18	1 764,92		
90034000	eiffage reseau cameras projet	L	40	20/06/16	19 486,70	7 794,68	7 794,68	15 589,36	3 897,34		
	Mise en service le 01/01/2018										
90036000	bornes prorogation port	L	2,78	20/12/16	9 645,00	545,08	268,13	813,21	8 831,79		
90057000	SANITAIRE MALFATO	L	6,67	28/04/17	213 255,16	119 383,94	14 224,12	133 608,06	79 647,10		
90058000	nurseries a poisson	L	6,67	27/01/17	58 740,00	32 368,61	3 917,96	36 286,57	22 453,43		
90109000	ADELIE / MEUBLE PORTE AVION /	L	10	01/01/19	3 960,00		396,00	396,00	3 564,00		
90110000	STARLEASE/ VALEUR RESIDUELLE /	L	20	02/01/19	205,80		41,05	41,05	164,75		
90111000	BSR POID LOURD CN 202 VS / PP	L	20	18/02/19	11 207,13		1 946,66	1 946,66	9 260,47		
90115000	FALCO/ PROJET PILOTE /PP	L	10	25/07/19	20 000,00		876,71	876,71	19 123,29		
90119000	CREDIPAR / BOXER / PP	L	33,33	19/04/19	201,99		47,41	47,41	154,58		
90121000	INEO / AMENAGEMENT CAMERAS /	L	10	09/05/19	22 135,45		1 437,29	1 437,29	20 698,16		
90122000	INEO / AMENAGEMENTS CAMERAS /	L	10	09/05/19	23 855,37		1 548,97	1 548,97	22 306,40		
90123000	STARLEASE / FIN CB GRUE / PP	L	20	08/08/19	3 050,00		244,00	244,00	2 806,00		
90126000	TRAVAUX CAPITAINERIE	N		31/12/18	635 026,25	635 026,25		635 026,25			
Ensemble	500003 SANITAIRE ENTREE ZT										
90089000	rénovation sanitaire dechet	L	6,67	28/06/18	9 844,00	1 417,77	656,59	2 074,36	7 769,64		
	Mise en service le 01/10/2018										
90090000	sanitaire dechet BAURES	L	6,67	15/07/18	344,83	49,66	23,00	72,66	272,17		
	Mise en service le 01/10/2018										
90091000	ent sanit dechetterie BAURES	L	6,67	15/09/18	89,87	12,94	5,99	18,93	70,94		
	Mise en service le 01/10/2018										
90092000	projet peinture dechetterie	L	6,67	28/09/18	1 480,00	213,16	98,72	311,88	1 168,12		
	Mise en service le 01/10/2018										
	Ensemble : 500003 SANITAIRE ENTREE ZT				11 758,70	1 693,53	784,30	2 477,83	9 280,87		
	Totaux compte : 22500100				8 636 327,20	5 934 839,52	490 286,66	6 425 125,00	2 211 202,20		

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

INVENTAIRE IMMOBILISATIONS AU 31/12/2019 DSP CENTRE NAUTIQUE

Immo.	Intitulé	T	Taux	Date Acq	Montant HT	Amor.Antérieur	Amort.Exo.HT	Total Amort.	Val.Résiduelle	Date Ces.	Famille
89999002	BIENS EN CONCESSION CENTRE	L	6,67	01/07/05	119 504,10	107 565,63	7 970,92	115 536,55	3 967,55		
	Totaux compte : 22000800				119 504,10	107 565,63	7 970,92	115 536,55	3 967,55		
89999001	biENS CENTRE NAUTIQUE MIS EN	L	6,67	01/07/05	2 117,97	1 906,39	141,27	2 047,66	70,31		
	Totaux compte : 22008000				2 117,97	1 906,39	141,27	2 047,66	70,31		
08001000	ABERIA CABLAGE INFORT C NAUT	L	33,33	26/08/05	3 850,00	3 850,00		3 850,00			
08003000	LAPENE SEMI RIGIDE LOMAC REF	L	10	26/05/06	5 038,20	5 038,20		5 038,20			
08004000	GUY FROID 1 COPPRESSEUR +	L	20	30/05/06	2 957,00	2 957,00		2 957,00			
08005000	nettoyeur HP (Baures)	L	20	30/11/06	639,00	639,00		639,00			
08006000	greements fac TOP FUN	L	33,33	25/05/07	4 529,35	4 529,35		4 529,35			
08007000	12 flotteurs & 12 pied mat	L	33,33	25/05/07	7 314,36	7 314,36		7 314,36			
08008000	TV LECTEUR DVD DIVX C.N.	L	33,33	24/07/07	979,90	979,90		979,90			
08009000	1 remorque MECANOREM	L	33,33	25/02/08	1 091,64	1 091,64		1 091,64			
08010000	BLOC PORTE INOS C NAUTIQUE	L	20	26/03/08	1 950,00	1 950,00		1 950,00			
08012000	rplt moteur cap camara 615	L	20	21/05/08	9 184,00	9 184,00		9 184,00			
08013000	5 DART 16X (catamarans)	L	20	30/05/08	39 400,00	39 400,00		39 400,00			
	Rebut				- 39 400,00			- 39 400,00		05/04/19	
08014000	REFECTION DOUCHES CN GAMBA	L	10	23/02/09	1 621,99	1 598,57	23,42	1 621,99			
08015000	douche CN	L	10	18/03/09	6 200,36	6 067,78	132,58	6 200,36			
08016000	refection douches CN	L	10	25/03/09	2 596,00	2 535,43	60,57	2 596,00			
08017000	réfection douches CN	L	10	27/03/09	3 784,67	3 694,29	90,38	3 784,67			
08018000	main oeuvre réfec. vestiaire C	L	10	07/04/09	8 249,64	8 029,61	220,03	8 249,64			
08019000	aménagement vestiaire CN	L	10	16/04/09	1 904,00	1 848,47	55,53	1 904,00			
08020000	6 catamaran CAEV	L	20	20/04/09	25 770,00	25 770,00		25 770,00			
08021000	clim reversible CN (Guy Froid)	L	20	28/04/09	16 380,00	16 380,00		16 380,00			
08022000	amgt plan incliné CN SOCAULEC	L	10	28/04/09	3 486,80	3 373,48	113,32	3 486,80			
08023000	Mise Conf Eclairage Etage CN	L	10	30/04/09	2 928,43	2 831,60	96,83	2 928,43			
08024000	Portes & equip placards CN	L	10	11/05/09	4 270,72	4 116,48	154,24	4 270,72			
08025000	1 SEMI RIGIDE VALLIANT 400 GRE	L	20	11/06/09	3 724,00	3 724,00		3 724,00			
08026000	extension CN hono Delbosc	L	10	04/01/10	3 600,00	3 237,00	360,00	3 597,00	3,00		
08027000	COMPRESSEUR (METAUX DIF	L	20	31/01/10	1 395,00	1 395,00		1 395,00			
08028000	10 OPTIMIST MARCON YACHTING	L	20	24/03/10	10 250,00	10 250,00		10 250,00			
08029000	Porte Inox CNAUTIQUE	L	10	01/04/10	1 580,00	1 382,50	158,00	1 540,50	39,50		
08030000	8 PLANCHES A VOILES TOP FUN	L	20	08/06/10	2 633,25	2 633,25		2 633,25			
08031000	MOTEUR MERCURY CN	L	20	08/06/10	1 833,50	1 833,50		1 833,50			
08032000	5 DART 16 COMPLET CN	L	20	05/07/10	20 940,00	20 940,00		20 940,00			
08032001	5 DART 16 COMPLET CN	L	20	05/07/10	13 960,00	13 960,00		13 960,00			
	Rebut				- 13 960,00			- 13 960,00		05/04/19	
08033000	1 mot YAMAHA cn	L	20	20/07/10	4 766,15	4 766,15		4 766,15			
08034000	10 OPTIMIST	L	20	12/04/11	10 650,00	10 650,00		10 650,00			
08035000	10 PLANCHES VOILE	L	20	15/04/11	6 759,98	6 759,98		6 759,98			
08036000	stores CN ADELIE	L	20	26/04/11	3 805,00	3 805,00		3 805,00			
08037000	LOMAC FAC MAPENE	L	20	28/04/11	11 936,00	11 936,00		11 936,00			
08038000	Moteurs 9.9CV 15CV 40CV	L	20	30/04/11	5 349,62	5 349,62		5 349,62			
08039000	1 MOTEUR YAMAHA F40FEHTL	L	20	20/05/11	5 276,09	5 276,09		5 276,09			
08040000	SWITCH Informatique CN	L	33,33	29/02/12	775,00	775,00		775,00			
08041000	MOTEUR BAT SECU CN PROMO PL	L	20	24/03/12	2 835,70	2 835,70		2 835,70			
08042000	Bateau LOMAC 500 CLUB CN	L	6,66	12/04/12	13 550,00	6 067,20	902,43	6 969,63	6 580,37		
08043000	Cam+©ra Panoramique HD ext.	L	14,28	25/05/12	9 075,00	8 554,88	520,12	9 075,00			
08044000	5 FUNBOAT SPORT	L	14,28	12/06/12	13 870,60	12 982,03	569,80	13 551,83	318,77		
	Rebut				- 13 870,60			- 13 551,83	- 318,77	15/04/19	
08045000	Alim edf local pl Voile	L	9,59	01/01/13	6 566,25	3 780,18	629,70	4 409,88	2 156,37		
08046000	Alim +©lec mise a eau+chalet	L	10	07/01/13	6 072,00	3 633,08	607,20	4 240,28	1 831,72		
08047000	Systeme climatisation CN	L	10	29/01/13	2 493,86	1 476,94	249,39	1 726,33	767,53		
08048000	3 pack TRIBAL Ocean roge et ja	L	20	29/03/13	1 410,00	1 410,00		1 410,00			
08049000	10 DURATEC/BICSPORT	L	20	02/05/13	4 099,20	4 099,20		4 099,20			
08050000	Signalétique Point Plage 2013	L	20	06/05/13	7 797,59	7 797,59		7 797,59			
08051000	Clotures Point Plage 2013	L	10	06/05/13	30 433,83	16 738,59	3 043,38	19 781,97	10 651,86		
08052000	Structure Point Plage	L	5	06/05/13	100 891,00	27 745,03	5 044,55	32 789,58	68 101,42		
08053000	5 X FUNBOAT	L	20	14/05/13	9 400,00	9 400,00		9 400,00			
08053001	5 X FUNBOAT	L	20	14/05/13	2 350,00	2 350,00		2 350,00			
	Rebut				- 2 350,00			- 2 350,00		15/04/19	
08054000	SEMI RIGIDE LOMAC 430 CLUB AM	L	20	18/05/13	5 879,00	5 879,00		5 879,00			
08055000	MOTEUR YAMAHA F30BETL	L	20	18/05/13	5 093,00	5 093,00		5 093,00			
08056000	MOTEUR NEUF F40 FETL	L	20	21/05/13	5 635,00	5 635,00		5 635,00			
08057000	LOMAC 460 CLUB AM 2013 SEMI R	L	20	21/05/13	6 691,00	6 691,00		6 691,00			
08058000	Mise aux Normes station CN	L	6,66	14/06/13	18 074,00	6 623,53	1 203,73	7 827,26	10 246,74		
08059000	Coulissant 3 vanteaux ALU	L	10	21/06/13	7 446,50	4 116,26	744,65	4 860,91	2 585,59		
08060000	Achat 4 TOBOGGANS et 4 BALADO	L	20	30/06/13	11 888,00	11 888,00		11 888,00			
08061000	5 Grand Voile dacron Hyde	L	20	25/07/13	4 886,23	4 886,23		4 886,23			
08062000	ADOUCISSEUR EAU CN	L	20	31/07/13	3 825,34	3 825,34		3 825,34			
08063000	SOLATRAG/3E SITUAT.POINT PLAG	L	5	11/02/14	4 821,63	1 178,61	241,08	1 419,69	3 401,94		
08064000	Creation ventilation Voilerie	L	20	17/03/14	3 500,00	3 352,22	147,78	3 500,00			

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Immo.	Intitulé	T	Taux	Date Acq	Montant HT	Amor.Antérieur	Amort.Exo.HT	Tota			
08065000	5 DURATEC	L	20	26/03/14	2 260,00	2 153,28	106,72	2 260,00			
08066000	Installation bornes WIFI CN	L	20	10/04/14	1 213,60	1 146,85	66,75	1 213,60			
08067000	5 Firemove E-tech RDD CN	L	10	11/04/14	9 466,67	4 470,38	946,67	5 417,05	4 049,62		
08068000	Moteur YAMAHA H.B Type 6AHK C	L	20	23/05/14	3 073,04	2 830,62	242,42	3 073,04			
08069000	Semi-Rigide LOMAC 430 CLUB CN	L	20	23/05/14	5 800,00	5 342,44	457,56	5 800,00			
08070000	Armoire frigorifique CN	L	20	27/05/14	726,19	667,30	58,89	726,19			
08071000	Structure gonflable CN	L	33,33	28/05/14	2 623,00	2 623,00		2 623,00			
08072000	Trampoline+fixation au sol CN	L	20	16/06/14	1 547,49	1 405,64	141,85	1 547,49			
08073000	DART / 2 FUNBOAT CN	L	33,33	11/03/15	4 990,00	4 990,00		4 990,00			
08074000	1 semi rigi LOMAC et 1 Moteur	L	33,33	13/04/15	12 693,00	12 693,00		12 693,00			
08075000	2 VOILES GV+ GN ENROULEUR CN	L	20	22/04/15	2 401,74	1 774,00	480,35	2 254,35	147,39		
08076000	RS FRANCE/ VENTURE 2013 CN	L	33,33	06/05/15	8 183,33	8 183,33		8 183,33			
08077000	2 housses GV	L	20	10/06/15	740,00	526,72	148,00	674,72	65,28		
08078000	SALU COULISSANT Top Kite CN	L	20	30/06/15	4 641,00	2 974,27	928,20	3 902,47	738,53		
08079000	10 Planche voile BEACH 225	L	20	17/07/15	4 241,70	3 012,93	848,34	3 861,27	380,43		
08080000	SOLATRAG/2 EME SIT TOITURE/CN	L	25	19/01/16	37 308,00	18 679,55	9 327,00	28 006,55	9 301,45		
	Mise en service le 31/12/2016										
08081000	BIC/SUP PADDLE+DRAPEAUX/CN	L	25	19/02/16	1 915,00	958,81	478,75	1 437,56	477,44		
	Mise en service le 31/12/2016										
08082000	BIC/ BEACH P5386 / CN	L	25	19/02/16	2 245,50	1 124,30	561,38	1 685,68	559,82		
	Mise en service le 31/12/2016										
08083000	LAP/ MOTEUR YAMAHA BATEAU/C	L	25	23/02/16	4 199,71	2 102,74	1 049,93	3 152,67	1 047,04		
	Mise en service le 31/12/2016										
08084000	DART/ fun boat sport+ flotteur	L	25	29/02/16	4 976,66	2 491,75	1 244,17	3 735,92	1 240,74		
	Mise en service le 31/12/2016										
08085000	LOP/MARQUAGE MISE NORME PM	L	25	29/02/16	1 090,44	545,97	272,61	818,58	271,86		
	Mise en service le 31/12/2016										
08086000	CAST/REMISE ETAT ECLARAGE SEC	L	25	04/03/16	5 990,00	2 999,10	1 497,50	4 496,60	1 493,40		
	Mise en service le 31/12/2016										
08087000	CHERB/ 3 VOILIERS RC LASERS/CN	L	25	09/03/16	2 182,50	1 092,75	545,63	1 638,38	544,12		
	Mise en service le 31/12/2016										
08088000	SALU/local gendarme menuiserie	L	25	15/03/16	3 168,00	1 586,17	792,00	2 378,17	789,83		
	Mise en service le 31/12/2016										
08089000	FFV/GRANDE VOILE FORDWARD/C	L	25	08/04/16	2 715,00	1 359,36	678,75	2 038,11	676,89		
	Mise en service le 31/12/2016										
08090000	SIRENA VOILE / TOPAZ INVEST BA	L	28,57	13/07/16	29 420,00	16 833,61	8 405,29	25 238,90	4 181,10		
	Mise en service le 31/12/2016										
08091000	METAL SERV/REMP TOLES TOIT/CN	L	28,57	17/11/16	4 800,00	2 746,48	1 371,36	4 117,84	682,16		
	Mise en service le 31/12/2016										
08092000	BANQUE HANDICAPES	L	33,33	18/01/17	3 379,00	2 200,20	1 126,33	3 326,53	52,47		
08093000	ONDULEUR BAIE INFO NOVA	L	50	10/03/17	732,00	663,81	68,19	732,00			
08094000	LEASH CROSS WB	L	33,33	17/05/17	3 235,00	1 754,87	1 078,33	2 833,20	401,80		
08095000	PLANCHES A VOILE RIG NOVA 4.5	L	33,33	21/06/17	1 287,00	657,02	429,00	1 086,02	200,98		
08096000	PLANCHES A VOILE TECHNO 185D	L	33,33	21/06/17	2 169,00	1 107,28	723,00	1 830,28	338,72		
08097000	FUN BOAT SPORT * 3	L	33,33	29/06/17	8 550,00	4 302,33	2 850,00	7 152,33	1 397,67		
08098000	portes ventaux ad'hap METAL	L	40	07/08/17	1 460,00	584,00	584,00	1 168,00	292,00		
08099000	paddle BIC 10'6 PERFORMER WIND	L	33,33	15/06/18	3 435,00	941,10	1 145,00	2 086,10	1 348,90		
08100000	paddle 12'6 OXBOW GLIDE	L	33,33	15/06/18	852,80	233,64	284,27	517,91	334,89		
08101000	fun boat *2 - france catamaran	L	33,33	15/02/18	5 950,00	2 608,22	1 983,33	4 591,55	1 358,45		
08102000	web cam - VIEWSURF	L	33,33	28/02/18	3 629,00	1 526,17	1 209,67	2 735,84	893,16		
08103000	moteur yamaha 4 temps n°	L	20	14/03/18	4 915,83	1 973,07	983,17	2 956,24	1 959,59		
08104000	semi rigide lomac 400 club	L	33,33	14/03/18	4 803,00	1 927,78	1 601,00	3 528,78	1 274,22		
08105000	optimists - MARCON	L	33,33	03/04/18	12 375,00	4 627,91	4 125,00	8 752,91	3 622,09		
08106000	remorque a paddle	L	20	10/04/18	2 220,00	808,93	444,00	1 252,93	967,07		
08107000	cloture	L	10	20/06/18	702,80	187,73	70,28	258,01	444,79		
08109000	interphone mise à l'eau	L	33,33	20/06/18	2 149,50	574,18	716,50	1 290,68	858,82		
08110000	centrale d'accès tag mise à	L	33,33	30/07/18	520,00	110,41	173,33	283,74	236,26		
08111000	pirogues - WOO	L	33,33	26/06/18	3 319,98	859,56	1 106,66	1 966,22	1 353,76		
08112000	chalet moussaillon	L	10	31/05/18	5 197,09	1 530,65	519,71	2 050,36	3 146,73		
80092000	yamaha moteur 4 temps F30 BETL	L	33,33	19/04/17	4 386,96	2 491,95	1 462,32	3 954,27	432,69		
80093000	yamaha moteur 4 temps F40 FETL	L	33,33	19/04/17	5 224,50	2 967,71	1 741,50	4 709,21	515,29		
90035000	metal service ad ap centre	L	40	15/12/16	5 060,00	2 024,00	2 024,00	4 048,00	1 012,00		
	Mise en service le 01/01/2018										
90088000	aquablue/pedalos/cn*2	L	33,33	12/06/18	6 664,10	1 853,17	2 221,37	4 074,54	2 589,56		
90116000	DART / CATA 16 / CN	L	33,33	05/04/19	34 080,85		8 434,62	8 434,62	25 646,23		
90117000	LAPENE / SEMI RIGIDE LOMAC 430	L	33,33	10/04/19	6 772,00		1 645,07	1 645,07	5 126,93		
90118000	DART / 6 FUNBOARD / CN	L	33,33	15/04/19	18 554,98		4 422,69	4 422,69	14 132,29		
90130000	E-FACTOR/INVEST CATA 16/CN	L	33,33	04/06/19	4 833,30		931,35	931,35	3 901,95		
	Totaux compte : 22500800				803 434,04	575 720,90	90 122,52	596 581,59	206 852,45		

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

COMPTE	IMMOBILISATION	retour	reprise	Bien propre	DATE ACQUISITION		
	Barge Planche à voile	x			01/01/85		
	New-Matic	x			01/01/95		
	Cap Camarat 6,15	x			01/01/95		
	New-Matic	x			01/01/95		
	New-Matic	x			01/01/98		
	New-Matic	x			01/01/02		
	Goellette Fillao	x			01/01/04		
	Caravelle	x			01/01/92		
	Caravelle	x			01/01/99		
	Catamaran KL 10,5 (10)	x			01/01/95		
	Catamaran KL 10,5 (9)	x			01/01/00		
	Catamaran KL 10,5 (1)	x			01/01/06		
	Kayak (4)	x			01/01/08		
	Treuil 1T	x			01/01/95		
	Chaises (71)	x			01/01/95		
	Tables (30)	x			01/01/95		
	Grand écran	x			01/01/05		
	Mobilier bureau	x			01/01/05		
	Banque d'acceuil	x			01/01/05		
	Téléviseur	x			01/01/05		
	Réfrigérateur	x			01/01/05		
	Batterie frigo (6)	x			01/01/95		
	Chaises de bar (3)	x			01/01/95		
	Casiers consignes (12)		x				
	VHF Fixe (4)		x				
	Vhf portable (17)		x				
	Gilets de sauvetage (210)		x				
	Systéme audio int/ext		x				
	Site internet		x		01/01/19		
	Logiciel de gestion et vente en ligne		x		01/01/15		
	Vidéo projecteur		x				
	Parc téléphone fixe PC standart		x				
	4 X 4 Mitsusbishi		x				
	Petit matériel outillage		x				
	Combinaison isotherme			x			
	Casques			x			
	Bouées de régate			x			
	Treuil 1T	x					
	Défibrilateur			x			
	Gueritte Mise à l'eau avec barriére automatique			x			
	Hobie Cat 16			x	01/05/05		
2183080170	ABERIA CABLAGE INFORT C NAUT	x			26/08/05	3 ans	3 850 €
2258280070	LAPENE 4 MOTEURS YAMAHA TY 67C	x			15/05/06	5 ans	4 507 €
2154080130	GUY FROID 1 COPPRESSEUR + MECONF	x			30/05/06	5 ans	2 957 €
B1526	TV LECTEUR DVD DIVX C.N.		x		24/07/07	3 ans	980 €
B2939	1 remorque MECANOREM	x			25/02/08	3 ans	1 092 €
B3177	BLOC PORTE INOS C NAUTIQUE	x			26/03/08	5 ans	1 950 €
2154110510	rplt moteur cap camara 615	x			21/05/08	5 ans	9 184 €
2181080110	REFECTION DOUCHES CN GAMBA	x			23/02/09	10 ans	1 622 €
2181080100	douche CN	x			18/03/09	10 ans	6 200 €
2181080090	refection douches CN	x			25/03/09	10 ans	2 596 €
2181080140	réfection douches CN	x			27/03/09	10 ans	3 785 €
2181080130	main oeuvre réfec. vestiaire C	x			07/04/09	10 ans	8 250 €
2181080120	aménagement vestiaire CN	x			16/04/09	10 ans	1 904 €
2154080140	clim reversible CN (Guy Froid)	x			28/04/09	5 ans	16 380 €
2181080160	amgt plan incliné CN SOCAULEC		x		28/04/09	10 ans	3 487 €
2181080170	Mise Conf Eclairage Etage CN	x			30/04/09	10 ans	2 928 €
2181080150	Portes & equip placards CN	x			11/05/09	10 ans	4 271 €
2181080180	extension CN hono Delbosc		x		04/01/10	10 ans	3 600 €
2154110540	10 OPTIMIST MARCON YACHTING	x			24/03/10	5 ans	10 250 €
2181080190	Porte Inox CNAUTIQUE		x		01/04/10	10 ans	1 580 €
2154110550	5 DART 16 COMPLET CN	x			05/07/10	5 ans	34 900 €
	Remplacement toiture CN				04/01/11	15 ans	207 100 €
2154110600	10 OPTIMIST	x			12/04/11	5 ans	10 650 €
2181080200	stores CN ADELIE		x		26/04/11	5 ans	3 805 €
2154110620	Moteurs 9.9CV 15CV	x			30/04/11	5 ans	2 769 €
2154110610	1 MOTEUR YAMAHA F40FEHTL	x			20/05/11	5 ans	5 276 €
2183080180	SWITCH Informatique CN	x			29/02/12	3 ans	775 €
2154110640	MOTEUR BAT SECU CN PROMO PLAIS	x			24/03/12	5 ans	2 836 €
2182080010	Bateau LOMAC 500 CLUB CN	x			12/04/12	15 ans	13 550 €
2181080240	Alim edf local pl Voile		x		01/01/13	10 ans 5 mois	6 566 €
2181080220	Alim +®lec mise a eau+chalet CN		x		07/01/13	10 ans	6 072 €
2154080160	Systeme climatisation CN	x			29/01/13	10 ans	2 494 €
2182080040	3 pack TRIBAL Ocean roge et ja		x		29/03/13	5 ans	1 410 €
2154080180	Signalétique Point Plage 2013		x		06/05/13	5 ans	7 798 €
2181080260	Clotures Point Plage 2013		x		06/05/13	10 ans	30 434 €
2181080270	Structure Point Plage		x		06/05/13	20 ans	100 891 €
2154110680	SEMI RIGIDE LOMAC 430 CLUB AM	x			18/05/13	5 ans	5 879 €
2154110690	MOTEUR YAMAHA F30BETL	x			18/05/13	5 ans	5 093 €
2154110660	MOTEUR NEUF F40 FETL	x			21/05/13	5 ans	5 635 €
2154110670	LOMAC 460 CLUB AM 2013 SEMI RI	x			21/05/13	5 ans	6 691 €
2181080250	Mise aux Normes station CN	x			14/06/13	15 ans	18 074 €

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

2181080230	Coulissant 3 vanteaux ALU	x			21/06/13		
2154110720	Achat 4 TOBOGGANS et 4 BALADO		x		30/06/13	5 ans	11 888 €
2154110710	5 Grand Voile dacron Hyde	x			25/07/13	5 ans	4 886 €
2154080170	ADOUCISSEUR EAU CN	x			31/07/13	5 ans	3 825 €
2181080300	SOLATRAG/3E SITUAT.POINT PLAGE		x		11/02/14	20 ans	4 822 €
2181080290	Creation ventilation Voilerie	x			17/03/14	5 ans	3 500 €
2154110740	5 DURATEC		x		26/03/14	5 ans	2 260 €
2181080280	Installation bornes WIFI CN		x		10/04/14	5 ans	1 214 €
2154110730	5 Firemove E-tech RDD CN		x		11/04/14	10 ans	9 467 €
2154110750	Moteur YAMAHA H.B Type 6AHK CN		x		23/05/14	5 ans	3 073 €
2154110760	Semi-Rigide LOMAC 430 CLUB CN		x		23/05/14	5 ans	5 800 €
2154080200	Armoire frigorifique CN		x		27/05/14	5 ans	726 €
2154080190	Structure gonflable CN		x		28/05/14	3 ans	2 623 €
2255480160	DART / 2 FUNBOAT CN	x			11/03/15	3 ans	4 990 €
2255480170	1 semi rigi LOMAC et 1 Moteur	x			13/04/15	3 ans	12 693 €
2255480190	2 VOILES GV+ GN ENROULEUR CN	x			22/04/15	5 ans	2 402 €
2255480200	RS FRANCE/ VENTURE 2013 CN		x		06/05/15	3 ans	8 183 €
2255480180	2 housses GV	x			10/06/15	5 ans	740 €
2258180010	SALU COULISSANT Top Kite CN		x		30/06/15	5 ans	4 641 €
2255480210	10 Planche á voile BEACH 225	x			17/07/15	5 ans	4 242 €
08080000	SOLATRAG/2 EME SIT TOITURE/CN		x		19/01/16	15 ans	37 308 €
08081000	BIC/SUP PADDLE+DRAPEAUX/CN			x	19/02/16	5 ans	1 915 €
08082000	BIC/ BEACH P5386 / CN		x		19/02/16	5 ans	2 246 €
08083000	LAP/ MOTEUR YAMAHA BATEAU/CN		x		23/02/16	5 ans	4 200 €
08084000	DART/ fun boat sport+ flotteur			x	29/02/16	3 ans	4 977 €
08085000	LOP/MARQUAGE MISE NORME PMR/S			x	29/02/16	5 ans	1 090 €
08086000	CAST/REMISE ETAT ECLARAGE SEC		x		04/03/16	5 ans	5 990 €
08087000	CHERB/ 3 VOILIERS RC LASERS/CN			x	09/03/16	3 ans	2 183 €
08088000	SALU/local gendarme menuiserie		x		15/03/16	10 ans	3 168 €
08089000	FFV/GRANDE VOILE FORDWARD/CN			x	08/04/16	3 ans	2 715 €
08090000	SIRENA VOILE / TOPAZ INVEST BA		x		13/07/16	5 ans	29 420 €
08091000	METAL SERV/REMP TOLES TOIT/CN		x		17/11/16	15 ans	4 800 €
90035000	metal service ad ap centre			x	15/12/16	5 ans	5 060 €
08093000	ONDULEUR BAIE INFO NOVA			x	10/03/17	5 ans	732 €
08094000	LEASH CROSS WB			x	17/05/17	3 ans	3 235 €
08095000	PLANCHES A VOILE RIG NOVA 4.5		x		21/06/17	3 ans	1 287 €
08096000	PLANCHES A VOILE TECHNO 185D *		x		21/06/17	5 ans	2 169 €
08097000	FUN BOAT SPORT * 3			x	29/06/17	3 ans	8 550 €
08098000	portes ventaux ad'hap METAL		x		07/08/17	10 ans	1 460 €
80092000	yamaha moteur 4 temps F30 BETL		x		19/04/17	5 ans	4 387 €
80093000	yamaha moteur 4 temps F40 FETL		x		19/04/17	5 ans	5 225 €
08101000	fun boat *2 - france catamaran			x	15/02/18	3 ans	5 950 €
08102000	web cam - VIEWSURF			x	28/02/18	5 ans	3 629 €
08103000	moteur yamaha 4 temps n°		x		14/03/18	5 ans	4 916 €
08104000	semi rigide lomac 400 club			x	14/03/18	5 ans	4 803 €
08105000	optimists - MARCON			x	03/04/18	5 ans	12 375 €
08106000	remorque a paddle			x	10/04/18	5 ans	2 220 €
08107000	cloture		x		20/06/18	10 ans	703 €
08109000	interphone mise à l'eau			x	20/06/18	5 ans	2 150 €
08110000	centrale d'accès tag mise à l'eau			x	30/07/18	5 ans	520 €
08111000	pirogues - WOO			x	26/06/18	3 ans	3 320 €
08112000	chalet moussaillon			x	31/05/18	5 ans	5 197 €
90088000	aquablue/pedalos/cn*2			x	12/06/18	5 ans	6 664 €
90116000	DART / CATA 16 / CN		x		05/04/19	5 ans	34 081 €
90117000	LAPENE / SEMI RIGIDE LOMAC 430		x		10/04/19	5 ans	6 772 €
90118000	DART / 6 FUNBOAT / CN		x		15/04/19	3 ans	18 555 €
90130000	E-FACTOR/INVEST CATA 16/CN		x		04/06/19	5 ans	4 833 €
	Redwoodpaddle Big Sup x2			x	04/04/2019	3 ans	3 590 €
	COMPRESSEUR		x		06/06/20	5 ans	1 395 €
	RS FRANCE/ Feva			x	02/02/20	5 ans	24 046 €
	LAPENE / SEMI RIGIDE LOMAC 460		x		06/06/20	5 ans	7 974 €
	yamaha moteur 4 temps F40 FETL		x		06/06/20	5 ans	4 896 €
	Changement grande Porte sectionnelle		x		01/01/20	15 ans	9 726 €
	Fun boat *5 - france catamaran			x	02/02/20	3 ans	14 700 €
	PAV Techno 185D rig Nova x3			x	06/06/20	3 ans	4 936 €

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Concession de service public pour la gestion et l'exploitation du Port Cap d'Agde, Port Ambonne et du Centre Nautique de la **Commune d'Agde**









Sous-Annexe B2
Plans d'ensemble

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Concession de service public pour la gestion et l'exploitation du Port du Cap d'Agde, du Port d'Ambonne et du Centre Nautique de la ville d'Agde

Périmètre concédé pour le port du Cap d'Agde



Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_8-CC

Concession de service public pour la gestion et l'exploitation du Port du Cap d'Agde, du Port d'Ambonne et du Centre Nautique de la ville d'Agde

Périmètre concédé pour le port d'Ambonne



Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Concession de service public pour la gestion et l'exploitation du Port Cap d'Agde, Port Ambonne et du Centre Nautique de la **Commune d'Agde**









Sous-Annexe B3
PV de remise des biens

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Concession de service public pour la gestion et l'exploitation du Port Cap d'Agde, Port Ambonne et du Centre Nautique de la **Commune d'Agde**









Annexe C
Planification de gestion des biens

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Concession de service public pour la gestion et l'exploitation du Port Cap d'Agde, Port Ambonne et du Centre Nautique de la **Commune d'Agde**









Sous-Annexe C1
Projet de plan de composition général des infrastructures

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

agde Archipel de vie

CONCESSION DE SERVICE PUBLIC DU PORT ET CENTRE NAUTIQUE

Aménagement du port d'Agde

ECHELLE : 1/6000

PORT ST MARTIN
PORT MATAGO
ILE SAINT MARTIN
CENTRE PORT
PORT CAPISTOL
PORT TRINQUETTE
ILE DES MARINAS
PORT MALFATO
MULTICOQUE
PORT PHENICIENS
PLANCHE A VOILE
ILE DES LOISIRS
ILE DES PECHEURS
BASSIN PECHEURS
CANAL RICHELIEU
CW RICHELIEU
PORT BRESCOU
PONTON D'ACCUEIL
VIEUX PORT
CENTRE NAUTIQUE
AVANT PORT

N
O
E
S

LEGENDE

- PERIMETRE DE LA CONCESSION
- ZONE TECHNIQUE
- PONTONS TEMPORAIRES
- EXTENSIONS PONTONS POSSIBLES
- PARKINGS A TRAITER (périmètre à revoir)
- BASSIN PREMIUM
- ZONE D'ACTIVITES (démolitions/reconstructions)
- SANITAIRE A CREER
- SANITAIRE EXISTANT
- MOBI DECK
- CUVES ESSENCE
- MISE A L'EAU
- INTERFACE PORT CENTRAL-PROJET D'ENTREE DE VILLE A TRAITER

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

agde Archipel de vie

CONCESSION DE SERVICE PUBLIC DU PORT ET CENTRE NAUTIQUE

Zones de concession du port d'Agde

ECHELLE : 1/6000



Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

agde Archipel de vie

CONCESSION DE SERVICE PUBLIC DU PORT ET CENTRE NAUTIQUE

Périmètre de concession du port d'Agde

ECHELLE : 1/6000

PORT ST MARTIN
PORT MATAGO
ILE SAINT MARTIN
CENTRE PORT
PORT CAPISTOL
PORT TRINQUETTE
ILE DES MARINAS
PORT MALFATO
MULTICOQUE
PORT PHENICIENS
PLANCHE A VOILE
ILE DES LOISIRS
ILE DES PECHEURS
CANAL RICHELIEU
BASSIN PECHEURS
CW RICHELIEU
PORT BRESCOU
PONTON D'ACCUEIL
VIEUX PORT
CENTRE NAUTIQUE
AVANT PORT

LEGENDE

PERIMETRE DE LA CONCESSION

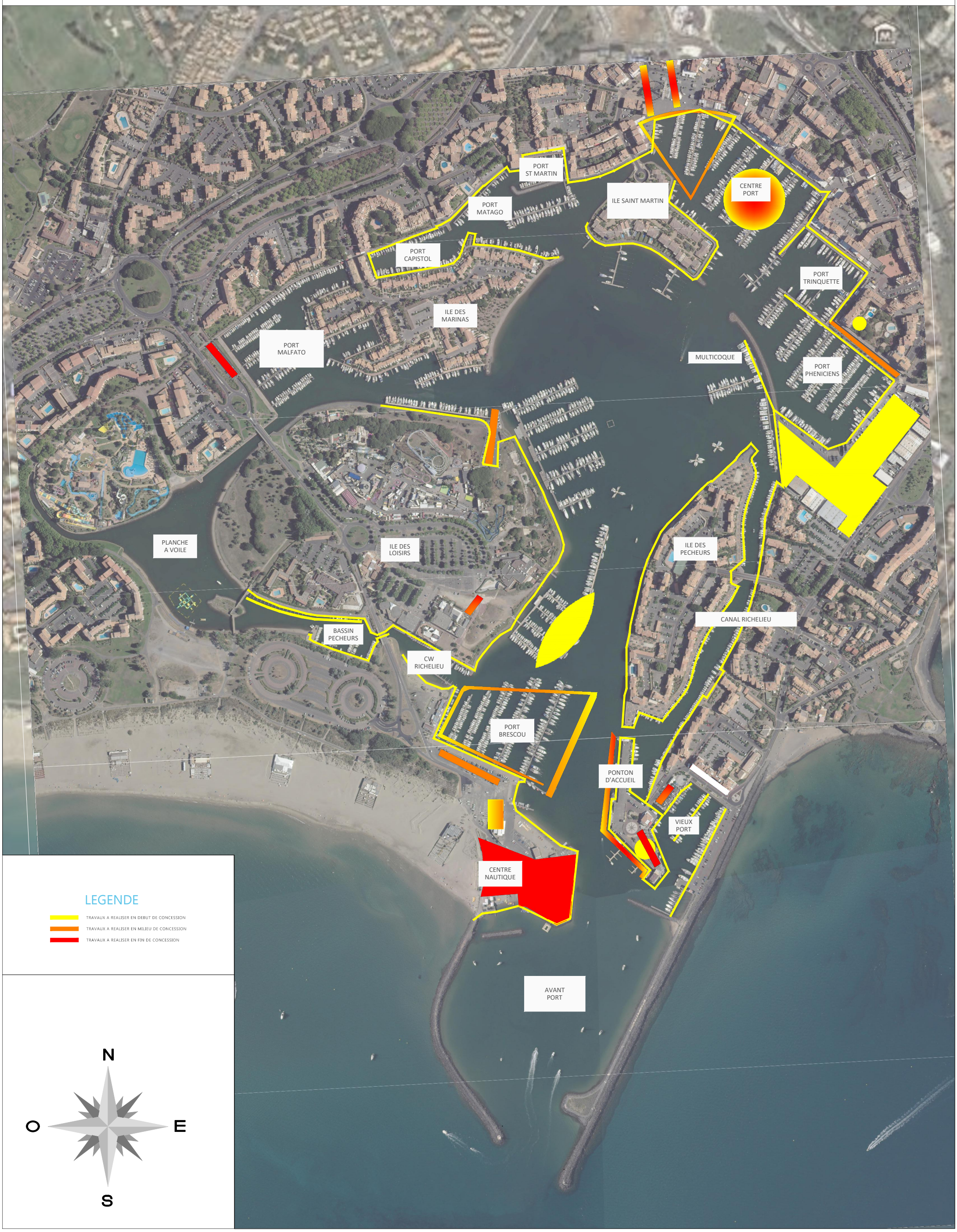
N
O
E
S

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

CONCESSION DE SERVICE PUBLIC DU PORT ET CENTRE NAUTIQUE

Plan d'investissement du port d'Agde

ECHELLE : 1/6000



Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

CONCESSION DE SERVICE PUBLIC DU PORT ET CENTRE NAUTIQUE

Secteur Bornes Connectées

ECHELLE : 1/6000



LEGENDE

- PERIMETRE DE LA CONCESSION
- MISE EN PLACE DE BORNES CONNECTEES
- 1 PROJET PILOTE
- ZONE A SURVEILLER

N
O
E
S

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

CONCESSION DE SERVICE PUBLIC DU PORT ET CENTRE NAUTIQUE

Aménagement du port Ambonne

LEGENDE

- PERIMETRE DE LA CONCESSION
- PARKINGS A CREER
- EXTENSION PONTON
- SANITAIRE A CREER
- SANITAIRE EXISTANT
- POMPE A EAUX NOIRES
- REAMENAGEMENT, Y COMPRIS TERRE PLEIN CENTRAL
- CAPITAINERIE (démolition / reconstruction (40m²) + sanitaire)

N
O
E
S

ECHELLE : 1/3000



CONCESSION DE SERVICE PUBLIC DU PORT ET CENTRE NAUTIQUE

Zones de concession du port Ambonne

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

ECHELLE : 1/3000



Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

CONCESSION DE SERVICE PUBLIC DU PORT ET CENTRE NAUTIQUE

Périmètre de concession du port Ambonne

LEGENDE

PERIMETRE DE LA CONCESSION

N

O E

S



ECHELLE : 1/3000

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

CONCESSION DE SERVICE PUBLIC DU PORT ET CENTRE NAUTIQUE

Plan d'investissement du port Ambonne



LEGENDE

- TRAVAUX A REALISER EN DEBUT DE CONCESSION
- TRAVAUX A REALISER EN MILIEU DE CONCESSION
- TRAVAUX A REALISER EN FIN DE CONCESSION

N
O E
S

ECHELLE : 1/3000

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Concession de service public pour la gestion et l'exploitation du Port Cap d'Agde, Port Ambonne et du Centre Nautique de la **Commune d'Agde**









Sous-Annexe C2
PPI

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Sommaire

1. AXE 1 / Une nouvelle image 4
2. AXE 2 / Projets de développement 15
3. AXE 3 / Projets de renouvellement 31
4. AXE 4 / Un port accessible 31

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Notre Plan d'Investissement Pluriannuel se présente sous la forme d'un SCHEMA DIRECTEUR, qui décline notre stratégie sur 20 ans pour Port Cap d'Agde, Port Ambonne et le Centre Nautique.

Ainsi nous avons défini 11 axes d'intervention, chacun d'eux faisant l'objet d'actions sous forme d'engagements.

De nouvelles recettes doivent être intégrées – recettes générées par les Actions 1 et 2 de l'AXE 2.

Notre Schéma Directeur :

- AXE 1 : UNE NOUVELLE IMAGE
  - Action 1 : Un port rénové
  - Action 2 : Un connecté
  - Action 3 : Gestion des bateaux en contentieux, en fin de vie
- AXE 2 : PROJETS DE DEVELOPPEMENT
  - Action 1 : Optimisation des capacités portuaires – PORT CAP D'AGDE
  - Action 2 : Optimisation des capacités portuaires – PORT AMBONNE
  - Action 3 : Développer une gamme de produits ciblés et innovants
  - Action 4 : Bassin IV - Réhabilitation de la Zone d'Activités
  - Action 5 : Un port modulable
  - Action 6 : Nouveaux matériels & moyens
- AXE 3 : PROJETS DE RENOUVELLEMENT
  - Action 1 : Renouvellement des pontons, pieux et estacades
  - Action 2 : Réaménagement de la Zone Technique
  - Action 3 : Entretien des bâtiments
  - Action 4 : Mise à niveau des sanitaires
  - Action 5 : Dragage
- AXE 4 : UN PORT ACCESSIBLE
  - Action 1 : Accessibilité aux Personnes à Mobilité Réduite
  - Action 2 : Signalétique
- AXE 5 : MOYENS DEDIES A L'ENTRETIEN, MAINTENANCE, GER
- AXE 6 : POLITIQUE COMMERCIALE
- AXE 7 : PLAN DE COMMUNICATION
  - Action 1 : Communiquer pour mieux fédérer
  - Action 2 : L'évènementiel
  - Action 3 : Faciliter et coordonner l'accès aux activités nautiques
- AXE 8 : DEVELOPPEMENT DURABLE
  - Action 1 : Gestion des déchets
  - Action 2 : Gestion de l'eau
  - Action 3 : Gestion de la consommation électrique
  - Action 4 : Préservation de la faune et de la flore
  - Action 5 : Labels et qualifications
- AXE 9 : CONTRÔLE ET EVALUATION DES SERVICES
- AXE 10 : ORGANISATION & GOUVERANCE
- AXE 11 : UN TRAVAIL COLLABORATIF

Les ports du Cap d'Agde existent depuis 40 ans. Avec ses 3 500 anneaux - 3200 au Port Principal et 300 au Port Ambonne - il représente l'un des plus importants ports de plaisance en Europe. Il se doit d'être en constante évolution :

- Pour moderniser ses équipements portuaires ;
- Pour accueillir de nouveaux bateaux et soutenir la filière nautique, en conciliant exigences de gestion du port et protection du milieu marin.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Le tout avec pour objectif de répondre aux besoins des plaisanciers : qualité relation client, satisfaction client, sécurité, propreté, environnement, etc.

1. AXE 1 / Une nouvelle image

Dans le cadre de ses projets de développement, la Sodéal a pour ambition de donner à Port Cap d'Agde une nouvelle image. En effet, comme nous l'avons vu, les demandes, bien que constantes, sont différentes. Il est nécessaire d'agir sur la qualité des services et aménagements proposés et de développer les synergies entre la Ville et le port.

Nos propositions prennent en compte l'ensemble des volets du développement durable :

- L'environnement au sens écologique et urbanistique : management environnemental global et démarche des ports propres, liens Ville-Port resserrés, montée en gamme des services et des commerces sur ou aux abords du port.
- Le développement économique, notamment la valorisation de la filière nautique par la structuration de la plaisance et le développement de la promotion d'une offre touristique à partir du port de plaisance et de son Centre Nautique.
- Le volet social comprenant la responsabilité sociale des entreprises et l'emploi-formation.
- Le volet culturel et identitaire, avec un travail sur le patrimoine et l'image touristique liés à la Ville-Port et à son hinterland, à la Méditerranée.

Nous entendons par « Une nouvelle image » : **Faire de Port Cap d'Agde, un port renouvelé et connecté.**

Cette nouvelle image passe aussi par une réflexion sur la gestion des bateaux en contentieux, en fin de vie.

« Action 1 : Un port connecté : préciser si le programme (video, bornes, wifi, infos touristiques, appli mobile …) concerne aussi Ambonne (et pas seulement Agde). »

Action 1 / Un port rénové

Le Port du Cap d'Agde par son implantation au cœur de la Ville fait partie intégrante de cette dernière. La ville de demain sera connectée, Port Cap d'Agde se devra d'être interconnecté avec sa ville.



Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Cela passe au préalable par la rénovation des réseaux secs et humides.

La rénovation des réseaux secs comprend le renouvellement des réseaux dans leur ensemble, mais aussi des armoires de distribution et des armoires de répartition.

Ces travaux permettront :

- La mise en sécurité de l'ensemble des installations conformément aux dernières normes en vigueur,
- La fiabilisation du réseau, et par conséquent, la stabilité du service,
- La possibilité de mettre en suivant des équipements plus technologiques, notamment des bornes connectées et des caméras de télégestion,
- La maîtrise des pertes de fluides, pour l'eau notamment, et des consommations d'énergie.

La rénovation et la création des armoires de répartition permettra de pouvoir :

- **Contrôler chaque panne :**
  - **Un système de télémétrie sera présent dans chaque armoire pour les consommations d'électricité,**
  - **Un système de contrôle de l'eau par électrovanne pilotable sera également présent pour l'eau,**
- **Installer l'ensemble des systèmes de communication pour les futures extensions du port connecté.**

Action 2 / Un port connecté

Un port connecté est avant tout un port qui permet de recevoir des informations utiles au gestionnaire pour son exploitation et diffuser une offre de services aux plaisanciers. Un certain nombre d'équipements sont pour cela nécessaires :

- Construire un maillage de communication pour assurer la transmission des données ;
- Installer un hyperviseur au centre du système pour traiter les données collectées, et faire fonctionner les applicatifs associés :
  - La gestion des bornes,
  - La télémétrie, gardienne des consommations,
  - Le contrôle d'accès,
  - La vidéo exploitation,
  - L'affichage dynamique, borne d'accès aux services,
  - L'application mobile.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Le réseau de communication

Pour créer le maillage nécessaire au flux des données il faut prévoir 3 réseaux différents mais complémentaires.

Le réseau fibre, autoroute de l'information



Le réseau wifi, porteur de service aux usagers et facilitateur de couverture



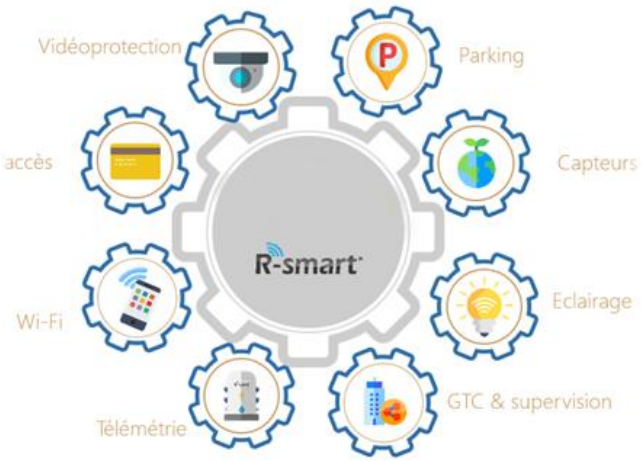
Le réseau LORA permettant la collecte des données des capteurs IoT et garant d'une consommation DATA maitrisée



Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

L'Hyperviseur

L'hyperviseur est le cerveau de l'installation mais ce dernier ne se limite pas au port il permet de connecter de mettre en lien l'ensemble des applicatifs « Smart » de la ville comme imagé ci-dessous



Dans le cadre du Port connecté les applicatifs permettent :

- Une maitrise des coûts de fonctionnement :
  - Consommation des fluides maitrisée,
  - Optimisation des interventions de maintenance ;
- Le contrôle des accès aux équipements du port ;
- Une meilleure information des utilisateurs ainsi que des visiteurs ;
- L'accès à de nouveau service grâce à l'application mobile.

Les bornes connectées

Les bornes seront équipées différemment, notamment en termes d'accès électrique, selon l'emplacement dans le port et les besoins associés.



Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Les bornes seront surveillées et pilotées à distances, des alertes seront définies pour soit déclencher une intervention de maintenance soit pour les mettre en sécurité directement.

Chaque prise, eau ou électricité, sera télémétrée ce qui permettra de contrôler les consommations réelles et de pouvoir agir en conséquence sur les mauvais utilisateurs

La supervision

La supervision permet la visualisation en temps réel des installations connectées du port.



Elle permet également de générer toutes les analyses et recherche nécessaires au bon fonctionnement du port.



Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Le contrôle d'accès

Des badges multiservices format ISO



MIFARE MIFARE MIFARE
MIFARE MIFARE RFID
Calypso Networks Association
AMC MULTISERVICES

- Accéder aux services et aux bâtiments via un badge d'accès physique multiservice reposant sur la technologie RFID, Mifare, Calypso, AMC…
- Les droits alloués à chaque badge dépendent du profil d'usager auquel les badges ont été rattachés lors de leur association
- Aucune donné n'est stockée dans le badge mais dans une base de donnée centrale qui est interrogée à chaque passage d'usager

Des badges multiservices format ISO



MIFARE MIFARE MIFARE
MIFARE MIFARE RFID
Calypso Networks Association
AMC MULTISERVICES

- Accéder aux services et aux bâtiments via un badge d'accès physique multiservice reposant sur la technologie RFID, Mifare, Calypso, AMC…
- Les droits alloués à chaque badge dépendent du profil d'usager auquel les badges ont été rattachés lors de leur association
- Aucune donné n'est stockée dans le badge mais dans une base de donnée centrale qui est interrogée à chaque passage d'usager

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC



- Identification via smartphone équipé de l'application NGE
- L'usager a accès en permanence à ses droits et peut échanger les autres usagers de l'entreprise
- L'application transmets des informations aux usagers (demande de repasser le téléphone devant le lecteur, autorisation/refus de l'accès…)

L'affichage dynamique et interactif

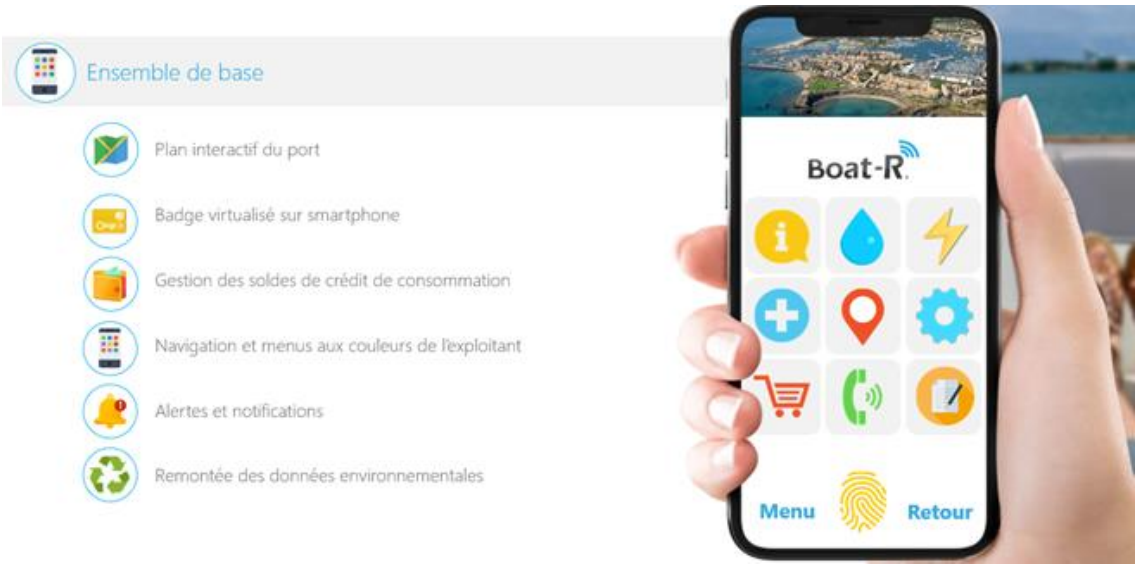
L'affichage interactif permet de donner accès à des services de la capitainerie à plusieurs endroits du port, mais ce dernier ne se limite pas uniquement au port il peut également être un support de communication et de service de la ville au service des plaisanciers et des touristes. Son libre accès en fait un facilitateur de vie.



Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

L'application mobile

L'application mobile téléchargeable par tous, permet un accès direct au service du port et de sa capitainerie.



A cette application est associé un service de Conciergerie qui permet à tous les plaisanciers mais aussi à tous les touristes et habitants de la ville d'avoir accès facilement aux services que proposent la ville et ses commerçants :

- Réservation place de musée,
- Réservation vélo électrique,
- Réservation d'un court de tennis et mise en relation avec d'autres joueurs,
- Commande d'un repas dans les restaurants de la ville partenaires,
- Etc.

Cette application est évolutive et personnalisable, les relations qui uniront la ville et le port permettront de la rendre plus efficiente et génératrice de retombées économiques dépassant le seul cadre du port.

Notre engagement porte sur les réalisations suivantes :

- Réseaux humides et secs (y compris armoires) renouvelés, qui permet la gestion et la maîtrise des fluides et consommables par panne ;
- Réseaux fibre, qui permet la transmission des données de pilotage notamment le retour d'image des caméras ;
- Réseaux WI-FI, qui permet de mailler le réseau de communication et de donner l'accès au net aux plaisanciers ;
- Réseaux LORA, qui permet de récupérer l'ensemble des données de télérelève ;
- Le contrôle d'accès, qui permet de bloquer l'accès aux équipements. Le contrôle sera dans le superviseur et non dans le badge (suppression de l'accès à un plaisancier à distance) ;
- La caméra, qui permet la vidéo surveillance sur zone spécifique ;
- La supervision, qui permet de piloter l'ensemble des installations connectées.

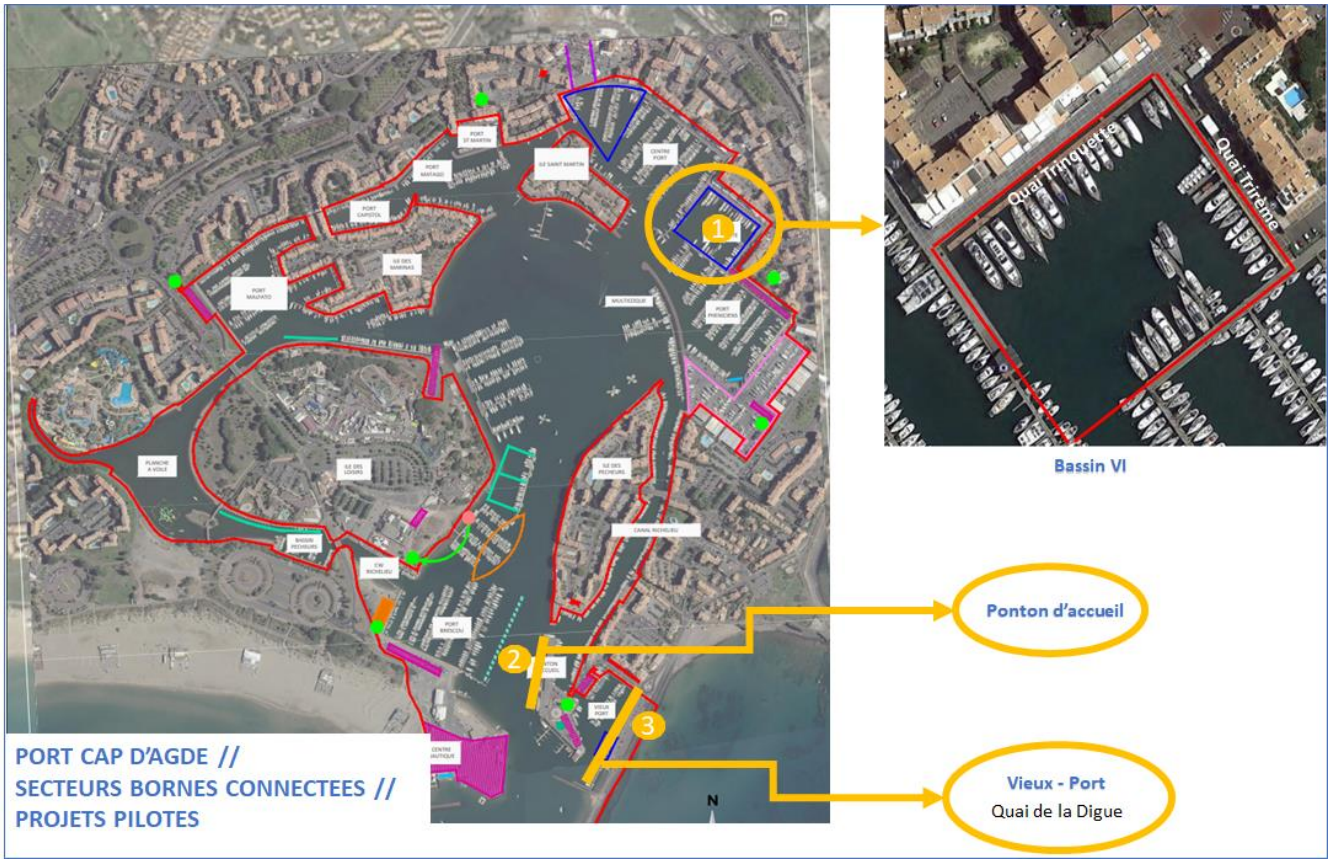
Concernant les bornes :

- Remplacement de 351 bornes vétustes non connectées sur Port Cap d'Agde et Port Ambonne ;
- Mise en place de 359 bornes intelligentes, desservant 1 318 anneaux sur Port Cap d'Agde.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Pour un montant global de : 5 506 159.00 € HT, avec une réalisation étalée sur les 6 premières années.

Trois secteurs – dénommés projets pilotes – seront équipés au plus tôt :



- Bassin VI : 27 bornes connectées / 54 anneaux (187 000 € HT)
- Ponton d'accueil : 22 bornes connectées / 64 anneaux (200 000 € HT)
- Vieux-Port – Quai de la Digue : 12 bornes connectées / 36 anneaux (92 000 € HT)

Représentant un total de : 479 000 € HT

La mise en place des bornes connectées restantes sur Port Cap d'Agde, se fera en suivant, bassin par bassin.

Se référer au plan sectoriel global annexé au présent mémoire.

Action 3 / Gestion des bateaux en contentieux – en fin de vie

Les bateaux en fin de vie, dits « en contentieux », dégradent l'image du port. Délaissés, souvent abandonnés, ces bateaux génèrent des problèmes liés à la sécurité (risque de naufrage, incendie, pollution, etc.). Aucun endroit, spécifique type « fourrière » ne peut être défini sur le port sans que cela ne détériore pas son image.

Afin de pallier ce problème, l'équipe de la Sodéal a mis en place une filière de démantèlement respectueuse des hommes et de l'environnement. Le démantèlement naval gère la déconstruction, voire la valorisation des bateaux en fin de vie.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

L'enjeu est environnemental, mais également humain. Le démantèlement est d'autant plus important qu'il permet de lutter contre la tendance « à laisser pourrir » les bateaux dans des « cimetières » où ils se dégradent lentement et polluent les milieux environnants. Nous sommes face à un cadre réglementaire qui évolue lentement. Depuis 2018, la méthode de travail de la Sodéal sur cet item assure la mise en place de bonnes pratiques, avec des actions de veille pouvant anticiper d'éventuelles dérives.

Le nombre de bateaux déconstruits a triplé entre 2019 et 2020.

		Catégories									
Bateaux déconstruits	**Total**	**I**	**II**	**III**	**IV**	**V**	**VI**	**VII**	**VIII**	**IX**	**X**
Année 2019	4		2	2	1						
Année 2020	12	3	3	1	3		2				

L'insertion d'une ligne au budget prévue pour la déconstruction des navires n'est plus à démontrée (d'un montant d'environ 30 k€/an). En 2020, 12 navires ont pu être évacués par le port. Ils découlent des ventes aux enchères organisées par la Sodéal. Les navires n'ayant pas trouvés preneurs sont validés par Huissier de Justice en carence d'enchères. Sur les 12 bateaux déconstruits en 2020, 6 découlent de procédure judiciaire, 1 navire appartenait à la SEM SODEAL et 5 bateaux stationnaient depuis de nombreuses années sur notre plan d'eau sans aucune marque d'identification permettant d'entamer une quelconque procédure (barque de moins de 5m).

Les équipes sur le terrain, remontent en capitainerie l'état extérieur des navires, lui permettant ainsi de suivre la pollution visuelle ainsi que la vétusté technique des navires. Des courriers sont adressés aux clients sur les mesures à effectuer en cours d'année pour conserver le poste d'amarrage, à savoir la remise en état du navire dans un délai imparti ou le choix de la déconstruction (notamment quand le navire a plus de 30 ans, ou lorsque sa remise en état est plus élevée que la valeur vénale). Cet accompagnement est propre à chaque cas. Il nécessite dans la plupart des cas une vraie sensibilité psychologique.

		Catégories									
Bateaux déconstruits	**Total**	**I**	**II**	**III**	**IV**	**V**	**VI**	**VII**	**VIII**	**IX**	**X**
Année 2019	12		5	6	1						
Année 2020	14 + 1 cata	1	1	8	3	1					

Sur l'année 2020, le renouvellement de l'aide financière relative à la déconstruction des navires organisée par l'APER favorise la prise en charge et la décision du client. A ce jour l'Etat prend en charge la partie déconstruction et recyclage du navire. Reste uniquement à la charge du client le transport vers le centre de tri. (Une aide financière non négligeable car elle permet au client d'un bateau de 7m de payer à ce jour 600€ en moyenne contre 1 800€).

Le port accompagne le client sur demande, dans le dossier administratif ce qui incite d'avantage le client à se tourner vers cette démarche, car nous nous occupons du dossier à 100%. Cela favorise la rapidité de la démarche, le suivi et la relocation du poste dans les meilleurs délais.

Les déconstructions de navire sont en augmentation mais toujours dans les petites catégorie (III), là où la demande en liste d'attente est désormais nulle.

Au 15 décembre 2020, 27 bateaux ont été déconstruits.

Actuellement, 11 dossiers sont en cours de suivi.

L'augmentation de la déconstruction de catégorie III démontre la difficulté des classes moyennes.

Comme cela a été décliné dans notre politique commerciale, une vraie stratégie doit se mettre en place pour requalifier les petites catégories qui constituent désormais des postes vides et donc une perte sèche (optimisation).

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

L'accompagnement des dossiers de déconstruction doit se poursuivre afin d'améliorer la flotte nautique dans l'ensemble du port.

⇨ Le démantèlement de ces bateaux permettra de récupérer des places dans le port, et ainsi améliorer nos recettes.

« Action 5 / Gestion des bateaux en contentieux – en fin de vie : Poursuite des mesures d'élimination des bateaux abandonnés = officialisation d'une mesure déjà mise en place mais qui n'avait pas de budget. Dans le CEP, cette mesure n'est-elle pas destinée à se tarir ? quel intérêt à la poursuivre pendant les 20 prochaines années ? »

Nous tenons à rappeler **la règlementation en vigueur** :

La Fédération des industries nautiques (FIN) s'intéresse depuis près de 15 ans à la problématique de la fin de vie des bateaux de plaisance. Le 24 février 2009, elle créait l'APER, association loi 1901 (parue au JO le 14 mars 2009) pour organiser une filière volontaire de déconstruction des bateaux de plaisance en fin de vie et apporter une réponse technique, logistique et environnementale satisfaisante aux détenteurs de bateau hors d'usage (BPHU) qui souhaitent se défaire de leur bien. **Rappelons qu'il n'existait pas en 2009, de législation et de réglementation contraignante sur le sujet vis-à-vis des metteurs sur le marché.**

L'APER a été transformée en profondeur le 21 mars 2018 avec l'adoption de nouveaux statuts, d'une nouvelle organisation et d'une nouvelle gouvernance afin de pouvoir répondre aux exigences définies par l'Arrêté Cahier des Charges de la filière des déchets issus des bateaux de plaisance ou de sport (DBPS) et candidater au statut d'éco-organisme. Le 2 mars 2019, l'APER devient l'éco-organisme officiel de la filière dans le cadre de la responsabilité élargie des producteurs.

Les coûts de déconstruction (hors transport) sont pris en charge par l'éco-organisme dont l'objectif est de traiter 20 000 à 25 000 bateaux sur les 5 prochaines années.

Concernant la veille et application sur Port Cap d'Agde

Le port du Cap d'Agde a été l'un des précurseurs du développement de la filière.

Grâce à une veille permanente sur l'état technique et visuel de ces bateaux (en place depuis 2017), nous avons informé les plaisanciers du fonctionnement de la filière. Soucieu de récupérer des postes d'amarrage et de renouveler la flotte de bateau dans le port, nous prenons en charge l'ensemble du dossier administratif du client. Il ne reste au client qu'à s'acquitter du coût de transport de son navire.

La distinction statistique se fait sur 2 critères :

- Les déconstructions clients qui paient eux-mêmes le coût du transport pour leur navire.
- Les déconstructions du port, qui découlent des navires abandonnés ou en injonction de payer non solvable qui font ensuite l'objet d'une requête auprès du Tribunal Judiciaire pour ventes aux enchères. Dans le cadre de ces ventes, si le navire ne trouve pas acquéreur alors le port à le droit de procéder à la déconstruction du navire et donc le port doit s'acquitter lui-même du transport.

L'insertion d'une ligne dans le CEP du port de 30 K€/annuel est donc un paramètre obligatoire pour faire avancer l'ensemble des dossiers contentieux.

Parmi ces dossiers, il y a également le cas des navires battant pavillon étranger qui eux ne sont pas pris en charge dans le cadre de la filière APER, seuls les navires francisés entre dans le dispositif.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Ainsi la déconstruction atteint des sommes plus conséquentes (exemple : de 2000€ à 3500€ pour des navires de 10 à 14m).

De plus, Port Cap d'Age doit également prendre en compte l'âge des navires présent au sein du Port.

A ce jour, sont présent dans le port 370 bateaux qui ont été construits avant 1980.

⇨ C'est autant de bateaux qui continuent à être vieillissants et à entrer potentiellement dans le dispositif.

TABLEAU DE SYNTHESE DE L'AXE 1

AXES / ACTIONS	PROJETS	COÛT TOTAL (€ HT)
AXE 1	UNE NOUVELLE IMAGE	
Action 1	**Un port rénové**	**2 903 159,00 €**
	- Remise en état des réseaux humides	*213 000,00 €*
	- Remise en état des réseaux secs	*2 345 319,00 €*
	- Création réseau - Port Ambonne	*169 340,00 €*
	- Renouvellement des bornes vétustes	*175 500,00 €*
Action 2	**Un port connecté**	**2 603 000,00 €**
	- Réseau Fibre	165 000,00 €
	- Réseau WI-FI	115 000,00 €
	- LORA	35 000,00 €
	- Contrôle d'accès	110 000,00 €
	- Caméras	100 000,00 €
	- Supervision GTC Hypervision	90 000,00 €
	- Bornes connectées (1 318 anneaux)	1 988 000,00 €
Action 3	**Gestion des bateaux en contentieux, en fin de vie**	Intégré dans CEP "Huissiers - Avocats"
TOTAL / AXE 1		**5 506 159,00 €**

2. AXE 2 / Projets de développement

Tous nos projets de développement ou renouvellement sont déclinés par des actions ; Chaque action est composée d'engagements numérotés.

Action 1 / Optimisation des capacités portuaires de Port Cap d'Agde

Le développement des infrastructures de Port Cap d'Agde et de Port Ambonne se feront notamment par des projets d'optimisation de leur capacité, en réponse aux perspectives de fréquentation.

Engagement 1 – Quai du Golf

Au 30 septembre 2020, on dénombre 114 postes vides pour les catégories inférieure à 6,50m.

A l'heure actuelle, sur les 50 postes de catégorie 2 de ce secteur (5.01 à 6.50 m), 1 seul est utilisé.

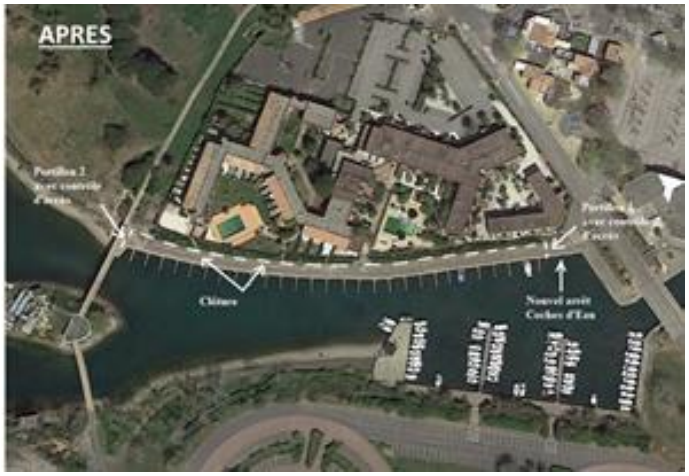
L'insécurité due à la proximité de l'ile des loisirs, ne nous permet pas de louer ces postes. Nous pourrions les proposer pour les déplacements Salon mais le manque de fluides ne nous le permet pas.

Sachant que nous ne pouvons travailler sur la requalification de pontons parce que des postes vides doivent être gardés pour le Salon. Nous envisageons d'utiliser :

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

- Le Quai du Golf pour les déplacements des bateaux moteurs allant jusqu'à 6.50m du Salon Nautique, et de supprimer au bassin IV le ponton V pour créer des places de catégories 6 sur le U coté I et le W coté II.
- Les postes du Quai du Golf qui seraient sécurisés et alimentés en fluide pour des forfaits de stationnement l'été.





Notre objectif :

- Utiliser le quai du Golf pour les déplacements des bateaux moteurs allant jusqu'à 6.50m, lors du Salon Nautique. Les postes du quai seraient également utilisés pour des forfaits de stationnement d'été.

La mise en œuvre comprend :

- Amenée des réseaux fluides ;
- Déplacement de l'arrêt du coche d'eau, en début de quai (par exemple).

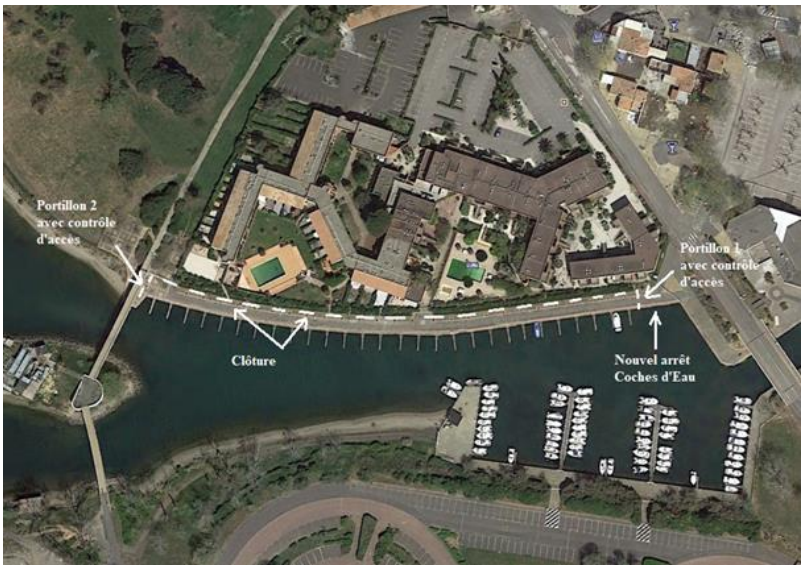
Pour un montant de : 171 730 € HT.

Désignation	**Prix (€ HT)**
Bornes 16 amp + Bornes eau	20 000,00 €
Réseau eau + élec.	76 730,00 €
Clôture - Portillons - Contrôles d'accès	75 000,00 €
TOTAL	**171 730,00 €**

« Action 1, engagement 1 : quai du golf : contradiction sur leur réservation pour le salon et sur la sécurisation. Est-ce que la proposition faite résout le pb de sécurité ? est-ce que ces places resteront inoccupée la majeure partie de l'année ? »

Comme le montre la photo :

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC



Les travaux sur le quai du golf portent essentiellement sur la **sécurisation** de cette portion de plan d'eau, par la mise en place de :

- 2 portillons avec contrôle d'accès,
- 200 m de clôture.

Dès lors, l'accès par l'Ile des Loisirs n'est plus possible.

Si effectivement, la stratégie de départ est de pouvoir utiliser ce linéaire pour les déplacements salon - ce qui va dans le sens de la requalification des postes du reste du port, il n'est pas interdit de se projeter vers une offre saisonnière avec par exemple des tarifs spéciaux pour des longues durées. Plutôt que de tarifer Juillet et Aout en 2 mois de haute saison (tarif : 2 x 439 : 878 €), nous pourrions proposer un forfait saison qui aujourd'hui n'a pas cours.

Le quai peut accueillir 50 bateaux de catégorie II (5.00 à 6.50m). Ce forfait pourrait être similaire à celui du forfait hivernage qui est de -30 % du tarif en vigueur. Si nous optons pour cette stratégie **une augmentation du CA est possible, de 30 730 €** (50 x (878-30%)).

Sans compter les retombées des requalifications des postes du projet des postes U ,V ,W libérés par cette stratégie (45 postes en VI) : **CA augmenté de 161 235 € / an.**

Engagement 2 – Bassin IV – Ponton V

Il est nécessaire de déplacer 94 bateaux sur les postes vides du port, ainsi tous les postes seraient occupés.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC



Nos objectifs :

- Optimiser le port et répondre aux demandes actuelles.
- Une augmentation du chiffre d'affaire de 161 235 € TTC/an.

La mise en œuvre comprend :

- Suppression du ponton V du bassin IV, afin de créer des places de catégories 6 sur les pontons U et W.

Pour un montant de : 641 011 € HT.

Désignation Poste	Quantité (m ou unité)	prix unitaire	prix total € ht
Passerelle 4m	2	4 500	9 000
Ponton largeur 2,00m	240	600	144 000
Catways 10 m	25	3 400	85 000
Catways 7 m	32	2 500	80 000
Colliers pieux 340	14	840	11 760
Transports semi	3	2 500	7 500
Portillons + contrôles d'accès	4	2 900	11 600
Bornes 32 amp avec gestion fluides	25	1 400	35 000
Bornes 16 amp avec gestion fluides	30	800	24 000
Bornes eau	50	290	14 500
Réseaux eau + élec	350	290	101 500
Etude de sol	1	15 000	15 000
Pieux : Amenée repli matériel	1	28 000	28 000
Implantation	1	2 200	2 200
Arrachage pieux	6	878	5 265
Fourniture et mise en place pieux 340	14	4 763	66 686

TOTAL: 641 011€ H.T

« Y a-t-il doublon avec le chiffrage général du tableau de synthèse de l'axe 1 ? »

Il n'y a pas de doublon avec le chiffrage de l'AXE 1 – Action 1.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Action 2 / Optimisation des capacités portuaires de Port Ambonne

Engagement 1 : Réaménagement global de Port Ambonne

De plus, depuis les années 1975, une station carburant avait été mise en place afin d'alimenter les bateaux du secteur. Les évolutions se faisant et le port principal se développant, la station carburant du port principal est devenue la station de référence, offrant un avitaillement plus large dont un service de carburant détaxé. La station carburant de Port Ambonne, fut donc réduite à une ouverture saisonnière dont les charges étaient supérieures aux produits. De ce fait, la station carburant de Port Ambonne malgré un suivi régulier TOKHEIM est devenu obsolète et inutilisée de nos plaisanciers. Compte tenu de l'état et de la faible demande à ce jour de ce service, le Port a décidé de fermer définitivement la station carburant de Port Ambonne. Sa remise en état, ne répondrait aucunement à une demande de plaisanciers et les coûts de remise aux normes actuelles seraient supérieure à la rentabilité attendue. **Une subvention de la Région a été obtenue imposant une date de réalisation butoir au 30 juin 2021.**



Montpellier, le 28 DEC. 2017

Monsieur Stéphane HUGONNET
Président Directeur Général
SODEAL
21 cours des gentilshommes – BP 180
34300 LE CAP D'AGDE

NOS REF : CD/CP/MT/MB/CF N°02-300
N° DOSSIER : 2017 006646
DOSSIER SUIVI PAR : Catherine FALAIZE
CONTACT : catherine.falaize@laregion.fr - Tél. : 04 67 22 97 23

OBJET : Arrêté de subvention

Monsieur le Président Directeur Général,

Par délibération n°CP/2017-DEC/19.01 du 15 décembre une subvention régionale de 7 138 € pour le désinvestissement de la station carburant et la requalification environnementale du port vous a été attribuée.

Je vous transmets une copie de l'arrêté qui précise les conditions d'attribution de cette subvention régionale.

J'attire votre attention sur le fait que le paiement de la subvention intervient sur demande du bénéficiaire impérativement dans les délais précisés et sur production des pièces indiquées dans le présent arrêté.

Vous noterez enfin que les dates de caducité sont précisées dans l'article afférent.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président Directeur Général, à l'expression de mes salutations distinguées.

Carole DELGA

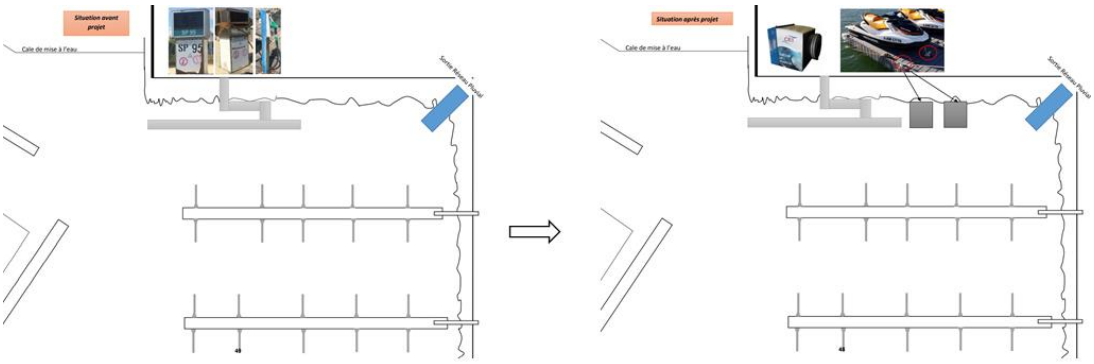


Descriptif	Qté	Ut	Prix unitaire	Total	En option
Travaux de nettoyage et transfert des cuves comprenant :					
Déplacement d'un camion citerne RTAD, RTC 197, ADP, équipé	1	forf.	638,40	638,40	
+ Mise en place du périmètre de sécurité					
Dépose des aquadrains, ouverture plateau, pompage du fond de cuve	2	Ens.	196,65	394,30	
Nettoyage de chambres de TH	2	Ens.	245,70	491,40	
- Inclus(s) : 0,2 tonne de déchet					
Nettoyage, rinçage, et dégazage compartiment	20	H/O	19,95	399,00	
- Inclus(s) : 0,8 tonne de déchet					
- Exclus(s) : transfert et stockage de produit restant en cuve					
Purge de fond de cuve et/ou pompage d'eau en cuve	2	forf.	247,80	495,60	
- Inclus(s) : 0,6 tonne de déchet					
Enlèvement forfaitaire de déchets liquides en centres de destruction, fourniture BSD (Tous déchets complémentaires vous seront facturés)	2	forf.	290,85	581,70	
Neutralisation des cuves (Conformément à la réglementation) :					
Neutralisation cuves de béton maigre (Ht. de passage mini pour camion : 4.20 m)	26	H/O	126,00	3 276,00	
- Exclus(s) : mise en place d'une pompe à béton					
- Exclus(s) : pompage du béton					
- Exclus(s) : mise à disposition de flexible (Au delà de 30.00 m)					
Démolition cadre regard pour ouverture 0,80 x 0,80 - Evacuation en décharge	6	H/O	126,00	756,00	
Dépose du bac décanteur de fuite	2	u	44,10	88,20	

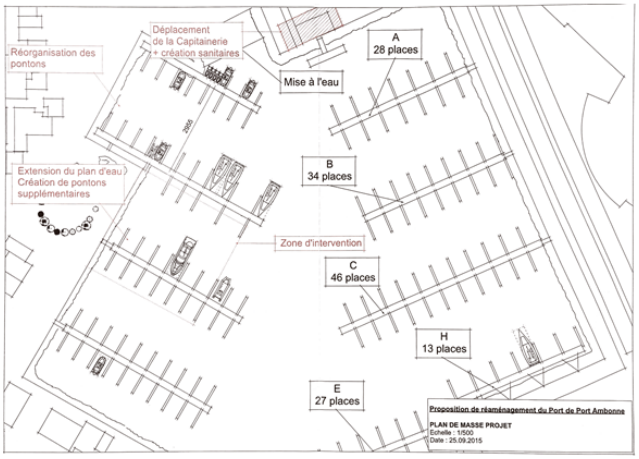
Descriptif	Qté	Ut	Prix unitaire	Total	En option
Total des travaux pour ce lot (en € HT)				7 123,20	

Par ailleurs, l'évolution des pratiques nautiques amène le port à requalifier le quai initialement utilisé à la distribution de carburant. Port Ambonne est un port prisé par sa situation géographique et saturé, notamment en termes de poste d'escale. Il serait donc judicieux de requalifier le quai afin de créer des places d'escales afin de favoriser le développement des croisiéristes et cabotage et comme le veut l'évolution des pratiques, offrir aux plaisanciers des emplacements réservés à l'amarrage de VNM (véhicules nautiques à moteur, jet ski,) (Demande émanent de nos plaisanciers). Par ailleurs les pratiques écocitoyenne et les dispositions règlementaires, notamment la Loi sur l'Eau, incite les gestionnaires de Port à mettre en place des stations de pompage fixe de récupération eaux noires, afin d'accompagner les plaisanciers dans une démarche environnementale. Il est donc essentiel d'inclure dans ce projet de requalification global la mise en place d'une station de pompage fixe.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC



Démantèlement de la station carburant – Requalification du quai



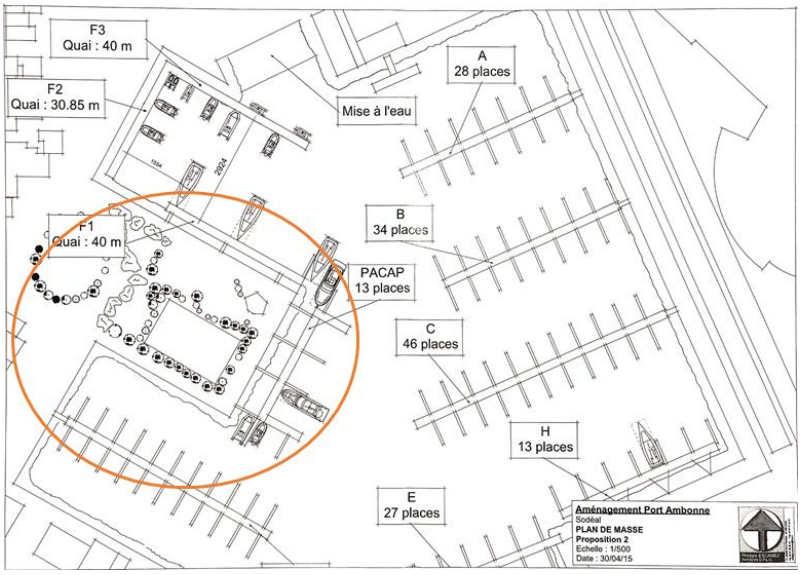
PR Port Ambonne
Proposition 2
Remplacement F - G et accueil Capitainerie

pw 18012021

Désignation Poste	Quantité (m ou unité)	Prix unitaire	Prix total € ht
Passerelle 4m	4	4 500	18 000
Ponton largeur 2,00m	235	600	141 000
Catways 10 m	4	3 400	13 600
Catways 7 m	5	2 500	12 500
Catways 6 m	26	2 300	59 800
Colliers pieux 340	5	840	4 200
Transports semi	3	2 500	7 500
Portillons + contrôles d'accès	4	2 900	11 600
Bornes 16 amp avec gestion fluides	27	800	21 600
Bornes eau	37	290	10 730
Réseaux eau + élec	380	290	110 200
Pieux : Amenée repli matériel	1	20 000	20 000
Implantation	1	2 200	2 200
Fourniture et mise en place pieux 340 pour ponton G	5	8 700	43 500
Tangons + massifs sur quai (Bassin ancien F et accueil Capitainerie)	9	2 200	19 800

TOTAL : 496 230 € HT

En fonction du budget global de notre plan d'investissement, nous envisagerons de réaménager le terre-plein central, générant une augmentation du nombre de places d'amarrage, et du chiffre d'affaire.



Nos objectifs :

- Création de nouveaux pontons, avec amenée des réseaux d'eau et électricité ;
- Remplacement du ponton d'accueil ;

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

- Requalification du quai d'avitaillement, en quai d'accueil afin d'accroitre les opportunités de cabotage (dont pratique VNM) ;
- Mise en place d'une station de pompage fixe (solution environnementale en corrélation avec l'évolution actuelle) ;
- Renouvellement de la capitainerie : démolition / reconstruction pour une surface de 40m² (une demande de permis de démolir et de permis de construire seront faites), en intégrant un petit sanitaire.

La mise en œuvre comprend notamment :

- Démolition / reconstruction de la capitainerie (40 m²) ;
- Mise en œuvre de nouveaux pontons
- Installation des ponton VNM (y compris fixation, tangon, passerelle etc.) ;
- Raccordement de la station de pompage fixe.

Pour un montant global de : 646 230,00 € HT.

Désignation	**Coût (en € HT)**
Station de pompage	*Subvention*
Réaménagement global du port	496 230,00
Capitainerie	150 000,00
TOTAL	**646 230,00**

« Action 2 / Engagement 1 : Réaménagement global de Port Ambonne : Pas de chiffrage du démantèlement de la station carburant et son remplacement par une capitainerie et une station EG/EN hors réaménagement global qui semble acquis. Nous avons bien noté que le projet d'accroissement du nombre de place impact un terre-plein qui n'est pas dans le périmètre de la concession, mais que le sujet de la modification du périmètre de la concession sera étudié. »

Nous vous proposons d'intégrer le terre-plein central dans le périmètre de la DSP (Cf. plan périmétral).

Le démantèlement de la station carburant de Port Ambonne, a été effectué début d'année 2018, pour un coût de 10 401,33 € HT, effectué selon devis TOKHEIM n°564909 ALM, à savoir :

- Neutralisation au béton maigre des 2 cuves de réservoirs,
- Dépose et destructions des évents,
- Neutralisation, dépotage et trappe à bacs détecteurs de fuites,
- Dépose des distributeurs,
- Et dépose des tuyauteries aériennes.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Extrait avant travaux ensemble d'éléments retirés



Contenance du projet sur le secteur des anciennes cuves :

Le réaménagement de Port Ambonne, induit le réaménagement de la zone, par la création d'un ponton d'accueil destiné à recevoir des navires en escales et répondre à une demande environnementale par l'achat d'une cuve EG/EN.

- Achat du ponton et passerelle

Ces navires devraient être positionnés parallèlement au ponton car le dégagement n'est pas suffisant.



Détail budgétaire compris dans le budget :

- Pour 25 à 30 mètres de ponton (x 1m75) : 15 250€ HT (Hors ancrage et installation qui seront effectué en interne par nos services)
- Passerelle : 5m x 1,5 = 4 564€ HT
- Transport et déchargement pour l'ensemble : 3 000€ HT

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

- Pompe EN :

Documentation technique :

Afin d'assurer la collecte des eaux noires et se conformer aux impératifs environnementaux, le port mène une réflexion d'achat de pompe eau noire. La pompe fixe semble peu adaptée car cela induirait des coûts d'ingénierie importants. Une pompe mobile serait alors envisagée dans le projet : Achat pompe : 6 980 € HT + Transport : 460€ HT, pour un montant de 7 440 € HT.



Action 3 / Développer une gamme de produits ciblés et innovants

Engagement 1 : Le Centre Nautique

Le Centre Nautique est un outil complémentaire des ports de plaisance du Cap d'Agde - au même titre que la Capitainerie Port Cap d'Agde et son annexe, la Capitainerie Port Ambonne.

Il a été créé en 1995, et a toujours été géré par la SODEAL. Le site a été retenu comme base d'accueil pour la préparation des JO pour la voile en 2024.

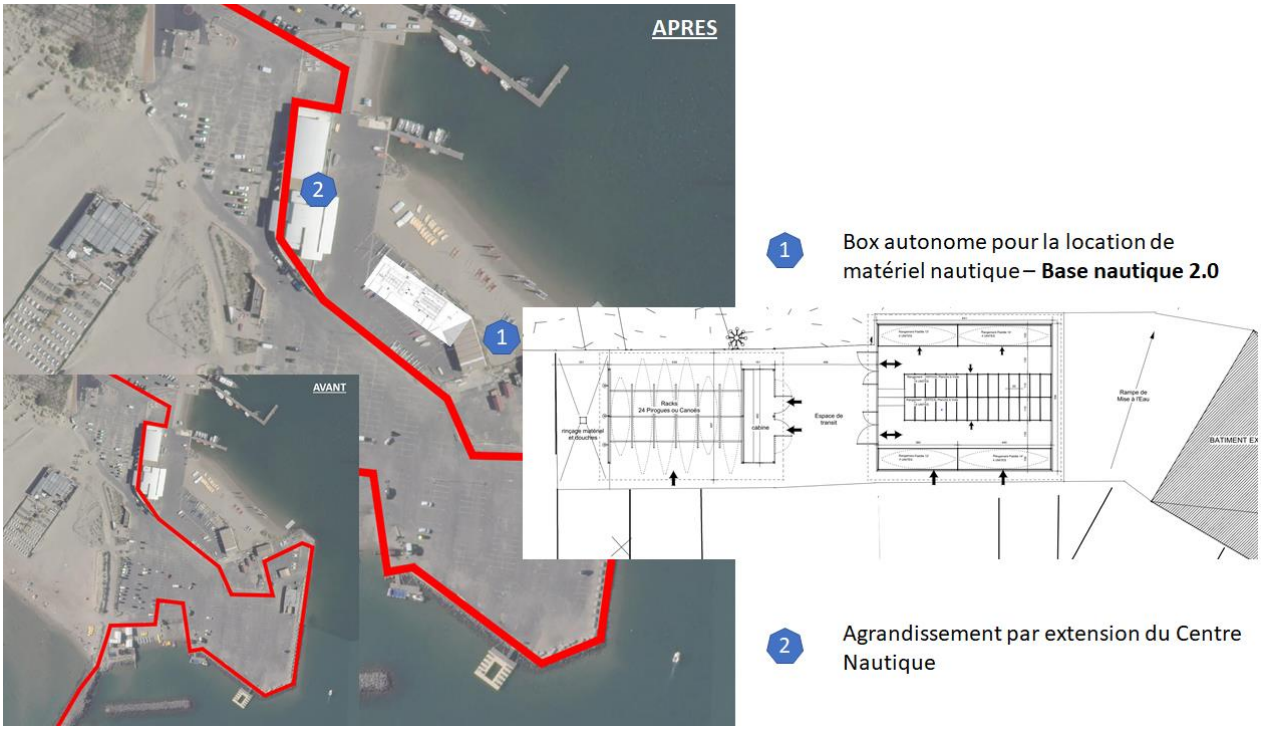
Il coordonne et fédère les associations nautiques. Ces dernières ayant accès aux locaux dans le bâtiment du Centre Nautique.

Labélisé « France Station Nautique » 3 étoiles, ainsi qu'« Ecole Française de Voile » et « Qualité Tourisme », ses missions vont de l'enseignement (son cœur de métier), via la location jusqu'à la formation. Le Centre Nautique se doit d'être innovant en permanence.

Il est organisé en 4 pôles :

- Pôle Educatif, avec l'enseignement de la voile (scolaire, tourisme, groupe ou individuel, …) ;
- Pôle Evènementiel pour la station nautique du Cap d'Agde, en tant que Maître d'ouvrage ou plateforme technique ;
- Pôle de Coordination des acteurs du nautisme (associatif et privés), dans le cadre du Concept France Station Nautique (FSN) ;
- Pôle de Formations pour les professionnels du secteur du nautisme, les agents internes à la Sodéal, les plaisanciers (Coach plaisance), les diplômes de moniteurs de voile, etc.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC



Nos objectifs et leur mise en œuvre comprennent :

1. Mise en place d'une Box autonome pour la location de matériel nautique « Base nautique 2.0 », permettant la pratique nautique 7j/7 et 24h/24 ;
2. Agrandissement par extension du bâtiment du Centre Nautique, afin d'étoffer l'accueil des associations nautique, les formations, l'offre de formation professionnelle nautique, etc.

Pour un montant de : 233 989 € HT, qui se décompose comme suit :

Désignation	**Coût (en € HT)**
Box autonome - Base Nautique 2,0	200 000,00
Agrandissement du bâtiment principal	
Clôtures et portails	33 989,00
TOTAL	**233 989,00**

Seront réalisés dans un premier temps :

- L'agrandissement du bâtiment principal,
- La pose des clôtures et portails.

Nous avons revu le coût des travaux légèrement à la baisse par la réalisation d'une partie desdits travaux en régie.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

« Action 3 : Engagement 1 : Le Centre Nautique : Décrire l'intérêt de proposer une box autonome pour la pratique nautique H24 donc la nuit. Quid de la sécurité ? pour le matériel et le public ? »

Ce concept innovant se présente comme une Box avec des casiers fermés proposant aux usagers différents supports nautiques en passant par une plateforme de réservation en ligne pour permettre l'accès au matériel de son choix en moins de 3 clics (système de caution en ligne).
Ce projet est dans une démarche de démocratisation de la pratique vers ce public désireux d'essayer sans s'engager.
En s'adossant au centre nautique, l'objectif à terme est de permettre une pratique libre, facile d'accès et complémentaire aux offres déjà existantes.
Le système sera disponible 7jours / 7 durant l'été, et dans un premier temps sur des horaires cadrées 9h-20h (aucune navigation de nuit n'est prévue).
La sécurité sera accompagnée de bracelet individuel GPS avec déclenchement en cas de problème pour une intervention d'un moniteur en astreinte.

Engagement 2 : Capitainerie Port Cap d'Agde

« Engagement 2 : Capitainerie Port Cap d'Agde : préciser de quelle capitainerie il s'agit (Vieux port ? ou l'ancien bâtiment sur le môle du Centre Port, et l'OT ?) cf. budget Axe 3, action 3. »

Cet engagement porte sur la capitainerie Port Cap d'Agde actuelle, et non pas l'ancien bâtiment où se trouve aujourd'hui l'office du tourisme, qui d'ailleurs est hors du périmètre de la DSP.

Nos objectifs :

- Faire de la capitainerie un point de départ central, avec la mise en place d'une borne électrique (pour location de vélos, location de voiture, …), d'un écran, … ;
- Promouvoir le Tourisme en aménageant un lieu dédié à la vente de produits du terroir dans la capitainerie Port Centre ;
- Mettre en complément des services complémentaires liés au nautisme, comme la conciergerie, le coach plaisance, le remorquage, le service pompe à eaux noires (qui est en service depuis 3 ans).
- Proposer des excursions touristiques.

Le budget est intégré dans l'Axe 3 – Action 3.

Action 4 / Bassin IV - Réhabilitation d'une zone d'activité

Engagement : Réhabilitation de la zone d'activités nautiques

Sur le bassin IV, nous prévoyons de réhabiliter la zone d'activités dédiée aux loisirs nautiques, afin de lui donner une nouvelle image, plus moderne et plus fonctionnelle. en renouvelant les concessions et en imposant un cahier des charges architectural sur les structures d'accueil

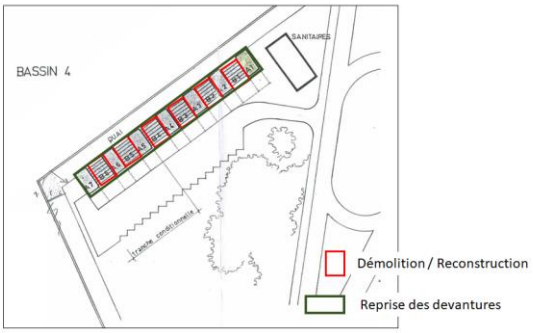
Nos objectifs :

- Donner une vraie dimension commerciale et touristique à cette zone, en la modernisant et la structurant,
- Rédaction d'un cahier des charges architectural sur les structures d'accueil destiné aux futurs locataires des lieux.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

La mise en œuvre comprend :

- Démolition des hangars, réalisée en régie,
- Agrandissement des bâtiments existants ;
- Reconditionnement des devantures.



Pour un montant de : 275 000 € HT, qui comprend la démolition des hangars, l'agrandissement des bâtiments existants et la reprise des devantures.

Nous avons revu le coût des travaux à la baisse par la réalisation d'une partie desdits travaux en régie.

Action 5 / Un port modulable

Engagement : Acquisition de fleurs de mouillage

Nous souhaitons renforcer la flexibilité de Port Cap d'Agde, par le maintien et l'optimisation des pontons modulables et des fleurs de mouillage, pour :

- L'accueil des bateaux temporaires, en contentieux,
- La location à des professionnels,
- Les bateaux devant être déplacés lors du Salon Nautique,
- Etc.

Pour cela, nous avons intégré au budget un montant de 100 000 €TTC pour l'acquisition et mise en place de nouvelles fleurs de mouillage offrant 16 places.

« Action 5 / Un port modulable / Engagement : Acquisition de fleurs de mouillage : manque de précision, où seront-elles posées ? »



Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Les fleurs de mouillage seront positionnées au bout des pontons A et C de l'Ile de loisirs.

Action 6 / Nouveaux matériels & moyens

Engagement 1 : Développement de la station d'avitaillement (carburant détaxé) de Port Cap d'Agde

La proportion de clients bénéficiaires de carburant détaxé est en augmentation, chaque année de nouvelles autorisations sont édictées par les Douanes.
Un constat qui a déjà amenée la SODEAL, en 2017, à ventiler sa capacité de stockage, initialement proportionnée comme suit :

Répartition initiale 2013	SP98	GASOIL
CUVE 60m³	30m³	30m³

Modification 2017	SP98	GASOIL
CUVE 60m³	45m³	15m³

Ces autorisations, permettant à un professionnel de bénéficier de carburant détaxé pour la navigation maritime, sont désormais étendues au-delà de l'objet bénéficiaire. En effet, les douanes donnent autorisation aux professionnels de transporter du carburant par voie terrestre dans des cuves spécialisées dont la capacité minimale de stockage est comprise entre 1 000 et 2 000 litres.

La proportion de clients actuellement bénéficiaires, hors pêcheurs, est de 27 (données établies sur la base 2020 hors navires de grande plaisance bénéficiaire), dont 7 ont obtenu une autorisation par les douanes d'effectuer un transport par voie terrestre.

Cette proportion de clients bénéficiaires représente la demande faîte pour la distribution de produits. Or, aujourd'hui la capacité actuelle des cuves de carburant détaxé devient limitée par rapport à la demande. En effet la capacité de stockage actuelle en SP98 étant de 45m³ (retenir 40m³ car mise en sécurité en deçà) et de 15m³ (10m³) pour le gasoil, amène à commander du stock tous les 2 jours, voire tous les jours en saison. Un turn-over très serré qui est à prendre en compte avec le paramètre météo. En effet, sur un total de 36 commandes annuelles, 32 sont passées sur la haute saison touristique du 15 juin au 15 septembre.

Les rotations étant quasi-journalières et en prévision de l'augmentation du nombre de professionnels bénéficiaires, nous devons développer la capacité de stockage du port du Cap d'Agde. Le remplacement des cuves actuelles par des cuves de plus grande capacité est une nécessité pour répondre à la demande des années futures au risque de refuser des clients ou d'être en rupture les weekends.

Notre objectif :

- Développer la capacité actuelle de la cuve immergée carburant détaxé, qui est de 60m³ produits, par une capacité totale de stockage de 100m³ (répartition prévisionnelle 60m³ SP98 et 40m³ gasoil).

La mise en œuvre comprend :

- La réfection des cuves ;
- L'augmentation de la capacité de la station carburant ;
- La reprise des clôtures et portail d'accès de la station.

Pour un montant de : 245 443 € HT, qui se décompose comme suit :

- Réfection des cuves & Augmentation de la capacité de la station carburant : 170 443 € HT
- Reprise des clôtures et portail d'accès : 75 k€ HT

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Engagement 2 : Acquisition de matériel & équipements

« Engagement 3 : Les investissements prévoient également 2 grues (16 t et 50 t). est-ce qu'elles viendront en plus du projet de grue à 100 t ? Le matériel du CN est très peu détaillé. De quoi s'agit-il pour 1,5 M€ ? Il serait également souhaitable de connaître les recettes potentielles qui seraient issues de la nouvelle grue et quel type de clientèle est visée. »

Les besoins se montent à : 3 665 500,00 € HT, se répartissant comme suit :

- Matériel & équipements dédiés aux ports et/ou mutualisé : 955 000,00 € HT
- Grues : 1 300 000.00 € HT
- Matériel & équipements dédiés au Centre Nautique : 1 410 500,00 € HT, comprenant notamment le renouvellement des Optimist, Planches à voile, Stand Up Paddle, Catamarans, Dériveurs, Kayak et Pédalo.

L'acquisition de la grue de 70 T (et non pas 100 T), est adaptée aux besoins de la future clientèle. Les recettes seront proportionnelles au volume de bateaux sortis.

Ci-dessous la synthèse des besoins des Ports Cap d'Agde et Ambonne, et Centre Nautique, en équipement et matériel :

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Equipement	Localisation	Coût (en € HT)
Grue 70 T	PCA	600 000,00
Grue 16 T	PCA	300 000,00
Grue 50 T	PCA	400 000,00
Sécurité / Embarcation surveillance	PCA	45 000,00
Embarcation Remorquage Bosco	MUTUALISE	130 000,00
Camions (Camion + Poubelle)	MUTUALISE	120 000,00
Camion Grue	MUTUALISE	50 000,00
Camions (Nacelle + Poubelle)	MUTUALISE	140 000,00
VL Sécurité + Ports	PCA	40 000,00
VL Sécurité + Ports	PCA	50 000,00
Elévateur	PCA	40 000,00
Manitou	PCA / Zone Technique	100 000,00
Balayeuse	MUTUALISE	70 000,00
Autolaveuse	PCA	30 000,00
3 utilitaires Ateliers	MUTUALISE	90 000,00
Camionette Plombier - Electricien	MUTUALISE	50 000,00
Embarcations / Bateaux moteurs et voiles	CN	50 000,00
Embarcations / Bateaux moteurs et voiles	CN	109 600,00
Embarcations / Bateaux moteurs et voiles	CN	40 100,00
Embarcations / Bateaux moteurs et voiles	CN	86 500,00
Embarcations / Bateaux moteurs et voiles	CN	159 100,00
Embarcations / Bateaux moteurs et voiles	CN	56 900,00
Embarcations / Bateaux moteurs et voiles	CN	91 900,00
Embarcations / Bateaux moteurs et voiles	CN	112 900,00
Embarcations / Bateaux moteurs et voiles	CN	32 950,00
Embarcations / Bateaux moteurs et voiles	CN	125 100,00
Embarcations / Bateaux moteurs et voiles	CN	103 650,00
Embarcations / Bateaux moteurs et voiles	CN	48 850,00
Embarcations / Bateaux moteurs et voiles	CN	61 700,00
Embarcations / Bateaux moteurs et voiles	CN	100 800,00
Embarcations / Bateaux moteurs et voiles	CN	54 900,00
Embarcations / Bateaux moteurs et voiles	CN	68 350,00
Embarcations / Bateaux moteurs et voiles	CN	107 200,00
Total		**3 665 500,00**

Soit un montant global (action 6) de : 3 910 943.00 € HT.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

TABLEAU DE SYNTHESE DE L'AXE 2

AXES / ACTIONS	PROJETS	COÛT TOTAL (€ HT)
AXE 2	**PROJETS DE DEVELOPPEMENT**	
Action 1	**Optimisation des capacités portuaires - PORT CAP D'AGDE**	**817 741,00 €**
Engagement 1	Quai du Golf	176 730,00 €
	- Aménagement	*101 730,00 €*
	- Clôtures et portail	75 000,00 €
Engagement 2	Bassin IV - Ponton V	641 011,00 €
Action 2	**Optimisation des capacités portuaires - PORT AMBONNE**	**646 230,00 €**
Engagement 1	Raménagement Global de Port Ambonne	646 230,00 €
	- Réaménagement global du port	*496 230,00 €*
	- Capitainerie	150 000,00 €
Action 3	**Développer une gamme de produits ciblés et innovants**	**233 989,00 €**
Engagement 1	Le Centre Nautique - Base 2.0	233 989,00 €
	- Box autonome	200 000,00 €
	- Agrandissement du bâtiment principal	
	- Clôtures et portails	33 989,00 €
Engagement 2	Capitainerie Port Cap d'Agde	
	- Aménagement d'un lieu dédié aux produits du terroir	Intégré dans AXE 3 - Action 3
Action 4	**Bassin IV - Réhabilitation de la Zone d'Activités**	**275 000,00 €**
	- Démolition des constructions sauvages (hangars)	
	- Agrandissement en lieu et place des hangars & Aménagement des abords	
	- Devanture	
Action 5	**Un port modulable**	**100 000,00 €**
	- Fleurs de mouillage	100 000,00 €
Action 6	**Nouveaux matériels & moyens**	**3 910 943,00 €**
Engagement 1	Station carburant Port Centre (Augmentation du volume)	245 443,00 €
	- Réfection des cuves & Augmentation de la capacité	170 443,00 €
	- Clôture et portail	75 000,00 €
Engagement 2	Acquisition de matériel (y compris grues) & équipements (Ports & Centre Nautique)	3 665 500,00 €
TOTAL / AXE 2		**5 983 903,00 €**

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

3. AXE 3 / Projets de renouvellement

Se référer à l'annexe C3 – Projets de renouvellement

4. AXE 4 / Un port accessible

Action 1 / Accessibilité aux Personnes à Mobilité Réduite

Le 7 décembre 2019, le Centre Nautique de Port Cap d'Agde s'est vu décerné le Prix de l'Innovation « France Station Nautique » (FSN). Cette récompense reconnaît le travail initié par le Centre Nautique Sodéal, en partenariat avec le CCAS de la Ville d'Agde et Hérault Tourisme Handicap, en collaboration avec les acteurs du nautisme et les associations spécialisées.

Ce travail s'est poursuivi avec les 1ères « Rencontres Cap Access » qui s'intègrent dans la démarche de FSN, dont le Cap d'Agde est titulaire avec 3 étoiles, et dont l'objectif est de mettre en place des actions concrètes pour favoriser l'accessibilité des activités nautiques sur la commune d'Agde.

Ce label nous a permis d'avoir une reconnaissance nationale, et impulser une dynamique locale.

Engagements :

- Travailler sur la qualification de cette offre nautique spécifique,
- Valoriser les actions déjà réalisées,
- Progresser dans la démarche du label FSN sur le module transversal de l'accessibilité.

Ainsi, l'axe accessibilité pour tous sera développé en :

- Accompagnant la mise en conformité des prestations nautiques,
- Incitant à la programmation pluriannuelle d'actions et leur évaluation,
- Développant les supports de communication, avec une priorité sur internet,
- Concevant une offre avec des produits du nautisme adaptés
- Développant les outils méthodologiques opérationnels,
- Travaillant avec les associations de personnes handicapées.

Mais aussi en prenant des mesures pour rendre accessible Port Cap d'Agde et ses différentes structures. En effet, les ports de plaisance sont des Etablissements Recevant du Public (ERP) comme les autres, et ils répondent aux mêmes règles d'accessibilité que les autres en matière de stationnement, cheminement, escalier, signalétique, etc.

Une étude sur la mise en œuvre d'une démarche « Ports ouverts à tous » dans le cadre du Projet européen Co-Evolve a été réalisée ; Etude portée par le Département de l'Hérault, avec un co-financement européen à hauteur de 85%. Co-Evolve vise à analyser et à promouvoir la co-évolution des activités humaines et des systèmes naturels dans les zones côtières touristiques.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC



Ainsi ont été définis les principaux aménagements à réaliser :

- Définir un quai d'accueil des personnes à besoins spécifiques ;
- Améliorer la signalétique directionnelle sur le port (plan, fléchages) ;
- Créer une bande d'éveil podotactile en extrémité de quai sur les zones pressenties ;
- Améliorer dans certains cas le contraste visuel des extrémités de quais ;
- Matérialiser les passages piétons/fauteuils dans certains espaces très larges des quais et zones afin de sécuriser la circulation ;
- Améliorer la chaîne des déplacements sur le port (chicanes, ressauts, interstices, …) ;
- Matérialiser les équipements …) ;
- Equiper certains bancs de dossiers et accoudoirs.

« Action 1 / Accessibilité aux Personnes à Mobilité Réduite : en intention, liste d'aménagements, mais non chiffré. À préciser ? »

Une étude de faisabilité - portant sur les principaux aménagements listés ci-avant, est nécessaire. Nous prévoyons de poursuivre cette action qui nous paraît essentielle en termes de partage d'espace et d'ouverture aux autres.

Nous ne pouvons ce jour renseigner l'aspect financier de cette action, pour autant nous souhaitons la maintenir. Nous répondons à une DSP qui s'échelonne sur 20 ans, les recettes à venir nous permettront de la mettre en œuvre de manière cadencée dans le temps.

De plus, nous souhaitons souligner qu'une partie de la mise en accessibilité est déjà comprise dans les différents aménagements proposés qui devront de fait respecter les normes en vigueur.

Action 2 / Signalétique

PLAN BLEU

Les critères du Pavillon Bleu sont regroupés en **4 grandes familles** :

Education à l'environnement	Gestion des déchets
Gestion du milieu	Gestion du site

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Port Cap d'Agde a obtenu le label « Pavillon Bleu ».

L'obtention du Pavillon Bleu est basée sur l'examen de divers critères, groupés en 4 familles :

- Education à l'environnement,
- Gestion des déchets,
- Gestion du milieu,
- Gestion du site.

Ce dernier critère imposant l'affichage d'un plan du port (avec légende et pictogrammes). Ce plan signalétique doit être régulièrement mis à jour.

Engagements :

- Plan signalétique
- En cohérence avec le plan général, création d'une charte graphique pour les plans et panneaux des ports et du centre nautique : autos, piétons, zone technique, prestataires

Notre objectif :

- Création et pose de tous les plans et panneaux nécessaires au bon fonctionnement des ports.

Pour un montant prévisionnel de 56 720 € HT.

« Action 2 / Signalétique : peu de détails des mesures prises. »

Le budget alloué va nous permettre de remplacer ou mettre en place les plans et panneaux nécessaires au bon fonctionnement des ports. Selon les besoins qui, de fait vont d'échelonner dans le temps, le budget devra être affiné.

Tous les éléments respecteront une charte graphique qui sera définit avec les représentants de la Ville dès le début de la concession.

TABLEAU DE SYNTHESE DE L'AXE 4

AXES / ACTIONS	PROJETS	COÛT TOTAL (€ HT)
AXE 4	**UN PORT ACCESSIBLE**	
Action 1	**Accessibilité aux Personnes à Mobilité Réduite**	
	- Etude de faisabilité	*Budget à travailler*
	- Réalisation cadencée des aménagements	
Action 2	**Signalétique**	**56 720,00 €**
	- Création / Remplacement de plans & panneaux	*56 720,00 €*
TOTAL / AXE 4		**56 720,00 €**

TABLEAU DE SYNTHESE DE TOUS NOS AXES

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

AXES / ACTIONS	PROJETS	COÛT TOTAL (€ HT)
AXE 1	**UNE NOUVELLE IMAGE**	
Action 1	**Un port rénové**	**2 903 159,00 €**
	- Remise en état des réseaux humides	*213 000,00 €*
	- Remise en état des réseaux secs	*2 345 319,00 €*
	- Création réseau - Port Ambonne	*169 340,00 €*
	- Renouvellement des bornes vétustes	*175 500,00 €*
Action 2	**Un port connecté**	**2 603 000,00 €**
	- Réseau Fibre	165 000,00 €
	- Réseau WI-FI	115 000,00 €
	- LORA	35 000,00 €
	- Contrôle d'accès	110 000,00 €
	- Caméras	100 000,00 €
	- Supervision GTC Hypervision	90 000,00 €
	- Bornes connectées (1 318 anneaux)	1 988 000,00 €
Action 3	**Gestion des bateaux en contentieux, en fin de vie**	Intégré dans CEP "Huissiers - Avocats"
TOTAL / AXE 1		**5 506 159,00 €**
AXE 2	**PROJETS DE DEVELOPPEMENT**	
Action 1	**Optimisation des capacités portuaires - PORT CAP D'AGDE**	**817 741,00 €**
Engagement 1	Quai du Golf	176 730,00 €
	- Aménagement	*101 730,00 €*
	- Clôtures et portail	75 000,00 €
Engagement 2	Bassin IV - Ponton V	641 011,00 €
Action 2	**Optimisation des capacités portuaires - PORT AMBONNE**	**646 230,00 €**
Engagement 1	Raménagement Global de Port Ambonne	646 230,00 €
	- Réaménagement global du port	*496 230,00 €*
	- Capitainerie	150 000,00 €
Action 3	**Développer une gamme de produits ciblés et innovants**	**233 989,00 €**
Engagement 1	Le Centre Nautique - Base 2.0	233 989,00 €
	- Box autonome	200 000,00 €
	- Agrandissement du bâtiment principal	
	- Clôtures et portails	33 989,00 €
Engagement 2	Capitainerie Port Cap d'Agde	
	- Aménagement d'un lieu dédié aux produits du terroir	Intégré dans AXE 3 - Action 3
Action 4	**Bassin IV - Réhabilitation de la Zone d'Activités**	**275 000,00 €**
	- Démolition des constructions sauvages (hangars)	
	- Agrandissement en lieu et place des hangars & Aménagement des abords	
	- Devanture	
Action 5	**Un port modulable**	**100 000,00 €**
	- Fleurs de mouillage	100 000,00 €
Action 6	**Nouveaux matériels & moyens**	**3 910 943,00 €**
Engagement 2	Station carburant Port Centre (Augmentation du volume)	245 443,00 €
	- Réfection des cuves & Augmentation de la capacité	170 443,00 €
	- Clôture et portail	75 000,00 €
Engagement 3	Acquisition de matériel (y compris grues) & équipements (Ports & Centre Nautique)	3 665 500,00 €
TOTAL / AXE 2		**5 983 903,00 €**
AXE 3	**PROJETS DE RENOUVELLEMENT**	
Action 1	**Renouvellement des pontons & pieux**	**4 970 000,00 €**
	- Port Centre & Port Ambonne (pontons)	2 750 000,00 €
	- Port Centre & Port Ambonne (ducs d'Albe et pieux)	920 000,00 €
	- Pontons d'accueil Port Centre Estacades 1 & 2	1 300 000,00 €
Action 2	**Réaménagement de la Zone technique**	**1 820 000,00 €**
	- Réseaux	950 000,00 €
	- Revêtement & Mise à l'eau	750 000,00 €
	- Eclairage public	120 000,00 €
Action 3	**Entretien Bâtiments**	**580 000,00 €**
	- Entretien de la Capitainerie Port Cap d'Agde	200 000,00 €
	- Autres bâtiments (ZT, Ateliers, ...)	380 000,00 €
Action 5	**Mise à niveau des sanitaires**	**920 000,00 €**
	- Les Phéniciens	*250 000,00 €*
	- Déplacement Mobydeck	*250 000,00 €*
	- Autres	*420 000,00 €*
Action 6	**Dragage**	Intégré dans CEP (41 k€/an)
TOTAL / AXE 3		**8 290 000,00 €**

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

AXES / ACTIONS	PROJETS	COÛT TOTAL (€ HT)
AXE 4	UN PORT ACCESSIBLE	
Action 1	**Accessibilité aux Personnes à Mobilité Réduite**	
	- Etude de faisabilité - Réalisation cadencée des aménagements	*Budget à travailler*
Action 2	**Signalétique**	**56 720,00 €**
	- Création / Remplacement de plans & panneaux	*56 720,00 €*
TOTAL / AXE 4		56 720,00 €
AXE 5	MOYENS DEDIES A L'ENTRETIEN, MAINTENANCE, GER	
		Intégré pour partie dans AXE 1 - Action 1 & Plan de maintenance - détail
AXE 6	POLITIQUE COMMERCIALE	
		Intégré dans CEP "Publicité, publication, relation publique"
AXE 7	PLAN DE COMMUNICATION	
Action 1	**Communiquer pour mieux fédérer**	
Action 2	**L'évènementiel**	Intégré dans CEP "Publicité, publication, relation publique"
Action 3	**Faciliter et coordonner l'accès aux activités nautiques**	
AXE 8	DEVELOPPEMENT DURABLE	
Action 1	**Gestion des déchets**	Intégré dans AXE 1 - Action 1
Action 2	**Gestion de l'eau**	Intégré dans AXE 1 - Action 1
Action 3	**Gestion de la consommation énergétique**	Intégré dans AXE 1 - Action 1
Action 4	**Préservation de la faune et de la flore locale**	**250 000,00 €**
	- Campagne de sensibilisation - Biohuts	
Action 5	**Labels et qualifications**	**70 000,00 €**
	- Ports propres - Qualité Plaisance / Qualité Tourisme	
TOTAL / AXE 8		320 000,00 €
AXE 9	CONTRÔLE & EVALUATION DES SERVICES	
AXE 10	ORGANISATION & GOUVERNANCE	
AXE 11	UN TRAVAIL COLLABORATIF	
TOTAL AXES		20 156 782,00 €

LES RISQUES ASSOCIES A LA NON-REALISATION DE L'INVESTISSEMENT SUR LE FONCTIONNEMENT DES INFRASTRUCTURES

Concernant les risques associés sus visés, toutes nos actions sont indépendantes les unes des autres. A l'exception du projet de port connecté, où les réseaux doivent être remis en état pour la mise en œuvre dudit projet.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT

Programme pluriannuel d'investissement

EUROS constants base mois de remise de l'offre

Numérotation des investissements (voir onglet Nomenclature)	Nature de l'investissement	Objet de l'investissement	Montant de l'investissement dont étude et maîtrise d'œuvre (EUROS HT constants)	Affectation : - Port du Cap d'Agde - Port d'Ambonne - Centre Nautique - Mutualisé	Affectation : précisions / justifications si "Mutualisé"	Montant des études et de la maîtrise d'œuvre (EUROS HT constant)	Taux d'études et maîtrise d'œuvre (%)	Montant des subventions d'équipement (EUROS HT constants)	Taux de subvention d'équipement (%)	Année de démarrage et début d'amortissement	Durée de réalisation (mois)	Mode d'amortissement	Durée d'amortissement	Montant des subventions non amortiées en fin de contrat (EUROS HT constants)	VNC de fin de contrat (EUROS HT constants) brute	VNC de fin de contrat (EUROS HT constants) nette de subventions (avec renvoi aux cellules des colonnes O et P)	total amortissements
		droit d'entrée	1 800 000	MUTUALISE			0%		0%	2021	0	Linéaire	20	-	-	-	1 800 000
C2N01	Renouvellement	ESTACADE ACCUEIL SUD	650 000	PCA		50 000	8%		0%	2022	12	Linéaire	40	-	339 896	339 896	310 104
C2N02	Renouvellement	ESTACADE ACCUEIL OUEST	650 000	PCA		50 000	8%		0%	2023	12	Linéaire	40	-	368 299	368 299	281 701
C1N01	Modification, extension, développement	SANITAIRES PHENICIENS	200 000	PCA		-	0%		0%	2022	4	Linéaire	12	-	-	-	200 000
C1N02	Maintenance / refonte	SANITAIRES PHENICIENS	50 000	PCA			0%		0%	2035	4	Linéaire	12	-	23 628	23 628	26 372
H1N01	Modification, extension, développement	SANITAIRES MOBYDECK	200 000	PCA		10 000	5%		0%	2022	8	Linéaire	10	-	-	-	200 000
C3N01	Maintenance / refonte	SANITAIRES MOBYDECK	50 000	PCA		-	0%		0%	2032	3	Linéaire	10	-	5 833	5 833	44 167
C3N02	Maintenance / refonte	SANITAIRES 3	35 000	PCA			0%		0%	2023	3	Linéaire	10	-	-	-	35 000
C3N03	Maintenance / refonte	SANITAIRES 3	35 000	PCA		-	0%		0%	2033	3	Linéaire	10	-	7 583	7 583	27 417
C3N04	Maintenance / refonte	SANITAIRES 4	35 000	PCA		-	0%		0%	2024	3	Linéaire	10	-	-	-	35 000
C3N05	Maintenance / refonte	SANITAIRES 4	35 000	PCA		-	0%		0%	2034	3	Linéaire	10	-	10 208	10 208	24 792
C3N06	Maintenance / refonte	SANITAIRES 5	35 000	PCA		-	0%		0%	2025	3	Linéaire	10	-	-	-	35 000
C3N07	Maintenance / refonte	SANITAIRES 5	35 000	PCA		-	0%		0%	2035	3	Linéaire	10	-	13 708	13 708	21 292
C3N08	Maintenance / refonte	SANITAIRES 6	35 000	PCA			0%		0%	2026	3	Linéaire	10	-	-	-	35 000
C3N09	Maintenance / refonte	SANITAIRES 6	35 000	PCA			0%		0%	2036	3	Linéaire	10	-	17 208	17 208	17 792
C3N10	Maintenance / refonte	SANITAIRES 7	35 000	PCA			0%		0%	2027	3	Linéaire	10	-	-	-	35 000
C3N11	Maintenance / refonte	SANITAIRES 7	35 000	PCA			0%		0%	2037	3	Linéaire	10	-	20 708	20 708	14 292
C3N12	Maintenance / refonte	SANITAIRES 8	35 000	PCA			0%		0%	2028	3	Linéaire	10	-	-	-	35 000
C3N13	Maintenance / refonte	SANITAIRES 8	35 000	PCA			0%		0%	2038	3	Linéaire	10	-	24 208	24 208	10 792
C3N14	Maintenance / refonte	CAPITAINERIE	50 000	PCA			0%		0%	2025	3	Linéaire	5	-	-	-	50 000
C3N15	Maintenance / refonte	CAPITAINERIE	50 000	PCA			0%		0%	2030	3	Linéaire	5	-	-	-	50 000
C3N16	Maintenance / refonte	CAPITAINERIE	50 000	PCA			0%		0%	2035	3	Linéaire	5	-	-	-	50 000
C3N17	Maintenance / refonte	CAPITAINERIE	50 000	PCA			0%		0%	2040	3	Linéaire	5	-	39 167	39 167	10 833
H1N02	Modification, extension, développement	CAPITAINERIE AMBONNE	150 000	PAM		10 000	7%		0%	2024	12	Linéaire	20	-	29 375	29 375	120 625
C1N03	Modification, extension, développement	BATIMENT ENTREE ZT	100 000	PCA		10 000	10%		0%	2026	8	Linéaire	20	-	24 583	24 583	75 417
C1N04	Modification, extension, développement	BATIMENT BASSIN 4 zone d'activités	275 000	PCA		10 000	4%		0%	2021	8	Linéaire	20	-	12 642	12 642	262 358
C2N03	Renouvellement	BATIMENT SIEGE	200 000	PCA		15 000	8%		0%	2023	12	Linéaire	20	-	16 667	16 667	183 333
C2N04	Maintenance / refonte	BATIMENTCENTRE NAUT.	200 000	PCA		10 000	5%		0%	2023	12	Linéaire	20	-	16 667	16 667	183 333
C2N05	Maintenance / refonte	BATIMENTS ATELIERS	80 000	PCA		-	8%		0%	2023	8	Linéaire	20	-	6 667	6 667	73 333
C3N18	Maintenance / refonte	PONTONS	460 000	PCA		40 000	9%		0%	2022	12	Linéaire	20	-	15 333	15 333	444 667
C3N19	Maintenance / refonte	PONTONS	860 000	PCA		-	0%		0%	2023	12	Linéaire	20	-	71 667	71 667	788 333
C3N20	Maintenance / refonte	PONTONS AMBONNE	70 000	PAM		10 000	14%		0%	2024	4	Linéaire	20	-	10 208	10 208	59 792
C3N21	Maintenance / refonte	PONTONS	80 000	MUTUALISE	FONCTION DE LA VETUSTE	5 000	6%		0%	2025	4	Linéaire	20	-	14 667	14 667	65 333
C3N22	Maintenance / refonte	PONTONS	80 000	MUTUALISE	FONCTION DE LA VETUSTE	5 000	6%		0%	2026	4	Linéaire	20	-	19 667	19 667	60 333
C3N23	Maintenance / refonte	PONTONS	80 000	MUTUALISE	FONCTION DE LA VETUSTE	5 000	6%		0%	2027	4	Linéaire	20	-	23 667	23 667	56 333
C3N24	Maintenance / refonte	PONTONS	80 000	MUTUALISE	FONCTION DE LA VETUSTE	5 000	6%		0%	2028	4	Linéaire	20	-	26 667	26 667	53 333
C3N25	Maintenance / refonte	PONTONS	80 000	MUTUALISE	FONCTION DE LA VETUSTE	5 000	6%		0%	2029	4	Linéaire	20	-	30 667	30 667	49 333
C3N26	Maintenance / refonte	PONTONS	80 000	MUTUALISE	FONCTION DE LA VETUSTE	5 000	6%		0%	2030	4	Linéaire	20	-	35 667	35 667	44 333
C3N27	Maintenance / refonte	PONTONS	80 000	MUTUALISE	FONCTION DE LA VETUSTE	5 000	6%		0%	2031	4	Linéaire	20	-	39 667	39 667	40 333
C3N28	Maintenance / refonte	PONTONS	80 000	MUTUALISE	FONCTION DE LA VETUSTE	5 000	6%		0%	2032	4	Linéaire	20	-	43 667	43 667	36 333
C3N29	Maintenance / refonte	PONTONS	80 000	MUTUALISE	FONCTION DE LA VETUSTE	5 000	6%		0%	2033	4	Linéaire	20	-	47 667	47 667	32 333
C3N30	Maintenance / refonte	PONTONS	80 000	MUTUALISE	FONCTION DE LA VETUSTE	5 000	6%		0%	2034	4	Linéaire	20	-	50 667	50 667	29 333
C3N31	Maintenance / refonte	PONTONS	80 000	MUTUALISE	FONCTION DE LA VETUSTE	5 000	6%		0%	2035	4	Linéaire	20	-	55 667	55 667	24 333
C3N32	Maintenance / refonte	PONTONS	80 000	MUTUALISE	FONCTION DE LA VETUSTE	5 000	6%		0%	2036	4	Linéaire	20	-	58 667	58 667	21 333
C3N33	Maintenance / refonte	PONTONS	80 000	MUTUALISE	FONCTION DE LA VETUSTE	5 000	6%		0%	2037	4	Linéaire	20	-	63 667	63 667	16 333
C3N34	Maintenance / refonte	PONTONS	80 000	MUTUALISE	FONCTION DE LA VETUSTE	5 000	6%		0%	2038	4	Linéaire	20	-	67 667	67 667	12 333
C3N35	Maintenance / refonte	PONTONS	80 000	MUTUALISE	FONCTION DE LA VETUSTE	5 000	6%		0%	2039	4	Linéaire	20	-	71 667	71 667	8 333
C3N36	Maintenance / refonte	PONTONS	80 000	MUTUALISE	FONCTION DE LA VETUSTE	5 000	6%		0%	2040	4	Linéaire	20	-	75 667	75 667	4 333
C3N37	Maintenance / refonte	PONTONS	80 000	MUTUALISE	FONCTION DE LA VETUSTE	5 000	6%		0%	2041	4	Linéaire	20	-	78 667	78 667	1 333
H1N03	Modification, extension, développement	PLAN D'EAU	101 730	PCA	bassin quai du golf		0%		0%	2023	48	Linéaire	20	-	23 837	23 837	77 893
H1N03bis	Modification, extension, développement	PLAN D'EAU	496 230	PAM	bassin port ambonne		0%		0%	2022	12	Linéaire	20	-	35 215	35 215	461 015
H1N03ter	Modification, extension, développement	PLAN D'EAU	641 011	PCA	BASSIN 4 PONTON 5		0%		0%	2023	6	Linéaire	20	-	53 464	53 464	587 547
H1N04	Modification, extension, développement	PORT CONNECTE	5 506 159	PCA	réseaux	100 000	2%	-	0%	2021	12	Linéaire	20	-	939 492	939 492	4 566 667
C2N03	Modification, extension, développement	GRUE 70 TONNES	600 000	PCA			0%		0%	2031	6	Linéaire	20	-	35 000	35 000	565 000
C2N04	Renouvellement	GRUE 16 TONNES	300 000	PCA			0%		0%	2026	6	Linéaire	20	-	70 000	70 000	230 000
C2N05	Renouvellement	GRUE 50 TONNES	400 000	PCA			0%		0%	2026	6	Linéaire	20	-	373 333	373 333	26 667
C2N06	Renouvellement	ZONE TECHNIQUE	1 820 000	PCA	REQUALIFICATION	50 000	3%		0%	2021	24	Linéaire	40	-	985 833	985 833	834 167
H1N06	Modification, extension, développement	ETOILE AMARRAGE	100 000	PCA			0%		0%	2021	4	Linéaire	20	-	8 333	8 333	91 667
C2N07	Renouvellement	PIEUX DUCS D ALBE	85 000	PCA	17 PIEUX	20 000	24%		0%	2021	6	Linéaire	30	-	29 540	29 540	55 460
C2N08	Renouvellement	PIEUX DUCS D ALBE	85 000	PCA	17 PIEUX		0%		0%	2022	6	Linéaire	30	-	32 372	32 372	52 628
C2N09	Renouvellement	PIEUX DUCS D ALBE	85 000	PCA	17 PIEUX		0%		0%	2023	6	Linéaire	30	-	35 204	35 204	49 796
C2N10	Renouvellement	PIEUX DUCS D ALBE	85 000	PCA	17 PIEUX		0%		0%	2024	6	Linéaire	30	-	35 912	35 912	49 088
C2N11	Renouvellement	PIEUX DUCS D ALBE	85 000	PCA	17 PIEUX		0%		0%	2025	6	Linéaire	30	-	38 744	38 744	46 256
C2N12	Renouvellement	PIEUX DUCS D ALBE	85 000	PCA	17 PIEUX		0%		0%	2026	6	Linéaire	30	-	41 576	41 576	43 424
C2N13	Renouvellement	PIEUX DUCS D ALBE	85 000	PCA	17 PIEUX		0%		0%	2027	6	Linéaire	30	-	44 408	44 408	40 592
C2N14	Renouvellement	PIEUX DUCS D ALBE	85 000	PCA	17 PIEUX		0%		0%	2028	6	Linéaire	30	-	47 240	47 240	37 760
C2N15	Renouvellement	PIEUX DUCS D ALBE	80 000	PCA	16 PIEUX		0%		0%	2029	6	Linéaire	30	-	47 810	47 810	32 190
C2N16	Renouvellement	PIEUX DUCS D ALBE	80 000	PCA	16 PIEUX		0%		0%	2030	6	Linéaire	30	-	49 808	49 808	30 192
C2N17	Renouvellement	PIEUX DUCS D ALBE	80 000	PCA	16 PIEUX		0%		0%	2031	6	Linéaire	30	-	52 472	52 472	27 528
H1N09	Modification, extension, développement	STATION CARBURANT	170 443	PCA	CAPACITE DOUBLEE		0%		0%	2021	3	Linéaire	20	-	60 630	60 630	109 813
C3N40	Renouvellement	CLOTURES ET PORTAILS	75 000	PCA			0%		0%	2023	3	Linéaire	20	-	16 531	16 531	58 469
C3N41	Renouvellement	CLOTURES ET PORTAILS	75 000	PCA	PALANGRIERS		0%		0%	2024	3	Linéaire	20	-	20 283	20 283	54 717
C3N42	Renouvellement	CLOTURES ET PORTAILS	33 989	CN			0%		0%	2025	3	Linéaire	20	-	9 680	9 680	24 309
H1N10	Modification, extension, développement	EMBARCATION SURVEILLANCE	45 000	PCA	SECURITE		0%		0%	2021		Linéaire	20	-	977	977	44 023
C2N19	Renouvellement	EMBARCATION REMORQUAGE	130 000	MUTUALISE	REMORQUAGE BOSCO CN		0%		0%	2038		Linéaire	15	-	101 120	101 120	28 880
C2N20	Renouvellement	CAMIONS	120 000	MUTUALISE	CAMION + POUBELLE		0%		0%	2022		Linéaire	20	-	-	-	120 000
C2N21	Renouvellement	CAMION	50 000	MUTUALISE	CAMION GRUE		0%		0%	2025		Linéaire	20	-	10 417	10 417	39 583
C2N22	Renouvellement	CAMIONS	140 000	MUTUALISE	CAMION NACELLE+POUBELLE		0%		0%	2027		Linéaire	20	-	46 667	46 667	93 333
C2N23	Renouvellement	VL SECURITE + PORTS	40 000	PCA			0%		0%	2021		Linéaire	10	-	1 333	1 333	38 667
C2N24	Renouvellement	VL SECURITE + PORTS	50 000	PCA			0%		0%	2023		Linéaire	10	-	6 667	6 667	43 333
C2N25	Renouvellement	ELEVATEUR	40 000	PCA			0%		0%	2025		Linéaire	16	-	8 833	8 833	31 167
C2N26	Renouvellement	MANITOU	100 000	PCA	ZT		0%		0%	2031		Linéaire	20	-	79 833	79 833	20 167
C2N27	Renouvellement	BALAYEUSE	70 000	MUTUALISE			0%		0%	2031		Linéaire	15	-	21 805	21 805	48 195
C2N28	Renouvellement	AUTOLAVEUSE	30 000	PCA			0%		0%	2036		Linéaire	10	-	19 833	19 833	10 167
H1N11	Modification, extension, développement	3 UTILITAIRES ATELIERS	90 000	MUTUALISE			0%		0%	2021		Linéaire	10	-	12 000	12 000	78 000
C2N29	Renouvellement	CAMIONNETTE PLOMBIER ELECTRICIENS	50 000	MUTUALISE			0%		0%	2033		Linéaire	10	-	8 333	8 333	41 667
HIN12	Modification, extension, développement	SIGNALETIQUE	28 360	MUTUALISE			0%		0%	2021		Linéaire	10	-	-	-	28 360
C2N30	Modification, extension, développement	SIGNALETIQUE	28 360	MUTUALISE			0%		0%	2031		Linéaire	10	-	1 182	1 182	27 178
H1N13	Modification, extension, développement	QUALITE CERTIFICATION	70 000	PCA		10 000	14%	-	0%	2022	60	Linéaire	10	-	2 333	2 333	67 667
H1N14	MOdification, extension, développement	ECOLOGIE	250 000	MUTUALISE	BIOHUTTES ETC	20 000	8%		0%	2022	60	Linéaire	20	-	8 333	8 333	241 667

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT

Programme pluriannuel d'investissement

EUROS constants base mois de remise de l'offre

Numérotation des investissements (voir onglet Nomenclature)	Nature de l'investissement	Objet de l'investissement	Montant de l'investissement dont étude et maîtrise d'œuvre (EUROS HT constants)	Affectation : - Port du Cap d'Agde - Port d'Ambonne - Centre Nautique - Mutualisé	Affectation : précisions / justifications si "Mutualisé"	Montant des études et de la maîtrise d'œuvre (EUROS HT constant)	Taux d'études et maîtrise d'œuvre (%)	Montant des subventions d'équipement (EUROS HT constants)	Taux de subvention d'équipement (%)	Année de démarrage et début d'amortissement	Durée de réalisation (mois)	Mode d'amortissement	Durée d'amortissement	Montant des subventions non amortiées en fin de contrat (EUROS HT constants)	VNC de fin de contrat (EUROS HT constants) brute	VNC de fin de contrat (EUROS HT constants) nette de subventions (avec renvoi aux cellules des colonnes O et P)	total amortissements
H1N15	Modification, extension, développement	EMBARCATIONS	50 000	CN	BATEAUX MOTEURS ET VOILES	-	0%		0%	2021	6	Linéaire	10	-	1 667	1 667	48 333
H1N16	Renouvellement	EMBARCATIONS	109 600	CN	BATEAUX MOTEURS ET VOILES	-	0%		0%	2022	6	Linéaire	10	-	3 653	3 653	105 947
H1N17	Renouvellement	EMBARCATIONS	40 100	CN	BATEAUX, MOTEURS ET VOILES	-	0%		0%	2023	6	Linéaire	10	-	-	-	40 100
H1N18	Renouvellement	EMBARCATIONS	86 500	CN	BATEAUX, MOTEURS ET VOILES	-	0%		0%	2024	6	Linéaire	10	-	-	-	86 500
H1N19	Renouvellement	EMBARCATIONS	159 100	CN	BATEAUX, MOTEURS ET VOILES	-	0%		0%	2025	6	Linéaire	10	-	-	-	159 100
H1N20	Renouvellement	EMBARCATIONS	56 900	CN	BATEAUX, MOTEURS ET VOILES	-	0%		0%	2026	6	Linéaire	10	-	-	-	56 900
H1N21	Renouvellement	EMBARCATIONS	91 900	CN	BATEAUX, MOTEURS ET VOILES	-	0%		0%	2027	6	Linéaire	10	-	-	-	91 900
H1N22	Renouvellement	EMBARCATIONS	112 900	CN	BATEAUX, MOTEURS ET VOILES	-	0%		0%	2028	6	Linéaire	10	-	-	-	112 900
H1N23	Renouvellement	EMBARCATIONS	32 950	CN	BATEAUX, MOTEURS ET VOILES	-	0%		0%	2029	6	Linéaire	10	-	-	-	32 950
H1N24	Renouvellement	EMBARCATIONS	125 100	CN	BATEAUX, MOTEURS ET VOILES	-	0%		0%	2031	6	Linéaire	10	-	-	-	125 100
H1N25	Renouvellement	EMBARCATIONS	103 650	CN	BATEAUX, MOTEURS ET VOILES	-	0%		0%	2033	6	Linéaire	10	-	-	-	103 650
H1N26	Renouvellement	EMBARCATIONS	48 850	CN	BATEAUX, MOTEURS ET VOILES	-	0%		0%	2035	6	Linéaire	10	-	2 045	2 045	46 805
H1N27	Renouvellement	EMBARCATIONS	61 700	CN	BATEAUX, MOTEURS ET VOILES	-	0%		0%	2036	6	Linéaire	10	-	2 590	2 590	59 110
H1N28	Renouvellement	EMBARCATIONS	100 800	CN	BATEAUX, MOTEURS ET VOILES	-	0%		0%	2037	6	Linéaire	10	-	26 880	26 880	73 920
H1N29	Renouvellement	EMBARCATIONS	54 900	CN	BATEAUX, MOTEURS ET VOILES	-	0%		0%	2038	6	Linéaire	10	-	20 143	20 143	34 757
H1N30	Renouvellement	EMBARCATIONS	68 350	CN	BATEAUX, MOTEURS ET VOILES	-	0%		0%	2039	6	Linéaire	10	-	31 913	31 913	36 437
H1N31	Renouvellement	EMBARCATIONS	107 200	CN	BATEAUX, MOTEURS ET VOILES	-	0%		0%	2040	6	Linéaire	10	-	60 747	60 747	46 453
			21 956 782			500 000									5 444 612	5 444 612	16 512 170

GER - Montant EUROS HT	Provisions constituées sur l'exercice	Dépenses GER sur l'exercice	Solde compte de GER (fin d'exercice)
2021	335 000	335 000	-
2022	335 000	335 000	-
2023	335 000	335 000	-
2024	335 000	335 000	-
2025	335 000	335 000	-
2026	335 000	335 000	-
2027	335 000	335 000	-
2028	335 000	335 000	-
2029	335 000	335 000	-
2030	335 000	335 000	-
2031	335 000	335 000	-
2032	335 000	335 000	-
2033	335 000	335 000	-
2034	335 000	335 000	-
2035	335 000	335 000	-
2036	335 000	335 000	-
2037	335 000	335 000	-
2038	335 000	335 000	-
2039	335 000	335 000	-
2040	335 000	335 000	-
2041	335 000	335 000	-

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT CHIFFRE

Echéancier trimestriel des décaissements d'investissements

Numérotation des investissements tel que renseigné à l'onglet PPI - colonne A		Montant	Date début d'amortissement			01/01/2021 31/03/2021	01/04/2021 30/06/2021	01/07/2021 30/09/2021	01/10/2021 31/12/2021
		1 800 000	**2021**						
C2N01	ESTACADE ACCUEIL SUD	**650 000**	**2022**						
C2N02	ESTACADE ACCUEIL OUEST	**650 000**	**2024**						
C1N01	SANITAIRES PHENICIENS	**200 000**	**2022**						
C1N02	SANITAIRES PHENICIENS	**50 000**	**2035**						
H1N01	SANITAIRES MOBYDECK	**200 000**	**2022**						
C3N01	SANITAIRES MOBYDECK	**50 000**	**2032**						
C3N02	SANITAIRES 3	**35 000**	**2023**						
C3N03	SANITAIRES 3	**35 000**	**2033**						
C3N04	SANITAIRES 4	**35 000**	**2024**						
C3N05	SANITAIRES 4	**35 000**	**2034**						
C3N06	SANITAIRES 5	**35 000**	**2025**						
C3N07	SANITAIRES 5	**35 000**	**2035**						
C3N08	SANITAIRES 6	**35 000**	**2026**						
C3N09	SANITAIRES 6	**35 000**	**2036**						
C3N10	SANITAIRES 7	**35 000**	**2027**						
C3N11	SANITAIRES 7	**35 000**	**2037**						
C3N12	SANITAIRES 8	**35 000**	**2028**						
C3N13	SANITAIRES 8	**35 000**	**2038**						
C3N14	CAPITAINERIE	**50 000**	**2025**						
C3N15	CAPITAINERIE	**50 000**	**2030**						
C3N16	CAPITAINERIE	**50 000**	**2035**						
C3N17	CAPITAINERIE	**50 000**	**2040**						
H1N02	CAPITAINERIE AMBONNE	**150 000**	**2025**						
C1N03	BATIMENT ENTREE ZT	**100 000**	**2026**						
C1N04	ATIMENT BASSIN 4 zone d'activités	**275 000**	**2022**						
C2N03	BATIMENT SIEGE	**200 000**	**2023**						
C2N04	BATIMENTCENTRE NAUT.	**200 000**	**2023**						
C2N05	BATIMENTS ATELIERS	**80 000**	**2023**						
C3N18	PONTONS	**460 000**	**2022**						
C3N19	PONTONS	**860 000**	**2023**						
C3N20	PONTONS AMBONNE	**70 000**	**2024**						
C3N21	PONTONS	**80 000**	**2025**						
C3N22	PONTONS	**80 000**	**2026**						
C3N23	PONTONS	**80 000**	**2027**						
C3N24	PONTONS	**80 000**	**2028**						
C3N25	PONTONS	**80 000**	**2029**						
C3N26	PONTONS	**80 000**	**2030**						
C3N27	PONTONS	**80 000**	**2031**						
C3N28	PONTONS	**80 000**	**2032**						
C3N29	PONTONS	**80 000**	**2033**						
C3N30	PONTONS	**80 000**	**2034**						
C3N31	PONTONS	**80 000**	**2035**						
C3N32	PONTONS	**80 000**	**2036**						

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

C3N33	PONTONS	**80 000**	**2037**						
C3N34	PONTONS	**80 000**	**2038**						
C3N35	PONTONS	**80 000**	**2039**						
C3N36	PONTONS	**80 000**	**2040**						
C3N37	PONTONS	**80 000**	**2041**						
H1N03	PLAN D'EAU	**101 730**	**2026**						
	PLAN D'EAU	**496 230**	**2022**						
	PLAN D'EAU	**641 011**	**2023**						
H1N04	PORT CONNECTE	**5 506 159**	**2023**						
C2N03	GRUE 70 TONNES	**600 000**	**2031**						
C2N04	GRUE 16 TONNES	**300 000**	**2035**						
C2N05	GRUE 50 TONNES	**400 000**	**2039**						
C2N06	ZONE TECHNIQUE	**1 820 000**	**2023**						
H1N06	ETOILE AMARRAGE	**100 000**	**2023**						100 000
C2N07	PIEUX DUCS D ALBE	**85 000**	**2021**						
C2N08	PIEUX DUCS D ALBE	**85 000**	**2022**						
C2N09	PIEUX DUCS D ALBE	**85 000**	**2023**						
C2N10	PIEUX DUCS D ALBE	**85 000**	**2024**						
C2N11	PIEUX DUCS D ALBE	**85 000**	**2025**						
C2N12	PIEUX DUCS D ALBE	**85 000**	**2026**						
C2N13	PIEUX DUCS D ALBE	**85 000**	**2027**						
C2N14	PIEUX DUCS D ALBE	**85 000**	**2028**						
C2N15	PIEUX DUCS D ALBE	**80 000**	**2029**						
C2N16	PIEUX DUCS D ALBE	**80 000**	**2030**						
C2N17	PIEUX DUCS D ALBE	**80 000**	**2031**						
H1N09	STATION CARBURANT	**170 443**	**2022**				170 443		
C3N40	CLOTURES ET PORTAILS	**75 000**	**2025**						
C3N41	CLOTURES ET PORTAILS	**75 000**	**2026**						
C3N42	CLOTURES ET PORTAILS	**33 989**	**2027**						
H1N10	EMBARCATION SURVEILLANCE	**45 000**	**2021**				45 000		
C2N19	EMBARCATION REMORQUAGE	**130 000**	**2038**						
C2N20	CAMIONS	**120 000**	**2023**						
C2N21	CAMION	**50 000**	**2032**						
C2N22	CAMIONS	**140 000**	**2028**						
C2N23	VL SECURITE + PORTS	**40 000**	**2022**				40 000		
C2N24	VL SECURITE + PORTS	**50 000**	**2024**						
C2N25	ELEVATEUR	**40 000**	**2025**						
C2N26	MANITOU	**100 000**	**2031**						
C2N27	BALAYEUSE	**70 000**	**2031**						
C2N28	AUTOLAVEUSE	**30 000**	**2036**						
H1N11	3 UTILITAIRES ATELIERS	**90 000**	**2021**						90 000
C2N29	ONNETTE PLOMBIER ELECTRICIENS	**50 000**	**2023**						
HIN12	SIGNALETIQUE	**28 360**	**2021**				28 360		
C2N30	SIGNALETIQUE	**28 360**	**2031**						
H1N13	QUALITE CERTIFICATION	**70 000**	**2022**						
H1N14	ECOLOGIE	**250 000**	**2025**						
H1N15	EMBARCATIONS	**50 000**	**2027**				50 000		

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

H1N16	EMBARCATIONS	109 600	2021						
H1N17	EMBARCATIONS	40 100	2022						
H1N18	EMBARCATIONS	86 500	2024						
H1N19	EMBARCATIONS	159 100	2025						
H1N20	EMBARCATIONS	56 900	2026						
H1N21	EMBARCATIONS	91 900	2027						
H1N22	EMBARCATIONS	112 900	2028						
H1N23	EMBARCATIONS	32 950	2029						
H1N24	EMBARCATIONS	125 100	2030						
H1N25	EMBARCATIONS	103 650	2031						
H1N26	EMBARCATIONS	48 850	2032						
H1N27	EMBARCATIONS	61 700	2033						
H1N28	EMBARCATIONS	100 800	2034						
H1N29	EMBARCATIONS	54 900	2035						
H1N30	EMBARCATIONS	68 350	2036						
H1N31	EMBARCATIONS	107 200	2037						
Montant total		**20 156 782**				**0**	**333 803**	**0**	**190 000**
Montant annuel									523 803

Suivi trimestriel des dotations aux amortissements

Numérotation des investissements tel que renseigné à l'onglet PPI - colonne A	**Durée**	**Montant**	**Date début d'amortissement**	**Total amortissement**	**VNC**	01/01/2021 31/03/2021	01/04/2021 30/06/2021	01/07/2021 30/09/2021	01/10/2021 31/12/2021
	20 ans	**1 800 000**	**2021**	**1 800 000**	**0**		15 000	22 500	22 500
C2N01	40 ans	**650 000**	**2022**	**310 104**	**339 896**				
C2N02	40 ans	**650 000**	**2024**	**281 701**	**368 299**				
C1N01	12 ans	**200 000**	**2022**	**200 000**	**0**				4 167
C1N02	12 ans	**50 000**	**2035**	**26 372**	**23 628**				
H1N01	10 ans	**200 000**	**2022**	**200 000**	**0**				
C3N01	10 ans	**50 000**	**2032**	**44 167**	**5 833**				
C3N02	10 ans	**35 000**	**2023**	**35 000**	**0**				
C3N03	10 ans	**35 000**	**2033**	**27 417**	**7 583**				
C3N04	10 ans	**35 000**	**2024**	**35 000**	**0**				
C3N05	10 ans	**35 000**	**2034**	**24 792**	**10 208**				
C3N06	10 ans	**35 000**	**2025**	**35 000**	**0**				
C3N07	10 ans	**35 000**	**2035**	**21 292**	**13 708**				
C3N08	10 ans	**35 000**	**2026**	**35 000**	**0**				
C3N09	10 ans	**35 000**	**2036**	**17 792**	**17 208**				
C3N10	10 ans	**35 000**	**2027**	**35 000**	**0**				
C3N11	10 ans	**35 000**	**2037**	**14 292**	**20 708**				
C3N12	10 ans	**35 000**	**2028**	**35 000**	**0**				
C3N13	10 ans	**35 000**	**2038**	**10 792**	**24 208**				
C3N14	5 ans	**50 000**	**2025**	**50 000**	**0**				
C3N15	5 ans	**50 000**	**2030**	**50 000**	**0**				
C3N16	5 ans	**50 000**	**2035**	**50 000**	**0**				
C3N17	5 ans	**50 000**	**2040**	**10 833**	**39 167**				
H1N02	20 ans	**150 000**	**2025**	**120 625**	**29 375**				
C1N03	20 ans	**100 000**	**2026**	**75 417**	**24 583**				

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

C1N04	20 ans	**275 000**	**2022**	**262 358**	**12 642**				
C2N03	20 ans	**200 000**	**2023**	**183 333**	**16 667**				
C2N04	20 ans	**200 000**	**2023**	**183 333**	**16 667**				
C2N05	20 ans	**80 000**	**2023**	**73 333**	**6 667**				
C3N18	20 ans	**460 000**	**2022**	**444 667**	**15 333**				
C3N19	20 ans	**860 000**	**2023**	**788 333**	**71 667**				
C3N20	20 ans	**70 000**	**2024**	**59 792**	**10 208**				
C3N21	20 ans	**80 000**	**2025**	**65 333**	**14 667**				
C3N22	20 ans	**80 000**	**2026**	**60 333**	**19 667**				
C3N23	20 ans	**80 000**	**2027**	**56 333**	**23 667**				
C3N24	20 ans	**80 000**	**2028**	**53 333**	**26 667**				
C3N25	20 ans	**80 000**	**2029**	**49 333**	**30 667**				
C3N26	20 ans	**80 000**	**2030**	**44 333**	**35 667**				
C3N27	20 ans	**80 000**	**2031**	**40 333**	**39 667**				
C3N28	20 ans	**80 000**	**2032**	**36 333**	**43 667**				
C3N29	20 ans	**80 000**	**2033**	**32 333**	**47 667**				
C3N30	20 ans	**80 000**	**2034**	**29 333**	**50 667**				
C3N31	20 ans	**80 000**	**2035**	**24 333**	**55 667**				
C3N32	20 ans	**80 000**	**2036**	**21 333**	**58 667**				
C3N33	20 ans	**80 000**	**2037**	**16 333**	**63 667**				
C3N34	20 ans	**80 000**	**2038**	**12 333**	**67 667**				
C3N35	20 ans	**80 000**	**2039**	**8 333**	**71 667**				
C3N36	20 ans	**80 000**	**2040**	**4 333**	**75 667**				
C3N37	20 ans	**80 000**	**2041**	**1 333**	**78 667**				
H1N03	20 ans	**101 730**	**2026**	**77 893**	**23 837**				
H1N03bis	20 ans	**496 230**	**2022**	**461 015**	**35 215**				
H1N03ter	20 ans	**641 011**	**2023**	**587 547**	**53 464**				
H1N04	20 ans	**5 506 159**	**2023**	**4 566 667**	**939 492**				
C2N03	20 ans	**600 000**	**2031**	**565 000**	**35 000**				
C2N04	20 ans	**300 000**	**2035**	**230 000**	**70 000**				
C2N05	20 ans	**400 000**	**2039**	**26 667**	**373 333**				
C2N06	40 ans	**1 820 000**	**2023**	**834 167**	**985 833**				
H1N06	20 ans	**100 000**	**2023**	**91 667**	**8 333**				
C2N07	30 ans	**85 000**	**2021**	**55 460**	**29 540**				708
C2N08	30 ans	**85 000**	**2022**	**52 628**	**32 372**				
C2N09	30 ans	**85 000**	**2023**	**49 796**	**35 204**				
C2N10	30 ans	**85 000**	**2024**	**49 088**	**35 912**				
C2N11	30 ans	**85 000**	**2025**	**46 256**	**38 744**				
C2N12	30 ans	**85 000**	**2026**	**43 424**	**41 576**				
C2N13	30 ans	**85 000**	**2027**	**40 592**	**44 408**				
C2N14	30 ans	**85 000**	**2028**	**37 760**	**47 240**				
C2N15	30 ans	**80 000**	**2029**	**32 190**	**47 810**				
C2N16	30 ans	**80 000**	**2030**	**30 192**	**49 808**				
C2N17	30 ans	**80 000**	**2031**	**27 528**	**52 472**				
H1N09	30 ans	**170 443**	**2022**	**109 813**	**60 630**				
C3N40	20 ans	**75 000**	**2025**	**58 469**	**16 531**				
C3N41	20 ans	**75 000**	**2026**	**54 717**	**20 283**				

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

C3N42	20 ans	**33 989**	**2027**	**24 309**	**9 680**				
H1N10	20 ans	**45 000**	**2021**	**44 023**	**977**				
C2N19	15 ans	**130 000**	**2038**	**28 880**	**101 120**				
C2N20	15 ans	**120 000**	**2023**	**120 000**	**0**				
C2N21	20 ans	**50 000**	**2032**	**39 583**	**10 417**				
C2N22	20 ans	**140 000**	**2028**	**93 333**	**46 667**				
C2N23	20 ans	**40 000**	**2022**	**38 667**	**1 333**				
C2N24	20 ans	**50 000**	**2024**	**43 333**	**6 667**				
C2N25	20 ans	**40 000**	**2025**	**31 167**	**8 833**				
C2N26	20 ans	**100 000**	**2031**	**20 167**	**79 833**				
C2N27	15 ans	**70 000**	**2031**	**48 195**	**21 805**				
C2N28	15 ans	**30 000**	**2036**	**10 167**	**19 833**				
H1N11	10 ans	**90 000**	**2021**	**78 000**	**12 000**				1 500
C2N29	10 ans	**50 000**	**2023**	**41 667**	**8 333**				
HIN12	10 ans	**28 360**	**2021**	**28 360**	**0**				709
C2N30	10 ans	**28 360**	**2031**	**27 178**	**1 182**				
H1N13	20 ans	**70 000**	**2022**	**67 667**	**2 333**				
H1N14	20 ans	**250 000**	**2025**	**241 667**	**8 333**				
H1N15	20 ans	**50 000**	**2027**	**48 333**	**1 667**				
H1N16	20 ans	**109 600**	**2021**	**105 947**	**3 653**				
H1N17	10 ans	**40 100**	**2022**	**40 100**	**0**				
H1N18	10 ans	**86 500**	**2024**	**86 500**	**0**				
H1N19	10 ans	**159 100**	**2025**	**159 100**	**0**				
H1N20	10 ans	**56 900**	**2026**	**56 900**	**0**				
H1N21	10 ans	**91 900**	**2027**	**91 900**	**0**				
H1N22	10 ans	**112 900**	**2028**	**112 900**	**0**				
H1N23	10 ans	**32 950**	**2029**	**32 950**	**0**				
H1N24	10 ans	**125 100**	**2030**	**125 100**	**0**				
H1N25	10 ans	**103 650**	**2031**	**103 650**	**0**				
H1N26	10 ans	**48 850**	**2032**	**46 805**	**2 045**				
H1N27	10 ans	**61 700**	**2033**	**59 110**	**2 590**				
H1N28	10 ans	**100 800**	**2034**	**73 920**	**26 880**				
H1N29	10 ans	**54 900**	**2035**	**34 757**	**20 143**				
H1N30	10 ans	**68 350**	**2036**	**36 437**	**31 913**				
H1N31	10 ans	**107 200**	**2037**	**46 453**	**60 747**				
Montant total		**20 156 782**		**14 712 170**	**5 444 612**	**0**	**15 000**	**22 500**	**30 146**
Montant annuel									67 646

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT CHIFFRE

Echéancier trimestriel des décaisse												
Numérotation des investissements tel que renseigné à l'onglet PPI - colonne A	01/01/2022 31/03/2022	01/04/2022 30/06/2022	01/07/2022 30/09/2022	01/10/2022 31/12/2022	01/01/2023 31/03/2023	01/04/2023 30/06/2023	01/07/2023 30/09/2023	01/10/2023 31/12/2023	01/01/2024 31/03/2024	01/04/2024 30/06/2024	01/07/2024 30/09/2024	01/10/2024 31/12/2024
C2N01				650 000								
C2N02												650 000
C1N01				200 000								
C1N02												
H1N01				200 000								
C3N01												
C3N02						35 000						
C3N03												
C3N04										35 000		
C3N05												
C3N06												
C3N07												
C3N08												
C3N09												
C3N10												
C3N11												
C3N12												
C3N13												
C3N14												
C3N15												
C3N16												
C3N17												
H1N02												
C1N03												
C1N04		257 000										
C2N03								200 000				
C2N04								200 000				
C2N05						80 000						
C3N18				460 000								
C3N19								860 000				
C3N20												70 000
C3N21												
C3N22												
C3N23												
C3N24												
C3N25												
C3N26												
C3N27												
C3N28												
C3N29												
C3N30												
C3N31												
C3N32												

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

C3N33												
C3N34												
C3N35												
C3N36												
C3N37												
H1N03												
H1N04				1 000 000				1 500 000				
C2N03		600 000										
C2N04												
C2N05												
C2N06					320 000	500 000	500 000	500 000				
H1N06												
C2N07			85 000									
C2N08					85 000							
C2N09									85 000			
C2N10												
C2N11												
C2N12												
C2N13												
C2N14												
C2N15												
C2N16												
C2N17												
H1N09												
C3N40						75 000						
C3N41										75 000		
C3N42												
H1N10												
C2N19												
C2N20	120 000											
C2N21												
C2N22												
C2N23												
C2N24					50 000							
C2N25												
C2N26												
C2N27												
C2N28												
H1N11												
C2N29												
HIN12												
C2N30												
H1N13	70 000											
H1N14	3 246	3 246	3 246	3 246	3 246	3 246	3 246	3 246	3 246	3 246	3 246	3 246
H1N15												

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

H1N16	109 600											
H1N17					40 100							
H1N18									86 500			
H1N19												
H1N20												
H1N21												
H1N22												
H1N23												
H1N24												
H1N25												
H1N26												
H1N27												
H1N28												
H1N29												
H1N30												
H1N31												
Montant total	**302 846**	**860 246**	**88 246**	**2 513 246**	**498 346**	**693 246**	**503 246**	**3 263 246**	**174 746**	**113 246**	**3 246**	**723 246**
Montant annuel				3 764 584				4 958 084				1 014 484

Suivi trimestriel des dotations aux a												
Numérotation des investissements tel	01/01/2022	01/04/2022	01/07/2022	01/10/2022	01/01/2023	01/04/2023	01/07/2023	01/10/2023	01/01/2024	01/04/2024	01/07/2024	01/10/2024
que renseigné à l'onglet PPI - colonne A	31/03/2022	30/06/2022	30/09/2022	31/12/2022	31/03/2023	30/06/2023	30/09/2023	31/12/2023	31/03/2024	30/06/2024	30/09/2024	31/12/2024
	22 500	22 500	22 500	22 500	22 500	22 500	22 500	22 500	22 500	22 500	22 500	22 500
C2N01		4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063
C2N02									4 063	4 063	4 063	4 063
C1N01	4 167	4 167	4 167	4 167	4 167	4 167	4 167	4 167	4 167	4 167	4 167	4 167
C1N02												
H1N01		5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
C3N01							0	0	0	0	0	0
C3N02							875	875	875	875	875	875
C3N03										0	0	0
C3N04										875	875	875
C3N05												
C3N06												
C3N07												
C3N08												
C3N09												
C3N10												
C3N11												
C3N12												
C3N13												
C3N14												
C3N15												
C3N16												
C3N17												
H1N02												
C1N03												

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

C1N04		3 437	3 437	3 437	3 437	3 437	3 437	3 437	3 437	3 437	3 437	3 437
C2N03					2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500
C2N04					2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500
C2N05					1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
C3N18	5 750	5 750	5 750	5 750	5 750	5 750	5 750	5 750	5 750	5 750	5 750	5 750
C3N19					10 750	10 750	10 750	10 750	10 750	10 750	10 750	10 750
C3N20										875	875	875
C3N21												
C3N22												
C3N23												
C3N24												
C3N25												
C3N26												
C3N27												
C3N28												
C3N29												
C3N30												
C3N31												
C3N32												
C3N33												
C3N34												
C3N35												
C3N36												
C3N37												
H1N03												
H1N03bis				6 202	6 202	6 202	6 202	6 202	6 202	6 202	6 202	6 202
H1N03ter					8 012	8 012	8 012	8 012	8 012	8 012	8 012	8 012
H1N04				12 500	12 500	12 500	12 500	12 500	31 250	31 250	31 250	31 250
C2N03			7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500
C2N04												
C2N05												
C2N06					11 375	11 375	11 375	11 375	11 375	11 375	11 375	11 375
H1N06					1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250
C2N07	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708
C2N08				708	708	708	708	708	708	708	708	708
C2N09								708	708	708	708	708
C2N10									708	708	708	708
C2N11												
C2N12												
C2N13												
C2N14												
C2N15												
C2N16												
C2N17												
H1N09	1 420	1 420	1 420	1 420	1 420	1 420	1 420	1 420	1 420	1 420	1 420	1 420
C3N40												
C3N41												

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT CHIFFRE

C3N42												
H1N10	562	562	562	562	562	562	562	562	562			
C2N19												
C2N20							2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000
C2N21												
C2N22												
C2N23	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500
C2N24									625	625	625	625
C2N25												
C2N26												
C2N27												
C2N28												
H1N11	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500
C2N29												
HIN12	709	709	709	709	709	709	709	709	709	709	709	709
C2N30												
H1N13	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875
H1N14	3 125	3 125	3 125	3 125	3 125	3 125	3 125	3 125	3 125	3 125	3 125	3 125
H1N15	625	625	625	625	625	625	625	625	625	625	625	625
H1N16	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370
H1N17					1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
H1N18									2 162	2 162	2 162	2 162
H1N19												
H1N20												
H1N21												
H1N22												
H1N23												
H1N24												
H1N25												
H1N26												
H1N27												
H1N28												
H1N29												
H1N30												
H1N31												
Montant total	**43 811**	**56 310**	**63 810**	**83 220**	**121 607**	**121 607**	**124 482**	**125 190**	**151 498**	**153 248**	**153 248**	**153 248**
Montant annuel				247 151				492 887				611 243

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT CHIFFRE

Echéancier trimestriel des décaisse												
Numérotation des investissements tel que renseigné à l'onglet PPI - colonne A	01/01/2025 31/03/2025	01/04/2025 30/06/2025	01/07/2025 30/09/2025	01/10/2025 31/12/2025	01/01/2026 31/03/2026	01/04/2026 30/06/2026	01/07/2026 30/09/2026	01/10/2026 31/12/2026	01/01/2027 31/03/2027	01/04/2027 30/06/2027	01/07/2027 30/09/2027	01/10/2027 31/12/2027
C2N01												
C2N02												
C1N01												
C1N02												
H1N01												
C3N01												
C3N02												
C3N03												
C3N04												
C3N05												
C3N06		35 000										
C3N07												
C3N08						35 000						
C3N09												
C3N10										35 000		
C3N11												
C3N12												
C3N13												
C3N14				50 000								
C3N15												
C3N16												
C3N17												
H1N02		150 000										
C1N03								100 000				
C1N04												
C2N03												
C2N04												
C2N05												
C3N18												
C3N19												
C3N20												
C3N21				80 000								
C3N22								80 000				
C3N23												80 000
C3N24												
C3N25												
C3N26												
C3N27												
C3N28												
C3N29												
C3N30												
C3N31												
C3N32												

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

C3N33												
C3N34												
C3N35												
C3N36												
C3N37												
H1N03						101 730						
H1N04	1 500 000				1 500 159							
C2N03												
C2N04				300 000								
C2N05								400 000				
C2N06												
H1N06												
C2N07												
C2N08												
C2N09												
C2N10	85 000											
C2N11					85 000							
C2N12									85 000			
C2N13												
C2N14												
C2N15												
C2N16												
C2N17												
H1N09												
C3N40												
C3N41												
C3N42		33 989										
H1N10												
C2N19												
C2N20												
C2N21	50 000											
C2N22									140 000			
C2N23												
C2N24												
C2N25	40 000											
C2N26												
C2N27												
C2N28												
H1N11												
C2N29												
HIN12												
C2N30												
H1N13												
H1N14	3 246	3 246	3 246	3 246	3 246	3 246	3 246	3 246	3 246	3 246	3 246	3 246
H1N15												

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

H1N16												
H1N17												
H1N18												
H1N19	159 100											
H1N20					56 900							
H1N21									91 900			
H1N22												
H1N23												
H1N24												
H1N25												
H1N26												
H1N27												
H1N28												
H1N29												
H1N30												
H1N31												
Montant total	**1 837 346**	**222 235**	**3 246**	**433 246**	**1 645 305**	**139 976**	**3 246**	**583 246**	**320 146**	**38 246**	**3 246**	**83 246**
Montant annuel				2 496 073				2 371 773				444 884

Suivi trimestriel des dotations aux a												
Numérotation des investissements tel	01/01/2025	01/04/2025	01/07/2025	01/10/2025	01/01/2026	01/04/2026	01/07/2026	01/10/2026	01/01/2027	01/04/2027	01/07/2027	01/10/2027
que renseigné à l'onglet PPI - colonne A	31/03/2025	30/06/2025	30/09/2025	31/12/2025	31/03/2026	30/06/2026	30/09/2026	31/12/2026	31/03/2027	30/06/2027	30/09/2027	31/12/2027
	22 500	22 500	22 500	22 500	22 500	22 500	22 500	22 500	22 500	22 500	22 500	22 500
C2N01	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063
C2N02	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063
C1N01	4 167	4 167	4 167	4 167	4 167	4 167	4 167	4 167	4 167	4 167	4 167	4 167
C1N02								0	0	0	0	0
H1N01	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
C3N01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
C3N02	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875
C3N03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
C3N04	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875
C3N05		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
C3N06		875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875
C3N07						0	0	0	0	0	0	0
C3N08						875	875	875	875	875	875	875
C3N09												
C3N10										875	875	875
C3N11												
C3N12												
C3N13												
C3N14		2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500
C3N15												
C3N16												
C3N17												
H1N02		1 875	1 875	1 875	1 875	1 875	1 875	1 875	1 875	1 875	1 875	1 875
C1N03						1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

C1N04	3 437	3 437	3 437	3 437	3 437	3 437	3 437	3 437	3 437	3 437	3 437	3 437
C2N03	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500
C2N04	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500
C2N05	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
C3N18	5 750	5 750	5 750	5 750	5 750	5 750	5 750	5 750	5 750	5 750	5 750	5 750
C3N19	10 750	10 750	10 750	10 750	10 750	10 750	10 750	10 750	10 750	10 750	10 750	10 750
C3N20	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875
C3N21	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
C3N22						1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
C3N23										1 000	1 000	1 000
C3N24												
C3N25												
C3N26												
C3N27												
C3N28												
C3N29												
C3N30												
C3N31												
C3N32												
C3N33												
C3N34												
C3N35												
C3N36												
C3N37												
H1N03					1 270	1 270	1 270	1 270	1 270	1 270	1 270	1 270
H1N03bis	6 202	6 202	6 202	6 202	6 202	6 202	6 202	6 202	6 202	6 202	6 202	6 202
H1N03ter	8 012	8 012	8 012	8 012	8 012	8 012	8 012	8 012	8 012	8 012	8 012	8 012
H1N04	31 250	50 000	50 000	50 000	50 000	68 750	68 750	68 750	68 750	68 750	68 750	68 750
C2N03	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500
C2N04					3 750	3 750	3 750	3 750	3 750	3 750	3 750	3 750
C2N05												
C2N06	11 375	11 375	11 375	11 375	11 375	11 375	11 375	11 375	11 375	11 375	11 375	11 375
H1N06	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250
C2N07	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708
C2N08	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708
C2N09	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708
C2N10	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708
C2N11	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708
C2N12					708	708	708	708	708	708	708	708
C2N13									708	708	708	708
C2N14												
C2N15												
C2N16												
C2N17												
H1N09	1 420	1 420	1 420	1 420	1 420	1 420	1 420	1 420	1 420	1 420	1 420	1 420
C3N40				938	938	938	938	938	938	938	938	938
C3N41								938	938	938	938	938

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT CHIFFRE

C3N42									424			
H1N10	562	562	562	562	562	562	562	562	562			
C2N19												
C2N20	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000
C2N21			625	625	625	625	625	625	625	625	625	625
C2N22												
C2N23	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500
C2N24	625	625	625	625	625	625	625	625	625	625	625	625
C2N25				500	500	500	500	500	500	500	500	500
C2N26												
C2N27												
C2N28												
H1N11	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500
C2N29												
HIN12	709	709	709	709	709	709	709	709	709	709	709	709
C2N30												
H1N13	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875
H1N14	3 125	3 125	3 125	3 125	3 125	3 125	3 125	3 125	3 125	3 125	3 125	3 125
H1N15	625	625	625	625	625	625	625	625	625	625	625	625
H1N16	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370
H1N17	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
H1N18	2 162	2 162	2 162	2 162	2 162	2 162	2 162	2 162	2 162	2 162	2 162	2 162
H1N19	3 975	3 975	3 975	3 975	3 975	3 975	3 975	3 975	3 975	3 975	3 975	3 975
H1N20					1 422	1 422	1 422	1 422	1 422	1 422	1 422	1 422
H1N21											2 297	2 297
H1N22												
H1N23												
H1N24												
H1N25												
H1N26												
H1N27												
H1N28												
H1N29												
H1N30												
H1N31												
Montant total	**158 931**	**182 931**	**183 556**	**184 994**	**192 144**	**214 019**	**214 019**	**214 957**	**216 089**	**217 964**	**220 261**	**220 261**
Montant annuel				710 413				835 140				874 576

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT CHIFFRE

Echéancier trimestriel des décaisse												
Numérotation des investissements tel que renseigné à l'onglet PPI - colonne A	01/01/2028 31/03/2028	01/04/2028 30/06/2028	01/07/2028 30/09/2028	01/10/2028 31/12/2028	01/01/2029 31/03/2029	01/04/2029 30/06/2029	01/07/2029 30/09/2029	01/10/2029 31/12/2029	01/01/2030 31/03/2030	[illegible] 30/06/2030	[illegible] 30/09/2030	[illegible] 31/12/2030
C2N01												
C2N02												
C1N01												
C1N02												
H1N01												
C3N01												
C3N02												
C3N03												
C3N04												
C3N05												
C3N06												
C3N07												
C3N08												
C3N09												
C3N10												
C3N11												
C3N12	35 000											
C3N13												
C3N14												
C3N15												50 000
C3N16												
C3N17												
H1N02												
C1N03												
C1N04												
C2N03												
C2N04												
C2N05												
C3N18												
C3N19												
C3N20												
C3N21												
C3N22												
C3N23												
C3N24				80 000								
C3N25								80 000				
C3N26												80 000
C3N27												
C3N28												
C3N29												
C3N30												
C3N31												
C3N32												

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

C3N33												
C3N34												
C3N35												
C3N36												
C3N37												
H1N03												
	496 230											
					641 011							
H1N04												
C2N03												
C2N04												
C2N05												
C2N06												
H1N06												
C2N07												
C2N08												
C2N09												
C2N10												
C2N11												
C2N12												
C2N13	85 000											
C2N14					85 000							
C2N15									80 000			
C2N16												
C2N17												
H1N09												
C3N40												
C3N41												
C3N42												
H1N10												
C2N19												
C2N20												
C2N21												
C2N22												
C2N23												
C2N24												
C2N25												
C2N26												
C2N27												
C2N28												
H1N11												
C2N29												
HIN12												
C2N30												
H1N13												
H1N14	3 246	3 246	3 246	3 246	3 246	3 246	3 246	3 246	3 246	3 246	3 246	3 246
H1N15												

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

H1N16												
H1N17												
H1N18												
H1N19												
H1N20												
H1N21												
H1N22	112 900											
H1N23					32 950							
H1N24												
H1N25												
H1N26												
H1N27												
H1N28												
H1N29												
H1N30												
H1N31												
Montant total	**732 376**	**3 246**	**3 246**	**83 246**	**762 207**	**3 246**	**3 246**	**83 246**	**83 246**	**3 246**	**3 246**	**133 246**
Montant annuel				822 114				851 945				222 984

Suivi trimestriel des dotations aux a												
Numérotation des investissements tel	01/01/2028	01/04/2028	01/07/2028	01/10/2028	01/01/2029	01/04/2029	01/07/2029	01/10/2029	01/01/2030	01/04/2030	01/07/2030	01/10/2030
que renseigné à l'onglet PPI - colonne A	31/03/2028	30/06/2028	30/09/2028	31/12/2028	31/03/2029	30/06/2029	30/09/2029	31/12/2029	31/03/2030	30/06/2030	30/09/2030	31/12/2030
	22 500	22 500	22 500	22 500	22 500	22 500	22 500	22 500	22 500	22 500	22 500	22 500
C2N01	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063
C2N02	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063
C1N01	4 167	4 167	4 167	4 167	4 167	4 167	4 167	4 167	4 167	4 167	4 167	4 167
C1N02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
H1N01	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
C3N01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
C3N02	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875
C3N03	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
C3N04	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875
C3N05	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
C3N06	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875
C3N07	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
C3N08	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875
C3N09												
C3N10	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875
C3N11												
C3N12		875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875
C3N13												
C3N14	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500			
C3N15										2 500	2 500	2 500
C3N16												
C3N17												
H1N02	1 875	1 875	1 875	1 875	1 875	1 875	1 875	1 875	1 875	1 875	1 875	1 875
C1N03	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

C1N04	3 437	3 437	3 437	3 437	3 437	3 437	3 437	3 437	3 437	3 437	3 437	3 437
C2N03	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500
C2N04	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500
C2N05	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
C3N18	5 750	5 750	5 750	5 750	5 750	5 750	5 750	5 750	5 750	5 750	5 750	5 750
C3N19	10 750	10 750	10 750	10 750	10 750	10 750	10 750	10 750	10 750	10 750	10 750	10 750
C3N20	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875
C3N21	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
C3N22	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
C3N23	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
C3N24	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
C3N25					1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
C3N26										1 000	1 000	1 000
C3N27												
C3N28												
C3N29												
C3N30												
C3N31												
C3N32												
C3N33												
C3N34												
C3N35												
C3N36												
C3N37												
H1N03	1 270	1 270	1 270	1 270	1 270	1 270	1 270	1 270	1 270	1 270	1 270	1 270
H1N03bis	6 202	6 202	6 202	6 202	6 202	6 202	6 202	6 202	6 202	6 202	6 202	6 202
H1N03ter	8 012	8 012	8 012	8 012	8 012	8 012	8 012	8 012	8 012	8 012	8 012	8 012
H1N04	68 750	68 750	68 750	68 750	68 750	68 750	68 750	68 750	68 750	68 750	68 750	68 750
C2N03	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500
C2N04	3 750	3 750	3 750	3 750	3 750	3 750	3 750	3 750	3 750	3 750	3 750	3 750
C2N05												
C2N06	11 375	11 375	11 375	11 375	11 375	11 375	11 375	11 375	11 375	11 375	11 375	11 375
H1N06	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250
C2N07	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708
C2N08	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708
C2N09	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708
C2N10	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708
C2N11	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708
C2N12	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708
C2N13	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708
C2N14	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708
C2N15						666	666	666	666	666	666	666
C2N16									666	666	666	666
C2N17												
H1N09	1 420	1 420	1 420	1 420	1 420	1 420	1 420	1 420	1 420	1 420	1 420	1 420
C3N40	938	938	938	938	938	938	938	938	938	938	938	938
C3N41	938	938	938	938	938	938	938	938	938	938	938	938

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT CHIFFRE

C3N42	424	424	424	424	424	424	424	424	424	424	424	424
H1N10	562	562	562	562	562	562	562	562	562	562	562	562
C2N19												
C2N20	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000
C2N21	625	625	625	625	625	625	625	625	625	625	625	625
C2N22	1 750	1 750	1 750	1 750	1 750	1 750	1 750	1 750	1 750	1 750	1 750	1 750
C2N23	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500
C2N24	625	625	625	625	625	625	625	625	625	625	625	625
C2N25	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500
C2N26												
C2N27												
C2N28												
H1N11	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500
C2N29												
HIN12	709	709	709	709	709	709	709	709	709	709	709	709
C2N30												
H1N13	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875
H1N14	3 125	3 125	3 125	3 125	3 125	3 125	3 125	3 125	3 125	3 125	3 125	3 125
H1N15	625	625	625	625	625	625	625	625	625	625	625	625
H1N16	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370
H1N17	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
H1N18	2 162	2 162	2 162	2 162	2 162	2 162	2 162	2 162	2 162	2 162	2 162	2 162
H1N19	3 975	3 975	3 975	3 975	3 975	3 975	3 975	3 975	3 975	3 975	3 975	3 975
H1N20	1 422	1 422	1 422	1 422	1 422	1 422	1 422	1 422	1 422	1 422	1 422	1 422
H1N21	2 297	2 297	2 297	2 297	2 297	2 297	2 297	2 297	2 297	2 297	2 297	2 297
H1N22		2 822	2 822	2 822	2 822	2 822	2 822	2 822	2 822	2 822	2 822	2 822
H1N23					823	823	823	823	823	823	823	823
H1N24									3 127	3 127	3 127	3 127
H1N25												
H1N26												
H1N27												
H1N28												
H1N29												
H1N30												
H1N31												
Montant total	**223 719**	**227 416**	**227 416**	**227 416**	**229 239**	**229 905**	**229 905**	**229 905**	**233 698**	**234 698**	**234 698**	**234 698**
Montant annuel				905 968				918 955				937 793

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT CHIFFRE

Echéancier trimestriel des décaisse												
Numérotation des investissements tel que renseigné à l'onglet PPI - colonne A	01/01/2031 31/03/2031	01/04/2031 30/06/2031	01/07/2031 30/09/2031	01/10/2031 31/12/2031	01/01/2032 31/03/2032	01/04/2032 30/06/2032	01/07/2032 30/09/2032	01/10/2032 31/12/2032	01/01/2033 31/03/2033	01/04/2033 30/06/2033	01/07/2033 30/09/2033	01/10/2033 31/12/2033
C2N01												
C2N02												
C1N01												
C1N02												
H1N01												
C3N01					50 000							
C3N02												
C3N03									35 000			
C3N04												
C3N05												
C3N06												
C3N07												
C3N08												
C3N09												
C3N10												
C3N11												
C3N12												
C3N13												
C3N14												
C3N15												
C3N16												
C3N17												
H1N02												
C1N03												
C1N04												
C2N03												
C2N04												
C2N05												
C3N18												
C3N19												
C3N20												
C3N21												
C3N22												
C3N23												
C3N24												
C3N25												
C3N26												
C3N27				80 000								
C3N28								80 000				
C3N29												80 000
C3N30												
C3N31												
C3N32												

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

C3N33												
C3N34												
C3N35												
C3N36												
C3N37												
H1N03												
H1N04												
C2N03												
C2N04												
C2N05												
C2N06												
H1N06												
C2N07												
C2N08												
C2N09												
C2N10												
C2N11												
C2N12												
C2N13												
C2N14												
C2N15												
C2N16	80 000											
C2N17					80 000							
H1N09												
C3N40												
C3N41												
C3N42												
H1N10												
C2N19												
C2N20												
C2N21												
C2N22												
C2N23												
C2N24												
C2N25												
C2N26	100 000											
C2N27	70 000											
C2N28												
H1N11												
C2N29									50 000			
HIN12												
C2N30	28 360											
H1N13												
H1N14	3 246	3 246	3 246	3 246	3 246	3 246	3 246	3 246	3 246	3 246	3 246	3 246
H1N15												

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

H1N16												
H1N17												
H1N18												
H1N19												
H1N20												
H1N21												
H1N22												
H1N23												
H1N24	125 100											
H1N25									103 650			
H1N26												
H1N27												
H1N28												
H1N29												
H1N30												
H1N31												
Montant total	**406 706**	**3 246**	**3 246**	**83 246**	**133 246**	**3 246**	**3 246**	**83 246**	**191 896**	**3 246**	**3 246**	**83 246**
Montant annuel				496 444				222 984				281 634

Suivi trimestriel des dotations aux a												
Numérotation des investissements tel	01/01/2031	01/04/2031	01/07/2031	01/10/2031	01/01/2032	01/04/2032	01/07/2032	01/10/2032	01/01/2033	01/04/2033	01/07/2033	01/10/2033
que renseigné à l'onglet PPI - colonne A	31/03/2031	30/06/2031	30/09/2031	31/12/2031	31/03/2032	30/06/2032	30/09/2032	31/12/2032	31/03/2033	30/06/2033	30/09/2033	31/12/2033
	22 500	22 500	22 500	22 500	22 500	22 500	22 500	22 500	22 500	22 500	22 500	22 500
C2N01	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063
C2N02	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063
C1N01	4 167	4 167	4 167	4 167	4 167	4 167	4 167	4 167	4 167	4 167	4 167	
C1N02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
H1N01	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000							
C3N01	0	0	0				1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250
C3N02	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875		
C3N03	0	0	0								875	875
C3N04	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875
C3N05	0	0	0									
C3N06	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875
C3N07	0	0	0									
C3N08	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875
C3N09												
C3N10	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875
C3N11												
C3N12	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875
C3N13												
C3N14												
C3N15	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500
C3N16												
C3N17												
H1N02	1 875	1 875	1 875	1 875	1 875	1 875	1 875	1 875	1 875	1 875	1 875	1 875
C1N03	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

C1N04	3 437	3 437	3 437	3 437	3 437	3 437	3 437	3 437	3 437	3 437	3 437	3 437
C2N03	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500
C2N04	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500
C2N05	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
C3N18	5 750	5 750	5 750	5 750	5 750	5 750	5 750	5 750	5 750	5 750	5 750	5 750
C3N19	10 750	10 750	10 750	10 750	10 750	10 750	10 750	10 750	10 750	10 750	10 750	10 750
C3N20	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875
C3N21	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
C3N22	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
C3N23	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
C3N24	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
C3N25	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
C3N26	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
C3N27		1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
C3N28						1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
C3N29										1 000	1 000	1 000
C3N30												
C3N31												
C3N32												
C3N33												
C3N34												
C3N35												
C3N36												
C3N37												
H1N03	1 270	1 270	1 270	1 270	1 270	1 270	1 270	1 270	1 270	1 270	1 270	1 270
H1N03bis	6 202	6 202	6 202	6 202	6 202	6 202	6 202	6 202	6 202	6 202	6 202	6 202
H1N03ter	8 012	8 012	8 012	8 012	8 012	8 012	8 012	8 012	8 012	8 012	8 012	8 012
H1N04	68 750	68 750	68 750	68 750	68 750	68 750	68 750	68 750	68 750	68 750	68 750	68 750
C2N03	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500
C2N04	3 750	3 750	3 750	3 750	3 750	3 750	3 750	3 750	3 750	3 750	3 750	3 750
C2N05												
C2N06	11 375	11 375	11 375	11 375	11 375	11 375	11 375	11 375	11 375	11 375	11 375	11 375
H1N06	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250
C2N07	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708
C2N08	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708
C2N09	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708
C2N10	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708
C2N11	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708
C2N12	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708
C2N13	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708
C2N14	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708
C2N15	666	666	666	666	666	666	666	666	666	666	666	666
C2N16	666	666	666	666	666	666	666	666	666	666	666	666
C2N17	666	666	666	666	666	666	666	666	666	666	666	666
H1N09	1 420	1 420	1 420	1 420	1 420	1 420	1 420	1 420	1 420	1 420	1 420	1 420
C3N40	938	938	938	938	938	938	938	938	938	938	938	938
C3N41	938	938	938	938	938	938	938	938	938	938	938	938

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT CHIFFRE

C3N42	424	424	424	424	424	424	424	424	424	424	424	424
H1N10	562	562	562	562	562	562	562	562	562	562	562	562
C2N19												
C2N20	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000
C2N21	625	625	625	625	625	625	625	625	625	625	625	625
C2N22	1 750	1 750	1 750	1 750	1 750	1 750	1 750	1 750	1 750	1 750	1 750	1 750
C2N23	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500
C2N24	625	625	625	625	625	625	625	625	625	625	625	625
C2N25	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500
C2N26		500	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500
C2N27	1 166	1 166	1 166	1 166	1 166	1 166	1 166	1 166	1 166	1 166	1 166	1 166
C2N28												
H1N11	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500
C2N29									1 250	1 250	1 250	1 250
HIN12	709	709	709									
C2N30				709	709	709	709	709	709	709	709	709
H1N13	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875
H1N14	3 125	3 125	3 125	3 125	3 125	3 125	3 125	3 125	3 125	3 125	3 125	3 125
H1N15	625	625	625	625	625	625	625	625	625	625	625	625
H1N16	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370
H1N17	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	100			
H1N18	2 162	2 162	2 162	2 162	2 162	2 162	2 162	2 162	2 162	2 162	2 162	2 162
H1N19	3 975	3 975	3 975	3 975	3 975	3 975	3 975	3 975	3 975	3 975	3 975	3 975
H1N20	1 422	1 422	1 422	1 422	1 422	1 422	1 422	1 422	1 422	1 422	1 422	1 422
H1N21	2 297	2 297	2 297	2 297	2 297	2 297	2 297	2 297	2 297	2 297	2 297	2 297
H1N22	2 822	2 822	2 822	2 822	2 822	2 822	2 822	2 822	2 822	2 822	2 822	2 822
H1N23	823	823	823	823	823	823	823	823	823	823	823	823
H1N24	3 127	3 127	3 127	3 127	3 127	3 127	3 127	3 127	3 127	3 127	3 127	3 127
H1N25	2 591	2 591	2 591	2 591	2 591	2 591	2 591	2 591	2 591	2 591	2 591	2 591
H1N26				1 221	1 221	1 221	1 221	1 221	1 221	1 221	1 221	1 221
H1N27				1 542	1 542	1 542	1 542	1 542	1 542	1 542	1 542	1 542
H1N28												
H1N29												
H1N30												
H1N31												
Montant total	**239 121**	**240 621**	**240 621**	**243 384**	**243 384**	**239 384**	**240 634**	**240 634**	**240 984**	**241 884**	**241 884**	**237 718**
Montant annuel				963 748				964 037				962 470

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT CHIFFRE

Echéancier trimestriel des décaisse												
Numérotation des investissements tel que renseigné à l'onglet PPI - colonne A	01/01/2034 31/03/2034	01/04/2034 30/06/2034	01/07/2034 30/09/2034	01/10/2034 31/12/2034	01/01/2035 31/03/2035	01/04/2035 30/06/2035	01/07/2035 30/09/2035	01/10/2035 31/12/2035	01/01/2036 31/03/2036	01/04/2036 30/06/2036	01/07/2036 30/09/2036	01/10/2036 31/12/2036
C2N01												
C2N02												
C1N01												
C1N02							50 000					
H1N01												
C3N01												
C3N02												
C3N03												
C3N04												
C3N05	35 000											
C3N06												
C3N07						35 000						
C3N08												
C3N09					35 000							
C3N10												
C3N11												
C3N12												
C3N13												
C3N14												
C3N15												
C3N16					50 000							
C3N17												
H1N02												
C1N03												
C1N04												
C2N03												
C2N04												
C2N05												
C3N18												
C3N19												
C3N20												
C3N21												
C3N22												
C3N23												
C3N24												
C3N25												
C3N26												
C3N27												
C3N28												
C3N29												
C3N30				80 000								
C3N31								80 000				
C3N32												80 000

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

C3N33												
C3N34												
C3N35												
C3N36												
C3N37												
H1N03												
H1N04												
C2N03												
C2N04												
C2N05												
C2N06												
H1N06												
C2N07												
C2N08												
C2N09												
C2N10												
C2N11												
C2N12												
C2N13												
C2N14												
C2N15												
C2N16												
C2N17												
H1N09												
C3N40												
C3N41												
C3N42												
H1N10												
C2N19												
C2N20												
C2N21												
C2N22												
C2N23												
C2N24												
C2N25												
C2N26												
C2N27												
C2N28									30 000			
H1N11												
C2N29												
HIN12												
C2N30												
H1N13												
H1N14	3 246	3 246	3 246	3 246	3 246	3 246	3 246	3 246	3 246	3 246	3 246	3 246
H1N15												

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

H1N16												
H1N17												
H1N18												
H1N19												
H1N20												
H1N21												
H1N22												
H1N23												
H1N24												
H1N25												
H1N26					48 850							
H1N27									61 700			
H1N28												
H1N29												
H1N30												
H1N31												
Montant total	**38 246**	**3 246**	**3 246**	**83 246**	**137 096**	**38 246**	**53 246**	**83 246**	**94 946**	**3 246**	**3 246**	**83 246**
Montant annuel				127 984				311 834				184 684

Suivi trimestriel des dotations aux a												
Numérotation des investissements tel	01/01/2034	01/04/2034	01/07/2034	01/10/2034	01/01/2035	01/04/2035	01/07/2035	01/10/2035	01/01/2036	01/04/2036	01/07/2036	01/10/2036
que renseigné à l'onglet PPI - colonne A	31/03/2034	30/06/2034	30/09/2034	31/12/2034	31/03/2035	30/06/2035	30/09/2035	31/12/2035	31/03/2036	30/06/2036	30/09/2036	31/12/2036
	22 500	22 500	22 500	22 500	22 500	22 500	22 500	22 500	22 500	22 500	22 500	22 500
C2N01	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063
C2N02	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063
C1N01												
C1N02					1 041	1 041	1 041	1 041	1 041	1 041	1 041	1 041
H1N01												
C3N01	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250
C3N02												
C3N03	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875
C3N04	875											
C3N05		875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875
C3N06	875	875	875	875	875							
C3N07						875	875	875	875	875	875	875
C3N08	875	875	875	875	875	875	875	875	875			
C3N09										875	875	875
C3N10	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875
C3N11												
C3N12	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875
C3N13												
C3N14												
C3N15	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500							
C3N16						2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500
C3N17												
H1N02	1 875	1 875	1 875	1 875	1 875	1 875	1 875	1 875	1 875	1 875	1 875	1 875
C1N03	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

C1N04	3 437	3 437	3 437	3 437	3 437	3 437	3 437	3 437	3 437	3 437	3 437	3 437
C2N03	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500
C2N04	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500
C2N05	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
C3N18	5 750	5 750	5 750	5 750	5 750	5 750	5 750	5 750	5 750	5 750	5 750	5 750
C3N19	10 750	10 750	10 750	10 750	10 750	10 750	10 750	10 750	10 750	10 750	10 750	10 750
C3N20	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875
C3N21	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
C3N22	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
C3N23	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
C3N24	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
C3N25	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
C3N26	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
C3N27	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
C3N28	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
C3N29	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
C3N30	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
C3N31						1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
C3N32									1 000	1 000	1 000	1 000
C3N33												
C3N34												
C3N35												
C3N36												
C3N37												
H1N03	1 270	1 270	1 270	1 270	1 270	1 270	1 270	1 270	1 270	1 270	1 270	1 270
H1N03bis	6 202	6 202	6 202	6 202	6 202	6 202	6 202	6 202	6 202	6 202	6 202	6 202
H1N03ter	8 012	8 012	8 012	8 012	8 012	8 012	8 012	8 012	8 012	8 012	8 012	8 012
H1N04	68 750	68 750	68 750	68 750	68 750	68 750	68 750	68 750	68 750	68 750	68 750	68 750
C2N03	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500
C2N04	3 750	3 750	3 750	3 750	3 750	3 750	3 750	3 750	3 750	3 750	3 750	3 750
C2N05												
C2N06	11 375	11 375	11 375	11 375	11 375	11 375	11 375	11 375	11 375	11 375	11 375	11 375
H1N06	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250
C2N07	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708
C2N08	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708
C2N09	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708
C2N10	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708
C2N11	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708
C2N12	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708
C2N13	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708
C2N14	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708
C2N15	666	666	666	666	666	666	666	666	666	666	666	666
C2N16	666	666	666	666	666	666	666	666	666	666	666	666
C2N17	666	666	666	666	666	666	666	666	666	666	666	666
H1N09	1 420	1 420	1 420	1 420	1 420	1 420	1 420	1 420	1 420	1 420	1 420	1 420
C3N40	938	938	938	938	938	938	938	938	938	938	938	938
C3N41	938	938	938	938	938	938	938	938	938	938	938	938

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT CHIFFRE

C3N42	424	424	424	424	424	424	424	424	424	424	424	424
H1N10	562	562	562	562	562	562	562	562	562	562	562	562
C2N19												
C2N20	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000
C2N21	625	625	625	625	625	625	625	625	625	625	625	625
C2N22	1 750	1 750	1 750	1 750	1 750	1 750	1 750	1 750	1 750	1 750	1 750	1 750
C2N23	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500
C2N24	625	625	625	625	625	625	625	625	625	625	625	625
C2N25	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500
C2N26	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500
C2N27	1 166	1 166	1 166	1 166	1 166	1 166	1 166	1 166	1 166	1 166	1 166	1 166
C2N28										500	500	500
H1N11	1 500	1 500	1 500									
C2N29	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250
HIN12												
C2N30	709	709	709	709	709	709	709	709	709	709	709	709
H1N13	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875
H1N14	3 125	3 125	3 125	3 125	3 125	3 125	3 125	3 125	3 125	3 125	3 125	3 125
H1N15	625	625	625	625	625	625	625	625	625	625	625	625
H1N16	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370
H1N17												
H1N18	20											
H1N19	3 975	3 975	3 975	3 975	100							
H1N20	1 422	1 422	1 422	1 422	1 422	1 422	1 422	1 422	20			
H1N21	2 297	2 297	2 297	2 297	2 297	2 297	2 297	2 297	2 297	2 297	2 297	2 297
H1N22	2 822	2 822	2 822	2 822	2 822	2 822	2 822	2 822	2 822	2 822	2 822	2 822
H1N23	823	823	823	823	823	823	823	823	823	823	823	823
H1N24	3 127	3 127	3 127	3 127	3 127	3 127	3 127	3 127	3 127	3 127	3 127	3 127
H1N25	2 591	2 591	2 591	2 591	2 591	2 591	2 591	2 591	2 591	2 591	2 591	2 591
H1N26	1 221	1 221	1 221	1 221	1 221	1 221	1 221	1 221	1 221	1 221	1 221	1 221
H1N27	1 542	1 542	1 542	1 542	1 542	1 542	1 542	1 542	1 542	1 542	1 542	1 542
H1N28	2 520	2 520	2 520	2 520	2 520	2 520	2 520	2 520	2 520	2 520	2 520	2 520
H1N29					1 372	1 372	1 372	1 372	1 372	1 372	1 372	1 372
H1N30									1 708	1 708	1 708	1 708
H1N31												
Montant total	**239 096**	**239 076**	**239 076**	**237 576**	**236 114**	**237 014**	**237 014**	**237 014**	**238 320**	**238 800**	**238 800**	**238 800**
Montant annuel				954 822				947 154				954 718

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT CHIFFRE

Echéancier trimestriel des décaisse												
Numérotation des investissements tel que renseigné à l'onglet PPI - colonne A	01/01/2037 31/03/2037	01/04/2037 30/06/2037	01/07/2037 30/09/2037	01/10/2037 31/12/2037	01/01/2038 31/03/2038	01/04/2038 30/06/2038	01/07/2038 30/09/2038	01/10/2038 31/12/2038	01/01/2039 31/03/2039	01/04/2039 30/06/2039	01/07/2039 30/09/2039	01/10/2039 31/12/2039
C2N01												
C2N02												
C1N01												
C1N02												
H1N01												
C3N01												
C3N02												
C3N03												
C3N04												
C3N05												
C3N06												
C3N07												
C3N08												
C3N09												
C3N10												
C3N11		35 000										
C3N12												
C3N13					35 000							
C3N14												
C3N15												
C3N16												
C3N17												
H1N02												
C1N03												
C1N04												
C2N03												
C2N04												
C2N05												
C3N18												
C3N19												
C3N20												
C3N21												
C3N22												
C3N23												
C3N24												
C3N25												
C3N26												
C3N27												
C3N28												
C3N29												
C3N30												
C3N31												
C3N32												

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

C3N33				80 000								
C3N34								80 000				
C3N35												80 000
C3N36												
C3N37												
H1N03												
H1N04												
C2N03												
C2N04												
C2N05												
C2N06												
H1N06												
C2N07												
C2N08												
C2N09												
C2N10												
C2N11												
C2N12												
C2N13												
C2N14												
C2N15												
C2N16												
C2N17												
H1N09												
C3N40												
C3N41												
C3N42												
H1N10												
C2N19							130 000					
C2N20												
C2N21												
C2N22												
C2N23												
C2N24												
C2N25												
C2N26												
C2N27												
C2N28												
H1N11												
C2N29												
HIN12												
C2N30												
H1N13												
H1N14	3 246	3 246	3 246	3 246	3 246	3 246	3 246	3 246	3 246	3 246	3 246	3 246
H1N15												

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

H1N16												
H1N17												
H1N18												
H1N19												
H1N20												
H1N21												
H1N22												
H1N23												
H1N24												
H1N25												
H1N26												
H1N27												
H1N28	100 800											
H1N29					54 900							
H1N30									68 350			
H1N31												
Montant total	**104 046**	**38 246**	**3 246**	**83 246**	**93 146**	**3 246**	**133 246**	**83 246**	**71 596**	**3 246**	**3 246**	**83 246**
Montant annuel				228 784				312 884				161 334

Suivi trimestriel des dotations aux a												
Numérotation des investissements tel	01/01/2037	01/04/2037	01/07/2037	01/10/2037	01/01/2038	01/04/2038	01/07/2038	01/10/2038	01/01/2039	01/04/2039	01/07/2039	01/10/2039
que renseigné à l'onglet PPI - colonne A	31/03/2037	30/06/2037	30/09/2037	31/12/2037	31/03/2038	30/06/2038	30/09/2038	31/12/2038	31/03/2039	30/06/2039	30/09/2039	31/12/2039
	22 500	22 500	22 500	22 500	22 500	22 500	22 500	22 500	22 500	22 500	22 500	22 500
C2N01	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063
C2N02	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063
C1N01												
C1N02	1 041	1 041	1 041	1 041	1 041	1 041	1 041	1 041	1 041	1 041	1 041	1 041
H1N01												
C3N01	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250
C3N02												
C3N03	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875
C3N04												
C3N05	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875
C3N06												
C3N07	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875
C3N08												
C3N09	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875
C3N10	875											
C3N11		875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875
C3N12	875	875	875	875	875							
C3N13						875	875	875	875	875	875	875
C3N14												
C3N15												
C3N16	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500
C3N17												
H1N02	1 875	1 875	1 875	1 875	1 875	1 875	1 875	1 875	1 875	1 875	1 875	1 875
C1N03	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

C1N04	3 437	3 437	3 437	3 437	3 437	3 437	3 437	3 437	3 437	3 437	3 437	3 437
C2N03	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500
C2N04	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500
C2N05	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
C3N18	5 750	5 750	5 750	5 750	5 750	5 750	5 750	5 750	5 750	5 750	5 750	5 750
C3N19	10 750	10 750	10 750	10 750	10 750	10 750	10 750	10 750	10 750	10 750	10 750	10 750
C3N20	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875
C3N21	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
C3N22	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
C3N23	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
C3N24	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
C3N25	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
C3N26	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
C3N27	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
C3N28	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
C3N29	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
C3N30	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
C3N31	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
C3N32	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
C3N33		1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
C3N34						1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
C3N35										1 000	1 000	1 000
C3N36												
C3N37												
H1N03	1 270	1 270	1 270	1 270	1 270	1 270	1 270	1 270	1 270	1 270	1 270	1 270
H1N03bis	6 202	6 202	6 202	6 202	6 202	6 202	6 202	6 202	6 202	6 202	6 202	6 202
H1N03ter	8 012	8 012	8 012	8 012	8 012	8 012	8 012	8 012	8 012	8 012	8 012	8 012
H1N04	68 750	68 750	68 750	68 750	68 750	68 750	68 750	68 750	68 750	68 750	68 750	68 750
C2N03	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500
C2N04	3 750	3 750	3 750	3 750	3 750	3 750	3 750	3 750	3 750	3 750	3 750	3 750
C2N05												
C2N06	11 375	11 375	11 375	11 375	11 375	11 375	11 375	11 375	11 375	11 375	11 375	11 375
H1N06	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250
C2N07	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708
C2N08	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708
C2N09	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708
C2N10	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708
C2N11	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708
C2N12	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708
C2N13	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708
C2N14	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708	708
C2N15	666	666	666	666	666	666	666	666	666	666	666	666
C2N16	666	666	666	666	666	666	666	666	666	666	666	666
C2N17	666	666	666	666	666	666	666	666	666	666	666	666
H1N09	1 420	1 420	1 420	1 420	1 420	1 420	1 420	1 420	1 420	1 420	1 420	1 420
C3N40	938	938	938	938	938	938	938	938	938	938	938	938
C3N41	938	938	938	938	938	938	938	938	938	938	938	938

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT CHIFFRE

C3N42	424	424	424	424	424	424	424	424	424	424	424	424
H1N10	562	562	562	562	562	562	562	562	562	562	562	562
C2N19					2 166	2 166	2 166	2 166	2 166	2 166	2 166	2 166
C2N20	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000						
C2N21	625	625	625	625	625	625	625	625	625	625	625	625
C2N22	1 750	1 750	1 750	1 750	1 750	1 750	1 750	1 750	1 750	1 750	1 750	1 750
C2N23	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500
C2N24	625	625	625	625	625	625	625	625	625	625	625	625
C2N25	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500
C2N26	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500
C2N27	1 166	1 166	1 166	1 166	1 166	1 166	1 166	1 166	1 166	1 166	1 166	1 166
C2N28	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500
H1N11												
C2N29	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250
HIN12												
C2N30	709	709	709	709	709	709	709	709	709	709	709	709
H1N13	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875	875
H1N14	3 125	3 125	3 125	3 125	3 125	3 125	3 125	3 125	3 125	3 125	3 125	3 125
H1N15	625	625	625	625	625	625	625	625	625	625	625	625
H1N16	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370
H1N17												
H1N18												
H1N19												
H1N20												
H1N21	2 297	2 297	20									
H1N22	2 822	2 822	2 822	2 822	2 822	20						
H1N23	823	823	823	823	823	823	823	823	30			
H1N24	3 127	3 127	3 127	3 127	3 127	3 127	3 127	3 127	3 127	3 127	3 127	3 127
H1N25	2 591	2 591	2 591	2 591	2 591	2 591	2 591	2 591	2 591	2 591	2 591	2 591
H1N26	1 221	1 221	1 221	1 221	1 221	1 221	1 221	1 221	1 221	1 221	1 221	1 221
H1N27	1 542	1 542	1 542	1 542	1 542	1 542	1 542	1 542	1 542	1 542	1 542	1 542
H1N28	2 520	2 520	2 520	2 520	2 520	2 520	2 520	2 520	2 520	2 520	2 520	2 520
H1N29	1 372	1 372	1 372	1 372	1 372	1 372	1 372	1 372	1 372	1 372	1 372	1 372
H1N30	1 708	1 708	1 708	1 708	1 708	1 708	1 708	1 708	1 708	1 708	1 708	1 708
H1N31	2 680	2 680	2 680	2 680	2 680	2 680	2 680	2 680	2 680	2 680	2 680	2 680
Montant total	**241 480**	**242 480**	**240 203**	**240 183**	**242 349**	**240 547**	**238 527**	**238 527**	**237 734**	**238 704**	**238 704**	**238 704**
Montant annuel				964 344				959 948				953 844

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT CHIFFRE

Echéancier trimestriel des décaisser							TOTA
Numérotation des investissements tel que renseigné à l'onglet PPI - colonne A	01/01/2040 31/03/2040	01/04/2040 30/06/2040	01/07/2040 30/09/2040	01/10/2040 31/12/2040	01/01/2041 31/03/2041	01/04/2041 30/06/2041	
C2N01							650 000
C2N02							650 000
C1N01							200 000
C1N02							50 000
H1N01							200 000
C3N01							50 000
C3N02							35 000
C3N03							35 000
C3N04							35 000
C3N05							35 000
C3N06							35 000
C3N07							35 000
C3N08							35 000
C3N09							35 000
C3N10							35 000
C3N11							35 000
C3N12							35 000
C3N13							35 000
C3N14							50 000
C3N15							50 000
C3N16							50 000
C3N17	50 000						50 000
H1N02							150 000
C1N03							100 000
C1N04							257 000
C2N03							200 000
C2N04							200 000
C2N05							80 000
C3N18							460 000
C3N19							860 000
C3N20							70 000
C3N21							80 000
C3N22							80 000
C3N23							80 000
C3N24							80 000
C3N25							80 000
C3N26							80 000
C3N27							80 000
C3N28							80 000
C3N29							80 000
C3N30							80 000
C3N31							80 000
C3N32							80 000

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

C3N33							80 000
C3N34							80 000
C3N35							80 000
C3N36				80 000			80 000
C3N37						80 000	80 000
H1N03							101 730
							496 230
							641 011
H1N04							5 500 159
C2N03							600 000
C2N04							300 000
C2N05							400 000
C2N06							1 820 000
H1N06							100 000
C2N07							85 000
C2N08							85 000
C2N09							85 000
C2N10							85 000
C2N11							85 000
C2N12							85 000
C2N13							85 000
C2N14							85 000
C2N15							80 000
C2N16							80 000
C2N17							80 000
H1N09							170 443
C3N40							75 000
C3N41							75 000
C3N42							33 989
H1N10							45 000
C2N19							130 000
C2N20							120 000
C2N21							50 000
C2N22							140 000
C2N23							40 000
C2N24							50 000
C2N25							40 000
C2N26							100 000
C2N27							70 000
C2N28							30 000
H1N11							90 000
C2N29							50 000
HIN12							28 360
C2N30							28 360
H1N13							70 000
H1N14	3 246	3 246	3 246	3 246	3 246	58	250 000
H1N15							50 000

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT CHIFFRE

H1N16							10
H1N17							4
H1N18							86 500
H1N19							159 100
H1N20							56 900
H1N21							91 900
H1N22							112 900
H1N23							32 950
H1N24							125 100
H1N25							103 650
H1N26							48 850
H1N27							61 700
H1N28							100 800
H1N29							54 900
H1N30							68 350
H1N31	107 200						107 200
Montant total	**160 446**	**3 246**	**3 246**	**83 246**	**3 246**	**80 058**	**20 132 782**
Montant annuel				250 184			

Suivi trimestriel des dotations aux a							TOTAL
Numérotation des investissements tel	01/01/2040	01/04/2040	01/07/2040	01/10/2040	01/01/2041	01/04/2041	
que renseigné à l'onglet PPI - colonne A	31/03/2040	30/06/2040	30/09/2040	31/12/2040	31/03/2041	30/06/2041	
	22 500	22 500	22 500	22 500	22 500	7 500	
C2N01	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	1 354	
C2N02	4 063	4 063	4 063	4 063	4 063	1 354	
C1N01						0	
C1N02	1 041	1 041	1 041	1 041	1 041	347	
H1N01						0	
C3N01	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	417	
C3N02						0	
C3N03	875	875	875	875	875	292	
C3N04						0	
C3N05	875	875	875	875	875	292	
C3N06						0	
C3N07	875	875	875	875	875	292	
C3N08						0	
C3N09	875	875	875	875	875	292	
C3N10						0	
C3N11	875	875	875	875	875	292	
C3N12						0	
C3N13	875	875	875	875	875	292	
C3N14						0	
C3N15						0	
C3N16	2 500					0	
C3N17		2 500	2 500	2 500	2 500	833	
H1N02	1 875	1 875	1 875	1 875	1 875	625	
C1N03	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	417	

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

C1N04	3 437	3 437	3 437	3 437	3 437	1 146	
C2N03	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	833	
C2N04	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	833	
C2N05	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	333	
C3N18	5 750	5 750	5 750	5 750	5 750	1 917	
C3N19	10 750	10 750	10 750	10 750	10 750	3 583	
C3N20	875	875	875	875	875	292	
C3N21	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	333	
C3N22	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	333	
C3N23	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	333	
C3N24	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	333	
C3N25	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	333	
C3N26	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	333	
C3N27	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	333	
C3N28	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	333	
C3N29	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	333	
C3N30	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	333	
C3N31	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	333	
C3N32	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	333	
C3N33	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	333	
C3N34	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	333	
C3N35	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	333	
C3N36		1 000	1 000	1 000	1 000	333	
C3N37					1 000	333	
H1N03	1 270	1 270	1 270	1 270	1 270	423	
H1N03bis	6 202	6 202	6 202	6 202	6 202	2 067	
H1N03ter	8 012	8 012	8 012	8 012	8 012	2 671	
H1N04	68 750	68 750	68 750	68 750	68 750	22 917	
C2N03	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	2 500	
C2N04	3 750	3 750	3 750	3 750	3 750	1 250	
C2N05	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	1 667	
C2N06	11 375	11 375	11 375	11 375	11 375	3 792	
H1N06	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	417	
C2N07	708	708	708	708	708	236	
C2N08	708	708	708	708	708	236	
C2N09	708	708	708	708	708	236	
C2N10	708	708	708	708	708	236	
C2N11	708	708	708	708	708	236	
C2N12	708	708	708	708	708	236	
C2N13	708	708	708	708	708	236	
C2N14	708	708	708	708	708	236	
C2N15	666	666	666	666	666	222	
C2N16	666	666	666	666	666	222	
C2N17	666	666	666	666	666	222	
H1N09	1 420	1 420	1 420	1 420	1 420	473	
C3N40	938	938	938	938	938	313	
C3N41	938	938	938	938	938	313	

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT CHIFFRE

C3N42	424	424	424	424	424	141	
H1N10	562	562	562	562	562	187	
C2N19	2 166	2 166	2 166	2 166	2 166	722	
C2N20						0	
C2N21	625	625	625	625	625	208	
C2N22	1 750	1 750	1 750	1 750	1 750	583	
C2N23	500	500	500	500	500	167	
C2N24	625	625	625	625	625	208	
C2N25	500	500	500	500	500	167	
C2N26	500	500	500	500	500	167	
C2N27	1 166	1 166	1 166	1 166	1 166	389	
C2N28	500	500	500	500	500	167	
H1N11						0	
C2N29	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	417	
HIN12						0	
C2N30	709	709	709	709	709	236	
H1N13	875	875	875	875	875	292	
H1N14	3 125	3 125	3 125	3 125	3 125	1 042	
H1N15	625	625	625	625	625	208	
H1N16	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370	457	
H1N17						0	
H1N18						0	
H1N19						0	
H1N20						0	
H1N21						0	
H1N22						0	
H1N23						0	
H1N24	20					0	
H1N25	2 591	2 591	2 591	2 591	10	0	
H1N26	1 221	1 221	1 221	1 221	1 221	407	
H1N27	1 542	1 542	1 542	1 542	1 542	514	
H1N28	2 520	2 520	2 520	2 520	2 520	840	
H1N29	1 372	1 372	1 372	1 372	1 372	457	
H1N30	1 708	1 708	1 708	1 708	1 708	569	
H1N31	2 680	2 680	2 680	2 680	2 680	893	
Montant total	**240 597**	**241 577**	**241 577**	**241 577**	**239 996**	**79 995**	**16 474 670**
Montant annuel				965 326		319 991	16 512 170

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Concession de service public pour la gestion et l'exploitation du Port Cap d'Agde, Port Ambonne et du Centre Nautique de la **Commune d'Agde**









Sous-Annexe C3
Plan de renouvellement

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Sommaire

3. AXE 3 / Projets de renouvellement 3
Action 1 / Renouvellement des pontons, pieux 3
Action 2 / Réaménagement de la Zone Technique 6
Action 3 / Entretien de la capitainerie Port Cap d'Agde 7
Action 4 / Mise à niveau des sanitaires 7
Action 5 / Dragage des ports 8

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

3. AXE 3 / Projets de renouvellement

Action 1 / Renouvellement des pontons, pieux

Engagement 1 : Renouvellement des pontons, pieux et platelage de Port Cap d'Agde et Port Ambonne, y compris Estacades 1 et 2 de Port Cap d'Agde

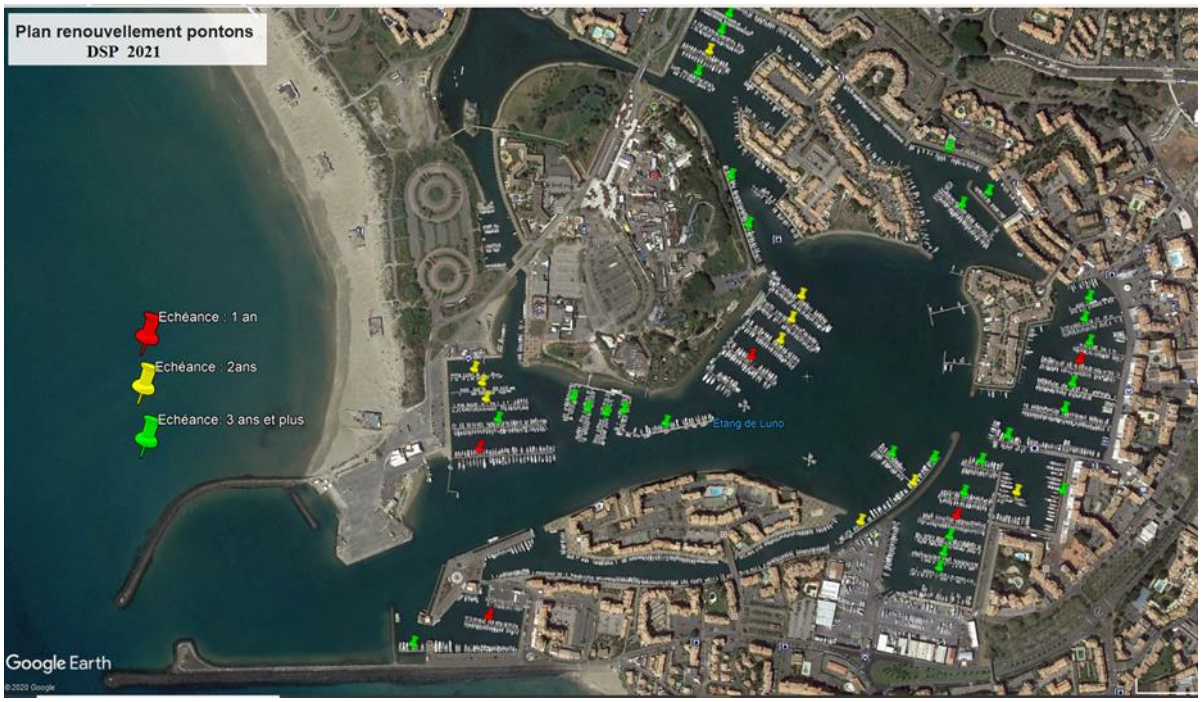
Notre objectif :

- Remplacer l'estacade – Accueil Sud dès que possible et l'estacade Ouest sous 5 ans :

N° de prix	Désignation	U	PU	Qté	Montant
A	ESTACADE CAPITAINERIE			0,00	-
1	Amené repli du matériel de démontage et installation de chantier	ft	42 000,00	1,00	42 000,00
2	Dossier technique ,Note de calcul,plan administratif	ft	16 040,00	1,00	16 040,00
3	Démontage du ponton N°1 de l'entre de 105 ml environ en	ml	380,00	105,00	39 900,00
4	Démontage du ponton N°2de l'entre de 90 ml environ en terrestre	ml	440,00	90,00	39 600,00
5	fourniture du ponton de 105 ml N°1 et mise en œuvre	ml	5 655,12	105,00	593 787,60
6	fourniture du ponton de 90 ml N° 2 et mise en œuvre	ml	5 131,39	90,00	461 825,10
7	mise en œuvre de la passerelle	u	17 536,88	1,00	17 536,88
8	mise en œuvre de la passerelle	u	17 536,88	1,00	17 536,88

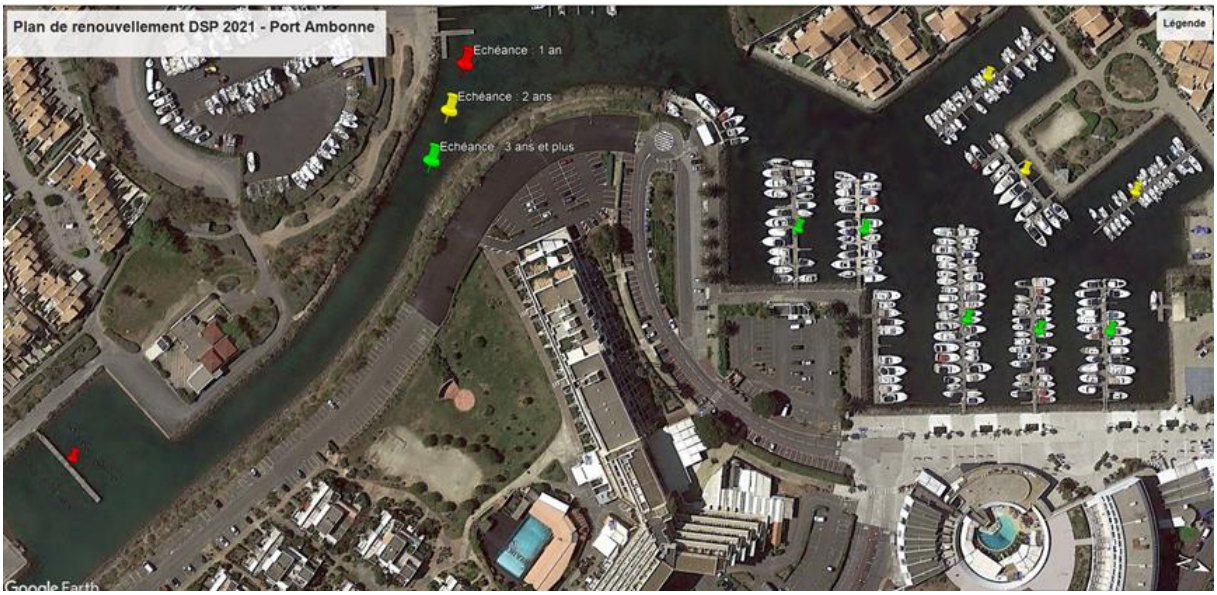
ESTACADE CAPITAINERIE	
Total HT	1 228 226,46
Total TVA	245 645,29
Total TTC	1 473 871,75

- Mettre à niveau l'état des pontons et équipements inhérents à leur pose, sur :
  - Port Cap d'Agde



Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

- Port Ambonne



Pour un montant de : 3 536 908,00 € HT, qui se décompose comme suit :

Désignation	COÛT (€ HT)
Pontons (livraison et installation) / Ducs d'Albe / Pieux	3 670 000,00 €
Estacade - Accueil Sud	650 000,00 €
Estacade - Ouest	650 000,00 €
TOTAL	**4 970 000,00 €**

« Action 1 / Engagement 1 : Renouvellement des pontons, pieux et platelage (env. 500m / an) de Port Cap d'Agde et Port Ambonne, y compris Estacades 1 et 2 de Port Cap d'Agde. Sur la remise en état des pontons, quasi tous sont marqués d'une punaise sur le plan. Il n'y a pas de détail ni de chiffrage au ml ou à l'unité. »

Le renouvellement des pontons et pieux se fait selon un prévisionnel. Les pontons, pieux et ducs d'albe font l'objet d'un suivi mètre linéaire / Etat / Urgence d'intervention.

A titre d'exemple, se référer au tableau ci-dessous pour les pontons :

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

pw4122020

PREVISIONS REMPLACEMENT PONTONS

PORT PRINCIPAL :		Mise en serv ou remplacé	(R = remplacé)		Prévision remplacement	Age (en 2020)	Remplacé Date / Non	Urgence 0 à 3	Linéaire à remplacer	Existant
Saint Martin		1970	72 m sur glissières 3 passerelles							
			9 catways de 7m 18 postes Cat 3			40	2002	3		72
			Remplacé en 2002 par ponton de 1980							
Bassin 1	A	1977	Mise sur pieux 1985		2004	43	Non	1	100	100
Bassin 4	U	1983	96 m		2010	37	Non	2		96
	V	1983	96 m	AI 20m 2003	2009	37	Non	2		116
	W	1983	96 m	AI 40m 2003	2009	37	Non	2		136
	X	1983	Remplacé en 2002 136 m	AI 30m 2003	2002	37	2002	3		166
	Y	1983	Remplacé 41 m en 2018 137 m	AI 40m 2003	2005	37	Non	1	96	177
Bassin 5	A	R 1993	90m		Après 2010	27	Non	3		90
	B	R 1991	112 m		Après 2010	29	Non	3		112
	C	R 1991	Mise sur pieux en 1989 90m		Après 2010	29	Non	3		90
	D	1983	Allongement en 1989 144 m		2008	37	Non	1	144	144
	E	1973	Mise sur pieux en 1988 144 m	AI 40 m 89	2002		2013	3		144
	F	1973	Mise sur pieux en 1989 160 m	AI 40 m 88	2009		2009	3		160
Bassin 6	G	R 1996	Déplacé dans Bassin 6 en 2013	46m	Après 2010	24		2		46
	H	R 1996	Déplacé au Sud des multi en 2013	76 m	Après 2010	24		2		76
Bassin 7	I	R 1993	120 m		Après 2010	27	Non	3		120
	J	1976	Mise sur pieux en 1982 120m		2001		2012	3		120
	K	1975	MIse sur pieux en 1983 et 2003 120 m	Platelage 96	2004	45	Non	1	120	120
	L	1975	MIse sur pieux en 1983 et 2003 120 m	Platelage 95	2005		2010	3		120
	N	2003			Après 2020	17		3		120
	M	R 1998			Après 2010	22	Non	3		120
Malfato	O	1980	100 m		2005	40	Non	3		100
	P	1980	100 m		2006	40	Non	3		100
	Q	1980	100 m		2007	40	Non	2		100
	R	1983	100 m		2010	37	Non	3		100
St Martin	S	2004	124m	AI 68 m 2005		16		3		192
Multicoques	Z	1986	118 m		Après 2010	34	Non	2	118	166
				AI 48m 2003		17		3		
Pro Multi	PZT	2010	96 m			7		3		96
Trinquette		1993			Après 2010	27		3		100
Ile des loisirs	A	2005	118 m			15		2		118
	B	2005	126 m			15		2		126
	C	2005	96 m	AI 22m 2011		15		2		118
	D	2005	70 m	AI 36m 2011		15		1	106	106
	E	2005	60 m			15		3		60
Luna		2008	132 m			12		3		180
			rallongé 48 m en 2010			10		3		
Mobideck	A	2007	94 m			13		3		94
	B	2007	63 m			13		3		63
	C	2007	63 m			13		3		63
	D	2007	94 m			13		3		94
Mobex		2014	128 et 40 m			6		3		168
Matago		2005	130m			15		3		130
Digue Richelieu		2001	Mis sur pieux en 2012 46m			19		3		46
Escale CP			102 m					3		102
Escale Av Port			36 m et 24 m					3		60
PORT AMBONNE :										
	A	1974	ex ponton N Bass 6 + extremité G	52 m	2001	14	2006	3		52
	B	R 1996		50 m		24		3		50
	C	R 1996		72 m		24		3		72
	D	1974		50 m	2000	20	2000	3		50
	E	1975		42 m	2001	6	2014	3		42
	F	1976	Mettre sur pieux 2001 (2020 pas fait)	50 m	2005	44	Non	2		50
	G	1977	Mettre sur pieux 2001 (2020 pas fait)	62 m	2006	43	Non	2		62
Pton Roquille		1977		38 m	2006	43	Non	1	38	38
	H	recond 2010		44 m						44
Pton accueil		recond 2013		32 m						32
									722	5419

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

« Quid des pontons faisant l'objet d'un réaménagement à part dans le cadre d'un projet spécifique (bassin IV, V, VI …) ? Nous avons noté que d'éventuels doublons avec l'axe 2 engagements 2 et 3 seront vérifiés. »

Nous ne comptons aucun doublon.

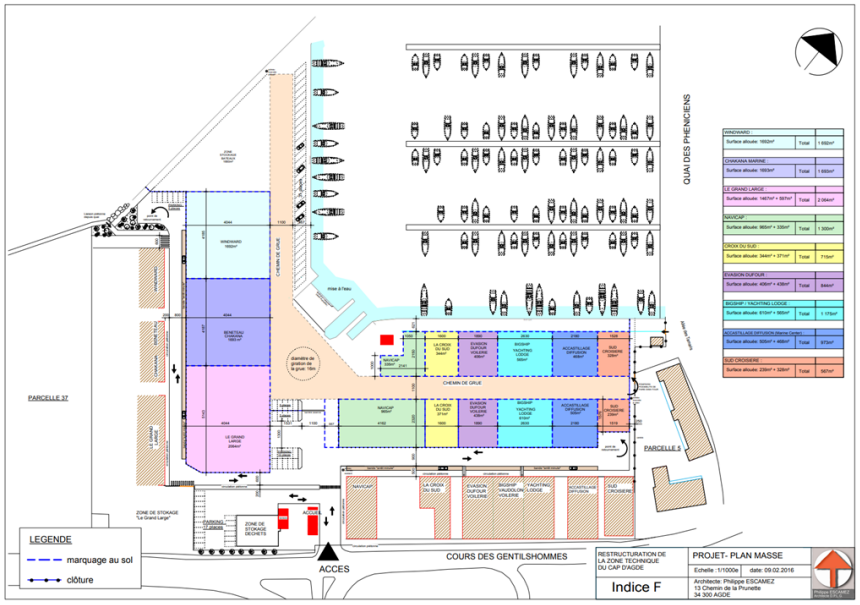
« Le coût de réfection des estacades parait très élevé. De plus, il comprend le démontage de pontons (lesquels ?). indiquer plus de détail sur les travaux. »

L'estimation des estacades a été faite selon devis. Le montant est cohérent car il ne s'agit pas seulement de renouveler les corps flottants, mais aussi les corps béton, et plus particulièrement les dispositifs d'ancrages dans les fonds marins.

Action 2 / Réaménagement de la Zone Technique

Notre objectif :

- Réaménager la Zone Technique. Aménagement en concertation avec les professionnels du secteur.



Mise en œuvre :

- Mise à l'eau ;
- Réseaux secs et humides ;
- Éclairage public ;
- Récupération des eaux de pluie et eaux usées ;
- Revêtement ;
- Sous-sol.

Pour un montant de : 1 820 000,00 € HT, qui se décompose comme suit :

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Désignation	COÛT (€ HT)
Etude	50 000,00 €
Soubassement	700 000,00 €
Adduction d'eau	10 000,00 €
Récupération des eaux usées	40 000,00 €
Réseau sec	150 000,00 €
Eclairage public	120 000,00 €
Revêtement, y compris éléments de sécurité	750 000,00 €
TOTAL	**1 820 000,00 €**

Action 3 / Entretien de la capitainerie Port Cap d'Agde

Un budget est alloué à destination de l'entretien (intérieur et extérieur) de la capitainerie Port Cap d'Agde, comprenant l'aménagement d'un secteur dédié à la promotion des produits du terroir.

Mise en œuvre :

- Aménagement intérieur (dans 10 ans) : banque d'accueil, mobilier, peintures, …
- Aménagement extérieur :
  - Façade (signalement lorsque l'on arrive de la mer),
  - Toiture,
  - Signalétique piétons et autos indiquant la capitainerie,
  - Etc.

Le montant prévisionnel est de 200 000 € HT.

« Action 3 / Entretien de la capitainerie Port Cap d'Agde : de quoi parle-t-on ? indiquer plus de détail sur le programme d'entretien. »

Nous prévoyons un entretien de la capitainerie Port Cap d'Agde sur les 20 ans à venir.

La capitainerie de Port Cap d'Agde est un bâtiment qui, par sa localisation, est exposé au milieu marin. Les façades, la toiture, les portes d'accès, … tous les éléments structurels doivent être renouvelés.

Action 4 / Mise à niveau des sanitaires

Un diagnostic a été fait, en début d'année 2021, sur l'état de tous les sanitaires de Port Cap d'Agde.

Ont été définis les besoins suivants :

- Sanitaire Les Phéniciens : Travaux d'urgence à réaliser ;
- Sanitaire Mobydeck, en deux temps :
  - Temps 1 : Raccordement au réseau d'EU existant, avec mise en place d'une pompe de relevage,
  - Temps 2 : Déplacement du sanitaire flottant sur terre.

Nos objectifs :

- Travaux sur les sanitaires Les Phéniciens et Mobydeck ;
- Mise en place pour tous les sanitaires :
  - D'un plan de gestion,
  - D'un contrôle d'accès.

Le budget prévisionnel est le suivant : 920 000 € HT.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Montant qui se décompose comme suit :

Désignation	COÛT (€ HT)
Sanitaires Les Phéniciens (Rénovation)	250 000,00 €
Sanitaires Mobydeck (Rénovation - Création)	250 000,00 €
Autres sanitaires (Rénovations)	420 000,00 €
TOTAL	**920 000,00 €**

« Action 5 / Mise à niveau des sanitaires : Sanitaire Mobydeck : pourquoi des travaux en 2 temps ? expliquer. Sur le plan, il semble qu'il soit déplacé sur une zone hors périmètre. Vérifier qu'il s'agit d'une erreur de périmètre. »

Nous prévoyons un budget de 250 000,00 € HT pour le sanitaire Mobydeck. Aujourd'hui, ce sanitaire n'est plus en état de marche, et nous ne pouvons pas laisser ce secteur sans.

Ainsi, pour un montant de 200 000 € HT, nous prévoyons dans un premier temps de raccorder ce sanitaire (aujourd'hui flottant) au réseau d'EU existant, avec la mise en place d'une pompe de relevage. Et dans un deuxième temps, afin de le rendre pérenne, de le déplacer sur terre.

Les 50 000,00 € HT restants serviront à leur entretien (maintien en état de la structure et des équipements).

Action 5 / Dragage des ports

Sont prévus :

- Dragage de Port Ambonne, à hauteur de 1 fois / an, représentant un montant d'environ 50 k€. Dragage réalisé par un prestataire extérieur ;
- Dragage de Port Cap d'Agde :
  - Maintien de l'entrée du port tous les 3 ans, pour un montant d'environ 10 à 15 k€/an,
  - Dragage pour un montant de 40 k€ tous les 5 ans.

« Action 7 / Dragage des ports : préciser les volumes annuels concernés et les coûts unitaires d'élimination. »

Rappel de la règlementation :

Le dragage de Port Ambonne est nécessaire au maintien des caractéristiques nautiques de l'entrée dans le port de plaisance, afin de garantir les conditions de navigabilité et de sécurité de son accès par les plaisanciers. Ce dragage est régi par Arrêté Préfectoral – division des eaux territoriales.

Volume des sédiment dragués sur 5 ans :

La base des données est en m³.

Volumes des sédiment dragués	
2016	1592
2017	3649
2018	1800
2019	1960
2020	3570

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Concernant les données des années 2017 et 2020, le volume des sédiments dragués a été bien plus important des suites de situations météos exceptionnelles.

Coûts d'élimination des sédiments dragués :

Les sédiments dragués sont analysés avant travaux, par un laboratoire agréé, afin de déterminer la composition granulométrique des sables en place et à mesurer leur concentration en Escherichia Coli.

Tous les 3 ans, leurs caractéristiques physico-chimiques doivent être analysées, notamment les éléments traces tels que : Arsenic, Cadmium, Chrome, Mercure, Nickel, etc., ainsi que les hydrocarbures aromatiques polycycliques individuels. (Benzo, pyrène, naphtalène …).

L'Arrêté Préfectoral prévoit également, que le ressuyage sur sable est possible dans la mesure où les résultats d'analyses sont conformes aux seuils réglementaires. Il n'y a donc pas de coût d'élimination des sédiments dragués.

Les sables extraits sont destinés à ré-engraisser ponctuellement les plages de la commune et/ou directement les plages situées à l'Est et à l'Ouest de la passe.

Zone de ressuyage :



Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

TABLEAU DE SYNTHESE DE L'AXE 3

AXES / ACTIONS	PROJETS	COÛT TOTAL (€ HT)
AXE 3	**PROJETS DE RENOUVELLEMENT**	
Action 1	**Renouvellement des pontons & pieux**	**4 970 000,00 €**
	- Port Centre & Port Ambonne (pontons)	2 750 000,00 €
	- Port Centre & Port Ambonne (ducs d'Albe et pieux)	920 000,00 €
	- Pontons d'accueil Port Centre Estacades 1 & 2	1 300 000,00 €
Action 2	**Réaménagement de la Zone technique**	**1 820 000,00 €**
	- Réseaux	950 000,00 €
	- Revêtement & Mise à l'eau	750 000,00 €
	- Eclairage public	120 000,00 €
Action 3	**Entretien Bâtiments**	**580 000,00 €**
	- Entretien de la Capitainerie Port Cap d'Agde	200 000,00 €
	- Autres bâtiments (ZT, Ateliers, ...)	380 000,00 €
Action 5	**Mise à niveau des sanitaires**	**920 000,00 €**
	- Les Phéniciens	*250 000,00 €*
	- Déplacement Mobydeck	*250 000,00 €*
	- Autres	*420 000,00 €*
Action 6	**Dragage**	Intégré dans CEP (41 k€/an)
TOTAL / AXE 3		8 290 000,00 €

- Accompagnant la mise en conformité des prestations nautiques,
- Incitant à la programmation pluriannuelle d'actions et leur évaluation,
- Développant les supports de communication, avec une priorité sur internet,
- Concevant une offre avec des produits du nautisme adaptés
- Développant les outils méthodologiques opérationnels,
- Travaillant avec les associations de personnes handicapées.

Mais aussi en prenant des mesures pour rendre accessible Port Cap d'Agde et ses différentes structures. En effet, les ports de plaisance sont des Etablissements Recevant du Public (ERP) comme les autres, et ils répondent aux mêmes règles d'accessibilité que les autres en matière de stationnement, cheminement, escalier, signalétique, etc.

Une étude sur la mise en œuvre d'une démarche « Ports ouverts à tous » dans le cadre du Projet européen Co-Evolve a été réalisée ; Etude portée par le Département de l'Hérault, avec un co-financement européen à hauteur de 85%. Co-Evolve vise à analyser et à promouvoir la co-évolution des activités humaines et des systèmes naturels dans les zones côtières touristiques.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC



Ainsi ont été définis les principaux aménagements à réaliser :

- Définir un quai d'accueil des personnes à besoins spécifiques ;
- Améliorer la signalétique directionnelle sur le port (plan, fléchages) ;
- Créer une bande d'éveil podotactile en extrémité de quai sur les zones pressenties ;
- Améliorer dans certains cas le contraste visuel des extrémités de quais ;
- Matérialiser les passages piétons/fauteuils dans certains espaces très larges des quais et zones afin de sécuriser la circulation ;
- Améliorer la chaîne des déplacements sur le port (chicanes, ressauts, interstices, …) ;
- Matérialiser les équipements …) ;
- Equiper certains bancs de dossiers et accoudoirs.

« Action 1 / Accessibilité aux Personnes à Mobilité Réduite : en intention, liste d'aménagements, mais non chiffré. À préciser ? »

Une étude de faisabilité - portant sur les principaux aménagements listés ci-avant, est nécessaire. Nous prévoyons de poursuivre cette action qui nous paraît essentielle en termes de partage d'espace et d'ouverture aux autres.

Nous ne pouvons ce jour renseigner l'aspect financier de cette action, pour autant nous souhaitons la maintenir. Nous répondons à une DSP qui s'échelonne sur 20 ans, les recettes à venir nous permettront de la mettre en œuvre de manière cadencée dans le temps.

De plus, nous souhaitons souligner qu'une partie de la mise en accessibilité est déjà comprise dans les différents aménagements proposés qui devront de fait respecter les normes en vigueur.

Action 2 / Signalétique

PLAN BLEU

Les critères du Pavillon Bleu sont regroupés en **4 grandes familles** :

Education à l'environnement	Gestion des déchets
Gestion du milieu	Gestion du site

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Port Cap d'Agde a obtenu le label « Pavillon Bleu ».

L'obtention du Pavillon Bleu est basée sur l'examen de divers critères, groupés en 4 familles :

- Education à l'environnement,
- Gestion des déchets,
- Gestion du milieu,
- Gestion du site.

Ce dernier critère imposant l'affichage d'un plan du port (avec légende et pictogrammes). Ce plan signalétique doit être régulièrement mis à jour.

Engagements :

- Plan signalétique
- En cohérence avec le plan général, création d'une charte graphique pour les plans et panneaux des ports et du centre nautique : autos, piétons, zone technique, prestataires

Notre objectif :

- Création et pose de tous les plans et panneaux nécessaires au bon fonctionnement des ports.

Pour un montant prévisionnel de 56 720 € HT.

« Action 2 / Signalétique : peu de détails des mesures prises. »

Le budget alloué va nous permettre de remplacer ou mettre en place les plans et panneaux nécessaires au bon fonctionnement des ports. Selon les besoins qui, de fait vont d'échelonner dans le temps, le budget devra être affiné.

Tous les éléments respecteront une charte graphique qui sera définit avec les représentants de la Ville dès le début de la concession.

TABLEAU DE SYNTHESE DE L'AXE 4

AXES / ACTIONS	PROJETS	COÛT TOTAL (€ HT)
AXE 4	**UN PORT ACCESSIBLE**	
Action 1	**Accessibilité aux Personnes à Mobilité Réduite**	
	- Etude de faisabilité	*Budget à travailler*
	- Réalisation cadencée des aménagements	
Action 2	**Signalétique**	**56 720,00 €**
	- Création / Remplacement de plans & panneaux	*56 720,00 €*
TOTAL / AXE 4		**56 720,00 €**

TABLEAU DE SYNTHESE DE TOUS NOS AXES

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

AXES / ACTIONS	PROJETS	COÛT TOTAL (€ HT)
AXE 1	**UNE NOUVELLE IMAGE**	
Action 1	**Un port rénové**	**2 903 159,00 €**
	- Remise en état des réseaux humides	*213 000,00 €*
	- Remise en état des réseaux secs	*2 345 319,00 €*
	- Création réseau - Port Ambonne	*169 340,00 €*
	- Renouvellement des bornes vétustes	*175 500,00 €*
Action 2	**Un port connecté**	**2 603 000,00 €**
	- Réseau Fibre	165 000,00 €
	- Réseau WI-FI	115 000,00 €
	- LORA	35 000,00 €
	- Contrôle d'accès	110 000,00 €
	- Caméras	100 000,00 €
	- Supervision GTC Hypervision	90 000,00 €
	- Bornes connectées (1 318 anneaux)	1 988 000,00 €
Action 3	**Gestion des bateaux en contentieux, en fin de vie**	Intégré dans CEP "Huissiers - Avocats"
TOTAL / AXE 1		**5 506 159,00 €**
AXE 2	**PROJETS DE DEVELOPPEMENT**	
Action 1	**Optimisation des capacités portuaires - PORT CAP D'AGDE**	**817 741,00 €**
Engagement 1	Quai du Golf	176 730,00 €
	- Aménagement	*101 730,00 €*
	- Clôtures et portail	75 000,00 €
Engagement 2	Bassin IV - Ponton V	641 011,00 €
Action 2	**Optimisation des capacités portuaires - PORT AMBONNE**	**646 230,00 €**
Engagement 1	Raménagement Global de Port Ambonne	646 230,00 €
	- Réaménagement global du port	*496 230,00 €*
	- Capitainerie	150 000,00 €
Action 3	**Développer une gamme de produits ciblés et innovants**	**233 989,00 €**
Engagement 1	Le Centre Nautique - Base 2.0	233 989,00 €
	- Box autonome	200 000,00 €
	- Agrandissement du bâtiment principal	
	- Clôtures et portails	33 989,00 €
Engagement 2	Capitainerie Port Cap d'Agde	
	- Aménagement d'un lieu dédié aux produits du terroir	Intégré dans AXE 3 - Action 3
Action 4	**Bassin IV - Réhabilitation de la Zone d'Activités**	**275 000,00 €**
	- Démolition des constructions sauvages (hangars)	
	- Agrandissement en lieu et place des hangars & Aménagement des abords	
	- Devanture	
Action 5	**Un port modulable**	**100 000,00 €**
	- Fleurs de mouillage	100 000,00 €
Action 6	**Nouveaux matériels & moyens**	**3 910 943,00 €**
Engagement 2	Station carburant Port Centre (Augmentation du volume)	245 443,00 €
	- Réfection des cuves & Augmentation de la capacité	170 443,00 €
	- Clôture et portail	75 000,00 €
Engagement 3	Acquisition de matériel (y compris grues) & équipements (Ports & Centre Nautique)	3 665 500,00 €
TOTAL / AXE 2		**5 983 903,00 €**
AXE 3	**PROJETS DE RENOUVELLEMENT**	
Action 1	**Renouvellement des pontons & pieux**	**4 970 000,00 €**
	- Port Centre & Port Ambonne (pontons)	2 750 000,00 €
	- Port Centre & Port Ambonne (ducs d'Albe et pieux)	920 000,00 €
	- Pontons d'accueil Port Centre Estacades 1 & 2	1 300 000,00 €
Action 2	**Réaménagement de la Zone technique**	**1 820 000,00 €**
	- Réseaux	950 000,00 €
	- Revêtement & Mise à l'eau	750 000,00 €
	- Eclairage public	120 000,00 €
Action 3	**Entretien Bâtiments**	**580 000,00 €**
	- Entretien de la Capitainerie Port Cap d'Agde	200 000,00 €
	- Autres bâtiments (ZT, Ateliers, ...)	380 000,00 €
Action 5	**Mise à niveau des sanitaires**	**920 000,00 €**
	- Les Phéniciens	*250 000,00 €*
	- Déplacement Mobydeck	*250 000,00 €*
	- Autres	*420 000,00 €*
Action 6	**Dragage**	Intégré dans CEP (41 k€/an)
TOTAL / AXE 3		**8 290 000,00 €**

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

AXES / ACTIONS	PROJETS	COÛT TOTAL (€ HT)
AXE 4	UN PORT ACCESSIBLE	
Action 1	**Accessibilité aux Personnes à Mobilité Réduite**	
	- Etude de faisabilité - Réalisation cadencée des aménagements	*Budget à travailler*
Action 2	**Signalétique**	**56 720,00 €**
	- Création / Remplacement de plans & panneaux	*56 720,00 €*
TOTAL / AXE 4		56 720,00 €
AXE 5	MOYENS DEDIES A L'ENTRETIEN, MAINTENANCE, GER	
		Intégré pour partie dans AXE 1 - Action 1 & Plan de maintenance - détail
AXE 6	POLITIQUE COMMERCIALE	
		Intégré dans CEP "Publicité, publication, relation publique"
AXE 7	PLAN DE COMMUNICATION	
Action 1	**Communiquer pour mieux fédérer**	
Action 2	**L'évènementiel**	Intégré dans CEP "Publicité, publication, relation publique"
Action 3	**Faciliter et coordonner l'accès aux activités nautiques**	
AXE 8	DEVELOPPEMENT DURABLE	
Action 1	**Gestion des déchets**	Intégré dans AXE 1 - Action 1
Action 2	**Gestion de l'eau**	Intégré dans AXE 1 - Action 1
Action 3	**Gestion de la consommation énergétique**	Intégré dans AXE 1 - Action 1
Action 4	**Préservation de la faune et de la flore locale**	**250 000,00 €**
	- Campagne de sensibilisation - Biohuts	
Action 5	**Labels et qualifications**	**70 000,00 €**
	- Ports propres - Qualité Plaisance / Qualité Tourisme	
TOTAL / AXE 8		320 000,00 €
AXE 9	CONTRÔLE & EVALUATION DES SERVICES	
AXE 10	ORGANISATION & GOUVERNANCE	
AXE 11	UN TRAVAIL COLLABORATIF	
TOTAL AXES		20 156 782,00 €

LES RISQUES ASSOCIES A LA NON-REALISATION DE L'INVESTISSEMENT SUR LE FONCTIONNEMENT DES INFRASTRUCTURES

Concernant les risques associés sus visés, toutes nos actions sont indépendantes les unes des autres. A l'exception du projet de port connecté, où les réseaux doivent être remis en état pour la mise en œuvre dudit projet.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

DETAIL DU PLAN DE RENOUVELLEMENT

Description du plan de renouvellement

EUROS constants base mois de remise de l'offre pour les montants à renseigner

Opérations envisagées	Fréquence de réalisation (planning type)	Coût unitaire moyen des opérations	Coût total sur la durée du contrat	Moyens humains (catégorie de personnel et ETP annuel affecté)	Moyens matériels
C2N01 ESTACADE SUD	40	650 000	650 000	0,25 ETP	PRESTATAIRES EXTERIEURS
C2N02 ESTACADE OUEST	40	650 000	650 000	0,25 ETP	PRESTATAIRES EXTERIEURS
C2N03 BATIMENT	20	200 000	200 000	0,2 ETP SUR 1 AN	ATELIERS
C2N04 BATIMENT CN	20	200 000	200 000	0,1 ETP	ATELIERS
C2N05 ATELIERS	20	200 000	200 000	0,1 ETP	ATELIERS
C2N06 ZT	20	1 820 000	1 820 000	0,5 ETP	ATELIERS
C2N07 QUAIS	40	870 000	870 000	0,2 ETP SUR 1 AN	PRESTATAIRES EXTERIEURS
C2N23 A C2N24 EMBARCATIONS	10 ANS	112 500	225 000	0,2 ETP SUR 1 AN	ATELIERS
C2N25 A C2N28 CAMIONS	10	103 000	310 000	0,1 ETP	ATELIERS
C2N29 A C2N39 VEHICULES TECHNIQUES	10 à 15	47 000	470 000	0,1 ETP	ATELIERS
C2N30	CHAQUE ANNEE A/C DE 2031	1 418	28 360	0,5 ETP	ATELIERS
TOTAL DETAILLE		**4 853 918**	**5 623 360**		

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Concession de service public pour la gestion et l'exploitation du Port Cap d'Agde, Port Ambonne et du Centre Nautique de la **Commune d'Agde**









Sous-Annexe C4
Plan de maintenance

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Principe de Maintenance du port

La continuité des services portuaires est un élément essentiel du parcours client sur lequel un gestionnaire de port de plaisance ne peut transiger. La Sodéal accorde donc une importance particulière à la maintenance et l'entretien de l'ensemble des ports (Cap d'Agde et Ambonne). La société dispose d'un savoir-faire reconnu en la matière, et a mis en place une politique d'internalisation des compétences liées à l'entretien des infrastructures portuaires (mécanique véhicule & engins portuaires, soudure, télécommunication, etc.). La Sodéal dispose donc de l'ensemble des moyens nécessaires au bon entretien des ports :

- Un responsable technique dédié à l'entretien mobile sur l'ensemble de la structure ;
- Des moyens techniques dédiés (outils & équipements de contrôle et de diagnostic) ;
- Des outils de gestion garantissant la continuité des process d'entretien.

Engagements :

- Mise en place d'une centrale d'achat pour mutualiser les achats de matériels et de consommables divers nécessaire à l'entretien.
- Mise en place d'un logiciel de gestion des réclamations : mise en place de procédures et suivi des réclamations.

« Mise en place d'une centrale d'achat pour mutualiser les achats de matériels et de consommables. => mutualiser avec qui ? »

La nomination d'un directeur unique, à la fois pour les ports et le centre nautique, va permettre / faciliter une mutualisation des achats, matériels et équipements.

De nombreux sondages ont réalisés sur les attentes des plaisanciers. Ils reposent sur les thèmes de la sécurité, propreté et qualité du service.

Notre objectif est de :

- Mettre en place d'un service client de qualité en créant de la présence au quotidien sur les quais (agents polyvalents et disponibles).

Budget

Pour garantir le fonctionnement optimum des équipements, la sécurité des plaisanciers et la pérennité des infrastructures, nous prévoyons un budget annuel prévisionnel dédié à l'entretien courant (maintenance et réparations) des Port Cap d'Agde et Port Ambonne.

Il prend en considération le périmètre géographique du projet et la configuration des ports. Ce budget permettra d'entretenir dans un bon état courant :

- Les déboureurs, séparateurs et les réservoirs des eaux usées ;
- La station d'avitaillement ;
- La réparation/maintenance sur les pontons (réparations planches, catways, flotteurs) ;
- Les petit entretiens courant, type ménage, nettoyage ;
- Les petits entretiens sur l'immobilier et les bâtiments techniques (capitainerie, sanitaires, zone technique, etc.) ;
- Les petites réparations des bornes eau/électricité, système d'accès ;
- Les engins et véhicules du port (grue, …etc.) ;
- Les équipements électroniques tels que l'installation Wi Fi ;
- Le matériel de sécurité et éclairage des pontons ;
- La maintenance des logiciels, de l'informatique et des nouveaux services digitaux ;

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Le budget global devra être affiné lors de la montée en charge du port, en fonction du planning d'aménagement des projets réalisés.

AXES / ACTIONS	PROJETS	COÛT TOTAL (€ HT)
AXE 5	MOYENS DEDIES A L'ENTRETIEN, MAINTENANCE, GER	
		Intégré pour partie dans AXE 1 - Action 1 & Plan de maintenance - détail

Moyens humains

- Un Référent « entretien machine et matériel » assure le bon suivi de l'entretien des machines sur tous nos ports, et l'optimisation des achats groupés de matériels (renouvellement de pontons, entretien des mouillages, petits matériels…) .
- Un Bosco le jour, alors qu'actuellement il est seulement présent la nuit (utilisation de main courante de sécurité) ;
- Réfléchir à la mise en place d'une brigade d'intervention technique, type sentinelle nautique ;
- Mise à niveau du personnel + Plan de formation afin d'améliorer la qualité d'accueil des plaisanciers et des touristes.

« Mise en place un bosco. => c'est un service d'aide aux plaisanciers (accueil et manœuvre) qui n'a rien à voir avec l'entretiens maintenance GER. Pourquoi est-il dans cette rubrique ? »

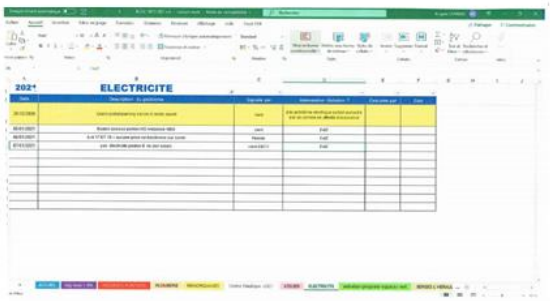
Le bosco est effectivement un service d'aide aux plaisanciers, qui a toute sa place dans la chaîne de l'entretien et maintenance (remontée des informations, aides ponctuelles).

Moyens matériels

OUTIL DE SUIVI DE L'ENTRETIEN

A été mise en place en matière de contrôle et d'évaluation continue de la qualité du service rendu sur les infrastructures :

Suivi des infrastructures :



Le tableau de bord de suivi qui répertorie l'ensemble des améliorations et réparations à mettre en place sur le domaine portuaire afin d'assurer la qualité du service rendu est un fichier Excel mutualisé auprès des services techniques et administratif.

Ce fichier recense divers services :

- Plomberie
- Incident ponton
- Atelier
- Electricité
- Entretien – propreté - espaces vert,
- etc.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

DETAIL DU PLAN DE MAINTENANCE

Description du plan de maintenance

EUROS constants base mois de remise de l'offre pour les montants à renseigner

Opérations envisagées	Caractère préventif/curatif	Fréquence de réalisation (annuelle, mensuelle, trimestrielle, etc.)	Coût unitaire moyen des opérations	Coût annuel moyen des opérations	Moyens humains (catégorie de personnel et ETP annuel affecté)	Moyens matériels	Procédures de contrôle
C3N01 A C3N13 SANITAIRES	PREVENTIF	10 ANS	35 000	35 000	1 ETP	ATELIERS	Tableaux de suivi
C3N14 A C3N17 CAPITAINERIE	PREVENTIF	10 ANS	50 000	10 000	2 ETP	ATELIERS	Tableaux de suivi
C3N21 A C3N37 PONTONS	CURATIF	ANNUELLE	500 / ML	80 000	2 ETP	ATELIERS	Tableaux de suivi
C3N40 A C3N42	CURATIF	7 ANS		9 150	1 ETP	ATELIERS	Tableaux de suivi
C2N09 A C2N19 PIEUX	PREVENTIF	PREMIER TRIMESTRE DE CHAQUE ANNEE	85 000	85 000	1 ETP	ATELIERS	Tableaux de suivi
TOTAL DETAILLE				**219 150**			

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Concession de service public pour la gestion et l'exploitation du Port Cap d'Agde, Port Ambonne et du Centre Nautique de la **Commune d'Agde**









Annexe D
Exploitation

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Concession de service public pour la gestion et l'exploitation du Port Cap d'Agde, Port Ambonne et du Centre Nautique de la **Commune d'Agde**









Sous-Annexe D1
Modèles de contrat à respecter

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE D'AGDE ET DU LITTORAL

CAPITAINERIE CAP D'AGDE
34300 CAP D'AGDE
Tél :(33)04.67.26.00.20
Port Ambonne : (33)04.67.26.00.23
E.mail : contact@port-capdagde.com
www.port-capdagde.com
Dossier n° @CONTNUM
Poste n° @EMPLACE

@PROPCIV @PROPNOM @PROPPREN
@PROPADR1
@PROPADR2
@PROPADR3
@PROPCP @PROPVILLE
@PROPPAYS

CONTRAT D'ABONNEMENT POUR UN POSTE D'AMARRAGE – LE CAP D'AGDE

Entre, La Société de Développement Economique d'Agde et du Littoral (SODEAL), représentée par son Président Directeur Général, Stéphane HUGONNET,

et, NOM : @PROPNOM @PROPPREN
Adresse : @PROPADR1
@PROPADR2
@PROPCP @PROPVILLE

Tél.Fixe : @PROPTEL
Tél.Portable : @PROPGSM
EMail : @PROPEMAIL

Adresse de vacances : @VACADR1 @VACADR2 @VACCP @VACVILLE

COPROPRITETAIRE(S) : @COP1NOM @COP1PREN, @COP2NOM @COP2PREN, @COP3NOM @COP3PREN, @COP4NOM @COP4PREN
Ci-après dénommé " Usager(s) "

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : La SODEAL met à la disposition de l'usager un poste d'amarrage :

N° Poste	Date	Catégorie	Période de mise à disposition	Redevance	
				Montant TTC	Date d'exigibilité (paiement)
@EMPLACE	@CONTDEB	@BATCAT	@CONTDEB @CONTFIN	@CONTMNTAVFD *	@CONTDEB

@ZPB18
* Dont Redevance Environnementale : **@PRESCOMPRENVAN20** €
* Au 1er janvier 2020, montant de la Redevance environnementale : **9,49** € TTC par mètre linéaire.
* Des frais de gestion peuvent s'appliquer sur votre facture en fonction du mode de paiement choisi (voir « modes et conditions de règlement » de votre contrat)
En cas de résiliation aucun remboursement ne sera effectué au-delà du 30 septembre. La première année d'occupation, la résiliation n'entrainera aucun remboursement sur la redevance qui reste due jusqu'au 31 décembre de l'année en cours.

ARTICLE 2 : Ce poste est destiné à la réception du bateau :

Nom du bateau	N° de Francisation	Moteur ou Voile	Modèle	Longueur maximale	Largeur	Tirant d'eau	Poids	N° d'Immat.
@BATNOM	@BATACTENUM	@BATTYPE	@BATMODEL	@BATLONG	@BATLARG	@BATTIRDEAU	@BATPOIDS	@BATIMMAT

Conformément à l'article 3.2 du Règlement Particulier de Police du Port, l'usager du navire est tenu de **communiquer, par tout moyen, au gestionnaire les coordonnées de la personne qu'il désigne comme gardien du navire** @GARDNOM @GARDPREN.
En dehors de toute précision, le bénéficiaire du contrat sera réputé assurer lui-même le gardiennage de son unité.

ARTICLE 3 : l'usager déclare expressément :
- accepter et s'informer régulièrement des conditions d'occupation du poste et des obligations qu'il contracte en conséquence envers la SODEAL, telles que stipulées dans le fascicule plaisancier et le règlement particulier de police du port dont il reconnaît avoir pris connaissance. *(Disponible sur le site internet www.port-capdagde.com* et consultable en capitainerie*)*
- reconnaître que les ouvrages du port mis à sa disposition sont en bon état d'entretien.
- reconnaître être informé, qu'en cas de cession à titre gratuit ou onéreux de son bateau, l'acquéreur ne bénéficiera d'aucune priorité d'abonnement sur l'appontement occupé.

ARTICLE 4 : L'usager, devra pendant toute la durée du contrat être, pour son bateau, titulaire d'un contrat d'assurance couvrant les risques tels que mentionnés à l'article 4-4 du fascicule. ***L'usager doit expressément fournir une attestation d'assurance en cours de validité, une copie intégrale des papiers bateau et une copie recto/verso de pièce d'identité du propriétaire, au présent contrat (si non fournis).***
Dans le cas d'une copropriété, fournir une copie de pièce d'identité de chaque copropriétaire ainsi que le document « mandat de copropriété ». A défaut, le présent contrat sera réputé incomplet, entraînant sa caducité et pourra être résilié de plein droit.

ARTICLE 5 : L'usager s'engage à déclarer immédiatement à la SODEAL toute modification concernant les indications fournies dans les articles précédents. La SODEAL se réserve le droit d'apprécier dans quelle mesure ces modifications peuvent être acceptées et notamment nécessiter la passation d'un nouveau contrat.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Modes et conditions de règlement

Je choisis (Cocher)	En 1 fois
@CASEP AIE1	- Par chèque, - Par virement (BIC : CCBPFRPPPPG code IBAN : FR76 1660 7002 4309 4083 7702 824) - Par CB (au guichet ou en ligne sur le portail Alizée), - Ou espèces (suite au décret n°2015-741 du 24 juin 2015, les clients Français ne peuvent régler en espèces un montant supérieur à 1000€, les clients étrangers 10 000€)
	En 4 fois par prélèvements (Frais 4% du montant)
@CASEP AIE4	- Relevé d'identité bancaire (RIB) et SEPA obligatoires La Sodéal se réserve le droit de modifier les dates d'échéances de votre échéancier en cas de prélèvements impayés.

Echéances	Catégories des navires (Prix TTC en Euros, redevance d'équipement incluse) Des variations de centimes peuvent s'appliquer au prix ci-dessous								
	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX
15.01.2020	310.71 + Red.Envir	415.92 + Red.Envir	512.65 + Red.Envir	619.11 + Red.Envir	742.57 + Red.Envir	901.10 + Red.Envir	1099.91 + Red.Envir	1335.19 + Red.Envir	1743.76 + Red.Envir
15.04.2020	310.73	415.93	512.64	619.11	742.57	901.09	1099.92	1335.20	1743.75
15.07.2020	310.73	415.93	512.64	619.11	742.57	901.09	1099.92	1335.20	1743.75
15.10.2020	310.73	415.93	512.64	619.11	742.57	901.09	1099.92	1335.20	1743.75

Protection des données personnelles : Vos données font l'objet d'un traitement par la société Sodéal, gestionnaire du Port. Ces données sont collectées pour gérer vos contrats et demandes diverses. Celles-ci seront conservées dix ans après la résiliation du contrat. Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de modification, d'effacement et de limitation de vos données. Pour exercer ces droits ou pour toute question vous pouvez écrire à dpo@sodeal.fr .
Accepte de recevoir des informations sur le port par : @CASESMS SMS @CASEMAIL MAIL

@CASEVIDEOOK ACCEPTE ou @CASEVIDEOKO REFUSE LA SURVEILLANCE Je reconnais avoir été informé que mon bateau et les personnes amenées à y évoluer peuvent faire l'objet d'une vidéosurveillance par le CSU d'Agde. Images exploitées uniquement sur réquisitions légales.

@CASERGPD (COCHER OBLIGATOIREMENT CETTE CASE POUR VALIDER LE CONTRAT) En signant ce contrat, je reconnais avoir pris connaissance de toutes les informations contenues dans les présentes, dont les conditions relatives à la RGPD détaillées ci-dessus et m'engage à me conformer aux statuts et aux règlements, dont j'accepte les conditions sans réserve.

Fait, au Cap d'Agde le @DATEEMISS

Pour la SODEAL,

SODEAL
Michel TAULER
Directeur Général Délégué

Pour l'USAGER,
« Bon pour accord »

@TXTDATESIGNCONTPORTAIL

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Fascicule Plaisancier

CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES D'ABONNEMENT POUR UN POSTE D'AMARRAGE

ARTICLE 1 - DEFINITION USAGER(S) : Toute personne mentionnée sur les papiers bateau, propriétaire ou locataire. Un usager ne peut être titulaire que d'un seul contrat avec le port (Sauf cas particulier soumis à autorisation avec le Gestionnaire).

ARTICLE 2 - DESIGNATION DES OUVRAGES FAISANT L'OBJET D'UN ABONNEMENT

Les postes d'amarrage que la SODEAL peut mettre à la disposition des usagers dans le cadre d'un contrat d'abonnement sont caractérisés par la catégorie de poste la plus élevée qu'ils sont capables techniquement d'accueillir.

Les postes d'amarrage									
Catégories	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX
Longueur maximale des bateaux (mètres)	5,00	6,50	8 ,00	9,50	11,00	13,00	15,00	18,00	24,00

La SODEAL, se réserve la faculté d'accepter à un poste donné l'amarrage d'un bateau de longueur inférieure ou supérieure à la longueur ci-dessus indiquée.

ARTICLE 3 - CHARGES ET CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION D'UN POSTE

3-1 Les obligations de la SODEAL sont définies dans la Convention d'affermage liant la Ville d'Agde à la Société Gestionnaire dont l'usager est censé avoir parfaite connaissance.

3-2 Sur les postes objet d'un abonnement ou dans leur voisinage immédiat, la SODEAL met à la disposition de l'usager, en bon état d'entretien, les ouvrages nécessaires : à l'amarrage du bateau, à la fourniture d'eau, à la fourniture d'énergie électrique. (Sauf cas particuliers)

3-3 La SODEAL ne peut, être tenue responsable des dégâts, dégradations ou vols dont pourrait faire l'objet le bateau amarré à son poste.

3-4 De même la SODEAL ne peut, être recherchée pour tout ce qui résulterait de la faute, négligence ou imprudence de l'usager notamment en ce qui concerne l'utilisation des installations (d'eau, d'électricité...) placées sur les quais, pontons et terre-pleins, à la disposition de l'usager.

3-5 La SODEAL peut, à titre de mesure d'urgence, intervenir directement sur le bateau de l'usager, notamment si celui-ci, par le fait de l'eau ou de l'incendie, est en danger ou constitue une menace pour les autres navires, les installations portuaires, ou les personnes.

3-6 Cet emplacement pourra être utilisé par la SODEAL, à l'occasion de manifestations nautiques, terrestres, sportives, commerciales ou autres, sous réserve de procurer un emplacement pour ce même bateau dans le port du Cap d'Agde et après un préavis de 15 jours.

ARTICLE 4 - CHARGES ET OBLIGATIONS DE L'USAGER

4-1 Le poste d'amarrage ne peut être occupé que par le bateau de l'usager. En toute hypothèse, l'usager reste seul responsable de son utilisation devant la SODEAL.

4-2 Toutefois, le poste peut être mis, à titre précaire et immédiatement révocable, à la disposition d'un tiers, par la capitainerie uniquement dans le cas d'une absence de l'usager. A cette fin, ce dernier s'engage à signaler à la capitainerie ses absences et à lui en préciser la durée chaque fois que celle-ci excède 72 heures. Dans le cas où une absence est supérieure à 7 jours, pendant la période du 01er juillet au 31 août et dans l'hypothèse seulement ou la Capitainerie a pu louer ce poste à un tiers, l'usager peut prétendre au reversement de la part de la redevance forfaitaire annuelle correspondant à la durée d'occupation de son emplacement. En dehors de ces périodes, le gestionnaire pourra valablement considérer au bout de 7 jours d'absence, que le poste est libéré jusqu'à nouvel ordre et pourra en disposer librement jusqu'à ce que le navire titulaire du contrat de location de poste d'amarrage se présente et sous réserve que les possibilités de libération du poste, autorisent le départ du navire occupant temporairement le poste d'amarrage laissé libre. La SODEAL se réserve le droit d'utiliser le poste sans contrepartie ou rémunération.

4-3 L'usager est soumis aux règlements généraux et particuliers relatifs à la police et à l'exploitation du Port.

4-4 L'usager, devra pendant toute la durée du contrat être, pour son bateau, titulaire d'un contrat d'assurance couvrant les risques suivants :

- responsabilité civile (dans les limites du port),
- renflouement et enlèvement de l'épave en cas de naufrage dans les limites du Port ou dans les chenaux d'accès.
- Dommages causés aux ouvrages du port quels qu'en soient la nature, soit par le navire soit par les usagers.
- Dommages tant corporels que matériels causés aux tiers à l'intérieur du Port et dans les chenaux d'accès pouvant découler de l'incendie du navire, des matériels et marchandises transportés notamment les consommables.

L'usager s'engage à en justifier à toute demande. A défaut, le contrat pourra être résilié de plein droit.

4-5 L'usager doit déclarer à la SODEAL, le nom et l'adresse de la personne ou de l'organisme chargé du gardiennage de son bateau et l'informer immédiatement de toute modification à ce sujet, étant rappelé qu'en exécution de l'article 3.2 du règlement particulier de Police des Ports de Plaisance du Cap d'Agde et d'Ambonne, il est tenu de faire assurer le gardiennage de son unité et de ses amarres. Tout navire dans notre port doit être en conformité avec tous les Articles du code de la législation maritime.

Le contrat d'abonnement relatif au poste précise la personne ou l'organisme désigné par l'usager pour effectuer le gardiennage et les moyens (n° de téléphone..) par lesquels cette personne ou cet organisme peut être touché en cas d'urgence. La SODEAL se réserve le droit de ne pas agréer la personne ou l'organisme dont l'usager se propose d'utiliser les services en matière de gardiennage, ou de lui retirer cet agrément. Dans ce cas l'usager devra rechercher un autre moyen pour assurer le gardiennage de son bateau.

4-6 A la prise de possession des ouvrages mis à sa disposition l'usager déclare avoir constaté leur bon état d'entretien.

L'usager sera tenu responsable de l'aggravation des détériorations des ouvrages du Port mis à sa disposition, qui résulterait du fait que lui-même, ou le gardien désigné de son bateau aurait négligé d'informer, par écrit, la Capitainerie de ces détériorations.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

4-7 En exécution des articles 9.1 et 9.2 du règlement de police, l'usager doit faire bon usage des ouvrages mis à sa disposition en évitant en particulier les consommations abusives d'eau et d'électricité. En conséquence, il est interdit de laisser les robinets d'eau ouverts en dehors du temps de puisage nécessaire à l'approvisionnement du bateau. Il est également interdit de brancher sur les prises de courant des appareils autres que ceux destinés à l'éclairage du bateau et de laisser ceux-ci fonctionner sans nécessité. Dès disponibilité du boitier connecté « Falco », les bateaux qui en seront équipés, pourront rester branchés sur la borne électrique de quai ou ponton en l'absence d'occupants à bord.

ARTICLE 5 - TAXES ET REDEVANCES

Le contrat d'abonnement fixe la date de départ et la durée de mise à disposition du poste d'amarrage qui ne peut être supérieure à un an. Aucun contrat d'abonnement ne sera établi pour la période du 01 octobre au 31 décembre. Le contrat précise également le montant de la redevance à régler à la SODEAL, conformément au tarif en vigueur. La redevance doit être réglée à la signature du contrat par l'usager pour la période définie au contrat, que l'usager utilise le poste d'amarrage ou non. A défaut de règlement, le contrat est considéré comme nul et toute occupation du poste sera facturée au tarif journalier en vigueur. La redevance comprend forfaitairement la fourniture aux bouches ou prises situées au voisinage du poste occupé : - de l'eau nécessaire au remplissage des tanks du bateau et au lavage de celui-ci, - de l'énergie électrique nécessaire à la recharge des batteries ou l'éclairage du bateau. Des taxes spéciales pourront être exigées pour des prestations dépassant celles énoncées ci-dessus. **Il est convenu qu'à défaut de paiement de la redevance ou d'un terme de celle-ci, en cas de prélèvement bancaire rejeté, chèque sans provision ou tout retard de paiement des frais seront exigibles selon les dispositions légales en vigueur. En cas de facturation au tarif passage pour contrat non retourné, tout mois commencé sera dû. Sur certaine catégorie définie par le gestionnaire, une redevance d'usage d'installation électrique pourra être effectuée.**

ARTICLE 6 - CABINES D'HOTES

La sous-location du bateau doit être déclarée auprès des services de la Capitainerie. Le Gestionnaire se réserve le droit d'accepter ou non ladite activité. Toute activité effectuée et/ou faisant l'objet d'une publication sans l'accord du gestionnaire entrainera la résiliation du contrat d'amarrage sans aucune contrepartie. Nous vous rappelons que USAGERS et UTILISATEURS doivent se conformer aux divers règlements, lois, décrets, arrêtés préfectoraux, municipaux, applicables dans les limites du Port. En tout état de cause, l'usager engage sa responsabilité à l'égard des utilisateurs de son bateau.

ARTICLE 7 - CESSION - SOUS-LOCATION

Le poste d'amarrage peut faire l'objet d'un transfert par la conclusion d'un nouveau contrat, établi par la SODEAL accepté par toutes les parties et définissant les modalités de transfert du poste. A l'occasion d'une demande de transfert, la SODEAL se réserve le droit de reprendre elle-même le poste d'amarrage avec remboursement de la redevance forfaitaire versée à l'origine compte tenu de la durée écoulée de l'occupation, prorata temporis après prélèvement de 20% des montants dus à titre de frais de dossier, sans que l'usager puisse élever la moindre réclamation ou s'y opposer. En cas de vente du bateau à un autre plaisancier le vendeur doit remplir le document « transfert de poste » et fournir impérativement l'acte de vente. La SODEAL interdit expressément à tout plaisancier d'effectuer de la sous-location de poste.

ARTICLE 8 - RETRAIT

L'usager s'interdit tout recours contre la SODEAL dans le cas où la ville d'AGDE, en vertu des articles 34 à 39 de la Convention d'affermage, procéderait soit à la résiliation du contrat d'affermage, soit à la suppression partielle ou totale des installations affermées. Dans cette hypothèse, la partie de la redevance correspondant à la période d'occupation non utilisée, lui serait reversée.

ARTICLE 9 - RESILIATION

9-1 Le présent contrat à durée déterminée pourra être résilié par écrit, de façon anticipée, par le preneur par lettre recommandée avec accusé de réception. Le délai de préavis est fixé à un mois, le délai commençant à courir à compter de la date de présentation ou de réception de la présente demande. Dans le cas d'une résiliation du contrat avant le 30 septembre (bateau parti) de l'année en cours, la SODEAL s'engage à rembourser au bénéficiaire 80% de la somme restante à compter du dernier jour du préavis jusqu'au 31 décembre. Au-delà du 30 septembre de l'année en cours aucun remboursement ne sera effectué. Au cours de la première année d'occupation, la résiliation n'entraînera aucun remboursement sur la redevance qui reste due jusqu'au 31 décembre de l'année en cours.

9-2 Il est, en outre, expressément convenu qu'à défaut de paiement de la redevance annuelle ainsi que tout manquement aux obligations découlant du contrat et du règlement et après mise en demeure ou commandement resté infructueux un mois après, le présent contrat sera résilié de plein droit sans qu'il soit nécessaire de remplir aucune formalité judiciaire. Après information du titulaire du contrat, le bateau ne sera pas maintenu dans les lieux, le port ne pouvant être tenu pour responsable. Les frais engagés resteraient à la charge du preneur.

ARTICLE 10 - EXPIRATION ET LITIGE

A l'expiration de la période d'abonnement annuel, l'usager conserve un droit de préférence pour une nouvelle occupation sur le même poste. Sauf contraintes portuaires. En cas de litige, attribution de juridiction est faite au Tribunal Administratif.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE D'AGDE ET DU LITTORAL

CAPITAINERIE CAP D'AGDE
34300 CAP D'AGDE
Tél :(33)04.67.26.00.20
Port Ambonne : (33)04.67.26.00.23
E.mail : contact@port-capdagde.com
www.port-capdagde.com
Dossier n° @CONTNUM
Poste n° @EMPLACE

@PROPCIV @PROPNOM @PROPPREN
@PROPADR1
@PROPADR2
@PROPADR3
@PROPCP @PROPVILLE
@PROPPAYS

CONTRAT D'ABONNEMENT POUR UN POSTE D'AMARRAGE A USAGE PROFESSIONNEL

Entre, La Société de Développement Economique d'Agde et du Littoral (SODEAL), représentée par son Président Directeur Général, Stéphane HUGONNET,

et, NOM : @PROPNOM @PROPPREN
Adresse : @PROPADR1
@PROPADR2
@PROPCP @PROPVILLE

Tél.Fixe : @PROPTEL
Tél.Portable : @PROPGSM
EMail : @PROPEMAIL

Adresse de vacances : @VACADR1 @VACADR2 @VACCP @VACVILLE

COPROPRITETAIRE(S) : @COP1NOM @COP1PREN, @COP2NOM @COP2PREN, @COP3NOM @COP3PREN, @COP4NOM @COP4PREN
Ci-après dénommé " Usager(s) "

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : La SODEAL met à la disposition de l'usager un poste d'amarrage :

N° Poste	Date	Catégorie	Période de mise à disposition	Redevance	
				Montant TTC (Dont frais dossier = @CONTMNTFD)	Date d'exigibilité (paiement)
@EMPLACE	@CONTDEB	@BATCAT	@CONTDEB @CONTFIN	@CONTMNTAVFD *	@CONTDEB

@ZPB18
* Dont Redevance Environnementale : **@PRESCOMPRENVAN20** €
* Au 1er janvier 2020, montant de la Redevance environnementale : **9,49** € TTC par mètre linéaire.
* Des frais de gestion peuvent s'appliquer sur votre facture en fonction du mode de paiement choisi (voir « modes et conditions de règlement » de votre contrat)
En cas de résiliation aucun remboursement ne sera effectué au-delà du 30 septembre. La première année d'occupation, la résiliation n'entrainera aucun remboursement sur la redevance qui reste due jusqu'au 31 décembre de l'année en cours.

ARTICLE 2 : Ce poste est destiné à la réception du bateau :

Nom du bateau	N° de Francisation	Moteur ou Voile	Modèle	Longueur maximale	Largeur	Tirant d'eau	Poids	N° d'Immat.
@BATNOM	@BATACTENUM	@BATTYPE	@BATMODEL	@BATLONG	@BATLARG	@BATTIRDEAU	@BATPOIDS	@BATIMMAT

Conformément à l'article 3.2 du Règlement Particulier de Police du Port, l'usager du navire est tenu de **communiquer, par tout moyen, au gestionnaire les coordonnées de la personne qu'il désigne comme gardien du navire** @GARDNOM @GARDPREN.
En dehors de toute précision, le bénéficiaire du contrat sera réputé assurer lui-même le gardiennage de son unité.

ARTICLE 3 : l'usager déclare expressément :
- accepter et s'informer régulièrement des conditions d'occupation du poste et des obligations qu'il contracte en conséquence envers la SODEAL, telles que stipulées dans le fascicule et le règlement particulier de police du port dont il reconnaît avoir pris connaissance. *(Disponible sur le site internet www.port-capdagde.com* et consultable en capitainerie*)*
- reconnaître que les ouvrages du port mis à sa disposition sont en bon état d'entretien.
- reconnaître être informé, qu'en cas de cession à titre gratuit ou onéreux de son bateau, l'acquéreur ne bénéficiera d'aucune priorité d'abonnement sur l'appontement occupé.

ARTICLE 4 : L'usager, devra pendant toute la durée du contrat être, pour son bateau, titulaire d'un contrat d'assurance tel que mentionné à l'article 4-4 du fascicule professionnel. ***L'usager doit expressément fournir un extrait Kbis de la société à jour lors du renouvellement du contrat ainsi que la pièce d'identité recto/verso du ou des gérant(s) et une attestation d'assurance, responsabilité civile professionnelle et/ou du bateau. A défaut, le présent contrat sera réputé incomplet, entraînant sa caducité et pourra être résilié de plein droit.***

ARTICLE 5 : L'usager s'engage à déclarer immédiatement à la SODEAL toute modification concernant les indications fournies dans les articles précédents. La SODEAL se réserve le droit d'apprécier dans quelle mesure ces modifications peuvent être acceptées et notamment nécessiter la passation d'un nouveau contrat.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Modes et conditions de règlement

Je choisis (Cocher)	En 1 fois
@CASEPAIE1	- Par chèque, - Par virement (BIC : CCBPFRPPPPG code IBAN : FR76 1660 7002 4309 4083 7702 824) - Par CB (au guichet ou en ligne sur le portail Alizée), - Ou espèces (suite au décret n°2015-741 du 24 juin 2015, les clients Français ne peuvent régler en espèces un montant supérieur à 1000€, les clients étrangers 10 000€)

En 4 fois par prélèvements (Frais 4% du montant)

@CASEPAIE4

Si vous souhaitez régler par prélèvement vous avez la possibilité de nous envoyer un courriel à l'adresse suivante : **mj.villette@sodeal.fr** afin de vous envoyer le mandant sepa (avec ce mandat, les prélèvements sont désormais possibles à l'international).

En cas de nouveau contrat des frais de dossier d'un montant de **25€** sont prélevés avec la première échéance.
La Sodéal se réserve le droit de modifier les dates d'échéances de votre échéancier en cas de prélèvements impayés.

Echéances	Catégories des navires (Prix TTC en Euros, redevance d'équipement incluse) Des variations de centimes peuvent s'appliquer au prix ci-dessous								
	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX
15.01.2020	310.71 + Red.Envir	415.92 + Red.Envir	512.65 + Red.Envir	619.11 + Red.Envir	742.57 + Red.Envir	901.10 + Red.Envir	1099.91 + Red.Envir	1335.19 + Red.Envir	1743.76 + Red.Envir
15.04.2020	310.73	415.93	512.64	619.11	742.57	901.09	1099.92	1335.20	1743.75
15.07.2020	310.73	415.93	512.64	619.11	742.57	901.09	1099.92	1335.20	1743.75
15.10.2020	310.73	415.93	512.64	619.11	742.57	901.09	1099.92	1335.20	1743.75

Protection des données personnelles : Vos données font l'objet d'un traitement par la société Sodéal, gestionnaire du Port. Ces données sont collectées pour gérer vos contrats et demandes diverses. Celles-ci seront conservées dix ans après la résiliation du contrat. Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de modification, d'effacement et de limitation de vos données. Pour exercer ces droits ou pour toute question vous pouvez écrire à dpo@sodeal.fr .
Accepte de recevoir des informations sur le port par : @CASESMS SMS @CASEMAIL MAIL

@CASEVIDEOOK ACCEPTE OU @CASEVIDEOKO REFUSE LA SURVEILLANCE Je reconnais avoir été informé que mon bateau et les personnes amenées à y évoluer peuvent faire l'objet d'une vidéosurveillance par le CSU d'Agde. Images exploitées uniquement sur réquisition légales.

@CASERGPD (COCHER OBLIGATOIREMENT CETTE CASE POUR VALIDER LE CONTRAT) En signant ce contrat, je reconnais avoir pris connaissance de toutes les informations contenues dans les présentes, dont les conditions relatives à la RGPD détaillées ci-dessus et m'engage à me conformer aux statuts et aux règlements, dont j'accepte les conditions sans réserve.

Fait, au Cap d'Agde le @DATEEMISS

Pour la SODEAL,

SODEAL
Michel TAULER
Directeur Général Délégué

Pour l'USAGER,
« Bon pour accord »

@TXTDATESIGNCONTPORTAIL

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Fascicule Professionnel

CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES D'ABONNEMENT POUR UN POSTE D'AMARRAGE

ARTICLE 1 - DEFINITION USAGER(S) : Toute personne mentionnée sur les papiers bateau, propriétaire ou locataire. Un usager ne peut être titulaire que d'un seul contrat avec le port (Sauf cas particulier soumis à autorisation avec le Gestionnaire). Dans les présentes, l'usager représente le professionnel titulaire du contrat.

ARTICLE 2 - DESIGNATION DES OUVRAGES FAISANT L'OBJET D'UN ABONNEMENT

Les postes d'amarrage que la SODEAL peut mettre à la disposition des usagers dans le cadre d'un contrat d'abonnement sont caractérisés par la catégorie de poste la plus élevée qu'ils sont capables techniquement d'accueillir.

Les postes d'amarrage									
Catégories	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX
Longueur maximale des bateaux (mètres)	5,00	6,50	8 ,00	9,50	11,00	13,00	15,00	18,00	24,00

La SODEAL, se réserve la faculté d'accepter à un poste donné l'amarrage d'un bateau de longueur inférieure ou supérieure à la longueur ci-dessus indiquée.

ARTICLE 3 - CHARGES ET CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION D'UN POSTE

3-1 Les obligations de la SODEAL sont définies dans la Convention d'affermage liant la Ville d'Agde à la Société Gestionnaire dont l'usager est censé avoir parfaite connaissance.

3-2 Sur les postes objet d'un abonnement ou dans leur voisinage immédiat, la SODEAL met à la disposition de l'usager, en bon état d'entretien, les ouvrages nécessaires : à l'amarrage du bateau, à la fourniture d'eau, à la fourniture d'énergie électrique. (Sauf cas particuliers)

3-3 La SODEAL ne peut, être tenue responsable des dégâts, dégradations ou vols dont pourrait faire l'objet le bateau amarré à son poste.

3-4 De même la SODEAL ne peut, être recherchée pour tout ce qui résulterait de la faute, négligence ou imprudence de l'usager notamment en ce qui concerne l'utilisation des installations (d'eau, d'électricité...) placées sur les quais, pontons et terre-pleins, à la disposition de l'usager.

3-5 La SODEAL peut, à titre de mesure d'urgence, intervenir directement sur le bateau de l'usager, notamment si celui-ci, par le fait de l'eau ou de l'incendie, est en danger ou constitue une menace pour les autres navires, les installations portuaires, ou les personnes.

3-6 Cet emplacement pourra être utilisé par la SODEAL, à l'occasion de manifestations nautiques, terrestres, sportives, commerciales ou autres, sous réserve de procurer un emplacement pour ce même bateau dans le port du Cap d'Agde et après un préavis de 15 jours.

ARTICLE 4 - CHARGES ET OBLIGATIONS DE L'USAGER

4-1 Le poste d'amarrage ne peut être occupé que par le bateau de l'usager. En toute hypothèse, l'usager reste seul responsable de son utilisation devant la SODEAL.

4-2 Toutefois, le poste peut être mis, à titre précaire et immédiatement révocable, à la disposition d'un tiers, par l'usager. La majoration pouvant être appliquée par l'usager au tarif en vigueur ne pourra excéder 15%.

4-3 L'usager est soumis aux règlements généraux et particuliers relatifs à la police et à l'exploitation du Port. L'usager est responsable de leurs applications auprès du tiers dans le cadre de la mise à disposition dudit poste.

4-4 L'usager, devra pendant toute la durée du contrat être, titulaire d'une **assurance responsabilité civile professionnelle** en cours de validité. Celle-ci devra couvrir l'ensemble des postes d'amarrage, pour lesquels, il est sous contrat avec la Sodeal. L'usager s'engage à en justifier à toute demande, à défaut, les contrats pourront être résiliés de plein droit. L'usager devra également s'assurer que les tiers, qui sont sous leur entière responsabilité disposent des assurances nécessaires à la mise à disposition d'un poste telles que stipulées dans le règlement de police portuaire.

4-5 L'usager doit déclarer à la SODEAL, le nom et l'adresse de la personne ou de l'organisme chargé du gardiennage de son bateau et l'informer immédiatement de toute modification à ce sujet, étant rappelé qu'en exécution de l'article 3.2 du règlement particulier de Police des Ports de Plaisance du Cap d'Agde et d'Ambonne, il est tenu de faire assurer le gardiennage de son unité et de ses amarres. Tout navire dans notre port doit être en conformité avec tous les Articles du code de la législation maritime.

Le contrat d'abonnement relatif au poste précise la personne ou l'organisme désigné par l'usager pour effectuer le gardiennage et les moyens (n° de téléphone..) par lesquels cette personne ou cet organisme peut être touché en cas d'urgence. La SODEAL se réserve le droit de ne pas agréer la personne ou l'organisme dont l'usager se propose d'utiliser les services en matière de gardiennage, ou de lui retirer cet agrément. Dans ce cas l'usager devra rechercher un autre moyen pour assurer le gardiennage de son bateau.

4-6 A la prise de possession des ouvrages mis à sa disposition l'usager déclare avoir constaté leur bon état d'entretien.

L'usager sera tenu responsable de l'aggravation des détériorations des ouvrages du Port mis à sa disposition, qui résulterait du fait que lui-même, ou le gardien désigné de son bateau aurait négligé d'informer, par écrit, la Capitainerie de ces détériorations.

4-7 En exécution des articles 9.1 et 9.2 du règlement de police, l'usager doit faire bon usage des ouvrages mis à sa disposition en évitant en particulier les consommations abusives d'eau et d'électricité. En conséquence, il est interdit de laisser les robinets d'eau ouverts en dehors du temps de puisage nécessaire à l'approvisionnement du bateau. Il est également interdit de brancher sur les prises de courant des appareils autres que ceux destinés à l'éclairage du bateau et de laisser ceux-ci fonctionner sans nécessité. Dès disponibilité du boitier connecté « Falco », les bateaux qui en seront équipés, pourront rester branchés sur la borne électrique de quai ou ponton en l'absence d'occupants à bord.

ARTICLE 5 - TAXES ET REDEVANCES

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Le contrat d'abonnement fixe la date de départ et la durée de mise à disposition du poste d'amarrage qui ne peut être supérieure à un an. Aucun contrat d'abonnement ne sera établi pour la période du 01 octobre au 31 décembre. Le contrat précise également le montant de la redevance à régler à la SODEAL, conformément au tarif en vigueur. La redevance doit être réglée à la signature du contrat par l'usager pour la période définie au contrat, que l'usager utilise le poste d'amarrage ou non. A défaut de règlement, le contrat est considéré comme nul et toute occupation du poste sera facturée au tarif journalier en vigueur. La redevance comprend forfaitairement la fourniture aux bouches ou prises situées au voisinage du poste occupé : - de l'eau nécessaire au remplissage des tanks du bateau et au lavage de celui-ci, - de l'énergie électrique nécessaire à la recharge des batteries ou l'éclairage du bateau. Des taxes spéciales pourront être exigées pour des prestations dépassant celles énoncées ci-dessus. **Il est convenu qu'à défaut de paiement de la redevance ou d'un terme de celle-ci, en cas de prélèvement bancaire rejeté, chèque sans provision ou tout retard de paiement des frais de dossier seront exigibles selon les dispositions légales en vigueur. En cas de facturation au tarif passage pour contrat non retourné, tout mois commencé sera dû. Sur certaine catégorie définie par le gestionnaire, une redevance d'usage d'installation électrique pourra être effectuée.**

ARTICLE 6 - CABINES D'HOTES

La sous-location du bateau doit être déclarée auprès des services de la Capitainerie. Le Gestionnaire se réserve le droit d'accepter ou non ladite activité. Toute activité effectuée et/ou faisant l'objet d'une publication sans l'accord du gestionnaire entrainera la résiliation du contrat d'amarrage sans aucune contrepartie. Nous vous rappelons que USAGERS et UTILISATEURS doivent se conformer aux divers règlements, lois, décrets, arrêtés préfectoraux, municipaux, applicables dans les limites du Port. En tout état de cause, l'usager engage sa responsabilité à l'égard des utilisateurs de son bateau.

ARTICLE 7 - CESSION - SOUS-LOCATION

Le poste d'amarrage peut faire l'objet d'un transfert par la conclusion d'un nouveau contrat, établi par la SODEAL accepté par toutes les parties et définissant les modalités de transfert du poste. A l'occasion d'une demande de transfert, la SODEAL se réserve le droit de reprendre elle-même le poste d'amarrage avec remboursement de la redevance forfaitaire versée à l'origine compte tenu de la durée écoulée de l'occupation, prorata temporis après prélèvement de 20% des montants dus à titre de frais de dossier, sans que l'usager puisse élever la moindre réclamation ou s'y opposer. En cas de vente du bateau à un plaisancier le vendeur doit remplir le document « transfert de poste » et fournir impérativement l'acte de vente.

ARTICLE 8 - RETRAIT

L'usager s'interdit tout recours contre la SODEAL dans le cas où la ville d'AGDE, en vertu des articles 34 à 39 de la Convention d'affermage, procéderait soit à la résiliation du contrat d'affermage, soit à la suppression partielle ou totale des installations affermées. Dans cette hypothèse, la partie de la redevance correspondant à la période d'occupation non utilisée, lui serait reversée.

ARTICLE 9 - RESILIATION

9-1 Le présent contrat à durée déterminée pourra être résilié par écrit, de façon anticipée, par le preneur par lettre recommandée avec accusé de réception. Le délai de préavis est fixé à un mois, le délai commençant à courir à compter de la date de présentation ou de réception de la présente demande. Dans le cas d'une résiliation du contrat avant le 30 septembre de l'année en cours (bateau parti), la SODEAL s'engage à rembourser au bénéficiaire 80% de la somme restante à compter du dernier jour du préavis jusqu'au 31 décembre. Au-delà du 30 septembre de l'année en cours aucun remboursement ne sera effectué. Au cours de la première année d'occupation, la résiliation n'entraînera aucun remboursement sur la redevance qui reste due jusqu'au 31 décembre de l'année en cours.

9-2 Il est, en outre, expressément convenu qu'à défaut de paiement de la redevance annuelle ainsi que tout manquement aux obligations découlant du contrat et du règlement et après mise en demeure ou commandement resté infructueux un mois après, le présent contrat sera résilié de plein droit sans qu'il soit nécessaire de remplir aucune formalité judiciaire. Après information du titulaire du contrat, le bateau ne sera pas maintenu dans les lieux, le port ne pouvant être tenu pour responsable. Les frais engagés resteraient à la charge du preneur.

ARTICLE 10 - EXPIRATION ET LITIGE

A l'expiration de la période d'abonnement annuel, l'usager conserve un droit de préférence pour une nouvelle occupation sur le même poste. Sauf contraintes portuaires. En cas de litige, attribution de juridiction est faite au Tribunal Administratif.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

CAPITAINERIE CAP D'AGDE
1 rue de la capitainerie avant-port
34300 CAP D'AGDE
Tél :(33)04.67.26.00.20
Port Ambonne : (33)04.67.26.00.23
E.mail : contact@port-capdagde.com
www.port-capdagde.com

EXEMPLAIRE A RETOURNER avec les papiers bateau, pièce d'identité et attestation d'assurance

Cap d'Agde, le @DATESYS

@PROPCIV @PROPNOM @PROPPREN
@PROPADR1
@PROPADR2
@PROPCP @PROPVILLE @PROPPAYS

CONTRAT DE RESERVATION D'UN POSTE A QUAI

(Imprimé à compléter et à renvoyer accompagné des documents et du règlement)

Entre, La Société de Développement Economique d'Agde et du Littoral (SODEAL), représentée par son Président Directeur Général, Stéphane HUGONNET,

et, l'usager NOM : @PROPNOM @PROPPREN
Adresse : @PROPADR1
@PROPADR2
@PROPCP @PROPVILLE

Tél.Fixe : @PROPTEL
Tél.Portable : @PROPGSM
EMail : @PROPEMAIL

Adresses de vacances :

1 - Contrat de réservation destiné à la réception du bateau : (compléter les champs manquants)

Nom du bateau	N° de Francisation	Moteur ou Voile	Modèle	Longueur maximale	Largeur	Tirant d'eau	Poids	N° d'Immat.
@BATNOM	@BATNUMACTE	@BATTYPE	@BATMODEL	@BATLONG	@BATLARG	@BATTIRDEAU	@BATPOIDS	@BATIMMAT

2 - Assurance : L'usager, devra pendant toute la durée du contrat être, pour son bateau, titulaire d'un contrat d'assurance couvrant les risques suivants : responsabilité civile (dans les limites du port) ; renflouement et enlèvement de l'épave en cas de naufrage dans les limites du Port ou dans les chenaux d'accès ; dommages causés aux ouvrages du port quels qu'en soient la nature, soit par le navire soit par les usagers ; dommages tant corporels que matériels causés aux tiers à l'intérieur du Port et dans les chenaux d'accès pouvant découler de l'incendie du navire, des matériels et marchandises transportés notamment les consommables.
L'usager s'engage à en justifier à toute demande. A défaut, le contrat pourra être résilié de plein droit.

3 - Mise à disposition d'un poste d'accostage du @CONTDEB **(14 heures) au** @CONTFIN **(12 heures) sur** @EMPLACE
@PERIODES

Montant total du séjour : @CONTMNT €

4 - Règlement
@PROPCIV @PROPNOM @PROPPREN verse le montant des arrhes, soit **@ECH01** à réception du présent contrat accompagné des papiers du bateau (acte de francisation / carte de circulation) et de l'attestation d'assurance en cours de validité et d'une pièce d'identité et s'engage à payer le solde du contrat soit : **@ECH02**, **1 mois avant l'arrivée**. Dans le cas où l'arrivée est prévue dans moins d'un mois, l'usager verse la totalité du séjour à réception du présent contrat **soit @CONTMNT €**
A défaut, la réservation sera annulée. Tout dossier/versement incomplet, sera réputé caduque et entraînera l'annulation de la réservation.
Règlement par chèque à l'ordre de la SODEAL ou par virement Banque Populaire du Sud Agde, BIC : CCBPFRPPPPG, IBAN : FR76 1660 7002 4309 4083 7702 824.

5 - Annulation
En cas d'annulation effectuée :
- Plus d'un mois avant la date d'arrivée prévue, la SODEAL remboursera les sommes versées diminuées de 25€ pour frais de dossier.
- Moins d'un mois avant la date d'arrivée prévue, aucun remboursement ne sera effectué.

Protection des données personnelles : Vos données font l'objet d'un traitement par la société Sodéal, gestionnaire du Port. Ces données sont collectées pour gérer vos contrats et demandes diverses. Celles-ci seront conservées dix ans après la résiliation du contrat. Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de modification, d'effacement et de limitation de vos données. Pour exercer ces droits ou pour toute question vous pouvez écrire à dpo@sodeal.fr .

☐ **(COCHER OBLIGATOIREMENT CETTE CASE POUR VALIDER LE CONTRAT) En signant ce contrat, je reconnais avoir pris connaissance de toutes les informations contenues dans les présentes, dont les conditions relatives à la RGPD détaillées ci-dessus et m'engage à me conformer aux statuts et aux règlements, dont j'accepte les conditions sans réserve.**

Fait, au Cap d'Agde le @DATESYS

Pour l'USAGER,
« Bon pour accord »

CAPITAINERIE CAP D'AGDE
1 rue de la capitainerie avant-port
34300 CAP D'AGDE
Tél :(33)04.67.26.00.20
Port Ambonne : (33)04.67.26.00.23
E.mail : contact@port-capdagde.com
www.port-capdagde.com

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

EXEMPLAIRE A CONSERVER

Cap d'Agde, le @DATESYS

@PROPCIV @PROPNOM @PROPPREN
@PROPADR1
@PROPADR2
@PROPCP @PROPVILLE @PROPPAYS

CONTRAT DE RESERVATION D'UN POSTE A QUAI

(Imprimé à compléter et à renvoyer accompagné des documents et du règlement)

Entre, La Société de Développement Economique d'Agde et du Littoral (SODEAL), représentée par son Président Directeur Général, Stéphane HUGONNET,

et, l'usager NOM : @PROPNOM @PROPPREN
Adresse : @PROPADR1
@PROPADR2
@PROPCP @PROPVILLE

Tél.Fixe : @PROPTEL
Tél.Portable : @PROPGSM
EMail : @PROPEMAIL

Adresses de vacances :

1 - Contrat de réservation destiné à la réception du bateau : (compléter les champs manquants)

Nom du bateau	N° de Francisation	Moteur ou Voile	Modèle	Longueur maximale	Largeur	Tirant d'eau	Poids	N° d'Immat.
@BATNOM	@BATNUMACTE	@BATTYPE	@BATMODEL	@BATLONG	@BATLARG	@BATTIRDEAU	@BATPOIDS	@BATIMMAT

2 - Assurance : L'usager, devra pendant toute la durée du contrat être, pour son bateau, titulaire d'un contrat d'assurance couvrant les risques suivants : responsabilité civile (dans les limites du port) ; renflouement et enlèvement de l'épave en cas de naufrage dans les limites du Port ou dans les chenaux d'accès ; dommages causés aux ouvrages du port quels qu'en soient la nature, soit par le navire soit par les usagers ; dommages tant corporels que matériels causés aux tiers à l'intérieur du Port et dans les chenaux d'accès pouvant découler de l'incendie du navire, des matériels et marchandises transportés notamment les consommables.
L'usager s'engage à en justifier à toute demande. A défaut, le contrat pourra être résilié de plein droit.

3 - Mise à disposition d'un poste d'accostage du @CONTDEB **(14 heures) au** @CONTFIN **(12 heures) sur** @EMPLACE
@PERIODES

Montant total du séjour : @CONTMNT €

4 - Règlement
@PROPCIV @PROPNOM @PROPPREN verse le montant des arrhes, soit **@ECH01** à réception du présent contrat accompagné des papiers du bateau (acte de francisation / carte de circulation) et de l'attestation d'assurance en cours de validité et d'une pièce d'identité et s'engage à payer le solde du contrat soit : **@ECH02**, **1 mois avant l'arrivée**. Dans le cas où l'arrivée est prévue dans moins d'un mois, l'usager verse la totalité du séjour à réception du présent contrat **soit @CONTMNT €**
A défaut, la réservation sera annulée. Tout dossier/versement incomplet, sera réputé caduque et entraînera l'annulation de la réservation.
Règlement par chèque à l'ordre de la SODEAL ou par virement Banque Populaire du Sud Agde, BIC : CCBPFRPPPPG, IBAN : FR76 1660 7002 4309 4083 7702 824.

5 - Annulation
En cas d'annulation effectuée :
- Plus d'un mois avant la date d'arrivée prévue, la SODEAL remboursera les sommes versées diminuées de 25€ pour frais de dossier.
- Moins d'un mois avant la date d'arrivée prévue, aucun remboursement ne sera effectué.

Protection des données personnelles : Vos données font l'objet d'un traitement par la société Sodéal, gestionnaire du Port. Ces données sont collectées pour gérer vos contrats et demandes diverses. Celles-ci seront conservées dix ans après la résiliation du contrat. Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de modification, d'effacement et de limitation de vos données. Pour exercer ces droits ou pour toute question vous pouvez écrire à dpo@sodeal.fr .

☐ **(COCHER OBLIGATOIREMENT CETTE CASE POUR VALIDER LE CONTRAT) En signant ce contrat, je reconnais avoir pris connaissance de toutes les informations contenues dans les présentes, dont les conditions relatives à la RGPD détaillées ci-dessus et m'engage à me conformer aux statuts et aux règlements, dont j'accepte les conditions sans réserve.**

Fait, au Cap d'Agde le @DATESYS

Pour l'USAGER,
« Bon pour accord »

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

CONVENTION ANNUELLE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC PORTUAIRE

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE D'AGDE ET DU LITTORAL (SODEAL),
Société anonyme d'économie mixte locale (SAEML) au capital de 228.750,00 €,
Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) de BEZIERS sous le numéro 378 317 614
Représentée par son Président Directeur Général en exercice, Monsieur Stéphane HUGONNET,
Domiciliée es qualité au siège social 21 Cours des Gentilhommes, 34300 Agde,
Dûment habilité par le contrat de délégation de service public « *Gestion des Ports & du Centre Nautique* » conclue le 29 juin 2005 avec la Commune d'AGDE,

Ci-après dénommée la SODEAL, D'UNE PART,

ET :

Monsieur
Demeurant :

Ci-après dénommé l'Occupant, D'AUTRE PART,

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

Les ports de plaisance du Cap d'Agde et d'Ambonne ont été mis à disposition de la Commune d'AGDE par Arrêté préfectoral du 30 décembre 1983. Les limites ont été fixées dans le procès-verbal du 10 mars 1984.

Par délégation de service public « *Gestion des ports et du centre nautique* » conclu le 29 juin 2005, la Commune d'AGDE a délégué la gestion des ports du Cap d'Agde et d'Ambonne à la SODEAL.

Dans le Port du Cap d'Agde et d'Ambonne ne sont autorisés que les navires de plaisance en état de naviguer et les navires de pêche professionnels soumis à l'aval de l'autorité portuaire.

Le Port du Cap d'Agde comprend 3400 anneaux de plaisance dont 224 marinas.

L'article 9.4 du contrat conclu le 29 juin 2005 autorise la SODEAL à délivrer les autorisations d'occupation du domaine public maritime ayant trait au périmètre des biens compris dans la présente délégation de service public.

L'Occupant est propriétaire d'une marina dans le Port du Cap d'Agde et a formé une demande tendant à se voir consentir le droit d'occuper l'anneau situé devant sa marina, ainsi que le plan d'eau.

Cette convention est encadrée notamment par l'article R5314-31, 1er alinéa du code des transports.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La SODEAL consent à l'Occupant le droit d'occuper, à titre précaire et révocable, les dépendances du domaine public portuaire désignées à l'article 2, en vue d'installer un bateau à l'aplomb du plan d'eau.

Le présent contrat ne confère aucun droit réel sur les ouvrages, construction et installations.

ARTICLE 2 : EMPLACEMENT MIS A DISPOSITION DE L'OCCUPANT

Article 2.1. Désignation de l'emplacement mis à disposition

Le Gestionnaire consent à l'Occupant la garantie d'usage du poste d'amarrage de catégorie IV situé à l'emplacement MAR au droit de la façade maritime de la copropriété figurant sur le plan faisant l'objet de l'annexe I de la présente convention, dans les limites suivantes :

- 9.50 mètres (longueur maximale bateau) X 4,00 ml (front d'accostage)
- Largeur maximale du bateau : 3,65 m
- Le plan d'eau à cet emplacement aura une profondeur moyenne de 2,50 m NGF

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

La mise à disposition de cet emplacement sera formalisée, à l'initiative de la SODEAL, par un état des lieux contradictoire qui fera l'objet de l'annexe II de la présente convention.

La limite séparative du domaine public portuaire et de la propriété privée riveraine est définie par le plan annexé au contrat qui précise de plus l'implantation des ouvrages et le périmètre mis à la disposition de l'occupant sur les plans d'eau.

Article 2.2. Obligations de l'Occupant s'agissant de l'emplacement mis à disposition

2.2.1. - L'Occupant a l'obligation de faire un usage de l'emplacement mis à sa disposition conforme et compatible avec son affectation.

Il s'engage notamment à respecter la délimitation de l'emplacement telle que figurant sur l'annexe I et ne devra en aucun cas gêner la circulation du public.

Ainsi, le bateau ne devra pas dépasser de la zone consentie et constituer une gêne pour la navigation et les tiers.

Il est interdit de stocker des annexes de façon permanente sur ou sous les pontons et de les amarrer le long des pontons entre les navires.

2.2.2. – L'Occupant devra maintenir l'emplacement en bon état d'entretien durant toute la durée de la présente convention.

A ce titre, l'Occupant engage et supporte, les charges afférentes aux dépenses permettant de maintenir l'emplacement en bon état d'entretien et en parfait état de propreté.

Aux fins de vérification de la parfaite exécution de cette obligation, la SODEAL pourra visiter ou faire visiter, par tout expert de son choix, une fois par an, l'emplacement.

L'Occupant s'oblige également à engager les travaux nécessaires à la mise en conformité de l'emplacement occupé aux normes, règlementations techniques, administratives et fiscales obligatoires de telle sorte qu'à l'issue de la présente convention, ce dernier soit conforme à la règlementation en vigueur.

L'occupant aura l'obligation :

- d'effectuer à ses frais un contrôle de conformité de l'ouvrage du ponton désigné par le contrat par un organisme de contrôle spécialisé,
- d'effectuer à ses frais un contrôle de conformité des pieux soutenant l'ouvrage désigné par le contrat par un organisme de contrôle spécialisé,
- d'effectuer à ses frais un contrôle de conformité des installations électriques équipant l'ouvrage du ponton désigné par le contrat par un organisme de contrôle spécialisé,

La SODEAL peut être mandatée pour réaliser des opérations de contrôle de conformité de l'ouvrage et des installations électriques l'équipant.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

2.2.3. – L'occupant s'engage à respecter les règlements généraux et particuliers pris pour la police et l'exploitation du port.

L'occupant déclare avoir pris connaissance du règlement particulier de police des ports de plaisance du cap d'Agde et du port d'Ambonne, du plan de gestion et de traitement des déchets, et des consignes de sécurité.

L'occupant s'engage à respecter toutes les consignes données par les agents du port et toutes personnes chargées de la police du port.

Article 2.3. Obligations de l'Occupant s'agissant de l'amarrage des bateaux

Le bateau est amarré sous la responsabilité de l'Occupant.

L'Occupant doit vérifier la solidité des installations d'amarrage ainsi que leurs amarres. L'Occupant conservera l'entière responsabilité de l'amarrage qu'il effectuera lui-même sur ces installations.

Le bateau est amarré sous la responsabilité de l'Occupant.

Article 2.4. Obligations de l'Occupant s'agissant de son bateau

Le bateau doit être en conformité notamment avec les dispositions du code des ports maritimes et du code des transports.

Le bateau doit être en bon état de flottabilité, de navigabilité et être en état d'entretien y compris sur l'aspect extérieur de manière à éviter toute pollution visuelle.

L'Occupant est invité à déclarer à la Capitainerie du Port le nom et les caractéristiques du ou des bateaux qui accosteront au poste à quai faisant l'objet du contrat.

Le bateau de l'Occupant devra disposer des documents administratifs à bord et le titre de propriété en règle, présentables aux services du port sur demande.

Le bateau doit être parfaitement identifiable, son nom et le numéro d'immatriculation délivré par le service par le service des Affaires Maritimes du quartier concerné, devront être portés sur le tableau arrière.

L'Occupant est tenu de faire assurer le gardiennage de son bateau et de ses amarres.

Article 2.5. Obligations de l'Occupant s'agissant des règles de propreté du port

L'Occupant s'engage à respecter les règlements en matière de propreté du port.

Un plan de réception et de traitement des déchets d'exploitation des navires et des résidus de cargaison est affiché à la capitainerie et à la déchetterie du port, située sur la zone technique.

Il est défendu et passible de poursuites de jeter quelque matière que ce soit, solide ou liquide, sur les ouvrages, dans les eaux du port, les rades et les passes navigables.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Les ordures ménagères doivent être déposées dans des récipients déposés à cet effet sur les terre-pleins du port, les huiles de vidange doivent être déposées dans des récipients prévus à cet effet en déchetterie, le dépôt de verre doit se faire dans des colonnes spécialement affectées à cet usage et non dans les poubelles du port.

Conformément aux dispositions du code de l'environnement, les rejets d'eaux noires sont interdits dans l'enceinte du port.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DE LA SODEAL

La SODEAL met à la disposition de l'occupant les installations et services du port affectés à l'usage public.

La SODEAL assurera, dans le cadre des obligations qui résultent du cahier des charges de la concession, le maintien des profondeurs dans les limites portuaires et en particulier au droit des bassins des marinas inclus dans la concession.

La SODEAL s'engage à ne pas troubler l'occupation objet de la présente convention sauf travaux réalisés dans l'intérêt du domaine (article 12.2. de la convention).

ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION

En vertu de l'article R5314-31, alinéa 1er du Code des transports, la présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter du 01 janvier 2020.

La présente convention ne peut faire l'objet d'aucune reconduction tacite.

Compte tenu du caractère précaire et révocable de la présente autorisation, l'occupant ne pourra invoquer à son profit les dispositions législatives applicables aux baux à loyers d'immeubles ou de locaux à usage industrielle et commercial.

ARTICLE 5 : TRAVAUX AUTORISES

L'Occupant peut être autorisé à réaliser des travaux de modification de l'emplacement mis à sa disposition, à condition de transmettre à la SODEAL, par pli recommandé avec demande d'avis de réception, deux mois avant le commencement des travaux :

- Les devis descriptifs des travaux ;
- Les plans des travaux.

Le silence gardé par la SODEAL pendant 15 jours suivant la réception d'un dossier de demande complet vaut acceptation des travaux par l'Occupant.

L'accord de la SODEAL n'est toutefois pas requis pour les travaux tendant uniquement à l'entretien de l'emplacement, ou visant à sa mise en conformité.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

En sus de l'autorisation requise par le présent article, l'Occupant fera son affaire personnelle des autorisations d'urbanisme éventuellement nécessaires à la réalisation des travaux susvisés.

ARTICLE 6 : REDEVANCE DOMANIALE

Conformément aux dispositions de l'article L2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, la présente convention est consentie et acceptée moyennant le paiement par l'Occupant d'une redevance annuelle 2020 d'un montant de **1 904.95 € TTC.**

Conformément aux dispositions de l'article L2125-4 du code général de la propriété des personnes publiques, le montant de la redevance est payable, par avance, dans les deux mois suivant le commencement de chaque année civile.

Elle est due en intégralité pour toute année commencée. Dans l'hypothèse d'une résiliation unilatérale fondée sur un motif d'intérêt général ou sur l'intérêt du domaine, la SODEAL rembourse toutefois à l'Occupant la partie de la redevance correspondant à la période de l'année civile restant à courir.

Conformément à l'article 13.2 du contrat, en cas de non règlement de la redevance dans les délais fixés par le contrat, la SODEAL pourra résilier le contrat après une mise en demeure adressée en lettre recommandée avec accusé de réception non suivie d'effet dans le délai de quinze (15) jours.

ARTICLE 7 : CONSEQUENCES DU NON-RESPECT DES DELAIS DE PAIEMENT

Sans préjudice de l'application de l'article 13.2, en cas de retard dans le paiement de la redevance prévue à l'article 6, les sommes restant dues sont majorées d'intérêts moratoires au taux légal, conformément aux dispositions de l'article L2125-5 du code général de la propriété des personnes publiques.

Les intérêts courent du premier jour de retard dans le paiement.

ARTICLE 8 : IMPOTS

L'Occupant devra seul supporter la charge de tous les impôts auxquels pourraient être assujettis l'emplacement objet de la présente convention.

L'emplacement comprend le poste d'amarrage ainsi que le plan d'eau correspondant.

ARTICLE 9 : ASSURANCES

L'Occupant est responsable de la souscription des contrats d'assurance permettant de garantir les risques suivants :

- Les dommages causés aux biens et ouvrages du port ;
- Les dommages corporels, matériels et immatériels causés par l'Occupant aux tiers ;
- Le renflouement et enlèvement de l'épave en cas de naufrage dans les limites portuaires ou ans des chéneaux et plans d'eau d'accès ;
- Les risques d'incendie causés par son bateau.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

L'Occupant doit justifier, dès la signature de la présente convention, qu'il est titulaire des contrats d'assurance susvisés au moyen d'attestations en cours de validité et s'engage à remettre une nouvelle attestation actualisée à chaque échéance de police.

L'Occupant s'oblige au paiement de toutes les primes afférentes et doit pouvoir en justifier tout au long de l'exécution de la présente convention, sur simple demande de la SODEAL adressée par lettre recommandée avec accusé de réception et assortie d'un délai de réponse.

En cas de défaillance dans la souscription des contrats d'assurance, dans la production des attestations correspondantes ou dans le cas où ces attestations s'avèrent inexactes, la SODEAL est en droit de résilier la présente convention pour faute, dans les conditions de l'article 13.2.

ARTICLE 10 : CESSIONS

L'autorisation d'occupation accordée par la SODEAL ayant un caractère strictement personnel, l'Occupant ne peut céder, en totalité ou en partie, les droits qu'il tient de la présente convention, à peine de résiliation de celle-ci dans les conditions prévues par l'article 13.2.

Article 10.1. Cession entre vifs

L'Occupant ne pourra céder les droits d'occupation découlant de la présente convention qu'avec l'agrément écrit de la SODEAL.

L'Occupant devra donc demander par écrit en lettre recommandée avec accusé de réception à la SODEAL l'autorisation de céder la présente convention, pour la durée restant à courir fixée par la convention.

Le silence de la SODEAL équivaut à un refus.

Article 10.2. Transmission aux héritiers

En cas de décès de l'Occupant, la transmission à l'héritier des droits d'occupation découlant de la présente convention est subordonnée à l'accord écrit de la SODEAL.

La demande d'accord émane des ayant droits. Elle est adressée par pli recommandé avec demande d'avis de réception et comporte les informations et éléments suivants :

- Les noms, prénoms, nationalité et domicile du demandeur ;
- Les documents nécessaires à l'identification de l'emplacement occupé et de l'Occupant ;
- Un acte de notoriété établissant la qualité du demandeur ;
- Le cas échéant, un acte notarié ou enregistré établissant l'absence d'opposition des autres héritiers à la demande d'agrément ;
- L'engagement de payer la redevance domaniale fixée par l'article 5 de la présente convention.

Le successeur est entièrement subrogé dans les droits et obligations découlant de la présente convention, pour la seule durée restant à courir au jour de la signature de l'avenant de transfert.

ARTICLE 11 : SOUS-OCCUPATION

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

L'autorisation d'occupation accordée par la SODEAL ayant un caractère strictement personnel, l'Occupant ne peut autoriser un tiers à occuper, en totalité ou en partie, l'emplacement visé à l'article 2, à peine de résiliation de la présente convention dans les conditions prévues par l'article 13.2.

ARTICLE 12 : RESPONSABILITES

12. 1 - Responsabilités de l'occupant

La responsabilité de l'occupant est seule engagée pour tous les dommages du fait de son bateau et notamment concernant les risques suivants :

- Dommages causés aux ouvrages du port utilisé pour accéder aux postes amodiés ;
- Renflouement et enlèvement de l'épave en cas de naufrage dans les limites du port, dans les bassins et les chéneaux d'accès ;
- Dommages causés au tiers.

Tout différend provenant du fait de l'occupation ou du navire, relève de la seule responsabilité de l'occupant.

12.2 - Exclusions de responsabilités

La SODEAL ne pourra être tenue responsable des dégâts, dégradations ou vols dont pourrait faire l'objet, de la part de tiers, le bateau ou tout élément/objet laissé sur les quais d'accostage. L'Occupant est libre de se garantir contre ces risques par une assurance particulière.

De même, la responsabilité de la SODEAL ne saurait être recherchée pour les dommages résultant de la faute, de l'imprudence ou de la négligence de l'Occupant ou de ses commettants.

L'Occupant ne pourra élever aucune réclamation à l'encontre de la SODEAL pour cause d'interruption, de suppression ou de baisse de pression des réseaux d'éclairage, d'électricité, ou d'eau.

L'Occupant renonce à exercer, à l'encontre de la SODEAL, toute action tendant au versement d'une indemnité à raison des empêchements, troubles et interruptions qu'apporterait éventuellement à l'exploitation de l'emplacement, la réalisation de travaux sous maîtrise d'ouvrage publique sur le bâtiment et ses abords.

En contrepartie, à l'exception des travaux que l'urgence rendrait nécessaire, la SODEAL s'engage à informer l'Occupant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée un mois au moins avant le commencement des travaux, de la date de commencement de ces derniers, de leur nature, de leur durée prévisible et des contraintes et restrictions qu'ils sont susceptibles d'imposer à l'Occupant (modifications des accès, respect de certaines consignes de sécurité etc…).

La SODEAL ne saurait être retenue en cas de rupture d'amarrage.

ARTICLE 13 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La SODEAL peut mettre fin à la convention soit pour un motif d'intérêt général ou tiré de l'intérêt du domaine dans les conditions prévues par l'article 13.1, soit pour faute de l'Occupant dans les

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

conditions prévues à l'article 13.2, soit à la demande de l'Occupant dans les conditions de l'article 12.3, soit dans les conditions particulières prévues à l'article 13.4.

Article 13.1 : Résiliation pour motif d'intérêt général ou dans l'intérêt du domaine

Article 13.1.1 : Principes généraux

La SODEAL peut résilier la convention pour un motif d'intérêt général ou un motif tiré de l'intérêt du domaine.

Article 13.1.2 : Modalités de la résiliation

La décision de résiliation est notifiée à l'Occupant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Elle prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

Article 13.1.3 : Conséquences de la résiliation

La résiliation pour motif d'intérêt général ou dans l'intérêt du domaine ne donne lieu à aucune indemnité de l'Occupant.

La partie de la redevance versée d'avance et correspondant à la période de l'année civile restant à courir est restituée à l'Occupant, conformément aux dispositions de l'article L2125-6 du code général de la propriété des personnes publiques.

Article 13.2 : Résiliation pour faute de l'Occupant

Article 13.2.1 : Principes généraux

La SODEAL peut résilier la convention pour faute de l'Occupant en cas de non-respect par celui-ci de l'une quelconque des obligations résultant de la présente convention.

La résiliation peut notamment être prononcée dans l'un des cas suivants, sans que la liste soit exhaustive :

a. L'Occupant a dégradé ou utilisé de manière abusive l'emplacement mis à sa disposition par la SODEAL notamment en ne respectant pas la limite de l'occupation consentie ;
b. L'Occupant ne s'est pas acquitté de la redevance due en application de l'article 5 à la date à laquelle celle-ci est devenue exigible ;
c. L'Occupant n'a pas souscrit les contrats d'assurances ou produit les attestations correspondantes dans les conditions prévues à l'article 6 ou celles-ci s'avèrent inexactes ;
d. L'Occupant a sous-loué les biens mis à sa disposition ou cédé la présente convention sans respecter les conditions des articles 10 et 11 ;
e. L'Occupant s'est livré, à l'occasion de l'exécution de la convention, à des actes frauduleux.

Article 13.2.2 : Modalités de la résiliation

Sauf dans le cas visé au d et e de l'article précédent, la décision de résiliation pour faute est précédée d'une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution de quinze (15) jours, notifiée à l'Occupant par lettre recommandée avec accusé de réception et restée infructueuse.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Dans le cadre de la mise en demeure, la SODEAL informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

La décision de résiliation est notifiée à l'Occupant. Elle prend effet à la date qu'elle fixe ou, à défaut, 2 mois à compter de la date de sa notification.

Article 13.2.3 : Conséquences de la résiliation

La résiliation pour faute de l'Occupant n'ouvre droit, à son profit, à aucune indemnité.

Les sommes correspondant à la redevance domaniale due pour l'année restent dues à la SODEAL.

La résiliation de la convention ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre l'Occupant.

Article 13.3 : Résiliation à la demande de l'Occupant

Article 13.3.1 : Principes généraux

L'Occupant peut demander à la SODEAL que celle-ci prononce la résiliation de la présente convention.

Article 13.3.2 : Modalités de la résiliation

La demande est adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

La résiliation ne peut être refusée à l'Occupant.

La décision de résiliation est notifiée à l'Occupant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Elle prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

Article 13.3.3 : Conséquences de la résiliation

La résiliation à la demande de l'Occupant n'ouvre droit, à son profit, à aucune indemnité.

Les sommes correspondant à la redevance domaniale de l'année civile restent dues à la SODEAL.

Article 13.4 : Résiliation pour évènements extérieurs à la convention

Article 13.4.1. Décès de l'Occupant

En cas de décès de l'Occupant, si, dans les 6 mois suivant le décès, les ayants droit n'ont pas sollicité l'agrément de la SODEAL dans les conditions de l'article 10.2, celle-ci résilie la présente convention.

La décision de résiliation est notifiée aux ayant droits par lettre recommandée avec accusé de réception.

Elle prend effet à la date du décès.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Elle n'ouvre droit à aucune indemnité au profit des ayants droit.

La partie de la redevance versée d'avance et correspondant à la période de l'année civile restant à courir est restituée aux ayant droits.

Article 13.4.2. Redressement judiciaire ou liquidation judiciaire

En cas de redressement judiciaire, la présente convention est résiliée, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L 622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations de l'Occupant.

En cas de liquidation judiciaire, la présente convention est résiliée de plein droit.

Dans les deux cas susvisés, la résiliation prend effet à la date de la décision prononçant le redressement ou la liquidation.

Elle n'ouvre droit, pour l'Occupant, à aucune indemnité.

La partie de la redevance versée d'avance et correspondant à la période de l'année civile restant à courir reste due à la SODEAL.

Article 13.4.3. Force majeure

Sera considéré comme cas de force majeure au sens de la présente convention, tout fait ou circonstance irrésistible, imprévisible, extérieur et indépendant de la volonté des parties et qui ne pourra pas être empêché par elles malgré tous les efforts raisonnablement possibles.

Il est convenu que la grève du personnel de l'Occupant ne sera pas considérée comme un cas de force majeure.

La force majeure ouvre un droit à résiliation par l'une ou l'autre des parties.

L'Occupant exerce son droit à résiliation en demandant à la SODEAL, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, de prononcer la résiliation dans les plus brefs délais.

La décision de résiliation est notifiée à l'Occupant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Elle prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.
La résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité au profit de l'Occupant.

La partie de la redevance versée d'avance et correspondant à la période de l'année civile restant à courir est restituée à l'Occupant.

<u>ARTICLE 14</u> : RETRAIT DE LA MISE A DISPOSITION DU PORT PAR L'ETAT

Dans le cas d'un retrait par l'ETAT de la Concession du port de plaisance, les engagements normalement pris par le gestionnaire à l'égard de l'occupant par le présent contrat seront exécutés par l'ETAT qui se substituera au gestionnaire.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

S'il devait en résulter un préjudice pour l'occupant, celui-ci aurait droit à une indemnité qui serait établie en prenant en compte les dépenses d'établissement et la vétusté des ouvrages.

ARTICLE 15 : RESILIATION OU FIN DE LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC ACCORDEE A LA SODEAL

Dans le cas de la résiliation anticipée par la commune d'AGDE de la délégation de service public, ou d'arrivée du terme de la délégation de service public, les engagements normalement pris par le délégataire du service public, gestionnaire à l'égard de l'occupant par le présent contrat seront exécutés par la Commune d'AGDE qui se substituera au délégataire du service public, conformément à l'article 37.2 du contrat de délégation de service public.

S'il devait en résulter un préjudice pour l'occupant, celui-ci aurait droit à une indemnité qui serait établie en prenant en compte les dépenses d'établissement et la vétusté des ouvrages.

ARTICLE 16 : FIN DE LA CONVENTION

Article 16.1. Libération des lieux

Dans l'hypothèse où la convention arrive à son terme, l'Occupant doit libérer les lieux à la date de celui-ci.

Dans l'hypothèse où la convention est résiliée de façon anticipée, l'Occupant doit libérer les lieux au plus tard à la date à laquelle cette décision prend effet.

Sans préjudice de l'exercice des actions destinées à obtenir son expulsion, dans l'hypothèse où l'Occupant ne libère pas totalement les lieux à la date prévue, la SODEAL met à sa charge une indemnité compensant les revenus qu'elle aurait pu percevoir d'un occupant autorisé pendant toute la période d'occupation irrégulière.

Le montant de cette indemnité est calculé par application de la redevance fixée à l'article 6.

Article 16.2. Sort des biens

A l'expiration de la convention, par la survenance de son terme ou du fait d'une décision de résiliation, les dépendances visées à l'article 1er font retour à la SODEAL.

Un état des lieux contradictoire sera dressé à la demande de la SODEAL.

ARTICLE 17 : LOIS ET REGLEMENTS APPLICABLES A LA PRESENTE CONVENTION

En sus des stipulations de la présente convention, l'Occupant sera soumis :

- Aux règlements généraux et particuliers pris pour la police et l'exploitation du port de plaisance et qui font l'objet de l'annexe III ;

ARTICLE 18 : REGLEMENT DES LITIGES

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Le Tribunal Administratif de MONTPELLIER est compétent pour connaître des litiges que pourraient générer l'interprétation des stipulations de la présente convention ou son exécution.

Fait en deux exemplaires à CAP D'AGDE,
Le

L'Occupant,

Prénom Nom, signature,
Mention « Lu et approuvé » et signature

Le Président Directeur Général de la SODEAL,
Stéphane HUGONNET

Mention « Lu et approuvé » et signature

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC PORTUAIRE 2020

Entre les parties soussignées :

La SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE D'AGDE ET DU LITTORAL (SODEAL), Société Anonyme d'Economie Mixte Locale, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Béziers sous le N° 378.317.614, dont le siège social est sis 21 cours des Gentilshommes à AGDE (34300) (HERAULT), représentée par son Président Directeur Général en exercice agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par le Conseil d'Administration de ladite société,

Ci-après désignée dans le corps de la présente convention par la **SODEAL,**

Et :

La société **xxxxxxx**, immatriculée au RCS de xxxxxx sous le numéro : **xxxxxxxxx**, représentée par son gérant en exercice **Mr xxxxxxxxx**, domiciliée ès qualités au siège social **xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx.**

Ci-après désignée dans le corps de la présente convention par l'**OCCUPANT**,

Il EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT

Par délégation de service public « Gestion des ports et du centre nautique » du 29 juin 2005, la Commune d'AGDE a délégué la gestion des ports du Cap d'Agde et d'Ambonne à la SODEAL, pour une durée de quinze ans.

L'article 9.4 du contrat de délégation de service public autorise la SODEAL à délivrer les autorisations d'occupation du domaine public maritime ayant trait au périmètre des biens compris dans la présente délégation de service public.

L'article 1er de l'avenant n°9 à la délégation de service public précitée autorise la SODEAL à conclure des conventions dont la durée excède celle du contrat de la délégation de service public restant à courir.

Conformément aux dispositions de l'article L2122-1-3, 4° du code général de la propriété des personnes publiques, la SODEAL n'a pas organisé une procédure de sélection préalable présentant toutes les garanties d'impartialité et de transparence, et comportant des mesures de publicité permettant aux candidats potentiels de se manifester.

En effet, cette procédure de publicité et de sélection préalable n'est pas applicable lorsque les caractéristiques particulières de la dépendance, notamment géographiques, physiques, techniques ou fonctionnelles, ses conditions particulières d'occupation ou d'utilisation, ou les spécificités de son affectation le justifient au regard de l'exercice de l'activité économique projetée.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

L'arrêté du Maire d'AGDE n°A/2016-654 du 19 avril 2016 dispose que :

« *Les ayants-droits pouvant obtenir une autorisation d'occupation temporaire du domaine public sont les propriétaires ou exploitants de fonds de commerce en rez-de-chaussée des immeubles ouverts au public sur la voie publique.* ».

Ainsi :

Seuls les propriétaires de fonds de commerce (personnes physiques ou morales) et les exploitants un fonds de commerce dans le cadre d'une location gérance qui disposent de locaux situés au rez-de-chaussée et ouverts au public dont la façade située au-delà de la coursive propriété privé ouverte au public donnent sur les quais, peuvent obtenir au droit de leur établissement une autorisation d'occupation pour l'exercice de leur commerce.

L'activité économique située sur la terrasse doit être identique à celle du fonds de commerce pour lequel la personne physique ou morale détient un local dans la résidence **xxxxxxx, 34300 CAP D'AGDE** sous l'enseigne **xxxxxxxxxx**.

L'Occupant a régulièrement remis son dossier à la SODEAL avant la date limite de réception indiquée dans la publicité.

L'Occupant exploite un fonds de commerce dans un local commercial situé en bordure du domaine public portuaire, sis **xxxxxxxx, 34300 CAP D'AGDE**, pour y exercer une activité de **xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx.**

La présente convention a pour objet de fixer les conditions et limites du droit d'occupation qui lui est accordé.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

CECI EXPOSE, LES PARTIES SOUSSIGNEES SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : NATURE JURIDIQUE DE L'OCCUPATION

L'autorisation d'occupation accordée par la SODEAL est placée sous le régime des autorisations d'occupation temporaire du domaine public et confère à l'occupant un droit réel d'occupation pour les terrasses semi-couvertes, couvertes et fermées.

La SODEAL consent à l'Occupant le droit d'occuper, à titre précaire et révocable, les dépendances du domaine public portuaire désignées à l'article 3.

L'occupation est personnelle : elle ne saurait être ni cédée, ni sous-louée, à peine de nullité.

ARTICLE 2 : OBJET DE L'EMPLACEMENT

L'Occupant exploite un fonds de commerce dans un local commercial situé en bordure du domaine public portuaire, sis **quai xxxxxxxx, 34300 CAP D'AGDE**, pour y exercer une activité de **xxxxxxxxxxxxxxx.**

Le local fermé est identifié sous le numéro d'invariant n° xxxxxxxxxxx sur la section et parcelle xxxxxxxxxx.

La SODEAL consent à l'Occupant le droit d'occuper une terrasse en vue d'exercer une activité économique sur le domaine public portuaire liée à l'exploitation du fonds de commerce dans le local détaillé à l'alinéa précédent.

L'activité économique de la terrasse située sur le domaine public portuaire doit rester liée au fonds de commerce du local commercial.

En cas de changement d'activité commerciale, l'occupant doit prévenir préalablement la SODEAL par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de deux mois avant le changement.

ARTICLE 3 : DESIGNATION DE L'EMPLACEMENT

3.1. Situation de l'emplacement

L'occupant est autorisé à occuper le Domaine Public Portuaire sur la terrasse située **xxxxxxxx, 34300 CAP D'AGDE** et matérialisée sur le plan joint en Annexe 1 qui précise l'implantation de la terrasse et le périmètre mis à la disposition de l'occupant.

L'Occupant doit supporter sans indemnité les frais de déplacement ou de démolition des installations aménagées en vertu de cette autorisation, lorsque ce déplacement est la conséquence des travaux entrepris dans l'intérêt du domaine public occupé et que ces travaux constituent une opération d'aménagement conforme à la destination de ce domaine.

3.2. Superficie de l'emplacement

L'occupant est autorisé à occuper le Domaine Public Portuaire pour une superficie de xxxxx m² au total se décomposant comme suit :

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Espace couvert et clos : ……xxxxx m²
Espace non couvert : ……. xxxxx m²
Installation de panneaux : ……. xxx
Machines à glace : ……..xxxx

Une occupation réelle inférieure à cette surface autorisée ne saurait en aucun cas ouvrir droit à une réduction de montant de la redevance.

ARTICLE 4 : DUREE

L'Occupant est autorisé à occuper le domaine public portuaire **du 1er janvier au 31 décembre 2020.**

La présente convention ne peut faire l'objet d'aucune reconduction tacite. Cette convention ne saurait conférer à l'Occupant un droit au maintien dans les lieux.
Elle pourra néanmoins être reconduite à la demande expresse du bénéficiaire si celui-ci en fait la demande par écrit deux mois avant la fin de la période. A cette occasion, la surface occupée est susceptible d'être modifiée. Un avenant concrétisera l'accord de la commune.

Compte tenu du caractère précaire et révocable de la présente autorisation, l'Occupant ne pourra invoquer à son profit les dispositions législatives applicables aux baux à loyers d'immeubles ou de locaux à usage industriel et commercial.

ARTICLE 5 : REDEVANCE

Toute occupation du domaine public est assujettie à une redevance fixée chaque année par décision du Conseil d'Administration de la SODEAL.

Conformément aux dispositions de l'article L2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, l'occupation du Domaine Public Portuaire telle que déterminée dans l'article 3 de la présente convention est consentie moyennant le versement d'une redevance d'occupation du domaine public annuelle d'un montant de :

Espace couvert et clos :	xxxxx m² x 71.85 € =	xxxxxxx €
Espace non couvert :	xxxxxx m² x 44.15 € =	xxxxx €
Installation de panneaux :	xx x 103.70 € =	xxx €
Machines à glace :	xxx x 124.25 € =	xxxxx €
Soit un total		**xxxxxxxxx €**

Conformément aux dispositions de l'article L2125-3 du code général de la propriété des personnes publiques, cette redevance tient compte des avantages de toutes natures procurées au titulaire de l'autorisation.

La dite redevance sera payable à la SODEAL par chèque :
en deux échéances, soit **xxxxxxxx** €, 50 % au 31 juillet et 50% au 30 septembre.

Le redevable de ladite redevance sera l'occupant de l'espace au 1er avril 2020.

En cas de retard dans le paiement de la redevance due, les sommes restant dues sont majorées d'intérêts moratoires au taux légal.

En cas de non règlement de la redevance dans les délais fixés par le contrat, la SODEAL pourra résilier le contrat pour faute.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

En cas de retard dans le paiement de la redevance, les sommes restant dues sont majorées d'intérêts moratoires au taux légal, conformément aux dispositions de l'article L2125-5 du code général de la propriété des personnes publiques.
Les intérêts courent du premier jour de retard dans le paiement.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT S'AGISSANT DE L'EMPLACEMENT MIS A DISPOSITION

L'Occupant a l'obligation de faire un usage de l'emplacement mis à sa disposition conforme et compatible avec son affectation.

Il s'engage notamment à respecter la délimitation de l'emplacement et sa superficie telles que figurant sur l'annexe I et ne devra en aucun cas gêner la circulation du public.

L'Occupant devra maintenir l'emplacement en bon état d'entretien durant toute la durée de la présente convention.

A ce titre, l'Occupant engage et supporte, les charges afférentes aux dépenses permettant de maintenir l'emplacement en bon état d'entretien et en parfait état de propreté.

L'Occupant s'engage à respecter les règlements généraux et particuliers pris pour la police et l'exploitation du port et à respecter les règlements en matière de propreté du port.

L'Occupant déclare avoir pris connaissance du règlement particulier de police des ports de plaisance du cap d'Agde et du port d'Ambonne, du plan de gestion et de traitement des déchets, et des consignes de sécurité.

A cet effet, le règlement particulier de police des ports de plaisance du cap d'Agde et du port d'Ambonne en vigueur est joint en Annexe II à la présente convention.

La présente occupation n'est délivrée que sous réserve des droits des tiers et de l'observation des lois et règlements en vigueur et notamment de l'arrêté municipal A/2016-654 du 19 avril 2016 règlementant les occupations du domaine public urbain pour les étalages et les terrasses, et dont l'Occupant admet avoir parfaite connaissance.

L'Occupant est responsable de la souscription des contrats d'assurance permettant de garantir les risques suivants : Dommages corporels, matériels et immatériels causés par l'occupant aux tiers, responsabilité civile.

L'Occupant s'engage, dès la signature de la présente convention, à remettre l'attestation d'assurance prévoyant spécifiquement une application de celle-ci à la terrasse objet de la présente convention. En cas de manquement, la SODEAL est en droit de résilier la présente convention pour faute.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE LA SODEAL

La SODEAL s'engage à ne pas troubler l'occupation objet de la présente convention sauf travaux réalisés dans l'intérêt du domaine public portuaire.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

ARTICLE 8 : TRAVAUX

L'Occupant peut être autorisé à réaliser des travaux de modification de l'emplacement mis à sa disposition, à condition de transmettre à la SODEAL une demande préalable, par pli recommandé avec demande d'avis de réception (Monsieur le Président Directeur Général 21 cours des Gentilshommes 34300 Le Cap d'Agde), deux mois avant le commencement des travaux ; cette demande devra comporter :

- un état initial avec relevé de l'existant et photographies
- un état projeté avec détermination de l'emprise au sol, coupe et plan de façade de manière à permettre d'analyser correctement la nature des travaux à réaliser ainsi que le respect des alignements, retraits et délimitations de propriété.

La SODEAL disposera d'un délai d'un mois pour statuer sur ladite demande. Le silence de la SODEAL équivaut à un refus.

En sus de l'autorisation requise par le présent article, l'Occupant fera son affaire personnelle des autorisations d'urbanisme éventuellement nécessaires à la réalisation des travaux susvisés.

A ce sujet, il est par ailleurs précisé que l'autorisation éventuellement accordée par la SODEAL, ne saurait préjuger des autorisations en matière de droit de la Construction et de l'Urbanisme, de réglementation concernant les Etablissements Recevant du Public (notamment au regard de la commission de sécurité, d'accessibilité handicapés, etc…).

ARTICLE 9 : CLAUSE PENALE

Tout débordement de terrasse ou occupation de surface non autorisé du Domaine Public Portuaire dûment constaté par les services de la SODEAL ou par la Police Municipale, entraînera à l'encontre de l'Occupant **une pénalité** dont le montant s'élève à **CENT VINGT DEUX EUROS ET VINGT CENTIMES (122,20 €) par m² et par jour à compter du jour de sa constatation.**

ARTICLE 10 : CONSERVATION DU DOMAINE PUBLIC

Le domaine public est affecté en priorité à ses usagers.

En ce sens, la circulation piétonnière ne devra pas être interrompue.

Aucun trou, scellement, peinture ni détérioration de quelques nature que ce soit n'est autorisé. L'Occupant s'engage à remettre à ses frais les lieux en leur état antérieur si d'aventure les services de la SODEAL constataient qu'il était porté atteinte à la conservation du domaine public.

Par ailleurs, les installations ne devront en aucun cas gêner l'accès aux propriétés privées.

L'Occupant devra veiller à ne pas causer de nuisances visuelles, olfactives et autres à l'égard des résidents voisins et devra préserver l'hygiène et la salubrité de l'espace mis à disposition (notamment en ce qui concerne les toits-terrasses).

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

ARTICLE 11 : CESSIONS

L'autorisation d'occupation accordée par la SODEAL ayant un caractère strictement personnel, l'Occupant ne peut céder, en totalité ou en partie, les droits qu'il tient de la présente convention, à peine de résiliation de celle-ci dans les conditions prévues par l'article 13.2.

De la même manière, l'Occupant ne peut autoriser un tiers à occuper, en totalité ou en partie, l'emplacement visé à l'article 3, à peine de résiliation de la présente convention dans les conditions prévues par l'article 13.2.

11.1. Cession entre vifs

L'Occupant ne pourra céder les droits d'occupation découlant de la présente convention qu'avec l'agrément préalable écrit de la SODEAL.

L'Occupant devra donc demander par écrit en lettre recommandée avec accusé de réception à la SODEAL l'autorisation de céder la présente convention, pour la durée restant à courir fixée par la convention.

Le silence de la SODEAL équivaut à un refus.

Article 11.2. Transmission aux héritiers

En cas de décès de l'Occupant, la transmission à l'héritier des droits d'occupation découlant de la présente convention est subordonnée à l'accord écrit de la SODEAL.

La demande d'accord émane des ayant droits. Elle est adressée par pli recommandé avec demande d'avis de réception et comporte les informations et éléments suivants :

- Les noms, prénoms, nationalité et domicile du demandeur ;
- Les documents nécessaires à l'identification de l'emplacement occupé et de l'Occupant ;
- Un acte de notoriété établissant la qualité du demandeur ;
- Le cas échéant, un acte notarié ou enregistré établissant l'absence d'opposition des autres héritiers à la demande d'agrément ;
- L'engagement de payer la redevance domaniale fixée par l'article 5 de la présente convention.

Le successeur est entièrement subrogé dans les droits et obligations découlant de la présente convention, pour la seule durée restant à courir au jour de la signature de l'avenant de transfert.

ARTICLE 12 : IMPOTS

L'Occupant devra seul supporter la charge de tous les impôts, contributions et taxes auxquels pourraient être assujettis l'emplacement objet de la présente convention.
Conformément à l'article 106 de la loi de finances pour 2004, le titulaire de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public sera le débiteur légal des taxes foncières et taxes d'enlèvement des ordures ménagères correspondantes.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

ARTICLE 13 : RESILIATION

Article 13.1 : Résiliation pour motif d'intérêt général ou dans l'intérêt du domaine

Article 13.1.1 : Principes généraux

La SODEAL peut résilier la convention pour un motif d'intérêt général ou un motif tiré de l'intérêt du domaine public.

Article 13.1.2 : Modalités de la résiliation

La décision de résiliation est notifiée à l'Occupant par lettre recommandée avec accusé de réception ou tout moyen de preuve admis par les tribunaux.
Elle prend effet dans le délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la notification.

Article 13.1.3 : Conséquences de la résiliation

La résiliation pour motif d'intérêt général ou dans l'intérêt du domaine public portuaire ne donne lieu à aucune indemnité au profit de l'Occupant.

La partie de la redevance versée d'avance et correspondant à la période de l'année civile restant à courir est restituée à l'Occupant, conformément aux dispositions de l'article L2125-6 du code général de la propriété des personnes publiques.

Article 13.2 : Résiliation pour faute de l'Occupant

Article 13.2.1 : Principes généraux

La SODEAL peut résilier la convention pour faute de l'Occupant en cas de non-respect par celui-ci de l'une quelconque des obligations résultant de la présente convention.

La résiliation peut notamment être prononcée dans l'un des cas suivants, sans que la liste soit exhaustive :

a. L'Occupant a dégradé ou utilisé de manière abusive l'emplacement mis à sa disposition par la SODEAL notamment en ne respectant pas la limite de l'occupation consentie ;
b. L'Occupant ne s'est pas acquitté de la redevance due en application de l'article 5 à la date à laquelle celle-ci est devenue exigible ;
c. L'Occupant n'a pas souscrit les contrats d'assurances ou produit les attestations correspondantes dans les conditions prévues à l'article 6 ou celles-ci s'avèrent inexactes ;
d. L'Occupant a sous-loué les biens mis à sa disposition ou cédé la présente convention sans respecter les conditions des articles 11 ;
e. L'Occupant s'est livré, à l'occasion de l'exécution de la convention, à des actes frauduleux ;
f. Le changement d'activité commerciale en cours de validité de la présente autorisation sans respecter les dispositions de l'article 2,
g. La suppression des autorisations exigibles par la réglementation en vigueur pour l'exercice de son activité professionnelle,
h. La condamnation pénale de l'Occupant le mettant dans l'impossibilité de poursuivre l'exploitation.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Article 13.2.2 : Modalités de la résiliation

Sauf dans le cas visé au d et e de l'article précédent, la décision de résiliation pour faute est précédée d'une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution de quinze (15) jours, notifiée à l'Occupant par lettre recommandée avec accusé de réception et restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, la SODEAL informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

La décision de résiliation est notifiée à l'Occupant. Elle prend effet à la date qu'elle fixe ou, à défaut, 2 mois à compter de la date de sa notification.

Article 13.2.3 : Conséquences de la résiliation

La résiliation pour faute de l'Occupant n'ouvre droit, à son profit, à aucune indemnité.
Les sommes correspondant à la redevance due pour l'année restent dues à la SODEAL.
La résiliation de la convention ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre l'Occupant.

Article 13.3 : Résiliation à la demande de l'Occupant

Article 13.3.1 : Principes généraux

L'Occupant peut demander à la SODEAL que celle-ci prononce la résiliation de la présente convention.

Article 13.3.2 : Modalités de la résiliation

La demande est adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

La résiliation ne peut être refusée à l'Occupant.

La décision de résiliation est notifiée à l'Occupant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Elle prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

Article 13.3.3 : Conséquences de la résiliation

La résiliation à la demande de l'Occupant n'ouvre droit, à son profit, à aucune indemnité.

Les sommes correspondant à la redevance de l'année civile restent dues à la SODEAL.

Article 13.4 : Résiliation pour évènements extérieurs à la convention

Article 13.4.1. Décès de l'Occupant

En cas de décès de l'Occupant, si, dans les 6 mois suivant le décès, les ayants droit n'ont pas sollicité l'agrément de la SODEAL dans les conditions de l'article 11.2, celle-ci résilie la présente convention.

La décision de résiliation est notifiée aux ayant droits par lettre recommandée avec accusé de réception.

Elle prend effet à la date du décès.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Elle n'ouvre droit à aucune indemnité au profit des ayants droit.
La partie de la redevance versée d'avance et correspondant à la période de l'année civile restant à courir est restituée aux ayant droits.

Article 13.4.2. Redressement judiciaire ou liquidation judiciaire

En cas de redressement judiciaire, la présente convention est résiliée, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L 622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations de l'Occupant.

En cas de liquidation judiciaire, la présente convention est résiliée de plein droit.
Dans les deux cas susvisés, la résiliation prend effet à la date de la décision prononçant le redressement ou la liquidation.

Elle n'ouvre droit, pour l'Occupant, à aucune indemnité.

La partie de la redevance versée d'avance et correspondant à la période de l'année civile restant à courir reste due à la SODEAL.

Article 13.4.3. Force majeure

Sera considéré comme cas de force majeure au sens de la présente convention, tout fait ou circonstance irrésistible, imprévisible, extérieur et indépendant de la volonté des parties et qui ne pourra pas être empêché par elles malgré tous les efforts raisonnablement possibles.

Il est convenu que la grève du personnel de l'Occupant ne sera pas considérée comme un cas de force majeure.

La force majeure ouvre un droit à résiliation par l'une ou l'autre des parties.

L'Occupant exerce son droit à résiliation en demandant à la SODEAL, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, de prononcer la résiliation dans les plus brefs délais.

La décision de résiliation est notifiée à l'Occupant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Elle prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

La résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité au profit de l'Occupant.

La partie de la redevance versée d'avance et correspondant à la période de l'année civile restant à courir est restituée à l'Occupant.

ARTICLE 14 : EXECUTION D'OFFICE

En cas de résiliation prononcée en application des stipulations de l'article 13 des présentes, la SODEAL prendra de plein droit possession de la terrasse, objet de la présente convention, ainsi que des installations immobilières par destination réalisées par l'Occupant à ses frais, sans qu'elle ait besoin d'une autorisation judiciaire.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

ARTICLE 15 : RETRAIT DE LA MISE A DISPOSITION DU PORT PAR L'ETAT

Dans le cas d'un retrait par l'ETAT de la Concession du port de plaisance, les engagements normalement pris par le gestionnaire à l'égard de l'Occupant par le présent contrat seront exécutés par l'ETAT qui se substituera au gestionnaire.

ARTICLE 16 : RESILIATION OU FIN DE LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC ACCORDEE A LA SODEAL

Dans le cas de la résiliation anticipée par la commune d'AGDE de la délégation de service public, ou d'arrivée du terme de la délégation de service public, les engagements normalement pris par le délégataire du service public, gestionnaire à l'égard de l'Occupant par le présent contrat seront exécutés par la Commune d'AGDE qui se substituera au délégataire du service public, conformément à l'article 37.2 du contrat de délégation de service public.

ARTICLE 17 : FIN DE LA CONVENTION

Dans l'hypothèse où la convention arrive à son terme, l'Occupant doit libérer les lieux à la date de celui-ci.

Dans l'hypothèse où la convention est résiliée de façon anticipée, l'Occupant doit libérer les lieux au plus tard à la date à laquelle cette décision prend effet.

Sans préjudice de l'exercice des actions destinées à obtenir son expulsion, dans l'hypothèse où l'Occupant ne libère pas totalement les lieux à la date prévue, la SODEAL met à sa charge une indemnité compensant les revenus qu'elle aurait pu percevoir d'un Occupant autorisé pendant toute la période d'occupation irrégulière.

Le montant de cette indemnité est calculé par application de la redevance fixée à l'article 5.

ARTICLE 18 : RESPONSABILITE

18. 1 - Responsabilités de l'occupant

La responsabilité de l'occupant est seule engagée pour tous les dommages de son fait et notamment concernant les risques suivants :

- Dommages causés au tiers.

Tout différend provenant du fait de l'occupation, relève de la seule responsabilité de l'occupant.
L'occupant s'engage par avance à renoncer et à faire renoncer ses assureurs à tout recours contre la SODEAL et la ville d'Agde.

18.2 - Exclusions de responsabilités

La SODEAL ne pourra être tenue responsable des dégâts, dégradations ou vols dont pourrait faire l'objet, de la part de tiers, les installations ou tout élément/objet laissé sur la terrasse. L'Occupant est libre de se garantir contre ces risques par une assurance particulière.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

De même, la responsabilité de la SODEAL ne saurait être recherchée pour les dommages résultant de la faute, de l'imprudence ou de la négligence de l'Occupant ou de ses commettants.
L'Occupant ne pourra élever aucune réclamation à l'encontre de la SODEAL pour cause d'interruption, de suppression ou de baisse de pression des réseaux d'éclairage, d'électricité, ou d'eau.

L'Occupant renonce à exercer, à l'encontre de la SODEAL, toute action tendant au versement d'une indemnité à raison des empêchements, troubles et interruptions qu'apporterait éventuellement à l'exploitation de l'emplacement, la réalisation de travaux sous maîtrise d'ouvrage publique sur le bâtiment et ses abords.

En contrepartie, à l'exception des travaux que l'urgence rendrait nécessaire, la SODEAL s'engage à informer l'Occupant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou tout moyen de preuve légal adressée un mois au moins avant le commencement des travaux, de la date de commencement de ces derniers, de leur nature, de leur durée prévisible et des contraintes et restrictions qu'ils sont susceptibles d'imposer à l'Occupant (modifications des accès, respect de certaines consignes de sécurité etc…).

ARTICLE 19 : COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Toutes les contestations qui pourraient naître de l'interprétation ou de l'extension de la présente convention seront de la compétence du Tribunal Administratif de Montpellier.

ARTICLE 20 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile :
- La SODEAL à son siège social,
- L'Occupant à son adresse d'exploitation sis **xxxxxxxxxxxxxx – 34300 CAP D'AGDE**.

Etabli en deux (2) exemplaires
Fait à Agde le ……..

Pour l'Occupant **Pour la SODEAL**

ANNEXES

1. Délimitation de l'emplacement
2. Règlement particulier de police des ports de plaisance du cap d'Agde et du port d'Ambonne
3. Arrêté du Maire d'Agde n°A/2016-654 du 19 avril 2016

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC PORTUAIRE
Zone technique du Port du Cap d'Agde

Entre les parties soussignées :

La SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE D'AGDE ET DU LITTORAL (SODEAL), Société Anonyme d'Economie Mixte Locale, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Béziers sous le N° 378.317.614, dont le siège social est sis 21 cours des Gentilshommes à AGDE (34300) (HERAULT), représentée par son Président Directeur Général en exercice agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par le Conseil d'Administration de ladite société,

Ci-après désignée dans le corps de la présente convention par la **SODEAL,**

Et :

La Société « xxxxxx», société à responsabilité limitée au capital de xxxxxx euros, dont le siège social est au Cap d'Agde (34300), Zone technique 9 avenue de la Jetée, immatriculée au RCS de xxxxxx sous le numéro xxx représentée par son Président Monsieur xxxx,

Ci-après désignée dans le corps de la présente convention par l'**OCCUPANT**,

Il EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT

Par délégation de service public « Gestion des ports et du centre nautique » du 29 juin 2005, la Commune d'AGDE a délégué la gestion des ports du Cap d'Agde et d'Ambonne à la SODEAL, pour une durée de quinze ans.

L'article 9.4 du contrat de délégation de service public autorise la SODEAL à délivrer les autorisations d'occupation du domaine public maritime ayant trait au périmètre des biens compris dans la présente délégation de service public.

Conformément aux dispositions de l'article L2122-1-3, 4° du code général de la propriété des personnes publiques, la SODEAL n'a pas organisé une procédure de sélection préalable présentant toutes les garanties d'impartialité et de transparence, et comportant des mesures de publicité permettant aux candidats potentiels de se manifester.

En effet, cette procédure de publicité et de sélection préalable n'est pas applicable lorsque les caractéristiques particulières de la dépendance, notamment géographiques, physiques, techniques ou fonctionnelles, ses conditions particulières d'occupation ou d'utilisation, ou les spécificités de son affectation le justifient au regard de l'exercice de l'activité économique projetée.

Seuls les propriétaires de fonds de commerce (personnes physiques ou morales) et les exploitants d'un fonds de commerce qui disposent de locaux et ouverts au public dont la façade donne sur la zone technique, peuvent obtenir au droit de leur établissement une autorisation d'occupation pour l'exercice de leur commerce.

L'activité économique située sur le terre-plein doit être identique à celle du fonds de commerce pour lequel la personne physique ou morale détient un local sur la zone technique.
L'Occupant a régulièrement remis son dossier à la SODEAL avant la date limite de réception indiquée dans la publicité.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

L'Occupant exploite un fonds de commerce dans un local commercial situé en bordure du domaine public portuaire, sis zone technique du port 34300 Cap d'Agde, pour y exercer une activité de vente, réparation de bateaux.

La présente convention a pour objet de fixer les conditions et limites du droit d'occupation qui lui est accordé.

CECI EXPOSE, LES PARTIES SOUSSIGNEES SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : NATURE JURIDIQUE DE L'OCCUPATION

La SODEAL consent à l'Occupant le droit d'occuper, à titre précaire et révocable, les dépendances du domaine public portuaire désignées à l'article 3.

L'occupation est personnelle : elle ne saurait être ni cédée, ni sous-louée.

ARTICLE 2 : OBJET DE L'EMPLACEMENT

L'Occupant exploite un fonds de commerce dans un local commercial situé en bordure du domaine public portuaire, sis zone technique du Port du Cap d'Agde, pour y exercer une activité de vente, réparation de bateaux.

La SODEAL consent à l'Occupant le droit d'occuper une portion de terre-plein et en vue d'exercer une activité économique sur le domaine public portuaire liée à l'exploitation du fonds de commerce dans le local détaillé à l'alinéa précédent.

L'activité économique du terre-plein et de la portion de plan d'eau situés sur le domaine public portuaire doit rester liée au fonds de commerce du local commercial.

ARTICLE 3 : DESIGNATION DE L'EMPLACEMENT

3.1. Situation de l'emplacement

L'occupant est autorisé à occuper sur le Domaine Public Portuaire une portion de terre-plein et de plan d'eau situés zone technique du Port 34300 Cap d'Agde.

L'Occupant devra supporter sans indemnité les frais de déplacement ou de démolition des installations aménagées en vertu de cette autorisation, lorsque ce déplacement est la conséquence des travaux entrepris dans l'intérêt du domaine public occupé et que ces travaux constituent une opération d'aménagement conforme à la destination de ce domaine.

3.2. Superficie de l'emplacement

L'occupant est autorisé à occuper le Domaine Public Portuaire se décomposant comme suit :

Terre - Plein :

- Coté quai : xxx m²
- Côté aire de carénage zone technique : xxxxx m²

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Soit au total xxxxxx m²

Plan d'eau : xx emplacements à flot désignés n° xxx et xxx.

Une occupation réelle inférieure à cette surface autorisée ne saurait en cas ouvrir droit à une réduction de montant de la redevance.

ARTICLE 4 : DUREE

L'Occupant est autorisé à occuper le domaine public portuaire **du 1er janvier au 31 décembre 2020.**

La présente convention ne peut faire l'objet d'aucune reconduction tacite. Cette convention ne saurait conférer à l'Occupant un droit au maintien dans les lieux.
Elle pourra néanmoins être reconduite à la demande expresse du bénéficiaire si celui-ci en fait la demande par écrit deux mois avant la fin de la période. A cette occasion, la surface occupée est susceptible d'être modifiée. Un avenant concrétisera l'accord de la SODEAL.
Il devra justifier d'un extrait Kbis de moins de 3 mois et d'une attestation d'assurance du local.

Compte tenu du caractère précaire et révocable de la présente autorisation, l'Occupant ne pourra invoquer à son profit les dispositions législatives applicables aux baux à loyers d'immeubles ou de locaux à usage industriel et commercial.

Toute occupation du domaine public est assujettie à une redevance fixée chaque année par décision du Conseil d'Administration de la SODEAL.

ARTICLE 5 : REDEVANCE

Conformément aux dispositions de l'article L2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, l'occupation du Domaine Public Portuaire telle que déterminée dans l'article 3 de la présente convention est consentie moyennant le versement d'une redevance d'occupation du domaine public annuelle d'un montant de :

Pour l'exercice 2018 :

- **Terre – Plein :**	**xxxx m²**	**x 0,275 €**	**=**	**xxxx € HT**
- **Plan d'eau :**	**xx poste(s)**	**x 23,30 €**	**=**	**xxxx € HT**

Soit au total xxxxx € HT

Conformément aux dispositions de l'article L2125-3 du code général de la propriété des personnes publiques, cette redevance tient compte des avantages de toutes natures procurées au titulaire de l'autorisation.

La dite redevance sera payable à la SODEAL en **une seule échéance**, au plus tard le

En cas de retard dans le paiement de la redevance due, les sommes restant dues sont majorées d'intérêts moratoires au taux légal.

En cas de retrait de l'autorisation avant le terme prévu, pour un motif autre que l'inexécution stipulée dans les présentes, la partie de la redevance versée d'avance et correspondant à la période restant à courir est restituée à l'Occupant.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

En cas de non règlement de la redevance dans les délais fixés par le contrat, la SODEAL pourra résilier le contrat pour faute.

En cas de retard dans le paiement de la redevance, les sommes restant dues sont majorées d'intérêts moratoires au taux légal, conformément aux dispositions de l'article L2125-5 du code général de la propriété des personnes publiques.

Les intérêts courent du premier jour de retard dans le paiement.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT S'AGISSANT DE L'EMPLACEMENT MIS A DISPOSITION

L'Occupant a l'obligation de faire un usage de l'emplacement mis à sa disposition conforme et compatible avec son affectation.
L'Occupant est autorisé à entreposer sur la portion de terre-pleins publics et à faire stationner sur la portion de plan d'eau, des bateaux en réparation ou en attente de réparation, des bateaux destinés à la vente.
L'occupant est autorisé à exercer sur ces portions du Domaine Public les activités telles que stipulées ci-dessus.

L'occupant devra exercer et maintenir son exploitation assurée en conformité avec les prescriptions légales et administratives, notamment en ce qui concerne le port des Equipements de Protection Individuelle (EPI) pour ses salariés ou préposés.

L'occupant devra produire à la SODEAL les contrôles périodiques et diverses habilitations (CACES, etc…) concernant ses engins de manutention nécessaires pour procéder aux déchargements, chargements, déplacements des bateaux sur les portions du Domaine Public portuaire allouées.

En aucun cas, la SODEAL ne pourra être impliquée ou recherchée en raison d'accidents ou de faits qui pourraient survenir du fait de l'exploitation.

Il s'engage notamment à respecter la délimitation de l'emplacement et sa superficie.

L'Occupant devra maintenir l'emplacement en bon état d'entretien durant toute la durée de la présente convention.

A ce titre, l'Occupant engage et supporte, les charges afférentes aux dépenses permettant de maintenir l'emplacement en bon état d'entretien et en parfait état de propreté.

L'Occupant s'engage à respecter les règlements généraux et particuliers pris pour la police et l'exploitation du port et à respecter les règlements en matière de propreté du port.

L'Occupant déclare avoir pris connaissance du règlement particulier de police des ports de plaisance du Cap d'Agde et du port Ambonne, du plan de gestion et de traitement des déchets, le règlement relatif au bon fonctionnement et à l'exploitation de la Zone Technique du Cap d'Agde et le plan de prévention des risques.

La présente occupation n'est délivrée que sous réserve des droits des tiers et de l'observation des lois et règlements en vigueur notamment celles règlementant les occupations du domaine public urbain.

L'Occupant est responsable de la souscription des contrats d'assurance permettant de garantir les risques suivants : responsabilité civile, dommages corporels, matériels et immatériels causés par l'occupant aux tiers liés à l'exploitation de son activité.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

L'Occupant s'engage, dès la signature de la présente convention, à remettre l'attestation d'assurance prévoyant spécifiquement une application de celle-ci au terre-plein et à la portion de plan d'eau, objets de la présente convention. En cas de manquement, la SODEAL est en droit de résilier la présente convention pour faute.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE LA SODEAL

La SODEAL s'engage à ne pas troubler l'occupation objet de la présente convention sauf travaux réalisés dans l'intérêt du domaine.

ARTICLE 8 : CLAUSE PENALE

Tout débordement ou occupation de surface non autorisé du Domaine Public Portuaire dûment constaté par les services de la SODEAL ou par la Police Municipale, entraînera à l'encontre de l'Occupant **une pénalité** dont le montant s'élève à **CENT EUROS (100 €) par m² et par jour à compter du jour de sa constatation.**

ARTICLE 9 : CONSERVATION DU DOMAINE PUBLIC

Aucun trou, scellement, peinture ni détérioration de quelques nature que ce soit n'est autorisé. L'Occupant s'engage à remettre à ses frais les lieux en leur état antérieur si d'aventure les services de la SODEAL constataient qu'il était porté atteinte à la conservation du domaine public.

ARTICLE 10 : CESSIONS

L'autorisation d'occupation accordée par la SODEAL ayant un caractère strictement personnel, l'Occupant ne peut céder, en totalité ou en partie, les droits qu'il tient de la présente convention, à peine de résiliation de celle-ci dans les conditions prévues par l'article 12.2.

De la même manière, l'Occupant ne peut autoriser un tiers à occuper, en totalité ou en partie, l'emplacement visé à l'article 3, à peine de résiliation de la présente convention dans les conditions prévues par l'article 12.2.

10.1. Cession entre vifs

L'Occupant ne pourra céder les droits d'occupation découlant de la présente convention qu'avec l'agrément préalable écrit de la SODEAL.

L'Occupant devra donc demander par écrit en lettre recommandée avec accusé de réception à la SODEAL l'autorisation de céder la présente convention, pour la durée restant à courir fixée par la convention.

Le silence de la SODEAL équivaut à un refus.
Il est à noter que ces dispositions sur la cession sont inapplicables en cas de sélection préalable.

10.2. Transmission aux héritiers

En cas de décès de l'Occupant, la transmission à l'héritier des droits d'occupation découlant de la présente convention est subordonnée à l'accord écrit de la SODEAL.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

La demande d'accord émane des ayant droits. Elle est adressée par pli recommandé avec demande d'avis de réception et comporte les informations et éléments suivants :

- Les nom, prénoms, nationalité et domicile du demandeur ;
- Les documents nécessaires à l'identification de l'emplacement occupé et de l'Occupant ;
- Un acte de notoriété établissant la qualité du demandeur ;
- Le cas échéant, un acte notarié ou enregistré établissant l'absence d'opposition des autres héritiers à la demande d'agrément ;
- L'engagement de payer la redevance domaniale fixée par l'article 5 de la présente convention.

Le successeur est entièrement subrogé dans les droits et obligations découlant de la présente convention, pour la seule durée restant à courir au jour de la signature de l'avenant de transfert.

ARTICLE 11 : IMPOTS

L'Occupant devra seul supporter la charge de tous les impôts auxquels pourraient être assujettis l'emplacement objet de la présente convention.
Conformément à l'article 106 de la loi de finances pour 2004, le titulaire de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public sera le débiteur légal des taxes foncières correspondantes.

ARTICLE 12 : RESILIATION

Article 12.1 : Résiliation pour motif d'intérêt général ou dans l'intérêt du domaine

Article 12.1.1 : Principes généraux

La SODEAL peut résilier la convention pour un motif d'intérêt général ou un motif tiré de l'intérêt du domaine.

Article 12.1.2 : Modalités de la résiliation

La décision de résiliation est notifiée à l'Occupant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Elle prend effet dans le délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la notification.

Article 12.1.3 : Conséquences de la résiliation

La résiliation pour motif d'intérêt général ou dans l'intérêt du domaine ne donne lieu à aucune indemnité au profit de l'Occupant.

La partie de la redevance versée d'avance et correspondant à la période de l'année civile restant à courir est restituée à l'Occupant, conformément aux dispositions de l'article L2125-6 du code général de la propriété des personnes publiques.

Article 12.2 : Résiliation pour faute de l'Occupant

Article 12.2.1 : Principes généraux

La SODEAL peut résilier la convention pour faute de l'Occupant en cas de non-respect par celui-ci de l'une quelconque des obligations résultant de la présente convention.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

La résiliation peut notamment être prononcée dans l'un des cas suivants, sans que la liste soit exhaustive :

a. L'Occupant a dégradé ou utilisé de manière abusive l'emplacement mis à sa disposition par la SODEAL notamment en ne respectant pas la limite de l'occupation consentie ;
b. L'Occupant ne s'est pas acquitté de la redevance due en application de l'article 5 à la date à laquelle celle-ci est devenue exigible ;
c. L'Occupant n'a pas souscrit les contrats d'assurances ou produit les attestations correspondantes dans les conditions prévues à l'article 6 ou celles-ci s'avèrent inexactes ;
d. L'Occupant a sous-loué les biens mis à sa disposition ou cédé la présente convention sans respecter les conditions des articles 10 ;
e. L'Occupant s'est livré, à l'occasion de l'exécution de la convention, à des actes frauduleux ;
f. La suppression des autorisations exigibles par la réglementation en vigueur pour l'exercice de son activité professionnelle,
g. La condamnation pénale de l'Occupant le mettant dans l'impossibilité de poursuivre l'exploitation.

Article 12.2.2 : Modalités de la résiliation

Sauf dans le cas visé au d et e de l'article précédent, la décision de résiliation pour faute est précédée d'une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution de quinze (15) jours, notifiée à l'Occupant par lettre recommandée avec accusé de réception et restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, la SODEAL informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

La décision de résiliation est notifiée à l'Occupant. Elle prend effet à la date qu'elle fixe ou, à défaut, 2 mois à compter de la date de sa notification.

Article 12.2.3 : Conséquences de la résiliation

La résiliation pour faute de l'Occupant n'ouvre droit, à son profit, à aucune indemnité.

Les sommes correspondant à la redevance domaniale due pour l'année restent dues à la SODEAL.

La résiliation de la convention ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre l'Occupant.

Article 12.3 : Résiliation à la demande de l'Occupant

Article 12.3.1 : Principes généraux

L'Occupant peut demander à la SODEAL que celle-ci prononce la résiliation de la présente convention.

Article 12.3.2 : Modalités de la résiliation

La demande est adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

La résiliation ne peut être refusée à l'Occupant.

La décision de résiliation est notifiée à l'Occupant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Elle prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

Article 12.3.3 : Conséquences de la résiliation

La résiliation à la demande de l'Occupant n'ouvre droit, à son profit, à aucune indemnité.

Les sommes correspondant à la redevance domaniale de l'année civile restent dues à la SODEAL.

Article 12.4 : Résiliation pour évènements extérieurs à la convention

Article 12.4.1. Décès de l'Occupant

En cas de décès de l'Occupant, si, dans les 6 mois suivant le décès, les ayants droit n'ont pas sollicité l'agrément de la SODEAL dans les conditions de l'article 10.2, celle-ci résilie la présente convention.

La décision de résiliation est notifiée aux ayant droits par lettre recommandée avec accusé de réception.

Elle prend effet à la date du décès.

Elle n'ouvre droit à aucune indemnité au profit des ayants droit.

La partie de la redevance versée d'avance et correspondant à la période de l'année civile restant à courir est restituée aux ayant droits.

Article 12.4.2. Redressement judiciaire ou liquidation judiciaire

En cas de redressement judiciaire, la présente convention est résiliée, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L 622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations de l'Occupant.

En cas de liquidation judiciaire, la présente convention est résiliée de plein droit.

Dans les deux cas susvisés, la résiliation prend effet à la date de la décision prononçant le redressement ou la liquidation.

Elle n'ouvre droit, pour l'Occupant, à aucune indemnité.

La partie de la redevance versée d'avance et correspondant à la période de l'année civile restant à courir reste due à la SODEAL.

Article 12.4.3. Force majeure

Sera considéré comme cas de force majeure au sens de la présente convention, tout fait ou circonstance irrésistible, imprévisible, extérieur et indépendant de la volonté des parties et qui ne pourra pas être empêché par elles malgré tous les efforts raisonnablement possibles.

Il est convenu que la grève du personnel de l'Occupant ne sera pas considérée comme un cas de force majeure.

La force majeure ouvre un droit à résiliation par l'une ou l'autre des parties.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

L'Occupant exerce son droit à résiliation en demandant à la SODEAL, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, de prononcer la résiliation dans les plus brefs délais.

La décision de résiliation est notifiée à l'Occupant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Elle prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

La résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité au profit de l'Occupant.

La partie de la redevance versée d'avance et correspondant à la période de l'année civile restant à courir est restituée à l'Occupant.

ARTICLE 13 : EXECUTION D'OFFICE

En cas de résiliation prononcée en application des stipulations de l'article 12 des présentes, la SODEAL prendra de plein droit possession du terre-plein et du plan d'eau, objet de la présente convention, sans qu'elle ait besoin d'une autorisation judiciaire.

ARTICLE 14 : RETRAIT DE LA MISE A DISPOSITION DU PORT PAR L'ETAT

Dans le cas d'un retrait par l'ETAT de la Concession du port de plaisance, les engagements normalement pris par le gestionnaire à l'égard de l'Occupant par le présent contrat seront exécutés par l'ETAT qui se substituera au gestionnaire.

ARTICLE 15 : RESILIATION OU FIN DE LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC ACCORDEE A LA SODEAL

Dans le cas de la résiliation anticipée par la commune d'AGDE de la délégation de service public, ou d'arrivée du terme de la délégation de service public, les engagements normalement pris par le délégataire du service public, gestionnaire à l'égard de l'Occupant par le présent contrat seront exécutés par la Commune d'AGDE qui se substituera au délégataire du service public, conformément à l'article 37.2 du contrat de délégation de service public.

ARTICLE 16 : FIN DE LA CONVENTION

Dans l'hypothèse où la convention arrive à son terme, l'Occupant doit libérer les lieux à la date de celui-ci.

Dans l'hypothèse où la convention est résiliée de façon anticipée, l'Occupant doit libérer les lieux au plus tard à la date à laquelle cette décision prend effet.

Sans préjudice de l'exercice des actions destinées à obtenir son expulsion, dans l'hypothèse où l'Occupant ne libère pas totalement les lieux à la date prévue, la SODEAL met à sa charge une indemnité compensant les revenus qu'elle aurait pu percevoir d'un Occupant autorisé pendant toute la période d'occupation irrégulière.

Le montant de cette indemnité est calculé par application de la redevance fixée à l'article 5.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

ARTICLE 17 : RESPONSABILITE

17. 1 - Responsabilités de l'occupant

La responsabilité de l'occupant est seule engagée pour tous les dommages de son fait et notamment concernant les risques suivants :

- Dommages causés au tiers.

Tout différend provenant du fait de l'occupation, relève de la seule responsabilité de l'occupant. L'occupant s'engage par avance à renoncer et à faire renoncer ses assureurs à tout recours contre la SODEAL et la ville d'Agde.

17.2 - Exclusions de responsabilités

La SODEAL ne pourra être tenue responsable des dégâts, dégradations ou vols dont pourrait faire l'objet, de la part de tiers, les installations ou tout élément/objet laissé sur le terre-plein et le(s) poste(s) à flot. L'Occupant est libre de se garantir contre ces risques par une assurance particulière.

De même, la responsabilité de la SODEAL ne saurait être recherchée pour les dommages résultant de la faute, de l'imprudence ou de la négligence de l'Occupant ou de ses commettants.

L'Occupant ne pourra élever aucune réclamation à l'encontre de la SODEAL pour cause d'interruption, de suppression ou de baisse de pression des réseaux d'éclairage, d'électricité, ou d'eau.

L'Occupant renonce à exercer, à l'encontre de la SODEAL, toute action tendant au versement d'une indemnité à raison des empêchements, troubles et interruptions qu'apporterait éventuellement à l'exploitation de l'emplacement, la réalisation de travaux sous maîtrise d'ouvrage publique sur le bâtiment et ses abords.

En contrepartie, à l'exception des travaux que l'urgence rendrait nécessaire, la SODEAL s'engage à informer l'Occupant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée un mois au moins avant le commencement des travaux, de la date de commencement de ces derniers, de leur nature, de leur durée prévisible et des contraintes et restrictions qu'ils sont susceptibles d'imposer à l'Occupant (modifications des accès, respect de certaines consignes de sécurité etc…).

ARTICLE 18 : COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Toutes les contestations qui pourraient naître de l'interprétation ou de l'extension de la présente convention seront de la compétence du Tribunal Administratif de Montpellier.

ARTICLE 19 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile :
- La SODEAL à son siège social,
- L'Occupant à son siège social.

Etabli en deux (2) exemplaires
Fait à Agde le ……..

Pour l'Occupant **Pour la SODEAL**

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Concession de service public pour la gestion et l'exploitation du Port Cap d'Agde, Port Ambonne et du Centre Nautique de la **Commune d'Agde**









Sous-Annexe D2
Règlement intérieur Ports & Centre Nautique

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Département
DE L'HERAULT

Arrondissement
DE BEZIERS

MAIRIE D'AGDE

OBJET :
ABROGE ET REMPLACE L'ARRETE
A/2016-1709

REGLEMENT PARTICULIER DE POLICE DES PORTS DE PLAISANCE DU CAP D'AGDE ET DE PORT AMBONNE

DED/LD/cm-2017

ARRETE N° AP/2017 - 212

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

EXTRAIT DU REGISTRE DES

ARRETES DU MAIRE

DE LA COMMUNE D'AGDE

LE Maire de la Ville d'AGDE,

VU la Loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

VU la Loi n°83-663 du 22 juillet 1983 complétant la Loi n°83-3 du 7 janvier 1983,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code des Ports Maritimes,

VU l'Arrêté Préfectoral du 30 décembre 1983 constatant la liste des ports transférés de plein droit aux communes,

VU le Procès Verbal du 10 mars 1984 de mise à disposition du port de plaisance du Cap d'Agde et de Port Ambonne,

Vu l'arrêté municipal A/2016-1709 du 13/10/2016 portant règlement particulier de police des ports de plaisance du Cap d'Agde et de Port Ambonne,

Vu l'avis favorable du conseil portuaire du 19 décembre 2017

CONSIDERANT qu'il y a lieu de modifier le règlement particulier de police des Ports de plaisance du Cap d'Agde et de Port Ambonne pour actualiser et réajuster celui-ci à la législation en vigueur,

ARRETE

ARTICLE 1 - DISPOSITIONS ANTERIEURES

L'accès des ports de Plaisance du Cap d'Agde et d'Ambonne, mis à disposition de la Commune d'Agde par Arrêté Préfectoral du 30 décembre 1983 et dont les limites ont été fixées dans le Procès-Verbal en date du 10 mars 1984 signé conjointement par Monsieur le Préfet Commissaire de la République de Montpellier et Monsieur le Maire de la Ville d'Agde n'est autorisé qu'aux navires de plaisance en état de naviguer, c'est-à-dire en état d'effectuer une navigation correspondant au type et à la nature du navire et aux navires de pêches professionnels soumis à l'aval l'autorité portuaire.

Le règlement particulier de police pris par arrêté du Maire en date du 5 Juillet 1984 et textes subséquents (cf arrêtés des 30 août 1984, 7 juin 1995, 3 octobre 2001, 9 octobre 2006, 28 octobre 2015 et du 13 octobre 2016) sont abrogés et remplacés par le règlement ci-après. Le présent règlement n'exclut pas l'application des lois, décrets, arrêtés préfectoraux et municipaux applicables dans les limites du port.

ARTICLE 2 - DEFINITIONS ET CHAMPS D'APPLICATION

2.1 Définitions des termes

Directeur du port : la personne responsable de l'exploitation du port.

Agents du port : maîtres de port et personnel chargé de l'exploitation du port.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Navires : tout moyen de transport flottant, employé normalement à la navigation maritime et soumis de ce fait aux règlements de cette navigation.
Usagers : toute personne mentionnée sur les papiers bateau, propriétaire ou locataire.
Plaisance : ensemble des activités nautiques sportives et de loisirs y compris yachting professionnel. Elles constituent l'activité principale du port.
Avitaillement : opération consistant à faire le plein de carburant.

2.2 Définition géographique de la zone de plaisance

(Plans de la SMNLR N°257A et N°257B du 19/01/1984)

Le port de plaisance comprend : Le Domaine Portuaire Maritime du port de plaisance du Cap d'Agde avec notamment :

- Tous les chenaux d'accès et tous les bassins
- La zone technique
- La capitainerie avant-port
- La déchetterie portuaire
- Le canal Richelieu
- L'aire de manutention
- Les blocs sanitaires
- Les parkings Yacht Club, Digue Richelieu, Phéniciens, Malfato, Luna, Bassin IV
- Les quais bordants l'ensemble du domaine portuaire
- Le bâtiment du Yacht Club

Le Domaine Portuaire Maritime de port Ambonne avec notamment :

- Tous les chenaux d'Accès et tous les bassins
- La capitainerie Ambonne
- L'enclave de la Roquille
- L'ensemble des quais bordants l'ensemble du domaine portuaire
- Les blocs sanitaires
- Les parkings Joliette, Port Soleil
- Les quais bordants l'ensemble du domaine portuaire

2.3 Application et mise à disposition

Les installations du port de plaisance sont mises en permanence à la disposition du public qui désire les utiliser suivant l'ordre des demandes et fonction des caractéristiques des navires.

Tout navire entrant dans le port doit être en conformité avec tous les articles du code de la législation maritime notés dans le livre de bord et présenter l'ensemble des documents règlementaires. Le bateau doit être en bon état de flottabilité et de navigabilité. Le cas échéant et en cas de litige une expertise sera mandatée, à charge du port si l'expertise conclue à un bon état de navigabilité, à charge du propriétaire dans le cas contraire.
L'aspect extérieur du navire doit également être tenu en bon état de manière à éviter toute pollution visuelle. Ces critères d'appréciation sont établis en fonction de l'état visible et de l'entretien du navire.

Le gestionnaire peut consentir des dispositions privatives de postes à quai à des navires de plaisance pour une durée maximale d'un an renouvelable chaque année en vertu du Code des Ports Maritimes (code des transports). Les conditions en sont fixées contractuellement. Le gestionnaire accorde également des droits d'utilisation de poste d'amarrage ponctuels, (escales), pour des navires de passage, dont les conditions sont fixées par le présent règlement.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

L'occupation de ses postes par des navires devra se faire dans le cadre d'une activité de loisirs.
Les navires ne pourront en aucun cas constituer un habitat permanent. Toutefois une occupation prolongée pourra se faire sous certaines conditions établies par le gestionnaire.

La longueur prise en compte dans l'attribution d'un poste, est la longueur maximale, telle que définie selon la Norme Européenne ISO/EN 8666.
La définition de la longueur maximale est mesurée parallèle à la ligne de flottaison, distance entre deux plans parallèles perpendiculaires au plan axial du navire passant par les points extrêmes de la structure permanente, les éléments rapportés démontables étant inclus.
Pour les bateaux construits antérieurement à 1940, la longueur maximale sera prise en compte sans bout dehors.

Le gestionnaire se réserve le droit de mesurer le navire, ce qui sera susceptible de redéfinir les conditions d'attribution ou de renouvellement de poste.

L'accès et le stationnement dans les bassins de Port Ambonne est autorisé, aux bateaux dont la longueur maximale n'excède pas 12 mètres. Le nombre de bateaux dont la longueur est comprise entre 11 et 12 mètres est limité à 10 postes.
L'accès à Port Ambonne est interdit aux navires multicoques et aux navires dont le tirant d'eau est supérieur à 1 mètre.

ARTICLE 3 - REGLES APPLICABLES AU PLAN D'EAU

3.1 Admission des navires dans le port

L'accès au port n'est autorisé qu'aux navires en état de flottabilité et de navigabilité. L'accès peut toutefois être admis à titre exceptionnel, pour des navires courant un danger ou un état d'avarie, pour un séjour limité (cas de force majeure), justifié par les circonstances, souverainement appréciées par le gestionnaire.

Les agents du port peuvent interdire l'accès au port aux navires susceptibles de compromettre la sécurité, l'environnement, la conservation ou la bonne exploitation des ouvrages portuaires et du plan d'eau.
Tout navire séjournant dans le port doit pouvoir naviguer, être maintenu en bon état d'entretien, de flottabilité et de sécurité, sans assistance de pompage sur alimentation extérieure. Ils doivent disposer d'une totale autonomie.

3.2 Déclaration d'entrée et de sortie pour les navires en escale

Tout navire entrant dans le port pour faire escale doit remplir les conditions précitées et signaler sa venue dans le port à la Capitainerie et ce quelle que soit la durée de son séjour.
Le plaisancier devra fournir l'ensemble des documents règlementaires (Acte de Francisation, lettre de Pavillon...) afin que l'agent portuaire puisse créer la fiche d'escale. Il devra également fournir une attestation d'assurance à jour et valide pour la durée de son séjour, couvrant les risques suivants : *(Celle-ci doit s'appliquer au(x) propriétaire(s) et/ou usagers du bateau)*

- Responsabilité civile (dans les limites du port)
- Renflouement et enlèvement de l'épave en cas de naufrage dans les limites du port ou dans les chenaux d'accès.
- Dommages causés aux ouvrages du port qu'elles qu'en soient la nature, soit par le navire soit par les usagers.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

- Dommages tant corporels que matériels causés aux tiers à l'intérieur du port et dans les chenaux d'accès pouvant découler de l'incendie du navire, des matériels et marchandises transportés notamment les consommables

L'usager s'engage à en justifier à toute demande. A défaut, le contrat pourra être résilié de plein droit.

A toute demande du port, l'usager se doit présenter ces documents. A défaut, le contrat pourra être résilié de plein droit.
En cas d'absence, le propriétaire du navire est tenu de communiquer, par tout moyen, au gestionnaire le nom et l'adresse de la personne qu'il désigne comme gardien du navire.

En cas de modification de la date de départ, une déclaration rectificative doit être faite sans délai à la capitainerie.
Le plaisancier doit impérativement s'acquitter des taxes afférentes à son séjour avant son départ définitif, sous peine de poursuites

L'emplacement du poste que doit occuper chaque navire, quelle que soit la durée du séjour envisagée dans le port, est impérativement fixé par le personnel chargé de l'exploitation du port.
Les postes d'escale sont banalisés, leur affectation est opérée dans la limite des places disponibles.
Tout navire est tenu de changer de poste ou de quitter le port, à la première injonction des agents du port, pour des circonstances qu'ils jugent nécessaires.

Les navires arrivant en dehors des horaires d'ouverture de la capitainerie, doivent s'amarrer sur les pontons et quais d'escale. Ils doivent indiquer leur arrivée dans le port par contact VHF canal 9 ou par téléphone au 04.67.26.00.20. Les agents de nuits récupèreront ainsi, l'ensemble des documents règlementaires du navire, qu'ils déposeront en capitainerie. Dès l'ouverture de la capitainerie, les agents effectueront la fiche d'escale.

Dans le cas, ou un navire n'aurait pas indiqué son arrivée dans le port, il devra se présenter dès l'ouverture, à la capitainerie.

Les navires accostés sans l'autorisation des agents du port pourront être enlevés d'office aux frais, risques et périls de leurs propriétaires et placés en zone de stockage temporaire sur simple injonction faite au propriétaire et apposée en même temps sur le navire.
Dans les cas où le navire ne porterait aucun signe extérieur d'identification, la mise en zone de stockage temporaire du navire serait effectuée d'office. Aux sommes dues pour la mise en zone de stockage temporaire (frais de remorquage, grutage etc..) s'ajoutera la redevance normale due pour la durée d'occupation au tarif passage en vigueur et correspondant à la longueur et largeur maximales du navire.

3.3 Mouvements Des Navires

Dans l'enceinte portuaire, les navires devront utiliser le mode de propulsion offrant le maximum de manœuvrabilité et de sécurité leur permettant d'évoluer dans les meilleures conditions. Les navires circulant à la voile doivent se soumettre aux règles de circulation en chenal et n'auront en aucun cas un caractère prioritaire.
Les navires ne pourront naviguer à l'intérieur du port que : pour entrer, sortir, changer de place et assurer la maintenance du navire.
Le personnel chargé de l'exploitation du port doit pouvoir, requérir l'équipage ou, le cas échéant, la personne chargée du gardiennage du navire, laquelle doit être capable d'assurer toutes les manœuvres qui lui sont ordonnées au sein de l'enceinte portuaire. A défaut, en cas d'intervention effectuée par les services du port eux-mêmes il est rappelé que la responsabilité du gestionnaire ne pourra aucunement être engagée.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

3.4 Navigation dans les ports, rades et chenaux d'accès

Le personnel chargé de l'exploitation du port règle l'ordre d'entrée et de sortie des navires dans le port et dans les bassins. Les équipages des navires doivent se conformer à ses ordres et prendre d'eux-mêmes, dans les manœuvres qu'ils effectuent, les mesures nécessaires pour prévenir les accidents.

La vitesse maximale des navires dans les passes, chenaux d'accès, avant-port est fixée à CINQ nœuds soit 9 km/heure.
La vitesse des navires circulant dans les bassins aménagés est limitée à TROIS nœuds soit 5,5 km/heure.
Tout navire doit naviguer avec prudence et tout particulièrement en traversant le bassin ouest réservé à l'évolution des planches à voile.

Tout navire circulant dans le port, se doit de réduire sa vitesse en dessous des vitesses limites en cas de perturbation des navires amarrés. Cette disposition s'applique dans tous les bassins et chenaux du port du Cap d'Agde y compris Port Ambonne.

ARTICLE 4 - REGLES D'AMARRAGE ET DE MOUILLAGE

4.1 Mise à l'eau des navires

Les mises à l'eau et les mises terre des navires dans les limites du port sont autorisées au droit des darses et rampes réservées à cet effet. L'utilisation de tout autre mode de manutention est soumise à autorisation préalable du personnel chargé du port.
Ces opérations ne peuvent être exécutées que par les personnes habilitées qui s'obligent à respecter toutes les consignes de sécurité notamment, aucune personne ne doit rester à bord d'un navire pendant sa manutention.

L'ensemble des opérations de manutentions, sont également soumises au **règlement de zone technique**, ci-joint annexé.

4.2 Amarrage

Les navires sont amarrés sous la responsabilité des usagers, conformément aux usages maritimes, en respectant les prescriptions particulières qui peuvent leur être signifiées par les agents du port.
Les navires ne peuvent s'amarrer qu'aux bollards, taquets, organeaux ou autres ouvrages d'amarrage disposés dans le port.
Les usagers devront vérifier la solidité des installations d'amarrage ainsi que leurs amarres. Ils conserveront l'entière responsabilité des amarrages qu'ils effectueront eux-mêmes sur ces installations.
L'amarrage à couple n'est admis qu'après autorisation du personnel chargé de l'exploitation du port.
Les aussières d'amarrage doivent être en bon état et d'un diamètre suffisant.
Chaque navire doit être muni, des deux bords, de défenses ou de pare-battages suffisants destinés tant à sa protection qu'à celle des navires voisins. Toute avarie due à l'absence de ces équipements ou à leur insuffisance engage la responsabilité du propriétaire du navire. (Les pneus n'étant pas autorisés).

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

4.3 Mouillage et relevage des ancres

Aucune ancre ne peut-être mouillée dans le port. Sauf cas de nécessité absolue découlant d'un danger ou sera privilégié le secteur « avant-port ».
Dans le cas où cette priorité ne pourra être privilégiée, la capitainerie devra être informée avant tout relevage d'ancre, du fait de la présence de réseaux immergés (fibre optique etc...).

Toute perte de matériel dans l'ensemble des eaux portuaires (ancres, chaînes, moteur hors-bord, engins de pêche...) doit être déclarée sans délai à la capitainerie.

4.4 Mesures d'urgence

En cas d'urgence, les agents du port, se réservent le droit d'intervenir directement sur le navire pour prendre toute mesure utile. Au cours de ces opérations, la responsabilité du gestionnaire ne pourra être recherchée en cas de dommages occasionnés au navire.
Le gestionnaire demandera au propriétaire du navire, le remboursement de tous les frais qui ont été exposés au cours de l'opération ou générés par des dommages imputables à l'état ou à la situation anormale dudit navire.

Dans le cas où la flottabilité d'un navire serait compromise par une présence importante d'eau, les agents du port, tout en informant le propriétaire du navire par tout moyen, pourront assurer, d'urgence et à titre exceptionnel, dans la mesure du possible, l'épuisement de l'eau ou l'échouage du navire.
A aucun moment ces opérations ne seront susceptibles d'engager la responsabilité du gestionnaire, qui exigera du propriétaire du navire le remboursement des frais occasionnés.

En cas de déficience des amarres appartenant au propriétaire du navire, les agents du port pourront, en cas d'urgence, procéder, aux frais du propriétaire du navire, à leur remplacement.

ARTICLE 5 - REGLES RELATIVES A L'ATTRIBUTION D'UN POSTE

5.1 Caractéristiques

Tous les postes ont un caractère « banalisé », chaque ponton est repéré par un chiffre, une lettre et une dénomination secteur.
Les postes sont caractérisés par la catégorie de poste la plus élevée qu'ils sont capables techniquement d'accueillir.
L'attribution d'un poste est fixée par le gestionnaire, au propriétaire d'un navire, celle-ci est strictement personnelle, elle n'est pas cessible.
En revanche, ce poste pourra être utilisé par le gestionnaire à l'occasion de manifestations nautiques, terrestres, sportives, commerciales ou pour tout autre évènement qu'il juge nécessaire, sous réserve de procurer un emplacement pour ce même navire dans le port du Cap d'Agde et après un préavis de 15 jours avant manifestation.

5.2 Affectation de poste

Les conditions d'affectation de poste sont fixées par le fascicule comprenant les clauses et conditions générales d'abonnement. Le bateau devra être tenu en bon état de flottabilité et de navigabilité. Son aspect extérieur devra être en bon état de manière à éviter toute pollution visuelle. Tout poste d'amarrage sous-loué ou prêté, sera retiré sans préavis. Toute somme versée serait alors conservée à titre de clause pénale.
Les postes d'amarrage ont un caractère banalisé et si les besoins de l'exploitation l'exigent, le poste attribué peut-être changé sans qu'il en résulte un quelconque droit à indemnisation. En

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

effet, l'attribution d'un poste ne donne pas de droits sur l'occupation d'un poste déterminé, même s'il a été affecté de façon récurrente au même bénéficiaire plusieurs années durant. Tout changement de poste peut être décidé par le gestionnaire en fonction des contraintes portuaires (modification du plan d'eau, optimisation des emplacements etc...), sans que l'usager ne soit fondé à formuler une quelconque réclamation. Ce changement peut intervenir à tout moment en cours d'année et de façon ponctuelle ou définitive.
En outre, l'affectation d'un poste pourra être refusée à un usager ayant fait l'objet d'un litige avec le gestionnaire.

5.3 Déclaration d'absence

Tout titulaire d'un droit d'usage d'un poste d'amarrage doit effectuer, auprès de la capitainerie, une déclaration d'absence (Libération de poste, voir fascicule n°1) toutes les fois qu'il est amené à libérer le poste d'amarrage pour une période de temps, supérieure à 7 jours.
Cette déclaration précise la date prévue pour le départ et pour le retour. Cette déclaration est prise en compte du premier jour à 12h00 au dernier jour 12h00. En cas de retour anticipé, le titulaire s'engage à accepter l'emplacement provisoire qui lui sera affecté si son poste est occupé.
Faute d'avoir été saisi de cette déclaration, le gestionnaire pourra valablement considérer, au bout de 7 jours d'absence, que le poste est libéré jusqu'à nouvel ordre et pourra en disposer librement jusqu'à ce que le navire titulaire du contrat de location de poste d'amarrage se présente et sous réserve que les possibilités de libération du poste, autorisent le départ du navire occupant temporairement le poste d'amarrage laissé libre.
Tout poste d'amarrage laissé libre par le titulaire ne pourra en aucun cas être sous-loué ou prêté.

5.4 Déclaration en cas de transfert du droit de propriété

Dans le cas d'une vente d'un navire disposant d'un poste dans le port, le vendeur doit en faire la déclaration à la capitainerie dès réalisation de la vente.
Le poste d'amarrage concerné ne peut, en aucun cas, faire l'objet d'un transfert de la part du titulaire au profit du nouveau propriétaire, sans un accord formel du gestionnaire. Le nouveau propriétaire bénéficiera d'un contrat sur la base annuelle (voir conditions fascicule). Le gestionnaire peut être éventuellement amené à affecter au navire, objet de transaction, un autre poste.

5.5 CLUPP et Conseil Portuaire

Le comité local des usagers permanents du port et le conseil portuaire, sont des organes consultatifs régis par le Code des Transports.
Seront inscrits au CLUPP les usagers justifiants d'un contrat annuel établi avec le port depuis plus de six mois. Ceux-ci devront être à jour de leur redevance et n'avoir aucun litige avec le port.

ARTICLE 6 - TARIFICATIONS

6.1 Redevances

L'occupation d'un poste d'amarrage donne lieu au paiement d'une redevance perçue par la Capitainerie.
Le montant de cette redevance, qu'elle soit annuelle, semestrielle, mensuelle ou journalière est fixé en considération de la catégorie du poste pour lequel l'emplacement est consenti (voir article 5.1).
La décision fixant le montant des redevances est validée chaque année par le Conseil d'Administration et est validée par le Conseil Municipal de décembre. Le montant des redevances est consultable par tous les usagers en Capitainerie.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Les conditions de règlement d'un contrat d'abonnement sont définies au contrat.
A défaut de règlement, le contrat est considéré comme nul et toute occupation du poste est facturée au tarif passage en vigueur. Il est également convenu qu'à défaut de paiement de la redevance ou d'un terme de celle-ci, en cas de prélèvement bancaire rejeté, chèque sans provision ou tout retard de paiement, des frais de dossier seront exigibles selon les dispositions légales en vigueur.
En cas de facturation au tarif passage pour contrat non retourné, tout mois commencé sera dû.

Sur certaine catégorie définie par le gestionnaire, une redevance d'usage d'installation électrique pourra être effectuée.

6.2 Occupation prolongée

Toute personne sous contrat annuel avec le port, souhaitant occuper de façon prolongée son bateau entre le 1er octobre et le 31 mars, doit obligatoirement le déclarer en Capitainerie. De cette déclaration découlera une tarification supplémentaire au contrat annuel. Celle-ci a été définie pour pallier à des consommations régulières de fluides. Cette disposition pourra être assujettie à des contrôles inopinés des agents du port.
Pour bénéficier de ce contrat, le bateau doit être en état de flottabilité, de navigabilité, justifier d'une activité régulière et être en bon état d'entretien y compris sur l'aspect extérieur de manière à éviter toute pollution visuelle.
Le bateau devra également être équipé de cuves de récupération eaux noires/ eaux grises.

Cette disposition ne constitue en aucun cas, une possibilité d'utiliser le navire comme habitation principale.
Dans le cadre du non-respect de ces conditions, le contrat annuel d'abonnement sera résilié de plein droit par le gestionnaire, sans qu'aucun remboursement ne puisse être effectué.

6.3 Domiciliation postale

Les usagers occupant leur navire de façon prolongée peuvent bénéficier d'une domiciliation en capitainerie. Celle-ci entraine obligatoirement une tarification supplémentaire (voir article 6.2). La Capitainerie ne réceptionnera ni colis ni recommandés (seul un avis de passage sera réceptionné). La capitainerie n'est en aucun cas responsable du courrier reçu.

6.4 Activités annexes

L'occupation, à titre privatif, des terre-pleins du port non amodiés par voie de contrat est absolument interdite sans autorisation du personnel chargé de l'exploitation du port qui définit les conditions de cette occupation.

Aucun dépôt, ni aucune activité commerciale, quelle qu'en soit la nature, n'est autorisée, sauf dérogation ou autorisation spéciale (à titre précaire), sur le plan d'eau et les terre-pleins disponibles.

6.5 Nuisances

Toutes nuisances, bruits de voisinage, tapages, dégradations environnementales ou techniques et assimilées, quelles qu'elles soient, ayant pour conséquence de troubler, gêner la tranquillité et la vie du port, fera l'objet d'un avertissement à l'usager du poste. En cas de récidives et avertissements répétés, le gestionnaire pourra retirer l'autorisation de stationnement qui avait été accordée entrainant d'office la résiliation de tous contrats liant l'usager et le gestionnaire.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Cette disposition, s'applique également dans le cadre des postes professionnels, usagers du poste mais aussi à leurs utilisateurs. Le gestionnaire se réserve le droit de refuser l'accès au port auxdits utilisateurs, objet de nuisances.
En tout état de cause l'usager engage sa responsabilité à l'égard des utilisateurs de son bateau.
(Le non-respect de ces obligations s'applique conformément aux dispositions de l'article 12.6 répression des infractions)
Il est également rappelé que la sous-location est interdite dans les ports d'Agde du Cap d'Agde.

ARTICLE 7 - REGLES RELATIVES A LA CONSERVATION DU DOMAINE PUBLIC AUX TERRES-PLEIN ET OUVRAGES PORTUAIRES

7.1 Conservation du domaine public

Les usagers du port ne peuvent en aucun cas causer des avaries aux ouvrages portuaires mis à leur disposition ou les modifier, par exemple en fixant des antennes ou autres matériels sur les pontons ou les pieux. Toute infraction à ces dispositions entraînera la responsabilité de son auteur qui devra assurer la réparation des dommages qu'il a occasionné, sans préjudice de la contravention de grande voirie qui sera dressée à son encontre.

Ils sont tenus de signaler, sans délai, au personnel chargé de l'exploitation du port, toute dégradation qu'ils constatent aux ouvrages du port mis à leur disposition, qu'elle soit de leur fait ou non.
Tout dépôt même provisoire de matériel ou d'équipements sur les pontons, les quais, les terre-pleins et les chantiers de la zone technique sera enlevé et éliminé aux frais du déposant.

L'usage de pneus sur l'intégralité du domaine portuaire est strictement interdit et tous seront enlevés et éliminés aux frais du déposant ou du titulaire du poste.

7.2 Utilisation des terre-pleins

L'utilisation des terre-pleins est soumise pour la réalisation des installations qui y seront autorisées à la réglementation en vigueur, notamment pour ce qui concerne les constructions immobilières.
Indépendamment de l'obligation citée à l'alinéa précédent, l'amodiataire est tenu de soumettre, avant tout commencement d'exécution, les plans et dessins des ouvrages à l'acceptation des autorités responsables du port.
Cette obligation est notamment valable pour les ouvrages de raccordement à l'égout.
A l'achèvement des travaux, les ouvrages installés sur les terre-pleins font obligatoirement l'objet d'un certificat de conformité délivré par l'autorité compétente aux fins d'obtenir de leur part l'autorisation de mettre en exploitation les installations en cause.

Toutes les installations de machines-outils, de soudure, de stockage de gaz sous pression et de combustibles et, d'une manière générale, toute installation susceptible de provoquer des accidents, des explosions ou des incendies font obligatoirement l'objet d'un certificat de conformité à la réglementation en vigueur en vue d'obtenir l'autorisation de mettre en exploitation l'installation en cause.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

7.3 Indisponibilité des ouvrages portuaires

Dans le cas où un, plusieurs ou la totalité des éléments constituant les installations flottantes devraient être interdits à l'exploitation ou enlevés pour travaux, l'autorité portuaire en informera les usagers par tout moyen, le plus adapté et mettra en place la signalisation adéquate.
Dans les cas précités, les usagers ne pourront prétendre à aucune indemnité.
En cas de force majeure, l'autorité portuaire ne pourra être tenue responsable des avaries ou des dommages causés aux navires par le démantèlement ou la disparition totale ou partielle des installations fixes et flottantes.

ARTICLE 8 - SECURITE ET ENVIRONNEMENT

8.1 Matières dangereuses

Les navires amarrés ne doivent détenir, à leur bord, aucune matière dangereuse ou explosif autre que les artifices ou engins réglementaires et les carburants ou combustibles nécessaires à leur usage.

Les installations et appareils propres à ces carburants ou combustibles doivent être conformes à la réglementation en vigueur pour les navires de la catégorie.
L'accès au port des véhicules transportant des matières dangereuses est soumis à l'autorisation expresse et préalable du gestionnaire.

L'avitaillement en hydrocarbures se fera exclusivement aux postes réservés à cet effet et il est absolument interdit d'installer des postes de distribution de carburants dans les limites du port sans une autorisation formelle des services concernés.
Toutefois, des tolérances sont admises pour les jerricans d'un volume inférieur ou égal à 20 litres pour un volume total maximum de 40 litres. Toute manipulation de carburant doit être prise avec toutes les précautions nécessaires, de manière à éviter toute pollution, sous peine d'être exposé à contravention.

8.2 Dépôt des marchandises

Les marchandises d'avitaillement, les matériels d'armement et objets divers provenant des navires ou destinés à y être chargés, ne peuvent demeurer sur les quais, pontons d'amarrage et terre-pleins que le temps nécessaire à leur manutention sous peine d'enlèvement aux frais, risques et périls des contrevenants, à la diligence des agents du port.
Les voies ont un caractère public et doivent, en permanence, être laissées libres à la circulation sur toute leur surface. Il en est de même sur tous les pontons et tous les catways.
Elles ne pourront, en aucun cas, être encombrées de dépôts de matériels ou de matériaux de quelque nature qu'ils soient.

8.3 Annexes

Il est interdit de stocker des annexes ou toutes embarcations, autre que celle mentionnée au contrat, de façon permanente à flot et sur les pontons.

8.4 Avitaillement des navires

Deux stations d'avitaillement sont à dispositions des usagers, sur le Port Principal et Port Ambonne.
Lorsqu'un bateau souhaite se ravitailler en carburant, l'agent portuaire aide son client à l'amarrage. Une fois amarré, l'usager doit impérativement éteindre son moteur. Une fois le moteur

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

coupé, l'usager doit ouvrir le bouchon d'avitaillement, et indiquer le carburant qu'il utilise à l'agent, il en est de sa responsabilité.
Si l'usager utilise un moteur inboard essence, la ventilation de cale doit être mise en route, ou le compartiment moteur ouvert. A défaut l'agent peut refuser l'avitaillement.
L'agent n'est pas habilité à monter à bord du bateau sauf sur demande du client, ou cas de danger qu'il juge immédiat.
En dehors des ouvertures de la capitainerie, seule la station du Port Principal est en libre-service via un paiement carte bleue.

Une station carburant détaxée est à disposition au Port Principal.
Sont habilité à utiliser le carburant détaxé :

- Les pêcheurs professionnels, titulaires du livret bleu
- Les usagers bénéficiant d'une autorisation d'utilisation de carburant en exonération de la taxe intérieure de consommation à bord des bateaux de plaisance utilisés à des fins commerciales, délivré par le service des Douanes.
- Les bateaux étrangers remplissant les conditions d'exonération des taxes.

Dans tous les cas, il est interdit de fumer et de téléphoner lors des opérations d'avitaillement. Il est recommandé que les circuits électriques et de gaz soient coupés.

8.5 Restrictions concernant l'usage du feu

Il est défendu d'allumer du feu sur les quais, pontons, ouvrages portuaires et sur les terre-pleins ainsi que sur les navires.

8.6 Interdiction de fumer

Il est interdit de fumer dans tous les locaux communs notamment l'accueil de la Capitainerie ainsi que dans l'ensemble des sanitaires.

8.7 Consignes de lutte contre l'incendie

En cas d'incendie sur les quais du port ou dans les zones urbaines voisines, tous les navires doivent prendre les mesures de précaution qui leur sont prescrites par le personnel chargé de l'exploitation du port.
En cas d'incendie à bord du navire, la personne chargée du gardiennage doit, en toute hâte, avertir les sapeurs-pompiers au 18 ou 112 et le personnel chargé de l'exploitation du port. La Capitainerie est joignable au 04.67.26.00.20.
Ce personnel peut requérir l'aide de tous les équipages ou personnes chargés du gardiennage des autres navires et des services compétents.

8.8 Propreté du port

Un plan de réception et de traitement des déchets d'exploitation des navires et des résidus de cargaison est affiché à la capitainerie et à la déchetterie du port, située sur la zone technique.
Il est défendu et passible de poursuites de jeter toutes matières quelles qu'elles soient, solides ou liquides, sur les ouvrages, dans les eaux du port, les rades et les passes navigables.
Tout dépôt sauvage de matières quelconques se fera aux frais du déposant, conformément aux dispositions régies par le plan de réception et de traitement des déchets. En outre, chaque infraction d'abandon de déchets constatée par Procès-Verbal d'un garde particulier donnera lieu au paiement d'une somme établie selon les tarifs des services portuaires et/ou des fournisseurs des Ports d'Agde et du Cap d'Agde.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Les ordures ménagères doivent être déposées dans les installations prévues à cet effet sur les terre-pleins du port ; les huiles de vidange doivent être déposées dans des récipients prévus à cet effet en déchetterie.
Le dépôt de verre doit se faire dans les colonnes spécialement affectées à cet usage et non dans les poubelles du port.
Toutefois, les feux de détresse périmés ne sont pas pris en charge par le port, ceux-ci devront être retournés aux fournisseurs concernés.
Il appartient aux utilisateurs de séparer les matériaux à jeter avant d'accéder à la déchetterie pour les déposer dans les bennes ou conteneurs correspondants. Cette opération se fera sous contrôle de l'agent présent en déchetterie.

Conformément aux dispositions du Code de l'Environnement, les rejets d'eaux noires sont interdits dans l'enceinte du Port. Il en est de même pour toutes les actions en plongée sur les œuvres vives des navires, celles-ci doivent s'effectuer à terre, sur les aires de carénage prévues à cet effet. (**Voir règlement de zone technique ci-joint annexé**).

8.9 Alarmes sonores

En cas de déclenchements intempestifs et répétés d'alarmes sonores automatiques sur les navires, les agents du port peuvent intervenir pour neutraliser les appareils par tous moyens sans préjudices pour le gestionnaire d'une quelconque recherche en réparation.

ARTICLE 9 - GESTION DES FLUIDES

9.1 Consignes de sécurité relatives à l'utilisation de l'électricité

Ne peuvent utiliser l'électricité que les personnes disposant d'un poste d'amarrage. Une seule connexion est autorisée par navire sur la prise de courant qui lui est affectée à son emplacement. A défaut le branchement devra se faire sur la borne la plus proche. Ils doivent en faire un bon usage en évitant en particulier les consommations abusives. *(Attention : l'environnement maritime et les disjoncteurs basse sensibilité peuvent engendrer des interruptions de courant inopinées).*
L'ampérage minima délivré par le port sera de 10 ampères (220 v monophasé).
Les navires ne pourront rester sous tension électrique qu'en présence d'une personne à bord. Tous les branchements constatés sur un navire dont les occupants sont absents, pourront être neutralisés par les agents du port. Les conséquences de cette neutralisation seront à la charge du propriétaire.
Tous les équipements électriques embarqués, ainsi que les éléments de raccordement au réseau du port, doivent être conformes à la réglementation en vigueur.
Les appareils de chauffage, d'éclairage et les installations électriques doivent être conformes à la réglementation en vigueur pour les navires selon leur catégorie, ainsi que les éléments de raccordement entre lesdites installations et les bornes de distribution du port.
Ces appareils et installations sont soumis au contrôle du personnel chargé de l'exploitation du port qui a le droit d'en interdire l'usage lorsqu'ils sont mal établis ou en mauvais état.
L'utilisation des appareils et installations qui s'avéreraient, à l'usage, défectueux pourra être interdite par les agents du port.

9.2 Utilisation de l'eau

Lorsque le port fournit de l'eau douce aux usagers, les prises d'eau des postes d'amarrage ou de carénage ne peuvent être utilisées que pour la consommation du bord. Le lavage des voitures est interdit. L'approvisionnement en eau du bateau ne pourra pas se faire par une connexion directe

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

entre la distribution du port et le circuit interne du bateau, mais uniquement par le remplissage des réservoirs.
Les usagers doivent en faire un bon usage en évitant en particulier les consommations abusives d'eau. Par ailleurs, l'ensemble, des tuyaux doivent être munis d'un dispositif de coupure (vanne, brise jet etc..). Il est interdit de laisser les robinets d'eau ouverts en dehors du temps de puisage nécessaire à l'approvisionnement du navire.

ARTICLE 10 – REGLES APPLICABLES AU STATIONNEMENT, A LA CIRCULATION DES NAVIRES, VEHICULES ET PIETONS

10.1 Stationnement des navires

Tout stationnement d'une durée supérieure à 4 heures pourra donner lieu à la perception par le gestionnaire, des taxes ou redevances prévues à cet effet.
Les navires et les embarcations légères (pneumatiques et autres) ainsi que leurs annexes (berceaux, chariots, remorques, etc.) ne doivent séjourner sur les ouvrages ou terre-pleins du port que le temps nécessaire pour leur mise à l'eau ou leur tirage à terre, sauf aux endroits réservés à cet effet. Des emplacements payants, spécifiques aux remorques, existent sur la zone technique.

Tout stationnement d'engin terrestre sur les cales de mise à l'eau est interdit, leur accès est limité au temps nécessaire à la mise à l'eau ou au tirage à terre des navires remorqués.
Dans l'enceinte du port et de ses dépendances, les navires ne peuvent être construits, carénés, réparés ou démolis que sur les parties de terre-pleins affectées à cette activité.
De plus, il est interdit d'effectuer sur les navires, aux postes d'amarrage, des travaux susceptibles de provoquer toutes nuisances dans le voisinage.
Le personnel chargé de l'exploitation du port prescrit les précautions à prendre dans l'exécution de ces travaux. Il peut être amené, si nécessaire, à limiter les horaires journaliers et les jours pendant lesquels cette activité sera autorisée.

10.2 Epaves et navires vétustes ou désarmes

Les propriétaires de navire hors d'état de naviguer ou risquant de couler ou de causer des dommages aux bâtiments et ouvrages environnants sont tenus de procéder sans délai à leur remise en état ou à leur enlèvement.
Lorsqu'un navire se trouve en situation d'abandon (absence d'équipage à bord, inexistence de mesure de garde et de manœuvre, négligence avérée, risque de pollution…), présente un danger et/ou entrave de façon prolongée l'exercice des activités portuaires, le gestionnaire adresse une mise en demeure au propriétaire de faire cesser ce danger dans un délai d'un mois. Avant toute exécution le propriétaire devra informer et obtenir l'accord du gestionnaire sur le mode opératoire.
A défaut de réponse du propriétaire dans les délais impartis, le gestionnaire peut procéder aux opérations indispensables nécessaires, aux frais, risques et périls du propriétaire, et facturer ce dernier selon les modalités d'applications établies en vigueur. La non manifestation de ce dernier, entrainera d'office la procédure de déchéance des droits du propriétaire.

10.3 Circulation et stationnement des véhicules terrestres

Il est interdit de faire circuler et de stationner des véhicules quelconques sur toutes les parties du port autre que :

- Les voies et parcs de stationnement,
- Les terre-pleins où cette circulation est expressément autorisée

Le stationnement prolongé n'est admis que sur les parcs de stationnement réservés à cet effet. Cette interdiction concerne en particulier le stationnement de façon permanente des vélos et de véhicules motorisés à deux roues sur les pontons et autres lieux du domaine portuaire.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

L'ensemble des terre-pleins et des parkings du port sont interdits aux caravanes, camping-cars, véhicules nautiques à moteur, remorques et autre embarcation ainsi qu'à tous véhicules contenant du gaz notamment les GPL. Le stationnement sur les parkings du port est expressément réservé aux détenteurs d'un titre d'ayant droit.
Des dérogations aux règles fixées ci-dessus pourront être accordées par le gestionnaire, pour charger/décharger à bord des navires, du matériel nécessaire à l'entretien des navires.
Le gestionnaire ne répond pas des dommages occasionnés aux véhicules terrestres à moteur par des tiers au sein de l'enceinte portuaire. La circulation et le stationnement des véhicules s'effectuent sous l'entière responsabilité de leur propriétaire et/ou utilisateur.
Le gestionnaire peut réquisitionner à tout moment la force publique pour enlever les véhicules gênants et prendre les dispositions nécessaires pour évacuer tout équipement ou matériels non-autorisés.

10.4 Accès des personnes sur les pontons, passerelles et sanitaires

L'accès des passerelles flottantes et des sanitaires est strictement réservé aux usagers du port et à leurs invités.
Toute personne utilisant les sanitaires doit les laisser en bon état. La présence d'animaux au sein des sanitaires est strictement interdite.
Tout rassemblement sur une passerelle ou un ponton, susceptible de perturber soit la stabilité de l'ouvrage, soit la circulation sur cet ouvrage, est interdit. En cas de non-respect de cette interdiction, les agents du port pourront faire évacuer les pontons ou passerelles et, le cas échéant, requérir à cet effet la force publique.
Le port ne sera pas responsable des accidents et de leurs conséquences pouvant survenir aux usagers et à leurs passagers soit en circulant sur les passerelles, pontons, catways, ou tout ouvrage portuaire, soit en embarquant ou débarquant de leur navire.
Les chiens circulant sur les pontons et passerelles doivent être tenus en laisse et leurs propriétaires doivent se mettre en accord avec la Loi 99-5 du 6 janvier 1999.

ARTICLE 11 – REGLES PARTICULIERES

11.1 Tenue vestimentaire sur les quais et bateaux du domaine portuaire

Une tenue vestimentaire minimale tirée de la tranquillité publique est exigée tant sur les pontons que sur les bateaux. Il est interdit de se trouver sur la voie publique en étant seulement vêtu d'une tenue de bain, le torse nu à l'exception de Port Ambonne.

11.2 Activités nautiques

Il est interdit :

- de ramasser des moules ou toutes autres espèces/coquillages sur les ouvrages du port.
- de pêcher dans le plan d'eau du port, dans la rade et dans les passes navigables.

La pêche sera toutefois tolérée au droit des digues, côté large seulement, à l'exclusion des musoirs et des 50 derniers mètres précédant les musoirs.
Ces mesures ne s'appliquent pas à la pêche au lancer pour laquelle l'interdiction est générale.
La plongée à l'intérieur des bassins est interdite sauf autorisation du gestionnaire et seulement pour des plongeurs professionnels agréés par le port. Les plongeons à partir des quais, des ponts et des ouvrages portuaires sont interdits.

La pratique des sports nautiques est interdite dans les bassins chenaux et plans d'eau des ports de plaisance du Cap d'Agde et d'Ambonne. Par dérogation à l'alinéa précédent, seuls les sports nautiques encadrés par des professionnels ayant obtenue autorisation du gestionnaire, pourront circuler à l'intérieur du port.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Il est mis en place dans le Port du Cap d'Agde un périmètre de navigation réservé à des activités de loisirs (secteur Lagon d'Aqualand) soumise préalablement à autorisation et convention avec le gestionnaire.

Il est interdit de pratiquer la natation dans les eaux du port, dans la rade et dans les passes navigables, sauf dans les cas de formations, fêtes ou de compétitions sportives expressément autorisées par le gestionnaire.
Les responsables de ces manifestations sont tenus de se conformer aux instructions qui leur sont données par le personnel chargé de l'exploitation pour leur organisation et leur déroulement.

11.3 Déplacements et manœuvres sur ordre

Tout navire amarré dans le port doit être gardienné.
Les agents du port peuvent, à tout moment, requérir le propriétaire du navire, ou le cas échéant, le gardien désigné par lui, pour déplacer le navire.
Un navire ne peut se refuser à recevoir une aussière ni à larguer ses amarres pour faciliter les mouvements des autres navires.
En cas de nécessité, le navire doit doubler les amarres et prendre toutes les précautions qui seront prescrites par le personnel chargé de l'exploitation du port.
Tout déplacement ou manœuvre jugés nécessaires par le gestionnaire fera l'objet d'un avis notifié, par tout moyen, à l'adresse du propriétaire. Le délai de préavis dans ce cas est fixé, sauf cas d'urgence, à 48 heures. A défaut pour l'usager de déplacer son navire ou d'effectuer les manœuvres prescrites dans le délai ci-avant. Le personnel chargé de l'exploitation du Port est qualifié pour faire effectuer, au besoin, les manœuvres jugées nécessaires, aux frais exclusifs du propriétaire et sans que la responsabilité du gestionnaire, ne puisse être impliquée.

ARTICLE 12 – DISPOSITIONS REPRESSIVES

12.1 Responsabilité du port

Le gestionnaire n'a aucunement la qualité de dépositaire ou de gardien des navires et des biens se trouvant dans l'enceinte portuaire. Le gestionnaire ne peut être tenu responsable des dégâts, dégradations ou vols dont pourrait faire l'objet le navire amarré à son poste.
De même, le gestionnaire ne peut être recherché pour tout ce qui résulte de la faute, négligence ou imprudence de l'usager ou de son mandataire, notamment en ce qui concerne l'utilisation des installations (d'eau, d'électricité…) placées sur les quais, pontons et terre-pleins, à la disposition de l'usager.
Le gestionnaire ne répond donc pas des dommages occasionnés aux navires par des tiers à l'occasion du stationnement ou de la navigation des navires dans l'enceinte portuaire. En aucun cas la responsabilité du port ne pourra être recherchée à l'occasion de l'exécution de services accessoires que l'usager aurait pu confier à des tiers. Ces tiers seront eux-mêmes tenus, comme tout usager, de respecter les dispositions du présent règlement.

12.2 Responsabilité des propriétaires

Les propriétaires des navires ou d'installations autorisées dans le port sont responsables des dommages qu'ils causent aux navires, aux installations ou aux équipements du port, par négligence, maladresse ou inobservation.
Les usagers du port qui subissent des dommages à leur navire ou installations du fait d'autres usagers du port font leur affaire, sans recours du gestionnaire, des mesures d'ordre judiciaire qu'ils sont éventuellement amenés à prendre en vue d'obtenir réparation du préjudice qui leur est causé.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

12.3 Les agents portuaires assermentés

Les agents assermentés nommés aux fonctions de garde particulier sont mandatés pour rappeler aux usagers du port les règles à respecter. Ils sont commissionnés par le gestionnaire et sont assermentés devant le Tribunal d'Instance de Béziers. Ce personnel assermenté doit veiller au respect des dispositions réglementaires en vigueur et à leur application. Toute dégradation volontaire ou involontaire résultant du fait d'un usager, constatée par un Procès-Verbal pourra donner lieu au paiement d'une somme établie selon les tarifs des services portuaires et/ou des fournisseurs des Ports d'Agde et du Cap d'Agde.

12.4 Constatations des infractions

Les infractions au présent règlement sont constatées par un procès-verbal dressé par les agents du port assermentés, les commissaires de police ou tout autre agent ayant qualité pour verbaliser. Les procès-verbaux d'infraction sont transmis au Directeur du Port qui juge de l'opportunité des poursuites éventuelles à entamer, aux frais du contrevenant, auprès des autorités administratives et judiciaires.

12.5 Responsabilité des infractions

Les propriétaires des navires restent responsables des contraventions de leur navire, en toute occasion, et quelles que soient les personnes faisant usage de ces navires.

12.6 Répression des infractions au présent règlement

Le non-respect des obligations contenues dans le présent règlement peut conduire le gestionnaire à retirer l'autorisation de stationnement qu'elle a accordée à un navire ou à résilier le contrat conclu avec le propriétaire du navire.
En cas de retrait de cette autorisation ou de résiliation du contrat de location de poste d'amarrage ou d'amodiation, du fait du non-respect par l'usager du présent règlement, la totalité de la redevance, quelle que soit la date d'expiration de la période considérée, restera acquise par le gestionnaire à titre de dédommagement.
Le propriétaire du navire devra alors procéder à l'enlèvement du navire dans un délai de 8 jours à compter de la mise en demeure adressée par le gestionnaire.
Faute pour le propriétaire du navire de s'exécuter dans le délai imparti, le gestionnaire procédera d'office, aux frais et risques, du propriétaire aux opérations nécessaires pour le retirer de son poste d'amarrage. Ces opérations resteront sous la responsabilité de l'usager, responsable exclusif de tout dommage matériel ou corporel survenu au cours de l'opération.
Les titulaires d'un abonnement qui feraient l'objet de constats d'infractions répétées au présent règlement ou aux règles d'applications du tarif public en vigueur pourront se voir refuser le renouvellement de cet abonnement.
Les contrevenants au présent règlement de police des ports de plaisance du Cap d'Agde et de port Ambonne sont passibles des sanctions prévues par la loi.

12.7 Registre de réclamations

Il sera tenu dans le bureau du port un registre, visé par le gestionnaire destiné à recevoir les réclamations et/ou observations des personnes qui auraient des remarques à formuler.

12.8 Zone de stockage temporaire

Le personnel d'exploitation du port a pouvoir pour faire enlever d'office et mettre en zone de stockage temporaire les navires en contravention, aux frais, risques et périls des propriétaires.
Au cours du stationnement du navire dans cette zone qui peut être située à flot ou à terre, le navire demeure sous la garde de son propriétaire. La responsabilité du gestionnaire ne pourra être recherchée à l'occasion des dommages subis par le navire ou causés par lui dans la zone de stockage temporaire.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

La mise en zone de stockage (déplacement ou sortie d'eau du navire) et le stationnement dans cette zone donneront lieu à facturation (tarif manutention et/ou tarif escale).
Des poursuites pourront être engagées à l'encontre du propriétaire qui sortirait son navire de la zone de stockage avant d'y avoir été autorisé par les services du port.
Les navires ne seront libérés que lorsque le propriétaire se sera acquitté de la totalité des sommes dues. Tous les moyens seront mis en œuvre (jusqu'à la mise aux enchères du navire) pour recouvrer la totalité des créances engendrées.

12.9 Publicité commerciale

Toute publicité dans l'enceinte du port est interdite sauf autorisation spéciale du gestionnaire.
L'affichage « sauvage », la distribution de prospectus, tracts, imprimés de toute nature sur le domaine portuaire sont interdits car dégradent l'environnement et les paysages en portant atteinte à l'hygiène publique.
Dans le cas où un plaisancier fait intervenir un professionnel à bord de son bateau il en va de sa propre responsabilité, il lui appartient à lui seul de vérifier la bonne assurance dudit professionnel, ainsi que la légalité de son activité.

12.10 Connaissance du règlement

Le fait de pénétrer dans le port de plaisance ou dans ses annexes, de demander l'usage de ses installations ou de les utiliser implique pour chaque intéressé la connaissance du présent règlement et l'engagement de s'y conformer.
Une copie du présent règlement sera affichée en permanence dans un endroit bien apparent du port de plaisance.

12.11 Réservation des droits

Les droits aux dommages et intérêts que le gestionnaire, aurait à faire valoir ainsi que les droits des tiers, sont expressément réservés.

Article 13 – RECOURS

Le présent arrêté peu faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de son affichage

Article 14 – EXECUTION

Le commissaire de Police d'Agde, le Directeur du Port, le Directeur Général des Services de la Mairie d'Agde, le Responsable de la Police Municipale, le Maître du Port de Plaisance du Cap d'Agde et les Agents de la Force Publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera par ailleurs transcrit au Registre des Arrêtés du Maire.

Fait à Agde le, 20/12/2017

Le Maire
Gilles D'ETTORE

Transmis en Préfecture le : 26/12/2017
Affiché le : 26/12/2017
Publié le :

ANNEXE :
- Règlement relatif au bon fonctionnement et à l'exploitation de la Zone Technique du Port du Cap d'Agde
- Plans de la SMNLR N°257A et N°257B du 19/01/1984 (consultable au service Direction Environnement et Domanialité de la Mairie d'Agde).

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

REGLEMENT RELATIF AU BON FONCTIONNEMENT ET A L'EXPLOITATION DE LA ZONE TECHNIQUE DU PORT DU CAP D'AGDE

Dispositions générales
Le présent règlement est un complément au règlement particulier de police du Port et concerne l'ensemble des usagers de la zone technique.

Celui-ci s'applique à la zone technique portuaire du Cap d'Agde comprenant ainsi le service grutage, le service sécurité, les professionnels et la déchetterie.
Le périmètre terrestre de la zone technique est clôturé et l'accès se fait par un portail situé à proximité du rond-point de Radoub.

Au niveau du plan d'eau le périmètre n'est pas clôturé et l'accès aux quais est exclusivement réservé aux piétons.
On désignera sous le terme de « Port », les agents rattachés à la Sodéal.

Toute personne ayant accès à la zone technique portuaire est réputée avoir pris connaissance du présent règlement et s'engage à le respecter et à le faire respecter, faute de quoi, l'accès à la zone technique et à ses services pourra lui être retiré par le Port.

Attention : Les dispositions du présent règlement, ne s'appliquent pas durant les manifestations qui ont lieu sur la zone.

ARTICLE 1 : CONDITIONS D'ACCES, REGLES DE CIRCULATION, STATIONNEMENT DE VEHICULES ET BATEAUX

1.1 Conditions d'accès
Les horaires d'ouverture sont indiqués sur un panneau d'information situé à l'entrée de la zone. En dehors de ces horaires l'accès est strictement interdit sauf dérogation donnée par un responsable du Port.
L'accès à la zone technique est également interdit aux véhicules appartenant à la famille des camping-cars.

Les professionnels extérieurs désirant accéder à la zone pour y travailler doivent en faire la demande (par écrit) au préalable auprès du gestionnaire. Ils doivent accompagner leur demande d'un extrait Kbis ou extrait RC, des attestations d'assurances à jour relatives à leur activité, du plan de prévention dûment établi ainsi que le présent règlement signé. Toute activité effectuée sur le fond de zone par un professionnel extérieur sera soumise à la tarification en vigueur.

Le prestataire sous contrat avec le Port, quant à lui, fournira le présent document signé comme pièce jointe à son contrat et s'engagera à le faire respecter auprès de ses tiers.

En cas de non-respect du présent règlement, l'autorisation d'accès à la zone technique portuaire pourra être retirée au contrevenant du port.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

1.2 Règles de circulation

La circulation au sein de la zone technique est autorisée mais uniquement sur le chemin peint sur la chaussée et prévu à cet effet.

Les usagers accédant à la zone sont également tenus de respecter la signalisation du site à savoir l'ensemble du code de la route d'autant que la vitesse sur zone est fixée à 10 km/h.

La circulation des engins de manutention est dans tous les cas prioritaires sur les autres véhicules.
La circulation des piétons sur la zone est autorisée à condition qu'ils suivent le marquage au sol définissant « l'itinéraire piéton » ou les consignes des agents portuaires.

1.3 Stationnements

a) Véhicules particuliers

Un parking visiteur est à disposition de tous les usagers. Celui-ci est situé en entrée de zone (proche locaux sécurité) et accessible durant les heures d'ouverture. Toutefois, le stationnement est interdit en dehors des horaires d'ouverture de la zone. Le stationnement est réglementé à deux heures maximum.

b) Remorques particuliers

Le stationnement des remorques avec bateau/ sans bateau n'est pas autorisé sauf dérogation exceptionnelle donnée par un responsable du port, selon les modalités d'application en vigueur.
Le stationnement n'est pas autorisé d'octobre à novembre en raison de l'effervescence de la zone. En dehors de cette période le stationnement est autorisé dans la limite des places disponibles.

c) Véhicules professionnels

Les professionnels de la zone technique et leurs collaborateurs doivent stationner leur véhicule personnel à l'extérieur de la zone technique. Toutefois, du 15 novembre au 1 février, les professionnels et leurs collaborateurs pourront stationner sur les emplacements de la zone réservés à cet effet.

Le stationnement des véhicules ou camions devant charger ou décharger du matériel au service des professionnels de la zone, doit s'effectuer au sein même des aires d'exploitations qui leur sont réservées. (Sauf cas particulier sur dérogation donnée par le Port).

Les véhicules et camions devant charger ou décharger du matériel au service de manutention de la zone doivent stationner sur l'aire qui leur est réservée devant le bureau du grutage, afin de ne pas gêner la circulation des engins. (La Sodéal se réserve le droit de modifier ou de déplacer cet emplacement).
Par conséquent, aucun véhicule tel qu'il soit ne doit faire l'objet d'un stationnement gênant sous peine d'enlèvement par la fourrière dont les frais seront à la charge du propriétaire.

d) Engins de manutention

Les engins de manutention, appartenant au grutage et aux professionnels doivent stationner sur les aires qui leur ont été réservées.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

e) Bateaux à terre

Le stationnement sur la zone étant réglementé (Cf. Article 1) tout [illegible] auprès d'un responsable du Port.

- **Particuliers**

Les plaisanciers en contrat avec le port ont droit à 10 jours de stationnement gratuit en fond de zone, au-delà du dixième jour, une tarification en vigueur sera appliquée.
Cet espace de calage est réservé aux plaisanciers souhaitant effectuer eux-mêmes leurs travaux d'entretien sans se rendre chez un professionnel. Néanmoins, ils ne sont pas autorisés à faire appel à un professionnel extérieur et ils doivent avoir leur propre matériel de calage.
En cas de non-respect de ces dispositions, la franchise sera suspendue et une tarification sera appliquée.

L'accès à bord du bateau en raison de travaux pourra se faire sous certaines conditions d'accès sécurisées.
La vie à bord du bateau sera autorisée dans la mesure où il n'y a aura aucun rejet extérieur. Pour cela deux sanitaires sont à disposition des occupants, un sur la zone technique et un autre sur le parking des phéniciens.
Le port n'est pas tenu pour responsable des dommages subis, lors du stationnement à terre (vol et/ou dégradation).
En cas de stationnement long, le bateau doit être préparé de sorte qu'aucune prise au vent ne soit susceptible de déstabiliser le bateau calé. Si ce n'est pas le cas, la responsabilité du service grutage ne pourra être engagée car cette responsabilité incombe au particulier ou au professionnel en charge de la mise sur bers.
Si le demandeur rend l'espace de stockage sale, une taxe de nettoyage sera appliquée en fonction de la tarification forfaitaire établie dans le plan de réception et de traitement des déchets d'exploitation.

- Professionnels

Les professionnels doivent caler les bateaux sur les aires d'exploitation qui leur sont réservées, sauf dérogation exceptionnelle donnée par le Port.

f) Bateaux à flot

Tout amarrage à proximité des darses de la zone technique est consenti pour une durée de 4 heures maximum et réservé aux bateaux faisant l'objet d'une manutention. Au-delà, l'amarrage se fera en bout de ponton L, N et M mais celui-ci ne devra pas excéder 48 heures. Tout dépassement de temps sera soumis à la tarification escale en vigueur.

Si un bateau s'est amarré à proximité des darses sans aucun motif valable, celui-ci sera remorqué par le Port au frais de son propriétaire.

ARTICLE 2 : MANUTENTION

2.1 Service grutage

a) Dispositions générales

Le service grutage réalise des manutentions de mise à terre et de mise à l'eau, sauf exception ou de par ses dimensions un bateau nécessite l'intervention d'un professionnel extérieur. Dans ce dernier cas la charge financière incombe au propriétaire du bateau.

En préalable de toute opération, le règlement de police du port doit être consulté et appliqué. Celui-ci étant disponible à la capitainerie située à l'avant-port et au service du grutage.
Le port s'engage à mettre à disposition du signataire du bon de commande, un matériel de grutage en conformité avec la règlementation en vigueur, mais aussi, un agent portuaire habilité et autorisé par la direction du Port à effectuer des opérations de grutage.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

b) Programmation

Seuls les agents habilités du service de manutention ont droit de modifier la programmation des opérations.
Les manutentions autres que celles liées à des avaries se font uniquement sur rendez-vous. En cas d'avance sur le planning, les créneaux pourront être occupés par d'autres opérations que celles-ci soient planifiées ou non, mais cette décision ne pourra être appliquée qu'après accord donné par un agent habilité.
La programmation des rendez-vous diffère selon la nature du client :

- *Particulier :* Dès son arrivée au bureau du grutage le montant de la manutention doit être réglé (sauf chantier en compte).
- *Professionnel :* l'opération ne peut pas être effectuée sans que soit établi un bon de manutention indiquant :
  - Le jour
  - Le nom du client
  - L'identité du professionnel
  - Les caractéristiques du bateau
  - Le type d'opération à réaliser

Ce bon de manutention doit impérativement être signé par le professionnel. En cas de décalage sur les horaires prévus, le service grutage assure la continuité des rendez-vous en fonction des disponibilités du planning.

c) Processus

Généralités

On définit ici le terme de « calage » comme étant l'étape où le poids de la charge n'est plus totalement contenu dans les sangles.
La largeur maximale pour utiliser la grue de 16T est de 3m80. Tout bateau dont la largeur n'excède pas 3m80, mais qui sur la volonté du propriétaire, doit être gruté depuis la grande darse sera facturé dans la tranche des 13-15 mètres.
L'agent de manutention peut à tout moment prendre la décision de se faire assister, d'interrompre une manutention voire-même de la refuser dans le cas où cette manutention conduirait à une situation de risque pour les biens et les personnes quel qu'en soit le motif (vent fort, accessibilité, état du bateau etc.).

Procédure

Lors de la prise en charge du client, le Port n'est pas responsable de la manœuvre au sein de la darse.
Le positionnement des sangles doit être indiqué ou identifié par le client ou son mandataire. A défaut le service du grutage, lui remettra des repères autocollants qu'il devra placer sur la coque du navire afin d'ajuster au mieux leur positionnement. Sa présence sera obligatoire durant l'opération de manutention.

La responsabilité du positionnement des sangles incombe directement au commanditaire de la manutention et la responsabilité du Port est totalement dégagée en cas de dégâts au niveau des zones d'appui.
Si aucune indication ne peut être donnée par le propriétaire ou par le mandataire et que l'opération de manutention doit obligatoirement être réalisée, le grutier jugera au mieux de leur emplacement mais ne sera pas responsable des éventuelles dégradations causées.

Une fois pris en charge dans les sangles, le bateau sera placé en fonction des besoins du propriétaire, sur une aire de la zone prévue à cet effet ou bien sur une aire d'exploitation réservée à un professionnel.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Le calage n'est pas de la responsabilité du service du grutage. Pour que le calage à terre soit effectué dans de bonnes conditions, l'agent en charge de la manut[illegible] une marge de manœuvre de 15 centimètres de part et d'autre de l'engin. Lors de la remise à l'eau, le bateau doit être repris par l'engin avec lequel il a été calé.
En cas de désaccord avec un client, l'agent cessera toute opération et un responsable du Port sera informé.

d) Opérations annexes : mâtage, démâtage, levage de pièces
L'ensemble des opérations annexes s'effectuent selon les mêmes conditions administratives que le levage des bateaux. Ces opérations sont réalisées par le service grutage, sauf exception ou l'intervention d'un professionnel est nécessaire pour exécuter l'opération.

A terre, le mâtage/démâtage est autorisé sauf pour les mâts traversants mais ne doit en aucun cas s'effectuer sur des demi-bers, car la stabilité du bateau peut être mise en péril. L'opération doit donc être réalisée sur des bers entiers.

2.2 Professionnels
Les professionnels peuvent réaliser des opérations de manutention sur leur aire de calage avec leur propre matériel à jour des visites périodiques et devront être en possession d'une autorisation de conduite. Ils ne doivent en aucun cas utiliser le matériel appartenant au service grutage.
Dans le cas d'un bateau pris en charge par le service grutage ne pouvant être calé sur l'aire d'exploitation du professionnel par manque de place, celui-ci pourra être déplacé vers un emplacement en fond de zone après en avoir fait la demande auprès d'un responsable.
Ce stationnement sera soumis à une tarification en vigueur et ce dès le premier jour d'occupation.

ARTICLE 3 : UTILISATION DU PLAN INCLINE
Le plan incliné est à disposition des particuliers et des professionnels sous certaines conditions. La taille des bateaux ne doit pas excéder 8 mètres.

- *Particuliers* : Seuls les usagers du bassin V (Centre Port) VII (Port phéniciens) sous contrat avec le Port disposent d'un droit d'accès à la mise à l'eau de la zone technique.
- *Professionnels :* Un accès leur est réservé.

ARTICLE 4 : UTILISATION DES INSTALLATIONS ET EQUIPEMENTS
Toutes les installations et tous les équipements présents sur la zone technique portuaire doivent être conservés dans leur intégrité physique et fonctionnelle. Aucun démontage et aucune modification de quelque nature et de quelque durée que ce soit, ne pourra leur être infligés.
En cas d'infraction entraînant des dégâts sur des biens et des personnes, la responsabilité du contrevenant sera recherchée. Le Port ne pourra être tenu pour responsable des conséquences de la dégradation de ses installations et équipements par le fait d'un tiers.
Sur les aires d'exploitations réservées aux professionnels, ceux-ci sont seuls responsables des installations et des équipements qui occupent cet espace. La responsabilité du Port ne pourra être engagée.

ARTICLE 5 : OPERATION DE CARENAGE
Durant le carénage sur sangles, toute application de peinture est strictement interdite. A défaut les coûts de nettoyage seront facturés.
L'utilisation du karcher est interdite sur la grue de 50T et est autorisée sur la 16T et la 25T.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

ARTICLE 6 : CONDITIONS D'UTILISATION DES FLUIDES

On désigne par le terme de fluides, les énergies : eau et électricité.
Les fluides disponibles via des bornes aux abords des quais sont exclusivement réservés aux bateaux amarrés pour permettre un usage direct.

Les navires ne pourront rester sous tension électrique qu'en présence d'une personne à bord.
Les prises d'eau ne peuvent être utilisées que pour la consommation à bord. Il est demandé d'en faire bon usage afin de limiter une consommation abusive.

Ces installations étant réservées aux bateaux amarrés, elles sont soumises au contrôle du Port, qui a le droit d'en interdire l'usage si celles-ci ne font pas l'objet d'une utilisation correcte.

Les professionnels quant à eux, doivent s'alimenter sur les bornes équipant leur aire d'exploitation, et ne doivent en aucun cas utiliser les bornes aux abords des quais.

ARTICLE 7 : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

7.1 Généralités

Il est interdit de rejeter des déchets, des détritus, des ordures ménagères ainsi que des eaux usées dans les plans d'eau portuaires.
Aucun liquide ne doit ruisseler sur la zone hormis des eaux de nettoyage. Afin d'éviter le ruissellement d'autres liquides susceptibles de contaminer la zone, il appartient à chacun de prendre toutes les dispositions environnementales nécessaires pour en éviter l'écoulement.
Pour toutes les activités générant des rejets polluants (projections, poussières, particules etc..) des mesures de protection doivent obligatoirement être mises en place.

7.2 Gestion des déchets

Une déchetterie clôturée est à disposition des plaisanciers et des professionnels de la zone. Les horaires d'ouverture sont indiqués à l'entrée. Il est formellement interdit de fumer dans l'enceinte de la déchetterie.
Les professionnels doivent mettre en place, sur leur aire de carénage, un tri sélectif de déchets spécifiques à leur activité et les usagers se doivent de le respecter.
Tout usager se doit d'appliquer le tri sélectif imposé et de respecter le règlement intérieur type, consultable au sein même de la déchetterie.
Par ailleurs, les ordures ménagères n'étant pas acceptées au point propre, des corbeilles sont à dispositions des usagers aux abords des quais.

7.3 Traitement de surface

Les traitements de surface (œuvres vives/mortes) doivent s'effectuer par d'autre technique que le sablage. Quelle que soit la technique utilisée, des mesures de protection doivent être mises en place.

ARTICLE 8 : APPLICABILITE DU REGLEMENT

8.1 Connaissance

L'accès ou le fait d'exercer une activité sur la zone implique chaque usager à connaître le présent règlement et à s'y conformer.

8.2 Compétence pour l'exécution du présent règlement

Le directeur général, le directeur du port et le responsable grutage sont chargés de l'exécution du présent règlement.

8.3 Sanctions en cas de non-respect du règlement

Le non-respect des obligations contenues dans ce règlement peut conduire le gestionnaire à prendre des mesures répressives adaptées aux circonstances (procès-verbal de grandes voiries, suspensions d'opérations etc....)

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

REGLEMENT INTERIEUR
CENTRE NAUTIQUE DU CAP D'AGDE SODEAL

Le présent règlement est conforme aux dispositions Code du sport (Version consolidée au 1 février 2010) Article A322 - 64 à 70, *"Les établissements d'activités physiques ou sportives qui dispensent un enseignement de la voile sur tous types d'embarcations de plaisance présentent les garanties d'encadrement, de technique et de sécurité définies par la présente sous-section."*

Le Centre Nautique du CAP D'AGDE est géré par la SODEAL-RCS Béziers B 378 317 614-dont le siège social est 21, cours des gentilshommes-BP180-34300 Le Cap d'Agde
Labellisé "Ecole Française de Voile" affilié par la Fédération Française de Voile, N°10.34.905 - Agréé Jeunesse et Sport S- 035- 096.

Ce règlement a pour but, non pas de vous imposer des contraintes, mais au contraire de vivre votre sport intensément, dans les meilleures conditions possibles et dans un climat de convivialité et de confiance réciproque.

I. DEFINITIONS DES ACTIVITES

- **Stages Loisirs :** Stage de 5 demi-journées du lundi au vendredi, matin ou après-midi. A partir de 6 ans
- **Locations :** De juin à septembre. A partir de 18 ans (sous l'autorité parentale pour les mineurs)
- **Cours Particuliers :** Catamaran, Planche à Voile et Habitable sur bateaux de propriétaire
- **Formations Professionnelles :** Assistant Moniteur Voile. Diplôme BPJEPS module cata/PAV
- **Club de Voile :** En dériveur, cata et planche à voile, de Septembre à Décembre et de Mars à Juin.
- **Scolaire**
- **Groupe**
- **Parking Bateaux :** Emplacements à terre pour dériveurs, catamarans et planches à voile.
- **Manifestations Sportives**

II. INSCRIPTIONS

- Etre en bonne santé physique et compléter la fiche d'inscription.
- L'inscription sera validée à réception de la fiche complétée et signée, ou du bon de commande, avec un acompte de 30 %.
- La totalité du montant de l'inscription est exigible en début d'activité, de stage, de location ou d'autres prestations.
- Accepter les règles de sécurité définies par le règlement interne du Centre Nautique du Cap d'Agde SODEAL.
- Accepter les Conditions Générale de Vente du Centre Nautique SODEAL.
- Ne seront admis aux activités du Centre Nautique que les personnes attestant sur l'honneur l'aptitude à s'immerger et à nager 25 mètres (moins de 16 ans), plonger et nager 50 mètres (à partir de 16 ans). Attestation parentale pour les mineurs.
- Une attestation de natation délivrée par un maître nageur devra obligatoirement être fournie avant le début de l'activité concernant les activités scolaires et groupes ayant un public mineur.

IV-ASSURANCE

- Tous stagiaires participant à une activité du Centre Nautique (en dehors des locations) doivent être à jour de sa cotisation de licence FFV de l'année en cours.
- Les contrats d'assurance de la licence annuelle et du passeport régionalisé sont disponibles au Centre Nautique.

V-OBLIGATIONS-REGLES DE SECURITE

- Le Responsable Technique Qualifié (RTQ) est le référant du Centre Nautique en termes de décisions concernant l'ensemble des activités :
  - Il est le garant du respect des consignes de sécurité à terre et en mer.
  - Il déterminera les zones de navigation pour chacune des activités en cours.
  - Toutes modifications de zones de navigation par le moniteur devront être validée par le RTQ.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

- La mise à l'eau des bateaux et des planches à voile ne pourra avoir lieu que lorsque le moniteur responsable du stage en donnera le signal. Les mêmes consignes devront être respectées pour le retour à terre.
- Le port du gilet de sauvetage est obligatoire avant tout embarquement (il est fourni par le Centre Nautique) et devra correspondre au poids de pratiquant.
- Le port des chaussures est obligatoire. En cas d'accident, le Centre Nautique ne pourra être tenu pour responsable si cette consigne n'a pas été respectée.
- Les stagiaires doivent :
  - Respecter les horaires.
  - Respecter toutes les consignes de sécurité données par le moniteur.
  - Respecter les zones de navigation, elles sont affichées face à l'accueil, dans le hall du Centre Nautique.
  - Respecter les règles de navigation dans les chenaux, le balisage des plages.
  - Respecter le matériel mis à disposition et remplacer celui qui aura été perdu ou détérioré par négligence.

- Il est interdit de fumer sur les bateaux et dans les locaux et à l'extérieur, à proximité du local stockage essence et de la pompe à carburant.
- Il est interdit de consommer de l'alcool dans l'enceinte du Centre Nautique
- L'accès aux ateliers est strictement interdit au public.
- Il est interdit de monter sur les bateaux à terre et de s'aventurer sur les pontons et bateaux de sécurité sans l'accompagnement d'un moniteur.
- Pour la Location se référer au contrat de location.

VI-EXCLUSION

- En cas de non respect des consignes de sécurité, du présent règlement ou des règles élémentaires de bonne conduite, le stagiaire pourra être exclu sans pouvoir prétendre à quelque dédommagement que ce soit.

VII-UTILISATION DES LOCAUX

- L'accès aux locaux techniques ne pourra avoir lieu qu'en présence d'un moniteur.
- Les sanitaires et vestiaires doivent rester propres.
- Dans les vestiaires, la nudité est interdite en dehors des box prévu à cet effet.
- Toutes personnes, prisent en train de procéder à des dégradations de quelques ordres que ce soit, se verra exclu définitivement du Centre Nautique du Cap d'Agde, après avoir été entendu et sans qu'aucun remboursement ne puisse être exigé pour les prestations non effectuées au moment de cette exclusion.
- Le Centre Nautique se dégage de toute responsabilité en cas de perte, de vol ou de dégradation d'objets personnels survenu dans son enceinte mais aussi des conséquences occasionnées par une utilisation inadaptée de ses propres matériels ou installations.
- D'une manière générale, nous conseillons de ne laisser aucun objet de valeur dans les vestiaires ou casiers mis à disposition.
- Pour des raisons de sécurité et d'évacuation des lieux, la circulation et le stationnement sont interdits sur le parking intérieur du Centre Nautique. Sauf pour une très courte durée, après autorisation du personnel du Centre Nautique, afin de faciliter la manipulation et le dépôt de matériels lourds.

Le présent règlement annule et remplace tout autre règlement antérieur. Il entrera en vigueur à compter du 15 juin 2012 (toutes modifications ultérieures seront intégrées et signalées).

Fait au Cap d'Agde, le 15 juin 2012

Laurent Bourriquel
Directeur du Centre Nautique

Thierry Boucher
Directeur Général de la SODEAL

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Concession de service public pour la gestion et l'exploitation du Port Cap d'Agde, Port Ambonne et du Centre Nautique de la **Commune d'Agde**







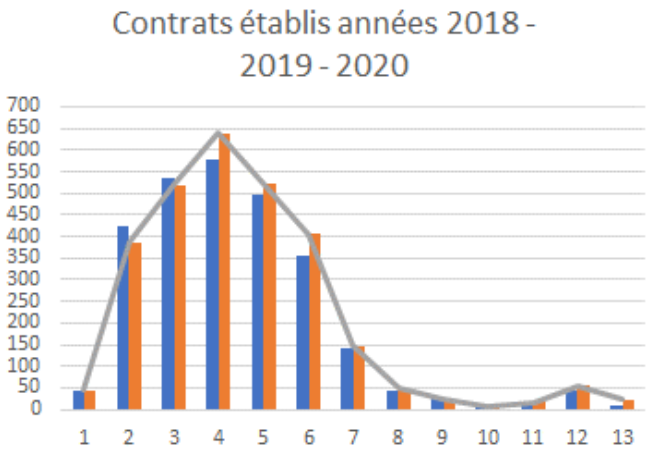


Sous-Annexe D3
Fréquentation & Activité Prévisionnel

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Nous avons appréhendé l'évolution de la fréquentation du port en prenant notamment en compte le nombre de contrats établis sur ces trois dernières années, soit de 2018 à 2020.

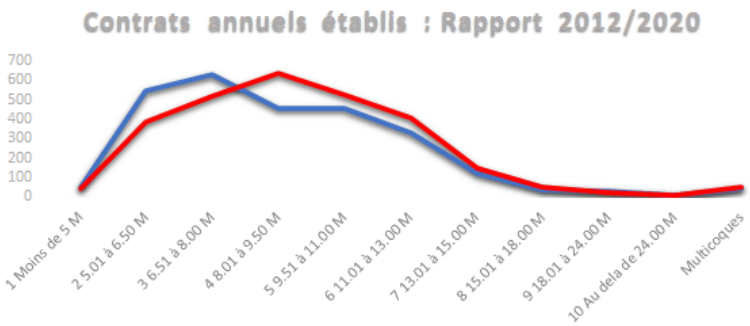
Nombre de contrats établis	2018	2019	2020	2018/2020
CATEGORIE	Nb	Nb	Nb	%
1/ Moins de 5 M	42	41	45	**7,14**
2/ 5.01 à 6.50 M	**425**	**322**	**386**	**-9,18**
3/ 6.51 à 8.00 M	535	510	519	**-2,99**
4/ 8.01 à 9.50 M	578	640	638	**10,38**
5/ 9.51 à 11.00 M	495	518	522	**5,45**
6/ 11.01 à 13.00 M	356	415	405	**13,76**
7/ 13.01 à 15.00 M	140	150	147	**5,00**
8/ 15.01 à 18.00 M	43	47	49	**13,95**
9/ 18.01 à 24.00 M	**26**	**29**	**24**	**-7,69**
10/ Au-delà de 24.00 M	3	9	9	**200,00**
Pêcheurs	18	17	17	**-5,56**
Multicoques	45	54	54	**20,00**
En procédure de recouvrement	11	15	23	**109,09**
TOTAL	2717	2767	2838	**4,45**



Les statistiques faites sur les contrats établis entre 2018 et 2020, démontrent la baisse significative de 9,18% des bateaux de petites catégories dans les contrats des bateaux de 5,01 et 6,50m.

Néanmoins, les premiers signes de cette tendance à la baisse sont perçus dès 2012. D'ailleurs, les premières requalifications de pontons commencent cette l'année-là et se poursuivront chaque année. Entre 2012 et 2020, on enregistre une perte de 255 contrats de catégorie 2 et 3.

	2012	2020	2012/2020
CATEGORIE	Nb btx	Nb btx	%
1 Moins de 5 M	49	45	
2 5.01 à 6.50 M	**547**	**386**	-29,43
3 6.51 à 8.00 M	**628**	**519**	-17,36
4 8.01 à 9.50 M	452	638	41,15
5 9.51 à 11.00 M	456	522	14,47
6 11.01 à 13.00 M	332	405	21,99
7 13.01 à 15.00 M	123	147	19,51
8 15.01 à 18.00 M	34	49	44,12
9 18.01 à 24.00 M	30	24	-20,00
10 Au dela de 24.00 M	6	9	50,00
Multicoques	43	54	25,58



Ce tableau confirme la demande croissante des bateaux au-delà des 9,00m, générant de fait la nécessité d'optimiser des pontons afin d'augmenter le nombre de postes dans ces catégories.

Concernant les passages :

HIVERNAGE	2013	2020
Nombre de bateaux	18	27
C.A TTC	18547	45099

Les premiers hivernages ont été proposés en 2013. Chaque année, la demande dépasse notre capacité d'accueil. Afin d'accroitre cette dernière, nous avons décidé d'utiliser une partie de notre ponton

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

d'accueil. Le chiffre d'affaire de ce type de stationnement a triplé, nous refusons toujours des hivernages faute de places. C'est une donnée que nous intégrons dans nos perspectives d'évolution sur les bateaux de passage.

La situation liée au COVID a impacté les chiffres des passages en 2020, la comparaison pour être fiable se fera sur les années précédentes.

Passages triés par Catégorie de Bateau du 15/06/2018 au 15/09/2018

Catégorie	Btx	Nuits
0/ Jusqu'à 4,00 M	4	106
1/ 4,01 à 5.00 M	30	597
2/ 5.01 à 6.50 M	97	1097
3/ 6.51 à 8.00 M	114	750
4/ 8.01 à 9.50 M	152	554
5/ 9.51 à 11.00 M	224	611
6/ 11.01 à 13.00 M	179	649
7/ 13.01 à 15.00 M	58	427
8/ 15.01 à 18.00 M	16	41
9/ 18.01 à 25.00 M	12	79
10/ Au delà par mètre supplémentaire	3	8
Multicoques	14	105
TOTAL	**903**	**5024**

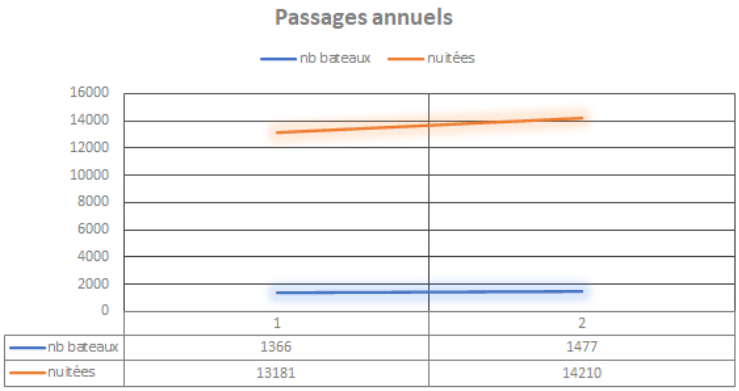
Passages triés par Catégorie de Bateau du 15/06/2019 au 15/09/2019

Catégorie	Btx	Nuits
0/ Jusqu'à 4,00 M	1	13
1/ 4,01 à 5.00 M	27	512
2/ 5.01 à 6.50 M	74	860
3/ 6.51 à 8.00 M	135	726
4/ 8.01 à 9.50 M	162	355
5/ 9.51 à 11.00 M	242	500
6/ 11.01 à 13.00 M	181	872
7/ 13.01 à 15.00 M	76	355
8/ 15.01 à 18.00 M	21	147
9/ 18.01 à 25.00 M	14	154
10/ Au delà par mètre supplémentaire	3	5
Multicoques	32	160
TOTAL	**968**	**4659**

	BTX	Nuitées
2018	903	5024
2019	968	4659
	7,19%	**-7,26%**

La tendance depuis ces dernières années est à la baisse des nuitées. Les séjours sont plus courts. En revanche, le nombre de bateaux de passage est en augmentation. Cela permet au chiffre d'affaire de ne pas être impacté défavorablement. On notera l'augmentation du nombre de Multicoques, comme pour les hivernages.

Passages sur l'année :	2018	2019	2018/2019 %
BTX	1366	1477	**+ 8,12**
Nuitées	13181	14210	**+ 7,8**



Soulignons que, sur l'ensemble de l'année, le nombre de bateaux et les nuitées sont en augmentation. Notre travail sur les hivernages a porté ses fruits, dans la mesure où ils comblent une période creuse en matière de passages.

Concernant **Port Ambonne**, le constat est identique à celui du Port Cap d'Agde. Le nombre de contrats établis est en baisse pour les catégories allant de 5,01 à 8,00m. Par contre, le nombre de contrats dans les 9,51 à 11,00m est en progression.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Catégories	2020	2019	2019 / 2020 %
1 Moins de 5 M	9	4	
2 5.01 à 6.50 M	75	81	-7,41
3 6.51 à 8.00 M	79	83	-4,82
4 8.01 à 9.50 M	53	54	
5 9.51 à 11.00 M	47	37	27,03
6 11.01 à 13.00 M	12	15	
7 13.01 à 15.00 M	1	1	
TOTAL	**276**	**275**	

Passages du 15/06/2018 au 15/09/2018

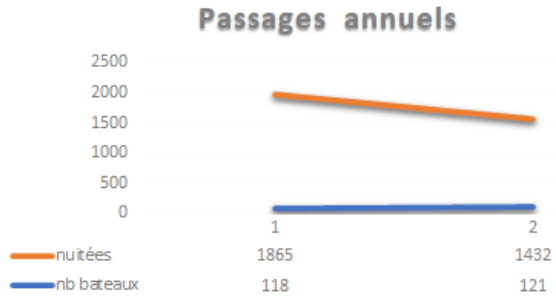
	TOTAL PERIODE	
Catégories	Btx	Nuits
0 Jusqu'à 4,00 M	5	198
1 4,01 à 5.00 M	16	318
2 5.01 à 6.50 M	42	611
3 6.51 à 8.00 M	31	506
4 8.01 à 9.50 M	7	48
5 9.51 à 11.00 M	9	108
6 11.01 à 13;00 M	7	54
7 13.01 à 15.00 M	1	22
TOTAL 2019	118	1865

Passages du 15/06/2019 au 15/09/2019

	TOTAL PERIODE	
Catégories	Btx	Nuits
0 Jusqu'à 4,00 M	9	198
1 4,01 à 5.00 M	14	242
2 5.01 à 6.50 M	32	315
3 6.51 à 8.00 M	36	459
4 8.01 à 9.50 M	8	66
5 9.51 à 11.00 M	15	113
6 11.01 à 13;00 M	4	12
7 13.01 à 15.00 M	2	26
Multicoques	1	1
TOTAL 2019	121	1432

Pour Port Ambonne, le nombre de nuitées subit une baisse significative, alors que celui des bateaux est légèrement en hausse.

	1	2
	2018	2019
BTX	118	121
Nuitées	1865	1432



En conclusion :

Sur les deux ports, le nombre de nuitées est en baisse, et le nombre de bateaux est en hausse.
Quant aux catégories, le constat est le suivant :

- Baisse significative des catégories 2 et 3,
- Augmentation de la catégorie 10 et des multicoques.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

« Le candidat mène ses analyses sur une durée trop courte (2 ou 3 ans). Il est invité à préciser comment il compte :

- *Augmenter les capacités pour les catégories sup. à 9 m*
- *Accroitre la capacité d'accueil en hivernage (ponton d'accueil ?)*
- *Endiguer et compenser la baisse du nombre de nuitées. »*

Concernant l'augmentation de capacités d'accueil pour les catégories supérieures à 9m :

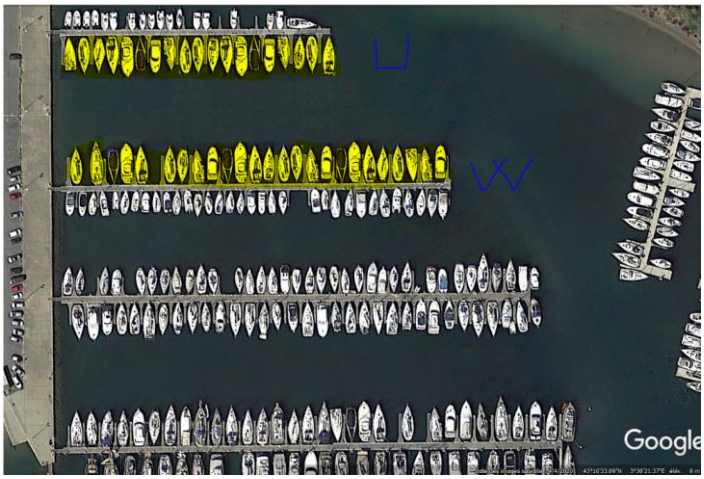
Une politique d'optimisation des postes est mise en œuvre au quotidien. Les postes sont caractérisés par la catégorie la plus élevée qu'ils sont techniquement capables d'accueillir.

A titre d'exemple, un poste en catégorie V (9.51 à 11.00m) doit avoir les caractéristiques suivantes : longueur Catway 7.50 m et largeur box 4.50m.

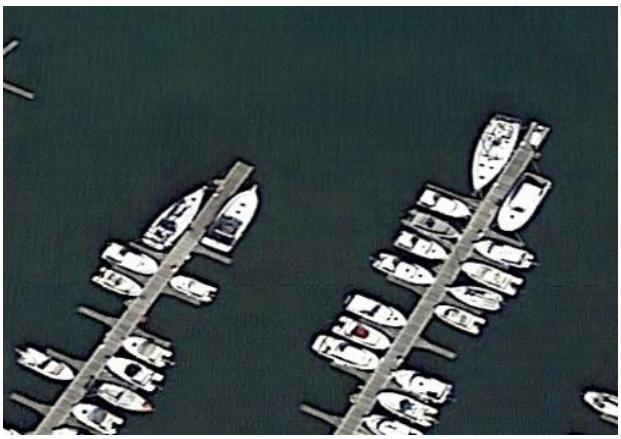
Par expérience nous savons que ces emplacements peuvent accueillir des catégories légèrement plus grandes que les catégories V, à savoir les plus petits bateaux de la catégories VI. Nous allons optimiser ainsi les postes.

En réalisant les travaux du Bassin IV – Ponton V, le nombre de postes en catégorie VI du port (11.01 à 13m) sera supérieur de 45 postes, induisant un CA augmenté de 161 235 €.





Lorsque le dégagement ne permet pas d'augmenter la catégorie de postes, nous procédons au réaménagement des bouts de pontons. Cela se fait actuellement très ponctuellement. Ainsi, 10 postes de 11 à 15m ont ainsi été créés.



Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Concernant l'augmentation de capacités d'accueil en hivernage :

Le choix du ponton d'accueil pour le stationnement des hivernages a été motivé par :

- D'une part, sa situation en cœur de ville qui permet aux plaisanciers de pouvoir profiter de l'activité de la station qui, en hiver, se concentre sur le cœur de la station.
- D'autre part, par sa vocation à recevoir les bateaux de passage qui, en période hivernale, se font extrêmement rares et de ce fait laisse des emplacements disponibles.

Pour autant, ce nombre de places ne suffit pas à répondre complètement à la demande. Pour se faire, nous avons mis en place une stratégie en rapport avec les annulations des postes annuels.

Dès septembre, les contrats qui sont résiliés dans les catégories égales ou supérieures à 9.50m ne sont pas réattribués immédiatement, il faut savoir qu'à compter du 30 Septembre nous n'établissons plus de contrat sur une base annuelle. De ce fait, nous les proposons à des hivernages et proposons à nouveau le poste sur une base annuelle au 01 avril de l'année suivante. Ce qui nous permet de répondre en partie aux demandes d'hivernage.

« Le candidat doit présenter les statistiques sur les bateaux de passage (été) et les bateaux à l'hivernage séparément, avec des tableaux présentés pages 5 et 6 plus précis.

Les analyses doivent porter sur les tendances de fond, les types de clientèles, les nationalités des bateaux de passage … et autant que possible conclure par des perspectives de fréquentation à court, moyen ou long terme »

Depuis quelques années **la tendance des escales et des nuitées est à la baisse.** Fort de ce constat, nous avons entamé depuis 2018, une nouvelle politique de réception d'escales.

En 2018, nous avons travaillé à un meilleur accueil pour deux types de bateaux en se basant sur les statistiques faites en 2017 :

- Les multicoques,
- La grande plaisance - unités de plus de 18m.

Nous ne disposions pas de postes dédiés et parfois l'accueil de ce type de bateaux était laborieux : nécessité de déplacer des bateaux pour obtenir un linéaire suffisant, générant attente et mécontentement à la fois des plaisanciers de ces unités, mais également de ceux qu'il fallait déplacer.

Concernant les 18m, notre stratégie émanait de causes différentes. En effet, du fait de la rareté de ce type d'escale, nous souhaitions inverser cette tendance afin d'attirer sur la station, des plaisanciers pour leur pouvoir d'achat.

Pour les multicoques, le nombre croissant de ce type de bateaux en escale, demandait une prise en compte particulière. Prise en compte en termes de places, mais également en équipement de grutage avec une remorque à catamarans. Pour les autres catégories, les places proposées sont de qualités et en nombre suffisant.

En réservant un linéaire de 50 m au centre port et un linéaire de 50 et 30m sur l'avant-port dédiés à ce type de bateaux, désormais 3 postes (possibilité d'amarrage de 5 bateaux entre 18 et 25m) sont disponibles alors que nous ne disposions que d'un poste à l'origine sur l'avant-port, mais systématiquement occupé par de petites unités qui s'arrêtaient à cet endroit parce que facile d'amarrage.

Pour la mise en place de cette stratégie, nous nous sommes basés en 2017 sur l'étude des statistiques du nombre de bateaux et des catégories. Ces tableaux correspondent aux passages enregistrés du **15/06 au 15/09** de l'année précitée.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Tableau 1

NB Total de bateaux

Années	NB bateaux	Nuitées	CA TTC
2011	1177	5857	116195,19
2012	1125	6091	135106,69
2013	1087	5802	120642,63
2014	1122	5989	131742,29
2015	1055	5708	120293,16
2016	1095	5374	118372,19
2017	1060	5461	129603,13
2018	903	5024	117378,82
2019	968	5141	122708,38
2020	928	4845	118199,22
Ecart entre 2011 et 2019	-17,76	-12,22	5,61
Moyenne des 10 ans	1052,00	5529,20	123024,17
Ecart moyen avec 2020	-11,79	-12,37	-3,92
Ecart moyen avec 2019	-7,98	-7,02	-0,26

Tableau 2

Bateaux de 0 à 8,00 m

Annés	NB Bateaux	Nuitées	CA TTC
2011	349	3315	46005,47
2012	287	3020	42407,62
2013	326	3612	51944,9
2014	263	3077	44512,23
2015	284	3234	46218,24
2016	248	2747	38889
2017	256	2658	40601,73
2018	245	2550	38632,8
2019	238	2322	32968,44
2020	221	2121	29827,22
Ecart 2011/2019%	-31,81	-29,95	-28,34
Moyenne des 10 ans	272	2866	41201
ECART moyenne /2020	-18,66	-25,98	-27,61
ECART moyenne /2019	-12,40	-18,97	-19,98

Tableau 3

Bateaux au-delà de 8,01 m

Annés	NB Bateaux	Nuitées	CA TTC
2011	828	2542	70189,72
2012	838	3071	92699,07
2013	761	2190	68697,73
2014	859	2912	87230,06
2015	771	2474	74074,92
2016	848	2627	79483,19
2017	804	2803	89001,4
2018	658	2474	78746,02
2019	730	2819	89739,94
2020	707	2724	88372
Ecart 2011/2019 %	-11,84	10,90	27,85
Moyenne des 10 ans	780	2663,60	81823
ECART moyenne /2020 %	-9,41	2,27	8,00
ECART moyenne /2019 %	-6,46	5,83	9,68

Tableau 1

En **10 ans**, sur la base du nombre total de bateaux en escale, les nuitées sont systématiquement en **diminution**.

Si l'on fait la moyenne de ces 10 ans, le nombre moyen de bateaux est de **1052**. Il est en 2019, (nous ne baserons pas notre étude sur les chiffres 2020 tronqués par la COVID), de **968** soit -7,98%. Les nuitées sont, quant à elles, en baisse de -7,02%.

En revanche, si l'on compare 2011 et 2019 en nombre de bateaux, nous avons en 2011, -17.76% en nombre de nuitées et en 2019, -12.22%. Néanmoins le constat montre un chiffre d'affaire en positif de **+5.61**%. Ce, pour les raisons indiquées ci-dessous.

Tableaux 2 et 3

En scindant en deux parties le tableau 1 : les moins de 8m et les plus de 8m, on constate que c'est dans les petites catégories de moins de 8m que la baisse du nombre de bateaux est la plus importante avec :

- -12.40% en moyenne,
- -18.97% en nuitées
- Et un CA de –19.98%.

En comparant 2011 et 2019, la baisse est vertigineuse : **-31.81 %**, avec un impact de **-28.34 %** sur le CA.

Mais le tableau 3 sur les plus de 8m montre que l'écart moyen du nombre de bateaux est bien moins important, soit **-6.46%,** les nuitées sont en augmentation de **5.83%,** et un CA **supérieur de 9.68 %**. Ce qui explique que le nombre de bateaux bien qu'en baisse a une répercussion moindre sur le chiffre d'affaire. Entre l'augmentation des nuitées des unités supérieures à 8.01m et l'indexation, le chiffre d'affaire global reste **sensiblement le même**.

ANNEES	NB Bateaux							
	4 | 8,01 à 9,50 M	5 | 9,51 à 11,00 M	6 | 11,01 à 13;00 M	7 | 13,01 à 15,00 M	8 | 15,01 à 18,00 M	9 | 18,01 à 25,00 M	10 | Au delà	Multicoques
2011	207	281	196	78	32	15	2	17
2012	207	277	222	71	31	11	3	16
2013	167	245	214	77	20	12	1	25
2014	198	305	228	69	26	11	2	20
2015	197	285	175	65	18	5	3	23
2016	196	291	224	80	23	9	1	23
2017	169	297	199	84	14	13	1	27
2018	152	224	179	58	16	12	3	14
2019	166	240	181	76	19	14	3	31
2020	208	222	174	57	15	7	2	22
Moyenne 2011/2020	186,7	266,7	199,2	71,5	21,4	10,9	2,1	21,8
ECART moyenne /2019	-11,09	-10,01	-9,14	6,29	-11,21	28,44	42,86	42,20

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Le tableau ci-dessus, porte sur le détail du nombre de bateaux supérieur à 8.01m et les catégories qui sont en augmentation. Catégorie des **13 à 15m**, **18.01 à 25m** et **au-delà**, les **multicoques.**

La progression des multicoques avec 31 bateaux alors que la moyenne est de 21 bateaux est déjà significative alors que nous n'avons mis en place ce système que depuis 2 ans. De même pour les + de 18m, dont le nombre est supérieur à la moyenne.

Nos objectifs

Nous souhaiterions que ces 3 postes, qui représentent la possibilité d'amarrer 5 bateaux monocoques au-delà des 18m, puissent être occupés dans un premier temps, au moins 50% du temps entre le 15/06 et le 15/09.

5B x 90j /2 : 225 Nuitées au lieu des 159 actuelles.

escales 2019	CA
9 | 18,01 à 25,00 M et au-delà	9881
Objectif	
5b*90/2 sur forfait semaine	18252
5b*90/2 à la nuitées	20718

En ce qui concerne la baisse des passages des catégories inférieures à 8m, un projet de sécurisation du QUAI du Golf avec un tarif plus attractif, nous permettra de proposer une nouvelle prestation.

Un forfait saison sur ce secteur.

La situation économique d'une certaine catégorie de plaisanciers tels les retraités a fortement impacté ces catégories. La baisse du nombre de contrats annuels dans ces catégories est à l'image de la baisse des passages. Proposer des forfaits moins couteux que le stationnement en vigueur à l'heure actuelle, peut inciter les plaisanciers à faire à nouveau du cabotage.

Concernant la TYPOLOGIE :

TYPOLOGIE de Clientèle de passage 15/06 au 15/09							
Années	Français	Europe	Hors Europe	Total	% de Français	% EUROPE	% Hors Euope
2011	1004	116	57	1177	85,30	9,86	4,84
2012	945	160	20	1125	84,00	14,22	1,78
2013	945	124	18	1087	86,94	11,41	1,66
2014	944	148	30	1122	84,14	13,19	2,67
2015	891	131	33	1055	84,45	12,42	3,13
2016	935	118	42	1095	85,39	10,78	3,84
2017	859	134	67	1060	81,04	12,64	6,32
2018	747	92	64	903	82,72	10,19	7,09
2019	823	94	51	968	85,02	9,71	5,27
2020	837	62	29	928	90,19	6,68	3,13
pourcentage moyen sur les 10 ans					84,92	11,11	3,97
Ecart moyen avec 2019					0,12	-12,59	32,66

Les plaisanciers de nationalité Française représentent en moyenne 84.92% des plaisanciers en escale, alors que les européens (hors Français) représentent 11,11% et les plaisanciers hors union européenne représentent 3,97%.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

C'est une constante sur les 10 années. Il n'y a pas de changements significatifs sur les plaisanciers qui nous visitent, plaisanciers Français pour la grande majorité.
Puis suivent les plaisanciers Anglais-Suisse-Belges-Allemands-Espagnols.

FRANCE	823
AUTRICHE	1
BELGIQUE	19
SUISSE	20
ALLEMAGNE	18
ESPAGNE	12
PAYS BAS	1
GRANDE BRETAGNE	28
IRLANDE	1
ITALIE	3
LUXEMBOURG	1
PAYS BAS	6
USA	3
AFRIQUE	2
BRESIL	2
CHILI	1
DANEMARK	1
NORVEGE	1
POLOGNE	1
REP TCHEQUE	1
RUSSIE	1
AFRIQUE DU SUD	1
MALTE	1
TURQUIE	1
AUSTRALIE	2

« Les analyses de fréquentation doivent mener à un programme d'actions vers certaines clientèles, une approche stratégique, avec une remise en perspective par rapport au tourisme nautique sur ce secteur de la Méditerranée. »

Notre programme d'actions se décline en 6 points que nous mettons ci-dessous en perspective :

1. La démarche Odysséa

Afin de répondre à la stratégie d'augmentation du nombre de nuitées, le port du Cap d'Agde adhère à la démarche du réseau ODYSSEA, qui regroupe des élus, des acteurs du territoires et des villes-ports de France et d'Europe.

Le fondement du réseau Odyssea Tourisme intègre les enjeux de la croissance bleu et a pour but de relier les ports aux terroirs. Les cités portuaires, maritimes et fluviales, sont des pôles culturels majeurs, mais aussi et surtout de grands réservoirs économiques. **Ce sont des pôles d'avenir et de compétitivité pour des territoires plus attractifs.**

Un des grands axes du réseau est de stimuler la compétitivité des secteurs économiques, **repositionner une géographie du tourisme en créant des pôles d'excellence territoriaux** et redonner toute sa **dimension au rôle des ports en tant que portes d'accès aux territoires. Permettre ainsi la découverte aussi bien du patrimoine du littoral, fluvial que de l'arrière-pays.**

L'enjeu est de créer, structurer et labelliser des itinéraires Mer-Terre à partir d'escales et d'étapes identitaires « Patrimoine phare ». Un moyen opérationnel capable de favoriser et valoriser la gestion intégrée des zones côtières et rurales, les parcs marins, parcs naturels et aires protégées. A ce titre, le groupement mène des actions conjointes de sensibilisation environnementale, ainsi que des actions axées sur la promotion de l'intégration et de la gestion rationnelle des territoires.

Port Cap d'Agde va s'investir davantage dans la communication des événements portés par la ville afin d'amener les plaisanciers vers la découverte de notre terroir et ainsi favoriser la progression du nombre de nuitées en attachant les plaisanciers à la découverture de notre patrimoine autre que maritime.

2. Pass'Découverte et offres plaisanciers

Afin de faire découvrir le port du Cap d'Agde et de créer l'envie d'y revenir, le Port a mis et met en place de nombreuses offres à destination des plaisanciers de passage.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Pour tous les plaisanciers en escale dans notre port :

- 10% de remise sur un stage de voile légère,
- 15% de remise sur les cours particuliers de navigation.

Un partenariat inter-structure est établi avec le Centre Nautique du Cap d'Agde, l'Ecole Française de Voile ; Centre Nautique labellisé Coach plaisance.

Également pour toute escale/passage effectué(e) entre le 15 juin et le 15 septembre :

- 1 bouteille de vin est offerte (Découverte du terroir œnologique de notre station, car le vin provient d'une exploitation locale : Les Caves Richemer)
- 1 nuit est offerte en mai, juin ou septembre de l'année suivante.

Une façon pour le port d'augmenter le nombre de ses nuitées en avant et après saison, et de faire découvrir la station à une autre période. Une stratégie mise en place en collaboration avec l'UVPO pour favoriser le flux des escales en Occitanie. Le Port s'engage à continuer cette stratégie d'action dans les années à venir.

Pour 2021, le port prévoit également de rajouter des éco-cup à l'effigie du port du Cap d'Agde, afin de favoriser la non-utilisation des gobelets plastique à usage unique.

3. Convention de collaboration avec un port d'Espagne

Soucieux de capter une clientèle aisée, le port du Cap d'Agde a mis en place une convention de collaboration avec le port de plaisance de l'Escala (Costa Brava).

Cette convention est applicable aux plaisanciers titulaires d'un contrat annuel au port du Cap d'Agde ou au port de l'Escala. Elle permet de favoriser le cabotage, d'inciter à la navigation et à la découverte d'un autre terroir. Pour se faire, la convention prévoit que pour 1 nuit passée dans l'un des ports, la deuxième nuit est offerte. **Une façon d'inciter la clientèle à rester plus longtemps également.**

La volonté stratégique est d'étendre ce type de partenariat à d'autres ports étrangers.

4. Partenariat avec des Associations Nautiques de ports voisins

Toutes croisières organisées dans le cadre d'une association nautique d'un port voisin (exemple : un Yacht Club), effectuée en dehors de la période du 1er mai au 31 aout, bénéficie d'une réduction de 50% sur la durée du passage (minimum 10 bateaux).

Une stratégie qui incite les plaisanciers à naviguer hors saison et à venir découvrir le Cap d'Agde dans le cadre de groupement associatif et par la même de les attirer pour des séjours hors associations en haute saison.

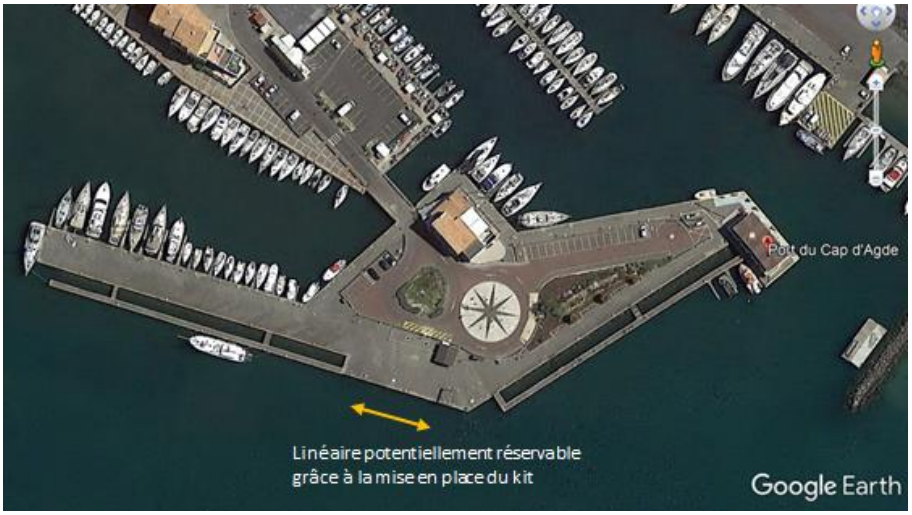
5. Création d'un forfait spécial juillet-août sur le secteur Quai du GOLF

Afin d'augmenter le nombre de nuitées dans les petites catégories II et III (qui sont en baissent depuis 2011), la création d'un forfait juillet-août minoré de 30%, sur le projet de requalification du Quai du Golf, permettrait d'attirer davantage de petites catégories.

Soit, une réduction stratégique sur un secteur un peu plus éloigné du centre, qui se récompense par une tarification moins élevée et plus abordable aux petites unités.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

6. Réservation du quai du thon club (Estacade Ouest)



Le linéaire de quai réservé aux unités de catégorie XIII, IX et X étant limité, le port a créé un système amovible lui permettant ainsi de se réserver un linéaire important de quai à destination de navire dont la longueur est supérieure à 18,00 mètres. Ce kit permet de conserver le linéaire disponible pour des escales de navires de grande plaisance et de les accueillir dans de bonnes conditions.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Hypothèses de fréquentation

PORT PRINCIPAL	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031
POSTES ANNUELS - nombre de bateaux	2 830	2 830	2 830	2 830	2 830	2 830	2 830	2 830	2 830	2 830	2 830
Moins de 5 M	45	45	45	45	45	45	45	45	45	45	45
5,01 à 6,50 M	401	401	401	401	401	401	401	401	401	401	401
6,51 à 8.00 M	519	519	519	519	519	519	519	519	519	519	519
8.01 à 9,50 M	638	638	638	638	638	638	638	638	638	638	638
9,51 à 11,00 M	522	522	522	522	522	522	522	522	522	522	522
11,01 à 13,00 M	405	405	405	405	405	405	405	405	405	405	405
13,01 à 15,00 M	147	147	147	147	147	147	147	147	147	147	147
15,01 à 18,00 M	49	49	49	49	49	49	49	49	49	49	49
18,01 à 24,00 M	24	24	24	24	24	24	24	24	24	24	24
Au-delà de 24,00 M	9	9	9	9	9	9	9	9	9	9	9
Pêcheurs	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17
Multicoques	54	54	54	54	54	54	54	54	54	54	54
PASSAGES - en nombre de bateaux	**1 264**	**1 264**	**1 264**	**1 264**	**1 264**	**1 264**	**1 264**	**1 264**	**1 264**	**1 264**	**1 264**
0 à 4,00 M	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
4,01 à 5,00 M	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5,01 à 6,50 M	110	110	110	110	110	110	110	110	110	110	110
6,51 à 8.00 M	172	172	172	172	150	150	150	150	150	150	150
8.01 à 9,50 M	291	291	291	291	291	291	291	291	291	291	291
9,51 à 11,00 M	304	304	304	304	314	314	314	314	314	314	314
11,01 à 13,00 M	240	240	240	240	250	250	250	250	250	250	250
13,01 à 15,00 M	81	81	81	81	83	83	83	83	83	83	83
15,01 à 18,00 M	25	25	25	25	25	25	25	25	25	25	25
18,01 à 25,00 M	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14
Au-delà par mètre supplémentaire	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4
Multicoques											
PASSAGES - en nombre de nuits	**18 668**	**18 668**	**18 668**	**18 668**	**18 668**	**18 668**	**18 668**	**18 668**	**18 668**	**18 668**	**18 668**
0 à 4,00 M											
4,01 à 5,00 M	252	252	252	252	252	252	252	252	252	252	252
5,01 à 6,50 M	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370
6,51 à 8.00 M	3 320	3 320	3 320	3 320	3 320	3 320	3 320	3 320	3 320	3 320	3 320
8.01 à 9,50 M	3 726	3 726	3 726	3 726	3 726	3 726	3 726	3 726	3 726	3 726	3 726
9,51 à 11,00 M	2 803	2 803	2 803	2 803	2 803	2 803	2 803	2 803	2 803	2 803	2 803
11,01 à 13,00 M	2152	2152	2152	2152	2152	2152	2152	2152	2152	2152	2152
13,01 à 15,00 M	1758	1758	1758	1758	1758	1758	1758	1758	1758	1758	1758
15,01 à 18,00 M	940	940	940	940	940	940	940	940	940	940	940
18,01 à 25,00 M	760	760	760	760	760	760	760	760	760	760	760
Au-delà de 25.00 M	253	253	253	253	253	253	253	253	253	253	253
Multicoques	1334	1334	1334	1334	1334	1334	1334	1334	1334	1334	1334
POSTES VIDES	**148**	**148**	**148**	**148**	**148**	**148**	**148**	**148**	**148**	**148**	**148**
0 à 4,00 M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4,01 à 5,00 M	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5,01 à 6,50 M	104	104	104	104	104	104	104	104	104	104	104
6,51 à 8.00 M	34	34	34	34	34	34	34	34	34	34	34

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

8.01 à 9,50 M	-	-	-	-	-	-	-	-			
9,51 à 11,00 M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11,01 à 13,00 M	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13,01 à 15,00 M	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
15,01 à 18,00 M	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
18,01 à 25,00 M	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Au-delà de 25.00 M	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Multicoques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
HIVERNAGE	**29**	**29**	**29**	**29**	**29**	**29**	**29**	**29**	**29**	**29**	**29**
0 à 4,00 M											
4,01 à 5,00 M											
5,01 à 6,50 M											
6,51 à 8.00 M											
8.01 à 9,50 M											
9,51 à 11,00 M	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
11,01 à 13,00 M	9	9	9	9	9	9	9	9	9	9	9
13,01 à 15,00 M	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
15,01 à 18,00 M	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4
18,01 à 25,00 M	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Au-delà de 25.00 M											
Multicoques	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
DECONSTRUCTION	**27**	**27**	**27**	**27**	**27**	**27**	**27**	**27**	**27**	**27**	**27**
I	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4
II	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4
III	**9**	**9**	**9**	**9**	**9**	**9**	**9**	**9**	**9**	**9**	**9**
IV	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6
V	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
VI	**2**	**2**	**2**	**2**	**2**	**2**	**2**	**2**	**2**	**2**	**2**
VII											
VIII											
IX											
multicoques	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
PORT D'AMBONNE	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**	**2030**	**2031**
POSTES ANNUELS - nombre de bateaux	**276**	**276**	**276**	**276**	**276**	**276**	**276**	**276**	**276**	**276**	**276**
Moins de 5 M	9	9	9	9	9	9	9	9	9	9	9
5,01 à 6,50 M	75	75	75	75	75	75	75	75	75	75	75
6,51 à 8.00 M	79	79	79	79	79	79	79	79	79	79	79
8.01 à 9,50 M	53	53	53	53	53	53	53	53	53	53	53
9,51 à 11,00 M	47	47	47	47	47	47	47	47	47	47	47
11,01 à 13,00 M	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12
13,01 à 15,00 M	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
PASSAGES - en nombre de bateaux	**83**										
0 à 4,00 M	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4
4,01 à 5,00 M	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5,01 à 6,50 M	31	31	31	31	31	31	31	31	31	31	31
6,51 à 8.00 M	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

8.01 à 9,50 M	9	9	9	9	9	9	9	9			
9,51 à 11,00 M	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12
11,01 à 13,00 M	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
13,01 à 15,00 M	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
PASSAGES - en nombre de nuits	**1 434**										
0 à 4,00 M	44	44	44	44	44	44	44	44	44	44	44
4,01 à 5,00 M	192	192	192	192	192	192	192	192	192	192	192
5,01 à 6,50 M	456	456	456	456	456	456	456	456	456	456	456
6,51 à 8.00 M	368	368	368	368	368	368	368	368	368	368	368
8.01 à 9,50 M	115	115	115	115	115	115	115	115	115	115	115
9,51 à 11,00 M	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231
11,01 à 13,00 M	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
13,01 à 15,00 M	25	25	25	25	25	25	25	25	25	25	25
POSTES VIDES	**14**										
0 à 4,00 M											
4,01 à 5,00 M	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
5,01 à 6,50 M	9	9	9	9	9	9	9	9	9	9	9
6,51 à 8.00 M	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
8.01 à 9,50 M											
9,51 à 11,00 M											
11,01 à 13,00 M											
13,01 à 15,00 M											
15,01 à 18,00 M											
18,01 à 25,00 M											
Au-delà de 25.00 M											
Multicoques											

CENTRE NAUTIQUE	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**	**2030**	**2031**
Nombre de stagiaires *(à détailler par semaine dans les rapports annuels du délégataire)*	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
Enfants	800	800	800	800	800	800	800	800	800	800	800
Adultes	200	200	200	200	200	200	200	200	200	200	200
Nombre de stagiaires *(à détailler par semaine dans les rapports annuels du délégataire)*	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
Moussaillon	130	130	130	130	130	130	130	130	130	130	130
Optimist	80	80	80	80	80	80	80	80	80	80	80
Cata Junior/Fun	150	150	150	150	150	150	150	150	150	150	150
Cata Ados	190	190	190	190	190	190	190	190	190	190	190
Cata Adulte	110	110	110	110	110	110	110	110	110	110	110
Planche à voile	170	170	170	170	170	170	170	170	170	170	170
Habitable	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
Multisports	160	160	160	160	160	160	160	160	160	160	160
Locations	**1375**	**1375**	**1375**	**1375**	**1375**	**1375**	**1375**	**1375**	**1375**	**1375**	**1375**
Canoë Kayak	200	200	200	200	200	200	200	200	200	200	200
Catamaran 16 pieds	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Dériveur Collectif	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
Fun Board	110	110	110	110	110	110	110	110	110	110	110

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Pédalo	500	500	500	500	500	500	500	500			
Stand up Paddle	425	425	425	425	425	425	425	425	425	425	425
Services (Pass O'Spot)	**62**	**62**	**62**	**62**	**62**	**62**	**62**	**62**	**62**	**62**	**62**
Pass O'Spot 1 ticket	40	40	40	40	40	40	40	40	40	40	40
Pass O'Spot 25 tickets	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
Pass O'Spot 50 tickets	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12
Cours particuliers	**51**	**51**	**51**	**51**	**51**	**51**	**51**	**51**	**51**	**51**	**51**
Avec votre matériel	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Voile Légère 1 personne	43	43	43	43	43	43	43	43	43	43	43
Voile Légère 2 personnes	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6
Parking	**89**	**89**	**89**	**89**	**89**	**89**	**89**	**89**	**89**	**89**	**89**
1 mois	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7
1 semaine	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Catamaran 1 an	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6
Dériveur 1 an	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4
Bateau sur remorque année	9	9	9	9	9	9	9	9	9	9	9
Bateau sur remorque journée	9	9	9	9	9	9	9	9	9	9	9
Bateau sur remorque mois	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Bateau sur remorque semaine	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
Remorque journée	26	26	26	26	26	26	26	26	26	26	26
Remorque mois	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Remorque semaine	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19
Mise à l'eau	**203**	**203**	**203**	**203**	**203**	**203**	**203**	**203**	**203**	**203**	**203**
1 accès	121	121	121	121	121	121	121	121	121	121	121
10 accès	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30
30 accès	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
3 accès	49	49	49	49	49	49	49	49	49	49	49
Réservation de salle											
Nombre de réservation par les associations	335	335	335	335	335	335	335	335	335	335	335

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Hypothèses de fréquentation

PORT PRINCIPAL	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041
POSTES ANNUELS - nombre de bateaux	2 830	2 830	2 830	2 830	2 830	2 830	2 830	2 830	2 830	2 830
Moins de 5 M	45	45	45	45	45	45	45	45	45	45
5,01 à 6,50 M	401	401	401	401	401	401	401	401	401	401
6,51 à 8.00 M	519	519	519	519	519	519	519	519	519	519
8.01 à 9,50 M	638	638	638	638	638	638	638	638	638	638
9,51 à 11,00 M	522	522	522	522	522	522	522	522	522	522
11,01 à 13,00 M	405	405	405	405	405	405	405	405	405	405
13,01 à 15,00 M	147	147	147	147	147	147	147	147	147	147
15,01 à 18,00 M	49	49	49	49	49	49	49	49	49	49
18,01 à 24,00 M	24	24	24	24	24	24	24	24	24	24
Au-delà de 24,00 M	9	9	9	9	9	9	9	9	9	9
Pêcheurs	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17
Multicoques	54	54	54	54	54	54	54	54	54	54
PASSAGES - en nombre de bateaux	**1 264**	**1 264**	**1 264**	**1 264**	**1 264**	**1 264**	**1 264**	**1 264**	**1 264**	**1 264**
0 à 4,00 M	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
4,01 à 5,00 M	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
5,01 à 6,50 M	110	110	110	110	110	110	110	110	110	110
6,51 à 8.00 M	150	150	150	150	150	150	150	150	150	150
8.01 à 9,50 M	291	291	291	291	291	291	291	291	291	291
9,51 à 11,00 M	314	314	314	314	314	314	314	314	314	314
11,01 à 13,00 M	250	250	250	250	250	250	250	250	250	250
13,01 à 15,00 M	83	83	83	83	83	83	83	83	83	83
15,01 à 18,00 M	25	25	25	25	25	25	25	25	25	25
18,01 à 25,00 M	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14
Au-delà par mètre supplémentaire	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4
Multicoques										
PASSAGES - en nombre de nuits	**18 668**	**18 668**	**18 668**	**18 668**	**18 668**	**18 668**	**18 668**	**18 668**	**18 668**	**18 668**
0 à 4,00 M										
4,01 à 5,00 M	252	252	252	252	252	252	252	252	252	252
5,01 à 6,50 M	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370	1 370
6,51 à 8.00 M	3 320	3 320	3 320	3 320	3 320	3 320	3 320	3 320	3 320	3 320
8.01 à 9,50 M	3 726	3 726	3 726	3 726	3 726	3 726	3 726	3 726	3 726	3 726
9,51 à 11,00 M	2 803	2 803	2 803	2 803	2 803	2 803	2 803	2 803	2 803	2 803
11,01 à 13,00 M	2152	2152	2152	2152	2152	2152	2152	2152	2152	2152
13,01 à 15,00 M	1758	1758	1758	1758	1758	1758	1758	1758	1758	1758
15,01 à 18,00 M	940	940	940	940	940	940	940	940	940	940
18,01 à 25,00 M	760	760	760	760	760	760	760	760	760	760
Au-delà de 25.00 M	253	253	253	253	253	253	253	253	253	253
Multicoques	1334	1334	1334	1334	1334	1334	1334	1334	1334	1334
POSTES VIDES	**148**	**148**	**148**	**148**	**148**	**148**	**148**	**148**	**148**	**148**
0 à 4,00 M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4,01 à 5,00 M	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5,01 à 6,50 M	104	104	104	104	104	104	104	104	104	104
6,51 à 8.00 M	34	34	34	34	34	34	34	34	34	34

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

8.01 à 9,50 M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
9,51 à 11,00 M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11,01 à 13,00 M	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13,01 à 15,00 M	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
15,01 à 18,00 M	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
18,01 à 25,00 M	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Au-delà de 25.00 M	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Multicoques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
HIVERNAGE	**29**	**29**	**29**	**29**	**29**	**29**	**29**	**29**	**29**	**29**
0 à 4,00 M										
4,01 à 5,00 M										
5,01 à 6,50 M										
6,51 à 8.00 M										
8.01 à 9,50 M										
9,51 à 11,00 M	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
11,01 à 13,00 M	9	9	9	9	9	9	9	9	9	9
13,01 à 15,00 M	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
15,01 à 18,00 M	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4
18,01 à 25,00 M	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Au-delà de 25.00 M										
Multicoques	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
DECONSTRUCTION	**27**	**27**	**27**	**27**	**27**	**27**	**27**	**27**	**27**	**27**
I	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4
II	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4
III	**9**	**9**	**9**	**9**	**9**	**9**	**9**	**9**	**9**	**9**
IV	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6
V	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
VI	**2**	**2**	**2**	**2**	**2**	**2**	**2**	**2**	**2**	**2**
VII										
VIII										
IX										
multicoques	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1

PORT D'AMBONNE	**2032**	**2033**	**2034**	**2035**	**2036**	**2037**	**2038**	**2039**	**2040**	**2041**
POSTES ANNUELS - nombre de bateaux	**276**	**276**	**276**	**276**	**276**	**276**	**276**	**276**	**276**	**276**
Moins de 5 M	9	9	9	9	9	9	9	9	9	9
5,01 à 6,50 M	75	75	75	75	75	75	75	75	75	75
6,51 à 8.00 M	79	79	79	79	79	79	79	79	79	79
8.01 à 9,50 M	53	53	53	53	53	53	53	53	53	53
9,51 à 11,00 M	47	47	47	47	47	47	47	47	47	47
11,01 à 13,00 M	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12
13,01 à 15,00 M	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
PASSAGES - en nombre de bateaux										
0 à 4,00 M	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4
4,01 à 5,00 M	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
5,01 à 6,50 M	31	31	31	31	31	31	31	31	31	31
6,51 à 8.00 M	14	14	14	14	14	14	14	14	14	14

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

8.01 à 9,50 M	9	9	9	9	9	9	9	9	12	12
9,51 à 11,00 M	12	12	12	12	12	12	12	12	1	1
11,01 à 13,00 M	1	1	1	1	1	1	1	1	2	2
13,01 à 15,00 M	2	2	2	2	2	2	2	2		
PASSAGES - en nombre de nuits										
0 à 4,00 M	44	44	44	44	44	44	44	44	44	44
4,01 à 5,00 M	192	192	192	192	192	192	192	192	192	192
5,01 à 6,50 M	456	456	456	456	456	456	456	456	456	456
6,51 à 8.00 M	368	368	368	368	368	368	368	368	368	368
8.01 à 9,50 M	115	115	115	115	115	115	115	115	115	115
9,51 à 11,00 M	231	231	231	231	231	231	231	231	231	231
11,01 à 13,00 M	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
13,01 à 15,00 M	25	25	25	25	25	25	25	25	25	25
POSTES VIDES										
0 à 4,00 M										
4,01 à 5,00 M	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
5,01 à 6,50 M	9	9	9	9	9	9	9	9	9	9
6,51 à 8.00 M	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
8.01 à 9,50 M										
9,51 à 11,00 M										
11,01 à 13,00 M										
13,01 à 15,00 M										
15,01 à 18,00 M										
18,01 à 25,00 M										
Au-delà de 25.00 M										
Multicoques										

CENTRE NAUTIQUE	**2032**	**2033**	**2034**	**2035**	**2036**	**2037**	**2038**	**2039**	**2040**	**2041**
Nombre de stagiaires *(à détailler par semaine dans les rapports annuels du délégataire)*	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
Enfants	800	800	800	800	800	800	800	800	800	800
Adultes	200	200	200	200	200	200	200	200	200	200
Nombre de stagiaires *(à détailler par semaine dans les rapports annuels du délégataire)*	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**	**1000**
Moussaillon	130	130	130	130	130	130	130	130	130	130
Optimist	80	80	80	80	80	80	80	80	80	80
Cata Junior/Fun	150	150	150	150	150	150	150	150	150	150
Cata Ados	190	190	190	190	190	190	190	190	190	190
Cata Adulte	110	110	110	110	110	110	110	110	110	110
Planche à voile	170	170	170	170	170	170	170	170	170	170
Habitable	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
Multisports	160	160	160	160	160	160	160	160	160	160
Locations	**1375**	**1375**	**1375**	**1375**	**1375**	**1375**	**1375**	**1375**	**1375**	**1375**
Canoë Kayak	200	200	200	200	200	200	200	200	200	200
Catamaran 16 pieds	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120
Dériveur Collectif	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20
Fun Board	110	110	110	110	110	110	110	110	110	110

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Pédalo	500	500	500	500	500	500	500	500		
Stand up Paddle	425	425	425	425	425	425	425	425	425	425
Services (Pass O'Spot)	**62**	**62**	**62**	**62**	**62**	**62**	**62**	**62**	**62**	**62**
Pass O'Spot 1 ticket	40	40	40	40	40	40	40	40	40	40
Pass O'Spot 25 tickets	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
Pass O'Spot 50 tickets	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12
Cours particuliers	**51**	**51**	**51**	**51**	**51**	**51**	**51**	**51**	**51**	**51**
Avec votre matériel	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Voile Légère 1 personne	43	43	43	43	43	43	43	43	43	43
Voile Légère 2 personnes	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6
Parking	**89**	**89**	**89**	**89**	**89**	**89**	**89**	**89**	**89**	**89**
1 mois	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7
1 semaine	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Catamaran 1 an	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6
Dériveur 1 an	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4
Bateau sur remorque année	9	9	9	9	9	9	9	9	9	9
Bateau sur remorque journée	9	9	9	9	9	9	9	9	9	9
Bateau sur remorque mois	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Bateau sur remorque semaine	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
Remorque journée	26	26	26	26	26	26	26	26	26	26
Remorque mois	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Remorque semaine	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19
Mise à l'eau	**203**	**203**	**203**	**203**	**203**	**203**	**203**	**203**	**203**	**203**
1 accès	121	121	121	121	121	121	121	121	121	121
10 accès	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30
30 accès	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
3 accès	49	49	49	49	49	49	49	49	49	49
Réservation de salle										
Nombre de réservation par les associations	335	335	335	335	335	335	335	335	335	335

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Concession de service public pour la gestion et l'exploitation du Port Cap d'Agde, Port Ambonne et du Centre Nautique de la **Commune d'Agde**









Sous-Annexe D4
Charte environnementale

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

CHARTE ENVIRONNEMENTALE DE PORT CAP D'AGDE ET PORT AMBONNE

I. CONTEXTE

Créée en 1990, la SODEAL (Société de Développement Economique d'Agde et du Littoral) est une entreprise locale initiée par la Ville d'Agde afin de se doter d'un outil de droit privé travaillant dans le cadre de l'intérêt général pour gérer de grands équipements touristiques de la station du Cap d'Agde. Elle a pour gestion le Centre Nautique, Port Cap d'Agde et Port Ambonne.

Dans le respect de nos objectifs de performance, de transparence et de responsabilité, sur lesquels reposent les valeurs fondamentales de notre société, notre politique environnementale se décline selon plusieurs axes :

II. ENGAGEMENTS COMMUNS DANS UNE DEMARCHE COLLECTIVE ET PARTAGEE

Notre charte environnementale est une démarche de progrès construite de façon partagée avec la Ville d'Agde.

Les co-signataires s'engagent à :

1) Participer aux échanges réguliers et au partage de connaissances et savoir-faire : comités techniques, comités de pilotages, groupes de travail du projet, visites, colloques, formations …

2) Mettre à disposition, auprès notamment de la Ville, toutes les informations et données nécessaires afin que celui-ci puisse assurer la coordination du projet

3) Mettre en œuvre les actions définies dans notre Schéma Directeur

4) Elaborer les projets d'aménagement portuaire locaux en apportant une attention particulière afin que les projets et les équipements soient complémentaires entre eux, harmonisés, répondant à des critères de haute qualité environnementale et de développement durable

5) Conduire une démarche de concertation locale citoyenne dans l'élaboration du projet global et des projets d'aménagement

6) Choisir une démarche de solidarité, respectant notamment l'insertion sociale, dans l'élaboration du projet global et des projets d'aménagement

7) S'impliquer dans la création ou la participation aux événements de mise en valeur des ports et du centre nautique, de la Ville et de son patrimoine, proposé par l'un des partenaires du projet

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

8) Développer les filières économiques et touristiques exemplaires en matière de plaisance maritime sur l'ensemble des ports

UNE DEMARCHE DE PROGRES

Notre charte environnementale est une démarche de progrès dans laquelle la Ville d'Agde prône un développement touristique, dans toutes les composantes du développement durable.

Les cosignataires s'engagent à travailler dans une dynamique d'amélioration permanente pour le développement économique, la cohésion sociale et la préservation de l'environnement.

Il s'agit donc de mettre en œuvre des démarches exemplaires de développement durable intégrant les enjeux du changement climatique et ciblant plus particulièrement les démarches telles que, par exemples :

A) En matière d'ENVIRONNEMENT

a/ Préserver la ressource en eau, en qualité et en quantité :

- Connaitre et préserver les milieux aquatiques naturels en lien avec le port et rechercher leur amélioration, notamment par la réduction des rejets, la gestion des pollutions, l'arrêt d'utilisation des phytosanitaires …
- Assurer le suivi de l'utilisation de la ressource en eau
- Encourager les économies d'eau
- Intervenir en cas de crise : plan d'action gestion des pollutions accidentelles

b/ Rechercher l'efficacité énergétique des bâtiments et des comportements :

- Favoriser les économies d'énergies (consommation raisonnée, bâti, éclairage public…)
- Mutualiser les besoins en énergie
- Mettre en avant le développement des énergies renouvelables

c/ Organiser la réduction et la gestion des déchets :

- Mettre en place une zone d'apport volontaire de tri des déchets classiques : papiers, verres, cartons et plastiques, ordinaire …
- Organiser la collecte et gestion des déchets complexes spécifique à la navigation – Point Propre portuaire mutualisé et pouvant accepter les professionnels contre rétribution
- Proposer des espaces de partage et favoriser le réemploi

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Soléal

B) En matière d'AMENAGEMENT DURABLE et d'ACCESSIBILITE du territoire

a/ Intégrer l'aménagement des espaces portuaires dans une démarche de projet à l'échelle de la commune et de son territoire :

- Favoriser le lien ville-espace portuaire : Intégrer la dimension port dans l'aménagement urbain en améliorant l'accessibilité, les déplacements doux et l'intermodalité, en revalorisant l'espace partagé des quais et en développant des projets d'animations pour la ville avec le port… (le port comme un quartier de la ville)
- Développer l'accessibilité grâce aux transports publics et à la multimodalité
- Assurer l'accessibilité des personnes à mobilité réduite dans les ports

b/ Respecter une démarche d'intégration paysagère et de prise en compte de la biodiversité :

- Pratiquer une gestion environnementale adaptée au changement climatique : espace vert sans phytosanitaire, choix d'espèces adaptées au climat méditerranéen et non envahissante (moins d'interventions, moins de déchets, moins de pollution…)

C) En matière de DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE : Valoriser l'ACCUEIL, la MISE EN TOURISME et l'EMPLOI

- Maintenir et développer les services de proximité (circuits courts et commerces locaux)
- S'engager à obtenir les labels : « Ports Propres », « Qualité Plaisance », « Qualité Tourisme »
- Valoriser et faire connaitre le patrimoine et les traditions locales afin de développer les relations du port vers les territoires et inversement
- Développer les activités de services et de maintenance nécessaire aux usagers
- Encourager les filières de formations

D) En matière d'EDUCATION A L'ENVIRONNEMENT et AU PATRIMOINE

a/ S'engager dans une démarche de formation d'« Ambassadeurs » ou d' « Eco-acteurs », relais de sensibilisation aux bonnes pratiques de navigation et de découverte des milieux naturels

b/ Mettre en avant l'Eco-Exemplarité des ports, se traduisant notamment par :

- La labellisation, à minima « pavillon bleu », à termes « Ports propres »
- La formation des agents des ports aux enjeux environnementaux, urbanistiques et touristiques
- L'inscription dans les règlements de port d'un volet environnement et éco-navigation
- L'incitation aux bonnes pratiques par la communication, les actions de sensibilisation, la tarification adaptée, la pratique d'achats durables
- La solidarité et l'insertion sociale

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Concession de service public pour la gestion et l'exploitation du Port Cap d'Agde, Port Ambonne et du Centre Nautique de la **Commune d'Agde**









Sous-Annexe D5
Plan de communication

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Sommaire

1. L'offre de service 3
2. Politique commerciale 4
3. Politique tarifaire 5

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

1. L'offre de service

Principes

Pour faire de la plaisance et des ports non plus la destination d'un loisir de passionnés, mais celle d'un loisir grand public, il est indispensable de faciliter l'accès à la pratique :

Il s'agit de :

- Développer les passerelles entre les différents loisirs nautiques : La porte d'entrée du nautisme est aujourd'hui multicanale. Le nouveau plaisancier peut y rentrer par le paddle ou la planche à voile, etc.
- Favoriser l'encadrement de la pratique : Comme le ski, la plaisance est un loisir qui exige une formation. Les gestionnaires de ports de plaisance le constatent quasi quotidiennement, les primo-accédants manquent cruellement d'accompagnement pour les premières utilisations de leur bateau (règles de sécurité et équipements de base, méthode d'appontement, etc.). C'est une source de frustration voire d'abandon de la pratique qui tend logiquement à augmenter le turnover des clients sur les ports. Ce manque d'accompagnement est également à l'origine d'une mauvaise image de la plaisance perçue comme un loisir compliqué voire dangereux. Le Centre Nautique de la Sodéal propose d'ores et déjà un accompagnement adapté à chaque génération, convivial, facile d'accès, dans l'air du temps.
- Se connecter aux plaisanciers : Comme nous l'avons présenté plus haut, les ports doivent se tourner vers leurs clients et s'adapter aux nouveaux modes de consommation. Il faut également permettre aux propriétaires de rester connecter avec leur bateau comme ils peuvent l'être avec leur maison ou leur voiture.
- Favoriser la structuration de l'écosystème des services plaisanciers : Souvent, le service aux plaisanciers n'est pas à la hauteur des attentes dans la mesure où les pratiques et les prix ne sont pas normalisés, notamment pour l'entretien du bateau. Les ports peuvent développer des services ou améliorer la qualité de l'existant en internalisant un certain nombre de savoir-faire. Ils doivent monétiser l'usage des bateaux et non plus uniquement le stockage.

Service de base

Aujourd'hui, les services suivants sont disponibles :

- Accès sanitaires 24h/24 ;
- Bornes eau-électricité aux pontons ;
- Aspiration des eaux usées ;
- Collecte des déchets ;
- Téléphone d'urgence ;
- WI FI gratuit ;
- Centre Nautique :
  - Organisation de régates, de stages multi sports nautiques,
  - Aide à la pratique : formation, encadrement et sécurisation de la pratique ;
- Evènements conviviaux ;
- Surveillance du plan d'eau 24h/24 ;

Certains de ces services doivent être renforcés, améliorés. D'autres services doivent être proposés.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

2. Politique commerciale

Notre politique commerciale consiste à identifier des leviers de croissance, et à les rendre prioritaires. Donc à fixer des objectifs en rapport avec ces leviers.

Le premier levier est l'optimisation de Port Cap d'Agde :

Comme l'a démontré l'analyse des fréquentations, certaines catégories s'effacent au profit de catégories supérieures. En effet, la tendance depuis quelques années est à l'annulation des postes de catégories 1 à 3 (0 à 8.00 m), alors que la demande des catégories 5 à 7 (11 à 15m) est en augmentation.

De plus, près du tiers du port est pourvu en postes de petites catégories. En incluant le quai du golf que nous ne proposons plus à la location - postes non sécurisés et sans fluides, environ 200 postes sont vides. 173 postes sont nécessaires pour les déplacements lors du Salon Nautique dans ces catégories. L'exigence des plaisanciers quant aux postes proposés pour les déplacements nous oblige à laisser libre à l'année autant de postes pourvus en fluides.

Ainsi, si la tendance à l'annulation des petites catégories se poursuit, la requalification des postes devient impérative. Un travail d'optimisation du port s'impose, nous permettant de répondre à cette demande qui se précise depuis environ 2 ans. Notre politique tarifaire sera réajustée.

Nous tenons à préciser que l'interférence de l'organisation du Salon Nautique d'Automne est loin d'être neutre sur la gestion du Port. Sa prise en compte est indispensable dans la réflexion de la stratégie de développement.

Dès lors, en sécurisant et alimentant en fluides le Quai du Golf, l'ensemble des bateaux moteurs pourraient être déplacé sur ce quai et permettrait un travail d'optimisation.

A titre d'exemple :

- L'optimisation des pontons du bassin IV génèrerait une augmentation annuelle du chiffre d'affaire (CA) de 161 235 € TTC.
  Avec la création de 45 postes pour les catégories comprises entre 11,01 à 13m. Cela répondrait à la situation économique du moment qui engendre une demande croissante dans des catégories allant de 9,50 à 15 m. à titre d'information, nous dénombrons en 2020, 352 demandes sur liste d'attente.
  Concernant l'hivernage, la demande a encore dépassé notre capacité d'accueil qui est de 16 postes. Nous avons pris 35 hivernages, 9 de plus que l'an dernier. Ce qui représente un vrai plus au chiffre d'affaire des passages. Une réflexion est à mener pour les années à venir.
- La création de 6 postes au Catway du Bassin IV apporterai une augmentation annuelle du CA de 7 482 € TTC.
- L'optimisation de Port Ambonne, par la création de nouveaux pontons, qui engendrerait une augmentation annuelle des recettes de 25 772 €.

Une solution qui engendrerait des investissements moins importants serait envisageable si nous trouvions un partenariat avec le Port à Sec. Il serait alors impératif de proposer de façon directive aux plaisanciers dont les bateaux ont les caractéristiques nécessaires au stationnement sur de telles structures d'y déplacer leur bateau.

Les trois autres leviers de croissance sont :

- La satisfaction client. Aujourd'hui, le niveau de satisfaction client n'est pas à son maximum, la Sodéal se donne pour but de le rehausser, moyennant un plan d'action visant la sensibilisation et la formation les agents du port. Cette satisfaction client est créatrice de valeur pour le port, et représente donc un levier prioritaire.
- La conjoncture actuelle entraine une recherche de montée en gamme par les plaisanciers.
  - Les clients de longue date sont en attente d'un port entretenu de façon permanente, avec un temps de réaction le plus court possible sur chaque intervention souhaitée.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

  - Les nouveaux prospects sont à la recherche de modernité facilitant leur quotidien.
  - Quant aux touristes, ils sont en recherche d'innovations en matière de loisirs nautiques.

- De plus, la conjoncture actuelle entraîne une recherche accrue de gains de productivité. Nous ne sommes plus dans la technicité, mais dans la pluridisciplinarité. Un entretien du port exemplaire est crucial. Un plan de formations doit être mis en place, permettant :
  - D'une part à nos agents d'évoluer,
  - D'autre part nous permettre d'offrir de nouveaux services dans des conditions optimales.

Nous redéfinirons le parcours client avec comme objectif d'attirer tous les types de consommateurs, y compris ceux qui ne souhaitent pas naviguer. Ces parcours s'appuieront sur des services innovants et l'écosystème de professionnels de la plaisance.

Nous souhaitons rappeler que les ports sont des écosystèmes complexes, avec des identités fortes. Ils sont par nature ancrés dans leur territoire. Notre stratégie commerciale s'appuie donc sur les réalités du marché de plaisance, du tourisme et de la culture locale.

Une stratégie de promotion détaillée pourra être définie lorsque le schéma directeur du port sur les 20 prochaines années aura été validé de manière définitive. Il est néanmoins possible d'affirmer que cette stratégie promotionnelle devra intégrer les grandes tendances de consommations qui se développent au sein de la plaisance et contribue à la transformer.

3. Politique tarifaire

Nous prévoyons de mettre à niveau notre grille tarifaire ; la fixation des tarifs respectant toujours le principe d'égalité de traitement entre les usagers des deux ports. Ainsi, les tarifs proposés sont homogénéisés sur les deux ports, et pour tous les types d'emplacement.

Nous proposerons, à la fin de chaque année, un projet de grille tarifaire pour l'année suivante. Les modulations tarifaires annuelles dépendront de plusieurs paramètres dont la nature pourra évoluer sur la durée de la concession :

- Trafic du port ;
- Environnement économique, environnemental, fiscal, juridique, social des ports de plaisance ;
- Dynamisme du marché de la plaisance en général ;
- Nombre et qualité de services proposés dans les ports ;
- Politiques tarifaires des ports alentours.

Considérant ce dernier point, nous avons procéder à une étude comparative des tarifs proposés sur différents ports, comme Canet et Leucate, avec les tarifs pratiqués actuellement sur Port Cap d'Agde :

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

CAP AGDE/CANET								/ Leucate	
ANNUEL 2021				2022		2022		ANNUEL 2021	
				INTERMED		HAUTE			
Catégorie	Largeur totale des postes à quais (box) (1)	Longueur MAXIMALE des bateaux susceptibles d'être accueillis par les postes à quai	TAXE ANNUELLE forfaitaire (2)	TAXE ANNUELLE forfaitaire (2)		TAXE ANNUELLE forfaitaire (2)			
			En € TTC	En € TTC	SURCOUT	En € TTC	SURCOUT	En € TTC	SURCOUT
I	2,5	5	1 204,53	1 204,53	0,00	1 204,53	0,00	1 204,53	0,00
II	3	6,5	1 612,36	1 612,36	0,00	1 612,36	0,00	1 612,36	0,00
III	3,5	8	1 987,27	1 987,27	0,00	1 987,27	0,00	1 987,27	0,00
IV	4	9,5	2 399,99	2 438,00	38,01	2 556,00	156,01	2 399,99	0,00
V	4,5	11	2 878,59	3 029,00	150,41	3 225,00	346,41	2 878,59	0,00
VI	5	13	3 493,11	3 768,00	274,89	3 900,00	406,89	3 493,11	0,00
VII	5,5	15	4 263,86	4 642,00	378,14	4 822,00	558,14	4 263,86	0,00
VIII	6	18	5 175,93	5 486,00	310,07	5 818,00	642,07	5 878,00	702,07
IX	7	24	6 759,71	7 483,00	723,29	9 152,00	2 392,29	8 334,00	1 574,29
	Au-delà par mètre supplémentaire		539,35	539,35		539,35			

Deux options sont possibles :

- Choix du tarif tranche haute :

TARIFS TRANCHE HAUTE					
Cat	Longueur	NB de Bateaux	Tarifs 2022	surcout	C.A bonifié
I	Moins de 5 M	45	1204,53	0	0,00
II	5,01 à 6,50 M	401	1612,36	0	0,00
III	6,51 à 8.00 M	519	1 987,27 €	0	0,00
IV	8.01 à 9,50 M	638	2 556,00 €	156,01	99534,38
V	9,51 à 11,00 M	522	3 225,00 €	346,41	180826,02
VI	11,01 à 13,00 M	405	3 900,00 €	406,89	164790,45
VII	13,01 à 15,00 M	147	4 822,00 €	558,14	82046,58
VIII	15,01 à 18,00 M	49	5 818,00 €	642,07	31461,43
IX	18,01 à 24,00 M	24	9 152,00 €	2392,29	57414,96
x	Au-delà de 24,00 M	9	539,35 €	2392,29	21530,61
CA Bonifié					637 604,43

- Choix du tarif tranche intermédiaire :

TARIF TRANCHE INTERMEDIAIRE					
Cat	Longueur	NB de Bateaux	Tarifs 2022	surcout	C.A bonifié
I	Moins de 5 M	45	1204,53	0	0,00
II	5,01 à 6,50 M	401	1612,36	0	0,00
III	6,51 à 8.00 M	519	1987,27	0	0,00
IV	8.01 à 9,50 M	638	2 438,00 €	38,01	24 250,38
V	9,51 à 11,00 M	522	3 029,00 €	150,41	78 514,02
VI	11,01 à 13,00 M	405	3 768,00 €	274,89	111 330,45
VII	13,01 à 15,00 M	147	4 642,00 €	378,14	55 586,58
VIII	15,01 à 18,00 M	49	5 486,00 €	310,07	15 193,43
IX	18,01 à 24,00 M	24	7 483,00 €	723,29	17 358,96
x	Au-delà de 24,00 M	9	539,35 €	723,29	6 509,61
CA Bonifié					308743,43

Nous optons, pour l'année 2022, de mettre en place la grille tarifaire ci-dessous, représentant un chiffre d'affaire bonifié de 308 743 € :

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Cat	Longueur	NB de Bateaux	Tarifs 2022
I	Moins de 5 M	45	1204,53
II	5,01 à 6,50 M	401	1612,36
III	6,51 à 8.00 M	519	1987,27
IV	8.01 à 9,50 M	638	2 438,00 €
V	9,51 à 11,00 M	522	3 029,00 €
VI	11,01 à 13,00 M	405	3 768,00 €
VII	13,01 à 15,00 M	147	4 642,00 €
VIII	15,01 à 18,00 M	49	5 486,00 €
IX	18,01 à 24,00 M	24	7 483,00 €
x	Au-delà de 24,00 M	9	539,35 €

AXES / ACTIONS	PROJETS	COÛT TOTAL (€ HT)
AXE 6	POLITIQUE COMMERCIALE	
		Intégré dans CEP "Publicité, publication, relation publique"

« C43 : préciser sur quels critères s'appuie le réajustement de la grille tarifaire ? »

Nous avons comparé notre grille tarifaire à celles de deux ports, Port Leucate et Port Canet en Roussillon ; deux ports se rapprochant le plus de Port Cap d'Agde.

Afin de garder toute proportion dans notre approche, nous avons retenu la grille tarifaire du Port de Canet en Roussillon.

Au regard des aménagements à venir de Port Cap d'Agde, nous adoptons notre grille tarifaire sur la base de la tranche intermédiaire, représentant environ 5% d'augmentation, soit un chiffre d'affaire annuel bonifié de : 308 743 €.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

PLAN DE COMMUNICATION

TOTAL des actions de communication (en EUROS HT constants - base mois remise offre)	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	Total	Moyenne
PORTS																							
RP, publications, publicité	22 000	22 000	22 000	22 000	22 000	22 000	22 000	22 000	22 000	22 000	22 000	22 000	22 000	22 000	22 000	22 000	22 000	22 000	22 000	22 000	22 000	462 000	*23 100,0*
CENTRE NAUTIQUE																							
organisation d'évènements, publications	20 000,0	20 000,0	20 000,0	20 000,0	20 000,0	20 000,0	20 000,0	20 000,0	20 000,0	20 000,0	20 000,0	20 000,0	20 000,0	20 000,0	20 000,0	20 000,0	20 000,0	20 000,0	20 000,0	20 000,0	20 000,0	420 000	*21 000,0*
MUTUALISE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Concession de service public pour la gestion et l'exploitation du Port Cap d'Agde, Port Ambonne et du Centre Nautique de la **Commune d'Agde**









Annexe E
Personnel

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Concession de service public pour la gestion et l'exploitation du Port Cap d'Agde, Port Ambonne et du Centre Nautique de la **Commune d'Agde**









Sous-Annexe E1
Données de personnel

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Concession de service public pour la gestion et l'exploitation du Port du Cap d'Agde, du Port d'Ambonne et du Centre Nautique de la Ville d'Agde

Liste des personnels repris

Nom	Prénom	Classification	Emploi	Type de contrat	H/an	Coef conv
ALLAUME	Hervé	AGT MAITRI	Responsable mécanicien	CDI	1820,04	280
ANGLES IBORRA	Jessica	OUV EMP	Agt accueil	CDI	910,00	170
AUBRIERE	Eric	AGT MAITRI	Agt portuaire soudeur	CDI	1820,04	225
BAUX	Jean-Marc	AGT MAITRI	Chef service électricité	CDI	1820,04	240
BOULET	Nicolas	OUV EMP	Agt port. magasinier/plong hyp	CDI	1820,04	215
BOURRIQUEL	Laurent	CADRES	Directeur du Centre nautique	CDI	1820,04	355
CAMBON	Loïc	AGT MAITRI	Agt portuaire électricien	CDI	1820,04	240
CATANZANO	Lionel	AGT MAITRI	Référent Port Ambonne	CDI	1820,04	265
COMBAS	Angèle	AGT MAITRI	Adjointe de direction portuair	CDI	1820,04	265
CRIADO	Patrick	OUV EMP	Agt portuaire	CDI	1820,04	205
DELHAY	Sébastien	OUV EMP	Agt portuaire magasinier	CDI	1820,04	215
D'ETTORE	Pascale	OUV EMP	Agt accueil	CDI	1820,04	194
D'ISANTO	Frédéric	OUV EMP	Agt portuaire de surveillance	CDI	1820,04	182
DUPLAN	Sylvie	OUV EMP	Secrétaire	CDI	1820,04	210
DURAND	Didier	OUV EMP	Agt port espaces verts / propr	CDI	1820,04	199
GAVINAUD	Christine	OUV EMP	Agt accueil	CDI	1820,04	187
GRADOLI	Florian	OUV EMP	Agt portuaire	CDI	1820,04	191
GRAS	Isabelle	AGT MAITRI	Responsable Capitainerie	CDI	1820,04	255
HARANGER	Christophe	OUV EMP	Agt surveillance et de sécurit	CDI	1820,04	182
HERNANDEZ	Fabrice	AGT MAITRI	Agt portuaire / plongeur hyp	CDI	1820,04	225
HERNANDEZ	Yannick	OUV EMP	Agt portuaire grutier	CDI	1820,04	190
HOUSEN	Antoine	OUV EMP	Moniteur de voile	CDI	1820,04	182
IBORRA	José	CADRES	Responsable Bat et Ctrl règlem	CDI	1820,04	315
IZA	Abdallah	OUV EMP	Agt portuaire de surveillance	CDI	1820,04	187
JALABERT	Christelle	AGT MAITRI	Ass dir marchés / formation	CDI	905,02	225
LAMBALLAIS	Alain	OUV EMP	Agt portuaire menuisier	CDI	1820,04	205
LAVINA	Julie	AGT MAITRI	Ass. Dir et Ass; Monitrice voi	CDI	1820,04	225
LEMEUR	Joanne	OUV EMP	Secrétaire	CDI	1820,04	191
MARTINEZ	Jennifer	OUV EMP	Agt entretien	CDI	1820,04	165
MATHE	Thierry	OUV EMP	Agt polyvalent	CDI	1820,04	192
MATHIEU	Philippe	OUV EMP	Agt port espaces verts / propr	CDI	1820,04	182
MAZEL	Eric	OUV EMP	Agt portuaire carburant	CDI	1820,04	200
MORENO	Benjamin	AGT MAITRI	Responsable surveillance	CDI	1820,04	265
MOTHES	Patrick	OUV EMP	Agt portuaire carburant	CDI	1820,04	200
OURAGHI	Mohammed	OUV EMP	Agt portuaire de surveillance	CDI	1820,04	182
PALUMBO	Jean-Marie	AGT MAITRI	Resp maintenance et Dev Portua	CDI	1820,04	275
PALUMBO	Jean-Luc	OUV EMP	Agt portuaire	CDI	1820,04	205
PALUNCO	Patrick	AGT MAITRI	Responsable entretien courant	CDI	1820,04	232
PAQUAY	Catherine	OUV EMP	Agt accueil	CDI	1820,04	170
PATRAC	Pauline	OUV EMP	Agt entretien & nettoyage	CDI	1820,04	165
PATRACH	David	OUV EMP	Agt portuaire	CDI	1820,04	205
PERRIN	Teddy	OUV EMP	Agt portuaire grutier	CDI	1820,04	205
PERRIN	Thierry	AGT MAITRI	Responsable grutage	CDI	1820,04	270
PEYRET	Frédéric	AGT MAITRI	Resp technique / Educ de voile	CDI	1820,04	230
POTEL-TOURNEMIRE	Guillaume	AGT MAITRI	Resp. pédagogique / Educ voil	CDI	1820,04	230
POUJOL	Stéphan	OUV EMP	Agt portuaire de surveillance	CDI	1820,04	182

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Nom	Prénom	Classification	Emploi	Type de contrat	H/an	Coef conv
POUJOL	Stéphanie	OUV EMP	Agt admin polyvalent	CDI	1820,04	170
RAVERAT	Carine	OUV EMP	Secrétaire	CDI	1820,04	182
RICHARD	Jean-Claude	OUV EMP	Agt portuaire Dechetterie	CDI	1820,04	200
ROUQUETTE	Laurent	OUV EMP	Agt portuaire	CDI	1820,04	215
RURIACK	Fabrice	AGT MAITRI	Responsable maintenance	CDI	1820,04	285
SAUTES-CAZAMIAN	Thibault	OUV EMP	Agt portuaire / plongeur hyp	CDI	1820,04	205
SCHUTT	Axel	OUV EMP	Agt portuaire de surveillance	CDI	1820,04	170
SPOLTI	Jean-Christophe	OUV EMP	Agt port espaces verts / propr	CDI	1820,04	182
TEULIE	Magalie	OUV EMP	Agt accueil	CDI	1820,04	182
THOMAS	Frédérique	AGT MAITRI	Comptable	CDI	1820,04	245
TRANI	Audrey	OUV EMP	Secrétaire polyvalente	CDI	1820,04	182
VALLES	Cyril	OUV EMP	Agt port espaces verts / propr	CDI	1820,04	182
VILLETTE	Marie-Josée	OUV EMP	Comptable port	CDI	1820,04	205
VOISIN	Eloïse	OUV EMP	Agt accueil & secrétariat	CDI	910,00	187
WAMBA	Nicolas	OUV EMP	Agt portuaire / plongeur hyp	CDI	1820,04	205
WATTRELOT	Thierry	OUV EMP	Agt portuaire de surveillance	CDI	1820,04	182
LOUBET	Charlie	OUV EMP	Moniteur de voile	CDD	1820,04	160
TRAMUTOLO	Christine	OUV EMPL	Aide comptable	CDD	1820,04	182

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

DONNEES DE PERSONNEL

Compte d'exploitation prévisionnel (en EUROS HT constants - base mois remise offre)		2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
TOTAL ETP		1 886 976,0	2 830 464,0	2 887 073,3	2 944 814,7	3 003 711,0	3 063 785,3	3 125 061,0	3 187 562,2	3 251 313,4	3 316 339,7	3 382 666,5	3 450 319,8
Direction													
	Ports	*40 021*	*60 031*	*61 232*	*62 456*	*63 705*	*64 979*	*66 279*	*67 605*	*68 957*	*70 336*	*71 743*	*73 177*
	Centre nautique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Mutualisé	*180 041*	*270 062*	*275 463*	*280 973*	*286 592*	*292 324*	*298 170*	*304 134*	*310 216*	*316 421*	*322 749*	*329 204*
gestion administrative				-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Ports	*111 885*	*167 827*	*171 184*	*174 607*	*178 099*	*181 661*	*185 295*	*189 000*	*192 780*	*196 636*	*200 569*	*204 580*
	Centre nautique	*41 905*	*62 857*	*64 114*	*65 396*	*66 704*	*68 038*	*69 399*	*70 787*	*72 203*	*73 647*	*75 120*	*76 622*
	Mutualisé	*104 056*	*156 084*	*159 206*	*162 390*	*165 638*	*168 950*	*172 329*	*175 776*	*179 291*	*182 877*	*186 535*	*190 266*
gestion technique			-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Ports	*1 311 219*	*1 966 829*	*2 006 166*	*2 046 289*	*2 087 215*	*2 128 959*	*2 171 538*	*2 214 969*	*2 259 268*	*2 304 454*	*2 350 543*	*2 397 554*
	Centre nautique	*97 849*	*146 774*	*149 709*	*152 704*	*155 758*	*158 873*	*162 050*	*165 291*	*168 597*	*171 969*	*175 409*	*178 917*
	Mutualisé												

TOTAL EFFECTIF		79,0	79,0	79,0	79,0	79,0	79,0	79,0	79,0	79,0	79,0	79,0	79,0
Direction													
	Ports	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*
	Centre nautique	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
	Mutualisé	*3*	*3*	*3*	*3*	*3*	*3*	*3*	*3*	*3*	*3*	*3*	*3*
gestion administrative													
	Ports	*9*	*9*	*9*	*9*	*9*	*9*	*9*	*9*	*9*	*9*	*9*	*9*
	Centre nautique	*2*	*2*	*2*	*2*	*2*	*2*	*2*	*2*	*2*	*2*	*2*	*2*
	Mutualisé	*6*	*6*	*6*	*6*	*6*	*6*	*6*	*6*	*6*	*6*	*6*	*6*
Autre à préciser													
	Ports	*55*	*55*	*55*	*55*	*55*	*55*	*55*	*55*	*55*	*55*	*55*	*55*
	Centre nautique	*3*	*3*	*3*	*3*	*3*	*3*	*3*	*3*	*3*	*3*	*3*	*3*
	Mutualisé												

TOTAL ETP		74,0	74,0	74,0	74,0	74,0	74,0	74,0	74,0	74,0	74,0	74,0	74,0
Permanents													
	Ports	*52*	*52*	*52*	*52*	*52*	*52*	*52*	*52*	*52*	*52*	*52*	*52*
	Centre nautique	*5*	*5*	*5*	*5*	*5*	*5*	*5*	*5*	*5*	*5*	*5*	*5*
	Mutualisé	*9*	*9*	*9*	*9*	*9*	*9*	*9*	*9*	*9*	*9*	*9*	*9*
Saisonniers													
	Ports	*6*	*6*	*6*	*6*	*6*	*6*	*6*	*6*	*6*	*6*	*6*	*6*
	Centre nautique	*2*	*2*	*2*	*2*	*2*	*2*	*2*	*2*	*2*	*2*	*2*	*2*
	Mutualisé												

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

DONNEES DE PERSONNEL

Compte d'exploitation prévisionnel (en EUROS HT constants - base mois remise offre)	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	Total	Moyenne
TOTAL ETP	3 519 326,2	3 589 712,7	3 661 507,0	3 734 737,1	3 809 431,9	3 885 620,5	3 963 332,9	4 042 599,6	1 347 533,2	67 883 888,1	3 232 566,1
Direction											
Ports	*74 641*	*76 134*	*77 656*	*79 210*	*80 794*	*82 410*	*84 058*	*85 739*	*28 580*	*1 439 742*	68 559,1
Centre nautique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mutualisé	*335 788*	*342 504*	*349 354*	*356 341*	*363 468*	*370 737*	*378 152*	*385 715*	*128 572*	*6 476 980*	308 427,6
gestion administrative	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ports	*208 672*	*212 845*	*217 102*	*221 444*	*225 873*	*230 391*	*234 998*	*239 698*	*79 899*	*4 025 047*	191 668,9
Centre nautique	*78 155*	*79 718*	*81 312*	*82 938*	*84 597*	*86 289*	*88 015*	*89 775*	*29 925*	*1 507 519*	71 786,6
Mutualisé	*194 071*	*197 952*	*201 911*	*205 950*	*210 069*	*214 270*	*218 555*	*222 926*	*74 309*	*3 743 411*	178 257,6
gestion technique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ports	*2 445 505*	*2 494 415*	*2 544 303*	*2 595 189*	*2 647 093*	*2 700 035*	*2 754 035*	*2 809 116*	*936 372*	*47 171 064*	2 246 241,2
Centre nautique	*182 495*	*186 145*	*189 868*	*193 665*	*197 538*	*201 489*	*205 519*	*209 629*	*69 876*	*3 520 126*	167 625,0
Mutualisé											
TOTAL EFFECTIF	79,0	79,0	79,0	79,0	79,0	79,0	79,0	79,0	79,0	1 659,0	79,0
Direction											
Ports	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*	*21*	1
Centre nautique	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	-	-
Mutualisé	*3*	*3*	*3*	*3*	*3*	*3*	*3*	*3*	*3*	*63*	3
gestion administrative										-	-
Ports	*9*	*9*	*9*	*9*	*9*	*9*	*9*	*9*	*9*	*189*	9
Centre nautique	*2*	*2*	*2*	*2*	*2*	*2*	*2*	*2*	*2*	*42*	2
Mutualisé	*6*	*6*	*6*	*6*	*6*	*6*	*6*	*6*	*6*	*126*	6
Autre à préciser										-	-
Ports	*55*	*55*	*55*	*55*	*55*	*55*	*55*	*55*	*55*	*1 155*	55
Centre nautique	*3*	*3*	*3*	*3*	*3*	*3*	*3*	*3*	*3*	*63*	3
Mutualisé											
TOTAL ETP	74,0	74,0	74,0	74,0	74,0	74,0	74,0	74,0	74,0	1 554,0	74,0
Permanents											
Ports	*52*	*52*	*52*	*52*	*52*	*52*	*52*	*52*	*52*	*1 092*	52,0
Centre nautique	*5*	*5*	*5*	*5*	*5*	*5*	*5*	*5*	*5*	*105*	5,0
Mutualisé	*9*	*9*	*9*	*9*	*9*	*9*	*9*	*9*	*9*	*189*	9,0
Saisonniers										-	-
Ports	*6*	*6*	*6*	*6*	*6*	*6*	*6*	*6*	*6*	*126*	6,0
Centre nautique	*2*	*2*	*2*	*2*	*2*	*2*	*2*	*2*	*2*	*42*	2,0
Mutualisé											

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Concession de service public pour la gestion et l'exploitation du Port Cap d'Agde, Port Ambonne et du Centre Nautique de la **Commune d'Agde**









Sous-Annexe E2
Organigramme & Gestion du personnel

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

En préambule, nous souhaitons aborder l'organisation et les moyens d'accueil permettant d'optimiser la gestion du site et le service aux plaisanciers.

Afin d'optimiser la gestion du site et le service aux plaisanciers à tout moment, en présence ou non de personnel sur le site, il pourra être envisagé :

- Une communication régulière avec les clients par le biais de mailings ou d'envois de sms grâce à notre logiciel de gestion ;
- L'accès à toutes les informations pratiques du port sur une page internet dédiée :
  - Les actualités du port ;
  - La météo ;
  - La webcam en direct ;
  - La rubrique « timelapse » : vidéo accélérée des dernières 24h des ports. D'après notre expérience, les plaisanciers sont très attentifs à ce type de services ;
  - Les informations diverses sur les équipements, tarifs ;
  - La possibilité de demander un devis en ligne ; une fois le formulaire rempli, il sera directement envoyé dans le module « suivi des prospects » de notre logiciel de gestion.
- Un partenariat avec l'Office de Tourisme pour relayer toutes les informations relatives au port à l'Office de Tourisme, en échange de la promotion des activités locales au port (par voie d'affichage, communication par le personnel, flyers disponibles à la capitainerie, etc.)
- L'affichage de différents numéros à l'extérieur de la capitainerie : numéro d'urgence, de la capitainerie, de l'Office de Tourisme, du standard téléphonique de la Sodéal, etc.

Les moyens en personnel de la SODEAL :

La structure fonctionne à l'année avec 63 salariés en CDI dont 2 à temps partiel. On recense 4 cadres, 19 agents de maîtrise et 40 ouvriers-employés.
Le personnel en CDD (hors saison estivale) est au nombre de 3 : un apprenti, un agent portuaire grutier et une aide comptable. Tous trois à temps plein.

En renfort, pendant les mois de saison estivale, on dénombre 16 personnes à temps plein représentant un total de 61 mois de travail.

Parmi les 63 personnes présentes à l'année, la répartition est la suivante :
L'Equipe des ports, composée du :

Personnel chargé de l'administration générale :
- 1 Directeur Général
- 1 Directeur Administratif et Financier
- 1 Directeur des Affaires Juridiques
- 1 Responsable Ressources Humaines
- 1 Responsable informatique
- 1 Comptable
- 1 Gestionnaire de paie

Le directeur des ports partant à la retraite, sera nommé à compter du mois d'avril 2021, le directeur actuel du centre nautique, prenant la direction à la fois des ports et du Centre Nautique.

Personnel chargé de la gestion administrative et technique des ports :
- 1 Adjointe de Direction portuaire
- 1 Responsable Capitainerie
- 1 Responsable Agent portuaire (maintenance, entretien courant et développement portuaire)
- 1 Agent d'accueil
- 1 Agent administratif polyvalent
- 1 Secrétaire
- 1 Comptable
- 2 Agents d'entretien et de nettoyage des locaux
- 5 Agents de propreté et espaces verts

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

- 1 Agent portuaire déchetterie
- 1 Agent portuaire carburant
- 9 Agents portuaire polyvalent (dont 3 plongeurs hyperbare, 1 menuisier et 1 soudeur)
- 2 Agents portuaire magasinier (dont 1 plongeur hyperbare)
- 2 Agents portuaire électricien
- 1 Agent référent Port Ambonne
- 3 Agents portuaire grutier (dont 1) responsable

Personnel chargé de la surveillance :

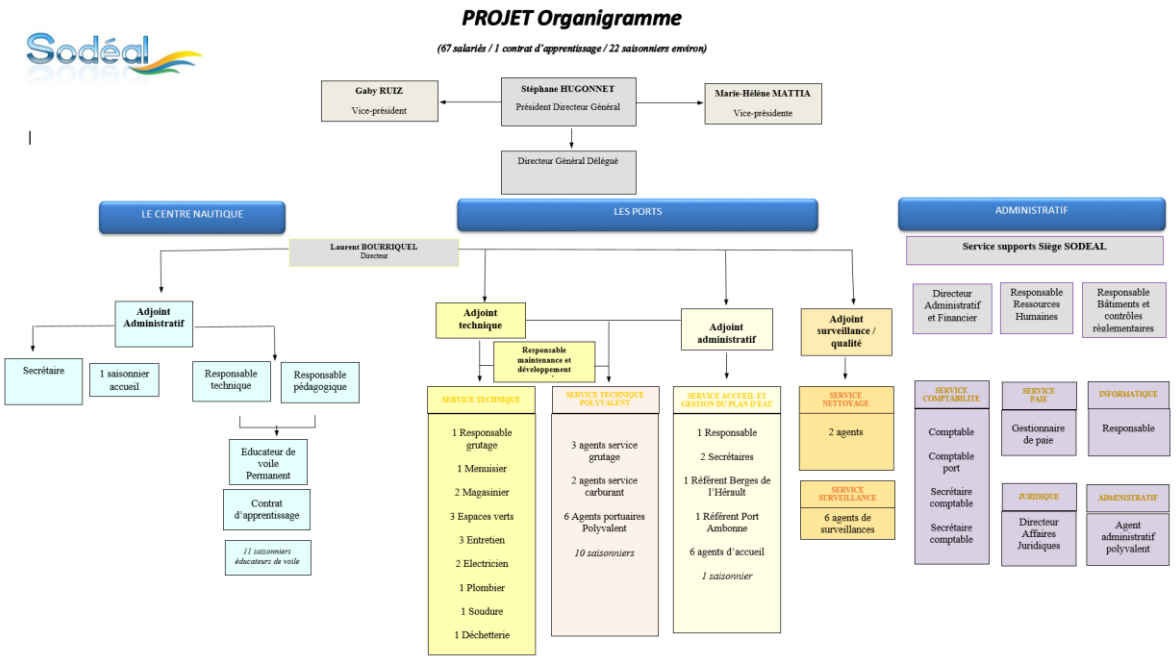
- 1 Responsable surveillance
- 6 Agents de surveillance

L'Equipe du Centre Nautique, chargée de la gestion administrative et technique du centre nautique, composée de :

- 1 Assistante de Direction
- 1 Secrétaire / Agent d'accueil
- 3 Moniteurs de voile (dont 1 responsable technique et 1 responsable pédagogique)

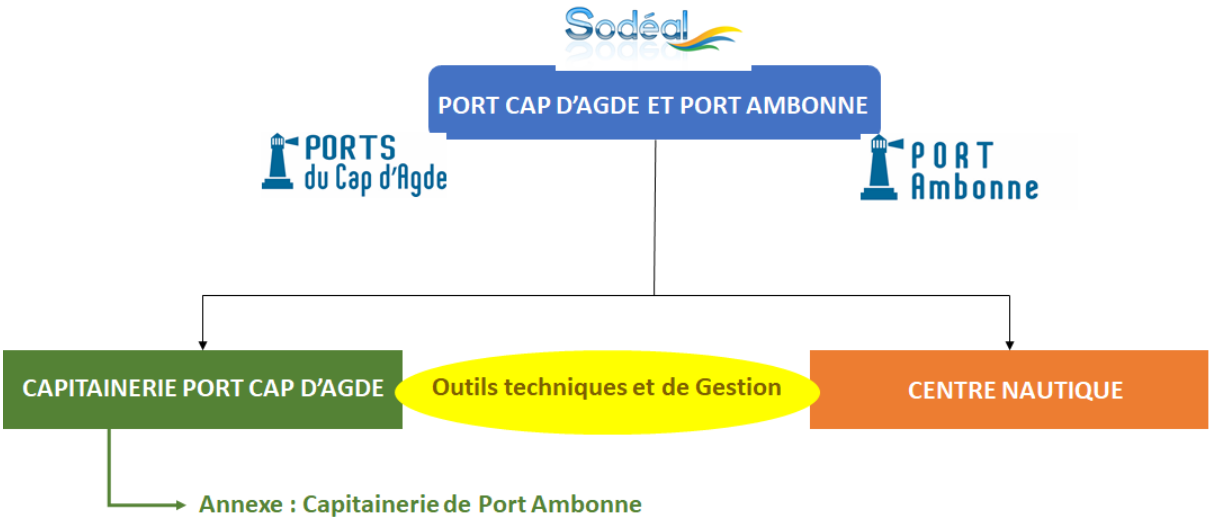
En saison : 10 moniteurs diplômés complètent l'équipe d'encadrement.

A noter que la majeure partie des agents portuaires est polyvalente dans les tâches propres à la gestion d'un port de plaisance.



La nomination d'un Directeur en charge des Ports et du Centre Nautique va permettre à la Sodéal de mutualiser davantage et de manière uniforme toutes ses équipes, et ainsi, partager la vision suivante :

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC



⇨ La Capitainerie et le Centre Nautique comme outils des Ports.

La Sodéal ne prévoit aucune nouvelle embauche, ni remplacement en cas de départ à la retraite.

« Mettre en cohérence l'offre (63 etp) avec le CEP qui semble indiquer qu'il y a 84 etp prévus au total. »
Le CEP fait apparaître 74 ETP.

Calendrier	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41
Nb de Places occupées	3500	3500	3500	3500	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3600	3700	3700	3700	3700	3700	3700	3700	3700	3700	3700
Places / ETP	47	47	47	47	49	49	49	49	49	49	49	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50

Actuellement, nous comptons 47 places pour 1 ETP. Or, dans la plupart des ports, la moyenne est de 100 places pour 1 ETP. La SODEAL doit tendre vers la qualité. Sa liste des attendus est la suivante :

- Améliorer son efficacité,
- Renforcer sa productivité,
- Améliorer le niveau de satisfaction des clients tout en maintenant un bon climat social.

Cela nécessite un dirigeant impliqué dans la démarche. Le nouveau directeur bicéphale mis en place sera le garant du bon fonctionnement, conscient qu'il est de son ressort d'impulser une démarche, d'impliquer ses collaborateurs dans leur travail.

Tout en ayant une démarche axée sur :

- Prévention des risques ;
- Activités managériales :
  - Manager l'équipe,
  - Définir les objectifs des collaborateurs,
  - Répartir les tâches et assurer l'organisation du service,
  - Animer et organiser les réunions internes,
  - Procéder aux entretiens annuels et fixer les objectifs à atteindre,
  - Repérer et définir les besoins en formation des collaborateurs,
  - Coordonner les activités.

De plus, Les besoins évoluent avec ceux des clients et ceux du marché. Certaines compétences doivent être renforcées.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

La formation permanente est l'un des moyens. Suivre une formation doit se traduire, pour le salarié de retour dans l'entreprise, par une modification de son poste, par un élargissement de son champ d'intervention. Au besoin, en transférant sur d'autres certaines de ses activés. Ce transfert suppose, par conséquent, une redéfinition de l'ensemble des postes de l'équipe.

Ainsi, la Sodéal prend l'engagement de :

⇨ Renforcer les compétences
⇨ Tendre vers la qualité

Quant à sa politique générale de gestion du personnel, en matière de :

- Carrière,
- Rémunération,
- Formation et d'évolution professionnelle,
- Egalité femme/homme,
- Insertion dans l'emploi de publics prioritaires,

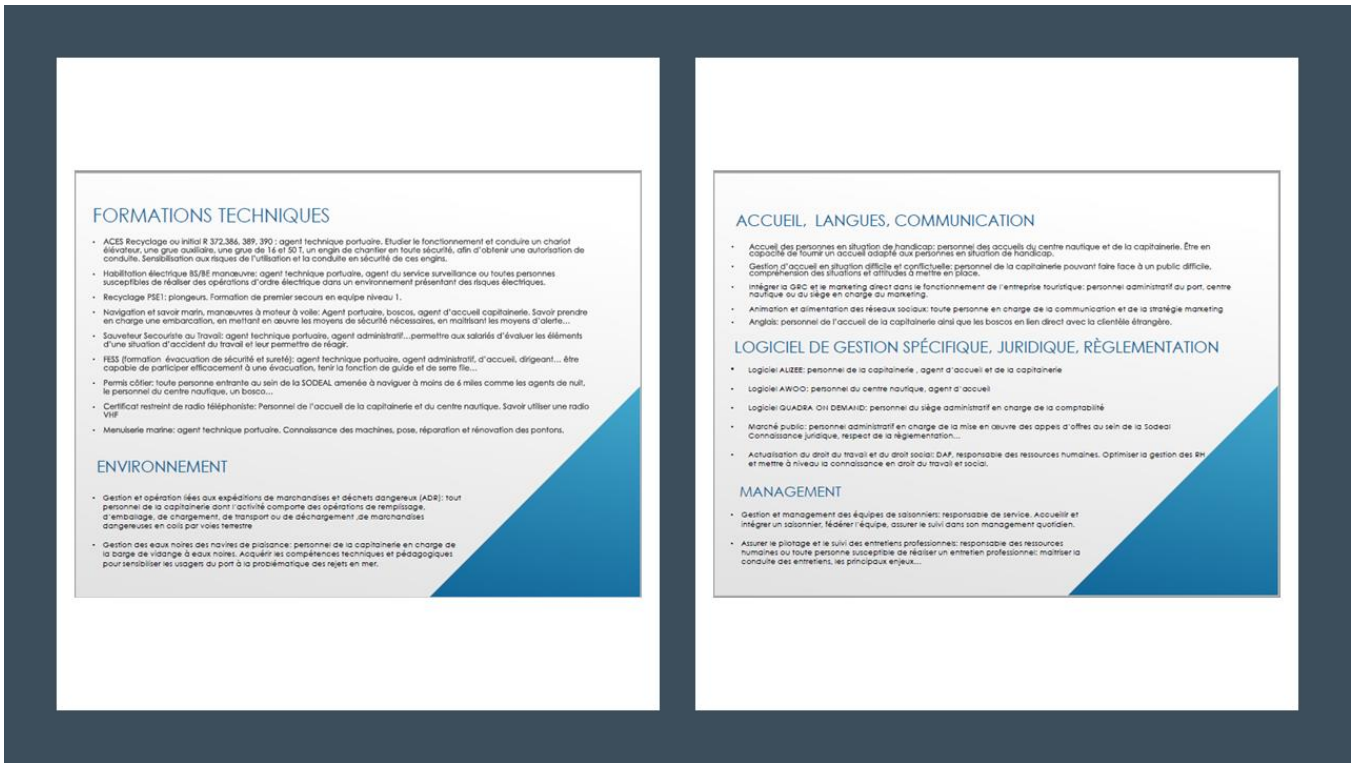
la Sodéal est régie par la convention collective nationale du 8 mars 2012, des personnels des ports de plaisance qui stipule notamment en son Titre III. Conditions d'emploi – Chapitre 3. Egalité professionnelle – Egalité de traitement :

- Accès à l'emploi des salariés handicapés,
- Emploi des seniors,
- Egalité professionnelle entre les hommes et les femmes

Les formations proposées porteront sur :

- Accueil, langues, communication
- Logiciel de gestion spécifique, juridique, règlementation
- Management
- Formations techniques : sécurité, autorisation de conduite, habilitation électrique, …
- Environnement.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC



Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Concession de service public pour la gestion et l'exploitation du Port Cap d'Agde, Port Ambonne et du Centre Nautique de la **Commune d'Agde**









Annexe F
Eléments financiers

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Concession de service public pour la gestion et l'exploitation du Port Cap d'Agde, Port Ambonne et du Centre Nautique de la **Commune d'Agde**









Sous-Annexe F1
CEP des Ports, du Centre Nautique & consolidé

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

COMPTE D'EXPLOITATION PREVISIONNEL DES PORTS

Compte d'exploitation prévisionnel (en EUROS HT constants - base mois remise offre)	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031
Total des produits d'exploitation	6 293 067	9 439 600	9 463 780	9 482 380	9 482 380	9 482 380	9 482 380	9 482 380	9 482 380	9 482 380	9 482 380
Total Chiffre d'affaires	**6 069 733**	**9 104 600**	**9 128 780**	**9 147 380**	**9 147 380**	**9 147 380**	**9 147 380**	**9 147 380**	**9 147 380**	**9 147 380**	**9 147 380**
Total Chiffre d'affaires	**6 069 733**	**9 104 600**	**9 128 780**	**9 147 380**	**9 147 380**	**9 147 380**	**9 147 380**	**9 147 380**	**9 147 380**	**9 147 380**	**9 147 380**
Ventes de marchandises	**682 667**	**1 024 000**	**1 024 000**	**1 024 000**	**1 024 000**	**1 024 000**	**1 024 000**	**1 024 000**	**1 024 000**	**1 024 000**	**1 024 000**
Carburant	682 667	1 024 000	1 024 000	1 024 000	1 024 000	1 024 000	1 024 000	1 024 000	1 024 000	1 024 000	1 024 000
Prestations de service	**5 017 000**	**7 525 500**	**7 549 680**	**7 568 280**	**7 568 280**	**7 568 280**	**7 568 280**	**7 568 280**	**7 568 280**	**7 568 280**	**7 568 280**
Abonnements annuels	4 231 333	6 347 000	6 347 000	6 347 000	6 347 000	6 347 000	6 347 000	6 347 000	6 347 000	6 347 000	6 347 000
Escale	593	890	890	890	890	890	890	890	890	890	890
Passages ports	240 533	360 800	360 800	360 800	360 800	360 800	360 800	360 800	360 800	360 800	360 800
Manutention	240 000	360 000	360 000	360 000	360 000	360 000	360 000	360 000	360 000	360 000	360 000
Droits de quai	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Surveillance bateaux	3 687	5 530	5 530	5 530	5 530	5 530	5 530	5 530	5 530	5 530	5 530
Remorquage	2 307	3 460	3 460	3 460	3 460	3 460	3 460	3 460	3 460	3 460	3 460
Marinas	159 080	238 620	262 800	281 400	281 400	281 400	281 400	281 400	281 400	281 400	281 400
Eco-participation	139 467	209 200	209 200	209 200	209 200	209 200	209 200	209 200	209 200	209 200	209 200
Activités annexes	**370 067**	**555 100**	**555 100**	**555 100**	**555 100**	**555 100**	**555 100**	**555 100**	**555 100**	**555 100**	**555 100**
Vie à bord	12 000	18 000	18 000	18 000	18 000	18 000	18 000	18 000	18 000	18 000	18 000
Occupation domaine	62 867	94 300	94 300	94 300	94 300	94 300	94 300	94 300	94 300	94 300	94 300
Locaux portuaires	19 533	29 300	29 300	29 300	29 300	29 300	29 300	29 300	29 300	29 300	29 300
Terrasses	200 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000
Parc stationnement	11 000	16 500	16 500	16 500	16 500	16 500	16 500	16 500	16 500	16 500	16 500
Clubs et associations	34 000	51 000	51 000	51 000	51 000	51 000	51 000	51 000	51 000	51 000	51 000
autres	30 667	46 000	46 000	46 000	46 000	46 000	46 000	46 000	46 000	46 000	46 000
Total Reprises sur provisions	**223 333**	**335 000**	**335 000**	**335 000**	**335 000**	**335 000**	**335 000**	**335 000**	**335 000**	**335 000**	**335 000**
Reprises sur provisions et transferts de charges	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Reprise sur provision GER	223 333	335 000	335 000	335 000	335 000	335 000	335 000	335 000	335 000	335 000	335 000
Total Autres produits	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**		

Total des charges d'exploitation	5 302 467	8 098 384	8 411 337	8 507 185	8 600 455	8 725 182	8 764 618	8 796 010	8 808 997	8 827 835	8 853 790
Total Achats et charges externes	**1 914 793**	**2 871 190**	**2 938 408**	**2 915 900**	**2 910 000**	**2 910 000**	**2 910 000**	**2 910 000**	**2 910 000**	**2 910 000**	**2 910 000**
Fluides (eau, électricité, gaz, etc.)	728 000	1 092 000	1 092 000	1 092 000	1 092 000	1 092 000	1 092 000	1 092 000	1 092 000	1 092 000	1 092 000
Matériel et fournitures	145 333	218 000	218 000	218 000	218 000	218 000	218 000	218 000	218 000	218 000	218 000
[autre -à détailler]											
Sous-total Achats	**873 333**	**1 310 000**	**1 310 000**	**1 310 000**	**1 310 000**	**1 310 000**	**1 310 000**	**1 310 000**	**1 310 000**	**1 310 000**	**1 310 000**
Sous-traitance générale	50 667	76 000	76 000	76 000	76 000	76 000	76 000	76 000	76 000	76 000	76 000
Redevances de crédit-bail et locations	94 127	141 190	208 408	185 900	180 000	180 000	180 000	180 000	180 000	180 000	180 000
Entretien et maintenance courante	266 667	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000
Etudes et recherches	-										
Documentation générale											
Frais de déplacements, séminaires, conf.											
Sous-total Services extérieurs	**411 460**	**617 190**	**684 408**	**661 900**	**656 000**	**656 000**	**656 000**	**656 000**	**656 000**	**656 000**	**656 000**
Personnel intérimaire	-										
Personnel détaché ou prêté	-										
Honoraires	53 333	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000
Publicité, publications, relations publiques	22 000	33 000	33 000	33 000	33 000	33 000	33 000	33 000	33 000	33 000	33 000
Transports de biens et transports collectifs du personnel	-										
Déplacements, missions, réceptions	8 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000
Frais postaux et de télécommunication	40 000	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000
Services bancaires et assimilés	10 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000
Concours divers	13 333	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000
intérêts emprunts	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
redevance mairie	433 333	650 000	650 000	650 000	650 000	650 000	650 000	650 000	650 000	650 000	650 000
assurances	50 000	74 000	74 000	74 000	74 000	74 000	74 000	74 000	74 000	74 000	74 000
Sous-total Autres services extérieurs	**630 000**	**944 000**	**944 000**	**944 000**	**944 000**	**944 000**	**944 000**	**944 000**	**944 000**	**944 000**	**944 000**

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

COMPTE D'EXPLOITATION PREVISIONNEL DES PORTS

Compte d'exploitation prévisionnel (en EUROS HT constants - base mois remise offre)	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031
Total Impôts et taxes	**563 223**	**844 835**	**844 835**	**844 835**	**844 835**	**844 835**	**844 835**	**844 835**	**844 835**	**844 835**	**844 835**
Impôts et taxes sur rémunération	45 428	68 142	68 142	68 142	68 142	68 142	68 142	68 142	68 142	68 142	68 142
Impôts et taxes autres	517 795	776 693	776 693	776 693	776 693	776 693	776 693	776 693	776 693	776 693	776 693
Total Charges de personnel	**2 533 472**	**3 800 208**	**3 800 208**	**3 800 208**	**3 800 208**	**3 800 208**	**3 800 208**	**3 800 208**	**3 800 208**	**3 800 208**	**3 800 208**
Salaires et traitements	1 747 222	2 620 833	2 620 833	2 620 833	2 620 833	2 620 833	2 620 833	2 620 833	2 620 833	2 620 833	2 620 833
Charges sociales	786 250	1 179 375	1 179 375	1 179 375	1 179 375	1 179 375	1 179 375	1 179 375	1 179 375	1 179 375	1 179 375
Total Dotations aux amortissements et provisions	**290 979**	**582 151**	**827 887**	**946 243**	**1 045 413**	**1 170 140**	**1 209 576**	**1 240 968**	**1 253 955**	**1 272 793**	**1 298 748**
Sur immo : Dotations aux amortissements sur immobilisations	67 646	247 151	492 887	611 243	710 413	835 140	874 576	905 968	918 955	937 793	963 748
Sur immo : Dotations aux provisions (GER)	223 333	335 000	335 000	335 000	335 000	335 000	335 000	335 000	335 000	335 000	335 000
Sur actif circulant : Dotations aux provisions pour risques et charges (hors GER) [autre -à détailler]	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
résultat exploitation	990 599	1 341 216	1 052 443	975 195	881 925	757 198	717 762	686 370	673 383	654 545	628 590
produits exceptionnels											
intérêts des emprunts	7 857	64 326	82 228	97 446	134 887	170 463	177 137	189 468	202 247	205 592	213 039
résultat financier	- 7 857	- 64 326	- 82 228	- 97 446	- 134 887	- 170 463	- 177 137	- 189 468	- 202 247	- 205 592	- 213 039
résultat avant impôts	982 742	1 276 891	970 215	877 749	747 038	586 735	540 625	496 902	471 135	448 953	415 551

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

COMPTE D'EXPLOITATION PREVISIONNEL DES PORTS

Compte d'exploitation prévisionnel (en EUROS HT constants - base mois remise offre)	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	Total	Moyenne
Total des produits d'exploitation	9 482 380	9 482 380	9 482 380	9 482 380	9 482 380	9 482 380	9 482 380	9 482 380	9 482 380	3 160 793	189 557 700	9 477 885
Total Chiffre d'affaires	**9 147 380**	**9 147 380**	**9 147 380**	**9 147 380**	**9 147 380**	**9 147 380**	**9 147 380**	**9 147 380**	**9 147 380**	**3 049 127**	**182 857 700**	**9 142 885**
Total Chiffre d'affaires	**9 147 380**	**9 147 380**	**9 147 380**	**9 147 380**	**9 147 380**	**9 147 380**	**9 147 380**	**9 147 380**	**9 147 380**	**3 049 127**	**182 857 700**	**9 142 885**
Ventes de marchandises	**1 024 000**	**1 024 000**	**1 024 000**	**1 024 000**	**1 024 000**	**1 024 000**	**1 024 000**	**1 024 000**	**1 024 000**	**341 333**		
Carburant	1 024 000	1 024 000	1 024 000	1 024 000	1 024 000	1 024 000	1 024 000	1 024 000	1 024 000	341 333	20 480 000	1 024 000
Prestations de service	**7 568 280**	**7 568 280**	**7 568 280**	**7 568 280**	**7 568 280**	**7 568 280**	**7 568 280**	**7 568 280**	**7 568 280**	**2 522 760**	**151 275 700**	**7 563 785**
Abonnements annuels	6 347 000	6 347 000	6 347 000	6 347 000	6 347 000	6 347 000	6 347 000	6 347 000	6 347 000	2 115 667	6 347 000	317 350
Escale	890	890	890	890	890	890	890	890	890	297	17 800	890
Passages ports	360 800	360 800	360 800	360 800	360 800	360 800	360 800	360 800	360 800	120 267	7 216 000	360 800
Manutention	360 000	360 000	360 000	360 000	360 000	360 000	360 000	360 000	360 000	120 000	7 200 000	360 000
Droits de quai	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Surveillance bateaux	5 530	5 530	5 530	5 530	5 530	5 530	5 530	5 530	5 530	1 843	110 600	5 530
Remorquage	3 460	3 460	3 460	3 460	3 460	3 460	3 460	3 460	3 460	1 153	69 200	3 460
Marinas	281 400	281 400	281 400	281 400	281 400	281 400	281 400	281 400	281 400	93 800	5 538 100	276 905
Eco-participation	209 200	209 200	209 200	209 200	209 200	209 200	209 200	209 200	209 200	69 733	4 184 000	209 200
Activités annexes	**555 100**	**555 100**	**555 100**	**555 100**	**555 100**	**555 100**	**555 100**	**555 100**	**555 100**	**185 033**	**11 102 000**	**555 100**
Vie à bord	18 000	18 000	18 000	18 000	18 000	18 000	18 000	18 000	18 000	6 000	360 000	18 000
Occupation domaine	94 300	94 300	94 300	94 300	94 300	94 300	94 300	94 300	94 300	31 433	1 886 000	94 300
Locaux portuaires	29 300	29 300	29 300	29 300	29 300	29 300	29 300	29 300	29 300	9 767	586 000	29 300
Terrasses	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	100 000	6 000 000	300 000
Parc stationnement	16 500	16 500	16 500	16 500	16 500	16 500	16 500	16 500	16 500	5 500	330 000	16 500
Clubs et associations	51 000	51 000	51 000	51 000	51 000	51 000	51 000	51 000	51 000	17 000	1 020 000	51 000
autres	46 000	46 000	46 000	46 000	46 000	46 000	46 000	46 000	46 000	15 333	920 000	46 000
Total Reprises sur provisions	**335 000**	**335 000**	**335 000**	**335 000**	**335 000**	**335 000**	**335 000**	**335 000**	**335 000**	**111 667**	**6 700 000**	**335 000**
Reprises sur provisions et transferts de charges	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Reprise sur provision GER	335 000	335 000	335 000	335 000	335 000	335 000	335 000	335 000	335 000	111 667	6 700 000	335 000
Total Autres produits										**-**	**-**	**-**
											-	-
Total des charges d'exploitation	8 854 079	8 852 513	8 844 865	8 837 197	8 844 761	8 854 387	8 849 991	8 843 887	8 855 369	2 950 005	174 283 312	8 714 166
Total Achats et charges externes	**2 910 000**	**2 910 000**	**2 910 000**	**2 910 000**	**2 910 000**	**2 910 000**	**2 910 000**	**2 910 000**	**2 910 000**	**970 000**	**58 170 291**	**2 908 515**
Fluides (eau, électricité, gaz, etc.)	1 092 000	1 092 000	1 092 000	1 092 000	1 092 000	1 092 000	1 092 000	1 092 000	1 092 000	364 000	21 840 000	1 092 000
Matériel et fournitures	218 000	218 000	218 000	218 000	218 000	218 000	218 000	218 000	218 000	72 667	4 360 000	218 000
[autre -à détailler]											-	-
Sous-total Achats	**1 310 000**	**1 310 000**	**1 310 000**	**1 310 000**	**1 310 000**	**1 310 000**	**1 310 000**	**1 310 000**	**1 310 000**	**436 667**	**26 200 000**	**1 310 000**
Sous-traitance générale	76 000	76 000	76 000	76 000	76 000	76 000	76 000	76 000	76 000	25 333	1 520 000	76 000
Redevances de crédit-bail et locations	180 000	180 000	180 000	180 000	180 000	180 000	180 000	180 000	180 000	60 000	3 569 625	178 481
Entretien et maintenance courante	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000	133 333	8 000 000	400 000
Etudes et recherches											-	-
Documentation générale											-	-
Frais de déplacements, séminaires, conf.											-	-
Sous-total Services extérieurs	**656 000**	**656 000**	**656 000**	**656 000**	**656 000**	**656 000**	**656 000**	**656 000**	**656 000**	**218 667**	**13 089 625**	**654 481**
Personnel intérimaire											-	-
Personnel détaché ou prêté											-	-
Honoraires	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	26 667	1 600 000	80 000
Publicité, publications, relations publiques	33 000	33 000	33 000	33 000	33 000	33 000	33 000	33 000	33 000	11 000	660 000	33 000
Transports de biens et transports collectifs du personnel										-	-	-
Déplacements, missions, réceptions	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	4 000	240 000	12 000
Frais postaux et de télécommunication	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000	20 000	1 200 000	60 000
Services bancaires et assimilés	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	5 000	300 000	15 000
Concours divers	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	6 667	400 000	20 000
intérêts emprunts	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
redevance mairie	650 000	650 000	650 000	650 000	650 000	650 000	650 000	650 000	650 000	216 667	13 000 000	650 000
assurances	74 000	74 000	74 000	74 000	74 000	74 000	74 000	74 000	74 000	24 667	1 480 667	74 033
Sous-total Autres services extérieurs	**944 000**	**944 000**	**944 000**	**944 000**	**944 000**	**944 000**	**944 000**	**944 000**	**944 000**	**314 667**	**18 880 667**	**944 033**

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

COMPTE D'EXPLOITATION PREVISIONNEL DES PORTS

Compte d'exploitation prévisionnel (en EUROS HT constants - base mois remise offre)	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	Total	Moyenne
Total Impôts et taxes	**844 835**	**844 835**	**844 835**	**844 835**	**844 835**	**844 835**	**844 835**	**844 835**	**844 835**	**281 612**	**16 896 693**	**844 835**
Impôts et taxes sur rémunération	68 142	68 142	68 142	68 142	68 142	68 142	68 142	68 142	68 142	22 714	1 362 833	68 142
Impôts et taxes autres	776 693	776 693	776 693	776 693	776 693	776 693	776 693	776 693	776 693	258 898	15 533 860	776 693
											-	-
Total Charges de personnel	**3 800 208**	**3 800 208**	**3 800 208**	**3 800 208**	**3 800 208**	**3 800 208**	**3 800 208**	**3 800 208**	**3 800 208**	**1 266 736**	**76 004 157**	**3 800 208**
Salaires et traitements	2 620 833	2 620 833	2 620 833	2 620 833	2 620 833	2 620 833	2 620 833	2 620 833	2 620 833	873 611	52 416 660	2 620 833
Charges sociales	1 179 375	1 179 375	1 179 375	1 179 375	1 179 375	1 179 375	1 179 375	1 179 375	1 179 375	393 125	23 587 497	1 179 375
											-	-
Total Dotations aux amortissements et provisions	**1 299 037**	**1 297 470**	**1 289 822**	**1 282 154**	**1 289 718**	**1 299 344**	**1 294 948**	**1 288 844**	**1 300 326**	**431 657**	**23 212 170**	**1 160 609**
Sur immo : Dotations aux amortissements sur immobilisations	964 037	962 470	954 822	947 154	954 718	964 344	959 948	953 844	965 326	319 991	16 512 170	825 609
Sur immo : Dotations aux provisions (GER)	335 000	335 000	335 000	335 000	335 000	335 000	335 000	335 000	335 000	111 667	6 700 000	335 000
Sur actif circulant : Dotations aux provisions pour risques et charges (hors GER)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
[autre -à détailler]											-	-
											-	-
résultat exploitation	628 301	629 867	637 515	645 183	637 619	627 993	632 389	638 493	627 011	210 788	15 274 388	763 719
											-	-
produits exceptionnels											-	-
intérêts des emprunts	216 384	220 608	222 528	227 205	222 119	169 082	99 404	86 606	52 918	16 678	3 078 220	153 911
résultat financier	- 216 384	- 220 608	- 222 528	- 227 205	- 222 119	- 169 082	- 99 404	- 86 606	- 52 918	- 16 678	- 3 078 220	- 153 911
											-	-
résultat avant impôts	411 917	409 259	414 988	417 978	415 501	458 912	532 986	551 887	574 094	194 111	12 196 168	609 808

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

COMPTE D'EXPLOITATION PREVISIONNEL DU CENTRE NAUTIQUE

Compte d'exploitation prévisionnel (en EUROS HT constants - base mois remise offre)	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031
Total des produits d'exploitation											
Total Chiffre d'affaires	**302 953**	**456 300**	**456 300**	**456 300**	**456 300**	**456 300**	**456 300**	**456 300**	**456 300**	**456 300**	**456 300**
Total Chiffre d'affaires	**302 953**	**456 300**	**456 300**	**456 300**	**456 300**	**456 300**	**456 300**	**456 300**	**456 300**	**456 300**	**456 300**
Prestations de service	**201 087**	**303 500**	**303 500**	**303 500**	**303 500**	**303 500**	**303 500**	**303 500**	**303 500**	**303 500**	**303 500**
Stages	118 667	178 000	178 000	178 000	178 000	178 000	178 000	178 000	178 000	178 000	178 000
Cours particuliers	5 733	8 600	8 600	8 600	8 600	8 600	8 600	8 600	8 600	8 600	8 600
Evènements	22 667	34 000	34 000	34 000	34 000	34 000	34 000	34 000	34 000	34 000	34 000
Groupes scolaires	44 533	66 800	66 800	66 800	66 800	66 800	66 800	66 800	66 800	66 800	66 800
Club	5 600	8 400	8 400	8 400	8 400	8 400	8 400	8 400	8 400	8 400	8 400
Restauration	3 467	5 200	5 200	5 200	5 200	5 200	5 200	5 200	5 200	5 200	5 200
divers	420	2 500,0	2 500,0	2 500,0	2 500,0	2 500,0	2 500,0	2 500,0	2 500,0	2 500,0	2 500,0
Activités annexes	**101 867**	**152 800**	**152 800**	**152 800**	**152 800**	**152 800**	**152 800**	**152 800**	**152 800**	**152 800**	**152 800**
Occupation domaine	59 400	89 100	89 100	89 100	89 100	89 100	89 100	89 100	89 100	89 100	89 100
Locations	20 667	31 000	31 000	31 000	31 000	31 000	31 000	31 000	31 000	31 000	31 000
Parc Stationnement	10 867	16 300	16 300	16 300	16 300	16 300	16 300	16 300	16 300	16 300	16 300
Boutique	933	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400
subvention manifestations	10 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000
Total Reprises sur provisions	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**		
Reprises sur provisions et transferts de charges											
[autre -à détailler]											
Total Autres produits	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**		
cession Immobilisation											
Total des charges d'exploitation	**414 182**	**621 273**	**621 273**	**621 273**	**621 273**	**621 273**	**621 273**	**621 273**	**621 273**	**621 273**	**621 273**
Total Achats et charges externes	**143 667**	**215 500**	**215 500**	**215 500**	**215 500**	**215 500**	**215 500**	**215 500**	**215 500**	**215 500**	**215 500**
Fluides (eau, électricité, gaz, etc.)	21 333	32 000	32 000	32 000	32 000	32 000	32 000	32 000	32 000	32 000	32 000
Matériel et fournitures	13 333	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000
[autre -à détailler]											
Sous-total Achats	**34 667**	**52 000**	**52 000**	**52 000**	**52 000**	**52 000**	**52 000**	**52 000**	**52 000**	**52 000**	**52 000**
Sous-traitance générale											
Redevances de crédit-bail et locations	11 333	17 000	17 000	17 000	17 000	17 000	17 000	17 000	17 000	17 000	17 000
Entretien et maintenance courante	26 667	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000
Etudes et recherches											
Documentation générale	7 333	11 000	11 000	11 000	11 000	11 000	11 000	11 000	11 000	11 000	11 000
Frais de déplacements, séminaires, conf.											
redevance mairie	33 333	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000
Sous-total Services extérieurs	**78 667**	**118 000**	**118 000**	**118 000**	**118 000**	**118 000**	**118 000**	**118 000**	**118 000**	**118 000**	**118 000**
Personnel intérimaire	-										
Personnel détaché ou prêté	-										
Honoraires	-										
Publicité, publications, relations publiques	13 333	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000
Transports de biens et transports collectifs du personnel	-										
Déplacements, missions, réceptions	-										
Frais postaux et de télécommunication	1 733	2 600	2 600	2 600	2 600	2 600	2 600	2 600	2 600	2 600	2 600
Services bancaires et assimilés	1 933	2 900	2 900	2 900	2 900	2 900	2 900	2 900	2 900	2 900	2 900
Concours divers	-										
assurances	13 333	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000
Sous-total Autres services extérieurs	**30 333**	**45 500**	**45 500**	**45 500**	**45 500**	**45 500**	**45 500**	**45 500**	**45 500**	**45 500**	**45 500**
Total Impôts et taxes	**20 667**	**31 000**	**31 000**	**31 000**	**31 000**	**31 000**	**31 000**	**31 000**	**31 000**	**31 000**	**31 000**
Impôts et taxes sur rémunération	12 667	19 000	19 000	19 000	19 000	19 000	19 000	19 000	19 000	19 000	19 000
Impôts et taxes autres	8 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000
Total Charges de personnel	**202 643**	**303 965**	**303 965**	**303 965**	**303 965**	**303 965**	**303 965**	**303 965**	**303 965**	**303 965**	**303 965**
Salaires et traitements	139 754	209 631	209 631	209 631	209 631	209 631	209 631	209 631	209 631	209 631	209 631
Charges sociales	62 889	94 334	94 334	94 334	94 334	94 334	94 334	94 334	94 334	94 334	94 334

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

COMPTE D'EXPLOITATION PREVISIONNEL DU CENTRE NAUTIQUE

Compte d'exploitation prévisionnel (en EUROS HT constants - base mois remise offre)	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031
résultat d'exploitation	**- 111 229**	**- 164 973**	**- 164 973**	**- 164 973**	**- 164 973**	**- 164 973**	**- 164 973**	**- 164 973**	**- 164 973**	**- 164 973**	**- 164 973**
Total Dotations aux amortissements et provisions	**47 205**	**70 808**	**70 808**	**70 808**	**70 808**	**70 808**	**70 808**	**70 808**	**70 808**	**70 808**	**70 808**
Sur immo : Dotations aux amortissements sur immobilisations	47 205	70 808	70 808	70 808	70 808	70 808	70 808	70 808	70 808	70 808	70 808
Sur immo : Dotations aux provisions (GER)											
Sur actif circulant : Dotations aux provisions pour risques et charges (hors GER)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
[autre -à détailler]											
résultat avant impôts	- 158 434	- 235 781	- 235 781	- 235 781	- 235 781	- 235 781	- 235 781	- 235 781	- 235 781	- 235 781	- 235 781

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

COMPTE D'EXPLOITATION PREVISIONNEL DU CENTRE NAUTIQUE

Compte d'exploitation prévisionnel (en EUROS HT constants - base mois remise offre)	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	Total	Moyenne
Total des produits d'exploitation											-	-
Total Chiffre d'affaires	**456 300**	**456 300**	**456 300**	**456 300**	**456 300**	**456 300**	**456 300**	**456 300**	**456 300**	**152 100**	**9 124 753**	**456 238**
Total Chiffre d'affaires	**456 300**	**456 300**	**456 300**	**456 300**	**456 300**	**456 300**	**456 300**	**456 300**	**456 300**	**152 100**	**9 124 753**	**456 238**
Prestations de service	**303 500**	**303 500**	**303 500**	**303 500**	**303 500**	**303 500**	**303 500**	**303 500**	**303 500**	**101 167**		**-**
Stages	178 000	178 000	178 000	178 000	178 000	178 000	178 000	178 000	178 000	59 333	3 560 000	178 000
Cours particuliers	8 600	8 600	8 600	8 600	8 600	8 600	8 600	8 600	8 600	2 867		-
Evènements	34 000	34 000	34 000	34 000	34 000	34 000	34 000	34 000	34 000	11 333	680 000	34 000
Groupes scolaires	66 800	66 800	66 800	66 800	66 800	66 800	66 800	66 800	66 800	22 267	1 336 000	66 800
Club	8 400	8 400	8 400	8 400	8 400	8 400	8 400	8 400	8 400	2 800		-
Restauration	5 200	5 200	5 200	5 200	5 200	5 200	5 200	5 200	5 200	1 733		-
divers	2 500,0	2 500,0	2 500,0	2 500,0	2 500,0	2 500,0	2 500,0	2 500,0	2 500,0	833	48 753	2 438
Activités annexes	**152 800**	**152 800**	**152 800**	**152 800**	**152 800**	**152 800**	**152 800**	**152 800**	**152 800**	**50 933**	3 056 000	**152 800**
Occupation domaine	89 100	89 100	89 100	89 100	89 100	89 100	89 100	89 100	89 100	29 700	1 782 000	89 100
Locations	31 000	31 000	31 000	31 000	31 000	31 000	31 000	31 000	31 000	10 333	620 000	31 000
Parc Stationnement	16 300	16 300	16 300	16 300	16 300	16 300	16 300	16 300	16 300	5 433	326 000	16 300
Boutique	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400	467	28 000	1 400
subvention manifestations	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	5 000	300 000	15 000
Total Reprises sur provisions											-	-
Reprises sur provisions et transferts de charges											-	-
[autre -à détailler]											-	-
												-
Total Autres produits											-	-
cession Immobilisation											-	-
Total des charges d'exploitation	**621 273**	**621 273**	**621 273**	**621 273**	**621 273**	**621 273**	**621 273**	**621 273**	**560 511**	**186 837**	**12 344 443**	**617 222**
Total Achats et charges externes	**215 500**	**215 500**	**215 500**	**215 500**	**215 500**	**215 500**	**215 500**	**215 500**	**215 500**	**71 833**	**4 310 000**	**215 500**
Fluides (eau, électricité, gaz, etc.)	32 000	32 000	32 000	32 000	32 000	32 000	32 000	32 000	32 000	10 667	640 000	32 000
Matériel et fournitures	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	6 667	400 000	20 000
[autre -à détailler]											-	-
Sous-total Achats	**52 000**	**52 000**	**52 000**	**52 000**	**52 000**	**52 000**	**52 000**	**52 000**	**52 000**	**17 333**	**1 040 000**	**52 000**
Sous-traitance générale											-	-
Redevances de crédit-bail et locations	17 000	17 000	17 000	17 000	17 000	17 000	17 000	17 000	17 000	5 667	340 000	17 000
Entretien et maintenance courante	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	13 333	800 000	40 000
Etudes et recherches										-	-	-
Documentation générale	11 000	11 000	11 000	11 000	11 000	11 000	11 000	11 000	11 000	3 667	220 000	11 000
Frais de déplacements, séminaires, conf.										-	-	-
redevance mairie	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	16 667	1 000 000	50 000
Sous-total Services extérieurs	**118 000**	**118 000**	**118 000**	**118 000**	**118 000**	**118 000**	**118 000**	**118 000**	**118 000**	**39 333**	**2 360 000**	**118 000**
Personnel intérimaire											-	-
Personnel détaché ou prêté											-	-
Honoraires											-	-
Publicité, publications, relations publiques	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	6 667	400 000	20 000
Transports de biens et transports collectifs du personnel										-	-	-
Déplacements, missions, réceptions										-	-	-
Frais postaux et de télécommunication	2 600	2 600	2 600	2 600	2 600	2 600	2 600	2 600	2 600	867	52 000	2 600
Services bancaires et assimilés	2 900	2 900	2 900	2 900	2 900	2 900	2 900	2 900	2 900	967	58 000	2 900
Concours divers										-	-	-
assurances	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	6 667	400 000	20 000
Sous-total Autres services extérieurs	**45 500**	**45 500**	**45 500**	**45 500**	**45 500**	**45 500**	**45 500**	**45 500**	**45 500**	**15 167**	**910 000**	**45 500**
Total Impôts et taxes	**31 000**	**31 000**	**31 000**	**31 000**	**31 000**	**31 000**	**31 000**	**31 000**	**31 000**	**10 333**	**620 000**	**31 000**
Impôts et taxes sur rémunération	19 000	19 000	19 000	19 000	19 000	19 000	19 000	19 000	19 000	6 333	380 000	19 000
Impôts et taxes autres	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	4 000	240 000	12 000
Total Charges de personnel	**303 965**	**303 965**	**303 965**	**303 965**	**303 965**	**303 965**	**303 965**	**303 965**	**243 203**	**81 068**	**5 998 283**	**299 914**
Salaires et traitements	209 631	209 631	209 631	209 631	209 631	209 631	209 631	209 631	167 726	55 909	4 136 747	206 837
Charges sociales	94 334	94 334	94 334	94 334	94 334	94 334	94 334	94 334	75 477	25 159	1 861 536	93 077

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

COMPTE D'EXPLOITATION PREVISIONNEL DU CENTRE NAUTIQUE

Compte d'exploitation prévisionnel (en EUROS HT constants - base mois remise offre)	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	Total	Moyenne
											-	-
résultat d'exploitation	**- 164 973**	**- 164 973**	**- 164 973**	**- 164 973**	**- 164 973**	**- 164 973**	**- 164 973**	**- 164 973**	**- 104 211**	**- 34 737**	**- 3 219 690**	**- 160 984**
Total Dotations aux amortissements et provisions	**70 808**	**70 808**	**70 808**	**70 808**	**70 808**	**70 808**	**70 808**	**70 808**	**70 808**	**23 603**	**1 416 160**	**70 808**
Sur immo : Dotations aux amortissements sur immobilisations	70 808	70 808	70 808	70 808	70 808	70 808	70 808	70 808	70 808	23 603	1 416 160	70 808
Sur immo : Dotations aux provisions (GER)											-	-
Sur actif circulant : Dotations aux provisions pour risques et charges (hors GER)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
[autre -à détailler]												-
											-	
résultat avant impôts	- 235 781	- 235 781	- 235 781	- 235 781	- 235 781	- 235 781	- 235 781	- 235 781	- 175 019	- 58 340	- 4 635 850	- 231 792

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

COMPTE D'EXPLOITATION PREVISIONNEL CONSOLIDE

Compte d'exploitation prévisionnel PORTS + CENTRE NAUTIQUE (en EUROS HT constants - base mois remise offre)	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031
Total des produits d'exploitation	6 596 020	9 895 900	9 920 080	9 938 680	9 938 680	9 938 680	9 938 680	9 938 680	9 938 680	9 938 680	9 938 680
Total Chiffre d'affaires	**6 372 687**	**9 560 900**	**9 585 080**	**9 603 680**	**9 603 680**	**9 603 680**	**9 603 680**	**9 603 680**	**9 603 680**	**9 603 680**	**9 603 680**
Total Chiffre d'affaires	**6 372 687**	**9 560 900**	**9 585 080**	**9 603 680**	**9 603 680**	**9 603 680**	**9 603 680**	**9 603 680**	**9 603 680**	**9 603 680**	**9 603 680**
Ventes de marchandises	**682 667**	**1 024 000**	**1 024 000**	**1 024 000**	**1 024 000**	**1 024 000**	**1 024 000**	**1 024 000**	**1 024 000**	**1 024 000**	**1 024 000**
Carburant	682 667	1 024 000	1 024 000	1 024 000	1 024 000	1 024 000	1 024 000	1 024 000	1 024 000	1 024 000	1 024 000
Prestations de service	**5 218 087**	**7 829 000**	**7 853 180**	**7 871 780**	**7 871 780**	**7 871 780**	**7 871 780**	**7 871 780**	**7 871 780**	**7 871 780**	**7 871 780**
Abonnements annuels	4 231 333	6 347 000	6 347 000	6 347 000	6 347 000	6 347 000	6 347 000	6 347 000	6 347 000	6 347 000	6 347 000
Escale	593	890	890	890	890	890	890	890	890	890	890
Passages ports	240 533	360 800	360 800	360 800	360 800	360 800	360 800	360 800	360 800	360 800	360 800
Manutention	240 000	360 000	360 000	360 000	360 000	360 000	360 000	360 000	360 000	360 000	360 000
Surveillance bateaux	3 687	5 530	5 530	5 530	5 530	5 530	5 530	5 530	5 530	5 530	5 530
Remorquage	2 307	3 460	3 460	3 460	3 460	3 460	3 460	3 460	3 460	3 460	3 460
Marinas	159 080	238 620	262 800	281 400	281 400	281 400	281 400	281 400	281 400	281 400	281 400
Eco-participation	139 467	209 200	209 200	209 200	209 200	209 200	209 200	209 200	209 200	209 200	209 200
Stages	118 667	178 000	178 000	178 000	178 000	178 000	178 000	178 000	178 000	178 000	178 000
Cours particuliers	5 733	8 600	8 600	8 600	8 600	8 600	8 600	8 600	8 600	8 600	8 600
Evènements	22 667	34 000	34 000	34 000	34 000	34 000	34 000	34 000	34 000	34 000	34 000
Groupes scolaires	44 533	66 800	66 800	66 800	66 800	66 800	66 800	66 800	66 800	66 800	66 800
Club	5 600	8 400	8 400	8 400	8 400	8 400	8 400	8 400	8 400	8 400	8 400
Restauration	3 467	5 200	5 200	5 200	5 200	5 200	5 200	5 200	5 200	5 200	5 200
divers	420	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500
Activités annexes	**471 933**	**707 900**	**707 900**	**707 900**	**707 900**	**707 900**	**707 900**	**707 900**	**707 900**	**707 900**	**707 900**
Vie à bord	12 000	18 000	18 000	18 000	18 000	18 000	18 000	18 000	18 000	18 000	18 000
Occupation domaine	122 267	183 400	183 400	183 400	183 400	183 400	183 400	183 400	183 400	183 400	183 400
Locaux portuaires	19 533	29 300	29 300	29 300	29 300	29 300	29 300	29 300	29 300	29 300	29 300
Terrasses	200 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000
Parc stationnement	21 867	32 800	32 800	32 800	32 800	32 800	32 800	32 800	32 800	32 800	32 800
Clubs et associations	34 000	51 000	51 000	51 000	51 000	51 000	51 000	51 000	51 000	51 000	51 000
autres	30 667	46 000	46 000	46 000	46 000	46 000	46 000	46 000	46 000	46 000	46 000
Locations	20 667	31 000	31 000	31 000	31 000	31 000	31 000	31 000	31 000	31 000	31 000
Boutique	933	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400
subvention manifestations	10 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000
Total Reprises sur provisions	**223 333**	**335 000**	**335 000**	**335 000**	**335 000**	**335 000**	**335 000**	**335 000**	**335 000**	**335 000**	**335 000**
Reprises sur provisions et transferts de charges	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
reprise sur provision GER et autres	223 333	335 000	335 000	335 000	335 000	335 000	335 000	335 000	335 000	335 000	335 000
Total Autres produits	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des charges d'exploitation	5 716 649	8 719 657	9 032 610	9 128 458	9 221 728	9 346 455	9 385 891	9 417 283	9 430 270	9 449 108	9 475 063
Total Achats et charges externes	**1 591 793**	**2 386 690**	**2 453 908**	**2 431 400**	**2 425 500**	**2 425 500**	**2 425 500**	**2 425 500**	**2 425 500**	**2 425 500**	**2 425 500**
Fluides (eau, électricité, gaz, etc.)	749 333	1 124 000	1 124 000	1 124 000	1 124 000	1 124 000	1 124 000	1 124 000	1 124 000	1 124 000	1 124 000
Matériel et fournitures	158 667	238 000	238 000	238 000	238 000	238 000	238 000	238 000	238 000	238 000	238 000
Sous-total Achats	**908 000**	**1 362 000**	**1 362 000**	**1 362 000**	**1 362 000**	**1 362 000**	**1 362 000**	**1 362 000**	**1 362 000**	**1 362 000**	**1 362 000**
Sous-traitance générale	50 667	76 000	76 000	76 000	76 000	76 000	76 000	76 000	76 000	76 000	76 000
Redevances de crédit-bail et locations	105 460	158 190	225 408	202 900	197 000	197 000	197 000	197 000	197 000	197 000	197 000
Entretien et maintenance courante	293 333	440 000	440 000	440 000	440 000	440 000	440 000	440 000	440 000	440 000	440 000
Etudes et recherches	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Documentation générale	7 333	11 000	11 000	11 000	11 000	11 000	11 000	11 000	11 000	11 000	11 000
Frais de déplacements, séminaires, conf.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total Services extérieurs	**456 793**	**685 190**	**752 408**	**729 900**	**724 000**	**724 000**	**724 000**	**724 000**	**724 000**	**724 000**	**724 000**
Personnel intérimaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Personnel détaché ou prêté	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Honoraires	53 333	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000
Publicité, publications, relations publiques	35 333	53 000	53 000	53 000	53 000	53 000	53 000	53 000	53 000	53 000	53 000
Transports de biens et transports collectifs du personnel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Déplacements, missions, réceptions	8 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000
Frais postaux et de télécommunication	41 733	62 600	62 600	62 600	62 600	62 600	62 600	62 600	62 600	62 600	62 600
Services bancaires et assimilés	11 933	17 900	17 900	17 900	17 900	17 900	17 900	17 900	17 900	17 900	17 900
Concours divers	13 333	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000
assurances	63 333	94 000	94 000	94 000	94 000	94 000	94 000	94 000	94 000	94 000	94 000
Sous-total Autres services extérieurs	**227 000**	**339 500**	**339 500**	**339 500**	**339 500**	**339 500**	**339 500**	**339 500**	**339 500**	**339 500**	**339 500**

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

COMPTE D'EXPLOITATION PREVISIONNEL CONSOLIDE

Compte d'exploitation prévisionnel PORTS + CENTRE NAUTIQUE (en EUROS HT constants - base mois remise offre)	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031
Total Impôts et taxes	**583 890**	**875 835**	**875 835**	**875 835**	**875 835**	**875 835**	**875 835**	**875 835**	**875 835**	**875 835**	**875 835**
Impôts et taxes sur rémunération	58 094	87 142	87 142	87 142	87 142	87 142	87 142	87 142	87 142	87 142	87 142
Impôts et taxes autres	525 795	788 693	788 693	788 693	788 693	788 693	788 693	788 693	788 693	788 693	788 693
Total Charges de personnel	**2 736 115**	**4 104 173**	**4 104 173**	**4 104 173**	**4 104 173**	**4 104 173**	**4 104 173**	**4 104 173**	**4 104 173**	**4 104 173**	**4 104 173**
Salaires et traitements	1 886 976	2 830 464	2 830 464	2 830 464	2 830 464	2 830 464	2 830 464	2 830 464	2 830 464	2 830 464	2 830 464
Charges sociales	849 139	1 273 709	1 273 709	1 273 709	1 273 709	1 273 709	1 273 709	1 273 709	1 273 709	1 273 709	1 273 709
Total Dotations aux amortissements et provisions	**338 184**	**652 959**	**898 695**	**1 017 051**	**1 116 221**	**1 240 948**	**1 280 384**	**1 311 776**	**1 324 763**	**1 343 601**	**1 369 556**
Sur immo : Dotations aux amortissements sur immobilisations	114 851	317 959	563 695	682 051	781 221	905 948	945 384	976 776	989 763	1 008 601	1 034 556
Sur immo : Dotations aux provisions (GER)	223 333	335 000	335 000	335 000	335 000	335 000	335 000	335 000	335 000	335 000	335 000
Sur actif circulant : Dotations aux provisions pour risques et charges (hors GER)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
[autre -à détailler]											
Total Autres charges de gestion courante	**466 667**	**700 000**	**700 000**	**700 000**	**700 000**	**700 000**	**700 000**	**700 000**	**700 000**	**700 000**	**700 000**
Frais de siège											
Redevance d'occupation du domaine versée à la Commune	466 667	700 000	700 000	700 000	700 000	700 000	700 000	700 000	700 000	700 000	700 000
[autre -à détailler]											
Résultat d'exploitation	**879 371**	**1 176 243**	**887 470**	**810 222**	**716 952**	**592 225**	**552 789**	**521 397**	**508 410**	**489 572**	**463 617**
Total Produits financiers	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
De participations											
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé											
Autres intérêts et produits assimilés											
Reprises sur provisions et transferts de charges											
Autres produits financiers	-										
Total Charges financières	**7 857**	**64 326**	**82 228**	**97 446**	**134 887**	**170 463**	**177 137**	**189 468**	**202 247**	**205 592**	**213 039**
Dotations aux amortissements et provisions financières (caducité)											
Intérêts des emprunts et charges assimilées	7 857	64 326	82 228	97 446	134 887	170 463	177 137	189 468	202 247	205 592	213 039
Résultat financier	**- 7 857**	**- 64 326**	**- 82 228**	**- 97 446**	**- 134 887**	**- 170 463**	**- 177 137**	**- 189 468**	**- 202 247**	**- 205 592**	**- 213 039**
Résultat courant avant impôts	**824 308**	**1 041 110**	**734 434**	**641 968**	**511 257**	**350 954**	**304 844**	**261 121**	**235 354**	**213 172**	**179 770**
Total Produits exceptionnels	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Quote part des subventions d'investissement virées au résultat											
Reprises exceptionnelles sur amorts et provisions		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Produits des cessions d'éléments d'actifs											
Autres produits exceptionnels											
Total Charges exceptionnelles	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Sur opérations de gestion											
Sur opérations en capital											
Valeurs comptables des éléments d'actifs cédés											
Autres dotations et amortissements aux provisions											
Résultat exceptionnel	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Intéressement des salariés aux résultats (charge si positif)								-	-	-	-
Impôts sur les bénéfices (charge si positif)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat net	**824 308**	**1 041 110**	**734 434**	**641 968**	**511 257**	**350 954**	**304 844**	**261 121**	**235 354**	**213 172**	**179 770**

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

COMPTE D'EXPLOITATION PREVISIONNEL CONSOLIDE

Compte d'exploitation prévisionnel PORTS + CENTRE NAUTIQUE (en EUROS HT constants - base mois remise offre)	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031
Soldes intermédiaires de gestion											
(+) Chiffre d'affaires	6 372 687	9 560 900	9 585 080	9 603 680	9 603 680	9 603 680	9 603 680	9 603 680	9 603 680	9 603 680	9 603 680
(-) Achats et charges externes	1 591 793	2 386 690	2 453 908	2 431 400	2 425 500	2 425 500	2 425 500	2 425 500	2 425 500	2 425 500	2 425 500
Valeur ajoutée	4 780 893	7 174 210	7 131 172	7 172 280	7 178 180	7 178 180	7 178 180	7 178 180	7 178 180	7 178 180	7 178 180
(-) Impôts, taxes et versements assimilés	583 890	875 835	875 835	875 835	875 835	875 835	875 835	875 835	875 835	875 835	875 835
(-) Salaires et charges sociales	2 736 115	4 104 173	4 104 173	4 104 173	4 104 173	4 104 173	4 104 173	4 104 173	4 104 173	4 104 173	4 104 173
Excédent Brut d'Exploitation	1 460 888	2 194 203	2 151 165	2 192 273	2 198 173	2 198 173	2 198 173	2 198 173	2 198 173	2 198 173	2 198 173
Résultat d'exploitation	879 371	1 176 243	887 470	810 222	716 952	592 225	552 789	521 397	508 410	489 572	463 617
(+) Résultat financier	- 7 857	- 64 326	- 82 228	- 97 446	- 134 887	- 170 463	- 177 137	- 189 468	- 202 247	- 205 592	- 213 039
Résultat courant avant impôts	824 308	1 041 110	734 434	641 968	511 257	350 954	304 844	261 121	235 354	213 172	179 770
Résultat net	824 308	1 041 110	734 434	641 968	511 257	350 954	304 844	261 121	235 354	213 172	179 770
(+) valeur comptable des éléments d'actifs cédés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
(+) Dotations aux amortissements et aux provisions	338 184	652 959	898 695	1 017 051	1 116 221	1 240 948	1 280 384	1 311 776	1 324 763	1 343 601	1 369 556
(+) Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux prov	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
(-) Produits de cession des éléments d'actifs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
(-) Quote-part des subventions virés au compte de résultat	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
(-) Reprises d'exploitation des amortissements et des provision	223 333	335 000	335 000	335 000	335 000	335 000	335 000	335 000	335 000	335 000	335 000
(-) Reprises exceptionnelle des amortissements et des provisio	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capacité d'autofinancement	939 159	1 359 069	1 298 128	1 324 019	1 292 478	1 256 901	1 250 228	1 237 896	1 225 117	1 221 772	1 214 326
Ratios											
Rentabilité commerciale (EBE / CA)	23%	23%	22%	23%	23%	23%	23%	23%	23%	23%	23%
Profitabilité (Résultat net / CA)	13%	11%	8%	7%	5%	4%	3%	3%	2%	2%	2%

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

COMPTE D'EXPLOITATION PREVISIONNEL CONSOLIDE

Compte d'exploitation prévisionnel PORTS + CENTRE NAUTIQUE (en EUROS HT constants - base mois remise offre)	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	Total	Moyenne
Total des produits d'exploitation	9 938 680	9 938 680	9 938 680	9 938 680	9 938 680	9 938 680	9 938 680	9 938 680	9 938 680	3 312 893	198 682 453	9 934 123
Total Chiffre d'affaires	**9 603 680**	**9 603 680**	**9 603 680**	**9 603 680**	**9 603 680**	**9 603 680**	**9 603 680**	**9 603 680**	**9 603 680**	**3 201 227**	**191 982 453**	**9 599 123**
Total Chiffre d'affaires	**9 603 680**	**9 603 680**	**9 603 680**	**9 603 680**	**9 603 680**	**9 603 680**	**9 603 680**	**9 603 680**	**9 603 680**	**3 201 227**	**191 982 453**	**9 599 123**
Ventes de marchandises	**1 024 000**	**1 024 000**	**1 024 000**	**1 024 000**	**1 024 000**	**1 024 000**	**1 024 000**	**1 024 000**	**1 024 000**	**341 333**		
Carburant	1 024 000	1 024 000	1 024 000	1 024 000	1 024 000	1 024 000	1 024 000	1 024 000	1 024 000	341 333	20 480 000	1 024 000
Prestations de service	**7 871 780**	**7 871 780**	**7 871 780**	**7 871 780**	**7 871 780**	**7 871 780**	**7 871 780**	**7 871 780**	**7 871 780**	**2 623 927**	**157 344 453**	**7 867 223**
Abonnements annuels	6 347 000	6 347 000	6 347 000	6 347 000	6 347 000	6 347 000	6 347 000	6 347 000	6 347 000	2 115 667	126 940 000	6 347 000
Escale	890	890	890	890	890	890	890	890	890	297	17 800	890
Passages ports	360 800	360 800	360 800	360 800	360 800	360 800	360 800	360 800	360 800	120 267	7 216 000	360 800
Manutention	360 000	360 000	360 000	360 000	360 000	360 000	360 000	360 000	360 000	120 000	7 200 000	360 000
Surveillance bateaux	5 530	5 530	5 530	5 530	5 530	5 530	5 530	5 530	5 530	1 843	110 600	5 530
Remorquage	3 460	3 460	3 460	3 460	3 460	3 460	3 460	3 460	3 460	1 153	69 200	3 460
Marinas	281 400	281 400	281 400	281 400	281 400	281 400	281 400	281 400	281 400	93 800	5 538 100	276 905
Eco-participation	209 200	209 200	209 200	209 200	209 200	209 200	209 200	209 200	209 200	69 733	4 184 000	209 200
Stages	178 000	178 000	178 000	178 000	178 000	178 000	178 000	178 000	178 000	59 333	3 560 000	178 000
Cours particuliers	8 600	8 600	8 600	8 600	8 600	8 600	8 600	8 600	8 600	2 867		-
Evènements	34 000	34 000	34 000	34 000	34 000	34 000	34 000	34 000	34 000	11 333	680 000	34 000
Groupes scolaires	66 800	66 800	66 800	66 800	66 800	66 800	66 800	66 800	66 800	22 267	1 336 000	66 800
Club	8 400	8 400	8 400	8 400	8 400	8 400	8 400	8 400	8 400	2 800		-
Restauration	5 200	5 200	5 200	5 200	5 200	5 200	5 200	5 200	5 200	1 733		-
divers	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	833	48 753	2 438
Activités annexes	**707 900**	**707 900**	**707 900**	**707 900**	**707 900**	**707 900**	**707 900**	**707 900**	**707 900**	**235 967**	**14 158 000**	**707 900**
Vie à bord	18 000	18 000	18 000	18 000	18 000	18 000	18 000	18 000	18 000	6 000	360 000	18 000
Occupation domaine	183 400	183 400	183 400	183 400	183 400	183 400	183 400	183 400	183 400	61 133	3 668 000	183 400
Locaux portuaires	29 300	29 300	29 300	29 300	29 300	29 300	29 300	29 300	29 300	9 767	586 000	29 300
Terrasses	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	100 000	6 000 000	300 000
Parc stationnement	32 800	32 800	32 800	32 800	32 800	32 800	32 800	32 800	32 800	10 933	656 000	32 800
Clubs et associations	51 000	51 000	51 000	51 000	51 000	51 000	51 000	51 000	51 000	17 000	1 020 000	51 000
autres	46 000	46 000	46 000	46 000	46 000	46 000	46 000	46 000	46 000	15 333	920 000	46 000
Locations	31 000	31 000	31 000	31 000	31 000	31 000	31 000	31 000	31 000	10 333	620 000	31 000
Boutique	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400	467	28 000	1 400
subvention manifestations	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	5 000	300 000	15 000
Total Reprises sur provisions	**335 000**	**335 000**	**335 000**	**335 000**	**335 000**	**335 000**	**335 000**	**335 000**	**335 000**	**111 667**	**6 700 000**	**335 000**
Reprises sur provisions et transferts de charges	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
reprise sur provision GER et autres	335 000	335 000	335 000	335 000	335 000	335 000	335 000	335 000	335 000	111 667	6 700 000	335 000
Total Autres produits	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des charges d'exploitation	9 475 352	9 473 785	9 466 137	9 458 469	9 466 033	9 475 659	9 471 263	9 465 159	9 415 880	3 136 842	186 627 755	9 331 388
Total Achats et charges externes	**2 425 500**	**2 425 500**	**2 425 500**	**2 425 500**	**2 425 500**	**2 425 500**	**2 425 500**	**2 425 500**	**2 425 500**	**808 500**	**48 480 291**	**2 424 015**
Fluides (eau, électricité, gaz, etc.)	1 124 000	1 124 000	1 124 000	1 124 000	1 124 000	1 124 000	1 124 000	1 124 000	1 124 000	374 667	22 480 000	1 124 000
Matériel et fournitures	238 000	238 000	238 000	238 000	238 000	238 000	238 000	238 000	238 000	79 333	4 760 000	238 000
Sous-total Achats	**1 362 000**	**1 362 000**	**1 362 000**	**1 362 000**	**1 362 000**	**1 362 000**	**1 362 000**	**1 362 000**	**1 362 000**	**454 000**	**27 240 000**	**1 362 000**
Sous-traitance générale	76 000	76 000	76 000	76 000	76 000	76 000	76 000	76 000	76 000	25 333	1 520 000	76 000
Redevances de crédit-bail et locations	197 000	197 000	197 000	197 000	197 000	197 000	197 000	197 000	197 000	65 667	3 909 625	195 481
Entretien et maintenance courante	440 000	440 000	440 000	440 000	440 000	440 000	440 000	440 000	440 000	146 667	8 800 000	440 000
Etudes et recherches	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Documentation générale	11 000	11 000	11 000	11 000	11 000	11 000	11 000	11 000	11 000	3 667	220 000	11 000
Frais de déplacements, séminaires, conf.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total Services extérieurs	**724 000**	**724 000**	**724 000**	**724 000**	**724 000**	**724 000**	**724 000**	**724 000**	**724 000**	**241 333**	**14 449 625**	**722 481**
Personnel intérimaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Personnel détaché ou prêté	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Honoraires	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	26 667	1 600 000	80 000
Publicité, publications, relations publiques	53 000	53 000	53 000	53 000	53 000	53 000	53 000	53 000	53 000	17 667	1 060 000	53 000
Transports de biens et transports collectifs du personnel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Déplacements, missions, réceptions	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	4 000	240 000	12 000
Frais postaux et de télécommunication	62 600	62 600	62 600	62 600	62 600	62 600	62 600	62 600	62 600	20 867	1 252 000	62 600
Services bancaires et assimilés	17 900	17 900	17 900	17 900	17 900	17 900	17 900	17 900	17 900	5 967	358 000	17 900
Concours divers	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	6 667	400 000	20 000
assurances	94 000	94 000	94 000	94 000	94 000	94 000	94 000	94 000	94 000	31 333	1 880 667	94 033
Sous-total Autres services extérieurs	**339 500**	**339 500**	**339 500**	**339 500**	**339 500**	**339 500**	**339 500**	**339 500**	**339 500**	**113 167**	**6 790 667**	**339 533**

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

COMPTE D'EXPLOITATION PREVISIONNEL CONSOLIDE

Compte d'exploitation prévisionnel PORTS + CENTRE NAUTIQUE (en EUROS HT constants - base mois remise offre)	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	Total	Moyenne
Total Impôts et taxes	**875 835**	**875 835**	**875 835**	**875 835**	**875 835**	**875 835**	**875 835**	**875 835**	**875 835**	**291 945**	**17 516 693**	**875 835**
Impôts et taxes sur rémunération	87 142	87 142	87 142	87 142	87 142	87 142	87 142	87 142	87 142	29 047	1 742 833	87 142
Impôts et taxes autres	788 693	788 693	788 693	788 693	788 693	788 693	788 693	788 693	788 693	262 898	15 773 860	788 693
Total Charges de personnel	**4 104 173**	**4 104 173**	**4 104 173**	**4 104 173**	**4 104 173**	**4 104 173**	**4 104 173**	**4 104 173**	**4 043 411**	**1 347 804**	**82 002 440**	**4 100 122**
Salaires et traitements	2 830 464	2 830 464	2 830 464	2 830 464	2 830 464	2 830 464	2 830 464	2 830 464	2 788 559	929 520	56 553 407	2 827 670
Charges sociales	1 273 709	1 273 709	1 273 709	1 273 709	1 273 709	1 273 709	1 273 709	1 273 709	1 254 852	418 284	25 449 033	1 272 452
Total Dotations aux amortissements et provisions	**1 369 845**	**1 368 278**	**1 360 630**	**1 352 962**	**1 360 526**	**1 370 152**	**1 365 756**	**1 359 652**	**1 371 134**	**455 260**	**24 628 330**	**1 231 417**
Sur immo : Dotations aux amortissements sur immobilisations	1 034 845	1 033 278	1 025 630	1 017 962	1 025 526	1 035 152	1 030 756	1 024 652	1 036 134	343 593	17 928 330	896 417
Sur immo : Dotations aux provisions (GER)	335 000	335 000	335 000	335 000	335 000	335 000	335 000	335 000	335 000	111 667	6 700 000	335 000
Sur actif circulant : Dotations aux provisions pour risques et charges (hors GER)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
[autre -à détailler]											-	-
Total Autres charges de gestion courante	**700 000**	**700 000**	**700 000**	**700 000**	**700 000**	**700 000**	**700 000**	**700 000**	**700 000**	**233 333**	**14 000 000**	**700 000**
Frais de siège											-	-
Redevance d'occupation du domaine versée à la Commune	700 000	700 000	700 000	700 000	700 000	700 000	700 000	700 000	700 000	233 333	14 000 000	700 000
											-	-
[autre -à détailler]											-	-
Résultat d'exploitation	**463 328**	**464 895**	**472 543**	**480 211**	**472 647**	**463 021**	**467 417**	**473 521**	**522 800**	**176 051**	**12 054 698**	**602 735**
Total Produits financiers	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
De participations											-	-
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé											-	-
Autres intérêts et produits assimilés											-	-
Reprises sur provisions et transferts de charges											-	-
Autres produits financiers											-	-
Total Charges financières	**216 384**	**220 608**	**222 528**	**227 205**	**222 119**	**169 082**	**99 404**	**86 606**	**52 918**	**16 678**	**3 078 220**	**153 911**
Dotations aux amortissements et provisions financières (caducité)											-	-
Intérêts des emprunts et charges assimilées	216 384	220 608	222 528	227 205	222 119	169 082	99 404	86 606	52 918	16 678	3 078 220	153 911
Résultat financier	**- 216 384**	**- 220 608**	**- 222 528**	**- 227 205**	**- 222 119**	**- 169 082**	**- 99 404**	**- 86 606**	**- 52 918**	**- 16 678**	**- 3 078 220**	**- 153 911**
Résultat courant avant impôts	**176 136**	**173 478**	**179 207**	**182 197**	**179 720**	**223 131**	**297 205**	**316 106**	**399 074**	**135 771**	**7 560 318**	**378 016**
Total Produits exceptionnels	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**5 444 612**	**5 444 612**	**272 231**
Quote part des subventions d'investissement virées au résultat											-	-
Reprises exceptionnelles sur amorts et provisions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Produits des cessions d'éléments d'actifs										5 444 612	5 444 612	272 231
Autres produits exceptionnels											-	-
Total Charges exceptionnelles	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Sur opérations de gestion											-	-
Sur opérations en capital											-	-
Valeurs comptables des éléments d'actifs cédés											-	-
Autres dotations et amortissements aux provisions											-	-
Résultat exceptionnel	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**5 444 612**	**5 444 612**	**272 231**
Intéressement des salariés aux résultats (charge si positif)	-	-	-	-	-	-	-	-	-		-	-
Impôts sur les bénéfices (charge si positif)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat net	**176 136**	**173 478**	**179 207**	**182 197**	**179 720**	**223 131**	**297 205**	**316 106**	**399 074**	**5 580 383**	**13 004 930**	**650 246**

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

COMPTE D'EXPLOITATION PREVISIONNEL CONSOLIDE

Compte d'exploitation prévisionnel PORTS + CENTRE NAUTIQUE (en EUROS HT constants - base mois remise offre)	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	Total	Moyenne
Soldes intermédiaires de gestion												
(+) Chiffre d'affaires	9 603 680	9 603 680	9 603 680	9 603 680	9 603 680	9 603 680	9 603 680	9 603 680	9 603 680	3 201 227	191 982 453	9 599 123
(-) Achats et charges externes	2 425 500	2 425 500	2 425 500	2 425 500	2 425 500	2 425 500	2 425 500	2 425 500	2 425 500	808 500	48 480 291	2 424 015
Valeur ajoutée	7 178 180	7 178 180	7 178 180	7 178 180	7 178 180	7 178 180	7 178 180	7 178 180	7 178 180	2 392 727	143 502 162	7 175 108
(-) Impôts, taxes et versements assimilés	875 835	875 835	875 835	875 835	875 835	875 835	875 835	875 835	875 835	291 945	17 516 693	875 835
(-) Salaires et charges sociales	4 104 173	4 104 173	4 104 173	4 104 173	4 104 173	4 104 173	4 104 173	4 104 173	4 043 411	1 347 804	82 002 440	4 100 122
Excédent Brut d'Exploitation	2 198 173	2 198 173	2 198 173	2 198 173	2 198 173	2 198 173	2 198 173	2 198 173	2 258 934	752 978	43 983 029	2 199 151
Résultat d'exploitation	463 328	464 895	472 543	480 211	472 647	463 021	467 417	473 521	522 800	176 051	12 054 698	602 735
(+) Résultat financier	- 216 384	- 220 608	- 222 528	- 227 205	- 222 119	- 169 082	- 99 404	- 86 606	- 52 918	- 16 678	- 3 078 220	- 153 911
Résultat courant avant impôts	176 136	173 478	179 207	182 197	179 720	223 131	297 205	316 106	399 074	135 771	7 560 318	378 016
Résultat net	176 136	173 478	179 207	182 197	179 720	223 131	297 205	316 106	399 074	5 580 383	13 004 930	650 246
(+) valeur comptable des éléments d'actifs cédés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
(+) Dotations aux amortissements et aux provisions	1 369 845	1 368 278	1 360 630	1 352 962	1 360 526	1 370 152	1 365 756	1 359 652	1 371 134	455 260	24 628 330	1 231 417
(+) Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux prov	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
(-) Produits de cession des éléments d'actifs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5 444 612	5 444 612	272 231
(-) Quote-part des subventions virés au compte de résultat	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
(-) Reprises d'exploitation des amortissements et des provision	335 000	335 000	335 000	335 000	335 000	335 000	335 000	335 000	335 000	111 667	6 700 000	335 000
(-) Reprises exceptionnelle des amortissements et des provisio	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capacité d'autofinancement	1 210 981	1 206 756	1 204 837	1 200 159	1 205 246	1 258 283	1 327 961	1 340 758	1 435 208	479 364	25 488 648	1 274 432
Ratios												
Rentabilité commerciale (EBE / CA)	23%	23%	23%	23%	23%	23%	23%	23%	24%	24%	23%	23%
Profitabilité (Résultat net / CA)	2%	2%	2%	2%	2%	2%	3%	3%	4%	174%	7%	7%

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Concession de service public pour la gestion et l'exploitation du Port Cap d'Agde, Port Ambonne et du Centre Nautique de la **Commune d'Agde**









Sous-Annexe F2
Détail des charges des Ports, Centre Nautique & consolidé

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

DETAIL DES CHARGES DES PORTS

Compte d'exploitation prévisionnel - DETAIL DES CHARGES (en EUROS HT constants - base mois remise offre)	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037				
60 Achats consommés																					
Achats et autres approvisionnements stockés	2 000 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €	1 000 €
Electricité, Gaz, Eau	728 000 €	1 092 000 €	1 092 000 €	1 092 000 €	1 092 000 €	1 092 000 €	1 092 000 €	1 092 000 €	1 092 000 €	1 092 000 €	1 092 000 €	1 092 000 €	1 092 000 €	1 092 000 €	1 092 000 €	1 092 000 €	1 092 000 €	1 092 000 €	1 092 000 €	1 092 000 €	364 000 €
Achats non stockés (Carburant, ...)																					- €
Achat de petit équipement	141 333 €	212 000 €	212 000 €	212 000 €	212 000 €	212 000 €	212 000 €	212 000 €	212 000 €	212 000 €	212 000 €	212 000 €	212 000 €	212 000 €	212 000 €	212 000 €	212 000 €	212 000 €	212 000 €	212 000 €	70 667 €
Achat de petits équipements (espaces verts)																					- €
Achats de fournitures administratives	2 000 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €	1 000 €
																					- €
60 Total achats consommés	**873 333 €**	**1 310 000 €**	**1 310 000 €**	**1 310 000 €**	**1 310 000 €**	**1 310 000 €**	**1 310 000 €**	**1 310 000 €**	**1 310 000 €**	**1 310 000 €**	**1 310 000 €**	**1 310 000 €**	**1 310 000 €**	**1 310 000 €**	**1 310 000 €**	**1 310 000 €**	**1 310 000 €**	**1 310 000 €**	**1 310 000 €**	**1 310 000 €**	**436 667 €**
61 Sous-Traitance Générale (à détailler par catégorie de prestations)																					
Sous-Traitrance intragroupe																					- €
Sous-Traitance hors groupe	50 667 €	76 000 €	76 001 €	76 002 €	76 003 €	76 004 €	76 005 €	76 006 €	76 007 €	76 008 €	76 009 €	76 010 €	76 011 €	76 012 €	76 013 €	76 014 €	76 015 €	76 016 €	76 017 €	76 018 €	25 339 €
Crédit Bail (à détailler par catégorie de biens)																					
Crédit bail mobilier	50 667 €	76 000 €	76 001 €	76 002 €	76 003 €	76 004 €	76 005 €	76 006 €	76 007 €	76 008 €	76 009 €	76 010 €	76 011 €	76 012 €	76 013 €	76 014 €	76 015 €	76 016 €	76 017 €	76 018 €	25 339 €
Crédit bail immobilier																					- €
Location (à détailler par catégorie de biens)																					
Location de véhicule	3 733 €	5 600 €	5 600 €	5 600 €	5 600 €	5 600 €	5 600 €	5 600 €	5 600 €	5 600 €	5 600 €	5 600 €	5 600 €	5 600 €	5 600 €	5 600 €	5 600 €	5 600 €	5 600 €	5 600 €	1 867 €
Location d'équipements de bureautique et d'informatique	87 600 €	131 400 €	131 400 €	131 400 €	131 400 €	131 400 €	131 400 €	131 400 €	131 400 €	131 400 €	131 400 €	131 400 €	131 400 €	131 400 €	131 400 €	131 400 €	131 400 €	131 400 €	131 400 €	131 400 €	43 800 €
Location de matériel																					- €
Entretien & Réparation (à détailler par catégorie de bien : bâtiments, matériel et outillage, etc.)																					
Nettoyage	50 667 €	76 000 €	76 000 €	76 000 €	76 000 €	76 000 €	76 000 €	76 000 €	76 000 €	76 000 €	76 000 €	76 000 €	76 000 €	76 000 €	76 000 €	76 000 €	76 000 €	76 000 €	76 000 €	76 000 €	25 333 €
Entretien et maintenance	266 667 €	400 000 €	400 000 €	400 000 €	400 000 €	400 000 €	400 000 €	400 000 €	400 000 €	400 000 €	400 000 €	400 000 €	400 000 €	400 000 €	400 000 €	400 000 €	400 000 €	400 000 €	400 000 €	400 000 €	133 333 €
Primes d'Assurances																					
Assurances véhicules et autres	45 800 €	68 700 €	68 700 €	68 700 €	68 700 €	68 700 €	68 700 €	68 700 €	68 700 €	68 700 €	68 700 €	68 700 €	68 700 €	68 700 €	68 700 €	68 700 €	68 700 €	68 700 €	68 700 €	68 700 €	22 900 €
protection juridique	3 533 €	5 300 €	5 300 €	5 300 €	5 300 €	5 300 €	5 300 €	5 300 €	5 300 €	5 300 €	5 300 €	5 300 €	5 300 €	5 300 €	5 300 €	5 300 €	5 300 €	5 300 €	5 300 €	5 300 €	1 767 €
Etudes et recherches																					
Autres Services Extérieurs																					
61 Total achats sous-traitance et services extérieurs	**559 333 €**	**839 000 €**	**839 002 €**	**839 004 €**	**839 006 €**	**839 008 €**	**839 010 €**	**839 012 €**	**839 014 €**	**839 016 €**	**839 018 €**	**839 020 €**	**839 022 €**	**839 024 €**	**839 026 €**	**839 028 €**	**839 030 €**	**839 032 €**	**839 034 €**	**839 036 €**	**279 679 €**
62 Autres services extérieurs :																					
Rémunérations - Honoraires																					
Assistance technique et administrative Siège																					- €
frais d'actes, contentieux et annonces	4 000 €	6 000 €	6 000 €	6 000 €	6 000 €	6 000 €	6 000 €	6 000 €	6 000 €	6 000 €	6 000 €	6 000 €	6 000 €	6 000 €	6 000 €	6 000 €	6 000 €	6 000 €	6 000 €	6 000 €	2 000 €
Honoraires (Liasse fiscale, CAC)	78 667 €	118 000 €	118 000 €	118 000 €	118 000 €	118 000 €	118 000 €	118 000 €	118 000 €	118 000 €	118 000 €	118 000 €	118 000 €	118 000 €	118 000 €	118 000 €	118 000 €	118 000 €	118 000 €	118 000 €	39 333 €
Publicité - Commercialisation																					
Publicité, publication, relations publiques	22 000 €	33 000 €	33 000 €	33 000 €	33 000 €	33 000 €	33 000 €	33 000 €	33 000 €	33 000 €	33 000 €	33 000 €	33 000 €	33 000 €	33 000 €	33 000 €	33 000 €	33 000 €	33 000 €	33 000 €	11 000 €
Autres services extérieurs Divers																					
Déplacements - Missions - Réceptions	8 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €	4 000 €
Frais Postaux et télécoms	40 000 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €	20 000 €
Services Bancaires & Assimilés	10 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	5 000 €
Autres charges de gestion courante																					- €
concours divers	13 333 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	6 667 €
62 Total des autres services extérieurs	**176 000 €**	**264 000 €**	**264 000 €**	**264 000 €**	**264 000 €**	**264 000 €**	**264 000 €**	**264 000 €**	**264 000 €**	**264 000 €**	**264 000 €**	**264 000 €**	**264 000 €**	**264 000 €**	**264 000 €**	**264 000 €**	**264 000 €**	**264 000 €**	**264 000 €**	**264 000 €**	**88 000 €**
63 Impôts & Taxes :																					
Taxe sur les Salaires																					- €
Impôts taxes & vers. assimilés/rémun	5 600 €	8 400 €	8 400 €	8 400 €	8 400 €	8 400 €	8 400 €	8 400 €	8 400 €	8 400 €	8 400 €	8 400 €	8 400 €	8 400 €	8 400 €	8 400 €	8 400 €	8 400 €	8 400 €	8 400 €	2 800 €
Formation continue et apprentissage	6 800 €	10 200 €	10 200 €	10 200 €	10 200 €	10 200 €	10 200 €	10 200 €	10 200 €	10 200 €	10 200 €	10 200 €	10 200 €	10 200 €	10 200 €	10 200 €	10 200 €	10 200 €	10 200 €	10 200 €	3 400 €
Taxes foncières	655 000 €	655 000 €	655 000 €	655 000 €	655 000 €	655 000 €	655 000 €	655 000 €	655 000 €	655 000 €	655 000 €	655 000 €	655 000 €	655 000 €	655 000 €	655 000 €	655 000 €	655 000 €	655 000 €	655 000 €	218 333 €
CET (CFE et CVAE)	140 000 €	210 000 €	210 000 €	210 000 €	210 000 €	210 000 €	210 000 €	210 000 €	210 000 €	210 000 €	210 000 €	210 000 €	210 000 €	210 000 €	210 000 €	210 000 €	210 000 €	210 000 €	210 000 €	210 000 €	70 000 €
Taxe TVTS		- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
taxe de séjour	68 500 €	102 750 €	102 750 €	102 750 €	102 750 €	102 750 €	102 750 €	102 750 €	102 750 €	102 750 €	102 750 €	102 750 €	102 750 €	102 750 €	102 750 €	102 750 €	102 750 €	102 750 €	102 750 €	102 750 €	34 250 €
taxe locale publicité extérieure	12 000 €	18 000 €	18 000 €	18 000 €	18 000 €	18 000 €	18 000 €	18 000 €	18 000 €	18 000 €	18 000 €	18 000 €	18 000 €	18 000 €	18 000 €	18 000 €	18 000 €	18 000 €	18 000 €	18 000 €	6 000 €
63 Total impôts & Taxes :	**887 900 €**	**1 004 350 €**	**1 004 350 €**	**1 004 350 €**	**1 004 350 €**	**1 004 350 €**	**1 004 350 €**	**1 004 350 €**	**1 004 350 €**	**1 004 350 €**	**1 004 350 €**	**1 004 350 €**	**1 004 350 €**	**1 004 350 €**	**1 004 350 €**	**1 004 350 €**	**1 004 350 €**	**1 004 350 €**	**1 004 350 €**	**1 004 350 €**	**334 783 €**
64 charges de personnel (à détailler par catégorie de personnel)																					
DIRECTION																					
Salaires bruts permanents	192 238 €	288 357 €	288 357 €	288 357 €	288 357 €	288 357 €	288 357 €	288 357 €	288 357 €	288 357 €	288 357 €	288 357 €	288 357 €	288 357 €	288 357 €	288 357 €	288 357 €	288 357 €	288 357 €	288 357 €	96 119 €
Charges sociales	90 351 €	135 527 €	135 527 €	135 527 €	135 527 €	135 527 €	135 527 €	135 527 €	135 527 €	135 527 €	135 527 €	135 527 €	135 527 €	135 527 €	135 527 €	135 527 €	135 527 €	135 527 €	135 527 €	135 527 €	45 176 €
Autre [détail]																					
Salaires bruts permanents	1 517 095	2 275 643 €	2 275 643 €	2 275 643 €	2 275 643 €	2 275 643 €	2 275 643 €	2 275 643 €	2 275 643 €	2 275 643 €	2 275 643 €	2 275 643 €	2 275 643 €	2 275 643 €	2 275 643 €	2 275 643 €	2 275 643 €	2 275 643 €	2 275 643 €	2 275 643 €	758 548 €
Charges sociales	713 036	1 069 554 €	1 069 554 €	1 069 554 €	1 069 554 €	1 069 554 €	1 069 554 €	1 069 554 €	1 069 554 €	1 069 554 €	1 069 554 €	1 069 554 €	1 069 554 €	1 069 554 €	1 069 554 €	1 069 554 €	1 069 554 €	1 069 554 €	1 069 554 €	1 069 554 €	356 518 €
64 Total charges de personnel	**2 512 720 €**	**3 769 080 €**	**3 769 081 €**	**3 769 081 €**	**3 769 081 €**	**3 769 081 €**	**3 769 081 €**	**3 769 081 €**	**3 769 081 €**	**3 769 081 €**	**3 769 081 €**	**3 769 081 €**	**3 769 081 €**	**3 769 081 €**	**3 769 081 €**	**3 769 081 €**	**3 769 081 €**	**3 769 081 €**	**3 769 081 €**	**3 769 081 €**	**1 256 360 €**
																					0
65 Autres Charges de Gestion (à détailler ci-dessous)																					- €
Dépenses GER																					- €
Redevance d'occupation du domaine (partie fixe)	433 333 €	650 000 €	650 000 €	650 000 €	650 000 €	650 000 €	650 000 €	650 000 €	650 000 €	650 000 €	650 000 €	650 000 €	650 000 €	650 000 €	650 000 €	650 000 €	650 000 €	650 000 €	650 000 €	650 000 €	216 667 €
Redevance d'occupation du domaine (partie variable)																					- €
Cotisations UAF																					- €
Certification ISBAH																					- €
Cotisations, documentations et services divers																					- €
65 Total des autres charges de gestion	**433 333 €**	**650 000 €**	**650 000 €**	**650 000 €**	**650 000 €**	**650 000 €**	**650 000 €**	**650 000 €**	**650 000 €**	**650 000 €**	**650 000 €**	**650 000 €**	**650 000 €**	**650 000 €**	**650 000 €**	**650 000 €**	**650 000 €**	**650 000 €**	**650 000 €**	**650 000 €**	**216 667 €**

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

DETAIL DES CHARGES DU CENTRE NAUTIQUE

Compte d'exploitation prévisionnel - DETAIL DES CHARGES (en EUROS HT constants - base mois remise offre)	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041
60 Achats consommés																					
Achats et autres approvisionnements stockés	- €																				- €
Electricité, Gaz, Eau	21 333 €	32 000 €	32 000 €	32 000 €	32 000 €	32 000 €	32 000 €	32 000 €	32 000 €	32 000 €	32 000 €	32 000 €	32 000 €	32 000 €	32 000 €	32 000 €	32 000 €	32 000 €	32 000 €	32 000 €	10 667 €
Achats non stockés (Carburant, ...)	- €																				- €
Achat de petit équipement	12 000 €	18 000 €	18 000 €	18 000 €	18 000 €	18 000 €	18 000 €	18 000 €	18 000 €	18 000 €	18 000 €	18 000 €	18 000 €	18 000 €	18 000 €	18 000 €	18 000 €	18 000 €	18 000 €	18 000 €	6 000 €
Achat de petits équipements (espaces verts)	- €																				- €
Achats de fournitures administratives	1 333 €	2 000 €	2 000 €	2 000 €	2 000 €	2 000 €	2 000 €	2 000 €	2 000 €	2 000 €	2 000 €	2 000 €	2 000 €	2 000 €	2 000 €	2 000 €	2 000 €	2 000 €	2 000 €	2 000 €	667 €
60 Total achats consommés	**34 667 €**	**52 000 €**	**52 000 €**	**52 000 €**	**52 000 €**	**52 000 €**	**52 000 €**	**52 000 €**	**52 000 €**	**52 000 €**	**52 000 €**	**52 000 €**	**52 000 €**	**52 000 €**	**52 000 €**	**52 000 €**	**52 000 €**	**52 000 €**	**52 000 €**	**52 000 €**	**17 333 €**
61 Sous-Traitance Générale (à détailler par catégorie de prestations)																					
Sous-Traitrance intragroupe																					- €
Sous-Traitance hors groupe																					- €
Crédit Bail (à détailler par catégorie de biens)																					
Crédit bail mobilier																					- €
Crédit bail immobilier																					- €
Location (à détailler par catégorie de biens)																					
Location de véhicule																					- €
Location d'équipements de bureautique et d'informatique	11 333 €	17 000 €	17 000 €	17 000 €	17 000 €	17 000 €	17 000 €	17 000 €	17 000 €	17 000 €	17 000 €	17 000 €	17 000 €	17 000 €	17 000 €	17 000 €	17 000 €	17 000 €	17 000 €	17 000 €	5 667 €
Location de matériel																					- €
Entretien & Réparation (à détailler par catégorie de bien : bâtiments, matériel et outillage, etc.)																					
Nettoyage	10 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	15 000 €	5 000 €
Entretien et maintenance	30 667 €	46 000 €	46 000 €	46 000 €	46 000 €	46 000 €	46 000 €	46 000 €	46 000 €	46 000 €	46 000 €	46 000 €	46 000 €	46 000 €	46 000 €	46 000 €	46 000 €	46 000 €	46 000 €	46 000 €	15 333 €
Autre [détail]																					- €
Primes d'Assurances																					
Assurances véhicules et autres	13 333 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	6 667 €
Etudes et recherches																					
Autres Services Extérieurs																					
61 Total achats sous-traitance et services extérieurs	**65 333 €**	**98 000 €**	**98 000 €**	**98 000 €**	**98 000 €**	**98 000 €**	**98 000 €**	**98 000 €**	**98 000 €**	**98 000 €**	**98 000 €**	**98 000 €**	**98 000 €**	**98 000 €**	**98 000 €**	**98 000 €**	**98 000 €**	**98 000 €**	**98 000 €**	**98 000 €**	**32 667 €**
62 Autres services extérieurs :																					
Rémunérations - Honoraires																					
Assistance technique et administrative Siège																					- €
frais d'actes, contentieux et annonces																					- €
Honoraires (Liasse fiscale, CAC)																					- €
Publicité - Commercialisation																					
Publicité, publication, relations publiques	13 333 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	6 667 €
Autres services extérieurs Divers																					
Déplacements - Missions - Réceptions																					- €
Frais Postaux et télécoms	1 733 €	2 600 €	2 600 €	2 600 €	2 600 €	2 600 €	2 600 €	2 600 €	2 600 €	2 600 €	2 600 €	2 600 €	2 600 €	2 600 €	2 600 €	2 600 €	2 600 €	2 600 €	2 600 €	2 600 €	867 €
Services Bancaires & Assimilés	1 933 €	2 900 €	2 900 €	2 900 €	2 900 €	2 900 €	2 900 €	2 900 €	2 900 €	2 900 €	2 900 €	2 900 €	2 900 €	2 900 €	2 900 €	2 900 €	2 900 €	2 900 €	2 900 €	2 900 €	967 €
Autres charges de gestion courante																					- €
62 Total des autres services extérieurs	**24 333 €**	**36 500 €**	**36 500 €**	**36 500 €**	**36 500 €**	**36 500 €**	**36 500 €**	**36 500 €**	**36 500 €**	**36 500 €**	**36 500 €**	**36 500 €**	**36 500 €**	**36 500 €**	**36 500 €**	**36 500 €**	**36 500 €**	**36 500 €**	**36 500 €**	**36 500 €**	**12 167 €**
63 Impôts & Taxes :																					
Taxe sur les Salaires																					- €
Impôts taxes & vers. assimilés/rémun	12 667 €	19 000 €	19 000 €	19 000 €	19 000 €	19 000 €	19 000 €	19 000 €	19 000 €	19 000 €	19 000 €	19 000 €	19 000 €	19 000 €	19 000 €	19 000 €	19 000 €	19 000 €	19 000 €	19 000 €	6 333 €
Formation continue et apprentissage	8 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €	12 000 €	4 000 €
Taxes foncières	20 500 €	20 500 €	20 500 €	20 500 €	20 500 €	20 500 €	20 500 €	20 500 €	20 500 €	20 500 €	20 500 €	20 500 €	20 500 €	20 500 €	20 500 €	20 500 €	20 500 €	20 500 €	20 500 €	20 500 €	6 833 €
CET (CFE et CVAE)																					- €
Taxe TVTS																					- €
Autres taxes	4 500 €	4 500 €	4 500 €	4 500 €	4 500 €	4 500 €	4 500 €	4 500 €	4 500 €	4 500 €	4 500 €	4 500 €	4 500 €	4 500 €	4 500 €	4 500 €	4 500 €	4 500 €	4 500 €	4 500 €	1 500 €
63 Total impôts & Taxes :	**45 667 €**	**56 000 €**	**56 000 €**	**56 000 €**	**56 000 €**	**56 000 €**	**56 000 €**	**56 000 €**	**56 000 €**	**56 000 €**	**56 000 €**	**56 000 €**	**56 000 €**	**56 000 €**	**56 000 €**	**56 000 €**	**56 000 €**	**56 000 €**	**56 000 €**	**56 000 €**	**18 667 €**
64 charges de personnel (à détailler par catégorie de personnel)																					
DIRECTION																					
Salaires bruts permanents	28 063 €	42 095 €	42 095 €	42 095 €	42 095 €	42 095 €	42 095 €	42 095 €	42 095 €	42 095 €	42 095 €	42 095 €	42 095 €	42 095 €	42 095 €	42 095 €	42 095 €	42 095 €	42 095 €	42 095 €	14 032 €
Charges sociales	13 189 €	19 784 €	19 784 €	19 784 €	19 784 €	19 784 €	19 784 €	19 784 €	19 784 €	19 784 €	19 784 €	19 784 €	19 784 €	19 784 €	19 784 €	19 784 €	19 784 €	19 784 €	19 784 €	19 784 €	6 595 €
Autre [détail]																					
Salaires bruts permanents	103 770 €	269 000 €	269 000 €	269 000 €	269 000 €	269 000 €	269 000 €	269 000 €	269 000 €	269 000 €	269 000 €	269 000 €	269 000 €	269 000 €	269 000 €	269 000 €	269 000 €	269 000 €	269 000 €	269 000 €	89 667 €
Charges sociales	48 771 €	126 000 €	126 000 €	126 000 €	126 000 €	126 000 €	126 000 €	126 000 €	126 000 €	126 000 €	126 000 €	126 000 €	126 000 €	126 000 €	126 000 €	126 000 €	126 000 €	126 000 €	126 000 €	126 000 €	42 000 €
64 Total charges de personnel	**193 793 €**	**456 878 €**	**456 878 €**	**456 878 €**	**456 878 €**	**456 878 €**	**456 878 €**	**456 878 €**	**456 878 €**	**456 878 €**	**456 878 €**	**456 878 €**	**456 878 €**	**456 878 €**	**456 878 €**	**456 878 €**	**456 878 €**	**456 878 €**	**456 878 €**	**456 878 €**	**152 293 €**
																					0
65 Autres Charges de Gestion (à détailler ci-dessous)																					- €
Dépenses GER																					- €
Redevance d'occupation du domaine (partie fixe)	33 333 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €	16 667 €
Redevance d'occupation du domaine (partie variable)																					- €
Cotisations UAF																					- €
Certification ISBAH																					- €
Cotisations, documentations et services divers	1 200 €	1 200 €	1 200 €	1 200 €	1 200 €	1 200 €	1 200 €	1 200 €	1 200 €	1 200 €	1 200 €	1 200 €	1 200 €	1 200 €	1 200 €	1 200 €	1 200 €	1 200 €	1 200 €	1 200 €	400 €
65 Total des autres charges de gestion	**34 533 €**	**51 200 €**	**51 200 €**	**51 200 €**	**51 200 €**	**51 200 €**	**51 200 €**	**51 200 €**	**51 200 €**	**51 200 €**	**51 200 €**	**51 200 €**	**51 200 €**	**51 200 €**	**51 200 €**	**51 200 €**	**51 200 €**	**51 200 €**	**51 200 €**	**51 200 €**	**17 067 €**

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

DETAIL DES CHARGES CONSOLIDE

Compte d'exploitation prévisionnel - DETAIL DES CHARGES - PORTS + CENTRE NAUTIQUE (en EUROS HT constants - base mois remise offre)	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	Total	Moyenne
60 Achats consommés																						
Achats et autres approvisionnements stockés	2 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	60 000 €	3 000 €
Electricité, Gaz, Eau	749 333	1 124 000	1 124 000	1 124 000	1 124 000	1 124 000	1 124 000	1 124 000	1 124 000	1 124 000	1 124 000	1 124 000	1 124 000	1 124 000	1 124 000	1 124 000	1 124 000	1 124 000	1 124 000	1 124 000	22 480 000 €	1 124 000 €
Achats non stockés (Carburant, ...)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	- €	- €
Achat de petit équipement	153 333	230 000	230 000	230 000	230 000	230 000	230 000	230 000	230 000	230 000	230 000	230 000	230 000	230 000	230 000	230 000	230 000	230 000	230 000	230 000	4 600 000 €	230 000 €
Achat de petits équipements (espaces verts)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	- €	- €
Achats de fournitures administratives	3 333	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	100 000 €	5 000 €
Autre [détail]	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	- €	- €
60 Total achats consommés	908 000	1 362 000	1 362 000	1 362 000	1 362 000	1 362 000	1 362 000	1 362 000	1 362 000	1 362 000	1 362 000	1 362 000	1 362 000	1 362 000	1 362 000	1 362 000	1 362 000	1 362 000	1 362 000	454 000	**27 240 000 €**	**1 362 000 €**
	-																				0	
61 Sous-Traitance Générale (à détailler par catégorie de prestations)	-																				- €	- €
Sous-Traitrance intragroupe	-																			- €	- €	- €
Sous-Traitance hors groupe	50 667	76 000	76 000	76 000	76 000	76 000	76 000	76 000	76 000	76 000	76 000	76 000	76 000	76 000	76 000	76 000	76 000	76 000	76 000	25 333	1 520 000 €	76 000 €
Autre [détail]	-																			- €	- €	- €
Crédit Bail (à détailler par catégorie de biens)	-																				- €	- €
Crédit bail mobilier	50 667	76 000	76 000	76 000	76 000	76 000	76 000	76 000	76 000	76 000	76 000	76 000	76 000	76 000	76 000	76 000	76 000	76 000	76 000	25 333	1 520 000 €	76 000 €
Crédit bail immobilier	-																			- €	- €	- €
Autre [détail]	-																			- €	- €	- €
Location (à détailler par catégorie de biens)	-																				- €	- €
Location de véhicule	3 733	5 600	5 600	5 600	5 600	5 600	5 600	5 600	5 600	5 600	5 600	5 600	5 600	5 600	5 600	5 600	5 600	5 600	5 600	1 867	112 000 €	5 600 €
Location d'équipements de bureautique et d'informatique	98 933	148 400	148 400	148 400	148 400	148 400	148 400	148 400	148 400	148 400	148 400	148 400	148 400	148 400	148 400	148 400	148 400	148 400	148 400	49 467	2 968 000 €	148 400 €
Location de matériel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	- €	- €
Autre [détail]	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	- €	- €
Entretien & Réparation (à détailler par catégorie de bien : bâtiments, matériel et outillage, etc.)	-																				- €	- €
Nettoyage	60 667	91 000	91 000	91 000	91 000	91 000	91 000	91 000	91 000	91 000	91 000	91 000	91 000	91 000	91 000	91 000	91 000	91 000	91 000	30 333	1 820 000 €	91 000 €
Entretien et maintenance	297 333	446 000	446 000	446 000	446 000	446 000	446 000	446 000	446 000	446 000	446 000	446 000	446 000	446 000	446 000	446 000	446 000	446 000	446 000	148 667	8 920 000 €	446 000 €
Autre [détail]	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	- €	- €
Primes d'Assurances	-																				- €	- €
Assurances véhicules et autres	59 133	88 700	88 700	88 700	88 700	88 700	88 700	88 700	88 700	88 700	88 700	88 700	88 700	88 700	88 700	88 700	88 700	88 700	88 700	29 567	1 774 000 €	88 700 €
Autre [détail]	3 533	5 300	5 300	5 300	5 300	5 300	5 300	5 300	5 300	5 300	5 300	5 300	5 300	5 300	5 300	5 300	5 300	5 300	5 300	1 767	106 000 €	5 300 €
Etudes et recherches	-																				- €	- €
Autres Services Extérieurs	-																				- €	- €
Autre [détail]	-																				- €	- €
61 Total achats sous-traitance et services extérieurs	624 667	937 000	937 002	937 004	937 006	937 008	937 010	937 012	937 014	937 016	937 018	937 020	937 022	937 024	937 026	937 028	937 030	937 032	937 034	937 036	312 333	**18 740 342 €**	**937 017 €**
	-																				0	
62 Autres services extérieurs :	-																				- €	- €
Personnel	-																				- €	- €
Personnel Extérieur à l'Entreprise	-																				- €	- €
Intérimaires	-																				- €	- €
Personnel mis à disposition	-																				- €	- €
Autre [détail]	-																				- €	- €
Rémunérations - Honoraires	-																				- €	- €
Assistance technique et administrative Siège	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	- €	- €
frais d'actes, contentieux et annonces	4 000	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	2 000	120 000 €	6 000 €
Honoraires (Liasse fiscale, CAC)	78 667	118 000	118 000	118 000	118 000	118 000	118 000	118 000	118 000	118 000	118 000	118 000	118 000	118 000	118 000	118 000	118 000	118 000	118 000	39 333	2 360 000 €	118 000 €
Autre [détail]	7 333	11 000	11 000	11 000	11 000	11 000	11 000	11 000	11 000	11 000	11 000	11 000	11 000	11 000	11 000	11 000	11 000	11 000	11 000	3 667	220 000 €	11 000 €
Publicité - Commercialisation	-																				- €	- €
Publicité, publication, relations publiques	35 333	53 000	53 000	53 000	53 000	53 000	53 000	53 000	53 000	53 000	53 000	53 000	53 000	53 000	53 000	53 000	53 000	53 000	53 000	17 667	1 060 000 €	53 000 €
Autre [détail]	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	- €	- €
Autres services extérieurs Divers	-																				- €	- €
Déplacements - Missions - Réceptions	8 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	4 000	240 000 €	12 000 €
Frais Postaux et télécoms	41 733	62 600	62 600	62 600	62 600	62 600	62 600	62 600	62 600	62 600	62 600	62 600	62 600	62 600	62 600	62 600	62 600	62 600	62 600	20 867	1 252 000 €	62 600 €
Services Bancaires & Assimilés	11 933	17 900	17 900	17 900	17 900	17 900	17 900	17 900	17 900	17 900	17 900	17 900	17 900	17 900	17 900	17 900	17 900	17 900	17 900	5 967	358 000 €	17 900 €
Autres charges de gestion courante	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	- €	- €
concours divers	13 333	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	6 667	400 000 €	20 000 €
62 Total des autres services extérieurs	200 333	300 500	300 500	300 500	300 500	300 500	300 500	300 500	300 500	300 500	300 500	300 500	300 500	300 500	300 500	300 500	300 500	300 500	300 500	100 167	**6 010 000 €**	**300 500 €**
	-																				0	
63 Impôts & Taxes :	-																				- €	- €
Taxe sur les Salaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	- €	- €
Impôts taxes & vers. assimilés/rémun	18 267	27 400	27 400	27 400	27 400	27 400	27 400	27 400	27 400	27 400	27 400	27 400	27 400	27 400	27 400	27 400	27 400	27 400	27 400	9 133	548 000 €	27 400 €
Formation continue et apprentissage	14 800	22 200	22 200	22 200	22 200	22 200	22 200	22 200	22 200	22 200	22 200	22 200	22 200	22 200	22 200	22 200	22 200	22 200	22 200	7 400	444 000 €	22 200 €
Taxes foncières	675 500	675 500	675 500	675 500	675 500	675 500	675 500	675 500	675 500	675 500	675 500	675 500	675 500	675 500	675 500	675 500	675 500	675 500	675 500	225 167	13 735 167 €	686 758 €
CET (CFE et CVAE)	140 000	210 000	210 000	210 000	210 000	210 000	210 000	210 000	210 000	210 000	210 000	210 000	210 000	210 000	210 000	210 000	210 000	210 000	210 000	70 000	4 200 000 €	210 000 €
Taxe TVTS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	- €	- €
Autres taxes	73 000	107 250	107 250	107 250	107 250	107 250	107 250	107 250	107 250	107 250	107 250	107 250	107 250	107 250	107 250	107 250	107 250	107 250	107 250	35 750	2 146 500 €	107 325 €
taxe locale publicité extérieure	12 000	18 000	18 000	18 000	18 000	18 000	18 000	18 000	18 000	18 000	18 000	18 000	18 000	18 000	18 000	18 000	18 000	18 000	18 000	6 000	360 000 €	18 000 €
63 Total impôts & Taxes :	933 567	1 060 350	1 060 350	1 060 350	1 060 350	1 060 350	1 060 350	1 060 350	1 060 350	1 060 350	1 060 350	1 060 350	1 060 350	1 060 350	1 060 350	1 060 350	1 060 350	1 060 350	1 060 350	353 450	**21 433 667 €**	**1 071 683 €**
	-																				0	
64 charges de personnel (à détailler par catégorie de personnel)																					- €	- €
DIRECTION																					- €	- €
Salaires bruts permanents	220 301	330 452	330 452	330 452	330 452	330 452	330 452	330 452	330 452	330 452	330 452	330 452	330 452	330 452	330 452	330 452	330 452	330 452	330 452	110 151	6 609 030 €	330 452 €
Charges sociales	103 540	155 310	155 311	155 311	155 311	155 311	155 311	155 311	155 311	155 311	155 311	155 311	155 311	155 311	155 311	155 311	155 311	155 311	155 311	51 770	3 106 209 €	155 310 €
Autres charges sociales	-																			- €	- €	- €
Autre [détail]																					- €	- €
Salaires bruts permanents	1 620 865	2 544 643	2 544 643	2 544 643	2 544 643	2 544 643	2 544 643	2 544 643	2 544 643	2 544 643	2 544 643	2 544 643	2 544 643	2 544 643	2 544 643	2 544 643	2 544 643	2 544 643	2 544 643	848 214	50 817 296 €	2 540 865 €
Charges sociales	761 807	1 195 554	1 195 554	1 195 554	1 195 554	1 195 554	1 195 554	1 195 554	1 195 554	1 195 554	1 195 554	1 195 554	1 195 554	1 195 554	1 195 554	1 195 554	1 195 554	1 195 554	1 195 554	398 518	23 875 851 €	1 193 793 €
Autres charges sociales	-																			- €	- €	- €
Autre [détail]	-																				- €	- €
Salaires bruts permanents	-																				- €	- €
Charges sociales	-																				- €	- €
Autres charges sociales	-																				- €	- €
Autre [détail]	-																				- €	- €
Salaires bruts permanents	-																				- €	- €
Charges sociales	-																				- €	- €
Autres charges sociales	-																				- €	- €
Etc.	-																				- €	- €
64 Total charges de personnel	2 706 513	4 225 958	4 225 959	4 225 959	4 225 959	4 225 959	4 225 959	4 225 959	4 225 959	4 225 959	4 225 959	4 225 959	4 225 959	4 225 959	4 225 959	4 225 959	4 225 959	4 225 959	4 225 959	1 408 653	**84 408 386 €**	**4 220 419 €**
	-																			0	0	
65 Autres Charges de Gestion (à détailler ci-dessous)	-																			- €	- €	- €
Dépenses GER	-																			- €	- €	- €
Redevance d'occupation du domaine (partie fixe)	466 667	700 000	700 000	700 000	700 000	700 000	700 000	700 000	700 000	700 000	700 000	700 000	700 000	700 000	700 000	700 000	700 000	700 000	700 000	233 333	14 000 000 €	700 000 €
Redevance d'occupation du domaine (partie variable)	-																			- €	- €	- €
Cotisations UAF	-																			- €	- €	- €
Certification ISBAH	-																			- €	- €	- €
Cotisations, documentations et services divers	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	400	24 400 €	1 220 €
Autre [détail]	-																			- €	- €	- €
65 Total des autres charges de gestion	467 867	701 200	701 200	701 200	701 200	701 200	701 200	701 200	701 200	701 200	701 200	701 200	701 200	701 200	701 200	701 200	701 200	701 200	701 200	233 733	**14 024 400 €**	**701 220 €**
																					0	
66 Charges financières																					- €	- €
Intérêts de la dette bancaire																					- €	- €
Intérêts du CCA																					- €	- €
Intérêts des emprunts et charges assimilées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	- €	- €
Autre [détail]																					- €	- €
66 Total des Charges financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	**- €**	**- €**
																					0	
67 Charges exceptionnelles																					- €	- €
Autre [détail]																					- €	- €
67 Total des Charges Exceptionnelles																					**- €**	**- €**
																					0	
68 Dotations aux amortissements et provisions (à détailler ci-dessous)																					- €	- €
Dot. amort.immo.corporelles																					- €	- €
Dot. amort.immo.incorporelles																					- €	- €
Dot. Provision GER																					- €	- €
Autre [détail]																					- €	- €
68 Total Dotations aux Amortissements et Provisions	-																				**- €**	**- €**
																					0	
69 participation des salariés																					- €	- €
Intéressement des salariés																					- €	- €
69 Total Intéressement Sal & I.S.	-																				**- €**	**- €**
																					0	
TOTAL des Charges	5 840 946	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	**5 840 946 €**	**292 047 €**

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Concession de service public pour la gestion et l'exploitation du Port Cap d'Agde, Port Ambonne et du Centre Nautique de la **Commune d'Agde**









Sous-Annexe F3
Synthèse

SYNTHESE

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Synthèse en € HT	
Montants cumulés sur la durée du contrat	
Redevance part fixe	14 000 000
Redevance part variable	0
Subventions d'investissement	0
Contribution financière forfaitaire	
Résultat net	10 638 538
Frais de siège	0

Montants en fin de contrat	
Valeur nette comptable à reprendre par la Commune	5 444 612
Solde du compte GER à reprendre par la Commune	0

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Concession de service public pour la gestion et l'exploitation du Port Cap d'Agde, Port Ambonne et du Centre Nautique de la **Commune d'Agde**









Annexe G
Reporting

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Concession de service public pour la gestion et l'exploitation du Port Cap d'Agde, Port Ambonne et du Centre Nautique de la **Commune d'Agde**









Sous-Annexe G1
Modèle de rapport annuel du délégataire

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Ci-dessous la trame du rapport annuel du délégataire :

Introduction

- Rappel de la nature du contrat, de sa durée et de sa date de fin
- Présentation succincte du concessionnaire et de la répartition du capital social
- Présentation succincte des avenants établis au cours de l'exercice (avec rappel des avenants antérieurs) et de leurs dates de signature et d'entrée en vigueur
- Présentation des réunions du Comité de suivi de l'exercice, de leur date et de leur objet.

Synthèse générale de l'activité de chaque entité (ports et centre) au cours de l'exercice (max 15 pages)

- Evolution générale de la fréquentation entre l'année N-1 et l'année N
- Montant des investissements réalisés et nature des principales opérations avec indication du montant des subventions d'équipement versées par le Concédant le cas échéant
- Niveau du chiffre d'affaires avec distinction ports / centre nautique (N/ N-1)
- Niveau du résultat net et explication sur les facteurs d'évolution (N/ N-1)
- Montant de la redevance d'occupation du domaine public versée au Concédant
- Faits marquants de l'année écoulée : évènements, incidents, campagnes de communication, autres
- Principaux projets pour l'année en cours (tous types)

Dossier technique et commercial

Organisation générale

- Intégration d'un schéma permettant de comprendre l'organisation du concessionnaire pour l'exploitation (flux financiers avec les sociétés liées, nombre d'agents, services subdélégués, sous- traités, etc.)
- Concernant la société dédiée éventuelle : composition du capital, statuts et évolutions statutaires éventuelles, etc.
- Présentation des services sous-traités
- Commentaires explicatifs du concessionnaire.

Plans des infrastructures et du périmètre

- Plan des installations avec indication du périmètre contractuel de la concession, de la dénomination des principales installations et des nouvelles installations réalisées le cas échéant

Effectifs

- Organigramme d'exploitation
- Détail des effectifs (nombre ETP) avec indication de leur affectation en ETP au contrat (notamment si des personnels sont mutualisés avec d'autres sociétés) et de la variation des effectifs entre N et N-1 (+ explications)
- Nombre d'agents

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

- Rappel de la convention collective applicable aux agents
- En Annexe : Bilan social de l'année (répartition des effectifs H/F, etc.)

Grille tarifaire de l'exercice

- Tarifs Centre : à intégrer avec mention des évolutions par rapport à N-1
- Tarifs Ports : à intégrer avec mention des évolutions par rapport à N-1

Fréquentation et activités

- Détail par entité : ports d'Agde, d'Ambonne, du centre nautique et de l'aire de réparation navale,
- Pour la plaisance : répartition de la fréquentation par catégorie de bateaux, par catégorie de contrats (annuel, hivernage, passage …
- Pour le centre nautique : description des activités, des stages, …
- Pour l'aire de réparation navale : nombre de sorties de bateaux, nombre de jours de stationnement sur le terre-plein, …
- Et reprenant a minima les éléments du formulaire financier

Programme d'investissements

- Montant détaillé des investissements réalisés et nature (selon nomenclature prévue dans le formulaire financier de remise de l'offre finale)
- Rappel depuis l'origine du contrat des investissements prévus et comparaison avec les investissements effectivement réalisés
- Justification des investissements non prévus / en retard / en avance, etc.
- Adaptations du PPI envisagées et validées avec le Concédant (le cas échéant)
- En annexe ou transmission en parallèle :
    - Tableur Excel détaillé présentant le PPI prévisionnel et les investissements réalisés (depuis l'origine du contrat) et selon la trame prévue dans l'offre financière finale (formulaire Excel)
    - Tout élément complémentaire permettant de bien apprécier les investissements réalisés.

Plan de maintenance des installations

- Détail des opérations de maintenance réalisées (curatives, préventives, etc.), du montant des opérations et des installations concernées
- En annexe ou transmission en parallèle : tableur Excel détaillé avec précision sur la fréquence de maintenance des installations, des dates de réalisations des opérations, du montant des opérations (en cas de maintenance lourde)

Exploitation du service

- Indicateur d'exploitation
- Analyse de l'activité
- Communication et marketing
- Relations avec le Concédant
- Analyse du respect des engagements contractuels

Autorisations/conventions d'occupation du domaine public

- Liste des autorisations et conventions avec dates de signature, dénomination de l'occupant, montant de la redevance, durée d'occupation et activité de l'occupant (sous format Excel également)

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Analyse de la qualité de service

- Analyse qualitative du service public concédé au regard des prévisions d'activité de la société présentées dans l'offre du candidat
- Liste des incidents
- Suivi des indicateurs de qualité de service prévus, notamment vis-à-vis des engagements contractuels et de l'offre du concessionnaire
- Mesures correctives et améliorations proposées
- Travaux d'amélioration et d'adaptation à envisager
- Certifications et suivi de certifications

Politique de développement durable

- Actions mises en œuvre,
- Résultats et mesures des effets

Dossier financier

Formulaire financier et annexes

- Remise du formulaire financier EXCEL complet (contractualisé au moment de l'attribution du contrat) avec intégration des données de l'ensemble des exercices écoulés et comparaison avec le prévisionnel (formules apparentes)
- Le concessionnaire prendra soin de proposer une actualisation des flux prévisionnels contractualisés : pour les recettes, en tenant compte des évolutions tarifaires constatées et pour les charges, en tenant compte du niveau d'activité et d'indices précisés dans le formulaire financier
- Intégration d'une section explicative permettant de comprendre les actualisations réalisées et les ajouts réalisés sur le formulaire (onglets nouveaux, etc.)
- En annexe :
    - Liasse fiscales et annexes ;
    - Rapport du commissaire aux comptes (le cas échéant) ;
    - Extrait complet du Grand Livre des comptes (Excel) pour l'exercice en cours.

Eléments de bilan

Etat des immobilisations

- Liste des immobilisations (corporelles, incorporelles et financières) avec indication de leur nature juridique (biens de retour, reprise, propres), de leur valeur brute, du montant des amortissements réalisés (avec mention de la caducité le cas échéant), de la méthode d'amortissement, de la durée d'amortissement et de leur valeur nette à la date de remise du rapport annuel
- Etat des cessions d'immobilisations et valeurs de cessions
- Estimation de la valeur nette comptable de fin de contrat

Financement des investissements

- Sur la base des données figurant au formulaire, intégration d'un tableau emplois/ressources simplifié avec mention du Fonds de roulement net global de début et de fin d'exercice ;

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

- Détail des emprunts en cours avec date de souscription, montant, durée, taux, montant des annuités annuelles, capital restant dû à la date de remise du rapport annuel et capital restant dû à la fin du contrat

Etat des provisions

- Tableau présentant le montant et la nature des dotations aux provisions (risques et charges, GER) et les reprises réalisées
- Commentaires du concessionnaire sur les provisions revêtant un caractère exceptionnel.

Etat de la trésorerie

- Intégration d'un graphique ou tableau présentant le fonds de roulement, le besoin en fonds de roulement et la trésorerie nette

Etat de la rémunération des actionnaires

- Indication du montant des dividendes versés

Autres

- Etat des comptes de liaison
- Etat des lignes de trésorerie de l'exercice

Comptes d'exploitation

Comptes d'exploitation simplifiés

- En sus du formulaire financier, présentation sous forme de tableau des comptes d'exploitation de manière simplifiés (comptes à 3 chiffres) avec comparaison entre les flux prévisionnels et réalisés depuis l'origine du contrat

Produits d'exploitation

- Le concessionnaire présente de manière détaillée les produits d'exploitation et leurs facteurs d'évolution
- Les produits financiers sont explicités
- Les produits exceptionnels sont détaillés

Charges d'exploitation

- Le concessionnaire présente de manière détaillée les charges d'exploitation et leurs facteurs d'évolution et notamment :
    - Masse salariale
    - Autres achats et charges externes o Frais de siège (justification précise) o Primes d'assurances
    - Redevance d'occupation du domaine public
    - Dépenses de gros-entretien renouvellement
- Les charges financières sont explicitées
- Les charges exceptionnelles sont détaillées

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Soldes intermédiaires de gestion et ratios financiers

- Intégration d'un tableau présentant les soldes intermédiaires de gestion (valeur ajoutée, EBE, résultats, CAF) avec le détail du mode de calcul pour l'exercice écoulé
- Intégration de ratios financiers : profitabilité / rentabilité commerciale / rentabilité des fonds propres / autres

Leviers d'amélioration de la situation financière

- Liberté laissée au concessionnaire de présenter les éléments pouvant selon lui améliorer la situation financière :
  - Sans réexamen des conditions initiales du contrat (leviers organisationnels/fonctionnels, communication, etc.) ;
  - Avec réexamen des conditions initiales du contrat le cas échéant.

Dossier pièces diverses

- Attestations d'assurance de l'exercice en cours
- …

Annexes communicables

- Liasse fiscales et annexes ;
- Rapport du commissaire aux comptes (le cas échéant) ;
- Extrait complet du Grand Livre des comptes (Excel) pour l'exercice en cours ;
- …

Annexes non communicables

- …

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

agde Archipel de vie

Annexe 2 – Trame de rapport annuel

Au moment de la remise du rapport annuel, le concessionnaire portera en Annexe les données relevant du secret industriel et commercial (annexe dédiée) de manière à en éviter la diffusion.

La trame doit systématiquement permettre de distinguer les activités portuaires et celles du centre nautique.

Introduction

- Rappel de la nature du contrat, de sa durée et de sa date de fin
- Présentation succincte du concessionnaire et de la répartition du capital social
- Présentation succincte des avenants établis au cours de l'exercice (avec rappel des avenants antérieurs) et de leurs dates de signature et d'entrée en vigueur
- Présentation des réunions du Comité de suivi de l'exercice, de leur date et de leur objet.

Synthèse générale de l'activité de chaque entité (ports et centre) au cours de l'exercice

(max 15 pages)

- Evolution générale de la fréquentation entre l'année N-1 et l'année N
- Montant des investissements réalisés et nature des principales opérations avec indication du montant des subventions d'équipement versées par le Concédant le cas échéant
- Niveau du chiffre d'affaires avec distinction ports / centre nautique (N/ N-1)
- Niveau du résultat net et explication sur les facteurs d'évolution (N/ N-1)
- Montant de la redevance d'occupation du domaine public versée au Concédant
- Faits marquants de l'année écoulée : évènements, incidents, campagnes de communication, autres
- Principaux projets pour l'année en cours (tous types)

Hôtel de Ville Mirabel • Rue Alsace Lorraine • CS 20 007 • 34 306 Agde Cedex
Tél. 04 67 94 60 00 • www.ville-agde.fr • contact@ville-agde.fr

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

agde Archipel de vie

Dossier technique et commercial

Organisation générale

- Intégration d'un schéma permettant de comprendre l'organisation du concessionnaire pour l'exploitation (flux financiers avec les sociétés liées, nombre d'agents, services subdélégués, sous-traités, etc.)
- Concernant la société dédiée éventuelle : composition du capital, statuts et évolutions statutaires éventuelles, etc.
- Présentation des services sous-traités
- Commentaires explicatifs du concessionnaire.

Plans des infrastructures et du périmètre

- Plan des installations avec indication du périmètre contractuel de la concession, de la dénomination des principales installations et des nouvelles installations réalisées le cas échéant

Effectifs

- Organigramme d'exploitation
- Détail des effectifs (nombre ETP) avec indication de leur affectation en ETP au contrat (notamment si des personnels sont mutualisés avec d'autres sociétés) et de la variation des effectifs entre N et N-1 (+ explications)
- Nombre d'agents
- Rappel de la convention collective applicable aux agents
- En Annexe : Bilan social de l'année (répartition des effectifs H/F, etc.)

Grille tarifaire de l'exercice

- Tarifs Centre : à intégrer avec mention des évolutions par rapport à N-1
- Tarifs Ports : à intégrer avec mention des évolutions par rapport à N-1

Fréquentation et activités

- Détail par entité : ports d'Agde, d'Ambonne, du centre nautique et de l'aire de réparation navale,

Hôtel de Ville Mirabel • Rue Alsace Lorraine • CS 20 007 • 34 306 Agde Cedex
Tél. 04 67 94 60 00 • www.ville-agde.fr • contact@ville-agde.fr

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

- Pour la plaisance : répartition de la fréquentation par catégorie de bateaux, par catégorie de contrats (annuel, hivernage, passage …
- Pour le centre nautique : description des activités, des stages, …
- Pour l'aire de réparation navale : nombre de sorties de bateaux, nombre de jours de stationnement sur le terre-plein, …
- Et reprenant a minima les éléments du formulaire financier

Programme d'investissements

- Montant détaillé des investissements réalisés et nature (selon nomenclature prévue dans le formulaire financier de remise de l'offre finale)
- Rappel depuis l'origine du contrat des investissements prévus et comparaison avec les investissements effectivement réalisés
- Justification des investissements non prévus / en retard / en avance, etc.
- Adaptations du PPI envisagées et validées avec le Concédant (le cas échéant)
- En annexe ou transmission en parallèle :
    - Tableur Excel détaillé présentant le PPI prévisionnel et les investissements réalisés (depuis l'origine du contrat) et selon la trame prévue dans l'offre financière finale (formulaire Excel)
    - Tout élément complémentaire permettant de bien apprécier les investissements réalisés.

Plan de maintenance des installations

- Détail des opérations de maintenance réalisées (curatives, préventives, etc.), du montant des opérations et des installations concernées
- En annexe ou transmission en parallèle : tableur Excel détaillé avec précision sur la fréquence de maintenance des installations, des dates de réalisations des opérations, du montant des opérations (en cas de maintenance lourde)

Exploitation du service

- Indicateur d'exploitation
- Analyse de l'activité
- Communication et marketing
- Relations avec le Concédant
- Analyse du respect des engagements contractuels

Hôtel de Ville Mirabel • Rue Alsace Lorraine • CS 20 007 • 34 306 Agde Cedex
Tél. 04 67 94 60 00 • www.ville-agde.fr • contact@ville-agde.fr

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Autorisations/conventions d'occupation du domaine public

- Liste des autorisations et conventions avec dates de signature, dénomination de l'occupant, montant de la redevance, durée d'occupation et activité de l'occupant (sous format Excel également)

Analyse de la qualité de service

- Analyse qualitative du service public concédé au regard des prévisions d'activité de la société présentées dans l'offre du candidat
- Liste des incidents
- Suivi des indicateurs de qualité de service prévus, notamment vis-à-vis des engagements contractuels et de l'offre du concessionnaire
- Mesures correctives et améliorations proposées
- Travaux d'amélioration et d'adaptation à envisager
- Certifications et suivi de certifications

Politique de développement durable

- Actions mises en œuvre,
- Résultats et mesures des effets

Dossier financier

Pour la présentation des données financières, le concessionnaire s'attachera notamment à faire apparaître la comparaison entre flux prévisionnels et réalisés depuis l'entrée en vigueur du contrat.

Formulaire financier et annexes

- Remise du formulaire financier EXCEL complet (contractualisé au moment de l'attribution du contrat) avec intégration des données de l'ensemble des exercices écoulés et comparaison avec le prévisionnel (formules apparentes)
- Le concessionnaire prendra soin de proposer une actualisation des flux prévisionnels contractualisés : pour les recettes, en tenant compte des évolutions tarifaires constatées et pour les charges, en tenant compte du niveau d'activité et d'indices précisés dans le formulaire financier

Hôtel de Ville Mirabel • Rue Alsace Lorraine • CS 20 007 • 34 306 Agde Cedex
Tél. 04 67 94 60 00 • www.ville-agde.fr • contact@ville-agde.fr

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

- Intégration d'une section explicative permettant de comprendre les actualisations réalisées et les ajouts réalisés sur le formulaire (onglets nouveaux, etc.)
- En annexe :
    - Liasse fiscales et annexes ;
    - Rapport du commissaire aux comptes (le cas échéant) ;
    - Extrait complet du Grand Livre des comptes (Excel) pour l'exercice en cours.

Eléments de bilan

Etat des immobilisations

- Liste des immobilisations (corporelles, incorporelles et financières) avec indication de leur nature juridique (biens de retour, reprise, propres), de leur valeur brute, du montant des amortissements réalisés (avec mention de la caducité le cas échéant), de la méthode d'amortissement, de la durée d'amortissement et de leur valeur nette à la date de remise du rapport annuel
- Etat des cessions d'immobilisations et valeurs de cessions
- Estimation de la valeur nette comptable de fin de contrat

Financement des investissements

- Sur la base des données figurant au formulaire, intégration d'un tableau emplois/ressources simplifié avec mention du Fonds de roulement net global de début et de fin d'exercice ;
- Détail des emprunts en cours avec date de souscription, montant, durée, taux, montant des annuités annuelles, capital restant dû à la date de remise du rapport annuel et capital restant dû à la fin du contrat

Etat des provisions

- Tableau présentant le montant et la nature des dotations aux provisions (risques et charges, GER) et les reprises réalisées
- Commentaires du concessionnaire sur les provisions revêtant un caractère exceptionnel.

Etat de la trésorerie

- Intégration d'un graphique ou tableau présentant le fonds de roulement, le besoin en fonds de roulement et la trésorerie nette

Hôtel de Ville Mirabel • Rue Alsace Lorraine • CS 20 007 • 34 306 Agde Cedex
Tél. 04 67 94 60 00 • www.ville-agde.fr • contact@ville-agde.fr

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Etat de la rémunération des actionnaires

- Indication du montant des dividendes versés

Autres

- Etat des comptes de liaison
- Etat des lignes de trésorerie de l'exercice

Comptes d'exploitation

Comptes d'exploitation simplifiés

- En sus du formulaire financier, présentation sous forme de tableau des comptes d'exploitation de manière simplifiés (comptes à 3 chiffres) avec comparaison entre les flux prévisionnels et réalisés depuis l'origine du contrat

Produits d'exploitation

- Le concessionnaire présente de manière détaillée les produits d'exploitation et leurs facteurs d'évolution
- Les produits financiers sont explicités
- Les produits exceptionnels sont détaillés

Charges d'exploitation

- Le concessionnaire présente de manière détaillée les charges d'exploitation et leurs facteurs d'évolution et notamment :
    - Masse salariale
    - Autres achats et charges externes
    - Frais de siège (justification précise)
    - Primes d'assurances
    - Redevance d'occupation du domaine public
    - Dépenses de gros-entretien renouvellement
- Les charges financières sont explicitées

Hôtel de Ville Mirabel • Rue Alsace Lorraine • CS 20 007 • 34 306 Agde Cedex
Tél. 04 67 94 60 00 • www.ville-agde.fr • contact@ville-agde.fr

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

- Les charges exceptionnelles sont détaillées

Soldes intermédiaires de gestion et ratios financiers

- Intégration d'un tableau présentant les soldes intermédiaires de gestion (valeur ajoutée, EBE, résultats, CAF) avec le détail du mode de calcul pour l'exercice écoulé
- Intégration de ratios financiers : profitabilité / rentabilité commerciale / rentabilité des fonds propres / autres

Leviers d'amélioration de la situation financière

- Liberté laissée au concessionnaire de présenter les éléments pouvant selon lui améliorer la situation financière :
  - Sans réexamen des conditions initiales du contrat (leviers organisationnels/fonctionnels, communication, etc.) ;
  - Avec réexamen des conditions initiales du contrat le cas échéant.

Dossier pièces diverses

- Attestations d'assurance de l'exercice en cours
- [à compléter par le concessionnaire]

Annexes communicables

- Liasse fiscales et annexes ;
- Rapport du commissaire aux comptes (le cas échéant) ;
- Extrait complet du Grand Livre des comptes (Excel) pour l'exercice en cours ;
- [à compléter par le concessionnaire]

Annexes non communicables

[à compléter par le concessionnaire]

Hôtel de Ville Mirabel • Rue Alsace Lorraine • CS 20 007 • 34 306 Agde Cedex
Tél. 04 67 94 60 00 • www.ville-agde.fr • contact@ville-agde.fr

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Concession de service public pour la gestion et l'exploitation du Port Cap d'Agde, Port Ambonne et du Centre Nautique de la **Commune d'Agde**









Sous-Annexe G2
Modèle de tableau de bord suivi mensuel

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

TABLEAU DE SUIVI MENSUEL

PASSAGE PORT MENSUEL	MOIS			MOIS		
Catégorie	Btx	Nuits	CA TTC	Btx	Nuits	CA TTC
Voile/Moteur	Btx	Nuits	CA TTC	Btx	Nuits	CA TTC
1 | 4,01 à 5,00 M						
2 | 5,01 à 6,50 M						
3 | 6,51 à 8,00 M						
4 | 8,01 à 9,50 M						
5 | 9,51 à 11,00 M						
6 | 11,01 à 13;00 M						
7 | 13,01 à 15,00 M						
8 | 15,01 à 18,00 M						
9 | 18,01 à 24,00 M						
10 | Au delà par mètre supplémentaire						
Multicoques Largeur	Btx	Nuits	CA TTC	Btx	Nuits	CA TTC
A 0 à 3,50						
B 3,51 à 4,00						
C 4,01 à 4,50						
D 4,51 à 5,00						
E 5,01 à 6,50						
F 6,51 à 7,00						
G 7,01 à 7,50						
H 7,51 à 8,00						
I 8,01 à 8,50						
J 8,51 à 9,00						
H 7,51 à 8,00						
K 9,01 à 9,50						
L 9,51 à 10,00						
TOTAL						
HIVERNAGE	MOIS			MOIS		
Catégorie	Btx	Nuits	CA TTC	Btx	Nuits	CA TTC
4 | 8,01 à 9,50 M						
5 | 9,51 à 11,00 M						
6 | 11,01 à 13;00 M						
7 | 13,01 à 15,00 M						
8 | 15,01 à 18,00 M						
9 | 18,01 à 24,00 M						
10 | Au delà par mètre supplémentaire						
TOTAL						

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

ANNUELS	MOIS					
Catégorie	Btx	Nuits	CA TTC	Btx	Nuits	CA TTC
Voile/Moteur	Btx	Nuits	CA TTC	Btx	Nuits	CA TTC
1 | 4,01 à 5,00 M						
2 | 5,01 à 6,50 M						
3 | 6,51 à 8,00 M						
4 | 8,01 à 9,50 M						
5 | 9,51 à 11,00 M						
6 | 11,01 à 13;00 M						
7 | 13,01 à 15,00 M						
8 | 15,01 à 18,00 M						
9 | 18,01 à 24,00 M						
10 | Au delà par mètre supplémentaire						
Multicoques Longeur	Btx	Nuits	CA TTC	Btx	Nuits	CA TTC
6,51 à 8,00 M						
8,01 à 9,50 M						
9,51 à 11,00 M						
11,01 à 13;00 M						
13,01 à 15,00 M						
15,01 à 18,00 M						
TOTAL						
Grutages						
Mise à l'eau / Mise à terre monocoque *	BTX	CAT.T.C		BTX	CAT.T.C	
6,51 à 8,00 M						
8,01 à 9,50 M						
9,51 à 11,00 M						
11,01 à 13;00 M						
13,01 à 15,00 M						
15,01 à 18,00 M						
TOTAL						
Mise à l'eau / Mise à terre multicoques	BTX	CAT.T.C		BTX	CAT.T.C	
9,51 à 13,00 M						
13,01 à 15,00 M						
15,01 à 18,00 M						
18,01 à 24,00 M						
TOTAL						
Mise sur sangles	BTX	CAT.T.C		BTX	CAT.T.C	
9,51 à 13,00 M						
13,01 à 15,00 M						
15,01 à 18,00 M						
18,01 à 24,00 M						
TOTAL						
Mâtage / Démâtage *	BTX	CAT.T.C		BTX	CAT.T.C	
0 à 10 mètres						
10,01 à 20 mètres						

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Manutention sur zone / Déchargement Camio	BTX	CAT.T.C			
Sans déplacement					
- 11,00 mètres					
+ 11,01 mètres					
Avec déplacement	BTX	CAT.T.C		BTX	CAT.T.C
- 11,00 mètres					
+ 11,01 mètres					
Opération de levage moteur ou autre pièce	1/2 h	CAT.T.C		1/2 h	CAT.T.C
1/2 heure					
Déquillage / Requillage	BTX	CAT.T.C		BTX	CAT.T.C
- 11,00 mètres					
+ 11,01 mètres					
SERVICES						
Remorquage						
de 8 mètres						
8,01 à 11 mètres						
+ de 11,01 mètres						
Pompage des eaux usées						
- de 11 mètres						
11,01 à 15 mètres						
15,01 à 18 mètres						
+ 18.01 mètres						

EFFECTIF		Annuel	saison		Annuel	saison
CAPITAINERIE						
GRUTAGE						
PORT						

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

TABLEAU SUIVI MENSUEL

PASSAGE PORT PRINCIPAL	MOIS			MOIS			MOIS		
Voile/Moteur	Btx	Nuits	CA TTC	Btx	Nuits	CA TTC	Btx	Nuits	CA TTC
1 | 4,01 à 5,00 M									
2 | 5,01 à 6,50 M									
3 | 6,51 à 8,00 M									
4 | 8,01 à 9,50 M									
5 | 9,51 à 11,00 M									
6 | 11,01 à 13;00 M									
7 | 13,01 à 15,00 M									
8 | 15,01 à 18,00 M									
9 | 18,01 à 24,00 M									
10 | Au delà par mètre supplémentaire									
TOTAL									
Multicoques Largeur	Btx	Nuits	CA TTC	Btx	Nuits	CA TTC	Btx	Nuits	CA TTC
A 0 à 3,50									
B 3,51 à 4,00									
C 4,01 à 4,50									
D 4,51 à 5,00									
E 5,01 à 6,50									
F 6,51 à 7,00									
G 7,01 à 7,50									
H 7,51 à 8,00									
I 8,01 à 8,50									
J 8,51 à 9,00									
H 7,51 à 8,00									
K 9,01 à 9,50									
L 9,51 à 10,00									
TOTAL									
HIVERNAGE	MOIS			MOIS			MOIS		
4 | 8,01 à 9,50 M									
5 | 9,51 à 11,00 M									
6 | 11,01 à 13;00 M									
7 | 13,01 à 15,00 M									
8 | 15,01 à 18,00 M									
9 | 18,01 à 24,00 M									
10 | Au delà par mètre supplémentaire									
TOTAL									
ANNUELS	MOIS			MOIS			MOIS		
Voile/Moteur	Btx	Nuits	CA TTC	Btx	Nuits	CA TTC	Btx	Nuits	CA TTC
1 | 4,01 à 5,00 M									
2 | 5,01 à 6,50 M									
3 | 6,51 à 8,00 M									
4 | 8,01 à 9,50 M									
5 | 9,51 à 11,00 M									
6 | 11,01 à 13;00 M									
7 | 13,01 à 15,00 M									
8 | 15,01 à 18,00 M									
9 | 18,01 à 24,00 M									
10 | Au delà par mètre supplémentaire									
TOTAL									
Multicoques Longuer	Btx	Nuits	CA TTC	Btx	Nuits	CA TTC	Btx	Nuits	CA TTC
6,51 à 8,00 M									
8,01 à 9,50 M									
9,51 à 11,00 M									
11,01 à 13;00 M									
13,01 à 15,00 M									
15,01 à 18,00 M									
TOTAL									

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

PASSAGE PORT AMBONNE	MOIS			MOIS			MOIS		
1 | 4,01 à 5,00 M									
2 | 5,01 à 6,50 M									
3 | 6,51 à 8,00 M									
4 | 8,01 à 9,50 M									
5 | 9,51 à 11,00 M									
6 | 11,01 à 13;00 M									
TOTAL									
ANNUELS PORT AMBONNE	MOIS			MOIS			MOIS		
Voile/Moteur	Btx	Nuits	CA TTC	Btx	Nuits	CA TTC	Btx	Nuits	CA TTC
1 | 4,01 à 5,00 M									
2 | 5,01 à 6,50 M									
3 | 6,51 à 8,00 M									
4 | 8,01 à 9,50 M									
5 | 9,51 à 11,00 M									
6 | 11,01 à 13;00 M									
TOTAL									
GRUTAGES	MOIS			MOIS			MOIS		
Mise à l'eau / Mise à terre monocoque *	BTX	CAT.T.C		BTX	CAT.T.C		BTX	CAT.T.C	
6,51 à 8,00 M									
8,01 à 9,50 M									
9,51 à 11,00 M									
11,01 à 13;00 M									
13,01 à 15,00 M									
15,01 à 18,00 M									
TOTAL									
Mise à l'eau / Mise à terre multicoques	BTX	CAT.T.C		BTX	CAT.T.C		BTX	CAT.T.C	
9,51 à 13,00 M									
13,01 à 15,00 M									
15,01 à 18,00 M									
18,01 à 24,00 M									
TOTAL									
Mise sur sangles	BTX	CAT.T.C		BTX	CAT.T.C		BTX	CAT.T.C	
9,51 à 13,00 M									
13,01 à 15,00 M									
15,01 à 18,00 M									
18,01 à 24,00 M									
TOTAL									
Mâtage / Démâtage *	BTX	CAT.T.C		BTX	CAT.T.C		BTX	CAT.T.C	
0 à 10 mètres									
10,01 à 20 mètres									
TOTAL									
Manutention sur zone / Déchargement Camic	BTX	CAT.T.C		BTX	CAT.T.C		BTX	CAT.T.C	
Sans déplacement									
- 11,00 mètres									
+ 11,01 mètres									
TOTAL									
Avec déplacement	BTX	CAT.T.C		BTX	CAT.T.C		BTX	CAT.T.C	
- 11,00 mètres									
+ 11,01 mètres									
TOTAL									
Opération de levage moteur ou autre pièce	1/2 h	CAT.T.C		1/2 h	CAT.T.C		1/2 h	CAT.T.C	
1/2 heure									
Déquillage / Requillage	BTX	CAT.T.C		BTX	CAT.T.C		BTX	CAT.T.C	
- 11,00 mètres									
+ 11,01 mètres									
TOTAL									
SERVICES	MOIS			MOIS			MOIS		
Remorquage	BTX	CAT.T.C		BTX	CAT.T.C		BTX	CAT.T.C	
de 8 mètres									
8,01 à 11 mètres									
+ de 11,01 mètres									
TOTAL									
Pompage des eaux usées	BTX	CAT.T.C		BTX	CAT.T.C		BTX	CAT.T.C	
- de 11 mètres									
11,01 à 15 mètres									
15,01 à 18 mètres									
+ 18.01 mètres									
TOTAL									

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

CARBURANT									
Produits	Litres	CA T.T.C		Litres	CA T.T.C		Litres	CA T.T.C	
SANS PLOMB 95									
GAS.OIL									
SANS PLOMB 98 DETAXE									
GAS OIL DETAXE									
Commandes	Litrages			Litrages			Litrages		
SANS PLOMB 95									
GAS.OIL									
SANS PLOMB 98 DETAXE									
GAS OIL DETAXE									
NB CLIENTS PRO	NB			NB			NB		
TOTAL									
EFFECTIF	MOIS			MOIS			MOIS		
	NB	Annuel	saison	NB	Annuel	saison	NB	Annuel	saison
CAPITAINERIE									
GRUTAGE									
PORT									
CARBURANT									

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Concession de service public pour la gestion et l'exploitation du Port Cap d'Agde, Port Ambonne et du Centre Nautique de la **Commune d'Agde**









Sous-Annexe G3
Modèle de tableau de bord semestriel

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

suivi exécution	prévisionnel	réalisé 30 juin	écart
en EUROS HT	2021	2021	2021
Total des produits d'exploitation	**6 101 986**		6 101 986
Total Chiffre d'affaires	**6 048 653**		6 048 653
Total Chiffre d'affaires	**6 048 653**		6 048 653
Ventes de marchandises	**682 667**		682 667
Carburant	682 667		682 667
Prestations de service	**4 995 920**		4 995 920
Abonnements annuels	4 231 333		4 231 333
Escale	593		593
Passages ports	240 533		240 533
Manutention	240 000		240 000
Droits de quai	-		-
Surveillance bateaux	3 687		3 687
Remorquage	2 307		2 307
Marinas	138 000		138 000
Eco-participation	139 467		139 467
Activités annexes	**370 067**		370 067
Vie à bord	12 000		12 000
Occupation domaine	62 867		62 867
Locaux portuaires	19 533		19 533
Terrasses	200 000		200 000
Parc stationnement	11 000		11 000
Clubs et associations	34 000		34 000
autres	30 667		30 667
Total Reprises sur provisions	**53 333**		53 333
Reprises sur provisions et transferts de charges	53 333		53 333
Reprise sur provision GER			
Total Autres produits	**-**		
Total des charges d'exploitation	**5 683 195**		5 683 195
Total Achats et charges externes	**1 912 712**		1 912 712
Fluides (eau, électricité, gaz, etc.)	728 000		728 000
Matériel et fournitures	145 333		145 333
[autre -à détailler]			
Sous-total Achats	**873 333**		873 333
Sous-traitance générale	50 667		50 667
Redevances de crédit-bail et locations	142 000		142 000
Entretien et maintenance courante	266 667		266 667
Etudes et recherches	-		-
Documentation générale	-		-
Frais de déplacements, séminaires, conf.	-		-
Sous-total Services extérieurs	**459 333**		459 333

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Personnel intérimaire	-	
Personnel détaché ou prêté	-	-
Honoraires	82 667	82 667
Publicité, publications, relations publiques	22 000	22 000
Transports de biens et transports collectifs du personnel	-	-
Déplacements, missions, réceptions	8 000	8 000
Frais postaux et de télécommunication	40 000	40 000
Services bancaires et assimilés	10 000	10 000
Concours divers	13 333	13 333
intérêts emprunts	32 712	32 712
redevance mairie	371 333	371 333
assurances	50 000	50 000
Sous-total Autres services extérieurs	**580 045**	580 045
		-
Total Impôts et taxes	**742 000**	742 000
Impôts et taxes sur rémunération	46 667	46 667
Impôts et taxes autres	695 333	695 333
		-
Total Charges de personnel	**2 512 720**	2 512 720
Salaires et traitements	1 709 333	1 709 333
Charges sociales	803 387	803 387
		-
Total Dotations aux amortissements et provisions	**515 763**	515 763
Sur immo : Dotations aux amortissements sur immobilisation	415 763	415 763
Sur immo : Dotations aux provisions (GER)	-	-
Sur actif circulant : Dotations aux provisions pour risques et (	100 000	100 000
[autre -à détailler]		-
		-
résultat	418 791	418 791

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Suivi du plan d'investissement

					PREVISION	REALISE	PREVISION	REALISE	PREVISION	REALISE
				01/01/2021	01/04/2021	01/04/2021	01/07/2021	01/07/2021	01/10/2021	01/10/2021
Numérotation des investissements tel que renseigné à l'onglet PPI - colonne A		**Montant**	**Date début d'amortissement**	31/03/2021	30/06/2021	30/06/2021	30/09/2021	30/09/2021	31/12/2021	31/12/2021
Numérotation des investissements (voir onglet Nomenclature)	Objet de l'investissement	**Montant de l'investissement dont étude et maîtrise d'œuvre (EUROS HT constants)**	**Année de mise en service**							
cf. Onglet Nomenclature à respecter	[décrire succinctement l'investissement envisagé)	**0**	**0**							
H1N16	ETOILE AMARRAGE	**100 000**	**2021**						100 000	
H1N17	STATION CARBURANT	**150 000**	**2021**		150 000					
H1N18	EMBARCATION SURVEILLANCE	**45 000**	**2021**		45 000					
C2N29	VL SECURITE + PORTS	**40 000**	**2021**		40 000					
H1N19	3 UTILITAIRES ATELIERS	**90 000**	**2021**						90 000	
H1N21	SIGNALETIQUE	**30 000**	**2021**		30 000					
H1N24	EMBARCATIONS	**125 800**	**2021**		125 800					
Montant total		**580 800**		**0**	**390 800**	**0**	**0**	**0**	**190 000**	**0**

TOTAL PREVISION	TOTAL REALISE	ECART
580 800	0	580 800

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Compte d'exploitation prévisionnel (en EUROS HT constants - base mois remise offre)	prévisionnel 2021	Saison 30 juin 2021	Ecart 2021
Total des produits d'exploitation			
Total Chiffre d'affaires	**310 953**		**310 953**
			-
Total Chiffre d'affaires	**302 953**		**302 953**
Prestations de service	**201 087**		**201 087**
Stages	118 667		**118 667**
Cours particuliers	5 733		**5 733**
Evènements	22 667		**22 667**
Groupes scolaires	44 533		**44 533**
Club	5 600		**5 600**
Restauration	3 467		**3 467**
divers	420		**420**
Activités annexes	**101 867**		**101 867**
Occupation domaine	59 400		**59 400**
Locations	20 667		**20 667**
Parc Stationnement	10 867		**10 867**
Boutique	933		**933**
subvention manifestations	10 000		**10 000**
			-
Total Reprises sur provisions	**-**		**-**
Reprises sur provisions et transferts de charges			**-**
[autre -à détailler]			**-**
			-
Total Autres produits	**8 000**		**8 000**
cession Immobilisation	8 000		**8 000**
			-
Total des charges d'exploitation	**469 919**		**469 919**
			-
Total Achats et charges externes	**180 767**		**180 767**
Fluides (eau, électricité, gaz, etc.)	32 000		**32 000**
Matériel et fournitures	20 000		**20 000**
[autre -à détailler]			**-**
Sous-total Achats	**52 000**		**52 000**
Sous-traitance générale			**-**
Redevances de crédit-bail et locations	17 000		**17 000**
Entretien et maintenance courante	26 667		**26 667**
Etudes et recherches			**-**
Documentation générale	11 000		**11 000**
Frais de déplacements, séminaires, conf.			**-**
redevance mairie	28 600		**28 600**
Sous-total Services extérieurs	**83 267**		**83 267**
Personnel intérimaire			**-**
Personnel détaché ou prêté			**-**
Honoraires			**-**
Publicité, publications, relations publiques	20 000		**20 000**
Transports de biens et transports collectifs du personnel			**-**

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Déplacements, missions, réceptions			
Frais postaux et de télécommunication	2 600		**2 600**
Services bancaires et assimilés	2 900		**2 900**
Concours divers			**-**
assurances	20 000		**20 000**
Sous-total Autres services extérieurs	**45 500**		**45 500**
			-
Total Impôts et taxes	**31 000**		**31 000**
Impôts et taxes sur rémunération	19 000		**19 000**
Impôts et taxes autres	12 000		**12 000**
			-
Total Charges de personnel	**205 408**		**205 408**
Salaires et traitements	139 733		**139 733**
Charges sociales	65 675		**65 675**
			-
Total Dotations aux amortissements et provisions	**52 744**		**52 744**
Sur immo : Dotations aux amortissements sur immobilisations	47 744		**47 744**
Sur immo : Dotations aux provisions (GER)			**-**
Sur actif circulant : Dotations aux provisions pour risques et charges (hc	5 000		**5 000**
[autre -à détailler]			**-**
			-
résultat	- 158 965	**-**	**158 965**
Charges sociales	65675		**65 675**
			-
Total Dotations aux amortissements et provisions	52744		**52 744**
Sur immo : Dotations aux amortissements sur immobilisations	47744		**47 744**
Sur immo : Dotations aux provisions (GER)			**-**
Sur actif circulant : Dotations aux provisions pour risques et charges (hc	5000		**5 000**
[autre -à détailler]			**-**
			-
résultat	-158965	**-**	**158 965**

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

BATEAUX A MOTEUR

Modèle	Référence	Nbre	Année Achat	PU HT €	prévisionnel	réalisé	écart
					2021	2021	2021
Coque rigide	NewMatic 5	1	1995	2 300			-
Moteur	Yamaha 9.9 cv	1	2011	2 500	2 500		2 500
Coque rigide	NewMatic 13	1	1998	2 300			-
Moteur	Yamaha 15 cv	1	2012	3 000			-
Coque rigide	NewMatic 14	1	2002	2 300			-
Moteur		-	-				-
Coque rigide	NewMatic 16	1	1995	2 300			-
Moteur	Yamaha 15 cv	1	2016	3 000			-
Coque Semi-rigide	Lomac SR 6	1	2018	5 000			-
Moteur	Yamaha 15 cv	1	2019	3 000			-
Coque Semi-rigide	Lomac SR 17	1	2011	5 000	5 000		5 000
Moteur	Yamaha 20 cv	1	2011	3 500	3 500		3 500
Coque Semi-rigide	Lomac SR 7	1	2014	7 000			-
Moteur	Yamaha 20 cv	1	2014	3 500			-
Coque Semi-rigide	Lomac SR 12	1	2019	7 000			-
Moteur	Yamaha 30 cv	1	2018	5 000			-
Coque Semi-rigide	Lomac SR 2	1	2013	7 000	7 000		7 000
Moteur	Yamaha 30 cv	1	2013	5 000	5 000		5 000
Coque Semi-rigide	Lomac SR 3	1	2020	8 000			-
Moteur	Yamaha 40 cv	1	2020	6 000			-
Coque Semi-rigide	Lomac SR 9	1	2013	8 000			-
Moteur	Yamaha 40 cv	1	2017	6 000			-
Coque Semi-rigide	Lomac SR 10	1	2015	8 000			-
Moteur	Yamaha 40 cv	1	2015	6 000			-
Coque Semi-rigide	Lomac SR 11	1	2012	9 000	8 000		8 000
Moteur	Yamaha 40 cv	1	2018	6 000			-
Coque open	Barge	1	1985	-			-
Moteur	Yamaha 30 cv	1	2016	5 000			-
Coque open	Cap Camarat 5.10	1	1990	-			-
Moteur	Yamaha 40 cv	1	2013	-			-
Coque open	Cap Camarat 6.15	1	1995	25 000			-
Moteur	Mercury	1	2008	15 000			-
Total Investissement Bateaux à Moteur par Année					31000		31 000

SUPPORT VOILES

Modèle	Référence	Nbre	Année Achat	PU HT	prévisionnel	réalisé	écart
					2021	2021	2021
Optimist	Blue Dragoon v1	10	2014	1 200			-
	Blue Dragoon v2	10	2016	1 200			-
	Sail Qube	10	2018	1 300			-

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Planche à voile	Exocet Cruiser	7	2007	-			
	Bic Beach 175 v1	5	2010	-			-
	Bic Beach 225 v1	5	2011	-			-
	Bic Beach 175 v2	5	2015	600	3 000		3 000
	Bic Beach 225 v2	5	2015	650	3 250		3 250
	RRD Firemoove	5	2015	1 600			-
	Bic Core 133/148/160D	3	2010	800			-
	Bic Techno 185D v1	3	2017	700			-
	Bic Techno 185D v2	3	2020	700			-
Stand Up Paddle	BIC Duratec 9 pieds	5	2015	400			-
	BIC Duratec 10 pieds	5	2014	450	2 250		2 250
	BIC Performer 11 pieds	10	2019	500			-
	BIC Cross 10 pieds	5	2017	650			-
	BIC Performer Wind	5	2018	700			-
	Oxbow Race 12.6	1	2018	1 600			-
	RedwoodPaddle BDaddy	2	2019	1 400			-
Catamaran hybride	Funboat v2014	2	2014	2 900	5 800		5 800
	Funboat v2015	3	2015	2 900	8 700		8 700
	Funboat v2017	3	2017	2 900			-
	Funboat v2018	2	2018	2 900			-
	Funboat v2019	6	2019	2 900			-
	Funboat v2020	5	2020	2 900			-
Catamaran 10 pieds	KL 10.5 v1	7	1995	3 000	21 000		21 000
	KL 10.5 v2	8	2000	3 000			-
Catamaran 14 pieds	Topaz 14	6	2016	8 000			-
Catamaran 16 pieds	Dart 16 v1	3	2010	10 000	30 000		30 000
	Dart 16 v2	5	2019	10 000			-
	Hobie Cat 16	1	1992	-			-
Dériveur Double	RS Féva	5	2020	4 300			-
Dériveur Collectif	Caravelle Galion v1	1	1992	-			-
	Caravelle Galion v2	1	1999	-			-
	RS Venture	1	2012	11 200			-
Dériveur Foil	BirdyFish	1	2021	16 000			-
Habitable	FILLAO	1	2004	24 000			-
Kayak	Ocean Kayak Yak board	1	1998	-			-
	Ocean Kayak Frenzy	2	1998	400	800		800
	Rotomod Ocean Kayak	4	1998	-			-
	DAG Lagoon 2	2	2008	-			-
	DAG Tribal Ocean	3	2013	650			-
	RTM Ocean Duo	4	2019	600			-
Pédalo	Blu Marine Balado v1	4	2014	3 000			-
	Blu Marine Balado v2	2	2018	3 200			-
Projet Dévellopement		1			20 000		20 000
Total Investissement Support Voile par Année					94800		94800

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Concession de service public pour la gestion et l'exploitation du Port Cap d'Agde, Port Ambonne et du Centre Nautique de la **Commune d'Agde**









Sous-Annexe G4
Dispositif de travail partenarial avec la collectivité

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Seul un dialogue permanent nous permettra de faire du Port et de la Ville un outil nautique et touristique à la hauteur de cette nouvelle ère. Ce dialogue doit nous servir de levier en termes d'orientation et de décision collégiale.

Les réunions suivantes seront menées :

- Conseil portuaire, organe consultatif qui produit des avis (article R 5314-21 du Code des transports) et consulté pour :
  - La délimitation administrative du port et ses modifications ;
  - Le budget prévisionnel du port, les décisions de fonds de concours du concessionnaire ;
  - Les tarifs et conditions d'usage des outillages, les droits de port ;
  - Les avenants aux concessions et concessions nouvelles ;
  - Les projets d'opérations de travaux neufs ;
  - Les sous-traités d'exploitation ;
  - Les règlements particuliers de police et les dispositions permanentes relatives à la police des surfaces encloses.
- Comité Local des Usagers du Port
- Dialogue continu avec la Ville d'Agde pour :
  - Traiter des affaires courantes et difficultés éventuelles rencontrées ;
  - Travailler sur les orientations de développement de la place portuaire et la stratégie de développement économique et touristique du port ;
  - Etudier les programmes prévisionnels d'investissements et leurs réalisations ;
  - Coordonner la politique de communication ;
  - Rapprocher les points de vue du Délégataire et de la Ville sur tous les aspects relevant du présent contrat, notamment en cas de modification de celui- ci.
- CRAC – Compte Rendu Annuel à la Collectivité
- Conseil d'Administration

Entre la Ville et le Port plusieurs réunions seront mises en place, sous forme de :

- COTECH – COmité TETCnique, en présence du DGS de la Ville, du Directeur du Port et des techniciens de la Ville concernés par les sujets abordés si besoin ; sujets définis au préalable dans un ordre du jour partagé ;
- COPIL – COmité de PILotage, en présence de Monsieur le Maire et le DGS de la Ville d'Agde, le Directeur Générale et Directeur du Port de la Sodéal, et des élus dont la présence est jugée utile par Monsieur le Maire.

Ces réunions auront lieu :

- Tous les mois en COTECH, avec élaboration d'un compte-rendu de réunion par la Sodéal transmis via la plateforme à la Ville ;
- Tous les trois à six mois en COPIL (selon l'urgence des stratégies de projet à valider), avec élaboration d'un compte-rendu de réunion par la Ville transmis via la plateforme à la Sodéal.

Des groupes de réflexion et des partenariats pourraient être mis en place avec les acteurs du territoire :

- L'Office de Tourisme ;
- Les collectivités, Conseil Régional, les autres ports, etc. ;
- Les entreprises locales : sponsors, organisation d'évènements, développement de service ;
- Associations ;
- Etc.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Concession de service public pour la gestion et l'exploitation du Port Cap d'Agde, Port Ambonne et du Centre Nautique de la **Commune d'Agde**









Sous-Annexe G5
Dispositif de suivi qualité

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Suivi de la qualité auprès des clients :

Fiche de réclamation


Sodéal — Fiche de réclamation

Le réclamant

Nom : Prénom :

Adresse complète :

Téléphone :

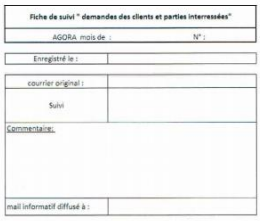
Mail :

La réclamation

Description de la réclamation :
(Fait / Lieu / Nature...)

Date : Signature du réclamant

Fiche de suivi _ Demande client


Fiche de suivi " demandes des clients et parties interressées"

AGORA mois de : N° :

Enregistré le :

courrier original :

Suivi

Commentaire:

mail informatif diffusé à :

Le port met en place un classeur composé de fiches de réclamations, à disposition des clients sur les différents sites d'accueils gérés par le port (Capitainerie, grutage). L'ensemble des réclamations faîtes par les clients sont intégrées dans un tableau de bord permettant le suivi et les actions déclenchées pour répondre à la demande.

Une procédure de traitement des Demandes des parties intéressées et Réclamations a été mise en place. Cette procédure a pour objet de décrire comment la Sodéal :

- Prend en compte et traite les demandes des parties intéressées et les réclamations clients,
- Missionne les personnes en charge de ce suivi et avec quels outils à utiliser.

Cette procédure s'applique à toutes les demandes et réclamations formulées par écrit, en provenance d'une partie intéressée ou d'un client.


Sodéal — Tableau de suivi des demandes des parties intéressées et réclamations clients
Mois de X

Auteur : ES
V2 du 17/12/2013

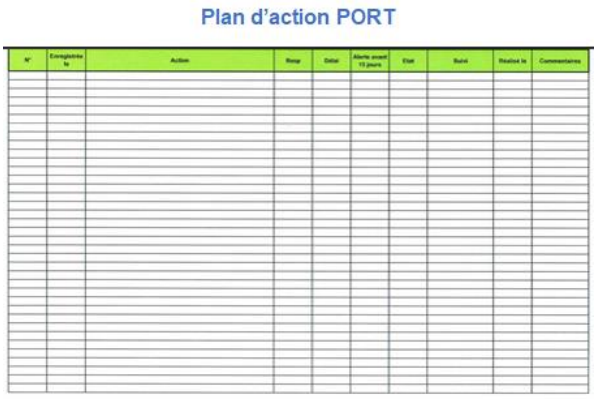
Enregistrement demande										Traitement par responsable de site						
Enregistrement			Demande						Diffusion	Compétence SODEAL	Pertinence	Actions		Réponse écrite		
N°	Par qui?	Date de réception	Type de demandeur	Nom du demandeur	Nature de la demande	Description de la demande (court / bref)	Site concerné	Lien demande	A qui?	Concerné ou pas	Pertinence	Action(s) déclenchée(s)	Date action	Date de la réponse	Lien réponse	Complément
1																
2																
3																
4																
5																

Les étapes suivies sont les suivantes :

1. Dépôt de la demande,
2. Enregistrement de la demande,
3. Traitement de la demande, qui consiste à :
   - Déterminer si la réclamation concerne ou non la Sodéal,
   - Evaluer la pertinence de la demande,
   - Enregistrer les actions réalisées,
   - Effectuer une réponse écrite au demandeur.
4. Enregistrement du traitement,
5. Suivi :
   Chaque mois, l'agent d'accueil du siège vérifie que chacune demande ou réclamation a bien été traitée et enregistrée.
   Dans le cas où une demande n'a pas été traitée, l'agent d'accueil relance la personne chargée du suivi.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Suivi des objectifs :



Mise en place d'un plan d'action sous forme de tableur Excel.

Engagements :

Pour poursuivre l'entretien des équipements et des infrastructures de l'ensemble des ports de manière pro-active, la Sodéal doit développer un module spécifique intégré à son logiciel de gestion. Ce dernier fonctionnera sur le modèle d'un système d'information géographique permettant une gestion du cycle de vie de l'ensemble des équipements.

Il sera disponible sur une application web accessible sur tout support informatique (ordinateur, tablette et mobile). Pour chaque équipement, il définit :

- Un programme d'entretien spécifique,
- Un calendrier avec un dispositif d'alertes visuel pour l'opérateur,
- Des référentiels à suivre.

Il garantira la traçabilité de toutes les interventions en historisant le type d'entretien effectué, le nom de l'intervenant, la date d'intervention, les factures, etc.

Ce dispositif sera généralisé à tous les équipements des ports pour assurer un suivi au quotidien.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Concession de service public pour la gestion et l'exploitation du Port Cap d'Agde, Port Ambonne et du Centre Nautique de la **Commune d'Agde**









Annexe H
Eléments juridiques

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Concession de service public pour la gestion et l'exploitation du Port Cap d'Agde, Port Ambonne et du Centre Nautique de la **Commune d'Agde**









Sous-Annexe H1
Plan général des assurances

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Contrats d'assurance en cours :

- Prévoyance Collective Cadre - AXA
- Prévoyance Collective Non-Cadre - AXA
- Mutuelle Collective ensemble du personnel - AXA
- Bris de machine – Generali
- Locaux – Albingia
- BATEAU centre nautique - AXA
- Responsabilité Civile – AXA
- BATEAU CAPITAINERIE – AXA
- Responsabilité des mandataires sociaux – AIG
- Auto MISSION COLLABORATEURS – AXA
- Flotte AUTO – AXA
- Protection juridique – CFDP

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Concession de service public pour la gestion et l'exploitation du Port Cap d'Agde, Port Ambonne et du Centre Nautique de la **Commune d'Agde**









Sous-Annexe H2
Garantie autonome à première demande

BANQUE POPULAIRE
DU SUD

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

Agence Aude Hérault Entreprises
Centre d'Affaires Villeneuve les Béziers
Av. Pierre Bérégovoy
34 420 Villeneuve les Béziers

A l'attention de Monsieur HUGONNET
Président de la SODEAL

Annule et remplace le courrier du 12 avril 2021

Cher Monsieur,

Dans le cadre du renouvellement du contrat de concession de service public pour la gestion et l'exploitation du port du Cap d'Agde, du port d'Ambonne et du Centre Nautique de la Ville D'Agde, vous nous sollicitez pour la mise en place d'une garantie à première demande :

- D'exploitation d'un montant de 347 900 euros correspondant à 3,5% du chiffre d'affaires hors taxes annuel moyen, calculé sur la base du compte d'exploitation prévisionnel établi pour toute la durée du contrat,
- D'investissement d'un montant de 735 000 euros correspondant à 3,5% du montant des investissements prévus dans le plan d'investissement prévisionnel annexé au contrat.

Pour une durée d'1 an.

A la vue des éléments que vous avez bien voulus nous transmettre, nous émettons un avis favorable à cette demande selon les modalités suivantes :

- Commission d'engagement : 1.2%
- Frais de dossier : 30 euros

- Garanties demandées :
  - Nantissement d'un compte à terme et / ou d'un contrat de capitalisation, ouvert en nos livres, à hauteur du montant de la garantie à première demande soit 347 900 euros et 735 000 euros

Sous réserve de l'accord de notre comité de crédit.

Nous vous prions d'agréer, cher Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Fait à Villeneuve Les Béziers, le 13 avril 2021

Cédric COMBETTE
Directeur du Centre d'Affaires Aude Hérault Entreprises

BANQUE POPULAIRE DU SUD
AUDE HERAULT ENTREPRISES
Centre d'Affaires Saint Crescent
11000 Narbonne

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

BANQUE POPULAIRE

BANQUE & ASSURANCE

GARANTIE A PREMIERE DEMANDE N° 00

Préambule

Il a été conclu entre

La **COMMUNE D'AGDE,** représentée par Mr GILLES D'ETTORE, en sa qualité de Maire de la Commune, agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal,

Et

La Société de développement économique d'Agde et du littoral, dont le siège social est sis au 21 cours des gentilshommes - 34300 AGDE, immatriculée au RCS de BEZIERS sous le numéro 378317614, et représentée par Mr Stéphane HUGONNET, en sa qualité de président,

Un contrat de concession de service public pour la gestion et l'exploitation du port du Cap d'Agde, du port d'Ambonne et du centre nautique de la ville d'Agde, afin d'assurer l'exploitation des infrastructures concédées et la réalisation des investissements nécessaires à leur fonctionnement.

Aux termes de ce contrat, il est prévu que la Société de développement économique d'Agde et du littoral fournisse à la Commune une garantie bancaire à première demande.

Ceci étant rappelé,

Nous soussignés BANQUE POPULAIRE DU SUD exploitant également les marques BANQUE DUPUY, DE PARSEVAL, BANQUE MARZE et CREDIT MARITIME, Société anonyme coopérative de Banque Populaire à capital variable, régie par les articles L512-2 et suivants du code monétaire et financier et l'ensemble des textes relatifs aux Banques Populaires et aux établissements de crédits dont le Siège social est à Perpignan (66966) 38, Boulevard Georges Clémenceau, inscrite au Registre du commerce et des Sociétés de Perpignan sous le numéro B 554 200 808 ;
Dûment représentée à l'effet des présentes par Mesdames ANDRE Gaëlle et BEHLAGI Rachida, en vertu des pouvoirs qui leur ont été conférés par Madame Catherine BALDO, Directrice Service Clients de la Banque Populaire du Sud Délégataire de Monsieur Pierre CHAUVOIS, Directeur Général de la Banque Populaire du Sud, suivant substitution de signatures sous-seing privé en date du 16 mai 2019 ;
Monsieur Pierre CHAUVOIS agissant lui-même en vertu des pouvoirs conférés par le conseil d'administration de la Banque Populaire du Sud aux termes de la délibération du 17 avril 2013 et renouvelés suivant délibération du 02 mars 2018.

Déclarons nous porter garants à première demande
de **la Société de développement économique d'Agde et du littoral**
Au bénéfice de la Commune d'Agde,
A hauteur d'un montant maximum de **347900.00 Euros** (Trois cent quarante-sept mille neuf cent euros) en principal, intérêts, frais et accessoires, correspondant à 3.5% du chiffre d'affaire hors taxes annuel moyens calculé sur la base du compte prévisionnel établi pour toute la durée du contrat.

Le présent engagement garantit le paiement de toutes sommes dont **la Société de développement économique d'Agde et du littoral** serait déclaré redevable à l'égard de la **COMMUNE D'AGDE**, au titre de l'exploitation des infrastructures concédées.

38, bd Georges Clemenceau - 66966 Perpignan Cedex 09 - Téléphone 04 68 38 22 00 - Fax : 04 68 38 48 03 - www.sud.banquepopulaire.fr - 554200808 RCS Perpignan - Intermédiaire d'assurance inscrit à l'ORIAS sous le N° 07 023 534 - TVA N° FR 29 554200808. Société anonyme coopérative de Banque Populaire à capital variable, régie par les articles L512-2 et suivants du code monétaire et financier et l'ensemble des textes relatifs aux Banques Populaires et aux établissements de crédits.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

BANQUE POPULAIRE

BANQUE & ASSURANCE

La garantie pourra être mise en jeu sur simple demande de la **COMMUNE D'AGDE** auprès du garant, après mise en demeure adressée au délégataire et restée sans effet dans un délai de 15 jours.

Le présent engagement prendra effet à compter de sa signature.

Il sera valable jusqu'au 08 Avril 2022, date à compter de laquelle compter de laquelle il sera nul de plein droit et aucune demande ne sera plus recevable, pour quelque motif que ce soit.

Cette garantie est régie par le Droit français. Tout litige né de son interprétation ou de son exécution relèvera de la compétence exclusive du Tribunal de Commerce de PERPIGNAN.

Fait à Nîmes, le 08/04/2021
BANQUE POPULAIRE DU SUD

38, bd Georges Clemenceau - 66966 Perpignan Cedex 09 - Téléphone : 04 68 36 72 00 - Fax : 04 68 38 48 03 - www.sud.banquepopulaire.fr - 554200808 RCS Perpignan - Intermédiaire d'assurance inscrit à l'ORIAS sous le N° 07 023 331 - TVA N° FR 29 554200808. Société anonyme coopérative de Banque Populaire à capital variable, régie par les articles L 512-2 et suivants du code monétaire et financier et l'ensemble des textes relatifs aux Banques Populaires et aux établissements de crédits.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

BANQUE POPULAIRE

BANQUE & ASSURANCE

GARANTIE A PREMIERE DEMANDE N° 00

Préambule

Il a été conclu entre

La **COMMUNE D'AGDE,** représentée par Mr GILLES D'ETTORE, en sa qualité de Maire de la Commune, agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal,

Et

La Société de développement économique d'Agde et du littoral, dont le siège social est sis au 21 cours des gentilshommes - 34300 AGDE, immatriculée au RCS de BEZIERS sous le numéro 378317614, et représentée par Mr Stéphane HUGONNET, en sa qualité de président,

Un contrat de concession de service public pour la gestion et l'exploitation du port du Cap d'Agde, du port d'Ambonne et du centre nautique de la ville d'Agde, afin d'assurer l'exploitation des infrastructures concédées et la réalisation des investissements nécessaires à leur fonctionnement.

Aux termes de ce contrat, il est prévu que la Société de développement économique d'Agde et du littoral fournisse à la Commune une garantie bancaire à première demande.

Ceci étant rappelé,

Nous soussignés BANQUE POPULAIRE DU SUD exploitant également les marques BANQUE DUPUY, DE PARSEVAL, BANQUE MARZE et CREDIT MARITIME, Société anonyme coopérative de Banque Populaire à capital variable, régie par les articles L512-2 et suivants du code monétaire et financier et l'ensemble des textes relatifs aux Banques Populaires et aux établissements de crédits dont le Siège social est à Perpignan (66966) 38, Boulevard Georges Clémenceau, inscrite au Registre du commerce et des Sociétés de Perpignan sous le numéro B 554 200 808 ;
Dûment représentée à l'effet des présentes par Mesdames ANDRE Gaëlle et BEHLAGI Rachida, en vertu des pouvoirs qui leur ont été conférés par Madame Catherine BALDO, Directrice Service Clients de la Banque Populaire du Sud Délégataire de Monsieur Pierre CHAUVOIS, Directeur Général de la Banque Populaire du Sud, suivant substitution de signatures sous-seing privé en date du 16 mai 2019 ;
Monsieur Pierre CHAUVOIS agissant lui-même en vertu des pouvoirs conférés par le conseil d'administration de la Banque Populaire du Sud aux termes de la délibération du 17 avril 2013 et renouvelés suivant délibération du 02 mars 2018.

Déclarons nous porter garants à première demande
de **la Société de développement économique d'Agde et du littoral**
Au bénéfice de la Commune d'Agde,
A hauteur d'un montant maximum de **735000.00 Euros** (Sept cent trente-cinq mille euros) en principal, intérêts, frais et accessoires, correspondant à 3.5% du montant des investissements prévus dans le plan d'investissement prévisionnel.

Le présent engagement garantit le paiement de toutes sommes dont **la Société de développement économique d'Agde et du littoral** serait déclaré redevable à l'égard de la **COMMUNE D'AGDE**, au titre de la réalisation des investissements nécessaires aux infrastructures exploitées.

Envoyé en préfecture le 29/04/2021
Reçu en préfecture le 29/04/2021
Affiché le
ID : 034-213400039-20210429-CSP_PORTS_21_II-CC

BANQUE POPULAIRE

BANQUE & ASSURANCE

La garantie pourra être mise en jeu sur simple demande de la **COMMUNE D'AGDE** auprès du garant, après mise en demeure adressée au délégataire et restée sans effet dans un délai de 15 jours.

Le présent engagement prendra effet à compter de sa signature.

Il sera valable jusqu'au 08 Avril 2022, date à compter de laquelle compter de laquelle il sera nul de plein droit et aucune demande ne sera plus recevable, pour quelque motif que ce soit.

Cette garantie est régie par le Droit français. Tout litige né de son interprétation ou de son exécution relèvera de la compétence exclusive du Tribunal de Commerce de PERPIGNAN.

Fait à Nîmes, le 08/04/2021
BANQUE POPULAIRE DU SUD